



**HAL**  
open science

# Le rapport des jeunes à la politique au Mozambique : espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride

Dercio Tsandzana

► **To cite this version:**

Dercio Tsandzana. Le rapport des jeunes à la politique au Mozambique : espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride. Science politique. Université de Bordeaux, 2022. Français. NNT : 2022BORD0244 . tel-03858000

**HAL Id: tel-03858000**

**<https://theses.hal.science/tel-03858000v1>**

Submitted on 17 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRÉSENTÉE POUR OBTENIR LE GRADE DE  
**DOCTEUR**  
DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

École Doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique

**SPÉCIALITÉ : SCIENCE POLITIQUE**

Laboratoire d'accueil : Les Afriques dans le monde (UMR 5115)

Par **Dércio TSANDZANA**

**LE RAPPORT DES JEUNES À LA POLITIQUE AU MOZAMBIQUE**  
**Espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride**

Sous la direction de M. **Vincent TIBERJ**

Co-encadrement de Mme **Rozenn NAKANABO DIALLO**

Présentée et soutenue publiquement

Le 23 septembre 2022

Membres du jury

**M. BONNECASE, Vincent**, Chargé de recherche CNRS, IMAF, *rapporteur*

**M. CAHEN, Michel**, Directeur de recherche émérite CNRS, Sciences Po Bordeaux, *président du jury*

**Mme FAUCHER, Florence**, Professeure, Sciences Po Paris, *examinatrice*

**Mme HONWANA, Alcinda**, Professeure, London School of Economics and Political Science, *rapportrice*

**Mme NAKANABO DIALLO, Rozenn**, Maîtresse de conférences, Sciences Po Bordeaux, *co-encadrante*

**Mme POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle**, Maîtresse de conférences, Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, *examinatrice*

**M. TIBERJ, Vincent**, Professeur des universités, Sciences Po Bordeaux, *directeur de thèse*

---

## RESUMÉ

Les jeunes sont la majorité démographique dans de nombreux pays en développement ou moins avancés économiquement comme le Mozambique. Dans ce pays, les personnes âgées de moins de 35 ans représentent plus de 60 % du total des 33 millions d'habitants (INE, 2017), et sur le continent africain cette estimation est encore plus importante. En considérant ce contexte, cette thèse aborde les espaces et les pratiques de la participation politico-juvénile au Mozambique. Pour ce faire, nous analysons le rapport des jeunes à la politique, en associant plusieurs formes de participation civique, dont les élections, les manifestations, le fait de discuter et de s'intéresser à la politique. En s'appuyant sur des méthodes mixtes, nous cherchons à comprendre ce rapport à la politique dans un pays caractérisé par une « démocratie pas comme les autres ». C'est dans cette atmosphère que nous avons pu constater que nous sommes face à une réalité qui ne peut être lue en dehors de ce que représente le régime politique. En d'autres termes, les pratiques de la participation politique des jeunes sont le résultat de actions locales qui dépendent souvent du type de pouvoir en place (municipalité) et plus largement le pays (l'échelle nationale), parce que dans sa globalité, le Mozambique est marqué par un « empêchement de la participation politique », captée par les pratiques d'un régime hybride au pouvoir depuis 1975. Également, nous ne pouvons pas assumer l'idée selon laquelle les jeunes qui nous intéressent dans cette thèse sont désenchantés par la politique, bien au contraire. En effet, nous trouvons un profil des jeunes qui, malgré les adversités produites par le type de régime politique, adoptent des formes de participation politique qui défient en quelque sorte l'autorité même.

---

**MOTS-CLES :** Jeunes, politique, participation, citoyenneté, Mozambique

---

## ABSTRACT

Young people are the majority in many developing or less economically advanced countries such as Mozambique. In this country, people under the age of 35 represent more than 60% of the total population of 33 million inhabitants (INE, 2017). Considering this context, the thesis addresses different spaces and practices of political-youth participation in Mozambique. To this end, I analyse the relationship of young people to politics, combining several forms of civic participation, including elections, demonstrations, discussing and engaging with politics. Based on mixed methods (qualitative and quantitative), I intend to understand this relationship to politics in a country characterised by a 'democracy like no other'. Regarding this context, I have observed that Mozambique is facing a reality that cannot be read outside of what the political system represents. In other words, youth political participation practices are the result of local actions that often depend on the type of power in place (municipality) and, more globally, the country (national level), because Mozambique is marked by an 'impediment to political participation', captured by the practices of a hybrid regime in power since 1975. In addition to that, I cannot assume that the young people analysed in this thesis are disenchanted with politics, because it is the opposite. In fact, I found a profile of young people who, despite the opposition created by the political regime (ruling party), adopt forms of political participation that in some way challenge authority itself.

---

**MOTS-CLES:** Youth, politics, participation, citizenship, Mozambique

# Sommaire

<b>Sommaire</b> .....	<b>2</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>8</b>
<b>Liste des sigles</b> .....	<b>10</b>
<b>Table des cartes, graphiques, photos et tableaux</b> .....	<b>11</b>
<b>Introduction générale</b> .....	<b>15</b>
1.1. Jeunesses et effet démographique : une réflexion sur les structures d'opportunités politiques .....	21
1.1. Les jeunes et le rapport à la politique au Mozambique .....	25
1.2. Les inégalités de la participation politique des jeunes au Mozambique.....	27
1.3. Pourquoi le Mozambique : participation politique dans un régime hybride	29
1.4. Axes et hypothèses de recherche .....	32
2. Thèse : entre les élections et la recherche d'autres formes de participation politique .....	37
3. Annonce du plan.....	38
<b>Chapitre 1 : Historicité d'un pays sur la côte de l'océan Indien</b> .....	<b>41</b>
1. Un long itinéraire de conflit : « ni guerre, ni paix » .....	43
1.2. Le régime politique et l'« État-parti » au Mozambique .....	46
1.3. Les trois villes et les répertoires d'action collective .....	50
2. Méthodologie : un terrain, deux méthodes.....	54
2.1. La préparation, le départ et la réalisation du terrain .....	55
2.2. L'approche qualitative .....	56
2.3. Les questions abordées .....	60
2.4. Un terrain marqué par deux scrutins et un conflit politico-militaire.....	62
2.4.1. Maputo.....	63
2.4.2. Beira .....	65
2.4.3. Nampula .....	66
2.5. L'approche quantitative .....	68

3.	Réflexivité et positionnement méthodologique : temps, durée, assignation dans la relation d'enquête.....	69
<b>Chapitre 2 : Le rapport à la politique : définir, comprendre et adapter les grands concepts .....</b>		<b>75</b>
1.	Participation politique : trajectoire et historicité du concept.....	79
1.1.	Les critiques et les « nouveaux usages » de la participation politique.....	83
1.2.	Adapter la notion de participation politique en Afrique.....	90
1.3.	Comprendre la participation politique en Afrique .....	95
1.4.	La participation politique à l'aune d'un « régime post-conflit ».....	99
2.	La politisation des jeunes : s'intéresser à la politique .....	102
2.1.	Politisation, vecteur des inégalités entre les individus.....	105
2.2.	Appréhender la politisation hors l'Occident .....	110
3.	La place de la citoyenneté dans le rapport politique des jeunes .....	112
3.1.	Une approche de citoyenneté appliquée aux Afriques.....	116
3.2.	Tracer la citoyenneté au cours du temps en Afrique .....	120
3.3.	La citoyenneté dans la longue durée au Mozambique.....	122
Conclusion .....		126
<b>Chapitre 3 : Jeunesse(s) : à la recherche d'une ou de plusieurs définitions ...</b>		<b>128</b>
1.	Controverses théoriques d'une définition polysémique.....	133
1.1.	Quels critères, pour quelles jeunes en Afrique ?.....	136
1.2.	Jeunes, trajectoires et parcours politiques en Afrique .....	142
1.3.	Jeunes, acteurs et sujets de la politique en Afrique.....	146
2.	Socialisation des jeunes .....	149
2.1.	Comprendre les grandes notions : génération, classe d'âge et cadets sociaux.....	153
2.2.	Traduire et appliquer la notion de génération en Afrique .....	157
2.3.	Dynamiques générationnelles en Afrique .....	160
2.4.	Une explication autour de la classe d'âge .....	162
2.5.	Cadets sociaux : entre la négociation et la confrontation.....	164

3.	Comprendre les jeunesses du Mozambique .....	167
3.1.	Les métamorphoses et les portraits politico-juvéniles au Mozambique ...	169
3.2.	Geração da viragem : trajectoire et configurations historiques.....	171
3.3.	Entre la cooptation historique et la nécessité de se libérer .....	173
	Conclusion .....	176
	<b>Chapitre 4 : Quand les élections marquent la politique .....</b>	<b>179</b>
1.	Une entrée par les élections .....	183
1.1.	Les élections en Afrique : trajectoires et historicité.....	186
1.2.	Des élections pas comme les autres en Afrique .....	190
1.3.	Le système électoral au Mozambique .....	195
2.	Participer avant, durant et après les élections .....	201
2.1.	Des élections répétées, sans « challenger » le pouvoir en place.....	205
2.2.	Celui qui organise gagne les élections : les astuces depuis 1994 .....	209
2.3.	Le parti Frelimo et les élections : une longue tradition de manipulation .....	213
3.	La matérialité du vote au Mozambique .....	217
3.1.	Le rituel de l'éducation électoral dans les deux élections .....	220
3.2.	La campagne électoral et ses objets .....	224
4.	Se faire recenser ? Oui, mais voter ?.....	231
4.1.	La matérialité autour du programme politique .....	235
4.2.	Le rituel de l'observation des urnes.....	238
4.3.	La matérialité virtuelle et les hashtags .....	246
5.	Trois villes, des significations différentes sur les élections.....	248
5.1.	Maputo .....	249
5.2.	Beira .....	252
5.3.	Nampula.....	257
	Conclusion .....	259
	<b>Chapitre 5 : La participation politique comme champ d'inégalités .....</b>	<b>261</b>
1.	La fabriques des statistiques en Afrique et ses limites .....	265

1.1.	Produire et comprendre les données électorales au Mozambique .....	268
1.2.	Les enquêtes de l'Afrobaromètre : critiques et précautions .....	271
1.2.1.	Enquêtes sur la participation électorale au Mozambique .....	278
1.2.1.1.	Étude 1 : International Youth Foundation .....	279
1.2.1.2.	Étude 2 : Parlement des jeunes du Mozambique .....	280
1.2.1.3.	Étude 3 : Friedrich Ebert Stiftung.....	281
1.2.1.4.	Étude 4 : NDI et CPGD.....	282
1.2.1.5.	Étude 5 : EISA Mozambique.....	283
2.	Variables explicatives de la participation politique.....	286
2.1.	Les variables de la participation politique en Afrique.....	289
2.1.1.	Voter au Mozambique selon l'âge : la variation dans le temps .....	292
2.1.2.	Le genre dans le vote au Mozambique : jusqu'où ?.....	301
2.1.3.	Le diplôme dans le vote des Mozambicains .....	306
2.1.4.	La place de l'occupation professionnelle dans le vote .....	314
2.1.5.	La relation tripartite dans le vote : région, province et langue.....	319
3.	Indice de privation, un facteur déterminant pour voter au Mozambique ?...	328
4.	Le modèle.....	333
4.1.	Modèle odds ratio (rapports de chances) .....	335
4.2.	Résultats et analyse des données.....	337
	Conclusion .....	340
	<b>Chapitre 6 : Participer autrement dans un régime hybride .....</b>	<b>342</b>
1.	Discuter et parler de la politique au Mozambique .....	346
1.1.	Quand le fait de discuter politique se rapproche des aînés.....	349
1.2.	Genre et discussion politique : toujours les hommes .....	351
1.3.	Discuter politique, une affaire de diplômés.....	353
1.4.	Parler politique touche n'importe quelle activité professionnelle .....	355
1.5.	Résultats et analyse des données.....	364
2.	Le contact avec les institutions (extra)politiques.....	365
2.1.	L'âge et son influence dans le contact avec les députés .....	367
2.2.	Ce que révèlent les jeunes dans chacune des trois villes .....	370
2.3.	L'âge et son influence dans le contact avec les partis politiques .....	376
2.4.	L'âge et son influence dans le contact avec chefs traditionnels .....	378

2.5.	Résultats et analyse des données.....	385
3.	Manifester dans un pays marqué par une atmosphère de violence .....	386
3.1.	L'âge, la manifestation et ses effets au Mozambique .....	388
3.2.	Le genre qui ne change pas « grande chose » dans la manifestation .....	391
3.3.	Manifestation et le niveau de diplôme .....	393
3.4.	Mesurer les facteurs clés pour manifester au Mozambique .....	397
3.5.	Résultats et analyse des données.....	401
4.	Comprendre la confiance comme un outil de la participation politique .....	404
4.1.	Confiance envers partis politiques en fonction de l'âge .....	410
4.2.	La confiance politique et le genre : quelles variations ?.....	415
4.3.	La confiance et le diplôme, toujours le parti Frelimo.....	417
4.4.	La confiance politique et l'activité professionnelle .....	419
4.5.	Résultats et analyse des données.....	428
	Conclusion .....	429
	<b>Chapitre 7 : Les trois villes et le rapport des jeunes à la politique.....</b>	<b>431</b>
1.	La « participation sans participation » : modalités citoyennes selon chaque ville ...	435
1.1.	Espaces et pratiques politiques des jeunes .....	437
1.2.	Réseaux sociaux et le rapport des jeunes à la politique .....	441
1.3.	L'expérience avec deux jeunes de Maputo.....	450
2.	Le débrouillage, les jeunes et la politique.....	455
2.1.	Entre l'école et le quotidien, la participation politique n'est pas une priorité..	456
2.2.	La nuit : entre le désir de s'amuser et la nécessité de gagner sa vie .....	459
3.	Le silence à Maputo, les bruits à Beira et à Nampula .....	464
3.1.	Maputo : une ville, plusieurs jeunes.....	465
3.2.	Une ville où le cyclone a tout emporté, même la volonté de participer ....	474
3.3.	Enquêter au Nord du Mozambique.....	481
	Conclusion .....	487
	<b>Conclusion générale .....</b>	<b>489</b>

1.	Rappel de notre démarche : prémisses de l'analyse.....	491
1.1.	Une approche fondée sur le régime politique et son historicité .....	491
1.2.	Participation politique et jeunes : une relation désenchantée ? .....	492
2.	Principales conclusions empiriques.....	493
2.1.	Les jeunes au Mozambique : ni homogènes, ni égales .....	494
2.2.	Une approche des jeunes par les inégalités sociales .....	495
3.	Dépasser les étiquettes sur le désenchantement politique des jeunes .....	496
3.1.	Première hypothèse : un raisonnement à partir du vote.....	496
3.2.	Deuxième hypothèse : la question des inégalités sociales dans la participation politique .....	497
3.3.	Troisième hypothèse : la participation politique au-delà du vote .....	499
	<b>Bibliographie .....</b>	<b>501</b>
	<b>Table des matières .....</b>	<b>535</b>
	<b>Table des annexes .....</b>	<b>537</b>

## **Remerciements**

Nous disons généralement que les remerciements dans une thèse sont parfois les derniers mots que nous écrivons. En fait, ce n'est pas pour rien, d'autant plus que ces 547 pages sont le fruit du soutien que de nombreuses personnes nous ont apporté pendant ces quatre années, de près ou de loin. Il sera difficile de les citer tous, mais il ne fait aucun doute que je dois beaucoup au soutien de l'ambassade de France à Maputo, depuis 2016, date à laquelle je suis arrivé en France pour faire mon master. Sans cette bourse, il n'y aurait eu aucune possibilité de faire une thèse, raison pour laquelle je suis reconnaissant envers elle, non seulement parce qu'elle m'a soutenu cette année-là, mais également parce qu'elle m'a apporté de l'aide à nouveau pendant les derniers mois de ma thèse (2021-2022).

Mes remerciements particuliers vont sans aucun doute à Mme Rozenn Nakanabo Diallo et à Vincent Tiberj, deux maîtres de ce voyage. Chacun d'eux marque ma trajectoire d'une manière certes différente, mais complémentaire. Mme Nakanabo Diallo est celle qui, très tôt, a eu la volonté de m'enseigner et de m'aider à surmonter les barrières imposées par le contexte français lors de mon arrivée en 2016. Dotée d'une sympathie unique, elle a toujours cru que j'étais capable d'aller plus loin dans ce parcours, notamment lorsqu'elle m'a montré qu'il était possible que ma candidature soit retenue pour le concours du contrat doctoral. Vincent, un homme simple au style si jeune (*que signifie être jeune ?*) m'a appris que le monde universitaire n'est pas une question de titres, mais de caractère. Toujours disponible, avec ou sans rendez-vous préalable, Vincent incarne quelqu'un qui ne se console pas avec les étiquettes du monde académique. Même sans connaître mon parcours académique, il a accepté de me diriger et de se lancer dans une aventure autour d'un pays qu'il connaissait peu (le Mozambique). Je dois admettre, si ce n'était pas grâce à Vincent et à Viviane Le Hay, je n'aurais jamais cru que la méthode quantitative pouvait être aussi utile. Dans cette passion pour la statistique, je ne peux oublier le soutien inestimable de Félix Mambo.

D'une part, je suis également reconnaissant pour le soutien que j'ai reçu de mon comité de suivi, par l'intermédiaire des Professeurs Florence Faucher et Eric Morier-Genoud ; ce travail leur appartient également. D'autre part, je ne peux pas oublier de remercier deux personnes qui ont également marqué ma trajectoire dans cette « grande école ». M. Michel

Cahen et M. Dominique Darbon. Le premier est celui qui, même sans me connaître personnellement, a accepté de me donner une lettre de recommandation pour que je puisse postuler au M1 auprès de l'ambassade de France à Maputo en 2016, car sans cette lettre, je n'aurais jamais pu obtenir la bourse pour venir à Sciences Po Bordeaux. Au professeur Darbon, un homme d'un grand professionnalisme, c'est pourquoi je dis souvent (en privé) à mes proches qu'il est le modèle d'enseignant que je veux suivre au Mozambique. Il s'agit de quelqu'un qui a de l'amour pour ce qu'il fait, toujours un ami pour ses amis et sympathique à chaque mail envoyé (« *cher ami* »). J'ajoute dans cette liste l'attention que j'ai reçue de David Ambrosetti, Karine Bassoulet, Céline Thiriot, Marie Chambon et Chloé Buire, des personnes bienveillantes qui ont marqué mon passage au LAM, mais aussi au CED avec Sophie Duchesne et Cécile Vigour.

Je suis également reconnaissant à l'École Doctorale SP2, en particulier son directeur Bernard N'Kaoua et Aline Costet (secrétaire), deux personnes qui par leur simplicité m'ont permis d'apprendre et de connaître le contexte de ce qu'est faire un doctorat en France, surtout quand pendant deux ans (2020-2022) j'ai été le représentant des doctorants avec d'autres collègues de l'EDSP2 que je remercie infiniment. A mes collègues qui, pendant ces quatre années, ont marché avec moi, je serai à jamais reconnaissant, qu'ils soient du LAM ou du CED, parmi eux Camille Traoré, Roger Oyono, Zoé Quetu, Francilien Bien Aimé, Emmanuelle David, Clémentine Chazal, Eva Portel, Lucas Ormiere, Amaïa Courty, Ruth Guichard, Chloé Ouldaklouche, Heba Amin, Tachfine Baida, Luc-Yaovi Kouassi, Élise Nedelec et Hein Htet.

Je tiens également à remercier mes compatriotes qui, au fil des ans, sont venus étudier à Bordeaux, des amis que je garderai toujours avec moi. Il s'agit d'Albano Brito, Julião Alar, Elídio Mendes, Régio Conrado et Nélvia Siteo, sans oublier évidemment Idalêncio Siteo et Gilberto Manhiça, ces deux derniers au Mozambique. J'ajoute mes proches, mes parents, mon frère et ma sœur, sans qui je n'aurais pas eu la force de terminer ce parcours, cette thèse est aussi la vôtre. Dans ces dernières lignes qui signifient le respect qu'ils méritent, *mes remerciements à Lissungu Mazula et à Ótis Tsandzana, car tout ce travail est pour vous. Chaque jour et chaque nuit pendant cette thèse, je pensais à vous deux. Le sacrifice a été énorme, mais voici le résultat – c'est le vôtre. Je sais que c'était difficile de choisir ce combat, mais sans vous je n'aurais pas pu. Je suis désolé pour le manque que j'ai créé toutes ces années. Croyez-moi, je vous aime !*

## ***Liste des sigles***

AFD	Agence française de développement
AMUSI	Acção do Movimento Unido para a Salvação Integral [Mouvement uni pour l'action et le secours intégral]
CeUrbe	Centre d'études urbaines
CNE	Conseil national électoral
CNJ	Conseil national de la jeunesse
CPGD	Center for Research on Governance and Development
EISA	Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa
EIU	Economist Intelligence Unit
FEANF	Fédération des étudiants d'Afrique noire en France
FEPS	Foundation for European Progressive Studies
FES	Friedrich Ebert Stiftung
FRELIMO	Frente de Libertação de Moçambique [Front de libération du Mozambique]
GAREP	Groupement africain de recherches économiques et politiques
GEPA	Groupement d'études politiques africaines
GPF	Global Progressive Forum
INE	Institut national de la statistique
ISRI	Institut supérieur des relations internationales
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
MDM	Movimento Democrático de Moçambique [Mouvement démocratique du Mozambique]
MPLA	Mouvement populaire pour la libération de l'Angola
NDI	National Democratic Institute
OJM	Organisation de la jeunesse Mozambicaine
ONU	Organisation des Nations unies
OPNI	Objets politiques non identifiés
RENAMO	Resistência Nacional Moçambicana [Résistance nationale Mozambicaine]
RFS	Revue française de sociologie
RM	Radio Mozambique
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
TVM	Télévision Mozambique
UA	Union africaine
UEM	Université Eduardo Mondlane
ZANU-PF	Union nationale africaine du Zimbabwe – Front patriotique

# **Table des cartes, graphiques, photos et tableaux**

**C** – cartes

**G** – graphiques

**Ph** – photos

**Tab** – tableaux

<b>Code</b>	<b>Description du contenu</b>	<b>Page</b>
C	Le Mozambique	14
<b>Chapitre 2</b>		
Tab	Échelles de la participation politique	82
Tab	Échelles de la citoyenneté	114
<b>Chapitre 4</b>		
Ph	Affiches électorales	179
Tab	Élections présidentielles au Mozambique	195
Tab	Élections municipales au Mozambique	198
Tab	Critères d'une élection « libre et démocratique »	200
Tab	Le vote comme un rituel	219
Ph	Affiche électorale des trois candidats aux élections présidentielles 2019	222
Ph	Caricature – illustration du vote	223
Ph	Campagne électorale à Maputo	226
Ph	Campagne électorale à Maputo	228
Ph	Campagne électorale à Maputo	229
Ph	Mission de l'observation électorale de l'Union européenne	241
Ph	Missions de l'observation électorale (UA, EISA, SADC, Commonwealth et CPLP)	242
Ph	Plateforme de la société civile du Mozambique pour l'observation électorale	242
Ph	Capture d'écran <i>Jornal Notícias</i>	244
Ph	Capture d'écran Facebook	247

<b>Chapitre 5</b>		
G	Participation aux élections présidentielles et municipales	270
G	Avoir voté lors des dernières élections	292
G	La participation aux élections selon la cohorte de naissance	297
G	Avoir voté en fonction du genre	303
G	Avoir voté en fonction du genre et de l'âge	304
Tab	Les niveaux de diplôme au Mozambique	308
G	Avoir voté en fonction du diplôme	311
G	Avoir voté en fonction du diplôme et de l'âge	313
G	Avoir voté en fonction de l'occupation professionnelle	316
G	Avoir voté en fonction de l'occupation professionnelle et de l'âge	320
G	Avoir voté en fonction de la région	321
Tab	Nombre d'électeurs par région	323
G	Avoir voté en fonction de la région et de l'âge	323
G	Avoir voté en fonction de la langue et de l'âge	325
G	Voter en fonction de plusieurs variables sociodémographiques	327
G	L'indice de privation	332
Tab	Modèle odds Ratio	335
<b>Chapitre 6</b>		
G	Discuter politique dans le temps	348
G	Discuter politique en fonction l'âge	350
G	Discuter politique en fonction du genre	352
G	Discuter politique en fonction du diplôme	354
G	Discuter politique en fonction de l'occupation professionnelle	356
Tab	Discuter politique en fonction de plusieurs variables sociodémographiques	358
Tab	Modèles odds ratio	361
G	Le contact dans le temps	366
G	Le contact avec les députés selon l'âge	368
G	Le contact avec partis politiques selon l'âge	376
G	Le contact les chefs traditionnels selon l'âge	378
Tab	Le contact en fonction de plusieurs variables sociodémographiques	381

Tab	Modèles odds ratio	383
G	Avoir manifesté dans le temps	387
G	Avoir manifesté en fonction de l'âge	388
G	Avoir manifesté en fonction du genre	391
G	Manifester en fonction du diplôme	393
Tab	Manifester en fonction de plusieurs variables sociodémographiques	395
Tab	Modèles odds ratio	399
G	La confiance aux partis politiques dans le temps	407
G	Confiance aux partis politiques en fonction de l'âge	411
G	Confiance aux partis politiques en fonction du genre	415
G	Confiance aux partis politiques en fonction du diplôme	416
G	Confiance aux partis politiques en fonction de l'occupation professionnelle	419
Tab	Confiance dans les partis politique en fonction de plusieurs variables sociodémographiques	421
Tab	Modèles odds ratio	424
<b>Chapitre 7</b>		
Ph	Service de district pour l'éducation, les jeunes et la technologie de la ville de Beira	430
Ph	Infrastructures détruites par le cyclone IDAI à Beira	437
Ph	La rue-lien dans la ville de Beira	438
G	Accès à l'Internet dans les villes de Maputo-Beira-Nampula	441
G	Accès à l'information par les réseaux d'Internet dans les villes de Maputo-Beira-Nampula	441
Ph	<i>Praça do Município</i> (place de la municipalité) de la ville de Beira	460
Ph	Municipalité de Beira – marché local	477
Ph	Départ pour l'aéroport international de Nampula-Mozambique	483



Carte 1 : Carte générale du Mozambique (Encyclopædia Universalis, 2022)

# ***Introduction générale***

Étudier les jeunes en étant jeune soi-même, n'a jamais été un rêve que nous aurions pu imaginer.<sup>1</sup> Mais avant de terminer nos études supérieures (*licenciatura*)<sup>2</sup> au Mozambique, nous avons réalisé qu'une opportunité s'ouvrait pour mieux connaître ce domaine d'étude. D'abord en tant qu'activiste dans la capitale Maputo, puis en tant que jeune chercheur débutant dans une université française. C'est dans ce contexte que tout au long de cette thèse, nous aborderons le rapport des jeunes à la politique au Mozambique.

Sur un objet peu étudié dans le pays, voire mal compris, nous voulons apporter une contribution dans la discipline de science politique, celui de la participation politique des jeunes dans un pays qui ne repose pas sur les fondements d'une « démocratie classique »<sup>3</sup> – cela en analysant les récits de jeunes, ainsi que des données statistiques. Nous avons l'intention de montrer ce que signifie s'intéresser à la politique au Mozambique quand on est jeune. Quels rapports sont établis avec les aînés ? Quelles formes de participation politique se sont consolidées au fil du temps au-delà du vote ? Quelles inégalités sont produites dans cette équation ? Pour mieux comprendre tout cela, commençons par quelques extraits.

---

<sup>1</sup> Dans cette thèse, nous avons adopté le « nous » plutôt que le « je », en considérant qu'il s'agit d'un exercice collectif, non seulement entre le doctorant et sa direction de thèse, mais également entre le doctorant et ses interviewés ou un dialogue avec les données collectées, quelle que soit leur nature. Pour mieux comprendre ce choix, voir Olivier de Sardan (2000).

<sup>2</sup> *Licenciatura* (1<sup>er</sup> cycle) correspond aux cours de premier cycle universitaire. Dans la plupart des universités du Mozambique, ils durent huit semestres, ce qui correspond à quatre années universitaires.

<sup>3</sup> Nous faisons référence à un pays où le sens de la démocratie est souvent défini uniquement par la réalisation régulière d'élections, sans nécessairement respecter les valeurs d'une libre participation citoyenne. Nous sommes face à un pays caractérisé par des pratiques autoritaires plutôt que démocratiques.

## [Extrait 1]

*Je pense que l'intérêt des jeunes pour la politique diminue avec le temps, parce que peu de ces jeunes s'intéressent véritablement à la politique, certains parlent davantage sur Facebook, mais la vie dans la réalité est très difficile. Je pense qu'après notre indépendance (1975), les jeunes de notre génération (8 mars) savaient ce qu'était la citoyenneté, ce qu'était le patriotisme, mais c'est fini de nos jours. En général les jeunes n'exercent pas leur citoyenneté, ils commentent négativement par rapport aux responsables politiques juste pour s'amuser, mais quand il s'agit du développement du pays ils (les jeunes) ne le font pas.*

*Il y a un manque d'intérêt pour le patriotisme et pour le pays. Vous (les jeunes) ne participez pas pour la résolution des problèmes du pays. À notre époque il y avait un besoin de libérer le pays et nous l'avons fait, mais aujourd'hui notre gouvernement a changé et les jeunes ont perdu une partie de leurs droits dans le pays. Cette même génération vieillit déjà, mais nous n'avons pas d'horizon qui puisse changer la réalité. Nous n'avons aucune protection, car avec vous (les jeunes), nous ne voyons pas d'avenir.*

(VF<sup>4</sup>, décembre 2019).

Âgée de plus de 50 ans, VF est la mère de CC – une jeune femme que nous avons interviewée dans la ville de Maputo. À partir de cet extrait, nous sommes face au discours d'une mère qui semble nostalgique de l'époque de sa génération, pendant laquelle elle a perdu espoir face à ses enfants – incapables de construire un avenir prospère pour le Mozambique, selon elle. Considérant la période à laquelle elle se réfère, ce discours n'est pas surprenant, si nous tenons compte du poids du patriotisme des années 1960. En fait, la référence faite aux jours de gloire ou à la génération du 8 de mars<sup>5</sup> marque le moment où le Mozambique venait de conquérir son indépendance, quand plusieurs segments sociaux, dont les jeunes de l'époque, étaient appelés à occuper des postes de direction et à diriger le pays, dont la génération de cette mère.

---

<sup>4</sup> Tout au long de cette thèse, tous les noms seront anonymisés, par respect de l'éthique et de la confidentialité de la recherche.

Également, il faut rappeler qu'une abondante littérature sur la participation politique des jeunes renvoie à la remise en question constante qui est faite par les plus âgés à l'égard des jeunes. Ces jeunes sont souvent considérés comme ignorant leurs devoirs, si nous les comparons aux générations précédentes. Mais cette réalité est-elle vraie ? Pour nous, dans cette thèse, les jeunes constituent un ensemble d'individus importants, capables d'influencer et de changer la politique par leurs actions et leurs capacités d'intervention. En effet, cette thèse refuse l'argument selon lequel les jeunes sont éloignés de la politique et s'en désintéressent. Cependant, dans le cas du Mozambique, la participation à la vie sociale et politique dépend de ce que le régime politique en place « laisse faire »<sup>6</sup>.

Ce régime est souvent qualifié d'hybride – à la frontière entre la démocratie et l'autoritarisme – les régimes autoritaires actuels s'accommodent de certaines règles démocratiques comme la réalisation régulière des élections (Linz, 2007 ; Hermet, 2007 ; Dabène, 2008 ; Camau, 2009 ; Otayek, 2009 ; Levitsky, 2010 ; Fournier, 2010 ; Gagné, 2015)<sup>7</sup>. En d'autres termes, l'exercice de l'autorité politique, largement dominé par le parti Front de libération du Mozambique (Frelimo), ne permet pas aux jeunes de manifester leur enthousiasme politique, car ils se sentent soit soumis, soit dépendants des plus âgés, surtout dans un contexte où cette même participation politique est embryonnaire<sup>8</sup>. En fait, les acteurs au pouvoir sont les aînés, notamment ceux qui, depuis 1975, ont occupé divers postes politiques au sein du parti au pouvoir.

Dans les mots de VF, il reste à comprendre la dimension en termes de genre dans laquelle ce discours a été prononcé, parce qu'en tant que mère d'une jeune femme, la pensée de VF par rapport aux jeunes aura certainement sa fille comme point de départ, considérant qu'elle éduque ou socialise politiquement sa fille en fonction de ce qui se

---

<sup>5</sup> Il s'agit d'un groupe de Mozambicains, principalement des étudiants, qui ont été appelés par le président de l'époque, Samora Machel, à contribuer à la reconstruction du Mozambique immédiatement après l'indépendance.

<sup>6</sup> Il s'agit de notre propre expression pour expliquer que ceux qui dirigent le pays déterminent les règles à suivre pour exercer la participation politique. Il existe un état de peur et l'autoritarisme qui empêche le développement de la participation politique en dehors du cadre préétabli.

<sup>7</sup> Nous reviendrons sur ce débat autour du régime politique plus tard dans les chapitres un et deux.

passé à leur domicile, malgré la forte référence imaginaire aux jeunes hommes dans ses paroles. De plus, comme mère célibataire, plusieurs autres éléments peuvent contribuer à ce que sa réflexion sur les jeunes ait une tendance spécifique, car nous devons tenir compte du fait que les formes de socialisation politique varient en fonction du genre ou du degré de proximité entre les parents et leurs enfants.

Autrement dit, dans toute analyse qui sera faite dans cette thèse, il ne faut pas exclure la dimension faisant référence au genre, dans la mesure où la participation politique exercée par les jeunes varie en fonction de multiples variables, que ce soit du point de vue du genre, du niveau de diplôme, de l'occupation professionnelle ou même de la région d'origine. Toutes les variables jouent un rôle central pour comprendre les différents parcours de vie au sein de ces jeunes. En effet, ces éléments ont été importants dans la construction de l'imaginaire de la participation politique des jeunes au Mozambique, ce qui signifie que nous sommes face à un type de participation basé sur des inégalités variées.

#### [Extrait 2]

*Je pense que le vote est important. Indépendamment de ce qui s'est passé (il y a souvent de la fraude et de la manipulation), je pense que les élections peuvent changer notre réalité. Nous devons continuer à être actifs et à participer. Nous sommes dans un État de droit démocratique et je pense qu'à partir du vote, nous pouvons choisir. En tant que jeunes, nous devons faire notre part. Par notre participation, nous choisirons (lors des élections) qui nous voulons.*

*Pour moi, le vote est un droit, même si on dit que c'est un devoir. Nous ne pouvons pas forcer les gens pour aller voter, mais nous devons les motiver à se rendre aux urnes. Nous devons montrer les avantages du vote aux gens, en particulier aux jeunes.*

*Il est important que les gens votent, le rôle que nous avons est de montrer à ces personnes l'importance du vote. J'ai voté l'année dernière (2018), et je voterai également cette année (2019).*

---

<sup>8</sup> Nous reviendrons plus tard sur ce concept, mais nous faisons référence à un type de participation politique dans une phase de consolidation relative, avec des caractéristiques démocratiques mais aussi autoritaires.

(AC, septembre 2019).

Le deuxième extrait est celui d'un jeune homme qui réside dans la ville de Maputo. Âgé de moins de 30 ans, AC a été un de nos enquêtés lors de notre passage dans la capitale du Mozambique. Étudiant dans l'une des universités locales, AC nous a fait part de sa vision de ce qu'il pense d'autres pairs de la même classe d'âge<sup>9</sup> dans le Mozambique contemporain. En l'occurrence sur les élections comme outil de participation dans la vie politique du pays. Alors que dans l'extrait précédent, il semble y avoir un discrédit total du rôle de ces jeunes par rapport à la politique, dans cet extrait la réalité semble montrer le contraire. Cette conversation a eu lieu en septembre 2019, un mois avant les élections générales au Mozambique. Nous étions assis dans un bar à parler à AC. Tout motivé et plein d'envie de répondre aux questions que nous avons préparées, AC ne semble pas être un de ces jeunes qui ne sont pas intéressés par le pays, comme l'avait dit la mère VF, au contraire, il semble être un jeune homme qui représente le visage d'un certain espoir, même s'il se méfie de la fraude aux élections. Il croit que sa participation est (encore) utile pour le pays.

Nous sommes confrontés à deux discours – deux réalités opposées –, mais pas surprenantes. Ce sont deux générations qui sont séparées non seulement par le temps, mais aussi par les mots. Nous dirions que nous sommes face à un signe de méfiance des plus âgés envers les jeunes, ce qui peut faire que ces jeunes ne développent pas une proximité vis-à-vis des responsables politiques qui sont pour la plupart des adultes. Cependant, si les plus âgés préfèrent discréditer les jeunes, ces derniers ne semblent pas avoir perdu espoir, au moins pour les élections. Cependant, il ne faut pas généraliser ces deux extraits comme l'image de l'ensemble de la population, car nous ne pouvons pas analyser le Mozambique comme un bloc.

Nous considérons en effet que les jeunes sont une catégorie non-homogène – nous défendons la thèse selon laquelle ces jeunes ont des caractéristiques propres, qui doivent être comprises à travers les différentes variables sociodémographiques qui les caractérisent. Toutes ces étiquettes à l'égard des jeunes peuvent n'être que cela : des

---

<sup>9</sup> Nous reviendrons sur ce concept au chapitre deux, mais nous faisons référence à l'ensemble des individus d'une population déterminée dont l'âge est compris entre des limites données.

étiquettes, parfois sans fondement, basées sur des généralisations, comme s'il s'agissait d'une frange de la population identique dans leurs aspirations, leurs modes de vie et leurs réalisations. Il s'agit d'un argument que ne semble pas nouveau, surtout si nous nous référons aux travaux précédents (De Boeck et al., 2000 ; Abbink, 2005 ; Honwana, 2012 ; Philipps, 2018), au Nord comme au Sud, qui considèrent les jeunes comme des « mauvais citoyens » – ceux qui s'intéressent peu à la politique, qui ont un comportement déviant ou qui n'ont aucune éducation politique.

Dans les années 1960 pour le cas des démocraties classiques en Europe, ces citoyens étaient considérés comme irrationnels, comme des personnes qui ne comprenaient pas l'importance de participer à la politique – manque de morale dans le sens du vote comme « devoir civique ». Considérant le cas de la France, Tiberj (2022) explique qu'il ne faut pas prendre cette culture du vote comme étant nécessairement une absence de culture civique. Au contraire, particulièrement dans les jeunes générations, un certain nombre de gens qui sont diplômés et peuvent même être intéressés par la politique ne se satisfont plus du vote comme seul moyen de participer. Si cela a été vrai dans plusieurs recherches, il nous semble qu'il est important de relativiser une telle conclusion, au moins dans cette thèse. Nous ne pouvons pas en conclure que cet intérêt pour le vote s'est perdu, étant donné que les élections restent une pratique courante, que ce soit au niveau des discours que nous avons recueillis ou de ce que les données statistiques ont montré.

Autrement dit, que nous apprend le cas du Mozambique ? Nous verrons que du fait de son histoire marquée par un contexte de libertés restreintes, les jeunes sont soumis au contrôle politique exercé par le seul parti politique qui domine la scène politique depuis l'indépendance en 1975, et qu'ils sont souvent dépendants de leurs aînés. C'est dans ce contexte que cette thèse analyse le lien que les jeunes entretiennent avec la politique, avec la démocratie en général, et avec la citoyenneté en particulier – dans le but de repérer ces rapports dans le temps, en combinant deux méthodes : le qualitatif et quantitatif.

Ces deux méthodes sont une valeur ajoutée pour cette thèse pour deux raisons : tout d'abord, la méthode qualitative permet d'approfondir les questions qui nous intéressent, dans la mesure où la discussion avec les jeunes est fondamentale pour

capter leur sensibilité sur la politique, ce qui a été possible à travers l'entretien, mais aussi par l'observation. Deuxièmement, la méthode quantitative est essentielle car elle permet de généraliser nos conclusions sur un temps moyen, retraçant ainsi l'historicité de la participation politique au Mozambique de manière diachronique. Si, d'une part, nous comprenons que la combinaison de ces deux méthodes est importante, nous admettons, d'autre part, qu'elle présente aussi des défis – ne pas laisser une méthode se substituer à l'autre. Autrement, se pose le défi de trouver l'équilibre ou du dialogue permanent entre les deux méthodes.<sup>10</sup>

Nous analysons ainsi le rapport des jeunes à la politique en associant plusieurs formes de participation politique, dont le vote, les manifestations, le fait de discuter et de s'intéresser à la politique. En effet, nous cherchons à comprendre le rapport des jeunes à la politique dans le contexte d'une « démocratie pas comme les autres ». Toutefois, avant d'entrer dans les détails, il faut garder à l'esprit que nous parlons d'une frange de population qui n'est pas numériquement négligeable. En effet, lorsque nous étudions les jeunes, il faut comprendre non seulement ce qu'ils représentent en tant qu'acteurs politiques au Mozambique, mais surtout il faut aussi discuter de la signification de leur dimension démographique sur le plan qualitatif, surtout dans un continent où la population augmente de manière exponentielle chaque année, si nous la comparons à d'autres parties du monde, comme le montre la section suivante.

### **1.1. Jeunesses et effet démographique : une réflexion sur les structures d'opportunités politiques**

Les jeunes sont la majorité démographique dans de nombreux pays en développement ou moins avancés économiquement comme le Mozambique. Dans ce pays, les personnes âgées de moins de 35 ans représentent plus de 60 % du total des 33 millions d'habitants (INE, 2017), et sur le continent africain cette estimation est encore plus importante. L'Agence française de développement (AFD, 2019) estime que selon les projections des Nations unies, le continent devrait doubler sa population en 2050,

---

<sup>10</sup> Ces deux méthodes sont discutées de manière plus approfondie dans le premier chapitre qui suit cette introduction.

passant d'un milliard d'habitants en 2019 à près de 2,4 milliards, dont plus de la moitié sera âgée de moins de 35 ans.

Comme nous l'avons déjà constaté, s'intéresser aux jeunes dans cette thèse signifie aborder une population qui est quantitativement majoritaire au Mozambique, un objet qui peut être décisif pour l'analyse de la scène politique nationale et locale. Cette population n'est pas seulement une affaire numérique, mais aussi qualitative – une opportunité que se manifeste par une volonté de ces jeunes de pouvoir acquérir un diplôme plus élevé ou de pouvoir participer au développement du Mozambique en tant qu'acteurs dont la voix est entendue par les responsables politiques qui sont pour la plupart leur aînés. Il s'agit d'un contexte où la participation politique semble difficile, dominée par des structures traditionnelles des personnes plus âgées et politiques d'un parti-État Frelimo – nous faisons référence au fait que le parti qui dirige le Mozambique est souvent confondu avec l'État lui-même, où les questions privées prennent la place du public et où les ressources de l'État sont utilisées à des fins privées<sup>11</sup>.

Nous arrivons là à notre énigme de départ pour comprendre comment les jeunes exercent leur participation politique, dans un contexte de méfiance de personnes plus âgées à l'égard de leur capacité d'action, dans un contexte de régime hybride (Linz, 2007 ; Levitsky, 2010 ; Gagné, 2015), dominé par les mêmes acteurs politiques qui utilisent l'État pour perpétuer leur pouvoir : le caractère fermé de l'exercice de l'autorité par le personnel politique dominant mozambicain n'admet guère la participation politique des jeunes. En d'autres termes, comment comprendre les dynamiques de participation politique des jeunes, dans un contexte qui, *a priori*, les prive de faire entendre leur voix ?

Le fait d'étudier les jeunes, devrait nous faire penser aux citoyens diplômés, et théoriquement à de « bons citoyens »<sup>12</sup>. Cependant, la réalité semble montrer le

---

<sup>11</sup> Nous reviendrons plus précisément sur ce débat dans le premier chapitre qui suit cette introduction.

<sup>12</sup> Ce sont ceux qui connaissent leurs droits et leurs devoirs, exercent pleinement leur participation politique, en prenant généralement part aux élections en tant qu'électeurs ou en tant qu'organisateur du scrutin. Ils rejoignent également les mouvements politiques ou les syndicats de manière naturelle.

contraire pour le cas du Mozambique, car à partir de nos données, nous concluons que nous sommes face à une population qui, bien qu'ayant un diplôme, vit toujours en l'absence d'une occupation professionnelle stable et par conséquent cherche avant tout sa subsistance, plutôt que l'exercice de sa citoyenneté. En d'autres termes, (1) comment être un « bon citoyen » si ceux qui dirigent le pays ne permettent pas de l'être pleinement ? (2) Dans quelle mesure l'enjeu des opportunités économiques peut impliquer cette même participation citoyenne ?

S'agissant d'une thèse en science politique, notre analyse aborde les espaces et les pratiques de la participation politico-juvénile au Mozambique. C'est dans ce contexte que nous avons pu constater que nous sommes face à un contexte qui ne peut être lu en dehors de ce que représente le régime politique national. En d'autres termes, la participation des jeunes est le résultat de pratiques locales qui dépendent souvent du type de pouvoir en place (municipalité) et plus globalement dans le pays (l'échelle nationale), parce que dans sa globalité, le Mozambique est marqué par un « empêchement de la participation politique », captée par les pratiques d'un régime hybride au pouvoir depuis 1975. Par ailleurs, si les répertoires d'action collective (Fillieule et al., 2020) au Mozambique semblent avoir diminué depuis 2015, ceux-ci n'ont fait que s'accroître lorsqu'il s'agit des sympathisants du parti Frelimo. En effet, plusieurs manifestations sont réprimées par la police, mais il y a une « carte blanche » lorsqu'il s'agit d'organisations affiliées au parti Frelimo, comme c'est le cas de l'organisation des femmes et de l'organisation des jeunes de ce parti.

C'est dans ce contexte que nous avons adopté, à partir de notre approche qualitative, l'analyse par des structures d'opportunités politiques<sup>13</sup>, où, à partir de trois villes – Maputo, Beira et Nampula – nous abordons les pratiques participatives mobilisées à

---

<sup>13</sup> Le concept de structure des opportunités politiques (SOP) rend compte de l'environnement politique auquel sont confrontés les pratiques participatives dans un contexte donné, et qui peut selon la conjoncture exercer une influence positive ou négative sur leur émergence et leur développement. D'après Fillieule et al. (2020), s'il a été précédé par d'autres, c'est Doug McAdam (1982) qui a offert la première application systématique de la SOP dans son étude des évolutions du mouvement noir entre 1930 et 1970. « Le concept est destiné à rendre compte de ce que le destin d'une action protestataire doit, indépendamment de la capacité mobilisatrice du groupe, à l'état et aux évolutions conjoncturelles du système politique, qui le rendent au gré des circonstances plus ou moins vulnérable, ou réceptif, face à la contestation » (Fillieule et al., 2020 : 573).

partir de ce qui se passe au niveau local, considérant la capitale Maputo comme proche du parti qui dirige le pays au niveau national, et les deux autres villes comme un champ de manœuvre des partis d'opposition. La trilogie « structure des opportunités politiques, jeunes et participation politique » suggère l'argument selon lequel les villes sont devenues un espace de participation politique. Les trois villes choisies dans cette thèse sont les centres urbains les plus importants du pays et représentent l'hétérogénéité des choix politiques entre les trois plus grands partis politiques du Mozambique<sup>14</sup>. Malgré leur diversité et leurs caractéristiques particulières, nous pensons qu'il est important de considérer la participation politique depuis ces villes.

Dans cette perspective, la question est de savoir dans quelle mesure les formes de participation politique diffèrent selon le parti au pouvoir à l'échelle municipale et à l'échelle nationale ? Cette question vient dialoguer avec les études occidentales qui montrent que les ressorts/l'intensité de participation/la mobilisation diffèrent selon l'échelle dont il est question (Mauger, 2019 ; Vulbeau, 2014) – en adoptant la notion de structure des opportunités politiques (SOP). En anglais « political opportunity theory » ou « political opportunity structure », cette approche permet de mieux saisir les conditions d'émergence des pratiques participatives au Mozambique, parce qu'elle met en avant le contexte politique comme catalyseur ou répresseur de ces pratiques (Meyer et al., 2004 ; Mathieu, 2010 ; Fillieule, 2020).

D'autant plus, nous ne pouvons pas assumer l'idée selon laquelle les jeunes qui nous intéressent dans cette thèse sont désenchantés par la politique, bien au contraire. Nous trouvons un profil qui, malgré les adversités produites par le type de régime politique, adopte des formes de participation politique qui défient en quelque sorte l'autorité même, ce qui sera expliqué tout au long de la thèse. Enfin, une autre perspective de recherche s'ouvre avec l'approche quantitative, celui de comprendre les jeunes par le prisme des inégalités de la participation politique, cherchant à associer des variables telles que l'urbain et le rural, le diplôme, le genre ou encore l'occupation professionnelle pour dégager les différents rapports à la politique, exercées par ces jeunes.

---

<sup>14</sup> La raison du choix de ces trois villes sera expliquée dans le chapitre historique qui suit cette introduction générale.

## 1.1. Les jeunes et le rapport à la politique au Mozambique

Les « jeunesses » sont une notion bien vaste, recoupant des réalités fort diverses qu'il n'est pas toujours aisé de réunir dans une même analyse. Ces « jeunesses » se caractérisent par une dimension biologique (l'âge), sociale, politique ou encore économique, raison pour laquelle elle ne peut être que plurielle. Autrement dit, les « jeunesses » sont une multiplicité d'individus, mais aussi leur relation sociale avec les aînés et les rôles que ces jeunes jouent dans la scène politique<sup>15</sup>. Pour cela, nous avons adopté deux approches.

D'abord, nous avons opté pour des catégories de jeunesse(s) qui ont émergé au cours de nos premières recherches de terrain comme étant les plus à même de nourrir conjointement notre réflexion. Nous les avons ainsi choisies pour leur diversité, mais également et surtout pour celle des modalités de leur inscription dans l'espace public et des formes de contestation portées par ces catégories qui sont exposées. Ensuite, cette thèse cherche à étudier les formes de participation politique des jeunes dans leur diversité en fonction du diplôme, du genre, de l'occupation professionnelle, ou encore dans la dimension urbaine et rurale. Ce choix s'explique par le fait que les jeunes ne peuvent pas être étudiés dans leur ensemble comme des acteurs partageant les mêmes inspirations, que ce soit en termes de genre, une réalité que seule la dimension quantitative peut illustrer sur le long terme.

Nous reviendrons sur ces catégories de jeunes au fil de l'analyse dans cette thèse, afin de rendre compte plus précisément de leur place et de leur image dans la société mozambicaine, leurs représentations, ainsi que de leur implication dans la vie politique du Mozambique. Il s'agit de comprendre comment les jeunes interagissent avec la politique et ce que la politique fait de ces mêmes jeunes. Nous parlons des jeunes qui habitent dans les villes, mais aussi dans le monde rural. Les premiers sont des jeunes avec un niveau d'éducation considérablement avancé, les deuxièmes sont des jeunes sans diplôme ou sans emploi, même si pendant le terrain nous avons été en

---

<sup>15</sup> Nous discutons plus largement sur la notion « jeunesse » dans le chapitre deux.

contact avec des jeunes dont la plupart parlait au moins le Portugais<sup>16</sup> et avait déjà terminé l'enseignement secondaire.

En ce que concerne le Mozambique, nous constatons que la littérature sur l'engagement politique des jeunes est limitée. Ainsi, les données d'Afrobaromètre constituent la série d'enquêtes la plus complète et la plus comparative de 2002 à 2018 que nous pouvons utiliser pour évaluer les attitudes et les comportements politiques des jeunes et des adultes au Mozambique. Bien qu'il y ait eu des études de cas sur la participation politique des jeunes au Mozambique, force est de constater que nous disposons à l'heure actuelle de peu de données concernant la participation politique des jeunes dans le pays : un article de Biza (2007), des mémoires de recherche de Macuácuá (2012) et de Miranda (2015), et deux rapports de recherche institutionnelle, l'*International Youth Foundation* (2014) et le *Parlamento Juvenil de Moçambique* (2014), les deux constituent les premières études comparatives sur l'engagement politique des jeunes au Mozambique.

Cette thèse complète la théorie sur la participation politique des jeunes en général, en considérant le Mozambique comme un cas spécifique. Cela nous permet de confronter nos conclusions à des contextes qui partagent une trajectoire proche de celle du Mozambique en termes d'historicité et du régime politique. Autrement dit, une approche par la science politique en général, qui s'intéresse à la participation politique des jeunes et aux travaux plus spécifiques sur la participation des jeunes dans le cadre de régimes hybrides (Dabène, 2008 ; Gagné, 2015).

Notre argument est basé sur le fait que nous sommes face à des acteurs qui, bien qu'ils ne puissent pas être considérés comme homogènes, sont une partie essentielle de la politique, d'autant plus qu'ils constituent la majorité de la population. En effectuant cet exercice, nous refusons d'accepter l'argument selon lequel les jeunes sont des individus sans intérêt pour la politique. Nous soutenons en effet que ces mêmes jeunes peuvent le faire autrement que par les élections. Notre argument défend la participation politique des jeunes au-delà des élections, même si cela se fait dans un contexte d'inégalités comme le montre la prochaine sous-section.

---

<sup>16</sup> C'est la langue officielle, mais elle n'est pas parlée par la majorité des Mozambicains. En effet, moins de la moitié des 33 millions de Mozambicains parlent portugais (INE, 2017).

## 1.2. Les inégalités de la participation politique des jeunes au Mozambique

Le cadre d'analyse de cette thèse est très large, en ce qu'il comprend plusieurs postulats. S'agissant d'une thèse en science politique, nous proposons l'étude du rapport des citoyens à la politique, en l'occurrence les jeunes. En d'autres termes, la participation politique est dans ce contexte comprise non pas comme seulement électorale, mais comme l'ensemble des pratiques qui visent à impliquer le citoyen dans une activité ou une action qui vise le pouvoir qui la dirige. Ces pratiques et espaces de participation ne sont souvent pas exempts d'inégalités comme le genre, le diplôme ou l'occupation professionnelle, qui déterminera souvent le rapport de ces jeunes à la politique en fonction de leur profil sociodémographique<sup>17</sup>.

Outre cette perspective, nous considérons l'étude autour de la socialisation politique (Darmon, 2006 ; Dupont, 2014), où nous cherchons à comprendre ce qui motive une certaine frange sociale, dans ce cas les jeunes, à s'intéresser à la vie politique et quelle est l'influence exercée dans ce cas précis par leurs pairs (d'autres jeunes) et par leur famille – dans leur décision de participer ou non à la vie politique. Nous parlons dans ce cas de la socialisation pour comprendre quelles sont les trajectoires de la participation politique des jeunes Mozambicains au fil des ans. Ce débat semble crucial dans la mesure où la manière dont les jeunes entrent en politique détermine leur participation (Muxel, 2018), que ce soit par le biais de dispositifs formels (partis politiques, par exemple) ou moins institutionnels (par leurs pairs, par exemple).

Notre cadre de réflexion s'appuie également sur l'importance accordée à deux réalités géographiques, l'urbanité et la ruralité, dans la construction des répertoires d'action politique des jeunes (Offerlé, 2008 ; Bonneau, 2013). Cette considération est liée à la littérature qui vise à montrer que chaque espace peut déterminer la manière dont les jeunes s'impliquent dans la vie politique, surtout pour comprendre l'effet des inégalités de participation qui se jouent vis-à-vis des variables sociodémographiques comme le genre, le diplôme, l'occupation professionnelle ou encore l'âge. Il s'agit d'un postulat très analysé dans la vaste littérature sur les répertoires d'action collective (Tilly, 1985 ; Péchu, 2009 ;

---

<sup>17</sup> Voir les chapitres cinq et chapitre six.

Fillieule, 2010). Cependant, nous n'avons pas systématiquement traité la dichotomie entre l'urbanité et la ruralité que dans l'analyse quantitative et dans la dimension qualitative. Nous nous sommes intéressés aux jeunes qui vivent dans trois villes. C'est la raison pour laquelle nous pensons que cette dimension mérite d'être approfondie dans les recherches futures, car il s'agit d'une variable importante.

De plus, nous postulons que la participation politique est une combinaison entre les élections et d'autres formes d'intérêt politique, bien que le vote soit toujours central dans ce débat. Ainsi, l'étude sur la participation politique des jeunes au Mozambique apporte une contribution aux débats plus généraux sur la thématique dans la discipline de science politique, avec un focus sur un pays qui ne partage pas les mêmes bases historiques de la participation politique dans une « démocratie classique ». Il s'agit d'aborder la participation des jeunes dans un régime hybride comme le Mozambique (Rosário, 2021 ; Economist Intelligence Unit, 2022)<sup>18</sup>. Cela se fait par les contraintes du contexte, mais aussi par l'absence d'une pratique régulière de participation à la vie politique du pays.

Nous parlons d'un pays en régime de post-conflit – un pays en transition après une guerre<sup>19</sup>. Enfin, nous pouvons résumer notre cadre d'analyse en articulant trois volets : (1) l'État et le régime politique, (2) les jeunes et la politique et (3) les inégalités et la structure des opportunités politiques. Le dialogue de ces trois dimensions nous amène à conclure que la participation politique des jeunes au Mozambique est le résultat de multiples inégalités, souvent déterminées par ceux qui détiennent le pouvoir, principalement les personnes âgées, ce qui fait des jeunes des acteurs qui, bien que désireux de participer, sont limités à être des adeptes d'une pratique établie de longue date, caractérisée par la fermeture autoritaire de l'espace civique dans le pays.

---

<sup>18</sup> Il n'existe pas de consensus sur ce que signifie réellement un régime hybride, mais le Mozambique est régulièrement classé comme tel par l'indice de démocratie – un pays dans lequel les élections se déroulent sous un prisme d'irrégularités qui les empêchent d'être libres et équitables, principalement en raison de la répression des partis d'opposition par ceux qui dirigent le pays. Nous reviendrons sur ce débat dans les chapitres un et deux.

<sup>19</sup> Nous revenons sur ce débat dans le chapitre un.

### 1.3. Pourquoi le Mozambique : participation politique dans un régime hybride

Associer la dimension du régime politique et la participation politique s'inscrit dans une longue tradition d'études qui, au fil des ans, ont essayé d'expliquer comment les citoyens parviennent à participer malgré des pratiques autoritaires qui empêchent l'exercice de la citoyenneté. Il s'agit des nombreux travaux menés dans le cadre de plusieurs études – des travaux menés en Amérique latine – Brésil (Dabène, 2008), en Europe – Russie et Turquie (Insel, 2008), mais aussi en Chine (Hermet, 2010). Dans le cas de l'Afrique, ces études sont largement représentées dans la revue *Politique africaine*, notamment par des chercheurs tels que Bayart (1992), Mbembe (1992), Martin (2002), Pommerolle (2008), Mayrargue et Toulabor (2009), Cutolo et Banégas (2012), Siméant (2012), Bonnacase (2021) et d'autres collègues.<sup>20</sup>

L'argument central de ces travaux était de montrer que la participation politique n'est pas uniquement l'apanage des élites ou des responsables politiques, même face à des régimes autoritaires. Des expressions telles que « participation politique par le bas » sont apparues pour montrer l'existence de modes d'intérêt à la politique autres que la pratique classique des élections. Nous retrouvons dans les différents contextes des pays africains d'autres manières locales et spécifiques de s'intéresser à la politique – et de participer – allant de la musique, à l'art ou encore aux pratiques traditionnelles acceptées localement.

Comme l'expliquent Mayrargue et al. (2009), un certain nombre de recherches furent conduites dans cette direction durant les années 1980, parfois republiées par la suite (Bayart, Mbembe et Toulabor, 1992). Ainsi, en étudiant le « lexique de la dérision politique » au Togo, Comi Toulabor s'est intéressé à la façon dont les Togolais produisaient un autre discours que celui de l'État, par le recours à la moquerie des hommes politiques, aux jeux de mots tournant en ridicule notamment le chef de l'État, aux détournements des slogans et des sigles officiels. En travaillant à partir de chansons, de mythes, de paroles populaires, Achille Mbembe a revisité des objets comme le nationalisme camerounais, la question des jeunes ou la façon dont le

christianisme était retravaillé par les sociétés africaines, pour montrer que les jeunes étaient les forces motrices derrière les idées de construction de la nation camerounaise pendant la lutte de libération.

De son côté, Martin (2002) inaugure l'émergence d'« objets politiques non identifiés » (OPNI). Cette idée participe d'une étude de l'invention du politique – cela offre des affinités avec le politique par le bas : dans les deux cas il s'agit de repérer du politique là où il ne se manifeste pas explicitement. « L'idée d'OPNI renvoie plus spécialement à un ensemble de pratiques et de produits culturels n'ayant a priori pas de contenu politique mais pouvant cependant revêtir une signification politique » (Mayrargue et al., 2009 : 107). Considérant cette littérature, notre thèse prolonge en illustrant que malgré les pratiques autoritaires qui empêchent la participation, les jeunes s'essaient à des formes de participation pour contester le régime politique actuel, bien que de manière embryonnaire.

Mais revenons à la question initiale de cette sous-section : pourquoi étudier la participation politique au Mozambique ? La réponse n'est peut-être pas facile, mais ce n'est pas parce que nous sommes mozambicain ou parce que nous voulons étudier notre propre pays. En effet, il s'agit d'étudier la participation politique au Mozambique dans un contexte caractérisé par une ouverture démocratique formelle avec une réalisation régulière des élections depuis 1994, mais sans renouvellement du pouvoir politique en place et la continuité des pratiques d'un parti-État. D'une part, depuis 2013, le Mozambique semble caractérisé par un paysage politique de « ni guerre – ni paix » – une instabilité politico-militaire entre le gouvernement et le parti Résistance nationale du Mozambique (Renamo)<sup>21</sup>. Il s'agit d'un régime hybride – à la fois démocratique et autoritaire (Rosário, 2021), – raison pour laquelle il est pertinent d'étudier la participation politique des jeunes au-delà des seules élections. D'autre

---

<sup>20</sup> Nous aborderons en détail la trajectoire de la participation politique en Afrique et au Mozambique dans le premier chapitre.

<sup>21</sup> La Résistance nationale du Mozambique (Renamo) s'était transformée en parti politique à l'issue d'une guerre civile de seize ans (1976-1992), mais elle avait repris les armes en 2013 contre le gouvernement dirigé par le Front de libération du Mozambique (Frelimo). Un cessez-le-feu avait été déclaré en 2016, suivi de négociations de paix. Mais deux précédents accords de paix avaient déjà échoué, la Renamo n'ayant jamais totalement désarmé et ayant maintenu une partie de ses combattants dans les montagnes du centre du pays. Au cours de l'année 2022, le parti pourrait être désarmé dans son intégralité.

part, au cours des sept dernières années (2014-2021), le régime en place a été confronté à la montée de voix contestataires galvanisées par une frange de jeunes qui utilisent notamment les réseaux sociaux comme espaces de participation politique, malgré la répression politique.

Cependant, selon Macamo (2020), il faut lire la réalité mozambicaine à partir d'une dimension socio-historique pour comprendre l'évolution des pratiques de prise de parole dans la société, parce qu'il y a une ambiguïté entre ceux qui critiquent et ceux qui défendent les actions des acteurs politiques. En effet, le débat des idées dans le pays consiste essentiellement à défendre les personnes au pouvoir, en attaquant ceux qui les critiquent. Il s'agit d'une stratégie pour garantir des positions de pouvoir au sein de l'État. C'est-à-dire, ceux qui défendent les dirigeants politiques obtiennent des avantages, par rapport à ceux qui les critiquent. Toute cette réalité ne favorise pas une forme de participation politique libre, dans la mesure où l'État devient un acteur dans la distribution des biens sociaux, dont le plus important est l'emploi prestigieux.

Tout cela nous fait évoquer la notion de « néo-patrimonialisme » chez Médard (1991). L'auteur qualifie l'État en Afrique de néo-patrimonial. Il montre que la plupart des États du continent (sinon tous), sont gérés comme des entreprises privées, selon un mode de domination patriarcale, ce qui est un véritable obstacle à leur développement. Pour Médard il n'y aurait aucune distinction entre le domaine public et le domaine privé dans la gestion des affaires de l'État en Afrique, « le chef organisant son pouvoir politique comme l'exercice de sa gestion domestique ». La confusion du public et du privé dans la conduite des affaires de l'État fait pour ainsi dire des États africains, des entreprises politiques à caractère néo-patrimonial.

Pour démontrer son argument, Médard emprunte à Max Weber sa définition du patrimonialisme. Il s'agit d'un mode de gouvernement basé sur une forme de domination personnelle, empruntant à la fois à la tradition et surtout à l'arbitraire. Le chef traite toutes les affaires comme s'il s'agissait de biens personnels, de « propriétés privées ». D'autre part, toujours selon l'analyse que Médard fait des écrits de Weber, le patriomalisme regroupe des pratiques comme le clanisme, le népotisme, le tribalisme, la corruption etc. et toutes ces pratiques sont le lot commun des États africains. En considérant ce contexte, nous constatons que le Mozambique constitue

un terrain potentiellement intéressant pour la réalisation de cette thèse, et peut permettre d'élargir le débat sur les modalités de la participation politique au-delà du vote dans le contexte africain, pour au moins quatre raisons : d'abord, l'importance des jeunes au sein de toute la population représente une opportunité en termes de citoyens qui peuvent potentiellement participer<sup>22</sup>. Notre thèse enrichit le débat sur la participation politique dans la discipline de science politique en général, en considérant les jeunes du Mozambique comme les acteurs centraux de cette participation.

Ensuite, nous notons également l'existence d'une série d'enquêtes qui commencent à être régulières depuis 2002 concernant plusieurs sujets tels que la démocratie et la citoyenneté. Puis, nous observons l'organisation de manifestations, mais aussi la multiplication d'organisations de la société civile, qui de plus en plus prennent part à la vie politique, pour se mobiliser, au-delà de la seule pratique du vote. Enfin, nous sommes en présence d'un « terrain heuristique » dans la mesure où nous n'avons pas l'intention de présenter des résultats définitifs, mais plutôt une approche qui cherche à décrire la réalité de la participation politique en utilisant différentes méthodes.

#### **1.4. Axes et hypothèses de recherche**

Cette thèse propose d'étudier les processus de politisation des jeunes au Mozambique. Également, elle aborde la construction des répertoires d'action collective conventionnelles et non conventionnelles<sup>23</sup>, entre 2005 et 2018. Pour ce faire, nous adoptons deux axes principaux : d'un côté, nous examinons les modalités de participation politique de ces jeunes à partir de leur contexte (approche qualitative), et de l'autre côté nous employons une démarche qui cherche à mobiliser des données statistiques pour comprendre la participation politique au Mozambique dans le temps.

La thématique de cette thèse inaugure une nouvelle dimension d'analyse au Mozambique. De fait, parmi les études sur les modes de participation politique, la

---

<sup>22</sup> Entre les élections municipales d'octobre 2018 aux élections présidentielles d'octobre 2019, le conseil national des élections a enregistré sept millions d'électeurs de plus (au total sont presque quatorze millions).

<sup>23</sup> Nous définirons ces termes dans le chapitre deux.

plupart se sont intéressées au vote ou au type de régime politique. Par exemple, Chichava (2007) montre comment les Zambéziennes<sup>24</sup> ont réagi au colonialisme et aux politiques de modernisation autoritaire du parti Frelimo, à partir d'une analyse des pratiques de gouvernance du parti unique depuis la lutte anticoloniale jusqu'à l'État post-colonial. Dans une autre étude, Rosário (2009) a montré comment les élections municipales ont permis à la Renamo d'émerger comme parti d'opposition dans la gouvernance locale. Enfin, la thèse de Nuvunga (2014) sur les logiques du parti dominant (Frelimo) et le système bipartisan entre 1994–2012 au Mozambique montre les dynamiques entre ces deux partis politiques depuis la réalisation des premières élections en 1994.

Peu ou presque aucune étude n'a jamais été réalisée autour de la participation politique des jeunes en adoptant deux approches : qualitative et quantitative. Avec cette thèse, nous proposons d'ouvrir une nouvelle dimension d'analyse pour appréhender les pratiques et les espaces de la participation politique, en associant deux modalités : le vote et d'autres pratiques de participation comme les manifestations<sup>25</sup>. Cependant, il ne s'agit pas d'étudier la participation politique dans une démocratie représentative classique. En effet, nous étudions la participation politique dans un pays où le parti politique (Frelimo) à la tête de l'État manipule les ressources étatiques pour assurer sa domination (Brito, 1987). Ainsi, cette thèse s'attachera à poser trois axes complémentaires de recherche.

Tout d'abord, il s'agit d'analyser les tendances de la participation politique au Mozambique dans le temps. Quelles sont les variables qui déterminent l'exercice de la participation politique dans le pays ? Cette question s'appuie sur la base de données sur les pratiques démocratiques, réalisée par l'Afrobaromètre depuis 2005. Nous avons construit notre propre base de données, en associant des variables qui nous intéressaient – tels que l'âge, le diplôme, le genre ou encore l'occupation professionnelle. Ces données révèlent l'émergence des inégalités de participation politique, dans la mesure où les caractéristiques sociodémographiques déterminent le niveau d'intérêt pour la politique, comme nous le verrons dans les chapitres cinq et six

---

<sup>24</sup> Habitants de la Zambézia, province du centre du Mozambique avec une influence politique de l'opposition (parti Renamo).

<sup>25</sup> La discussion sur les différents types de participation est largement présentée au chapitre deux.

lorsque nous mobiliserons la dimension quantitative de la thèse. Nous nous sommes intéressés à comprendre, au-delà du vote, quelles sont les autres formes d'exercice de la citoyenneté au Mozambique. Cette thèse dépasse la dimension mise en avant dans plusieurs études qui pensent exclusivement aux élections comme la modalité la plus importante, malgré le fait que la participation électorale ait diminué dans plusieurs pays. Cet exercice se fait sur le long terme, en essayant d'abord d'analyser la dimension des élections nationales (temps longs par les données statistiques), en passant ensuite à la sphère locale à partir de nos enquêtes qualitatives.

Deuxièmement, nous allons analyser quelles sont les formes de participation qui s'exercent dans les villes de Maputo, Beira et Nampula. C'est une question clé dans la mesure où nous considérons le Mozambique comme un paysage politique avec des réalités différentes, bien qu'il ait été sous la domination du même parti politique depuis l'indépendance en 1975. Alors qu'au pouvoir central, le parti Frelimo domine à l'échelle nationale, le niveau municipal s'est révélé être « une fenêtre d'opportunité » qui défie de plus en plus ceux qui dirigent le pays depuis la ville de Maputo. En revanche, à Beira et à Nampula cette participation se fait en s'appuyant sur les partis d'opposition. En effet, l'introduction de la décentralisation en 1997 a apporté une nouvelle dynamique de participation qui n'était pas possible avec la concentration du pouvoir dans la capitale du pays, synonyme de déconcentration dans les territoires. Il n'y a pas seulement la présidence des municipalités par les partis d'opposition, mais aussi l'émergence d'initiatives qui peuvent se produire sans le contrôle exercé par le parti au pouvoir central de Maputo.

En troisième lieu, nous pouvons nous demander comment les jeunes arrivent à se mobiliser dans une société caractérisée par la censure étatique – une « démocratie formelle »<sup>26</sup> (Thiriot, 2011). En fait, cette question complète les autres, car il s'agit d'un contexte dans lequel l'exercice du pouvoir central est utilisé comme un obstacle à la pratique de la participation politique, en particulier pour une frange de la population qui est de plus en plus mobilisée à partir des différentes modalités de participation politique comme les réseaux sociaux, avec une grande incidence dans les

---

<sup>26</sup> Il s'agit d'un pays où le simple fait d'organiser régulièrement des élections contribue à ce que ce pays soit considéré comme démocratique, même si d'autres droits ne sont pas préservés.

centres urbains. Pour répondre à ces questions, nous allons nous appuyer sur trois hypothèses.

La première hypothèse considère que les élections (le vote) continuent à être la modalité de participation politique la plus utilisée, dans une société marquée par une population électorale jeune qui revendique de plus en plus une place sur la scène politique du Mozambique. Même si le débat sur les élections est trop présent dans les études de science politique (Braud, 2020), nous ne pouvons pas exclure cette hypothèse dans un contexte comme le Mozambique. Les données statistiques et le terrain ont montré une tendance à maintenir la participation politique « par le haut »<sup>27</sup>, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas de modalités de participation « par le bas ». Mais le vote, même si les élections ne sont pas obligatoires au Mozambique, est une modalité encore très présente.

Cependant, nous postulons également que ces pratiques électorales sont le résultat d'un régime politique répressif où les électeurs, en occurrence les jeunes, utilisent les différentes « matérialités du vote » (Faucher et al., 2015 ; Perrot, et al., 2016)<sup>28</sup> pour se rapprocher du pouvoir et ainsi obtenir quelques bénéfices particuliers. En d'autres termes, ces jeunes ne considèrent pas les élections comme un devoir, mais comme une nécessité dans la mesure où l'abstention pourrait les mettre en porte-à-faux avec le parti au pouvoir. En effet, la peinture au doigt<sup>29</sup> après les élections est devenue un rituel presque obligatoire pour conserver un emploi ou être bien vu par le pouvoir en place. Il s'agit de ce que nous pouvons appeler « le vote de service » ou « le vote par intérêt » – le vote est considéré comme un signe de soutien ou de proximité avec le parti au pouvoir au niveau national, pour accéder aux bénéfices économiques.

---

<sup>27</sup> Il s'agit d'un type de participation souvent ancré dans la dimension formelle, comme les élections et les campagnes électorales.

<sup>28</sup> Considéré aussi comme « sacralisation du vote » (Déloye, 2008) – sont des sens associés à l'acte du vote. Il s'agit d'artefacts et d'instruments qui constituent le moment électoral (posters, T-shirts, messages audio-visuels, manuels de l'électeur, journaux, programmes politiques, meetings électoraux ou encore brochures de campagne) qui peuvent être utilisés pour décrire le déroulement d'une élection. Dans le cas du Mozambique, ces matérialités du vote sont expliquées dans le chapitre quatre.

<sup>29</sup> Il s'agit de la marque que les électeurs font sur leur doigt pour montrer qu'ils ont voté. Nous reviendrons sur ce débat au chapitre quatre, lorsque nous aborderons sur les matérialités du vote au Mozambique.

La seconde hypothèse, basée sur les données statistiques, estime que la participation politique des jeunes au Mozambique est le résultat de l'association de multiples variables sociodémographiques (telles que le genre ou encore le diplôme) qui ne peuvent être lues de manière uniforme. Dans ce cas, la participation politique des jeunes est le résultat d'inégalités marquées par des trajectoires de vie différentes. Dans cette réalité, au Mozambique les jeunes diplômés du supérieur, surtout les hommes, apparaissent comme ceux qui dominent les différentes modalités de participation politique comme les manifestations, moins présents si nous associons le vote et le diplôme, et moins encore en associant la région qui ne joue pas un rôle crucial dans notre analyse. Tout ce scénario fait également penser que la participation politique ne doit pas seulement être considérée en regardant les jeunes en tant qu'acteurs ayant des caractéristiques similaires, car dans la même classe d'âge il y a différents facteurs qui favorisent ou non la participation. En d'autres termes, ce qui détermine la participation politique de ces jeunes dans les zones rurales ne sera pas similaire dans les zones urbaines, et encore moins lorsqu'il s'agit de jeunes femmes et de jeunes hommes, étant donné qu'il existe un parcours de vie à prendre en compte dans l'analyse.

La troisième hypothèse soutient l'existence de pratiques de participation politique qui vont au-delà du vote, considérant l'espace local comme un mécanisme de contestation du pouvoir national représenté par un parti unique – ces pratiques définissent ce que nous considérons comme des structures d'opportunité politique dans les trois villes choisies comme cas d'étude. Dans ce cas, les répertoires d'action des jeunes fonctionnent comme une forme de « challenge » face aux élites politiques (Inglehart, 1977), malgré l'existence de pratiques autoritaires. Notre hypothèse défend que bien qu'il soit reconnu que le vote reste une modalité importante et que le type de participation politique s'exerce en pensant exclusivement aux avantages que cela peut avoir, il existe des pratiques qui montrent une émergence des répertoires d'action par le bas – ces pratiques se font à travers l'art et la musique (Martin, 2002 ; Scott, 2019), même si celle-ci n'est pas encore à grande échelle, elle peut être considérée comme un défi pour les responsables politiques au pouvoir.

## **2. Thèse : entre les élections et la recherche d'autres formes de participation politique**

Notre thèse montre que l'étude de la participation politique des jeunes au Mozambique est le résultat d'une longue construction sociale construite par leurs aînés, qui, au fil du temps, ont résisté à reconnaître ou à ouvrir de la place pour que les jeunes puissent exercer leur participation dans la politique en dehors des frontières de ceux qui dirigent le pays depuis 1975, même si, malgré cette réalité, ces mêmes jeunes essaient de participer par d'autres moyens. Notre argument part de la perception générale selon laquelle une littérature abondante tente de montrer que dans plusieurs pays, le vote est la modalité la plus privilégiée, même si elle est de plus en plus contestée dans les démocraties consolidées (Inglehart, 1977 ; Blais, 2006 ; Garmann, 2017), une tendance liée à l'émergence d'une forme de « elite-challenging participation » (contester / questionner les actions des responsables politiques) par d'autres espaces et d'autres plateformes (Norris, 2002), ce que nous pouvons considérer « participation par le bas », une pratique très développée en Occident, mais aussi en Afrique (Mayrargue et al., 2009).

Malgré une perte générale d'intérêt pour les élections, notre thèse soutient qu'il n'y a pas nécessairement un manque d'enthousiasme pour la politique de la part des jeunes, étant donné que si nous analysons les pratiques de participation les plus courantes comme les élections, les jeunes Mozambicains montrent un attachement, même si cet intérêt est une forme de (se) contenter le (du) régime politique en place, ce que nous appelons la « participation sans participation ». En d'autres termes, afin de ne pas contredire ceux qui dirigent le pays – le Frelimo – les jeunes essaient de se conformer à la situation politique actuelle pour gagner une certaine stabilité économique. Ces jeunes se mobilisent autour des acteurs politiques – en l'occurrence les partis politiques pendant les élections – qui leur donnent les meilleures chances de réussite – ils jouent avec la politique. Dans ce cas, leur « intérêt » n'est que pragmatique, voire opportuniste.

Nous défendons la thèse de « jouer avec la politique » à partir de nos résultats de terrain, où nous avons observé que la participation politique, en particulier les

élections, n'est pas le résultat d'un devoir civique, mais d'un « rituel de confort social », favorisé par un environnement qui oblige les jeunes à se conformer aux acteurs déjà considérés comme gagnants avant même la réalisation des élections. Cela est démontré par les matérialités de vote expliquées dans le chapitre quatre. La démonstration de notre thèse est faite d'une part par une atmosphère moins revendicative qui caractérise les jeunes face à la politique menés par les « vieux acteurs politiques », ainsi que par la rareté d'autres pratiques qui pourraient configurer de nouvelles formes de participation politique, surtout si nous considérons que notre approche visait essentiellement à aborder la politique au-delà de sa dimension éminemment formelle. En d'autres termes, même si notre idée initiale était de capturer les différentes modalités de participation politique au-delà des élections, nous ne sommes pas sûrs que ces pratiques soient observables de manière évidente, même si dans la ville de Maputo, il y a des actes sporadiques de protestation en raison de son statut de capitale du pays<sup>30</sup>.

A travers l'approche quantitative, nous montrons également qu'au fil du temps, les différentes pratiques de participation politique ont stagné, dans ce que nous appelons une « participation éphémère », surtout la participation non conventionnelle. En effet, nous montrons que nous ne sommes pas face à un parcours d'un pays avec une participation politique classique, où les libertés d'exercer cette même participation sont *a priori* garanties. Alors que les élections sont apparues comme la pratique dominante dans les vagues de l'enquête de l'Afrobaromètre, d'autres modalités telles que les manifestations ou le contact politique sont en déclin, bien qu'il existe des différences considérables entre les jeunes habitant dans les zones urbaines et rurales, en termes d'âge ou encore par rapport au genre.<sup>31</sup>

### 3. Annonce du plan

Le premier chapitre retrace l'histoire politique du Mozambique, son évolution, ses conflits et ses réalisations en matière de paix. Nous expliquons que le Mozambique est

---

<sup>30</sup> Nous faisons une analyse comparative entre les trois villes dans le chapitre sept.

<sup>31</sup> Nous faisons une analyse plus approfondie de ces pratiques de participation à partir des données statistiques dans les chapitres cinq et chapitre six.

le résultat de moments successifs de paix et de conflit dominés par le même parti politique depuis 1975. C'est dans ce même chapitre que la méthodologie détaillée sera présentée.

Le deuxième chapitre s'appuie sur une discussion générale de la participation politique, de la politisation et de la citoyenneté. Nous aborderons ces trois concepts en présentant leur évolution historique-théorique, leurs contradictions et leur application dans le contexte du Mozambique, qui ne repose pas sur les mêmes bases où ces concepts sont souvent forgés. Tout au long de ce chapitre, nous verrons, par exemple, que la participation politique n'est probablement pas aussi linéaire qu'il n'y paraît.

Le troisième chapitre dialogue sur quelques concepts clé de la thèse : les jeunes et la socialisation politique. A partir de ces dernières, il en émerge d'autres comme la génération, la classe d'âge et les cadets sociaux. La littérature (De Boeck, 2015 ; Honwana, 2019) montre qu'alors même que les jeunes forment en Afrique une frange démographique très importante, ils ne sont pas encore considérés sérieusement comme des catégories sociopolitiques significatives et indépendantes, avec leur propre façon de vivre. En effet, les jeunes sont généralement perçus comme en marge des processus sociaux, économiques et politiques, et jouant souvent un rôle social peu prometteur.

Dans le chapitre quatre, nous présentons quelques éléments qui peuvent soutenir notre thèse selon laquelle l'existence d'un État aux tendances autoritaires contribue à la limitation d'exercer d'autres formes de participation politique. Nous avançons l'idée que si nous partons du principe que les élections ne peuvent être décrites comme la seule forme de participation politique, elles jouent un rôle crucial dans la manière dont les jeunes envisagent leur forme d'intervention dans la société.

Ensuite, le chapitre cinq aborde la participation politique des jeunes au Mozambique dans une perspective quantitative. En se basant sur les données de l'Afrobaromètre entre 2005-2018, nous traçons les tendances historiques de la participation politique au Mozambique. Nous faisons l'hypothèse que la participation politique au Mozambique varie selon la période électorale de la réalisation de l'enquête. Il s'agit d'un chapitre qui aborde la participation essentiellement sous l'angle du vote.

Dans la continuité, le chapitre six ouvre une deuxième étape dans notre discussion autour de la participation politique au Mozambique à partir de nos données quantitatives. L'objectif central est d'expliquer les tendances de la participation politique à partir de ce que nous considérons comme « participer autrement », car nous comprenons que derrière le vote peuvent se cacher d'autres réalités qui configurent l'intérêt pour la politique, mais qui vont au-delà du « rituel du vote » (Déloye et al., 2008).

Après avoir vu dans les chapitres précédents l'histoire de la construction de l'État au Mozambique, nous revenons dans le chapitre sept sur les trois cas spécifiques qui ont fait l'objet de notre travail sur le terrain. Ce chapitre repose sur les entretiens et des observations qui ont été menés en deux phases dans les villes de Maputo (Sud), Beira (Centre) et Nampula (Nord) : (1) septembre 2018 et décembre 2018 ; (2) août 2019 et janvier 2020. L'objectif central sera d'aborder les pratiques de la participation politique dans chaque ville, car nous comprenons qu'il y a des particularités selon chaque contexte.

L'idée dans ce chapitre est de faire une comparaison entre les trois villes, pour comprendre la variation de la participation politique en fonction du parti qui dirige le pouvoir municipal. Nous concluons que, tandis qu'à Maputo la participation politique est moins présente localement, à Beira et Nampula il y a une participation plus présente, non pas contre ceux qui dirigent la municipalité localement, mais contre ceux qui dirigent l'État en général, dans ce cas le parti Frelimo. En d'autres termes, le local finit par être utilisé comme une plateforme pour transmettre un message ayant une portée nationale.

Enfin, la conclusion générale propose une discussion de nos hypothèses, en montrant que les élections restent une modalité bien présente dans la participation politique des jeunes au Mozambique, refusant ainsi la thèse selon laquelle il existe une fatigue de ces jeunes vis-à-vis des pratiques classiques de la participation politique.

# **Chapitre 1 : Historicité d'un pays sur la côte de l'océan Indien**

Avec une dimension maritime de trois mille kilomètres sur l'océan Indien, le Mozambique est le troisième pays lusophone le plus peuplé avec une population de près de 33 millions d'habitants (INE, 2020). Le pays est divisé administrativement en dix provinces et possède trois villes principales : Maputo – la capitale du pays (sud), Beira (centre) et Nampula (nord). Au croisement de diverses influences (africaines, arabes, asiatiques, portugaises et anglaises), le Mozambique n'a été véritablement colonisé par le Portugal qu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Lisbonne y développa une administration s'appuyant sur une économie d'extraction, de services et de tourisme. En effet, l'originalité du Mozambique est caractérisée par sa colonisation directe tardive.

Le Mozambique fut l'un des derniers pays de l'Afrique à proclamer son indépendance (25 juin 1975) pendant la grande vague de libération après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Après cette indépendance, à partir de 1977, le Mozambique a connu une guerre de conflit civil (Nakanabo Diallo, 2019), souvent appelée la « guerre de seize ans » (Morier-Genoud et al., 2018), qui opposa la *Frente de Libertação de Moçambique* (Front de libération du Mozambique – Frelimo) et la *Resistência Nacional Moçambicana* (Résistance nationale mozambicaine – Renamo). En 1992, l'Accord Général de Paix fut signé et sembla alors démarrer une transition vers la démocratie.

Le Front de libération du Mozambique (Frelimo) est au pouvoir depuis l'indépendance. Ce parti est devenu dominant (Giovanni, et al. 2006)<sup>32</sup> après la fin du système de parti unique qui a pris fin en 1994. Depuis ces élections, le parti a gagné toutes les élections présidentielles<sup>33</sup>. D'origine socialiste, le Frelimo a été formé en

---

<sup>32</sup> Souvent confondu avec la notion de « parti hégémonique », ce terme désigne les partis qui parviennent à rester au pouvoir pendant de longues années, souvent en favorisant des élections frauduleuses ou en utilisant les ressources de l'État à des fins partisanses.

<sup>33</sup> Voir l'annexe avec tous les résultats depuis 1994.

1962 en tant qu'unification de mouvements nationalistes séparés en un front<sup>34</sup>, dans le but de libérer le pays.

La Résistance nationale mozambicaine (Renamo) est le principal parti d'opposition et concurrent du Frelimo. Elle a été formée en 1976 en tant que groupe politique anti-communiste avec le soutien de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud pour contester le gouvernement du Frelimo. Après l'Accord de paix de 1992, la Renamo s'est transformée en parti politique, a participé aux premières élections multipartites en 1994 et a toujours participé à toutes les élections depuis lors. En revanche, le spectre de la guerre semble n'avoir jamais complètement disparu (Cahen, 2000).

À part le Frelimo et la Renamo, depuis 2009 il a émergé un nouveau parti politique qui marque la scène politique au Mozambique : le *Movimento Democrático de Moçambique* (MDM). Il s'agit d'un parti qui a été créé avec un accent particulier sur la conquête du pouvoir local (les villes). Contrairement aux partis qui ont connu la guerre, le MDM a la particularité d'être né dans le Mozambique contemporain. L'élargissement du MDM exigerait une alliance de la base sociale rurale de la Renamo, surtout parce que le parti Renamo est souvent considéré comme un parti politique plus fort dans les régions rurales du pays, notamment au centre et au nord du Mozambique (Chichava, 2010).

En conclusion, bien que le pays soit connu pour sa longue trajectoire ancrée dans un parti politique unique se confondant avec l'État, l'émergence d'une dynamique politique locale est propice à l'étude des différentes pratiques de participation politique. Ce sont celles-ci que cette thèse étudie en détail, en évoquant les villes de Maputo, Beira et Nampula. Considérant que le principal parti d'opposition, la Renamo, reste le principal acteur vis-à-vis du Frelimo, il est clair que le MDM est également un acteur à prendre en compte dans cette équation.

---

<sup>34</sup> Ces mouvements sont l'Union nationale africaine du Mozambique indépendant (UNAMI), l'union démocratique nationale du Mozambique (UDENAMO) et la Mozambique African National Union (MANU).

# 1. Un long itinéraire de conflit : « ni guerre, ni paix »

Après être sorti de la guerre civile, le Mozambique a été considéré comme une histoire de réussite post-conflit avec près de 20 ans de paix et de stabilité. Entre 2004 et 2015, le pays a connu une croissance économique stable d'environ 8 % par an, devenant l'une des dix économies avec la croissance la plus rapide au monde. Cet optimisme s'est accompagné de la découverte de gisements de gaz au large des côtes du pays en 2017 qui avaient pour objectif d'attirer des investissements et de transformer l'économie. Cependant, tous ces espoirs ont été anéantis par la découverte de dettes illégales qui ont paralysé l'économie du pays et par la propagation du conflit militaire, comme nous le verrons plus loin dans cette introduction.

Fin 2012, un conflit de faible intensité a resurgi entre le gouvernement et la Renamo lorsque cette dernière a attaqué le poste de police de Muxungué<sup>35</sup> en représailles à une descente de police sur son siège local en avril de la même année. C'était en 2013, quand une série d'affrontements s'ensuit, jusqu'à la signature d'un cessez-le-feu qui a précédé les élections générales d'octobre 2014 au cours desquelles le président Filipe Nyusi a été élu et le Frelimo a conservé le statut de majorité à l'Assemblée nationale.

Après les élections générales, la reprise du conflit s'est poursuivie car la Renamo a contesté les résultats des élections, citant des irrégularités de la part du gouvernement et les tensions ont considérablement augmenté jusqu'à ce qu'une trêve unilatérale imprévue soit déclarée par la Renamo en décembre 2016. Dès le début, le parti a visé à atteindre le pouvoir national et à réclamer une plus grande décentralisation en faveur de l'autonomie provinciale pour que la population locale élise directement les gouverneurs dans les assemblées provinciales, plutôt que le parti au pouvoir.

Mais l'instabilité du Mozambique ne se limite plus au conflit de longue date entre le gouvernement, composé exclusivement du Frelimo, et la Renamo, le pays étant

---

<sup>35</sup> Muxungué est un poste administratif mozambicain situé dans le district de Chibabava, province de Sofala. Il est devenu connu comme un point important car les véhicules circulant sur la route nationale ont subi des attaques militaires successives de la part des combattants de la Renamo.

confronté à d'autres défis multiples. Depuis lors, la situation en matière de sécurité a été aggravée par une guérilla islamiste qui a fait son apparition en octobre 2017 et a depuis gagné du terrain dans le nord du Mozambique. En août 2019, une étape importante a été franchie par le gouvernement et la Renamo en signant un nouvel accord de paix définitif ouvrant la voie aux élections générales réalisées le 15 octobre 2019.

Lors de ces élections, selon les résultats officiels, le parti Frelimo a remporté une victoire écrasante (73 %) avec le président sortant Filipe Nyusi, réélu pour un second mandat et contrôle majoritaire des sièges des assemblées parlementaires et provinciales. Suite à ces résultats<sup>36</sup>, la Renamo a appelé à leur annulation des élections alléguant l'existence de violences et de fraudes électorales et accusant le parti au pouvoir de violer l'accord de paix. L'élection a posé une incertitude majeure à la paix fragile du pays, caractérisée par le conflit entre le Frelimo et la Renamo, et a diminué la viabilité de l'accord de paix (Cahen, 2020).

Depuis les élections présidentielles de 2009, la performance de la Renamo par rapport à sa représentation régionale a fluctué. Le refus de désarmer complètement et la volonté de garder les armes signifie que la Renamo peut utiliser et a, comme en témoigne en 2013, utilisé la violence et la menace de violence comme outil politique. La mort de l'ancien président de la Renamo<sup>37</sup>, Afonso Dhlakama, qui dirigeait le parti depuis 1979, a entraîné la nomination d'Ossufo Momade comme nouveau chef du parti.

Momade a dirigé la signature de l'accord de paix avec le gouvernement en août 2019 dans le but de décentraliser le pouvoir, d'établir un processus par lequel les combattants de la Renamo peuvent désarmer et réintégrer les forces de sécurité<sup>38</sup>, et mettre officiellement fin aux hostilités entre les parties belligérantes. La mort de Dhlakama et la nouvelle direction ont soulevé des divisions internes au sein du parti,

---

<sup>36</sup> Les résultats des élections de 2019 indiquent que le Frelimo au pouvoir aurait remporté 73 % des votes présidentiels, la Renamo 22 %, le MDM 4 % et AMUSI 1 %.

<sup>37</sup> Afonso Dhlakama est mort, le 3 mai 2018, à Gorongosa (Sofala).

<sup>38</sup> L'accord de paix de 1992 prévoyait que les forces armées de la Renamo pourraient faire partie de la police et de la défense mozambicaines, mais cette condition n'a pas été remplie, de sorte que

conduisant à une lutte pour le pouvoir qui a abouti à l'émergence d'un groupe dissident appelé « junte militaire ». Le groupe a été dirigé par le général Mariano Nhongo<sup>39</sup>, chef de la branche armée de la Renamo. Malgré tous ces accords, le Mozambique connaît des tensions armées, soit de la part de partis politiques qui ne respectent pas les accords, soit de l'émergence d'attaques « djihadiste » dans le nord du pays. Bien qu'il ne soit pas au centre de notre thèse, tout ce contexte est essentiel pour montrer la géographie dans laquelle s'exerce la participation politique des jeunes, mais des Mozambicains en général.

C'est dans ce paysage historique du conflit et de la métamorphose de la paix au Mozambique que cette thèse abordera un terrain particulier, pour essayer de comprendre les dynamiques de la participation politique des jeunes, dans l'objectif d'apporter une contribution théorique plus large dans une littérature où cette participation ne repose pas sur les mêmes bases d'analyse comme dans les démocraties consolidées. En effet, nous analysons la participation politique dans un régime de tendance autoritaire – un contexte où participer à la vie politique est souvent confondue avec le soutien ou le rejet du régime au pouvoir.

Nous proposons également une analyse qui vise à dépasser la logique théorique bien connue qui vise à mettre en évidence les jeunes comme socialement perdus ou non engagés dans la politique. De fait, à l'heure où s'observe souvent un désintérêt des citoyens (plus précisément les jeunes) envers la politique – voire un probable désenchantement dans les pays occidentaux (Wallace, 2010 ; Garmann, 2017), notre thèse aborde la participation politique sous un angle qui vise à montrer que cette même participation va au-delà du vote, surtout dans un pays à « démocratie limitée »<sup>40</sup>.

---

la Renamo est resté un parti armé jusqu'à aujourd'hui (2022), bien que le processus de désarmement soit en cours.

<sup>39</sup> Mariano Nhongo a été tué le 11 octobre 2021 par les forces gouvernementales, dans la brousse de la province de Sofala.

<sup>40</sup> Il s'agit de notre expression pour caractériser un pays qui ne repose pas sur les mêmes bases qu'une démocratie consolidée. Un pays où les élections sont considérées, de manière récurrente, comme synonyme de démocratie. En d'autres termes, ce que nous pouvons également appeler de « démocratie électorale » (Thiriot, 2011).

L'étude de la participation politique des jeunes, dans le contexte d'un pays en conflit permanent, permet d'encourager débats et réflexions sur cette thématique. En effet, le Frelimo, est considéré comme le parti dominant de la scène politique du pays, une réalité qui empêche l'émergence de toutes autres formes de participation politique (vote et manifestation) à cause des pratiques de l'autoritarisme caractérisant le Mozambique depuis l'indépendance. En effet, notre thèse s'inscrit dans la lignée des travaux sur la participation politique dans les régimes non démocratiques, en adoptant une démarche qui combine deux méthodes d'analyse.<sup>41</sup>

## **1.2. Le régime politique et l'« État-parti » au Mozambique**

Bien que ce ne soit pas le principal intérêt de notre thèse, le cadre théorique employé s'articule également autour du débat sur le régime politique en Afrique de manière générale, et sur le Mozambique de manière particulière. Théoriquement, le régime politique est un élément qui peut déterminer la manière dont les citoyens d'un pays donné agissent politiquement en fonction du pouvoir politique en place. D'une part, nous soutenons que tout débat sur la participation politique n'est possible que si nous comprenons la trajectoire du régime politique du pays étudié. D'autre part, en considérant la question du régime politique, nous adoptons une approche qui vise à ne pas transposer les concepts (Carothers, 2002), car la littérature doit toujours être adaptée au contexte d'analyse.

Il n'y a pas de clarté sur la nature du type de régime au Mozambique. Bien que certaines recherches le considèrent comme autoritaire (Economist Intelligence Unit, 2022), nous sommes tentés d'utiliser la dimension de régime hybride (Diamond, 2002 ; Camau, 2009) comme applicable pour l'ensemble de la thèse. Un exercice sera fait en y associant l'idée de parti-État. Considérer le Mozambique comme régime hybride nous invite à penser que les démocraties modernes ne sont pas idéales, car des pratiques autoritaires et élitistes persistent et provoquent la désaffection des citoyens (Levitsky et al., 2010). A l'inverse, les régimes autoritaires actuels s'accommodent de certaines règles démocratiques (Fournier, 2010), ce qui fait que dans un monde où les

---

<sup>41</sup> Nous parlerons de la méthodologie dans les pages à venir.

rapports de pouvoir et d'autorité sont de plus en plus complexes, nous observons l'émergence des régimes hybrides (Hermet, 2010).

Hermet (2010) observe que le critère du pluralisme politique, comme mode distinctif des types de régimes, a perdu toute sa pertinence. Plus avant, l'idée d'une typologie opposante, sur un mode strictement binaire, régimes démocratiques et autoritaires semble, dans son entier, tombée en désuétude. « Les types partiels démocratiques » seraient désormais « la nouvelle tendance dominante de la théorie démocratique et des études sur la démocratisation » (Hermet, 2010 : 175). De son côté, Insel (2014) explique que si nous ajoutons au critère minimaliste de la démocratie (la tenue des élections libres et le respect des libertés fondamentales) le degré de violence qui existe dans la société, le nombre de pays qui répondent positivement au double critère de démocratie et de civilité est réduit.

En effet, ce ne sont pas, non plus, les dictatures ou les tyrannies et les sociétés saisies par une violence extrême qui dominant, parce que plusieurs pays sont dans une « grande zone grise » (Insel, 2014 : 90 ; Gagné, 2019), comme c'est le cas des pays comme l'Inde, la Turquie et la Russie ou encore le Brésil (Dabène, 2008), où malgré une sorte de démocratie classique, la violence continue à marquer les rapports sociaux et porte le risque de mettre en péril la démocratie. Innovations conceptuelles et nouvelles typologies essaient de caractériser ces nouvelles formes de régimes : régimes hybrides, autoritarismes électoraux, démocraties non libérales, autoritarismes semi-consolidés, démocraties électorales (Linz, 2007).

Ainsi, nous observons qu'il y a un foisonnement d'appellations pour appréhender les régimes « hybrides », comme celui du Mozambique, aux facettes contradictoires : pluralisme limité, non-libéralisme, bonapartisme, régime semi-autoritaire, démocratie déléguée, autoritarisme compétitif. Ce qui rassemble ces régimes, c'est la coexistence d'institutions et de pratiques démocratiques avec des institutions et des pratiques qui violent ouvertement les principes démocratiques de base :

Dans ces régimes hybrides, la plupart du temps les dirigeants se font élire par des élections plus ou moins libres et transparentes, le multipartisme perdure mais le système politique reste monopolistique. Même si le

principe de la séparation des pouvoirs est en vigueur sur le papier, ces régimes sont marqués par la pratique d'unicité des pouvoirs.

(Insel, 2014 : 91).

En ce qui concerne la participation politique dans ce type de régime, Ekman (2009) a étudié les cas de la Tanzanie, de la Russie et du Venezuela, en examinant spécifiquement la participation électorale et le soutien à l'opposition. L'auteur a ainsi démontré que la stabilité des régimes hybrides est liée à la capacité des titulaires à contourner l'opposition, mais aussi à l'absence d'interaction entre les citoyens et les partis d'opposition (Ekman, 2009).

Au cours de son histoire, le Mozambique a connu deux gouvernements autoritaires : premièrement, le gouvernement colonial de 1920/30 à 1974, et deuxièmement, un gouvernement à parti unique de 1975 à 1989. Considéré souvent comme un régime hybride – semi-autoritaire (Rosário, 2021) – voire démocratie électorale<sup>42</sup>, le Mozambique a tenu son élection multipartite fondatrice en 1994. Mais avant cela, même si le Mozambique est resté un système de parti unique, le pays a été caractérisé par une période de transition marquée par l'adoption de la Constitution démocratique en 1990 et la formation de nouveaux partis politiques, d'organisations de la société civile et de médias non étatiques.

Les premières élections furent soigneusement préparées sous le contrôle de l'Onuzom (Opération des Nations Unies au Mozambique, 1992-1995) dans un contexte post-conflit (Cattaruzza et al., 2015).<sup>43</sup> Le parti Frelimo a gagné les élections avec 53 % des voix aux présidentielles et 44 % aux législatives. Bien que dénonçant la fraude, la Renamo accepta les résultats au nom de la stabilité démocratique et le processus de

---

<sup>42</sup> Nous faisons référence à un pays qui considère les élections comme la seule forme de démocratie, sans tenir compte d'autres facteurs comme la liberté d'expression ou l'accès à l'information – éléments clés d'un pays démocratique. Voir l'article « Les élections en Afrique, un objet scientifique pertinent », de Thiriot (2011).

<sup>43</sup> Défini par les Nations unies, le concept de « postconflit » désigne un modèle idéal de transition après une guerre, au sein duquel institutions internationales, États et acteurs civils, privés et associatifs œuvreraient ensemble pour surmonter les tensions et (re)construire une paix durable (*peace-building* dans le jargon international).

paix apparut comme réussi. Depuis 1994, le pays a organisé six élections présidentielles<sup>44</sup>.

Depuis l'arrivée du Frelimo au pouvoir, l'objectif est de consolider son *leadership* grâce à un système centralisé qui a contribué à son maintien au pouvoir depuis plus de quarante ans. Le maintien du Frelimo au pouvoir découle de son accès aux ressources de l'État, ainsi que des réseaux d'influence économique et politique qui ont cimenté sa position dans la société mozambicaine – une consolidation que Weimer (2012) appelle *political settlement*<sup>45</sup> au Mozambique. Stratégiquement, elle se fait grâce aux pouvoirs accordés par la Constitution, les Forces de défense armées du Mozambique (FADM), au contrôle de l'État et de la police, tous sous le contrôle direct du président. Toute cette explication nous invite à penser la notion d'État-parti au Mozambique (Brito, 1987), qui est une sorte de perpétuation du pouvoir du parti politique (Frelimo) dans les affaires de l'État, dans lequel il n'y a pas de différence entre les actes privés réalisés par ce parti et les actions de l'État comme entité publique. Il s'agit de faire de l'État un instrument de *partidarização* (politisation partisane).

Dans ce cas, ceux qui détiennent le pouvoir utilisent l'État à leur profit. Comme montre Sanches (2014 : 69), « le Frelimo est le parti d'État depuis 1975 et cela lui a permis, par l'intermédiaire du Président, de contrôler les principales voies d'accès à la sphère économique et politique, sans freins et contrepoids appropriés ». À l'extérieur, le Frelimo a établi des relations régionales de solidarité avec certains anciens mouvements de libération de la région tels que le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) en Angola et l'Union nationale africaine du Zimbabwe

---

<sup>44</sup> Le Mozambique élit ses représentants politiques à quatre niveaux : au niveau national, il y a l'élection du chef de l'État, le président de la République et les députés de l'assemblée de la République (dernières en 2019). Le président est élu pour un mandat de cinq ans au suffrage direct depuis 1994. Le parlement est composé de 250 membres, élus pour une période de cinq ans à la représentation proportionnelle. Au niveau provincial, il y a l'élection des assemblées provinciales et du gouverneur provincial pour un mandat de cinq ans. Au niveau local, il y a l'élection des assemblées municipales et du président du conseil municipal. Et enfin, les assemblées du district où il y a l'élection des administrateurs du district (à partir de 2024), selon la nouvelle législation sur la décentralisation, résultat des consensus politiques entre le président de la République, Filipe Nyusi, et le président du parti Renamo, Afonso Dhlakama, mort le 3 mai 2018 à Gorongosa (Sofala).

– Front patriotique (ZANU-PF) au Zimbabwe, qui se manifeste dans le soutien continu au Frelimo et à la non-intervention dans le conflit avec la Renamo.

La logique d'un État-parti influence directement les espaces et les pratiques de la participation politique au Mozambique, dans la mesure où toute action visant à remettre en cause le parti au pouvoir est considérée comme contraire à l'unité nationale et pour cette raison susceptible d'être réprimée. Nous sommes face à un contexte où la domination d'un parti autoritaire se fait sentir à travers la fermeture des opportunités de participation civique, dans le but de maintenir la domination d'un seul acteur, en l'occurrence le parti Frelimo. En d'autres termes, il s'agit d'un régime qui utilise son pouvoir pour contrôler, manipuler et déterminer comment les citoyens doivent participer à l'arène politique du pays.

### **1.3. Les trois villes et les répertoires d'action collective**

La tendance à associer les jeunes et les villes, culmine, souvent, dans des actes de mobilisation et des protestations politiques comme celles qui ont eu lieu en septembre 2010 à Maputo, la capitale du Mozambique. Cette année-là, l'un des ministres de l'intérieur, pendant que la manifestation se déroulait, a qualifié les manifestants de « vandales qui ne voulaient que menacer la stabilité politique du Mozambique ». Cependant, il nous semble que cette approche devrait être remise en question, raison pour laquelle notre thèse considère les villes de Maputo, Beira et Nampula comme des espaces qui favorisent l'émergence de structures des opportunités politiques offertes par ces trois villes, en considérant les jeunes comme des acteurs qui exercent différentes manières d'intervenir et d'être en politique.

En effet, nous considérons que ce paysage politique dans les trois villes permet d'établir des hypothèses relatives à la politisation des jeunes au cours des années, ainsi que la manière dont les répertoires d'action collective se développent dans chaque ville. Nous pouvons postuler que la logique de présidence de chaque parti influence la manière dont les jeunes exercent leur participation. C'est du moins ce que

---

<sup>45</sup> Selon Khan (2018), les institutions politiques et les responsables politiques fabriquent des règles qui déterminent à leur tour l'allocation des ressources. Il s'agit d'utiliser l'État pour son propre

nous avons essayé d'analyser en faisant la comparaison entre les trois villes dans le chapitre six.

Économiquement, les trois villes choisies représentent les pôles de développement économique dans chaque région du pays : Nampula (Nord), Beira (Centre) et Maputo (Sud). En termes de population électorale, cette dernière est la première avec 616 082 électeurs, 338 965 et 280 441, pour Nampula et Beira, respectivement (INE, 2018). L'intérêt est de considérer ces villes comme des cultures politiques locales. En particulier, l'étude de Beira et de Nampula, bastions de l'opposition, permet d'analyser localement le poids du pouvoir en place.

Cet exercice est innovant dans une thèse, notamment parce qu'il prend en compte les trois plus grandes villes du pays, qui, outre leur taille en termes de structure géographique, représentent trois pôles politiques très importants pour comprendre le paysage de la participation politique au Mozambique. Cependant, nous sommes conscients que ce choix comporte des limites et des inégalités. Vu que les jeunes ne constituent pas une population homogène, les résultats de cette thèse doivent être relativisés, surtout si nous tenons compte du fait que les jeunes des zones rurales sont exclus de cette analyse.

Depuis 1998, le Mozambique a créé la catégorie des villes appelées municipalités. Jusqu'à présent (2022), le pays a organisé cinq élections municipales, dont la dernière en 2018. La décentralisation dans les villes a été introduite pour la première fois dans le contexte des réformes institutionnelles qui ont suivi les accords de paix de 1992, en réponse à la nécessité de créer un espace politique pour la Renamo. Maputo, Beira et Nampula sont les villes les plus importantes du pays.<sup>46</sup>

Capitale du Mozambique, et deuxième plus grande ville du pays, Maputo – la ville qui a été appelée la baie KaMpfumo, la baie Formosa, la baie de Bonne paix, *Delagoa Bay* et, de 1782, Lourenço Marques, est élevée au rang de ville en 1887. Elle était la capitale coloniale depuis 1898 et a maintenu son statut après l'indépendance du pays

---

bénéfice, surtout par les partis politiques au pouvoir.

<sup>46</sup> La description des trois villes a été faite en s'appuyant dans le site de l'Union des capitales luso-afro-américaines et asiatiques (UCCLA).

et a été renommée Maputo en 1976, sous la direction de Samora Machel, le premier président de la République du Mozambique. Politiquement, Maputo est une ville dominée par le parti Frelimo, depuis les premières élections municipales en 1998. Nous constatons une tendance similaire dans les districts et les provinces de Maputo. La « *bancada municipal* » (organe législatif municipal) est composé, depuis 2019, par 64 membres du parti Frelimo, Renamo et du MDM, avec respectivement 37, 24 et 3 membres. En termes de « performance » de sa présidence dans la ville de Maputo, selon une évaluation réalisée en février 2018, le parti Frelimo a affirmé que la réalisation des activités programmées en 2013 se situait au niveau de 78 %.

Beira est la capitale de la province de Sofala, qui pendant la période coloniale faisait partie du Manica et Sofala. Beira et ses élites sont, comme celles de Maputo, essentiellement des produits du capitalisme colonial de la fin du XIXe siècle, caractérisé dans les deux régions par l'implantation d'une « économie de services », les reliant par les ports et les chemins de fer vers les pays voisins, à savoir le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Sofala est historiquement et pour des raisons que nous allons essayer de clarifier ici, considéré comme politiquement hostile au Frelimo. C'est également dans la région de Manica et Sofala que sont nés les principaux dirigeants de la Renamo. Il s'agit du premier commandant militaire de ce mouvement, André Matsangaiça, originaire de Manica, et d'Afonso Dhlakama, originaire de la province Sofala.

Beira est la quatrième plus grande ville du Mozambique en termes d'espace géographique, et compte une population d'environ 533 825 habitants, selon le recensement de 2017. Régionalement, Beira est considérée comme la « capitale du centre » avec une domination politique de l'opposition depuis 2003 – gouvernée par la troisième force politique – le *Movimento Democrático de Moçambique* (MDM). Beira est la deuxième ville en termes d'importance politique et d'accès au développement des infrastructures après la ville de Maputo – accès à plusieurs services : par exemple, l'éducation, la santé et la finance, ainsi que la localisation des grands centres de travail et l'installation d'entreprises. L'organe législatif municipal de Beira est composé de 48 membres : parti Frelimo (14), Renamo (12) et du MDM (22).

Avec sa population de presque six millions habitants – dont plus d'un million entre 20 et 35 ans, soit 22 % (INE, 2018) – Nampula est la troisième ville politique du Mozambique et elle est connue comme la « capitale du Nord ». C'est une ville qui connaît ces dernières années un essor économique relativement important, notamment grâce au « corridor de Nacala » qui constitue l'axe routier et ferroviaire Nacala – Malawi, uniques voies d'accès pour ce dernier vers la mer. Malgré cette dynamique, la région de Nampula se trouve éloignée du pôle économique du pays, la région Sud, frontalière avec l'Afrique du Sud et où se trouve la capitale, Maputo. Les infrastructures sont rares et le réseau routier en construction. La province de Nampula a la plus forte densité de population de tout le pays. Elle est peuplée notamment par la communauté Makua qui parle l'Émakua – la langue la plus parlée du pays devant le portugais.

En termes de municipalité, depuis les dernières élections municipales (2018) l'organe législatif est composé par 51 membres du parti Frelimo (17), Renamo (31) et du MDM (3). Nampula<sup>47</sup> présente une géographie politique intéressante, puisqu'il s'agit d'une ville qui a au moins été gouvernée par les trois plus grands partis du Mozambique depuis l'installation du pouvoir local au Mozambique. Le Frelimo était au pouvoir entre 1998-2008, puis le MDM a gouverné entre 2013-2018, et la Renamo est actuellement au pouvoir depuis 2019.<sup>48</sup> Cette réalité fait de la ville Nampula un terrain unique pour comprendre la dynamique de la participation politique dans cette ville.

Un autre élément à prendre en compte dans le cas de Nampula est lié à la signification historique de ce qu'elle représente en termes de poids politique national. En effet, la ville de Nampula est la capitale de la province de Nampula au nord du Mozambique, une région qui est généralement considérée comme le « champ de domination » du parti Renamo dans son ensemble, ce qui est prouvé par le fait que depuis 2013, le Frelimo n'arrive à retourner au pouvoir dans la ville, malgré la réalisation de deux élections dans cette période.

---

<sup>47</sup> En 2017, nous avons assisté à des divergences internes entre le président du parti, Daviz Simango et le président de la municipalité, Mahumudo Amurane (assassiné le 4 octobre 2017). Conséquemment, Amurane a abandonné le MDM, parce qu'il était en désaccord avec la structure supérieure du parti.

<sup>48</sup> Le parti Renamo n'a pas participé aux élections municipales en 1998 et en 2013, cependant le parti MDM, créé en 2009 a participé aux élections (2013 et 2018) et a gagné à Beira.

## 2. Méthodologie : un terrain, deux méthodes

Notre thèse privilégie deux dimensions d'analyse. D'abord, nous allons aborder les pratiques de la participation politique des jeunes dans trois villes (Maputo, Beira et Nampula) à partir des enquêtes qualitatives réalisées entre octobre 2018 et décembre 2018 (première terrain), et entre septembre 2019 et janvier 2020 (deuxième terrain). Cette période est marquée par les élections municipales et présidentielles, respectivement.

Dans une deuxième étape, la thèse vise à étudier les dynamiques de la participation politique des jeunes au Mozambique à partir des données statistiques de l'Afrobaromètre, réalisées entre 2005 et 2018. Il s'agit d'une série d'enquêtes sur la démocratie, la participation politique, la citoyenneté, les services publics et la corruption en Afrique, réalisés au Mozambique depuis la vague 2 (2002). Cette analyse vise à tracer les modalités de participation politique dans le pays, en évoquant différentes variables qui considèrent le diplôme, le genre, l'occupation professionnelle ou encore la région, avec l'enjeu d'étudier les inégalités de la participation politique dans le pays.

Cette combinaison d'approches permettra une compréhension plus large des enjeux de la participation politique au Mozambique dans la durée, soit en utilisant une approche qualitative mais également quantitative, les deux de manière combinée et cumulative. Dans un numéro spécial de la *Revue française de science politique*, Aguilera et al. (2021) expliquent que l'enjeu des méthodes mixtes (MM) – le fait de combiner des méthodes dites qualitatives et quantitatives dans un même travail de recherche – est devenu central en sciences humaines et sociales dans les années 2000. C'est dans cette perspective que les auteurs parlent d'un « pluralisme méthodologique » (Aguilera et al., 2021).

Ainsi, « les méthodes mixtes peuvent se définir comme une combinaison, dans un même travail de recherche publié, d'un minimum de deux méthodes de traitement de données appartenant l'une à la tradition « qualitative », l'autre à la tradition « quantitative » (Aguilera et al., 2021 : 369). Dans cette perspective, Anadón (2019) montre que ces deux méthodes sont très profitables. D'une part, la combinaison

permet une plus grande amplitude de la recherche ainsi que la corroboration des résultats. En effet, les définitions incluent plusieurs buts qui reflètent d'une part l'ampleur de l'étude (c'est-à-dire fournir une meilleure compréhension du phénomène étudié et améliorer la description) et qui corroborent, d'autre part, des résultats afin d'assurer une plus grande confiance dans les conclusions.

## 2.1. La préparation, le départ et la réalisation du terrain

La définition du problème et l'enquête de recherche s'appuient sur une revue de la littérature sur les objets discutés au cours de cette thèse, tout particulièrement les jeunesses et la participation politique dans un pays en post-conflit comme le Mozambique, ou dans le continent africain de manière générale.<sup>49</sup> L'étape d'affinement de la méthodologie a eu lieu pendant toute la première année de thèse. En effet, le début de la thèse a été consacré à une reformulation profonde du projet afin de situer les enjeux majeurs de notre problématique avant de se rendre sur le terrain, même si nous avons profité des élections municipales d'octobre 2018 pour débiter un terrain exploratoire à Maputo.

Le séjour a duré trois mois, entre septembre et octobre 2018, permettant la récolte de plusieurs « matérialités du vote ». Cette première étape de terrain nous a permis de mieux préparer le deuxième terrain plus long au Mozambique, réalisé entre juillet 2019 et janvier 2020. L'élaboration du protocole de notre terrain réalisé entre 2019 et 2020 a été construit par l'adaptation au contexte. Autrement dit, c'est ce que nous chercherons à étudier qui détermine les méthodes et les outils à employer. Cependant, il est utile de se référer à quelques travaux déjà menés, de réfléchir à ce qu'implique l'usage de telle ou telle méthode dans une enquête sur les jeunes.

---

<sup>49</sup> La revue « Sources. Materials & Fieldwork in African Studies », créée en 2020, se place comme une bonne référence sur la manière dont sont produits les données pour des terrains africains. Cette revue aborde plusieurs questions, dont la réflexivité, décolonisation des savoirs, numérisation, matériaux, terrain, épistémologie, co-production pour des recherches réalisées en Afrique. Le premier numéro de *Sources*, publié en 2020, a regroupé des *varia* pour montrer la diversité des matériaux de recherche employés dans le champ des études africaines et les usages contrastés des pratiques de terrain en fonction des objets étudiés et des disciplines.

Pour ce faire, nous avons commencé les entretiens (semi-directifs – individuels et en face-à-face) par des personnes avec lesquelles nous avons déjà eu des contacts. Après cette phase, nous avons utilisé ces contacts pour nous rapprocher d'autres personnes. Essentiellement, nous nous adressons aux hommes et aux femmes âgés de 18 à 35 ans<sup>50</sup> ayant déjà voté (essentiellement pour les élections municipales de 2018 et les présidentielles de 2019). Un élément à prendre en considération dans cette analyse est le fait que les femmes étaient moins nombreuses tout au long des entretiens, ce qui s'explique par la théorie établie (Della Sudda, 2013 ; Mossuz-Lavau, 2014) lorsqu'il s'agit de comprendre le genre en politique<sup>51</sup>.

## 2.2. L'approche qualitative

Notre méthodologie s'insère dans une tradition très longue des sciences sociales, celle des entretiens. Comme point de départ, il fallait respecter la chronologie de la démarche de recherche jusqu'au départ sur le terrain. L'entretien est la méthode la plus adaptée pour recueillir le « sens subjectivement visé » (Weber, 1998) ou les « raisons » (Boudon, 2003) des enquêtés. Pour cela, quatre questions ont guidé notre pensée, dans la même référence expliquée par Sauvayre (2013) : Quel type d'entretien choisir ? Comment construire un guide d'entretien ? Comment accéder aux enquêtés et constituer un corpus d'entretien ? Comment amener un individu à accepter de participer à votre enquête et à vous rencontrer ?

D'après Sauvayre (2013), les entretiens portent différents noms : individuel, collectif, directif, semi-directif, non directif, libre, compréhensif, guidé, impersonnel, approfondi, informel, histoire de vie ou encore récit autobiographique. Dans cette liste, nous avons adopté l'entretien semi-directif. Cette approche est également considérée comme « entretien guidé », l'entretien semi-directif est largement utilisé dans les sciences humaines et sociales (Sauvayre, 2013 : 12). Plus précisément, «

---

<sup>50</sup> Cette question des âges n'est pas consensuelle dans la manière dont nous allons définir ce que sont les jeunes. Le choix 18-35 c'est une approche purement méthodologique mais, comme nous le verrons tout au long du premier chapitre, la définition des jeunes ne trouve pas sa place uniquement dans l'âge mais constitue une association de dimensions sociales, économiques et même politiques.

<sup>51</sup> Les chapitres quatre et cinq (quantitatifs) abordent largement de la variable du genre dans la participation politique électorale et non électorale.

l'entretien semi-directif combine attitude non-directive pour favoriser l'exploration de la pensée dans un climat de confiance et projet directif pour obtenir des informations sur des points définis à l'avance » (Berthier, 2010 : 78).

Le choix des entretiens semi-directifs est expliqué par le fait qu'ils nous aident à obtenir les informations que nous voulons directement de l'interlocuteur. Il s'agit d'une méthode qui répond à des questions que nous avons préalablement préparées, et qui peuvent varier tout au long de la conversation – laissant l'espace à d'autres interrogations sur notre objet. Ce choix était important afin de tester ou de confronter ce que la littérature évoque sur la participation politique des jeunes en général, et au Mozambique en particulier. Dans ce contexte, nous avons réalisé quarante-cinq entretiens (voir l'annexe). L'intérêt n'était pas le nombre des interviewés, mais la compréhension la plus claire possible de notre sujet de recherche en interagissant avec les acteurs que nous considérons comme clés pour notre étude. Le guide d'entretien était élaboré de manière ouverte, conçue à l'avance pour servir de base d'enquête, sans empêcher l'enquêté de s'exprimer librement.

En termes d'âge, nous avons établi les limites entre 18 et 35 ans.<sup>52</sup> Sur les sujets des âges dans la recherche, Amsellem-Mainguy et al (2018) nous montre que l'enjeu est de taille quand il s'agit de s'intéresser à une période de la vie dont les bornes sont fluctuantes d'une enquête à l'autre, d'un contexte social à l'autre : car même si le sens commun entend la jeunesse comme une population bien souvent scolarisé dans le secondaire, voire à l'université (« les jeunes adultes »), les enquêtes publiées ne s'accordent pas sur des frontières d'âge fixes. Par rapport au niveau scolaire, nous avons sélectionné les jeunes diplômés, sans diplôme universitaire ou sans une activité professionnelle, mais qui parlent portugais comme langue de base.

De plus, pour pouvoir diversifier et minimiser les inégalités par rapport au profil de nos enquêtés, début janvier 2020, nous avons eu la possibilité de réaliser d'autres entretiens en utilisant deux langues locales : le *xiRhonga* et le *xiChangana*<sup>53</sup> – ces

---

<sup>52</sup> Nous discutons plus largement sur la notion jeunesse dans le chapitre deux.

<sup>53</sup> Le recensement de la population du Mozambique (2017) a indiqué qu'il y avait environ 1 919 217 parlants de xiChangana comme première langue au Mozambique (15 à 19 ans – 231 771 ; 20 à 24 ans – 188 546 ; 25 à 29 ans – 160 439 ; 30 à 34 ans – 154 675). La langue est couramment parlée dans les provinces de Maputo et de Gaza (sud du Mozambique).

deux langues sont une variante du *xiTsonga* – une langue bantu classée dans la famille *Tswa-Ronga*. Cette démarche nous a permis de trouver des personnes qui acceptent de répondre. Nous avons commencé par expliquer la méthodologie et la manière dont on présente l'enquête, parce qu'en réalisant les entretiens, il fallait accepter d'être questionné en retour sur ma légitimité à poser de telles questions, mais plus largement sur moi-même, sur mes opinions et mes pratiques. Raison pour laquelle il y a eu des questions mal comprises par les enquêtés, ce qui a rendu l'interaction superficielle pour quelques enquêtés.

En fait, au cours de nos entretiens, nous avons constaté qu'en demandant s'ils connaissaient une forme de participation politique, certains faisaient reposer la question parce qu'elle leur semblait incompréhensible. D'autres répondaient simplement non, bien que dans la question suivante ils aient considéré le vote comme une forme de participation à la vie politique du pays. De plus, la question concernant la famille avait une connotation ambiguë, parce qu'au Mozambique la notion de famille ne se limite pas aux parents directs (père et mère) comme membres de la famille.<sup>54</sup> Nous avons observé que cela exerce une influence sur le comportement et la socialisation politique des jeunes, notamment parce que leurs parents (père et mère) ont une histoire de participation à la vie politique liée au parti au pouvoir et tentent par tous les moyens de la transmettre à leurs enfants. Pour demander un rendez-vous avec les enquêtés, nous avons utilisé le téléphone portable pour les appeler.

Nous avons donné la possibilité à chaque enquêté de choisir l'endroit pour la conversation. La plupart d'entre eux sont arrivés en retard, mais aucun n'a annulé l'entretien. Comme le montre Sauvayre (2013 : 50), « le lieu de l'accueil et celui où sera réalisé l'entretien peuvent être différents. En effet, l'enquêté anticipe votre

---

<sup>54</sup> Barou (2017) explique que nous pouvons observer dans plusieurs pays d'Afrique que la modernité amplifie la pluralité des formes d'organisation familiale et que la notion de ménage, empruntée à la statistique démographique européenne n'est pas très idoine pour rendre compte des évolutions sociodémographiques qui sont à l'œuvre. Pour l'auteur « ... les bouleversements qu'a connus l'Afrique à partir de la fin du XXe siècle avec l'exode rural, l'urbanisation et les crises politiques ont plutôt conduit à une diversification accrue des formes de familles » (Barou, 2017 : 32). En 1999, Adepoju avait montré que le rôle joué par la famille africaine et, en premier lieu, par les femmes dans la production (alimentaire) et la reproduction (biologique) résulte d'un large éventail d'impératifs culturels, institutionnels et sociologiques dont la compréhension devrait guider les politiques démographiques et les programmes de développement.

arrivée et l'endroit où il envisage de s'entretenir avec vous, et ce, d'autant plus s'il opte pour son lieu de résidence ». Dans notre cas, les lieux neutres comme les jardins publics et les bars ont été notre choix préféré. Chaque entretien a duré environ de 45 minutes à une heure. Pour convaincre les enquêtés nous avons l'habitude d'estimer le temps avant de commencer l'enquête. En effet, comme montre (Sauvayre, 2013 : 43) « Faire référence aux entretiens déjà réalisés, au temps que vous avez pris avec d'autres enquêtés, permet d'apporter une justification réaliste et concrète pour l'enquête ».

Dans les entretiens prévus, nous avons eu la possibilité d'interviewer tous les enquêtés prévus dans notre liste. Cette facilité peut être expliquée par la réalisation d'un terrain dans un environnement ouvert. En fait, nous avons réuni nos enquêtés dans les jardins publics, les escaliers de place publique et les petits kiosques, raison pour laquelle il n'était pas nécessaire d'avoir *a priori* un accord souvent formalisé par un courrier officiel, une convention, ou tout autre document pour officialiser ma présence en tant qu'enquêteur sur le terrain.

Autrement dit, nous avons obtenu le « droit d'entrée » ou plutôt le « droit d'enquêter » sans aucun problème. Aussi, la brièveté de certaines réponses, la courte durée, peut-elle indiquer une difficulté à exprimer le non-consentement à une recherche. Par rapport aux parents de mes interviewés, nous avons essayé le contact avec ils n'étaient pas disponibles pour l'entretien, plusieurs d'entre eux travaillant pendant la semaine et profitant du week-end pour d'autres activités.

L'autre approche adoptée est celle de l'observation, une forme d'insertion pour être proche de nos objets de recherche. Presque toujours, « l'observateur cherche à inscrire sa participation dans des formes de comportement que le groupe puisse à la fois identifier et accepter comme compatibles avec son fonctionnement le plus habituel » (Combessie, 2007 : 17). En revanche, notre objectif n'était pas l'observation dans le sens adopté par les anthropologues ou les sociologues, mais elle est arrivée au hasard dans une situation particulière. En effet, l'observation n'est pas la technique la plus privilégiée dans la thèse.

Cette approche par observation nous a permis de regarder une section de diffusion d'un film le 26 novembre 2019. Ce film compte avec la participation d'EL<sup>55</sup> – une des jeunes filles que nous avons interviewées à Maputo. Le film raconte les histoires des femmes victimes de violence et de féminicide au Mozambique. Cette réalité vient s'ajouter à l'histoire de V qui après l'entretien a fait part d'une situation difficile de sa vie concernant les difficultés financières. Il nous a dit que son salaire n'a pas été payé depuis plus de trois mois dans l'association Parlement des jeunes, raison pour laquelle il était dans une situation de précarité sévère. En fait, deux semaines après l'enquête, V nous a contacté pour emprunter de l'argent pour payer le loyer. Ce moment de terrain fait écho aux remarques de Boumaza et al. (2007 : 15), selon lesquelles « le partage d'émotions avec les enquêtés, que ce soit lors du recueil de récits de vie souvent entrecoupés d'épisodes dramatiques ou dans le quotidien d'un terrain dangereux, crée une proximité », sans oublier les limites du rôle de l'enquêteur.

### **2.3. Les questions abordées**

Composé par des questions classiques sur la participation politique conventionnelle et non conventionnelle, le même guide (voir l'annexe) a été approuvé et discuté avec la direction de la thèse, en essayant toujours de se rapprocher des questions posées dans les enquêtes d'Afrobaromètre pour favoriser les méthodes mixtes dans l'analyse. Cependant, le défi majeur dans notre guide a été d'expliquer, de manière simple, ce que nous entendons par participation politique, parce que le mot « politique » est souvent confondu avec le nom des partis politiques, comme le Frelimo et la Renamo.

Par la réalisation des entretiens, nous voudrions comprendre quelles étaient les répertoires de participation politique des jeunes dans les trois villes choisies. Pour ce faire, deux dimensions nous ont permis de poser les questions : (1) les questions classiques de questionnaires sociopolitiques (et la question sur la famille) ; et (2) puis les modalités de cette participation (fréquence, histoire de vote, aller à une manifestation et les outils ou plateformes utilisées – voir l'annexe). En termes thématique, nous ne nous intéressons pas aux jeunes dans une dimension partisane ou syndicaliste – les deux vues comme les formes plus classiques de la participation –

---

<sup>55</sup> Jeune fille que nous avons rencontré à Maputo.

parce que cette thèse vise à analyser les espaces et les pratiques de la participation politique au-delà de ces formes *as usual*. Dans la dimension de l'histoire de vote nous avons contacté les pères et les mères de ces jeunes, pour comprendre leur rapport à la participation des jeunes dans la scène politique au Mozambique, ainsi que leurs expériences en tant que parents<sup>56</sup>.

Pour notre travail sur le terrain, nous avons utilisé la stratégie boule de neige – les médiateurs et intermédiaires potentiels – pour contacter des jeunes. Nous pouvons toutefois craindre une trop forte homogénéité de notre échantillon, c'est pourquoi ce n'était pas le seul mode de prise de contact utilisé. Nous avons également contacté les jeunes en fonction de la recherche de profil que nous avons considérée comme proche de notre public cible. Cette démarche a été importante pour répondre aux questions suivantes : Où sont les jeunes ? Que font-ils ? Quelles sont leurs activités ? Avec quelles institutions, quels acteurs, sont-ils en relation ? Comment appréhender leurs multiples appartenances sociales, en tant qu'usagers des institutions, en tant que membres d'une famille, en tant qu'utilisateurs des réseaux sociaux d'Internet, en tant que membres de groupes de pairs ou de groupe politiques ?

Pour répondre à ces questions, nous pouvons nous appuyer sur Amsellem-Mainguy et al. (2018 : 22), qui soutient l'existence de cinq formes pour enquêter sur les jeunes. D'abord, (1) à partir des institutions qu'ils fréquentent, parce que comme le reste de la population, les jeunes se construisent à partir de multiples affiliations, au sein d'institutions diverses. Les jeunes sont des acteurs qui se socialisent avec les autres pairs (Muxel, 2018).

Ensuite, (2) dans leurs familles – dans le cadre d'entretiens menés avec des personnes proches, ou que nous connaissons par ailleurs – l'étude des désaccords dans la famille constitue une piste pertinente et souvent riche d'enseignement pour comprendre les rapports sociaux ainsi que les produits de la socialisation familiale. Nous revenons sur ce débat dans le chapitre trois sur la socialisation des jeunes et sur la famille.

---

<sup>56</sup> C'est un sujet sur lequel nous reviendrons au chapitre six, mais dans l'ensemble, nous comprenons que la logique de l'« adultisme » résiste dans les relations entre les jeunes et les adultes, lorsque ces derniers considèrent que les jeunes sont incapables ou manquent de capacité pour exercer leur participation politique, comme le général Hama Thai l'a mentionné au début de cette introduction.

Puis, (3) en utilisant les groupes de pairs – le quotidien des jeunes est marqué par la présence forte et importante des pairs dans le processus de construction identitaire. Toute comme les adultes, les jeunes s’entourent d’autres qui leur ressemblent, soit par l’âge, le genre, mais également par des statuts et des rôles ou encore des valeurs et des pratiques.

Ainsi, nous pouvons (4) enquêter sur les cultures juvéniles et Internet – il est nécessaire de prendre en compte l’ensemble de l’usage numérique des jeunes parce qu’ils semblent maintenant plus « actifs » et moins dépendants d’un patrimoine transmis par les institutions de la culture légitime. Enfin, (5) enquêter sur les jeunes, la politique et les mouvements sociaux – interroger les pratiques des jeunes, leur participation à la vie de la cité, les questions d’engagement ou encore de citoyenneté.

Pour cette thèse, nous avons choisi d’exploiter chaque élément important des cinq types d’enquête sur les jeunes. En d’autres termes, nous avons rencontré les jeunes sur leur lieu d’activité, dans la rue ou dans leur résidence universitaire, voire sur leur lieu de travail. De même, certains jeunes ont été interviewés en raison de leur activité militante ou des entretiens que nous avons eus avec leurs proches.

## **2.4. Un terrain marqué par deux scrutins et un conflit politico-militaire**

Effectuer le terrain à un moment électoral pourrait déjà sembler un défi en soi, si ce n’est que cela a été fait alors qu’un conflit se déroulait au centre du Mozambique, précisément dans une des villes où une partie des entretiens qui composent cette thèse a eu lieu, sans oublier la violence politique pendant cette période. La référence à la question politico-militaire nous semble importante parce que dans l’une des provinces où se trouve la ville où nous avons effectué le travail de terrain (Beira), il y avait des confrontations entre des membres dissidents du parti Renamo et les forces armées gouvernementales, motivées précisément par la non-acceptation des résultats des

élections réalisées en 2014.<sup>57</sup> Le pays est ainsi un terrain où fleurissent des moments de paix intermittente et de violence quasi permanente.

Les attaques armées dans la province de Sofala ont eu lieu précisément dans certains districts ruraux, loin de la ville de Beira où nous avons travaillé. Ces attaques ont toutefois empêché la libre circulation des personnes et des véhicules quittant la capitale du pays (Maputo) en direction de la capitale de Sofala (Beira). Même si aucune attaque n'a été reportée à Beira, la peur était toujours présente quant à l'impact que pourraient avoir les guérillas armées de la faction Renamo en année électorale.

La stratégie adoptée dans le travail réalisé au Mozambique consistait à « être présent sans se montrer ». C'est-à-dire, faire le travail en essayant d'éviter d'aborder toute question qui pourrait mentionner les élections ou des questions relatives aux résultats des élections de cette année-là. Cependant, à un moment donné, la proximité de l'âge avec les personnes interrogées a pu faciliter un peu l'interaction et créer une sécurité dans le travail du chercheur, car les enquêtés pouvaient parfois se sentir plus en confiance en parlant avec lui qu'avec une personne plus âgée – ce que nous appelons la « sécurité de proximité générationnelle ».

### **2.4.1. Maputo**

Les entretiens dans la ville de Maputo ont été réalisés dans une atmosphère relativement calme après les élections générales présidentielles de 15 octobre 2019. Nous avons interviewé un total 13 jeunes – 6 femmes et 7 hommes (et une mère) – qui habitent à Maputo.<sup>58</sup> Cependant, il faut noter que le lieu de résidence n'est pas un facteur déterminant pour les jeunes dans la ville, parce que plusieurs d'entre eux habitent à Maputo en tant que ville des études ou de travail, mais pendant les weekends ou vacances ils partent pour leur ville d'origine proche, surtout à Matola, un centre urbain proche de Maputo.

---

<sup>57</sup> Après les élections présidentielles de 2014, Renamo a affirmé qu'elle avait gagné les élections, puis a entamé des confrontations militaires pour présider au moins dans les provinces où elle était majoritaire. Cependant, le système électoral ne permet pas aux partis politiques de gouverner par province, mais au niveau national – *the winner-takes-all* (le gagnant remporte tout).

<sup>58</sup> Voir le tableau récapitulatif en annexe.

Le profil des jeunes de Maputo reflète une frange de la population mieux éduquée. Il s'agit de jeunes ayant un certain sens de la participation à la vie politique du pays – ils sont informés et suivent la vie politique nationale au quotidien, expérience acquise par leur présence dans des associations ou des espaces tels que l'école ou certains au sein de leur famille. Ces jeunes ont été choisis sur la base de notre expérience des espaces de participation qu'ils fréquentent, puisque nous vivons à Maputo, notamment les associations, et c'est à partir d'eux que nous avons pu accéder à d'autres enquêtes. Pour ce terrain nous avons choisi une combinaison de trois catégories : l'enquête à partir de leurs familles, sur les cultures juvéniles et sur la politique. Même si nous avons interviewé quelques jeunes activistes des organisations de la société civile, l'objectif était d'éviter la réalisation des entretiens avec des jeunes de ces organisations, mais trouver le profil le plus divers possible.

Nous nous souvenons d'avoir rencontré André Cardoso – un jeune homme – en apportant le dernier modèle d'iPhone, dès son arrivée au bar il a placé son téléphone portable sur la table tout au long de la conversation.<sup>59</sup> Contrairement à lui, RM – une jeune fille également interviewée – utilise un téléphone portable sans accès à Internet qui lui a été offerte sur son travail. Ces deux exemples nous montrent la complexité de regrouper une frange de la population non homogénéisée en termes de parcours de vie – voire de capacité financière.

En fait, dans la même ville nous pouvons trouver différentes origines sociales des jeunes. En d'autres termes, comme la définition jeunesse(s) le montre, nous ne pouvons pas parler d'une seule jeunesse au sens singulier, un débat exploré dans le chapitre deux. Enfin, l'entretien avec la mère d'une jeune interviewée nous a permis de mieux comprendre la dynamique de la participation politique en se basant sur une génération différente de celle qui nous intéresse le plus. Malheureusement nous n'avons pas eu la même opportunité d'interviewer les proches ou les familles de nos interviewés à Beira et Nampula.

---

<sup>59</sup> Cela montre que nous étions face à des jeunes ayant une certaine capacité économique, et pas seulement un niveau politique avancé.

## 2.4.2. Beira

La réalisation du terrain d'enquête à Beira avait été prévu pour avoir lieu avant les élections présidentielles de 15 octobre 2019. Cependant, deux événements ont contribué à changer momentanément le plan de travail. D'abord, la montée de la tension politique pendant les élections contre toutes les opinions contraires au parti Frelimo (notamment les cadres de l'université)<sup>60</sup> – un moment de suspicion très forte. Ensuite, l'escalade de la violence politique-militaire au centre du Mozambique après la réalisation des élections, ce qui a contribué à modifier notre plan de sécurité au lieu d'utiliser une voiture pour voyager nous avons opté pour l'avion, parce que ces attaques se déroulent sur le trajet Maputo – Beira. Cela a eu un double effet, d'abord négatif sur les coûts initialement prévus, et ensuite positif dans la mesure où nous nous sentions plus en sécurité dans le mode de transport aérien que dans la voiture.

Dans ce contexte, nous n'avons voyagé à Beira qu'en décembre pour réaliser ce terrain. Malgré l'augmentation des coûts financiers initialement prévues, il a été possible de trouver des moyens pour se déplacer et se loger grâce au soutien reçu du Fonds national de recherche du Mozambique (FNI). Pour raisons de sécurité, nous avons renoncé à prendre l'ordinateur pour les entretiens dans la ville de Beira. Contrairement à Maputo nous n'avons pas le même degré de confiance en ce qui concerne les endroits où nous avions prévu de faire les interviews, surtout pour préserver les données et les fichiers dans l'ordinateur. En d'autres termes, nous craignons que notre matériel de travail puisse, pour une raison ou une autre, être volé ou que des données soient perdues.

Pour les raisons déjà mentionnées comme motif de retard pour la réalisation du travail à Beira, nous devons prendre des précautions, prudence méthodologique et une analyse approfondie du terrain, surtout parce que nous étions à un moment qui séparait la réalisation des élections d'octobre 2019 qui n'étaient pas satisfaisantes en termes de

---

<sup>60</sup> L'un des exemples le plus frappant était la menace propagée sur les réseaux sociaux d'Internet contre le chercheur français Michel Cahen, après avoir parlé des élections au Mozambique lors d'une table ronde. Cahen a été accusé d'être un agitateur et un partisan de l'opposition au Mozambique. En fait, le chercheur a été invité par le maire de Quelimane, Manuel de Araújo, pour parler de la trajectoire historique et politique de la ville, dans une époque où Araújo se portait

résultats pour le parti politique qui préside la ville de Beira depuis 2009, le Mouvement Démocratique du Mozambique.

Nous avons réalisé 15 entretiens à Beira – 6 femmes et 9 hommes. L’observation a eu lieu en regardant les activités des jeunes dans la municipalité pendant la soirée. En effet, à chaque nuit nous avons l’habitude de nous rendre dans cette place pour regarder ces jeunes garçons jouer au foot et boire de la bière au centre de la ville. La plupart des jeunes ne sont pas forcément nés à Beira, mais certains sont de passage en raison de leurs études. La plupart d’entre eux ont terminé l’école secondaire et vivent dans des maisons louées ou familiales, même si certains ont arrêté leurs études par manque de ressources pour poursuivre des études à l’université. Ainsi comme à Maputo, nos enquêtés vivent dans le centre de la ville, près de l’épicentre municipale de la ville de Beira. Enfin, le portugais était la langue utilisée pour la communication parce que nous ne parlons pas les langues locales les plus courantes dans la ville de Beira.

### 2.4.3. Nampula

Comme à Beira, le portugais était la langue d’enquête à Nampula, parce que nous ne parlons pas l’*Emakhuwa*.<sup>61</sup> Contrairement à Maputo et à Beira, où nous avons des contacts grâce au travail effectué précédemment, le voyage à Nampula était notre première expérience. Ainsi, afin d’établir le premier contact, nous avons bénéficié d’un réseau de collègues et des amis de l’Université (*licenciatura*) qui travaillent dans la ville de Nampula, ainsi que d’autres jeunes de l’organisation parlement de la jeunesse du Mozambique.

Le profil de nos interviewés a été construit à chaque étape du terrain, en fonction de la langue parlée, sans nécessairement prendre en compte le niveau d’études ou l’appartenance ou non à des associations. Au total, 15 jeunes ont été, dont 9 hommes et 6 femmes. Sur le plan professionnel, la majorité a révélé qu’ils n’avaient pas une

---

candidat au poste de gouverneur de la province de Zambézia pour le parti de l’opposition, la Renamo.

<sup>61</sup> La langue la plus parlée au Mozambique (5 813 083 parlants), suivie par le portugais (3 686 890 parlants), selon le recensement général de la population (INE, 2017).

occupation formelle ou de longue durée, en raison de la formation académique en cours et pour d'autres à cause du chômage dans la ville.<sup>62</sup> Le recours à l'observation n'était pas employé dans le cas de Nampula, étant donné qu'il ne s'est pas avéré nécessaire.

A Nampula, ainsi qu'à Beira et à Maputo, toutes les interviews ont été enregistrées avec le consentement oral des enquêtés. La plupart des entretiens ont été réalisés dans les locaux d'une association et d'autres à proximité de notre logement, spécifiquement au kiosque.<sup>63</sup> Nous sommes restés des jours entiers dans cet endroit pour que, selon la disponibilité de chaque jeune, ils puissent venir nous rencontrer, car nous ne connaissions pas les coordonnées de certains quartiers dans la ville de Nampula. Stratégiquement, avant de commencer les enquêtes nous avons l'habitude de mentionner notre activité en tant qu'enseignant à l'Université Eduardo Mondlane (UEM, Maputo) au lieu de notre rôle de doctorant en science politique, ce qui nous a permis d'obtenir un accord facile non seulement pour interviewer, mais aussi pour demander la suggestion d'autres personnes qui pourraient être intéressées par le sujet abordé pendant les entretiens.

Cette stratégie n'a pas été utilisée pour le cas de Maputo et Beira, parce que nous avons estimé que le profil des jeunes des deux villes était relativement similaire et qu'il n'y aurait pas d'impact à utiliser cet argument, étant donné que Maputo, ainsi que Beira, connaissent très bien l'UEM en raison de leur proximité géographique. Enfin, dans notre rédaction, nous n'ignorons pas qu'il s'agit d'écrire une thèse sur une population qui n'est pas homogène, puisque la définition même de jeunesses n'est pas consensuelle, ce qui rend notre exercice encore plus complexe, car il nous oblige à trouver une formulation de la rédaction qui soit au moins uniforme et bien justifiée. Nous parlons ici de s'adresser à des jeunes qui ne sont pas homogènes – de jeunesses<sup>64</sup>.

---

<sup>62</sup> Il n'y a pas de données statistiques officielles sur le chômage des jeunes au Mozambique (ni dans les villes), mais selon l'agence *Trading Economics*, le chômage se situe à 25% entre la population capable à travailler.

<sup>63</sup> Il s'agit d'un petit bar situé sur la terrasse de notre lieu de résidence. Nous avons établi quelques contacts et les enquêtés sont venues nous rencontrer.

<sup>64</sup> Nous reviendrons sur les jeunesses au chapitre trois.

## 2.5. L'approche quantitative

Nous revenons sur les données statistiques dans les chapitres cinq et six, mais globalement il s'agit d'utiliser une série d'enquêtes sur la démocratie et la citoyenneté en Afrique en général, et sur le Mozambique en particulier. En fait, l'Afrobaromètre interroge sur les élections, la pauvreté, la tolérance, le conflit et la criminalité, entre autres sujets. Malgré toutes les précautions méthodologiques que nous devons avoir dans ce type d'analyse, l'Afrobaromètre constitue la seule base pour de telles enquêtes à long et moyen terme. Dans ce cas, nous avons codé une série de variables provenant de cinq vagues, entre 2005 et 2018, qui nous permet de comprendre les espaces et les pratiques de la participation politique au Mozambique.

Chaque enquête de l'Afrobaromètre est basée sur un échantillon national aléatoire. L'échantillon est conçu comme une section transversale représentative de tous les citoyens en âge de voter dans un pays donné. Le but est de donner à chaque citoyen une chance égale et connue d'être sélectionné pour l'enquête. La taille de l'échantillon est généralement de 1 200 ou 2 400. Un échantillon aléatoirement choisi de 1 200 individus permet des inférences sur les populations nationales d'adultes avec une marge d'erreur d'échantillonnage de  $\pm 2,8$  % au seuil de confiance de 95 %. Avec une taille d'échantillon de 2 400, la marge d'erreur est réduite à  $\pm 2,0$  % au seuil de confiance de 95 %. L'échantillon est tout d'abord stratifié selon les principales caractéristiques sociales de la population telles que le sous-secteur national (état, province ou région) et le lieu de résidence (urbain ou rural). La stratification géographique réduit la probabilité que des groupes ethniques ou linguistiques distinctifs soient exclus de l'échantillon.

Occasionnellement, Afrobaromètre sur-échantillonne volontairement certaines populations politiquement significatives d'un pays pour que la taille du sous-échantillon soit suffisamment grande pour être analysable. La base d'échantillonnage inclut normalement tous les citoyens âgés de 18 ans et plus. La pratique standard consiste à exclure les personnes vivant dans des locaux institutionnels tels que les étudiants dans les dortoirs, les patients dans les hôpitaux et les personnes dans les prisons ou les maisons de repos.

Les enquêtes sont menées à intervalles réguliers depuis 1999. Partie de 12 pays à ses débuts en 1999, la couverture d'Afrobaromètre s'est progressivement accrue dans le temps pour

couvrir un total de 36 pays pour le Round 6 (2014-2015). Les derniers travaux des enquêtes au titre du Round 8 se sont déroulés entre 2019 et 2021, mais pour le cas ne sont pas encore disponibles. Contrairement aux précédents Rounds d'enquêtes où les données étaient enregistrées sur la base d'une méthode Papier-Crayon (PAPI), Afrobaromètre passe à la méthode d'Entrevue personnelle assistée par Ordinateur (CAPI) qui implique l'usage de tablettes. Nous sommes conscients des limitations de ces bases de données, notamment parce que nous ne connaissons pas les conditions dans lesquelles elles ont été réalisées, ainsi que la fiabilité des questions posées. Cependant, c'est la seule référence statistique existante qui rassemble des données consolidées dans le temps, raison pour laquelle nous devons travailler avec ce qui existe. Il s'agit d'un débat bien exploré dans les chapitres cinq et six.

Enfin, pour des raisons qui tiennent sans doute autant à la formation des chercheurs et à la structuration disciplinaire qu'au financement de la recherche, les études quantitatives de grande ampleur sont moins développées au Mozambique, au profit des démarches qualitatives croisant archives documentaires, entretiens et observations. Perçues comme plus économiques et d'un déploiement relativement aisé, celles-ci n'en imposent pas moins le respect d'un certain nombre de principes de méthode, dont la réflexivité sur les motivations et les conditions de l'enquête ne sont pas les moindres.

### **3. Réflexivité et positionnement méthodologique : temps, durée, assignation dans la relation d'enquête**

La motivation pour réaliser cette thématique commence à partir de notre propre engagement comme jeune et ancien membre des organisations des jeunes au Mozambique. De plus, nous avons dirigé plusieurs initiatives de participation civique des jeunes aux processus électoraux, surtout au niveau de la municipalité de Maputo à travers des projets de décentralisation à Maputo (2013-2015). D'autre part, nous avons observé les élections municipales (2013) et présidentielles (2014), et nous avons coordonné des activités d'organisation des élections (2013 et 2014) au niveau national, en coordonnant un projet

avec environ 2000 jeunes. Nous avons également mené des recherches sur la participation politique des jeunes au Mozambique dans trois villes (Maputo, Tete et Lichinga).

À la réflexion, le choix de notre objet de recherche nous est apparu comme le produit combiné de dispositions héritées (parcours de vie à l'école primaire, dans le secondaire et à l'université) et de caractéristiques propres (être un jeune). En tant que membre et partie prenante d'initiatives d'engagement politique, nous avons organisé plusieurs activités avec d'autres jeunes, en utilisant les réseaux sociaux comme outils de participation politique. L'expérience avec le *Parlamento Juvenil de Moçambique*<sup>65</sup> nous a permis d'appréhender la façon dont les jeunes mozambicains participent aux processus politiques, et plus concrètement aux élections présidentielles de 2014, quand nous avons coordonné des activités avec des jeunes au niveau national pendant la campagne, au moment du vote proprement dit et après les élections, à travers une approche innovatrice de communication en utilisant les réseaux sociaux d'Internet pour « surveiller » le scrutin électoral.

Avec l'« Olho do Cidadão »<sup>66</sup> c'était une expérience remarquable qui est au cœur du choix du sujet de cette thèse, parce que c'est à partir du travail fait avec cette association que nous avons découvert une opportunité d'analyser une thématique moins étudiée dans le pays, mais qui gagne du terrain, celui de la participation politique des jeunes. Nous sommes ainsi conscients que la production des données que nous allons présenter dans ce travail incorpore un « facteur personnel » non négligeable, même si depuis que nous sommes en France (août 2016) nous avons pris distance de toutes les activités et toutes les associations au Mozambique. Ainsi, notre statut dans cette thèse est celui de chercheur – loin d'un jeune diplômé de la ville de Maputo.

Cependant, ce biais, comme le montre Olivier de Sardan (2008), est inévitable : il ne doit être ni nié (attitude positiviste), ni exalté (attitude subjectiviste). Il ne peut qu'être contrôlé, parfois utilisé, parfois minimisé. Pour Favret-Saada (1990), la stratégie de l'implication personnelle directe répond d'abord et avant tout à une contrainte de la situation. Selon cette

---

<sup>65</sup> Il s'agit d'une association des jeunes créée en 2010 à Maputo. Elle se définit comme visant à renforcer la participation des jeunes au développement social, politique, économique et culturel du pays.

<sup>66</sup> C'est un mouvement des jeunes étudiants en sciences sociales. Ils se définissent comme « un mouvement de citoyens, constitué autour d'une plateforme de blogueurs universitaires qui

auteure, pour réussir son enquête, le chercheur doit « jouer le jeu » (« faire la guerre ») et apparaître aux enquêtés comme engagé à leurs côtés, du même bord qu’eux.

Les deux expériences nous ont permis de réaliser l’enquête de terrain dans un environnement raisonnable (sans aucune difficulté) à cause des liens déjà existants avec de nombreux acteurs. D’un autre côté, notre expérience professionnelle renvoie à l’analyse faite par Jouan (2016) sur l’ethnographie engagée, parce que le double statut d’observateur et de participant pose toujours des dilemmes et certaines contraintes. Cependant, nous ne considérons pas notre statut en tant qu’engagé, dans la mesure où nous avons renoncé aux liens avec toutes les activités réalisées auparavant au Mozambique. Il faut réfléchir à la place d’objectivité quand le chercheur explore et enquête dans son réseau d’interconnaissance, ce qui le met dans une relation complexe vis-à-vis les enquêtés<sup>67</sup>, raison pour laquelle nous adoptons une prudence dans l’écriture. En fait, la recherche sur le terrain est considérée comme une expérience multiforme de l’autoreprésentation à travers laquelle des relations de pouvoir inégales sont négociées, des identités sociales sont réalisées et des significations sont co-construites.

Par conséquent, le travail sur le terrain n’est pas simplement un moyen d’échanger des informations, mais consiste en des rencontres par lesquelles un chercheur et un participant à la recherche co-construisent des « données ». C’est-à-dire, dans notre cas nous avons toujours essayé de regarder au-delà de ce que la personne interrogée nous disait, en observant son discours, ses gestes, afin de tirer le meilleur parti de ce que la personne nous disait. Encore sur la prudence, nous faisons une thèse sur un pays sous régime hybride<sup>68</sup>, où notre approche doit être confrontée aux dangers du contexte pour préserver notre propre

---

exercer leur citoyenneté à travers le concept de journalisme citoyen, en reportant, photographiant et intervenant sur les problèmes de notre société » (description sur leur blog).

<sup>67</sup> Nous pensons à une recherche sur le Mozambique, réalisée en 2018 par Lesutis où l’auteur réfléchit à la question de la représentation des voix des personnes marginalisées en discutant de la recherche sur le terrain basée sur des entretiens narratifs ouverts avec des populations rurales qui avaient été déplacées par l’extraction des ressources naturelles au Mozambique. Il met en évidence les défis méthodologiques de la représentation des récits des marginalisés en discutant plusieurs aspects de la politique du récit. D’une part, les récits qui émergent dans les rencontres sur le terrain sont des articulations contingentes de soi qui se déroulent à travers le processus de négociation implicite entre un chercheur et un participant à la recherche. D’autre côté, ces récits sont ancrés dans des relations socio-matérielles plus larges.

<sup>68</sup> Nous reviendrons sur le régime politique au chapitre deux.

sécurité en tant que chercheur, ce que nous oblige à repenser sur la vulgarisation des résultats de cette recherche.

Dans notre démarche nous estimons également la nécessité de trouver une « bonne distance » dans une enquête – l'idée de la réflexivité et l'objectivité de la recherche (Singly, 2013) ou encore de la nécessité d'auto-analyse de nos propriétés sociales, de la perception que les autres ont de nous-même relativement au monde social dans lequel nous avons grandi et/ou que nous avons ensuite fréquenté. Dans notre cas, nous avons toujours essayé de nous identifier comme chercheur et d'indiquer clairement que notre travail avait pour destination finale la production d'une pensée indépendante des partis politiques. Cependant, ce débat ne fait pas l'objet d'un consensus et nous ne pouvons pas assumer de l'avoir fait sans ambiguïté. En effet, pour Beaud et al. (2010 : 244), « la “neutralité” de l'enquêteur est un mythe qui a la vie dure » ou « un leurre méthodologique » qu'il serait contre-productif de suivre. Ils invitent ainsi à ne pas se censurer, mais à garder nos remarques pour vous. En d'autres termes, la recherche de la réflexivité absolue n'est pas un acquis, mais une proximité de l'objectivité qui n'est pas évidente dans les sciences sociales.

Il faut comprendre que sur le terrain les relations de pouvoir inégales sont négociées et les réalités et identités sociales sont toujours co-construites par les participants à la recherche en réponse à la présence d'un chercheur. Par conséquent, les situations de travail sur le terrain sont vécues comme des rencontres difficiles de négociation implicite dans lesquelles les sujets de recherche tentent de surmonter la relation de pouvoir inégale qui caractérise le travail sur le terrain. La stratégie de notre enquête de terrain nous a permis d'établir une claire réflexion sur les rapports de pouvoir entre les acteurs impliqués : jeunes et chercheurs ne sont pas dans des positions sociales identiques et les jeunes se placent par défaut dans un statut d'infériorité, bien que le fait d'être un jeune chercheur Mozambicain nous ait donné une plus marge de manœuvre.

De fait « les jeunes et les chercheurs ne sont pas égaux dans leurs statuts, dans la légitimité à faire de la recherche, à mener une enquête, à pouvoir construire et analyser le social... » (Pinto, 2011 : 137), même si nous sommes jeunes et chercheurs. Nous avons constaté des

situations de domination<sup>69</sup> entre nous avec les enquêtés, même si l'âge était un facteur de proximité. Pour simplifier notre accès au terrain, nous nous sommes présentés en tant que jeunes mozambicains universitaires, étudiants en France qui cherchaient à comprendre comme vivaient les jeunes dans leur quotidien, sans mentionner la discipline science politique. À chaque entretien nous avons décidé d'utiliser un langage et un vocabulaire moins scientifique en tant qu'enquêteurs en faisant des petites blagues pour décomplexer l'interaction, ce qui nous a permis de mieux comprendre et mieux mobiliser nos enquêtés. Autrement dit, en « parlant jeune avec les jeunes » nous avons fait de l'entretien une forme d'« empathie respectueuse » pour permettre la création d'un « rapport de places », c'est-à-dire une relation entre enquêteurs et enquêtés qui laisse à ses derniers un espace de parole légitime (Demazière, 2012).

Cependant, être jeune n'est pas une « condition » commune ou partagée, de laquelle nous pourrions tirer un bénéfice d'*insider* (je suis jeune, raison pour laquelle je peux naturellement parler à des jeunes). En fait, dans la réalité mozambicaine il y a de grandes inégalités entre les jeunes, qui font qu'il y a parfois plus de distance entre deux jeunes aux positions sociales éloignées qu'entre un jeune et une autre personne plus âgée, mais qui partagent une même condition sociale. Ainsi, il n'est pas nécessaire, et encore moins suffisant, d'être jeune pour enquêter sur des jeunes, et chercher à penser l'enquête en ces termes ne peut conduire qu'à une forme d'essentialisation de la « jeunesse », considérée trop hâtivement comme un groupe homogène, avec sa culture spécifique, ses codes, sans prise en compte de la capacité d'adaptation à la relation d'enquête dont font très souvent preuve les enquêtés, y compris lorsqu'ils ou elles sont jeunes, expliquent Amsellem-Mainguy et al. (2018 : 160). Ce n'est pas le seul élément essentiel pour aborder nos interlocuteurs, mais c'est la capacité à les convaincre et à poser les bonnes questions qui révèle l'essence de la recherche.

Outre les défis financiers qui ont impacté la dernière année de la thèse, l'un des éléments qui ne peut manquer dans cette réflexion méthodologique concerne la COVID-19, un moment qui a traversé la thèse à partir du milieu de la deuxième année lorsque nous sommes rentrés à Bordeaux (janvier 2020), après avoir été sept mois au Mozambique. Bien

---

<sup>69</sup> Le fait de voir quelqu'un qui venait de Maputo reste un élément qui désigne les relations d'inégalités sociales au Mozambique. La capitale est considérée comme un lieu de réussite qui domine les autres villes dans le pays.

que n'avons pas eu d'empêchement de déplacement pour réaliser le travail de terrain<sup>70</sup>, il faut souligner que la première partie de la rédaction a été réalisée pendant le confinement dans une résidence universitaire (chambre 9m2). Cette phase a été complétée par un accompagnement permanent de la direction de la thèse, qui a consisté à établir un plan d'écriture préliminaire sur des thématiques qui ont, plus tard, servi à constituer le corps général de la thèse. Ces textes étaient discutés une fois par mois en distance (par Skype). Pendant le période de rédaction et presque deux ans après le début de la pandémie, nous avons été testés positifs au COVID-19. C'était précisément au mois de décembre 2021, mais ayant déjà accumulé suffisamment d'informations sur la pandémie, ce fut un moment géré avec une certaine tranquillité et indubitable sérénité, ce qui nous a permis de ne pas arrêter le travail.

---

<sup>70</sup> Nous avons déjà effectué notre travail de terrain avant le début des restrictions. En d'autres termes, nous n'avons pas eu la nécessité de faire d'autres voyages au Mozambique.

## ***Chapitre 2 : Le rapport à la politique : définir, comprendre et adapter les grands concepts***

Ces dernières années, parler de politique semble être un sujet sans intérêt, surtout dans un contexte où règne une approche de crise de la démocratie surtout dans les pays du Nord (Nathalie et al. 2015). Nous avons souvent lu qu'il y a une certaine fatigue ou une crise de la démocratie dans les pays occidentaux (Raffaele, 2016), notamment avec l'apparente désaffection des élections comme moyen de s'impliquer dans la politique (Gaxie et al. 2018). Cependant, émergent d'autres formes différentes, voire audacieuses, de s'intéresser à la politique – de nouvelles formes de politisation, ou encore de nouvelles citoyennetés (Fischer, 2002 ; Muxel, 2012), au moment même que nous affirmons que la démocratie est en crise (Przeworski, 2019 ; Agrikoliansky et al., 2021).

Au-delà de la faible participation électorale, les recherches sur la thématique semblent être justifiées par une préoccupation concernant le déclin des niveaux d'engagement civique, l'érosion de la confiance du public dans les institutions de la démocratie représentative, et d'autres signes de fatigue, de scepticisme, de cynisme et de manque de confiance du public envers les politiciens et les partis politiques (Sauger, 2017). Auparavant, dans les sociétés postindustrielles – voire occidentales, ils nous disaient que les citoyens se sentaient de plus en plus désengagés des canaux traditionnels de participation politique (Norris, 1999 ; Dalton, 2006 ; Ekman, 2009).

Cependant, ce qui souvent n'a pas été discuté, c'est que le rejet apparent de la démocratie est en soi une manière de s'intéresser à la politique<sup>71</sup>, probablement pas de la même manière que nous la connaissons, mais au travers d'autres opportunités de s'intéresser à la politique. De plus, pour un meilleur cadrage de notre discussion, il est nécessaire d'appliquer les concepts à leur époque et à leur contexte. Ainsi, tout au long de ce chapitre, nous avons l'intention d'aborder la politique en considérant une

---

<sup>71</sup> Voir Fawcett, P. et al. (2017).

triple dimension conceptuelle : la participation politique, la politisation politique et la citoyenneté, trois concepts qui nous semblent centraux pour expliquer ce que nous entendons par pratiques et expériences des jeunes dans l'espace politique au Mozambique.

Certains de ces concepts sont d'autres contextes géographiques et n'a rien à voir avec un pays comme le Mozambique. Ainsi, ce chapitre va non seulement définir mais surtout appliquer ces concepts dans le contexte du Mozambique, étant donné que chaque réalité a sa propre particularité. L'exercice de va-et-vient par rapport aux concepts qui seront appliqués nous aide à nous obtenir une compréhension plus vaste du contexte que nous étudions. En effet, notre thèse dialogue de plusieurs concepts, et parmi ceux-ci, le plus important est probablement celui de la question de la participation politique. Bien qu'il n'existe pas de définition consensuelle, nous verrons tout au long de ce chapitre une approche de caractérisation historique, des controverses, mais aussi ce que nous entendons par participation politique.

Définir la participation n'est pas une certitude sur ce qu'elle signifie. Historiquement, de nombreux théoriciens, tels que John Stuart Mill, John Locke ou Alexis de Tocqueville, perpétuent l'idée selon laquelle l'existence de la démocratie repose sur des citoyens possédant un haut degré d'information politique, un profond attachement aux valeurs du pluralisme et une volonté d'engagement, comme le constatent Almond et Verba (1963) dans la conclusion de leur étude sur la culture politique aux États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Italie et du Mexique, à partir d'un modèle rationnel et activiste.

Mais d'autres travaux (Mayer, 1992, 2010) sur le comportement politique mettent en question ce modèle, car il devient de plus en plus évident que les citoyens des systèmes démocratiques ne correspondent que très rarement à ce modèle. Ils ne sont pas bien informés, pas profondément engagés, pas particulièrement actifs et les processus d'engagement n'as pas grande chose à voir avec un processus de calcul rationnelle » (Almond et al., 1963 : 474). Plus nous votons, plus nous lisons les journaux, plus nous sommes membre d'un parti, plus nous discutons de politique avec les voisins – ce caractère unidimensionnel et cumulatif de la participation politique

n'est vrai qu'en première approximation, dans ce que Almond et al. (1963 : 7) appellent « citoyen rationnel-actif » pour le cas des États-Unis.

Tout au long de ce chapitre, nous verrons que la participation politique n'est probablement pas aussi linéaire qu'il n'y paraît. Elle a évolué au fil du temps, adopté des terminologies peut-être nouvelles ou même créé de nouvelles dimensions sur ce qu'est réellement la participation politique. Pour notre fil conducteur, en abordant la participation politique, l'intention est d'illustrer qu'il s'agit d'un concept polysémique, mais qu'il peut avoir son application si nous tenons compte des spécificités de chaque pays. De même, nous avons l'intention de présenter notre propre vision de la participation dans le cas du Mozambique, une vision qui doit être comprise en tant qu'une proposition théorique et pas nécessairement comme une réponse définitive, car nous comprenons que tout concept est une application dans le temps et dans le contexte.

Ainsi, la prudence et la vigilance en termes de définition sont fondamentale, parce que les indicateurs de la participation politique varient selon le contexte, le continent, voire selon le pays ou encore le régime politique au pouvoir. En d'autres termes, ce qui peut être appliqué en France n'aura pas le même traitement conceptuel s'il est appliqué au cas du Mozambique. Plus particulièrement, l'une des questions qui sera toujours suivi tout au long de notre démarche concerne le lien qui peut être établi entre le débat sur le concept lui-même et la question du régime politique. D'une part, nous comprenons que nous ne pouvons pas discuter du concept de participation politique sans tenir compte de l'évolution historique de la manière dont le régime politique a évolué au fil du temps.

La manière dont la participation politique est exercée dépend considérablement de l'organisation et de l'exercice du pouvoir, raison pour laquelle il nous semble nécessaire d'avoir ce dialogue en permanent. Ce n'est qu'en comprenant la dynamique du régime politique que nous obtiendrons une image plus raisonnable pour l'application des concepts qui seront utilisés dans ce chapitre. Appliquer le concept de participation politique en fonction du régime politique permettra de repérer des spécificités qui ne seraient pas possibles sans une dimension comparative, comme si nous devions appliquer le même concept à un pays dont la démocratie est consolidée,

ce qui n'est certainement pas le cas du Mozambique. Il est ainsi crucial de comprendre la participation politique à partir des limites de ce que signifie la démocratie pour un régime dans lequel l'exercice des actes de participation dépend largement de la volonté de ceux qui dirigent le pays. En d'autres termes, qui détermine qui doit participer ou non est souvent le parti au pouvoir, dans ce cas précis, il s'agit du Frelimo.

Dans le cadre de la participation politique, nous allons introduire deux autres notions qui nous semblent avoir un lien entre elles, nous parlons précisément du débat autour du concept de politisation et de citoyenneté. En introduisant ces deux notions, nous partons du principe que la participation politique doit être comprise dans sa dimension la plus large et que, par conséquent, la politisation fait partie de ce processus. La citoyenneté joue également un rôle important, dans la mesure où certaines des pratiques et des expériences de participation politique que nous chercherons à aborder tout au long de la thèse font partie de l'exercice de la citoyenneté elle-même.

Beaucoup des définitions qui font partie de cette thèse n'ont pas une seule vision conceptuelle, étant donné qu'il y a une dimension polysémique dans chacune d'entre elles, un élément qui rend probablement notre exercice plus complexe, dans la mesure où nous devons toujours savoir comment appliquer chaque concept à son propre moment et contexte, dans le cas particulier du Mozambique, où il pourrait même être nécessaire de se demander s'il y a même un besoin d'appliquer des concepts sur la participation ou la citoyenneté dans un pays où peut-être ce qui manque est précisément la possibilité d'intervention dans la vie politique du pays.

Nous voulons répondre à une question fondamentale qui consiste à comprendre dans quelle mesure les concepts présentés ici – participation politique, politisation politique et citoyenneté – ont une applicabilité pratique au Mozambique, dans un contexte où le pays repose sur les bases d'un régime politique qui se comporte de manière contraire à la promotion de telles pratiques de participation à la vie politique. En fait, nous sommes en présence d'un régime de caractère autoritaire – voire non démocratique.

La division de ce chapitre comprendra trois sections complémentaires les unes des autres. D'abord, nous nous intéressons à une approche purement historique de

l'émergence et de l'évolution du concept de participation politique, qui a connu au fil du temps de nouvelles métamorphoses. Cet exercice partira toujours d'une vision plus large, et sera ensuite appliqué au cas du Mozambique. Dans un deuxième temps, notre intérêt sera de discuter autour de la politisation politique comme une étape essentielle pour l'exercice de la participation politique elle-même. Troisièmement, nous aborderons la citoyenneté pour comprendre comment elle est exercée au Mozambique.

## **1. Participation politique : trajectoire et historicité du concept**

La participation politique apparaît comme un espace public qui donne naissance à une nouvelle forme de sociabilité, propre aux démocraties libérales (Denni, 1986). Comme montre Mayer (1992 : 10), « dans cet espace toute une série de pratiques et de relations originales s'instaurent entre les gouvernés habilités comme citoyens et les agents des institutions étatiques, des organisations paraétatiques et des appareils politiques spécialisés ». Mayer (1992) souligne également que à la fin du XVIIIème siècle et au début du XIXème siècle, la participation politique, a été pensée en dehors de l'exercice de la démocratie représentative – le moment fort celui-ci est le choix de leurs représentants par les citoyens – les élections.

Dans l'évolution du concept, Verba et Nie (1963) omettent d'autres dimensions analytiques dans la définition de la participation politique. Ces omissions ont été largement critiquées. Dans son livre sur l'action politique en Europe, Barnes et leurs collègues (1979) se concentrent sur la protestation politique et la violence en Autriche, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, aux États-Unis et en Allemagne de l'Ouest. Par le biais d'enquêtes menées en 1974, ces auteurs examinent d'abord les activités « conventionnelles » des répondants dans chaque pays – lecture sur la politique, discussion sur la politique, contact avec les fonctionnaires, travail pour un parti ou un candidat et autres activités liées au processus électoral – et, deuxièmement, décrire les attitudes des personnes interrogées à l'égard de la désobéissance civile et de la violence politique.

D'un intérêt particulier, Verba et Nie (1963) parlent du « potentiel de protestation », c'est-à-dire la propension individuelle à adopter des formes de comportement politique non conventionnelles comme moyen de recours politique : l'utilisation de stratégies telles que les pétitions, les manifestations, les boycotts, le loyer ou l'impôt grèves, grèves industrielles non officielles, occupation de bâtiments, blocage de la circulation, dommages matériels et violences personnelles.

Ils définissent, ainsi, la participation politique comme « toutes les activités volontaires de citoyens individuels destinées à influencer directement ou indirectement les choix politiques à différents niveaux du système politique » (Verba et al., 1963 : 6). Les auteurs soutiennent qu'une conceptualisation de la participation politique doit inclure la protestation et la violence pour présenter une vision adéquate de la politique aux États-Unis et en Europe occidentale. Leur étude est divisée en cinq parties. Premièrement, ils décrivent l'enquête utilisée, indiquent le potentiel de protestation politique et de violence dans les cinq États industrialisés et examinent les relations entre ces activités et actes liés au processus électoral.

Deuxièmement, Inglehart et Klingemann examinent les relations entre l'idéologie, les valeurs et la volonté d'un individu pour s'engager dans des manifestations politiques. Troisièmement, Barnes, Farah et Heunks se demandent si les répondants étaient plus enclins à protester s'ils ne sont pas satisfaits, soit personnellement (par exemple dans le côté matériel de leur vie) ou politiquement (par exemple avec la manière dont le gouvernement gère *l'agenda* public). Quatrièmement, Jennings, Allerbeck et Rosenmayr traitent de la relation entre l'âge (basé sur des analyses parent-enfant) et la propension à s'engager dans une activité de protestation.

Enfin, Kaase et Barnes (1979) discutent de l'avenir de la désobéissance civile et de la violence politique dans la politique démocratique. Les auteurs montrent qu'un nombre important de citoyens de l'enquête sont tolérants à la protestation politique et à la violence. De plus, ceux qui sont les plus tolérants ont tendance à être très instruits, efficaces et actifs de manière conventionnelle. Il est également démontré que la tolérance à la protestation politique et à la violence est particulièrement prononcée chez les jeunes. Le potentiel élevé de protestation dans ces pays était lié aux changements de culture politique ; c'est-à-dire que les frontières de l'action politique

acceptable et inacceptable étaient en train de changer dans les démocraties occidentales à la suite de changements dans les valeurs politiques.

Une autre contribution de la participation politique est celle introduite par Touraine (1987), pour montrer l'émergence des « nouvelles formes » de participation en raison d'une crise des systèmes sociaux occidentaux à répondre aux besoins des citoyens – un mouvement notamment constitué par les femmes, les étudiants et les travailleurs. La participation politique comprend, alors, le vote et toutes les activités qui l'organisent (Touraine, 1987). Mais à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'irruption des masses dans l'arène politique entraîne une première extension vers des formes d'action (partis et syndicats) au travers desquelles des groupes sociaux cherchent à introduire leur identité et toutes les activités connexes mais aussi les activités partisans.

Dans les années soixante-dix, les critiques de la représentation politique traditionnelle, la vigueur des mouvements sociaux, l'émergence de nouvelles formes d'action politique élargissent la notion de la participation politique à des modalités d'action directe jusqu'alors ignorées, et c'est autour de ces dimensions de la participation politique que s'organise l'ouvrage de Nonna Mayer et Pascal Perrineau intitulé « Les comportements politiques », publié en 1992. Cet ouvrage montre que la « participation politique conventionnelle est multiforme et rassemble toute une série de comportements organisés essentiellement autour du vote ».

Pour les auteurs (Mayer et Perrineau), seul contact direct et général entre les gouvernants et les gouvernés, le vote mobilise des ressources politiques considérables. A cette occasion, des dizaines de millions de citoyens s'informent, débattent, participent à la campagne et se déplacent aux urnes. Mayer (1992 : 12) propose, ainsi, une échelle des activités de participation :

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- S'exposer à des <i>stimuli</i> politiques</li> <li>- Voter</li> <li>- Prendre part à une discussion politique</li> <li>- Exprimer publiquement des opinions politiques pour tenter de convaincre d'autres personnes</li> <li>- Contribuer financièrement à un parti ou à une campagne électorale</li> <li>- Assister à un meeting politique</li> <li>- Participer à une campagne électorale</li> <li>- Appartenir (activement) à un parti ou organisation politiques</li> </ul> |
|--|

**Tableau 1** : Échelles de la participation politique (Mayer, 1992).

À partir de ce tableau, nous constatons une expansion continue des formes de participation politique disponibles. Cette expansion a confronté de nombreux chercheurs au dilemme d'utiliser soit une conceptualisation datée de la participation excluant de nombreux nouveaux modes d'action politique, soit d'étirer leur concept pour couvrir presque tout. Dans cette perspective, van Deth (2016) affirme que les problèmes de démarcation sont particulièrement évidents pour de nombreux modes de participation plus récents, « créatifs », « personnalisés » et « individualisés » tels que la consommation politique, les fêtes de rue ou l'occupation, qui concernent essentiellement des activités non politiques utilisées à des fins politiques.

En d'autres termes, nous admettons qu'au cours de l'histoire, la participation politique a connu une transformation conceptuelle, résultat de l'émergence d'autres manières d'agir en politique, dont plusieurs ne se caractérisent pas essentiellement par la dimension conventionnelle, mais surtout par ce que nous pouvons considérer comme « moins politique », sans pour autant cesser d'être politique. Nous notons, ainsi, qu'au-delà du simple rituel électoral (Déloye, 2008), nous nous rendons compte qu'il pouvait y avoir diverses opportunités dont les individus peuvent s'engager dans la politique, soit pour transmettre leurs préoccupations à ceux qui gouvernent, soit pour être eux-mêmes les principaux acteurs.

Autrement dit la participation politique n'est plus seulement une question uniquement de la politique formelle. De plus, Van Deth (2016) montre que l'utilisation des technologies Internet pour ces activités (« connective action ») rend presque

impossible de reconnaître la participation politique à première vue. Parce que les développements sociaux, sociétaux et politiques dans les sociétés démocratiques ont rendu obsolète la recherche d'une définition unique englobant la participation politique. Une approche alternative consiste à intégrer les caractéristiques essentielles de la participation politique dans une carte conceptuelle, note l'auteur.

Dans cette thèse, nous définissons la participation comme un ensemble de différentes modalités d'intérêt à la politique, où les élections sont la première modalité, combinée à d'autres pratiques moins conventionnelles d'intervention en politique. De telles actions ne sont possibles que dans un régime politique qui accepte et encourage leur mise en œuvre. Toutefois, nous admettons que cette définition peut avoir ses réserves. Aussi, dans la prochaine sous-section allons-nous expliquer en détail l'évolution conceptuelle concernant la participation politique.

### **1.1. Les critiques et les « nouveaux usages » de la participation politique**

Dans cette sous-section, nous allons aborder ce que nous appelons les « nouvelles formes » de participation politique, qui ne sont probablement pas si nouvelles. En effet, pendant plusieurs années l'idée était de montrer que la participation politique se résumait au vote, mais l'historicité sur ce concept a montré que ce n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. Ainsi, il était nécessaire de comprendre ce qu'est la participation politique dans sa dimension la plus large, et d'adopter ce que nous appellerons au chapitre six comme « participation autrement ».

Nous aborderons les critiques qui ont émergé au fil du temps pour s'opposer aux idées préconçues sur ce qu'est la participation politique, en mettant l'accent sur le fait qu'il n'est pas possible d'envisager un profil consensuel de ceux qui peuvent participer à la vie politique. Ces critiques ont permis de faire évoluer le concept lui-même de la participation politique, de sorte qu'il existe une approche plus large et, pouvons-nous même dire, plus complète, moins centrée sur un seul l'idéal-type de ce qu'est la participation à la vie politique. En effet, la participation politique a été considérée de manière plus ou moins extensive, et, comme le relève Nonna Mayer, au fil du temps, «

la dimension expressive et symbolique des comportements a été revalorisée » (Mayer, 2010 : 57), à tel point d'ailleurs qu'à la notion de participation sont parfois privilégiées celles de répertoire d'actions ou bien de parole politique. En fait, comme nous l'avons déjà constaté, la participation constitue un des axes les plus importants dans la discipline de science politique, une approche marquée significativement par les élections en tant que la première forme de participation en politique (Braud, 2014).

Cette perception a évolué dans le temps, et d'autres auteurs (Norris, 2002 ; Teorell et al., 2007) montrent, par exemple, que les actions dirigées contre les acteurs (ou élites) politiques, sociétaux, médiatiques ou économiques pourraient être analysées comme une « participation politique », mais avant même cette étape Milbrath (1968) critiquait la participation dite « non-conventionnelle » pour montrer qu'il faut prendre en compte d'autres dimensions d'analyse. Ce dernier observe qu'il y a trois profils pour comprendre la participation politique : (1) apathiques – les personnes qui se retirent du processus politique ; (2) spectateurs – les personnes peu impliquées dans la politique ; et (3) les gladiateurs – les personnes qui participent en tant que combattants actifs. Par exemple, dans une étude spécifique, Milbrath (1981) montre également que les militants d'une communauté sont similaires aux militants des partis politiques et des campagnes – ils ont tous les deux une forte tendance activiste générale envers la vie communautaire et ils ont un niveau élevé d'implication psychologique dans les affaires communautaires.

Concernant la manifestation comme mode de participation politique, Milbrath (1981) critique cette pratique pour montrer que de nombreux citoyens qui ont une orientation patriotique envers le système politique perçoivent un conflit moral entre manifester et être patriotique. Enfin, la participation par contact avec les hommes politiques se montre critique parce que la communication entre l'individu et le système politique exige un niveau élevé d'éducation, un niveau élevé d'information sur la politique et un niveau élevé d'intérêt pour la politique. En fait, beaucoup de gens se sentent mal préparés pour composer ou envoyer des messages aux dirigeants politiques. Ainsi, nous trouvons plusieurs personnes qui préfèrent s'engager dans des activités de communication, mais ils ne le font réellement. Un sentiment d'incapacité verbale est l'une des raisons pour lesquelles ce sont principalement les personnes très instruites et bien informées qui choisissent le mode de communication. Les personnes avec moins

de capacité communicationnelle évitent tout simplement ces activités, explique Milbrath (1981).

Malgré ces critiques, plus généralement, nous constatons que les débats et discussions autour de l'idée d'une crise de la démocratie se multiplient et gagnent en intensité depuis plusieurs décennies. Par exemple, il y a une tendance dans le monde de se méfier du vote comme la seule forme de participation politique, que ce soit en Europe comme le montre Van Reybrouck (2013) avec la montée de l'abstention électorale. Cependant, les causes de cette réalité ne peuvent être comparées de la même manière entre les pays, car elles ne reposent pas sur les mêmes bases analytiques ou la même trajectoire démocratique.

Plus récemment, en analysant le rôle des partis politiques dans les pays occidentaux, Sawicki (2020) a constaté qu'il y a une « crise »<sup>72</sup> du système partisan à cause d'une personnification du jeu politique et de sa médiatisation, « cartellisation », érosion du militantisme et coupure plus générale vis-à-vis de la « base » – les partis traversent avant tout une recomposition en profondeur dont les futurs traits ne sont pas encore connus. Agrikoliansky et al. (2021) expliquent que ces crises peuvent être multiples, une crise de la représentation (défiance généralisée à l'égard de la classe politique), une crise sociale (désaffiliation et crise du lien social) ou même une crise des modèles explicatifs du vote (fin du vote de classe et volatilité). Toutefois, cette tendance avait été critiquée auparavant par Leydet (2002) pour souligner que les revendications de droits spécifiques de représentation ne signalent pas une crise de la démocratie représentative, mais une radicalisation de l'exigence de présence qui s'apparente à certaines des revendications ouvrières du XIX<sup>ème</sup> siècle.

L'enjeu est de mettre en cause l'idée qu'il y aurait rupture entre une politique considérée comme « traditionnelle », qui serait affaire d'idées et/ou d'intérêts, et une nouvelle politique identitaire. Pour l'auteur « on en conclut souvent que la démocratie représentative est aujourd'hui en crise et que ces revendications, qu'on les salue ou les dénonce, signalent une rupture dans l'histoire de cette forme de gouvernement. Cette description de la situation a pour effet de fausser la nature exacte des problèmes

---

<sup>72</sup> Fournier et al. (2008) invite à éviter le vocable de « crise » puisqu'il est intrinsèquement porteur d'une connotation négative – et donc d'un jugement normatif.

auxquels nous sommes confrontés. Une des raisons, du reste, pour lesquelles nous avons tant de difficulté à les saisir correctement vient de la confusion qui persiste dans nos jours encore sur le sens même de la démocratie représentative (Leydet, 2002). En 2020, l'indice de *The Economist Intelligence Unit* (EIU) a évalué le niveau de démocratie de plusieurs pays selon cinq critères : le processus électoral et le pluralisme, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, la culture politique et l'état des libertés civiles.

Il en a résulté un classement, où les 165 pays étudiés sont classés selon quatre types de régimes : « pleine démocratie », « démocratie imparfaite », « régime hybride » ou « régime autoritaire ». Dans cet indice, l'Afrique subsaharienne fait figure de « mauvaise élève ». Son indice, à 4 points, est le plus bas depuis 2010. En cause, selon le rapport, des régressions constatées dans les processus électoraux, et moins de pluralisme politique. En y regardant de plus près, les symptômes de cette crise renvoient essentiellement à une définition réduite de la démocratie et de la participation politique, centrée autour de l'élection et de ses acteurs. Les travaux qui renvoient à une perte de confiance des citoyens envers la politique pointent essentiellement une baisse de la confiance dans les partis politiques et les élus, voire dans les institutions considérées comme représentatives (parlements et gouvernements) (Ferrin et al., 2016 ; Dalton, 2006 ; Marien, 2011).

En revanche, le soutien au principe même de la démocratie ne semble lui pas s'éroder (Thomassen, 2016). De même, les analyses des comportements de participation politique soulignent certes une baisse de la participation aux élections (Franklin, 2004 ; Delwit, 2013) ainsi qu'une érosion de l'adhésion aux partis politiques (Van Biezen et al., 2011 ; Van Haute, 2017). Ces différents éléments conduisent à se poser la question de la démocratie au-delà des élections, bien plus que des alternatives à la démocratie elle-même. Dans le même ordre d'idées, Teorell et al. (2007) suggèrent une typologie plus étendue de la participation : la participation électorale est la première d'entre elles. Cet auteur (Teorell, 2007) considère en tant que deuxième la participation des consommateurs (à savoir les dons en argent à des œuvres caritatives, le boycott et la consommation politique, ainsi que la signature de pétitions) – il exploite le rôle des citoyens en tant que consommateurs critiques. La troisième dimension est l'activité au sein d'un parti politique : être membre d'un parti politique, y participer activement,

faire du bénévolat ou donner de l'argent à un parti politique. La quatrième dimension c'est la protestation, qui comprend des actes tels que la participation à des manifestations, des grèves et d'autres activités de protestation. Contacter des organisations, des hommes et des femmes politiques ou les fonctionnaires publiques constituent la cinquième dimension. Pour Ekman (2009 : 9), la participation politique ne doit pas nécessairement concerner directement le cadre institutionnel politique formel d'un pays (la sphère parlementaire), ni les acteurs conventionnels de ce cadre (partis politiques, acteurs politiques, syndicats et organisations). Afin d'influencer l'agenda politique ou les résultats politiques, les citoyens peuvent participer à des activités et des manifestations extraparlimentaires, parfois appelées comportement de protestation.

Cependant, Ekman (2009) a délibérément évité la notion de participation « non conventionnelle », car de telles formes de ce qui était autrefois considéré comme un comportement de protestation – comme la signature de pétitions ou la participation à des manifestations et des grèves – ne sont plus vraiment non conventionnelles. Au lieu de cela, cet auteur parle de formes extra-parlementaires de participation politique et fait un point particulière en faisant la distinction entre les formes légales et illégales d'activisme extra-parlementaire. Nous pouvons résumer cette évolution en quatre dimensions, selon Van Deth (2016).

Tout d'abord, la participation politique peut être comprise comme une activité (ou action) – regarder simplement la télévision ou écouter la radio ne constitue pas une participation politique. Deuxièmement, la participation politique est théoriquement volontaire et n'est pas imposée par une classe dirigeante, ni obligée par une loi spécifique. Troisièmement, la participation politique fait référence aux activités des personnes dans leur rôle de lobbyistes politiques. Enfin, quatrièmement, la participation politique concerne le gouvernement ou l'État au sens large de ces mots et n'est ni limitée à des phases spécifiques (telles que les processus de prise de décision parlementaire ou l'exécution des lois), ni à des niveaux ou des domaines spécifiques (tels que les élections nationales ou contacts avec les responsables du parti).

Dans une perspective idéale où la démocratie se pratique de manière élargie entre les hommes politiques et les citoyens, nous pouvons constater que les méthodes non

politiques d'action politique élargissent l'influence potentielle de ces citoyens vers les élus. Par exemple, les citoyens peuvent se concentrer sur les questions les plus préoccupantes – ce sont les citoyens et non les élites qui décident. En outre, lorsque la participation s'étend au-delà des élections, elle permet aux citoyens de choisir comment et quand ils participent, car ils n'ont pas à attendre la prochaine élection pour être actifs (Diallo : 2011).

La participation non électorale donne aux citoyens plus de contrôle sur le centre et le lieu de l'action politique, ce qui devrait vraisemblablement accroître leur influence dans le processus politique. Cependant, cette modalité de participation n'est pas du tout consensuelle, car elle peut être en même temps un vecteur qui n'existe que pour amplifier les inégalités entre ceux qui ont la capacité de participer et ceux qui ne l'ont pas. En fait, le vote est l'exemple de la *elite-directed participation* d'Inglehart (1990) – participation aux élections, aux campagnes électorales et activités dans les partis politiques. Autrement dit, les élections sélectionnent les élites politiques et sont la source de la légitimité démocratique, même si elles sont une dimension épisodique pour impliquer le grand public dans le processus démocratique, comme montre Uhlaner (2015 : 503) :

La participation politique fait référence aux activités volontaires entreprises par les citoyens pour influencer les politiques publiques, soit directement, soit en affectant la sélection des personnes qui élaborent les politiques. Des exemples de ces activités comprennent le vote aux élections, l'aide à une campagne politique, le don d'argent à un candidat ou à une cause, la prise de contact avec des responsables, la pétition, la protestation et la collaboration avec d'autres personnes sur des questions politiques.

(Uhlaner, 2015 : 503).

Il faut noter que la notion de participation politique n'échappe pas aux critiques en termes méthodologiques et conceptuelles. Ainsi, quatre dimensions peuvent être présentées, d'après Cantelli et al. (2013). Une première critique consiste à appréhender la participation politique comme étant un vecteur du renforcement des inégalités entre groupes et d'exclusion de publics en situation de précarité. « Cette critique que l'on peut associer à une première génération se situe ainsi dans une

dénonciation, souvent acerbe, des limites intrinsèques de la participation – nous allons développer cette discussion dans les chapitres à venir » (Cantelli et al., 2013 : 7).

La deuxième critique porte sur la définition du type de participation en question. Selon cette perspective, la participation désactive et désarme le sens critique des citoyens à l'égard des travers et des injustices des sociétés contemporaines. Cet auteur explique que « participer stimule certes des opérations et des activités politiques en termes de débat, de discussion, de problématisation. Toutefois, la participation a tendance à renforcer l'adhésion aux institutions politiques et au monde tel qu'il est sans suffisamment contribuer à nourrir une volonté et une capacité de le changer » (Cantelli et al., 2013 : 8). En d'autres termes, nous assistons à une participation qui n'existe que sous forme de rituel, mais qui ne change pas le cours des choses, car les mêmes acteurs continuent à dominer l'espace politique, que ce soit eux-mêmes ou par leurs proches (Faucher et al., 2015).

Une troisième critique approche les limites du modèle anthropologique sous-jacent à la participation politique. Il s'agit du type de capacités requises pour prendre une part satisfaisante à ces formes renouvelées de coopération et de coordination plus ou moins conflictuelles. La participation suppose, en bref, « un modèle anthropologique particulièrement exigeant, à savoir un public doté d'un large éventail de compétences et de capacités d'action, de jugement, d'analyse et de mise en perspective déjà bien développée » (Cantelli et al., 2013 : 9). Dans cette perspective, nous observons une critique qui va contre toute la théorie selon laquelle la participation est réservée exclusivement aux plus privilégiés ou à ceux qui savent réellement comment participer.

Enfin, une quatrième critique repose sur le fondement justificatif de la participation aux décisions collectives, et ce, à toutes les étapes du cycle des politiques publiques (émergence d'un problème, formulation d'une politique publique, mise en œuvre d'un programme d'action publique, évaluation de l'action menée). Il s'agit ici de questionner les modes d'articulation avec les processus de prise de décisions et de discuter le fait que les citoyens puissent y jouer un plus grand rôle. En d'autres termes, il faut penser la participation politique comme un champ dynamique qui peut

évoluer en fonction du contexte. Il n'y a pas de rigidité ou un modèle unique à suivre pour participer à la vie politique.

Ainsi, nous observons bien qu'il y a des limites à tenir en compte, avant même d'appliquer les concepts de manière univoque, raison pour laquelle nous allons passer à l'analyse de ces concepts dans un terrain qui n'a pas les mêmes bases que ce que nous pourrions considérer comme l'espace idéal pour l'exercice de la participation politique – nous parlons des pays marqués par une historicité autoritaire ou de domination par un seul parti politique – un pays sous la forme de régime hybride<sup>73</sup>.

## **1.2. Adapter la notion de participation politique en Afrique**

En fait, tous les concepts appliqués jusqu'à présent ne semblent pas trouver leur place s'ils sont transposés dans un contexte hors les pays considérés comme démocratiques. En fait, nous constatons que chaque concept doit être appliqué à son contexte, car il existe des spécificités qui ne nous permettent pas de tirer de conclusions générales. Ainsi, cette section cherche à appliquer et à comprendre le concept de participation politique dans un prisme particulier, qui ne ressemble pas à l'idée *standard* de ce qu'est la participation politique dans les démocraties consolidées.

La plupart des recherches discutées ci-dessus se sont concentrées sur les pays démocratiques et économiquement avancés. La restriction aux pays démocratiques reflète le rôle particulier de la participation politique dans une démocratie. En fait, la participation fournit les moyens par lesquels les gens contrôlent leur gouvernement, le plus décisivement lors des élections qui déterminent qui règne. Le pouvoir du vote de changer les dirigeants fournit la force aux modes de participation politique. Dans un régime hybride, les élections ont une autre signification. Nous n'observons pas la même logique de participation dans la vie politique. Carbone (2006) montre que les partis politiques et le multipartisme ont longtemps occupé une place secondaire dans l'analyse politique de l'Afrique. Néanmoins, nous constatons le peu d'attention qui a pu être accordé à ces questions si nous observons que, alors que les partis sont

supposés jouer un rôle important dans l'organisation et la régulation des systèmes démocratiques modernes, la vie politique en Afrique est généralement considérée comme marquée par la violence, le désordre, la personnalisation du pouvoir et la faiblesse des règles constitutionnelles.

Selon le même auteur (Carbone, 2006), le pluralisme partisan est apparu en Afrique à la fin des années 1950 et au début des années 1960, à la fin de l'époque coloniale. Cependant, les partis, organisations d'origine occidentale, semblent avoir eu du mal à s'enraciner dans les vies politiques africaines, à l'instar d'autres importations occidentales comme le constitutionnalisme libéral ou le gouvernement représentatif.<sup>74</sup> Nous notons qu'il a fallu attendre le début des années 1990 pour voir de nouvelles tentatives de mise en place de systèmes multipartites dans un continent où la tendance a été à la dénaturation ou au refus des règles démocratiques. L'accroissement du nombre de pays concernés a donné lieu à l'apparition de nouvelles analyses des partis et des systèmes de partis, qui s'inspirent largement des théories et des concepts généraux de la science politique, contribuant ainsi à intégrer l'analyse de l'Afrique à celle des autres régions du monde.

Il faut rappeler que les évolutions politiques des années 1990 (libéralisation et transition démocratique) ont permis le retour d'interrogations portant sur des thématiques classiques de la participation politique (comme les élections). C'est à cette époque que nous avons constaté une tendance à étudier attentivement les tendances de la participation politique en Afrique. Avant cette analyse, Mamdani (1995 : 611) avait même déjà montré que « (...) le problème méthodologique des études de cas ethnographiques sur la participation politique et en Afrique est lié au fait que les chercheurs n'ont pas l'accès facile à l'information du problème étudié ». En fait, l'accès à la recherche est contesté et restreint, en particulier dans les régimes dotés de puissants appareils de sécurité et de renseignement dans lesquels les personnes interviewées et les informateurs ne divulguent pas facilement les

---

<sup>73</sup> Nous avons discuté en détail de la nature du régime politique dans le chapitre un.

<sup>74</sup> Le premier parti politique africain, le *True Whig Party* libérien, remonte aux années 1860. C'est un siècle plus tard que les partis se généralisent, avec la démocratisation partielle des régimes coloniaux : selon une estimation de Mozaffar (2005), 150 partis auraient été créés entre 1943 et 1968, période pendant laquelle les sociétés africaines se mobilisent en vue d'accéder à l'indépendance, d'acquérir le suffrage universel et d'élire des gouvernements nationaux.

informations qui pourraient les mettre en danger –, une réalité où nous pouvons placer le Mozambique, en raison d'une longue histoire de conflit et répression étatique.

Dans son livre, Jaffrelot (2000) souligne que la démocratie existe hors d'Occident et nous le savons depuis que les transitologues ont disséqué « la troisième vague »<sup>75</sup>, mais le phénomène est plus ancien. Comme résultat d'un travail collectif, cet ouvrage s'est intéressé ainsi à la fois à ces « vieilles démocraties » et à celles issues de processus de démocratisation. Pour les auteurs, il s'agit de démontrer que « la greffe démocratique » ne se résume jamais à la transposition pure et simple d'institutions de l'Europe ou des États-Unis : « ce premier moment est nécessairement suivi d'une phase d'appropriation et d'acclimatation où l'invention de traditions démocratiques nationales et le relais assumé par la société civile et politique jouent un rôle essentiel » (Jaffrelot, 2000 : 2).

Les conflits entre les élites sectorielles remplissent notamment une fonction essentielle dans l'accomplissement de ce processus : « les élites (y compris celles représentant des groupes subordonnés) d'un pays non occidental adoptent d'autant plus facilement la démocratie qu'elles y voient un moyen de réguler les conflits qui les opposent les unes aux autres. Cette démocratie se départit ensuite de son caractère élitaire et conservateur lorsque le reste de la société se l'approprie à son tour en se constituant en société civile, puis en société politique », Jaffrelot (2000 : 4).

Pour mieux démontrer notre approche, la participation politique en Afrique doit être comprise à partir d'un prisme qui n'est pas strictement formel. Par exemple, Mayrargue et al. (2009) suggèrent que traiter de l'expression et de la participation politique conduit à déplacer le regard que nous portons sur l'objet politique dans le but d'obtenir une meilleure compréhension de celui-ci. En privilégiant une lecture qui part de la société à une approche centrée sur les institutions, les auteurs montrent que le pouvoir peut aussi s'appréhender à partir d'autres modalités qui dépassent la sphère

---

<sup>75</sup> Dans le cadre des « transitologies », Huntington (1991) distingue trois grandes vagues. La première vague de démocratisation est longue et se déroule sur un siècle, entre 1828 et 1926. Elle trouve ses origines dans les révolutions américaine et française. La deuxième vague est beaucoup plus courte. Elle est liée à la Seconde Guerre mondiale et à la victoire des puissances alliées qui imposent leur modèle politique, notamment dans les pays vaincus. La troisième vague commence

formelle – sont des modalités d’expression et de participation. C’est-à-dire, nous sommes invités à dépasser l’approche électorale de la participation politique.

Dans une autre perspective, Brossier (2013) propose, à partir d’un prisme religieux, que la mise en place de pratiques participatives de la démocratie prend place au sein de sociétés engagées depuis les années 1990 dans des processus de démocratisation<sup>76</sup>. Dans un contexte marqué par la libéralisation des économies africaines, les bailleurs de fonds (institutions financières internationales et ONG) articulent les programmes d’aide à des conditionnalités politiques pour s’assurer que les États s’engagent dans les réformes prescrites, notamment dans les processus de décentralisation qui se généralisent depuis les années 1990. En revanche, il faut noter que ce processus s’est déroulé différemment d’un pays à l’autre dans le même continent, montrant qu’il n’y a pas d’uniformité de parcours historique.

Uhlener (2015) montre que dans les pays économiquement moins développés, nous constatons fréquemment que les réseaux associatifs sont très actifs que les institutions de l’État. Dans ce contexte, « la participation politique des citoyens doit s’accompagner par la provision des institutions et services publics capables de les satisfaire, et s’ils n’existent pas les citoyens développent d’autres formes pour s’en sortir » (Uhlener, 2015 : 506). Ainsi, « les citoyens sont des acteurs de second ordre en politique : ils exercent une influence indirecte sur les politiques publiques à travers leurs actions pour sélectionner, supporter et sanctionner les élus » (Mettler 2004 : 55).

Dans ces circonstances, la participation politique peut consister majoritairement en une implication informelle dans l’arène locale – la participation non-conventionnelle – adoption de pratiques qui ne sont pas nécessairement des élections formelles, cherchant ainsi des espaces plus restreints dans la communauté pour exercer la participation et exercer une influence sur ceux qui gouvernent. Nous pouvons appeler

---

par la fatigue dans des guerres coloniales, en Afrique notamment – une propagation en Amérique latine dès la fin des années 1970.

<sup>76</sup> Nous pensons aux études de Huntington (1991) sur les vagues de démocratisation. L’auteur explique qu’on parle de vague de démocratisation lorsque, dans une période historique donnée, le nombre de pays autoritaires qui initient une transition vers la démocratie est supérieur à celui des pays qui font l’expérience inverse. En second lieu, la vague de démocratisation mène à une libéralisation politique, mais pas nécessairement à la démocratie.

cette participation d'« infra-politique » (Scott, 2019), dans la mesure où elle émerge dans des canaux politiques informels, voire non-étatiques ou non-institutionnelles.

Récemment, Beye et al. (2019) ont montré que dans le contexte occidental, la volonté de comprendre l'électeur s'est traduite par un foisonnement de travaux empiriques. *A contrario*, la connaissance des électeurs africains est encore embryonnaire. Dans la foulée des transitions démocratiques, des recherches analyseront le politique en Afrique « sous le prisme du religieux et de l'ethnicité ». En dépit d'une volonté soutenue de « réhabiliter l'étude des partis politiques en Afrique », l'explication des choix électoraux se heurte à des défis théoriques et méthodologiques, expliquent les auteurs (Beye et al., 2019).

Dans une autre perspective, les auteurs (Beye et al., 2019) soulignent que la disponibilité de données fiables a longtemps constitué un frein. Pour eux, ces considérations sont caractérisées par une forme d'occidentocentrisme, en définissant l'électeur africain en général à l'aune d'un idéal-type introuvable dans les démocraties occidentales. Mais aux antipodes de cette perspective, l'analyse culturaliste « peine à faire sortir d'une forme de ghettoïsation » et d'un « localisme » de la sociologie électorale africaniste (Beye et al., 2019). L'approche pour analyser les dynamiques de la politique en Afrique a été établie à partir d'une conception pessimiste qui regardait le continent en tant que récepteur d'autres réalités sans prendre en compte les spécificités de chaque pays et contexte, ce qui rendait l'analyse limitée.

Cette approche nous semble importante, car elle invite à réfléchir sur la façon dont nous appliquons les concepts dans le temps et dans l'espace, en fonction du contexte de chaque réalité étudiée. Comme montre Bennani-Chraïbi (2021 : 298), « le fait de questionner ou de revisiter les frontières du politique et de la participation politique a autorisé un décloisonnement entre plusieurs domaines d'études, favorisant dans cette perspective la banalisation » de l'exotisme à laquelle appelaient Michel Camau ou Christian Coulon au milieu des années 1990 pour évoquer deux axes principaux : les propositions d'articulation entre résistances, mouvements sociaux et révolutions; le regain d'intérêt pour des « objets délaissés » ayant trait à la politique instituée. En d'autres termes, il faut questionner la politique à partir des pratiques qui, à priori, ne semblent pas évidentes pour la littérature canonique en science politique.

### 1.3. Comprendre la participation politique en Afrique

La revue *Politique africaine*, publiée depuis 1980, représente l'un des sources permettant de comprendre l'évolution de la participation politique en Afrique. Bien que plusieurs travaux se soient davantage concentrés sur le champ électoral (Thiriot, 2011 ; Jacquemot, 2020), nous pouvons constater qu'au fil des années, ont émergé d'autres conceptions de la participation politique, probablement à partir d'une mise en perspective de ce que la littérature occidentale avait fait connaître jusqu'à présent<sup>77</sup>.

Pour Bennani-Chraïbi (2021), au cœur du projet éditorial de *Politique africaine*, se trouve l'aspiration de questionner et de repenser « l'appareil conceptuel de la science politique » employé jusque-là pour étudier les terrains africains. Cet auteur note qu'en 1981, dans l'avant-propos du premier numéro, il y avait une présence dans la littérature des grilles de lecture étiologiques et normatives « d'inspiration missionnaire » consistant à « établir une pathologie politique africaine », et les approches d'inspiration marxiste imprégnées par « un certain prophétisme empreint de finalisme et, parfois, de simplisme ».

Par ailleurs, et à contre-courant des thèses sur l'apathie des citoyens ordinaires en contexte autoritaire, la revue donne une forte impulsion aux entreprises qui explorent le « politique par le bas ». Le même auteur (Bennani-Chraïbi, 2021) montre que *Politique africaine* ouvre la voie à une appréhension de la participation politique en tant que « continuum » entre actions conventionnelles et non conventionnelles, individuelles et collectives, qui sous-tend plusieurs travaux publiés dans la revue. Dès les années 1980, *Politique africaine* figure parmi les pionniers de ce débat. La revue a posé des jalons importants pour explorer et pour discuter des « objets politiques non identifiés » et pour renouveler la réflexion sur les « modes populaires d'action politique », tout en revisitant d'autres objets classiques de la science politique.

Aït-Aoudia (2011) explique que rejetant toutes les thèses de l'apathie des citoyens ordinaires dans les régimes autoritaires et prenant en compte les « phénomènes de

---

<sup>77</sup> Voir le livre « Le politique en Afrique : État des débats et pistes de recherche », Sous la direction de Mamoudou Gazibo et Céline Thiriot (Karthala, 2009).

pluralisation et de fragmentation de l'autorité »<sup>78</sup>, certains chercheurs caractérisent comme politiques des pratiques et des discours qui se situent au-delà des frontières de la sphère institutionnelle, voire du vote (Bennani-Chraïbi, 2021). Ils vont ainsi « à la quête des objets politiques non identifiés »<sup>79</sup>, explorent d'autres éléments « avenues de la participation »<sup>80</sup>, d'autres types de compétences pratiques comme les « arts de résistance »<sup>81</sup>, les « arts de la rue »<sup>82</sup>, la « politique par le bas »<sup>83</sup>, ou encore la *street politics*<sup>84</sup>.

Les contributions sur l'étude sur la participation politique en Afrique concernent l'émergence de l'approche en termes de « politique par le bas », une étape importante qui a suscité de nombreux débats. Fondée par l'Association des chercheurs de *Politique Africaine* (ACPA) et théorisée par Jean-François Bayart, elle a contribué à déplacer le regard du chercheur du côté des dominés. Bayart montre qu'à partir de cette approche il convenait de s'interroger, principalement d'une part sur les modalités auxquelles les populations africaines recourent pour produire du politique, et d'autre part sur le champ social qu'occupent leurs actions.

D'autres références ont marqué les études sur la participation politique en Afrique. D'une part, nous faisons référence aux analyses de Toulabor (2002) qui s'est intéressé à la façon dont les Togolais produisaient un autre discours que celui de l'État, par le recours à la moquerie des hommes politiques, aux jeux de mots tournant en ridicule notamment le chef de l'État, aux détournements des slogans et des sigles officiels. D'autre part, Mbembe a contribué aux études sur l'Afrique en étudiant le nationalisme camerounais, la question des jeunes (notre intérêt dans cette thèse), mais aussi la

---

<sup>78</sup> Michel Camau, Gilles Massardier (dir.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009.

<sup>79</sup> Denis-Constant Martin, « À la quête des OPNI (Objets politiques non identifiés). Comment traiter l'invention du politique ? », *Revue française de science politique*, 1989.

<sup>80</sup> Diane Singerman, *Avenues of Participation: Family, Politics and Networks in Urban Quarters of Cairo*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

<sup>81</sup> James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 (1990).

<sup>82</sup> Patrick Haenni, *L'ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Paris/Le Caire, Karthala/CEDEJ, 2005.

<sup>83</sup> Jean-François Bayart, Achille Mbembe, Comi Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.

<sup>84</sup> Asef Bayat, *Street Politics: Poor People Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 1997.

façon dont le christianisme était retravaillé par les sociétés africaines. Mbembe (2001) montre que dès le lendemain des indépendances en Afrique, malgré l'euphorie générale de l'époque, les nouveaux pouvoirs étaient confrontés aux mécontentements de leurs populations qu'ils s'évertuaient à réprimer, dont les grèves figurent parmi les moyens d'action utilisés dans les États indépendants naissants par les populations africaines.

Un autre élément essentiel dans l'analyse sur la participation politique en Afrique est lié à une tendance soulignée par Mayrargue (2009), selon laquelle la vie politique africaine est souvent analysée à partir de deux registres incontournables : l'ethnicité et le religieux. Nous pouvons également nous référer aux travaux de Denis-Constant Martin (2002), qui a renouvelé la manière de penser la « représentation du politique / faire de la politique sans le savoir » en considérant les OPNI – « objets politiques non identifiés » avec notamment le cas d'Afrique du Sud à travers la musique. Ces OPNI constituent, selon l'auteur, des vecteurs d'innovation politique, de mobilisation identitaire, et des formes majeures de participation politique en Afrique.<sup>85</sup>.

Pour Mayrargue et al. (2009 : 104), « (...) la permanence de situations autoritaires sur le continent africain, limitant les modalités classiques d'expression politique, et la séparation intra disciplinaire entre les études portant sur les sociétés occidentales et celles traitant d'autres zones, ont contribué à isoler la réflexion sur la participation politique en Afrique de la réflexion scientifique sur la question produite notamment en Occident ». Cette explication montre que toute réflexion sur cette thématique doit être entreprise dans un champ où la littérature est moins développée concernant l'Afrique, comme le montre la citation ci-dessous.

(...) la science politique centrale s'est-elle désintéressée des modalités de participation politique en Afrique, parce qu'elle ne cherchait pas à insérer dans sa réflexion les voies particulières d'expression produites dans les États postcoloniaux. Centrée, notamment aux États-Unis, sur les formes classiques de participation politique, à commencer par le vote, elle s'est avérée

---

<sup>85</sup> Dans le chapitre sept, nous donnons des exemples sur l'utilisation de l'art et de la musique par les jeunes à Maputo pour s'engager dans la vie politique au Mozambique. Il s'agit, à notre avis, de participer à la vie politique autrement dans la même approche de Denis-Constant Martin.

longtemps peu sensible aux formes moins conventionnelles d'échange entre dirigeants et dirigés qui se produisaient notamment en contexte autoritaire.

(Mayrargue et Toulabor, 2009 : 105).

En d'autres termes, cette citation montre qu'il faut penser l'Afrique à partir d'un contexte spécifique, sans tomber dans une « occidentalisation » de la pensée – une vision importée (Badie, 2017). En fait, comme souligne Norris (2002), l'historicité tant économique que politique de chaque pays influence la manière dont l'analyse de la participation politique est faite, surtout dans un pays comme le Mozambique qui est a été marqué par une longue période de guerre civile et de parti unique. D'autres auteurs ont argumenté que pour comprendre la participation politique il faut tenir en compte de l'émergence des institutions économiques et démocratiques dans le continent africain comme des éléments clés (Kuenzi et al., 2007, cités par Isaksson, 2010). Cette perspective montre que pour comprendre la participation politique, il est nécessaire d'analyser comment vivent les citoyens en termes d'accès aux ressources économiques du pays – capacité d'achat, d'une part, et quel est le niveau organisationnel et d'accès aux services publics (par exemple : les hôpitaux et les tribunaux), d'autre part.

A part les recherches en sciences sociales, nous observons l'émergence d'autres acteurs – des rapports et des instruments – qui analysent la participation politique en Afrique. Par exemple, pour *Open Society* (2014), la participation politique en Afrique dépend des libertés et des droits formellement établis par la Constitution, mais aussi de la capacité réelle de l'organisation, de la mobilisation et de la sensibilisation de la société civile et politique. En termes de cadres juridiques, nous constatons l'existence de la Charte africaine des droits et des peuples – adoptée le 27 juin 1981 à Nairobi (Kenya), dont l'objectif était de définir un dispositif dans lequel indépendance nationale, tradition, cohésion sociale et autorité sont des valeurs aussi importantes que les droits de l'homme au sens individuel.

Il existe également la Charte sur la démocratie, les élections et la gouvernance – adoptée le 30 janvier 2007 à Addis Abeba (Éthiopie) – qui, entre autres éléments, a

comme objectif de promouvoir la tenue régulière d'élections transparentes, libres et justes afin d'institutionnaliser une autorité et un gouvernement légitimés ainsi que des changements démocratiques de gouvernement ; et d'autres normes approuvées par le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)<sup>86</sup>. À partir de ces deux exemples, nous constatons qu'en Afrique la participation politique est faite avec d'objets concrets, mais que leur implémentation reste toujours un défi, comme c'est le cas du Mozambique où nous trouvons plusieurs lois sans une mise en œuvre effective.

#### **1.4. La participation politique à l'aune d'un « régime post-conflit »**

Avant d'aborder le cas du Mozambique, une clarification d'ordre conceptuel – voire analytique – par rapport au régime politique s'impose. Dans ce contexte, il faut préciser que quels qu'ils soient, les régimes politiques consistent dans des arrangements (Lawson, 1993). D'un point de vue phénoménologique, ils correspondent à des agencements plus ou moins stabilisés de principes et de normes, de règles et de procédures de prise de décision (Camau, 2008). Ainsi, l'approche basée sur le régime politique nous permet de comprendre comment les différentes formes de participation politique ont été considérées par le pouvoir politique en place au Mozambique.

Plus fondamentalement, ils esquissent, dans une conjoncture donnée des « réponses à des défis » issus de « la combinaison de changements de longue période et de grande amplitude (nés de transformations démographiques, technologiques et économiques) et des processus sociaux fondamentaux et « intemporels » (la lutte des groupes et organisations pour défendre et imposer leurs intérêts, et l'articulation de l'opposition sociale des intérêts et de la domination légitimée des gouvernants) » (Leca, 1985). De manière résumée, Genieys et al. (1997), définissant les régimes par la combinaison de quatre éléments : la structure institutionnelle du pouvoir, le degré de pluralisme politique, les détenteurs du pouvoir politique et l'action de ce pouvoir.

---

<sup>86</sup> Il s'agit d'un instrument mutuellement convenu auquel les États membres de l'Union africaine adhèrent volontairement en tant que mécanisme d'auto-évaluation.

Historiquement, pour plusieurs pays d’Afrique ce débat était inséré dans le prisme du libéralisme économique et d’autoritarisme politique pour accompagner les systèmes « pluralistes » d’Europe et d’Amérique du Nord. Selon Otayek (2013), les travaux sur l’Afrique subsaharienne ont montré que la longévité politique des régimes autoritaires et les transitions démocratiques inachevées ou avortées, ressortissent pour l’essentiel à la capacité des pouvoirs autoritaires à se recomposer en permanence pour s’adapter aux pressions de leur environnement interne et international. Pourtant, « la défaite de l’autoritarisme sur le terrain de la légitimité internationale n’a pas toujours produit de mutations décisives des relations de pouvoir au sein des États. La libéralisation des économies, loin d’entraîner celle des scènes politiques internes, a renforcé le pouvoir personnel des autocrates, la mainmise des « clans » sur les richesses nationales et la manipulation des urnes » (Dabène, 2008 : 20).

Dans ce contexte, Pommerolle (2008) avait observé que l’expression d’un contexte post-autoritaire ne doit pas être comprise comme une catégorie définitive mais comme la caractérisation temporaire d’un ensemble d’interactions entre les acteurs (potentiellement) mobilisés et les autorités. Pour l’auteur (Pommerolle, 2008), le fait de qualifier le régime de post-autoritaire permet de désigner une situation dans laquelle les limitations juridiques au pluralisme ont été supprimées, mais où d’autres moyens plus informels de limiter le pluralisme, comme la violence imposent la domination politique. En fait, depuis la réalisation des premières élections multipartites en 1994, le Mozambique est sous la présidence du parti Frelimo qui paradoxalement se présente à chaque élection comme la « força da mudança » – la force du changement, raison pour laquelle parler de la participation politique nous fait penser aux questionnements sur l’évolution du régime politique dans le pays en termes de post-conflit, voire post-autoritaire, où le changement n’est que rhétorique et pas nécessairement pratique.

Selon Brito (2015), après une brève période d’affaiblissement et d’hésitation au cours des années qui ont suivi l’Accord de paix général (1994) et les premières élections multipartites, le Frelimo a choisi, à partir de 2002, de renforcer le modèle de parti-État qui s’était développé au cours de la période de parti unique. Ainsi, le réseau des cellules et des comités du parti a été reconstitué à travers l’appareil d’État (y compris

les forces de défense et de sécurité) du niveau central au niveau local et le partage d'informations entre l'État et le parti Frelimo a été réactivé (Brito, 2015).

Parallèlement au processus de libéralisation économique, la direction du parti Frelimo est passée par un processus de restructuration, avec un engagement accru dans le monde des affaires. Ainsi, l'ancienne alliance politique a été remplacée par une autre, maintenant avec la communauté des affaires et en particulier avec le grand capital étranger. La tradition autoritaire, souligne Brito (2015), caractérise le champ politique mozambicain et l'hégémonie du parti Frelimo. Elle a toujours obtenu une majorité absolue au parlement, a constitué un obstacle majeur au développement de formes de pensée alternatives et à la capacité des citoyens de s'organiser ou même d'exprimer librement leurs opinions, leurs intérêts, que ce soit individuellement ou collectivement.

C'est aussi pour cette raison que le gouvernement – le Frelimo – exerce un contrôle direct sur les principaux médias publics, à savoir la radio nationale (Rádio do Mozambique, RM), la télévision publique (Télévision du Mozambique, TVM) et les journaux historiques (Notícias et Domingo) et dans de nombreux autres nouveaux médias (presse écrite, télévision et radio) grâce au pouvoir publicitaire. Bien entendu, un tel contrôle laisse peu de place à l'opinion publique éclairée sur des questions telles que l'inflation et le prix des denrées alimentaires, préoccupant de manière urgente les citoyens.

Ces dernières années (depuis 2014), le cadre d'hégémonie du Frelimo a commencé à changer légèrement avec la croissance d'un nouvel espace de débat politique informel (principalement urbain) résultant d'un accès accru aux réseaux sociaux d'Internet (notamment Facebook) et à l'émergence d'une génération des jeunes ayant un niveau d'éducation relativement élevé (y compris un nombre croissant de jeunes diplômés de l'université). Toutefois, la création et la consolidation d'organisations de la société civile demeurent un processus lent et fortement dépendant du financement des donateurs étrangers. Ainsi, le contrôle hégémonique du Frelimo a eu un double impact. D'une part, il est pratiquement impossible de développer des structures de représentation collective considérées par le régime comme des interlocuteurs légitimes, d'autant plus que, malgré la tolérance formelle des partis et les structures

formelles de la démocratie multipartite, le Frelimo considère les partis d'opposition comme politiquement illégitimes.

D'autre part, le parti Frelimo a largement manipulé les garanties constitutionnelles du droit de réunion et de manifestation libres, puisque dans la pratique, si les manifestations organisées directement ou indirectement par le parti au pouvoir ou les organisations proches sont acceptées, la même situation n'est pas avérée lorsque ces initiatives sont promues par des groupes indépendants et des partis d'opposition. Le manque d'espace pour le libre exercice des droits démocratiques a pour effet de limiter considérablement le champ de la négociation sociale et l'expérience et l'accès des citoyens à la société un répertoire de formes de mobilisation politique de masse (telles que des pétitions, des boycotts, des grèves ou des marches).

Avant de passer à la prochaine section, nous pouvons conclure que nous sommes face à un pays où le parti qui domine toute l'extension du pouvoir de l'« État » l'utilise pour se perpétuer de manière autoritaire, car toute action de participation n'est possible que si ce même parti ou ses dirigeants l'acceptent ou le permettent. Autrement dit, il s'agit d'une participation mesurée et contrôlée par ceux qui gouvernent le Mozambique.

## **2. La politisation des jeunes : s'intéresser à la politique**

Le débat sur la politisation occupe un espace important tout au long de la thèse, dans la mesure où il cherchera à comprendre comment les jeunes s'intéressent à la politique, mais également comment les responsables politiques répondent aux demandes de ces jeunes – à la politisation des jeunes. Il nous paraît important d'aborder la politisation politique, car tout au long de notre travail de terrain, nous avons eu l'occasion non seulement de dialoguer avec les jeunes en tant qu'acteurs clés, mais aussi de comprendre comment le rapport à la politique s'est développé au sein de la famille et comment leurs pairs ont réagi à ce stimulus. Dans cette section, notre approche s'explique par deux raisons.

D'abord, la dimension qualitative nous semble central pour comprendre le concept de politisation, dans la mesure où elle nous donne des éléments d'analyse sur la manière dont les Mozambicains en général, et les jeunes en particulier, interagissent avec la politique. En gardant toujours à l'esprit qu'en abordant ce concept, notre intérêt ne considère pas uniquement les élections comme la base principale, mais aussi les autres facettes émergeant à partir des différentes formes de participation politique<sup>87</sup>. Un deuxième niveau à prendre en compte dans notre approche concerne l'utilisation des données statistiques qui seront analysés dans les chapitres à venir (chapitre 5 et chapitre 6). En fait, nous comprenons que la politisation ne peut être lue en dehors du débat sur les inégalités de la participation politique, étant donné que la manière dont les individus s'impliquent est déterminée par leur politisation qui peut connaître différents niveaux en fonction d'un ensemble de variables indissociables.

Pour définir la politisation, il faut considérer deux prismes. Selon la première acception, le terme est d'abord utilisé à propos de thèmes, de problèmes, de phénomènes, d'enjeux. Il s'agit de retracer la manière dont des questions a priori non-« politiques », qu'elles soient initialement religieuses, culturelles ou techniques, deviennent politiques, sont labélisées comme telles dans le débat politique ou traitées comme telles par les acteurs de l'administration ou de la compétition politique. Dans cette perspective, Haegel et al. (2017) parlent d'une échelle méso, selon laquelle ces formes de politisation passent ainsi par un ensemble de « mobilisations » entraînant des dynamiques variées et parfois décalées de « passage au politique » de problèmes ou de causes qui n'étaient pas jusqu'alors labellisés.

Dès lors, l'imposition d'un problème comme « politique » nécessite le plus souvent la mobilisation d'acteurs spécifiques – voire de la « mise sur agenda », une notion très utilisée dans le cadre de l'analyse de l'action publique déplace le regard en amont de la prise de décision vers le processus préalable de sélection (ou de non-sélection) des problèmes à traiter ou de construction des problèmes publics. Classiquement, elle renvoie à des activités et à des acteurs qui, dans un même mouvement, construisent des problèmes (problématisation) et les rendent publics (publicisation).

---

<sup>87</sup> Cet exercice sera particulièrement réalisé dans les chapitres quatre, cinq et six.

Selon la deuxième acception, le terme politisation s'applique à des individus, mais aussi à des catégories ou groupes d'individus. Il désigne alors le processus qui conduit ces derniers à s'intéresser et à s'impliquer dans la politique – l'échelle micro de la politisation – politisation renvoie ici non pas à un état mesurable simplement par un indicateur (par exemple, l'intérêt ou l'indifférence pour la politique) mais à un processus qui se déroule sur l'ensemble de la vie d'un individu<sup>88</sup>. Mais nous pouvons également distinguer deux définitions de la politisation des individus : l'une, restrictive, qui s'attache aux rapports des individus avec la sphère institutionnelle spécialisée ; l'autre, extensive, qui dépasse cette définition conventionnelle de la politique pour considérer comme « politisés » des intérêts, des attitudes et des pratiques sans lien avec cet espace institutionnel.<sup>89</sup>

Parfois confondu avec la socialisation politique, généralement, « la politisation peut être considérée comme un processus incitant un individu ou un groupe à s'intéresser à la politique, ou amenant des domaines, événements, problèmes, à devenir politiques » (Grawtitz, 2011 : 318), mais depuis très longtemps et très souvent encore, la politique est réduite à son personnel, à ses partis, à leur concurrence et à leurs crises. La notion de « politisation » est sollicitée de manière récurrente pour des problématiques de science politique et de sociologie, dans des contextes et à propos de réalités très différentes. Pour cette thèse, prendre la politique sous l'angle de la politisation, permet d'élargir le champ d'analyse à toutes les modalités de participation politique.

À partir de ce constat, Lagroye (2003) propose que la politisation comporte des formes et des voies d'une conversion, celle de toutes sortes de pratiques politiques. Cet auteur montre que la politisation implique une diversité des effets sur la politique, même les enjeux les plus éloignés du jeu politique. Ainsi, nous pouvons définir la politisation comme « une requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités » (Lagroye, 2003 : 360). L'auteur montre également qu'il n'y a pas

---

<sup>88</sup> Pour voir plus, consulter Florence Haegel et Déloye, Yves « Chapitre 12 – Politisation. Temporalités et échelles » (2017).

<sup>89</sup> Voir Aït-Aoudia, M. et al. « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards » (2011).

lieu de s'attarder sur les acteurs politiques qui ont clairement intérêt à la politisation d'activités, de pratiques, d'enjeux et d'organisations, voire de mobilisations sociales, en quelque sorte « extérieures » au jeu politique, parce que non seulement cette politisation peut être constituée en ressource dans leurs activités spécifiques (campagnes électorales ou conflits avec des rivaux), mais encore elle contribue à accréditer ce que Lagroye (2003 : 367) appelle « de croyance en la nécessité de l'action politique et en la légitimité supérieure de cet ordre d'activité ».

## **2.1. Politisation, vecteur des inégalités entre les individus**

Comme l'observe Aït-Aoudia et al. (2011), des sociologues se sont également intéressés aux rapports que les individus ordinaires entretiennent avec la politique officielle. Dans son ouvrage, Gaxie (1978 : 56) avait déjà analysé la politisation du point de vue de « l'intérêt et [de] l'attention accordés aux activités et aux productions du champ politique, c'est-à-dire [du point de vue de] l'intensité avec laquelle les agents sociaux suivent la compétition politique et le travail des acteurs politiques ». D'autant plus, Aït-Aoudia et al. (2011) met au jour une inégale politisation des citoyens – les inégalités sociales déterminent le degré de maîtrise et d'intérêt pour le déroulement quotidien de la compétition politique – due aux différents degrés de compétence politique (les connaissances savantes sur le champ politique et le sentiment d'incompétence), degrés qui tendent à varier selon la classe sociale et plus spécifiquement selon le niveau d'instruction et le capital culturel.

Cependant, cette tendance a considérablement changé avec le temps depuis les années 1960, même si Gaxie (1978) reste un des premiers précurseurs sur les études autour des inégalités de participation et compétence politique en science politique, Zaller (1992) a observé que les opinions d'un même individu sont instables par essence, dans la mesure où elles sont le produit changeant de la rencontre entre un ensemble d'attitudes plus ou moins stables (les « considérations » parfois contradictoires que forme la personne à propos de l'objet sur lequel elle opine) avec un contexte d'actualisation qui peut varier – cette explication conduit à une réhabilitation des facteurs situationnels dans la construction de l'opinion et partant, à la nécessité de

prendre en compte le contexte dans lequel s'observe la compétence politique des individus.

En termes de concept, Blondiaux (2007) explique qu'il faut noter d'emblée que le terme de compétence politique est d'utilisation plus fréquente en France que dans le monde anglo-saxon. Il faut noter que la notion de compétence s'est longtemps vue préférée celle de « connaissance » (knowledge) ou de « sophistication » politique. Il est intéressant de souligner que dans l'ouvrage classique de Carpini et al. (1996), il est essentiellement question de savoir politique (« political knowledge ») ou même de citoyen « informé » (« informed citizen »). Cette dimension de la compétence est au cœur du mot anglais *empowerment*, dont la traduction française est effectivement « pouvoir d'agir », mais aussi, avec alors cette dimension dynamique, « capacitation »<sup>90</sup>.

D'ailleurs, Blondiaux (2007) note qu'il convient de rappeler que la controverse autour de la compétence politique n'a jamais porté exclusivement sur les faits observés mais toujours sur les interprétations, au nom d'un idéal démocratique plus ou moins clairement explicité. Il explique que « dès lors, ce qui ressort de certaines évolutions récentes de la théorie politique conduit, au nom d'un approfondissement de la démocratie, à dissocier les deux éléments de définition de ce que doit être la compétence politique tels que nous les avons rappelés au début de cette section : son élément cognitif (être compétent, c'est avoir une « connaissance approfondie » des réalités politiques) et son élément politique ou juridique (être compétent, c'est avoir « le droit de juger ou de décider en certaines matières »).

Pour cet auteur, un individu peut être politisé sans forcément maîtriser les arcanes des institutions politiques traditionnelles et la compétence politique n'est plus une condition d'entrée dans les espaces publics contemporains – raison pour laquelle il ne faut jamais étudier le phénomène pour lui-même mais toujours en relation avec un contexte d'inégalités sociales structurelles et avec la question de l'engagement (ou du retrait politique) des groupes dominés. Ainsi, nous pouvons résumer le schéma sur les

---

<sup>90</sup> Sur ce point, voir Genard, J.-L. (2013 : 58) « La participation n'est pas seulement pensée en termes de reconnaissance de compétences citoyennes, mais, circulairement en quelque sorte, en termes d'activation et de formation de ces mêmes compétences en même temps que cette participation appelle à la mise en place de dispositifs de formation de ces compétences et d'accompagnement de leur exercice ».

inégalités de participation et compétence politique en deux degrés (Blondiaux, 2007 : 769) :

- a) Il existe une corrélation entre le niveau de compétence politique, au sens classique du terme, et la propension à participer au jeu politique, à donner une opinion dans les enquêtes ou à voter. Statistiquement, la compétence politique a à voir avec l'action, peu importe en fait le sens de cette corrélation.
- b) S'il a été démontré que les modalités de cadrage de l'information avaient des effets sur l'opinion et les préférences exprimées, il pourrait en aller de même du niveau d'information, que ce soit sur le plan individuel ou sur le plan collectif.

Ces degrés posent deux questions : d'une part, quelles sont les capacités requises pour participer ? D'autre part, comment analyser les conditions pour prendre un rôle au sein de ces espaces participatifs ? Nous allons approfondir ces questionnements dans les chapitres sur les résultats empiriques de la thèse, pour montrer les degrés de la participation politique à partir du diplôme, le genre et l'âge des jeunes Mozambicains vis-à-vis leurs aînés – voire le adultes – dans la prise de parole politique.<sup>91</sup>

Il y a plusieurs manières de définir, d'analyser et de questionner la politisation des individus. Nous considérons trois axes, selon Aït-Aoudia et al. (2011) : (i) l'analyse socio-historienne qui rapporte le processus de socialisation individuelle à une question d'acculturation électorale ; (ii) l'analyse sociologique qui se focalise sur l'intérêt manifesté pour le champ politique, en articulation avec la question de la compétence savante ; (iii) la transposition de ce concept dans d'autres espaces géographiques et sociaux qui l'étend notamment aux formes plurielles de participation et de compétences politiques.

D'autres définitions montrent que la politisation est « un processus par lequel des questions ou des activités se trouvent dotées d'une signification politique et, par conséquent, sont appropriées par les acteurs impliqués dans le *champ politique* et, parfois, font l'objet d'une réponse par les institutions politiques sur la forme d'une politique publique » (Nay et al., 2014 : 446). Le fait d'associer les interviews et les

enquêtes statistiques secondaires s'inspire de Mayer (2010), car la « politisation » est le nom d'une variable, celle que nous mesurons à partir de l'intérêt déclaré pour la politique formellement liée au niveau d'études – elle constitue bien une mesure bien plus qu'un processus.

La politisation opère l'articulation des processus de requalification ou de détournement mis en œuvre par l'élite au pouvoir et des processus de réappropriation par les dominés des contraintes de l'ordre et du discours imposés. Cet argument fait écho à ce que Vairel et al. (2011 : 8) appellent « politisation de la souffrance » pour désigner la manière dont l'État incite la réaction des individus (gouvernés) par la réalisation et la non-satisfaction des besoins de ces mêmes individus – la gestion par l'absence et la mise en œuvre de politiques publiques.

Théoriquement, dans la politisation nous pouvons trouver deux degrés à distinguer, comme explique Aït-Aoudia et al. (2011) : d'abord, certaines questions, à l'origine considérées comme hors du champ politique, se trouvent « politisées » ou progressivement, puis deviennent saillantes dans les débats politiques, avant d'être éventuellement incorporées dans l'agenda gouvernemental ; ensuite, au niveau individuel, élément du processus de socialisation conduisant des individus à s'intéresser à la politique, à améliorer leur compréhension des enjeux et des connaissances propres au champ politique, et ainsi, à devenir capables de « parler politiquement des choses politiques.

Ces deux degrés ont été résumés par la définition très succincte fournie par Philippe Braud dans le lexique de son manuel de *Sociologie politique*. Selon l'auteur, la politisation est couramment entendue comme un « processus de transformation d'un problème de société en problème politique. Également, dimension de la socialisation des individus qui souligne leur intérêt pour la politique » (Braud, 2014 : 625). Même si ce processus n'est jamais entièrement « vertical » – résultat d'une sensibilisation du peuple par les élites – mais découle aussi de la constitution « horizontale » de nouvelles sociabilités au sein de la population sera la deuxième dimension que nous prendrons en compte dans cette thèse pour comprendre dans quelle mesure les individus, les jeunes urbains, s'impliquent comme premiers acteurs de la politisation.

---

<sup>91</sup> Voir les chapitres cinq et six.

Cependant, l'approche individuelle n'est qu'une dimension de la socialisation politique, parce qu'elle exprime la réalité d'un investissement d'attention, voire de la participation active à la vie politique. En fait, pour Hermet (2010) chez les individus, la politisation s'opère selon deux grands schémas culturels typiques. Premièrement, il y a une politisation pragmatique, qui vise la satisfaction des intérêts à travers des attitudes de démarchage et de marchandage, sous le signe de l'arrangement. Deuxièmement, la politisation idéaliste – prédomine la conception de la politisation comme un combat pour de « grandes causes », c'est-à-dire traversées par des mobiles éthiques : le progrès social au nom de la solidarité ou le sacrifice d'intérêts particuliers.

Concernant les jeunes, nous observons que ces dernières années le débat sur la politisation politique cherche à placer ces jeunes comme des individus moins engagés dans la vie politique, en cherchant à les caricaturer comme des individus qui s'intéressent peu à la politique, une réalité qui ne peut être considérée comme générale. En prenant le cas de la France, Tiberj (2021) a expliqué que cette situation émerge parce nous sommes en présence de jeunesse différentes des générations précédentes qui affrontent un contexte politique, économique et social lui aussi différent, parce que le rapport au politique se transforme.<sup>92</sup>

Un autre élément critique qui mérite l'attention est le fait que la politisation est pensée uniquement du point de vue de ceux qui devraient s'intéresser à la politique, comme si la participation à la vie politique était un choix indispensable. En fait, la recherche sur l'histoire politique (Della Sudda, 2013) se concentre souvent sur les nombreuses manifestations de la politisation : la montée des partis politiques et les mouvements de masse. Pourtant, les phénomènes de dépolitisation – le retrait de certaines questions des agendas politiques, la fabrication d'un consentement politique et idéologique tacite et la non-participation des citoyens – sont souvent moins visibles et pour cette raison beaucoup moins étudiée. Également, l'idée selon laquelle la politisation était l'affaire des pays à la démocratie consolidée.

---

<sup>92</sup> Voir « Loin des élections, la jeunesse en quête de nouvelles formes d'engagement », journal Le Monde, septembre 2021.

## 2.2. Appréhender la politisation hors l'Occident

L'intérêt porté à la politisation dans ce chapitre émerge du fait que, régulièrement, dans les pays occidentaux un discours désigne les citoyens sceptiques à l'égard de leurs propres dirigeants (Blondiaux, 2008 ; Déloye, 2012). Cela s'accompagne d'un argument selon laquelle les jeunes sont ceux qui s'engagent le moins dans la vie politique (Ollivier et al. 2017 ; Muxel, 2018). Cependant, il nous semble que nous ne puissions pas appliquer la (de)politisation que nous observons dans des pays aux bases démocratiques largement différentes de celles du Mozambique.

En effet, nous devons nous demander comment cette politisation se produit, dans un contexte où les aspirations des jeunes sont souvent frustrées par le régime politique en place, bien que cela ne nous permet pas de mesurer la politisation ou non des jeunes. Nous devons questionner la politisation en partant du principe que dans le cas des pays africains il peut y avoir d'autres modalités de s'intéresser à la politique qui ne doivent pas être résumées uniquement à un manque de confiance entre le gouvernement et les gouvernés, et encore moins à l'apparente fatigue politique qui est souvent associée aux jeunes.

Selon Bennani-Chraïbi (2021), dans le prolongement de ces définitions étroitement articulées au processus occidental de civilisation électorale, « la politisation des individus est associée au mouvement ou [au] processus qui conduit [des individus, des catégories ou des groupes d'individus] à s'intéresser à et à s'impliquer dans la politique » (Bennani-Chraïbi, 2021 : 295). Pour cet auteur, les analyses du politique et de la politisation qui trouvent écho dans la revue *Politique africaine* réservent la part du lion aux ambivalences et aux hybridations. Bien davantage, leur richesse provient de leur propension à déjouer les frontières entre disciplines, entre contextes politiques et aires géoculturelles. « Ce faisant, il devient possible de saisir dans un même mouvement un éventail de pratiques et de lieux du politique. C'est-à-dire, penser ensemble plusieurs formes de politisation » (Bennani-Chraïbi, 2021 : 303).

La même auteure (Bennani-Chraïbi, 2021), souligne que la première condition d'un dialogue fructueux autour de la notion de politisation est d'éviter de naturaliser, d'universaliser ou d'ériger en étalon une histoire singulière du politique. Il importe

plutôt d'appréhender ces phénomènes en prêtant attention à « l'historicité vernaculaire du politique », aux trajectoires du politique qui se dessinent et se redessinent au croisement de « dynamiques du dedans » et « du dehors », tout en se donnant les moyens de saisir l'agentivité des acteurs. À partir de là, il devient vain d'opposer « la politique » et « l'infrapolitique », ou encore les perspectives de la politisation restrictives et extensives.

Dans ce contexte, nous constatons que le débat sur la politisation sur le continent africain peut se situer à deux niveaux. D'une part, il y a une approche qui cherche à comprendre la manière dont les acteurs politiques répondent aux demandes des citoyens à travers l'élaboration des politiques publiques (Bah et al., 2021). Il s'agit de discuter comment le pouvoir en place politise un problème soulevé par les citoyens. L'intérêt fait écho au cycle des politiques politique comme une étape au cours de laquelle les décideurs politiques doivent répondre aux citoyens.

Le deuxième niveau est lié aux études menées par des institutions telles qu'Afrobaromètre (2016) pour comprendre comment les citoyens se politisent et quelle relation de confiance ils établissent par rapport aux politiciens. Cette approche n'est pas différente des pays européens lorsque les institutions de sondage cherchent à aborder la question de la politisation, même s'il est évident pour nous que la confiance n'est pas en soi une variable facile à mesurer, et qu'elle peut encore moins être utilisée comme un élément central pour analyser la politisation des citoyens en général, ou des jeunes en particulier, en Afrique.

Concernant le Mozambique, nous constatons que Filipe Nyusi, Président de la République, essaie par le discours politique la politisation des problèmes concernant les jeunes. Par exemple, par décision présidentielle, en janvier 2020, Nyusi a décidé de supprimer le « Ministère de la Jeunesse » en le remplaçant par une institution liée à la présidence pour s'occuper essentiellement de la création d'emplois pour les jeunes, mais les attributions administratives ou les différences avec l'institution précédente sont presque les mêmes<sup>93</sup>. Cet exemple montre que la politisation d'enjeux, de secteurs et de catégories sociales est liée à la manière dont le pouvoir invente, met en

---

<sup>93</sup> Sur cette question, le journal hebdomadaire *Canal du Mozambique* a publié un éditorial intitulé « La jeunesse : la nécessité d'une réflexion », le 5 février 2020.

scène, érige certaines questions en problèmes publics, mais surtout à la façon dont il ignore ou refuse d'en reconnaître d'autres<sup>94</sup>.

En outre, il ne faut pas ignorer le fait que peu d'études se sont intéressées à la politisation en Afrique et dans le cas du Mozambique, surtout visant les jeunes. Entre ce qu'il y a, la majorité cherche à tirer des conclusions qui ont à voir avec les élections. Cela fait que notre exercice doit prendre en compte un défi supplémentaire, dans la mesure où nous chercherons à formuler notre propre grille d'analyse, basée sur les données de terrain obtenues, mais aussi sur l'analyse statistique, ce qui nous permettra de croiser les résultats.

### **3. La place de la citoyenneté dans le rapport politique des jeunes**

Le dernier concept à aborder dans ce chapitre est la citoyenneté, qui, comme les deux autres (participation politique et politisation), ne semble pas faire l'objet d'un consensus sur sa définition. Cependant, il nous semble important pour notre thèse dans la mesure où la citoyenneté représentera les différentes facettes de ce que signifie la participation à la vie politique, si nous tenons compte du fait que notre compréhension de la politique ne se limite pas uniquement au moment électoral. Ainsi, la citoyenneté sera comprise comme fondamentale pour élargir les formes de participation des jeunes à la vie politique au Mozambique, sachant que le chapitre six aura un intérêt particulier pour la politique en dehors du prisme électoral.

Nous sommes face à une définition sans consensus pour la définir. En effet, pour Xypas (2003), il existe de nombreuses conceptions de la citoyenneté, car « c'est un concept polysémique qui varie d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre et même à l'intérieur d'un seul pays et d'une seule époque » (Xypas, 2003 : 281). L'auteur explique qu'être citoyen n'a pas le même sens dans un État totalitaire et dans un

---

<sup>94</sup> Certains auteurs préférant d'ailleurs limiter l'usage du terme de politisation à ces cas de figure, considérant qu'un « enjeu de politique publique est politisé et mis en avant par un (ou plusieurs) acteur(s) politique(s) afin de renforcer sa (ou leur) position dans la compétition politique » (Hassenteufel, 2010).

régime démocratique. En plus, dans certains États coexistent deux « citoyennetés », pour des raisons ethniques ou religieuses. Cependant, notre intérêt pour la citoyenneté est plutôt de nature opérationnelle – l’acte de participer à la vie civique – et pas nécessairement sa dimension d’appartenance à une communauté ou une société politique.

Dans la même continuité de définition, Battegay (2011) explique que la littérature qui touche le domaine de la citoyenneté est relativement abondante, issue de points de vue divers émanant d’instances politiques et institutionnelles, de voix de la société civile, d’observateurs qui relèvent eux-mêmes de plusieurs disciplines académiques. « Cette littérature, à la fois analytique et normative, met en relief trois lignes d’évolution des citoyennetés contemporaines » (Battegay, 2011 : 55). La première ligne d’évolution concerne les liens entre citoyenneté et nationalité. La seconde ligne d’évolution concerne la notion de citoyenneté sociale, qui a été pensée comme une des clés du principe d’égalité effective entre les citoyens. Et enfin, la troisième ligne d’évolution, que notre thèse aborde plus particulièrement, consiste à saisir les dynamiques de la participation politique des jeunes dans le cas du Mozambique.

Nous comprenons qu’avant tout il faut reculer dans le temps pour comprendre que « la citoyenneté est une construction historique, marquée notamment par la démocratie athénienne et la modernité politique. La citoyenneté présente un caractère avant tout exclusif, sa version moderne possède, elle, une vocation universelle rendant l’inclusion concevable, même si sa réalisation demeure contingente » (Marques-Pereira, 2013 : 1). Historiquement, la citoyenneté s’inscrit dans deux traditions qui marquent l’histoire, anglo-saxonne et française : la Révolution américaine (1776) et la Révolution française (1789) sont ainsi des moments clé de la modernité politique au regard des représentations de la citoyenneté.

La première traduit une perspective libérale qui accorde toute son importance à la liberté individuelle et à l’égalité de tous devant la loi. Elle revendique éminemment le droit de vote. La seconde affirme la liberté, l’égalité et la fraternité au nom de l’universalité. Nous pouvons résumer ces échelles par deux critères, selon Martin (2015) : d’abord, le critère social – opposerait une élite bourgeoise à une masse populaire autour de la logique hiérarchisée de la citoyenneté ; ensuite, le critère

juridique – logique binaire de l’exclusion, qui oppose, d’abord, les non-citoyens aux citoyens et, à une échelle plus fine, les citoyens « actifs » aux citoyens « passifs ». Comme nous l’avons déjà souligné, la citoyenneté est loin d’avoir suscité un consensus absolu. Dans ce contexte, Constant (2000) explique qu’il s’agit d’un concept soumis à de nombreuses critiques, car elle apparaît d’emblée un idéal contesté, raison pour laquelle la citoyenneté peut être regroupée en quatre dimensions :

<b>Identité nationale</b>	La citoyenneté se définit toujours par référence à une communauté politique, et son attribut essentiel est le droit de participer, direct ou indirectement, à l’exercice du pouvoir politique.
<b>Droits et obligations</b>	La citoyenneté vue comme l’accumulation de droits (sociaux, civils et politiques) qui permettent l’individu de participer dans une société politiquement organisée.
<b>Participation active à la vie de la cité</b>	Agir politique lié à l’implication des citoyens particulièrement concernés par les affaires publiques. Il s’engage ouvertement en faveur de politiques publiques qu’il estime justifiées. Il assiste volontiers à des réunions publiques et rejoint des associations bénévoles.
<b>Ensemble de qualités morales</b>	La citoyenneté comme l’ensemble de prescriptions morales considérées comme nécessaires à l’exercice du « bon citoyen » – payer les impôts, respecter la cadre juridique et défendre la patrie.

**Tableau 2** : Échelles de la citoyenneté (Constant (2000)).

Encore dans l’évolution historique, Martin (2015) observe que l’évidence des droits consacrés dans la *Déclaration de 1789* s’articule avec l’exigence des devoirs que la citoyenneté suppose. À ce titre, le citoyen est autant un être de devoirs qu’un sujet de droits – puisque même non « déclarés », les devoirs civiques qui lui incombent sont le pendant des droits politiques que nous lui accordons. Ces devoirs civiques se confondent en effet avec les critères qui conditionnent l’accès aux assemblées primaires et qui autorisent donc le citoyen à exercer ces droits politiques.

Ce devoir est d’abord fiscal : le citoyen est contribuable puisqu’il doit participer à la prospérité nationale ; il est ensuite militaire : le citoyen est soldat puisqu’il participe au service de la garde nationale ; le devoir est enfin politique et moral : le citoyen doit

non seulement respecter et adhérer à la loi par la prestation du serment civique mais également par une conduite conforme à la « morale civique ». En ce sens, la citoyenneté ne se résume pas à un statut juridique ou à une pratique politique, elle se décline en termes de mérite individuel (les « talents ») et de la dignité morale (les « vertus »).

En envisageant le citoyen sous l'angle de ces devoirs, ce sont ainsi d'autres visages de la citoyenneté qui ont émergé au cœur des problématiques actuelles. En fait, Dalton (2008) souligne que les tendances de l'activité politique représentent des changements dans l'action politique, et ne sont pas seulement des changements dans le niveau de la participation politique. La « nouvelle citoyenneté » cherche à placer plus de contrôle sur l'activité politique entre les mains des citoyens (Dalton, 2008 : 94). Dans le même temps, ces activités peuvent accroître la pression du public sur les élites politiques. La participation des citoyens est de plus en plus étroitement liée à l'influence des citoyens, ce qui représente une opportunité d'élargir et d'enrichir la participation démocratique plutôt que de menacer la démocratie (Dalton, 2008).

Dans une conception occidentale, Schnapper (2000) observe que le terme de citoyenneté est galvaudé, et pour cela se trouve au centre de débats contradictoires où l'idéologie le dispute parfois à la partialité. Cette autrice considère la citoyenneté comme une « utopie créatrice, fondée sur l'idée de l'égalité de tous les citoyens en tant que citoyens, quelles que soient, par ailleurs, leurs différences et les inégalités qui les séparent » (Schnapper, 2005 : 48). Dans une autre approche, Bellamy (2008) explique que la citoyenneté est directement liée à la notion de participation politique et à une forme de démocratie, notamment le droit de vote. Pour l'auteur, les différentes « nouvelles formes de citoyenneté » sont souvent présentées comme des alternatives à ce compte traditionnel à l'étroite orientation politique, parce que la citoyenneté a traditionnellement fait référence à un ensemble particulier de pratiques politiques impliquant des droits et des devoirs publics spécifiques vis-à-vis d'une communauté politique donnée (Bellamy, 2008).

Dans le temps, l'intérêt porté au statut du citoyen comme « sujet de droit » a contribué à réévaluer les pratiques et les espaces à travers lesquels la citoyenneté était jusqu'ici canoniquement étudiée. Désormais, le citoyen est moins appréhendé à l'aune de

l'exercice des droits qui lui sont reconnus – au premier rang desquels : le droit de suffrage. En effet, comme explique Fischer (2002 : 90), « la société aspire à beaucoup plus que voter pour que des partis politiques aillent au pouvoir après l'échec des autres. Elle aspire à des projets dont elle serait elle-même l'acteur ». Pour cela, il s'agit de dépasser des clivages souvent stériles, engager des débats plus féconds et apprendre à travailler ensemble, partager des buts et des responsabilités – renouveler les relations sociales et politiques.

En fait, considérant le cas des pays comme la France, Tiberj (2022) montre pendant longtemps, ne pas aller voter a été considéré comme un signe de mauvaise citoyenneté ou de « je-m'en-foutisme », mais c'est plus compliqué que cela. Pour l'auteur, la citoyenneté s'exprime par plein d'autres manières. « Dans nos choix alimentaires, dans nos pétitions, dans nos prises de position sur les réseaux sociaux, par la manifestation, par le boycott. Dans ce cas, le vote n'est plus qu'un moyen de s'exprimer parmi d'autres, et pas forcément le plus intéressant », avance Tiberj (2022).<sup>95</sup>

### **3.1. Une approche de citoyenneté appliquée aux Afriques**

Dans le cas de l'Afrique, l'approche de la citoyenneté que nous avons vue jusqu'ici ne trouve pas totalement sa place, puisqu'elle se limite aux démocraties où l'exercice de cette même citoyenneté se fait sous d'autres critères qui se résument à la liberté démocratique, ce qui ne nous semble pas être le cas de la plupart des pays d'Afrique, le Mozambique étant un de ces exemples que nous nous proposons d'aborder ci-dessous. Bien que nous admettions que le concept de citoyenneté n'est pas consensuel du point de vue de sa définition et de sa compréhension, nous souhaitons aborder la citoyenneté d'un point de vue politique (citoyenneté politique), dans lequel les citoyens, en général, et les jeunes, en particulier, participent à la vie politique du pays.

Nous sommes ainsi intéressés à répondre aux questions suivantes : (1) comment les jeunes participent dans la scène politique au Mozambique ; et (2) dans quelle mesure

---

<sup>95</sup> Extraits de l'entretien « Abstention ? : « L'élection présidentielle risque de négliger la volonté des plus jeunes », La Croix, publié le 12 janvier 2022.

les structures d'opportunités politiques dans les villes de Maputo-Beira-Nampula peuvent contribuer à changer les dynamiques de la participation politique dans le pays. Pour répondre à ces questions, il faut considérer que parler de jeunes et de citoyenneté en Afrique montre qu'il y a un changement radical dans le continent sur cette thématique depuis le début des années 2000. Cette nouvelle trajectoire pourrait être résumée par la production de nouvelles formes d'identification faisant appel à de multiples ressources et une refonte des indices et des signes d'inclusion et d'exclusion (Diouf, 2003). Tous ces changements sont associés à la reconfiguration des espaces domestiques et sacrés, des formes d'organisation et des loyautés.

Dans la plupart des cas, ces évolutions, qui s'accompagnent d'une érosion des obligations de l'État et de la famille, suggèrent de nouvelles possibilités d'action et d'expression politiques violentes ou non violentes, formelles ou informelles, et ils s'accompagnent souvent de nouvelles formules associatives, d'engagements politiques et de formulations esthétiques en marge des institutions et des codes de conduite traditionnels – cette dernière où les réseaux sociaux d'Internet peuvent jouer un rôle primordiale. En abordant le concept de la citoyenneté, nous constatons qu'il faut faire attention en analysant les contextes « ailleurs » pour ne pas entreprendre une simple transposabilité des concepts, caractérisés par une multitude de perceptions sans homogénéité, où chaque pays devrait être étudié en considérant leurs spécificités, comme le soulignent Jeffrelot et al. (2000)<sup>96</sup> et Cooper (2014) en référence à la citoyenneté et la démocratie en Afrique.

En fait, après un développement rapide nourri d'échanges transatlantiques, la participation politique, ainsi que la sociologie des mobilisations, connaît une forme d'essoufflement conduisant certains auteurs à se tourner vers la production d'études sur des terrains autres que les espaces européens et nord-américains qui avaient servi de terreau à la majorité des travaux sur l'action collective (Pommerolle, et al., 2009). Nous constatons, en effet, des approches qui visent spécifiquement les pays africains. Sur cette question, Keller (2014) note que la définition juridique actuelle de la citoyenneté découle en grande partie de l'héritage des anciennes puissances coloniales qui gouvernaient des territoires particuliers. Pour l'auteur (Keller, 2014), tous les

États africains ont aujourd'hui des lois relatives à la citoyenneté et aux droits de la citoyenneté qui reposent largement sur les codes juridiques des anciennes puissances coloniales. D'autres recherches montrent<sup>97</sup> en fait que la liberté était au cœur de toutes les indépendances africaines, ainsi que la citoyenneté.

Cependant, Manby (2018) montre que la citoyenneté n'est pas seulement un concept juridique mais aussi une question profondément politique. Pour l'auteur, l'histoire de l'Afrique a exagéré plusieurs controverses. La division du continent par les puissances européennes, sans respect des frontières et des institutions politiques préexistantes, la création temporaire de vastes zones de libre circulation, le recrutement forcé de main-d'œuvre d'une région à l'autre, l'ajustement des frontières et des juridictions entre les puissances coloniales, suivi d'une transition souvent troublée et précipitée vers l'indépendance et la réimposition d'unités politiques plus petites, sans oublier les demandes irrédentistes permanentes de nouveaux États, ont fait de la citoyenneté une question qui ne peut pas se lire de la même façon que d'autres que n'ont pas connu la même trajectoire historique (Manby, 2018).

En d'autres termes, nous comprenons qu'il faut tracer la trajectoire politique du pays pour pouvoir comprendre ce dont nous parlons, raison pour laquelle tout au long de ce chapitre nous insistons de manière récurrente sur le rappel concernant l'évolution du régime politique au Mozambique. En effet, c'est un exercice qui peut nous permettre de trouver des éléments de comparaison si nous devons analyser notre terrain avec un autre pays dont les bases de la démocratie sont qualitativement plus évoluées que le Mozambique.

Dans une autre perspective, il faut retourner au numéro 127 de *Politique africaine*, publié en 2012, coordonné par Richard Banégas, Florence Brisset-Foucault et Armando Cutolo, sur les espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique. Partant des exemples de participation citoyenne locale dans quelques pays d'Afrique, les auteurs questionnent dans quelle mesure les « nouvelles formes »<sup>98</sup> de

---

<sup>96</sup> Pour les auteurs, il s'agit de montrer que « la greffe démocratique » ne se résume jamais à la transposition pure et simple d'institutions venues d'Europe ou des États-Unis.

<sup>97</sup> Sur ce point, voir le numéro spécial de la revue « Citizenship Studies » (2017, volume 21) dédié à analyser les trajectoires de la citoyenneté en Afrique.

<sup>98</sup> Les auteurs du dossier appellent ces formes de « parlements du peuple » en Afrique.

participation dans la sphère politique peut constituer une forme de citoyenneté, considérant ces pratiques ont une base hors Afrique. Ces auteurs essaient de restituer l'historicité de ces phénomènes, de décrire leurs spécificités et de les réinsérer dans leur contexte propre, tout en soulignant les phénomènes de circulation internationale des pratiques et des modèles de prise de parole. Ils posent également la question de la comparabilité et de la circonscription aussi bien géographique que conceptuelle de cet objet « parlements de la rue ». <sup>99</sup> Une des questions qu'ils posent c'est de comprendre, par exemple, l'application du concept d'espace public en Afrique.

Il en ressort que la démarche consistait à analyser les conditions politiques et sociales qui, en Europe, avaient rendu possible l'émergence d'un espace « public » <sup>100</sup> et d'une forme critique de citoyenneté, notamment via la consolidation de réseaux bourgeois de sociabilité, le développement de la presse et du capitalisme. Selon Banégas et al. (2012), fondé sur l'observation de cette trajectoire européenne, son modèle d'espace public supposait : la participation égale de tous à la délibération ; une émancipation des citoyens des autorités religieuses et politiques ; des individus qui pensent et agissent en citoyens rationnels ; une bourgeoisie forte et indépendante avec ses réseaux propres de sociabilité ; une suspension de la violence et la reconnaissance de l'exercice des libertés civiques. Mais cette réalité n'est pas du tout évidente si nous l'appliquons au cas de l'Afrique.

En effet, autant de conditions qui ne semblent pas réunies dans les sociétés subsahariennes. Les anthropologues ayant travaillé sur la thématique de « l'espace public » en Afrique (Olivier de Sardan, 1999), notamment sur les arènes politiques locales, ont au contraire décrit des espaces soumis au pouvoir des chefs locaux, de l'administration et des ONG et abouti à la conclusion que l'espace public était « introuvable » ou difficile à distinguer d'autres sphères communautaires ou religieuses.

---

<sup>99</sup> Loin de toute vision normative, ce dossier tente d'éclairer par une approche ethnographique des espaces de discussion de rue et de ceux qui les animent. À partir d'études de cas menées en Afrique du Sud, au Kenya, en RDC et en Côte d'Ivoire, les auteurs engagent une réflexion comparatiste sur les fondations sociologiques, historiques et imaginaires de l'espace public au Sud comme au Nord du Sahara.

<sup>100</sup> Cette perception revient à l'ouvrage fondateur du concept, écrit par Jürgen Habermas (1962), même s'il ne donne pas de définition univoque du concept.

Les expériences historiques des luttes de libération nous donnent un large aperçu de ce qu'impliquaient la liberté et la citoyenneté en Afrique. Par exemple, étant donné la nature capitaliste du colonialisme, la libération politique a nécessité une rupture avec les formes d'exploitation capitaliste ainsi que le besoin urgent d'africaniser l'économie afin de réaliser les idéaux de justice sociale. Dans l'ensemble, les expériences coloniales ont produit un dénuement généralisé et institutionnalisé de la citoyenneté. Après les indépendances, les gouvernements africains ont mis fin aux régimes formellement discriminatoires, mais n'ont pas modifié de manière significative la dynamique sociale qui soutenait ces mêmes régimes. Le résultat final a été une démocratisation fragile ou même inexistante de l'État ou même son affirmation en tant que machine anti-politique (Gomes et al., 2017).

Pour comprendre cette dernière explication il faut souligner que nous appliquons des concepts que ne sont pas uniformes à tous les niveaux et pays. À cet égard, il faut noter le phénomène colonial en Afrique représente une rupture majeure dans l'histoire du continent, au même titre que la révolution néolithique ou la révolution industrielle dans l'Europe de la fin du XVIIIème siècle. Les changements intervenus depuis lors dans l'évolution du continent africain sont irréversibles.

### **3.2. Tracer la citoyenneté au cours du temps en Afrique**

Il faut bien comprendre que le débat sur la citoyenneté en Afrique est généralement analysé de haut en bas. Les chercheurs en sciences sociales ont tendance à se concentrer sur les actes – et les controverses – des présidents africains et sur la coterie qui les entoure. D'une part, l'histoire politique relative à l'Afrique postcoloniale, par exemple, est souvent écrite en termes de *leadership* d'individus exceptionnels comme Mandela (Afrique du Sud), Nyerere (Tanzanie) et Nkrumah (Ghana). D'autre part, les événements politiques sont souvent résumés en référence à des institutions nationales distinctes comme les partis dominants au pouvoir ou les forces armées interventionnistes. Les acteurs ordinaires, qui ont initialement adopté le parti unique et le régime militaire, sont conventionnellement décrits dans la littérature sur la politique africaine comme de simples acteurs dans les rôles de soutien aux institutions centralisées ou aux « *big men* » influents (Chrétien, 2010).

Ce déséquilibre dans la littérature sur l'élite et de la politique de masse a été perturbé lorsque des ouvertures politiques ont commencé à travers l'Afrique subsaharienne une trentaine d'années après l'indépendance en 1990 avec les premières élections multipartites et plus tard dès le « printemps arabe » de 2011 quand les citoyens de nombreux pays africains ont profité pour exiger des droits civils et politiques. À partir de ce moment, les chercheurs en ont pris note en accordant une plus grande attention aux associations civiques, à l'économie informelle, aux manifestations de rue et à l'émergence de partis politiques d'opposition.

Certaines de ces initiatives populaires ont contribué à une vague de réformes constitutionnelles et politiques, à la convocation d'élections multipartites, et parfois même à des transitions vers des formes de démocratie considérées comme fragiles ou hybrides dans l'approche sur la transitologie<sup>101</sup> (Dufy et al., 2013). L'avènement d'une mesure de démocratisation semble, pour la première fois depuis la lutte pour l'indépendance, tenir la promesse d'une plus grande mesure dans la politique africaine de « domination par le peuple ». Mais dès la première décennie du XXI<sup>ème</sup> siècle, les élites politiques avaient appris à s'adapter aux nouvelles attentes.

Il faut rappeler que les dirigeants politiques de l'époque n'avaient d'autre choix que de reconnaître que la légitimité politique nécessitait un vote populaire lors d'élections multipartites. Ainsi, certains présidents africains se sont inclinés devant les institutions démocratiques, par exemple en acceptant pacifiquement une perte dans les urnes ou en s'abstenant de se présenter à nouveau à leurs fonctions lorsqu'ils ont

---

<sup>101</sup> L'échec des transitions sur le plan empirique a conduit à remettre en cause la transitologie sur le plan théorique, ou du moins l'usage qui en avait été fait. Ces critiques sont en partie fondées sur un malentendu initial à propos de ce qu'est ou n'est pas la transitologie, et de ce qu'elle permet d'expliquer. Les terrains africains ou post-soviétiques sont l'illustration de l'utilisation extensive des outils proposés par les premiers transitologues. Cette utilisation souvent abusive et simpliste a conduit à certaines impasses, notamment à une conception téléologique du changement politique guidée par le modèle implicite de la démocratie occidentale. Des propositions analytiques ultérieures réintroduisant l'histoire et les institutions ont en partie dépassé ces premières critiques, mais en partie seulement. Cette seconde génération de la transitologie est aussi née d'un glissement de perspective, car elle se focalise non plus sur le changement politique en lui-même, mais sur les régimes issus de celui-ci, notamment dans la perspective de la consolidation démocratique. La théorie des régimes hybrides en est le produit : il s'agit désormais de rendre compte de la diversité des régimes issus des transitions, plus tout à fait autoritaires, mais pas encore réellement démocratiques.

rencontré des limites de mandat. Mais d'autres dirigeants ont choisi une voie différente, ce qui a encouragé les chercheurs à revenir sur le comportement des élites et les règles institutionnelles, soulignent les auteurs (Dufy et al., 2013).

Nous constatons, ainsi, que la littérature actuelle sur la politique africaine présente des rapports rendus sur les efforts déployés par les titulaires politiques pour manipuler les lois électorales, échapper à la responsabilité formelle, recourir au favoritisme et à la violence à des fins politiques, raviver et maintenir les institutions dominantes des partis. Emblématiques de cette nouvelle forme de politique descendante, les présidents de longue date tentent de contourner les restrictions constitutionnelles sur le nombre de mandats qu'ils sont autorisés à exercer.

Tout en reconnaissant que les élites politiques et les institutions dominantes conservent leur espace dans la politique africaine, Bratton (2013) soutient que les acteurs ordinaires ne sont pas impuissants. Il ne faut pas non plus négliger leurs attitudes et comportements politiques. En votant lors d'élections compétitives, par exemple, ils détiennent dans leur domaine de compétence le pouvoir de conférer une légitimité politique aux dirigeants, institutions et régimes, ou de la leur refuser. Et en développant d'autres attributs de la citoyenneté démocratique entre les élections – comme participer à des événements publics, se joindre à d'autres pour résoudre des problèmes collectifs et contacter les dirigeants politiques – les individus peuvent accroître la probabilité de tenir les dirigeants responsables.

### **3.3. La citoyenneté dans la longue durée au Mozambique**

L'exercice des libertés, de la citoyenneté et de la participation politique au Mozambique doit être analysé à travers de sa trajectoire historique en termes de régime politique. Si nous le considérons d'un point de vue juridique et constitutionnel, nous nous rendons compte que l'implantation de la première constitution en 1975 a eu lieu dans un environnement dans lequel le pays venait d'accéder à son indépendance – un régime politique socialiste et une économie nettement interventionniste ont été installés dans la République populaire du Mozambique, où l'État a cherché à éviter

l'accumulation du pouvoir économique et à assurer une meilleure redistribution des richesses.

Le système politique a été caractérisé par l'existence d'un parti unique où le FRELIMO (en tant que mouvement politique – nom en majuscules) a assumé le rôle de leader. C'était une période qui a été suivie d'une guerre civile qui a duré 16 ans, ce qui n'a pas permis l'exercice des libertés d'un point de vue démocratique. En 1990, une autre constitution a été adoptée et peut être qualifiée comme fondatrice pour l'introduction de l'exercice politique à travers de la mise en place d'élections avec plusieurs partis politiques – insertion des règles de base de la démocratie représentative et de la démocratie participative et reconnaissance du rôle des partis politiques.

Après la libération en 1975, l'une des caractéristiques déterminantes de la création d'une citoyenneté mozambicaine à part entière était la loyauté envers le Frelimo, ainsi que l'engagement envers sa vision de l'avenir (Dinerman, 2006 ; Buur, 2010). À l'indépendance, certains groupes, notamment les membres du parti, les soldats du Frelimo et la population en générale (non pas ce que les membres de ce groupe mal défini étaient réellement, mais ce qu'ils étaient censés devenir) étaient, selon les termes de Chipkin (2007), des « citoyens nationaux authentiques », tandis que d'autres étaient suspects.

En effet, historiquement, Sumich (2013) explique que depuis l'Indépendance la direction du parti Frelimo au pouvoir a tenté d'occuper une position au-dessus de la société où elle pouvait déterminer les pratiques et les comportements en faisant en sorte qu'il puisse y avoir des citoyens loyaux et des ennemis. L'adoption de la démocratie libérale en 1990 a donné au parti le droit de définir ce qu'est un « vrai » ou un « bon » Mozambicain. Ainsi, la signification de la citoyenneté est de plus en plus un signifiant flottant. En effet, dans le Mozambique d'après l'indépendance un « étranger » était vu comme un ennemi, mais nous constatons qu'avec le temps il n'est plus clair qui a le pouvoir de définir qui est un « vrai » Mozambicain et qui ne l'est pas.

Dans une étude publiée en 2007 sur la citoyenneté au Mozambique, Shenga et al. (2007) affirme qu'il existe quatre aspects distincts de la citoyenneté : l'information

politique, l'expression, la critique à l'égard de la démocratie. Pour cette thèse, nous allons croiser les données statistiques sur la citoyenneté au Mozambique<sup>102</sup> et les entretiens, pour montrer que le profil de chaque enquêté, ainsi que la trajectoire du régime politique, jouent un rôle important pour comprendre les facettes de cette citoyenneté.

D'autant plus, nous ne pouvons pas comprendre les concepts utilisés sans prendre en compte la question du régime politique, un élément central pour analyser comme la citoyenneté est exercée au Mozambique. Nous notons que nous sommes face à un contexte où l'exercice de toute forme de participation à la vie politique doit tenir compte de ce qui est autorisé ou non par le régime en place. Ainsi, cela nous semble évidente qu'il n'est pas possible de discuter sur la citoyenneté au Mozambique sans retracer l'époque et le contexte du pays, même si cet exercice a été largement fait dans l'introduction et cadrage historique de la thèse.

La Constitution mozambicaine suggère une conception de la citoyenneté fondée sur les droits. Par exemple, au chapitre V la Constitution énonce un ensemble de droits sociaux et économiques, tels que le droit à l'éducation, à la santé, au logement, à la vieillesse, au handicap et au travail. La simple énonciation de cet ensemble de droits suggère l'idée que la citoyenneté est définie par son usufruit. Cependant, si nous abordons la citoyenneté dans la perspective de la Constitution mozambicaine, il serait très difficile d'en parler à une partie considérable de la population mozambicaine, car peu de personnes bénéficient réellement du plein exercice de leurs droits, selon le gouvernement qui est prescrit dans la « loi fondamentale ».

En analysant la trajectoire de citoyenneté au Mozambique à travers le prisme de la relation entre l'État et la société, Macamo (2017) montre qu'une culture politique fondée sur la croyance selon laquelle que l'intervention politique de l'État règle tous les problèmes de société – a favorisé une profonde hostilité à l'égard de la citoyenneté et, pour cette raison, a régulièrement amené la démocratie mozambicaine dans une situation critique. L'auteur souligne à part du conflit entre le gouvernement et la Renamo, il y a un autre conflit au Mozambique, qui est constitutif de la politique

---

<sup>102</sup> Afrobaromètre dispose de six vagues d'enquête (2002-2018) sur la démocratie, la citoyenneté et la participation politique au Mozambique.

depuis l'indépendance – sinon même depuis la période coloniale – qui s'exprime par une relation difficile entre la culture politique et la citoyenneté.

En effet, nous observons que la politique au Mozambique a été dominée par une culture politique autoritaire qui a ses racines dans le passé colonial, a été reprise par le gouvernement révolutionnaire qui est arrivé au pouvoir à l'indépendance en 1975 et a été nourrie par l'industrie du développement avec l'engagement des bailleurs de fonds. « Cette culture politique autoritaire est en relation de tension avec les droits de citoyenneté, notamment en ce qui concerne la dignité humaine et l'expansion de la liberté individuelle... » (Macamo, 2017 : 3).

Le sens de citoyenneté était ainsi inscrit dans un « État-parti »<sup>103</sup>, le Mozambique, qui coïncidait historiquement avec le territoire colonial. Elle a ainsi marqué une réappropriation d'un espace défini et rendu significatif à travers des décennies de résistance, de migrations et de stratégies de survie. En ce sens, l'État était imaginé comme un « nouvel » espace national enraciné dans des relations centenaires avec d'autres régions de l'Afrique australe et orientale, souligne Gentili (2017). Cela nous montre que la citoyenneté dépendait de la façon dont les acteurs ordinaires se rapportent à l'État. Autrement dit, s'ils étaient en désaccord avec l'État, leur propre citoyenneté était en danger.

Dans ce contexte, Macamo (2017) démontre que le Mozambique est un terrain difficile à comprendre, car il repose sur l'idée qu'un rôle dans l'histoire, c'est-à-dire la prérogative d'avoir participé à la libération de la « nation », donne à quelqu'un la capacité unique et exclusive d'interpréter la « volonté du peuple ». Le Frelimo a accepté de mettre fin à la guerre avec la Renamo, y compris l'introduction de la démocratie multipartite. Cependant, il n'a jamais abandonné son idée de la liberté qui est extrêmement hostile à l'idéal moderne de la citoyenneté. Cette réalité se manifeste par une aversion permanente aux idées contraires au parti, ce qui se traduit par la suppression de l'accès au pouvoir à ceux qui pensent différemment, à la violence

---

<sup>103</sup> Nous avons déjà expliqué la signification et l'émergence de ce concept dans l'introduction et le premier chapitre de la thèse.

physique ou même à la réprimande publique<sup>104</sup>. L'autre dimension concerne une séquence d'autoritarisme qui s'est développée et consolidée au cours des années qui ont suivi l'indépendance. Il existe un environnement politique marqué par une peur consistant à croire que les choses qui ne vont pas bien ne peuvent pas être contestées parce qu'elles peuvent être contre les intérêts du parti au pouvoir.

## Conclusion

Tout au long de ce chapitre, nous avons abordé trois concepts – la participation politique, la politisation et la citoyenneté – qui nous semblent centraux pour comprendre la thèse que nous entendons défendre, qui est liée au fait que nous considérons que l'intérêt pour la politique ne passe pas forcément par les canaux formelles, mais par des pratiques et des expériences que les analyses classiques de la science politique ne captent probablement pas, étant donné qu'elles utilisent des lentilles dont l'application est encore réduite pour un contexte qui ne trouve pas d'application effective dans le cas du Mozambique.

Tout d'abord, nous constatons que le débat sur le concept de participation politique a toujours été ancré dans une perspective d'idéal de démocratie, où il était convenu que les citoyens devaient s'impliquer dans la vie politique et contribuer au développement de la démocratie. Cela a commencé par un regard sur la dimension électoral, considérée comme la forme la plus classique de s'intéresser à la politique. Tout ce débat se situait dans une sphère géographique centrée uniquement sur les pays développés – voire occidentaux –, avec peu d'approches qui s'intéressaient sur d'autres terrains comme l'Afrique.

Cependant, dans le temps certaines études ont émergé pour illustrer qu'en Afrique il pouvait également y avoir des pratiques et des expériences de participation qui ne pouvaient pas être résumées uniquement aux modèles occidentaux de s'intéresser à la

---

<sup>104</sup> L'un des exemples les plus récents était la critique du président de la République, Filipe Nyusi, contre le chef de l'Institut national de la statistique (INE) qui a contesté publiquement les données du Conseil national des élections (CNE) qui avait attribué de nombreux électeurs dans l'une des provinces dominées par le parti Frelimo – la province de Gaza – contrairement aux données de l'INE. Les critiques de Nyusi ont abouti au limogeage du président de l'INE.

politique. D'autre part, nous avons montré tout au long de ce chapitre que notre perception de la participation politique va au-delà du vote, dans la perspective de ce que nous appelons les « nouvelles formes de participation politique ». Il a également été souligné que nous sommes face à un concept qui n'échappe pas à la critique, étant donné que son développement s'est fait de différentes manières, que ce soit dans le temps ou dans l'espace.

Deuxièmement, l'approche sur la politisation nous a permis d'aborder une notion que nous considérons comme complémentaire à la première, dans la mesure où notre thèse vise à comprendre dans quelle manière les Mozambicains en général, et les jeunes en particulier, s'intéressent à la politique. Ainsi, la politisation apparaît comme l'un des éléments de cadrage qui peuvent nous permettre de retracer cette trajectoire. Il a été possible de constater qu'il s'agit d'un concept qui ne peut être considéré comme consensuel dans sa définition, étant donné qu'il existe différentes étapes et raisons pour qu'un citoyen s'intéresse à la politique, et que cela diffère selon les pays – voire le régime politique.

Troisièmement, nous avons abordé le concept de citoyenneté dans l'objectif de surmonter précisément la dimension électoral qui, au fil des ans, semblait dominer les études sur l'intérêt pour la politique. Il était important d'encadrer ce concept car nous chercherons dans la thèse ce que nous appellerons des « nouvelles citoyennetés », des manières d'interagir avec la politique qui ne se résument pas au vote. Pour ce faire, nous avons souligné que l'analyse quantitative et les entretiens seront importants pour capter les espaces et pratiques de participation à la politique au Mozambique. Notre objectif était de comprendre l'exercice de la citoyenneté dans un contexte qui ne repose pas sur les mêmes bases d'une démocratie consolidée.

Pour conclure, ce chapitre représente l'introduction des notions qui tout au long de la thèse seront évoqués de manière récurrente, que ce soit pour un cadrage thématique ou pour contextualiser notre objet de recherche. L'un des éléments à souligner concerne la nécessité d'appliquer chaque concept à son contexte, en gardant à l'esprit que nous parlons de termes dont l'historicité ne provient pas d'Afrique. Ainsi, la nécessité de définir chaque terme s'impose, en montrant sa trajectoire et son adaptation, évitant ainsi une simple transposition des réalités.

## ***Chapitre 3 : Jeunesse(s) : à la recherche d'une ou de plusieurs définitions***

Ce chapitre introduit l'un des concepts centraux qui composent la thèse : la « jeunesse » et son rapport à la politique. Pour une meilleure compréhension, il nous semble nécessaire de discuter de ce que nous montrent les recherches sur l'objet « jeunesse et politique », mais aussi de proposer une définition de ce que nous entendons par « jeunesse ». Ainsi, nous proposons non seulement d'aborder le concept en tant que notion polysémique, mais surtout d'aborder sa relation à la politique. Nous nous intéressons, dans ce cas, à comprendre les jeunes comme acteurs qui font de la politique ou la manière dont les responsables politiques politisent les affaires des jeunes. Il s'agit d'un chapitre sur l'état de la littérature concernant notre objet de recherche – il vise à poser les bases conceptuelles de ce qui sera abordé dans les chapitres consacrés au travail de terrain et aux résultats d'enquêtes statistiques.

Ainsi, nous cherchons à comprendre comment cette définition a été construite au fil du temps dans différentes sphères géographiques, en faisant un dialogue entre la littérature largement développée dans les démocraties consolidées et la réalité particulière de l'Afrique. Notre intérêt est de faire une restitution des controverses analytiques ou même conceptuelles sur les différentes compréhensions que nous pouvons avoir de la notion de jeunesse. A la fin de ce chapitre, l'objectif central est de présenter notre propre perception, voire notre thèse, en ayant comme base fondamentale le contexte du Mozambique pour l'application du concept lui-même. En d'autres termes, la définition doit trouver un fondement dans le terrain étudié.

Notre hypothèse propose, d'une part, que les jeunes Mozambicains vivent dans une ambiguïté et une soumission face aux pratiques autoritaires du pouvoir politique dominé par le parti Frelimo, mais aussi face à leurs aînés. Ils vivent avec le désir de surmonter un contexte économique difficile, ce qui leur fait réclamer d'autres moyens pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis du pouvoir en place, mais pour l'instant sans succès remarquable à cause du contexte politique du pays.

D'autre part, ces mêmes jeunes sont dans une situation de négociation permanente avec leurs aînés, car ils sont considérés par ces derniers comme incapables de construire leur propre récit de la participation politique, étant ainsi relayés à une domination où l'âge est le principal élément de distinction entre adultes et jeunes, même si ces jeunes cherchent à trouver leur propre chemin vis-à-vis de leurs aînés.<sup>105</sup> En effet, il s'agit d'un rapport de domination, l'âge étant ici un élément de la stratification sociale. L'aîné est celui qui exerce une autorité sur le groupe. Cette hypothèse est justifiée par la trajectoire locale vécue par les jeunes avec lesquels nous avons pu interagir, mais pas seulement. Il s'agit d'une situation caractérisée par une recherche permanente pour survivre, voire une recherche de nouvelles formes d'évasion par rapport au régime politique en place.

Dans une approche centrée largement sur les pays du Nord, la notion de « jeunesse » en tant que catégorie sociale apparaît réellement dans les années 1950, après la deuxième guerre mondiale. Historiquement, nous constatons que depuis longtemps les mots « jeunesse, âge adulte et vieillesse » font partie de ce que nous pouvons appeler « cycle de la vie » (Percheron, 1989 ; Muxel, 1992). Ces études sur les jeunesses, basées surtout dans le Nord, constituent un champ de recherche à la fois diversifié, complexe et prolifique, marqué par l'hétérogénéité – voire contradiction – de la notion « jeune » (Galland, 2011 ; Van de Velde, 2015 ; Muxel, 2018). Pour Philipps (2018), « être jeune signifie quelque chose de tangible à Delhi, à Nairobi ou à Bogota, même si les dynamiques locales de chaque pays contribuent à former la perception de ce que nous appelons jeunes » (Philipps, 2018 : 77).

Il existe une controverse méthodologique quand nous étudions les jeunes, sachant qu'il faut probablement parler de la jeunesse dans sa dimension plurielle et non nécessairement au singulier, car nous abordons une frange de la population qui, bien qu'elle soit englobée dans une classe d'âge presque identifiable, a des aspirations et

---

<sup>105</sup> Cela revient à Dupont (2014) quand il affirme que « les enfants et les jeunes sont de plus en plus considérés comme des acteurs sociaux à part entière et ne sont pas seulement des êtres en devenir sous la dépendance d'adultes. Les jeunes ne veulent plus seulement s'approprier un rôle pensé par les adultes ou les institutions mais ils veulent se construire par des expériences qui laissent une place beaucoup plus grande à l'auto-définition de soi » (Dupont, 2014 : 27). Nous considérons que cette citation explique une volonté des jeunes d'être les acteurs de leur propre destin.

des trajectoires de vie très différentes – c’est un collectif diversifié – très varié. La sociologie de la « jeunesse » n’a cessé de démontrer qu’il n’existe pas de définition consensuelle de la catégorie « jeunesse » (Mauger, 2010), que cette catégorisation est tributaire de représentations voire de stigmatisations (Gauthier 2008). En outre, cette notion se caractérise par une grande variété tant dans leurs contenus que dans leurs objectifs, leurs méthodes et leurs populations cibles (Becquet et al., 2012).

D’une part, il faut se demander dans quelle mesure cette catégorie fait sens, pour qui et dans quels contextes ? D’autre part, la mise au pluriel de la catégorie a-t-elle un impact ou n’est-elle qu’un effet de langage ? Cette richesse de significations a fait émerger des notions au singulier, mais aussi au pluriel. Nous parlons ici de cette distinction entre « jeunesse » et « jeunesses », qui tout au long de ce chapitre sera discutée avec d’autres concepts tels que le cycle de vie, la socialisation et la génération. Nous comprenons que parler de la jeunesse nous amène à une dimension plurielle du terme, étant donné qu’il n’existe pas une seule façon de définir ce que signifie la « jeunesse ».

Nous adoptons dans ce chapitre la dimension plurielle du concept, parce que notre compréhension de la « jeunesse » comprend d’une part sa dimension sociale (du point de vue de la socialisation), sa dimension économique (comment ils vivent), sa dimension politique (quelles relations ils établissent avec les acteurs politiques) et sa dimension biologique (en tant qu’individus d’une certaine tranche d’âge). Notre approche n’est pas le fruit du hasard. En effet, Dupont (2014 : 21) avait déjà demandé si « nous pouvons parler de la jeunesse qui désigne un universel de l’humanité ou des jeunesses dans leur grande diversité culturelle, sociale et institutionnelle dans le temps (histoire) et dans les espaces (pays, territoires) ». Ces questions montrent combien il est difficile de trouver un consensus sur la définition de « jeunesse ».

Pour Bono (2013), les problèmes classiques de définition de la « jeunesse », sont généralement articulés autour de la difficulté de choisir une catégorie qui indique à partir de quel moment et jusqu’à quand nous pouvons considérer les individus comme jeunes, parce qu’ils sont largement influencés par une manière typiquement paternaliste de définir les rapports sociaux inégalitaires. Comme souligne Prost (1993 : 29) « la jeunesse est le résultat d’une organisation sociale des âges de la vie,

organisation qui détermine le calendrier et les modalités de passage d'un âge à un autre, en même temps que les rôles d'âge, c'est-à-dire les comportements considérés comme normaux de la part des jeunes et attendus comme tels par tous les membres de la société, qu'ils soient du même âge, plus jeunes ou plus vieux »

Nous soulignons cette définition parce qu'elle correspond à notre vision de la « jeunesse ». Elle montre qu'une dimension biologique ou temporelle ne suffit pas, il faut regarder ce que ces jeunes font et vivent au quotidien, raison pour laquelle Dupont (2014) soulignait que les jeunesses se caractériseraient actuellement plus par leurs expérimentations de nouvelles règles de vie. Pour l'auteur, « la période de jeunesse ne serait ainsi plus considérée comme une étape, mais comme un processus de construction longue qui vient en partie se superposer à celui des adultes » (Dupont, 2014 : 25). Face à ce registre, au moins trois manières de mettre en récit se distinguent, selon des modalités différentes de promotion sociale : présenter les jeunesses comme l'expression de l'avant-garde, comme la population dynamique par excellence, et comme une phase de la vie dont la durée reste indéfinie. D'autant plus que « la jeunesse » désigne un âge de la vie différencié des autres âges (enfance, adulte, vieillesse), et que le « jeune désigne la personne caractérisée par les attributs distinctifs des jeunesses » (Peatrik, 2020 : 7).

Ces catégories ne sont cependant ni universelles, ni naturelles, et c'est précisément autour de ces aspects que se forme une partie des problèmes analytiques sur le concept. En fait, une des questions à se poser sur la notion de « jeunes » est liée à la dimension non consensuelle de sa définition, que ce soit en Occident (Galland, 2009 ; Dupont, 2014 ; Chevalier, 2018) ou en Afrique (Honwana, 2012 ; Gomez-Perez et al. 2012). D'une part, la dimension anthropologique et sociologique constitue un élément clé pour analyser « la jeunesse » (Abbink, 2004) et d'autre part l'âge est considéré comme l'élément de sa différenciation (Charte africaine de la jeunesse, 2006). Pour l'Organisation des Nations unies (ONU, 1985), les jeunesses « représentent la fraction de la communauté qui se situe entre la fin de l'enfance et le début de l'âge adulte, c'est-à-dire ceux que la communauté considère comme ses jeunes ». Il s'agit toutefois d'une définition vague, comme nous le verrons tout au long de ce chapitre.

Ce chapitre est composé de trois sections. Nous discuterons tout d'abord de la littérature en lien avec les interprétations des jeunesses, car il s'agit d'un concept controversé qui ne recueille pas de consensus selon les différents contextes. En fait, nous constatons que ce concept a connu une trajectoire différente selon les contextes – voire les pays, raison pour laquelle notre premier intérêt est de l'aborder de manière large, sur la base des études de la littérature sur le concept, en soulignant le fait qu'il s'agit d'un concept qui peut avoir une dimension sociale, anthropologique ou même historique. Pour cette section, la discussion portera sur la notion de « jeunesse » et de son application dans des sphères géographiques qui ne s'appliquent pas complètement en Afrique. Nous proposons, en fait, une discussion plus conceptuelle. Également, nous allons aborder l'évolution historique des jeunesses dans le continent africain. Dans cette section, notre objectif sera de comprendre comment ce concept a évolué sur le continent, de la colonisation, en passant par les luttes pour les indépendances jusqu'à la phase « post-conflit »<sup>106</sup>.

Ensuite, la deuxième section abordera d'autres concepts telles que la socialisation, la génération et la classe d'âge. En suivant cette trajectoire des concepts, une approche particulière sera faite des cadets sociaux, des références centrales tout au long du chapitre, pour comprendre les relations de domination qui se sont établies sur le continent africain entre les aînés et les jeunes. Une réalité qui, bien qu'existant en Occident, n'a pas les mêmes trajectoires, voire les mêmes dynamiques historiques.

Dans la troisième section, nous allons présenter le cas spécifique du Mozambique pour montrer comment le concept des jeunesses a été socialisé dans le pays, mais aussi comment il est ou a été politiquement construit au fil des ans. L'approche sera de discuter des jeunesses du point de vue de l'évolution du régime politique lui-même, car la manière dont le pouvoir a été configuré au fil des ans a également déterminé la vision que nous pouvons avoir des jeunes au Mozambique. Dans le même ordre d'idée, cette section permettra une transition vers les chapitres suivants, qui visent essentiellement à discuter de cette relation entre les jeunes et la politique, des trajectoires et des ambiguïtés, à partir du travail de terrain et des données statistiques.

---

<sup>106</sup> Il s'agit d'une époque où après avoir acquis leur indépendance, de nombreux pays ont été impliqués dans des guerres civiles, causées par des désaccords entre les acteurs politiques internes. Ce fut le cas au Mozambique entre 1976 et 1992.

# 1. Controverses théoriques d'une définition polysémique

Le concept de « jeunesse » regroupant l'enfance et l'adolescence est empiriquement construit, ce qui explique la difficulté de sa construction en tant qu'objet théorique et méthodologique. Sur le plan théorique, la jeunesse est un concept multidimensionnel. Elle renvoie à une pluralité de définitions et de cadres de référence (Galland, 2009). Ceux-ci peuvent être biologiques, psychologiques, sociologiques et culturels entre autres. Si nous nous appuyons sur la dimension biologique, nous prenons en considération les diverses transformations biologiques et physiques visibles à partir d'une observation faite sur l'individu. La dimension psychologique intègre, en revanche, des considérations affectives et émotionnelles telles que l'insouciance, l'inexpérience, la spontanéité, la vivacité qui déterminent cet âge de la vie (Sene, 2008). Or, les approches sociologique et culturelle trouvent leur pertinence dans l'exploitation des données issues des études démographiques. D'après celles-ci, les jeunesses sont définies en termes de génération, de cohortes, de groupes, mais également en fonction du statut et du rôle que chaque société confère à ses jeunes.

Parler des jeunesses est un exercice qui invite à revisiter l'historicité du concept pour comprendre son évolution dans le temps. En France c'est Edgar Morin qui a marqué le débat sur la « jeunesse » à partir d'une approche adaptée à l'analyse des transformations rapides de la société. En refusant cette perspective, Bourdieu (1980) a présenté deux conceptions des jeunesses. La première consistait à n'entreprendre qu'une lecture idéologique de la jeunesse comme une catégorie « manipulée et manipulable ». Ses définitions et ses limites sont analysées comme l'enjeu et le résultat de luttes de pouvoir et de « classement » entre les générations ; la seconde, sans nier ces manifestations, a abandonné, au moins provisoirement, l'approche culturaliste pour concevoir d'abord les jeunesses comme un passage entre les âges qui l'encadrent, voire les jeunesses comme « âges de la vie ».

Muxel (2011) affirme, de son côté, que le temps de la jeunesse s'est allongé et circonscrit un véritable nouvel âge de la vie. Selon l'auteur, « c'est plus près de la

trentaine que de la vingtaine que l'on obtient les conditions d'une autonomie adulte, et notamment lorsqu'on a un emploi stable et correspondant à sa formation » (Muxel, 2011 : 13). C'est dans ce temps de transition, marqué par des expériences de plus en plus complexes et par beaucoup d'incertitudes, que les jeunes font leurs apprentissages politiques, leurs premiers pas de citoyens actifs et expriment leurs premiers choix politiques. Par exemple, l'âge de 18 ans marque l'accès au droit de voter dans plusieurs pays, dont le Mozambique. Nous pouvons ainsi définir la « jeunesse » :

La jeunesse est à la fois âge et passage : elle constitue un âge de la vie marqué par le passage de l'adolescence vers l'âge adulte. Âge des possibles et des expérimentations, âge des engagements et des choix, la jeunesse est une période d'apprentissage des responsabilités, d'accès à l'indépendance matérielle et de construction identitaire de l'autonomie.

Bernard Roudet (2012 : 3).

Mais cette définition n'est pas suffisante. Ainsi, Dupont (2014) observe que définir les jeunesses, c'est d'abord évoquer la dimension biologique et culturelle de ce temps de vie. En fait, l'auteur montre que « définir des jeunes, c'est les appréhender tout à la fois du point de vue de leur groupe générationnel et de leur groupe social, de leur groupe ethnique et de leur groupe généré. Ces approches sont à notre avis indissociables » (Dupont, 2014 : 22). Cela nous montre à quel point il devient complexe d'englober plusieurs dimensions pour obtenir une définition complète.

Marmone (2020) montre qu'en ethnologie et en anthropologie et dans d'autres sciences sociales, le premier réflexe consiste à se demander si ces désignations, jugées universelles, s'accordent avec le contexte étudié. Pour l'auteur, la population considérée peut ne pas se contenter de la simple opposition jeune/vieux pour appréhender le contexte, les personnes et les statuts sociaux, ou encore discuter la conception des âges de la vie. Cela montre que la définition des jeunesses dépasse même une considération des mots – c'est une construction à la fois étymologique, mais aussi pratique. Comme souligne Bordes (2017 : 1), « pour interroger la notion de jeunesse, il faut d'abord s'interroger sur sa définition ou son indéfinition, c'est-à-dire, prendre en compte ce qui précise la notion de jeunesse, mais aussi ce qui la rend

floue ». En d'autres termes, la complexité d'une définition participe à une compréhension plus large de l'objet étudié.

Dans l'Histoire, nous avons observé que la délimitation entre la « jeunesse » et l'adolescence est souvent incertaine même si dans les sociétés européennes, cette catégorie de jeunesse est plus clairement identifiée. En fait, comme montre Galland (2009), c'est au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec la naissance en Europe de la famille moderne, que la séparation des générations prend sens, puisque la jeunesse devient l'âge de l'éducation et de la préparation à l'âge adulte. Le même auteur avance que les années 1960 voient la constitution du sentiment d'appartenance de l'adolescence à une catégorie d'âge qui institue la « jeunesse » (Bordes, 2017).

Encore dans l'optique de l'évolution historique, Galland (2009) explique également que la notion de « jeunesse » ne prend en effet une certaine consistance sociale qu'à partir du moment où se prolongent ces temps de passage qui définissent une position sociale incertaine – « la jeunesse n'est pas de tous les temps, elle est une invention sociale, historiquement située, dont les conditions de définition évoluent avec la société elle-même » (Galland, 2009 : 5). En fait, nous observons que la « sociologie de la jeunesse » n'a cessé de démontrer qu'il n'existe pas de définition consensuelle de la catégorie « jeunesse » (Mauger, 2010), montrant que cette catégorisation est tributaire de représentations, voire de stigmatisations (Gauthier, 2008).

Comme la catégorie analytique sus-mentionnée, « jeunesse » ne peut appréhender l'ensemble de la diversité du phénomène. Ainsi, il nous semble difficile de développer des théories concrètes et de réduire cette controverse qui caractérise le débat actuel. De fait, un des problèmes qui se posent quand nous étudions la « jeunesse », c'est de comprendre de quel objet nous parlons. D'autres auteurs avancent que cette notion n'existe pas au singulier – nous devons parler des jeunesses au pluriel, tandis que d'autres défendent que la « jeunesse n'est qu'un mot » (Bourdieu, 1978). Ce flou conceptuel de la jeunesse a eu des effets néfastes sur l'étude de cet objet. Il est relativement admis, selon Bourdieu, que derrière cette catégorie homogénéisante se cache des modes de vie et des rapports au monde sensiblement différents (Dubet, 2018).

Même si la vision de Dubet (2018) ne s'applique qu'au cas de la France ou des pays ayant la même trajectoire, nous considérons qu'elle peut être un bon point de départ pour comprendre la trajectoire sociale et le parcours des jeunes qui nous intéressent pour cette thèse, étant donné que, selon les trois villes où nous avons effectué le travail de terrain, il existe un contexte spécifique, et que nous ne pouvons pas comparer de la même manière un jeune de Maputo, de Beira et de Nampula. En effet, nous observons que cette trajectoire aura une influence sur la manière dont ces mêmes jeunes s'intéressent à la politique ou font leurs choix en termes de vote, ce qui révèle des inégalités d'ordre social et politique.

### **1.1. Quels critères, pour quelles jeunesses en Afrique ?**

La « jeunesse africaine », figure familière du répertoire médiatique et de l'espace public, a une histoire qui remonte au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Identifiés dès les années 1920 dans la personne du jeune « détribalisé » prompt à menacer la prééminence des anciens et à troubler l'ordre colonial (D'Almeida-Topor et al. 1992 ; Burton et Charton-Bigot 2010), les jeunes et « la jeunesse africaine » prennent leur essor dans l'imaginaire politique postcolonial, à mesure que surgissent les crises bien diverses qui ébranlent les États indépendants, avec en toile de fond l'accroissement de la population et ses effets controversés, mais manifestes. En fait, les jeunes sont d'abord une catégorie démographique et relèvent d'une réalité statistique.

La diversité des critères définissant les jeunesses, d'une société à l'autre, ainsi que la flexibilité des limites entre les catégories d'âge, ne facilitent pas une approche qui peut être définie comme consensuelle. Peatrik (2020) montre que cette réalité n'est pas nouvelle, parce que l'âge de l'état civil était toujours considéré comme la première dimension — celui du nombre d'années écoulées depuis la date de naissance — cet âge caractérise qui est jeune et qui ne l'est pas dans le continent, au même titre que les autres âges sont d'abord pensés en termes des relations avec les autres : nous sommes plus âgés ou moins âgés que la personne considérée. Pour l'auteur, cela permet de mieux aborder une deuxième dimension, qu'elle appelle « la composante catégorielle des jeunesses et sa temporalité » (Peatrik, 2020 : 7). En fait, en ce qui concerne l'Afrique, la définition se complexifie d'autant plus qu'un certain nombre de

sociétés sont les classes d'âge – définie comme l'ensemble des individus d'une population déterminée dont l'âge est compris entre des limites données<sup>107</sup>.

Ces dernières ont été, en partie, remises en cause par la colonisation européenne. Les rites d'initiation ont parfois été perturbés par la croissance de la population, le développement de centres urbains ou la diffusion de la scolarisation (Bois, 2016 : 13). Sur le plan socio-anthropologique, en Afrique, la société est fondée en grande partie sur la séniorité. Néanmoins, ces conceptions et ces pratiques se sont beaucoup transformées en raison de paramètres inhérents à la modernité et au développement des sociétés (Cissé et al., 2021).

Plusieurs études démographiques sont menées sur « la jeunesse » en Afrique, avec des approches catastrophistes ou optimistes<sup>108</sup>. Dans ce contexte, nombre de sociétés en Afrique ont été contraintes à des reconfigurations majeures, sur les plans démographique, politique, médiatique, culture et religieux. En fait, comme souligne Peatrik (2020), les jeunes et « la jeunesse » en Afrique demeurent des objets de connaissance mal identifiés – nous ne savons pas comment les définir, ce qui rend notre travail plus complexe. Beyala (2012) explique qu'« en Afrique, la notion de jeunesse crée de nombreuses polémiques. Dans des pays où l'espérance de vie des populations excède difficilement la cinquantaine, on ne saurait relativiser le concept de la jeunesse en Afrique à la perception occidentale où l'espérance de vie moyenne oscille autour de soixante-dix et quatre-vingts ans ». Cela montre à quel point la connaissance du contexte devient cruciale pour ce que nous entendons par « jeunesse ».

---

<sup>107</sup> Selon Barou (2020 : 127), « les associations de classe d'âge constituent un phénomène très répandu dans toute l'Afrique subsaharienne. Ces associations informelles, qui regroupent des personnes ayant moins de cinq années de différence d'âge, n'existent la plupart du temps que chez les hommes, mais parfois aussi chez les femmes. Garçons et filles sont alors intégrés dès l'enfance dans des classes d'âge différentes, mais correspondantes et alliées ». Cela montre que la définition de l'âge sur le continent peut varier d'un pays à l'autre, mais aussi selon le sexe. Cela peut avoir un impact évident sur la manière dont est compris le rôle des jeunes en politique sur le continent, qui est souvent attribué uniquement aux garçons.

<sup>108</sup> En 2002, le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) a créé son Institut d'études sur l'enfance et la jeunesse. En 2003, l'African Studies Association (ASA) a fait de « l'Afrique jeune au 21e siècle » le thème fédérateur de sa réunion annuelle.

Contrairement aux sociétés occidentales pour lesquelles existe, depuis longtemps maintenant, une « sociologie de la jeunesse » (Galland, [1991] 2011 ; Van de Velde, 2015), il n'y a rien d'équivalent pour la « jeunesse africaine », même si quelques auteurs ont essayé de montrer le contraire (Honwana, 2012). Dans ce contexte, Peatrik (2020 : 4) a abordé la question des limites d'âges, mais aussi de la différenciation de la « jeunesse » et du passage à l'âge « adulte », même si cette étape n'est pas automatique ou exonérée de tensions, raison pour laquelle d'autres auteurs vont proposer une analyse des jeunes par « vital conjunctures »<sup>109</sup>, une approche complémentaire pour contribuer à une socio-anthropologie des jeunes.

Il en ressort que la perception des jeunes est basée sur ce qu'ils représentent dans la société, mais surtout par rapport à leurs aînés, raison pour laquelle nous allons revenir plus tard sur la discussion des cadets sociaux. Dans un autre axe d'analyse, nous constatons que le terme d'« organisation de jeunesse », en Afrique peut être considéré dans un autre sens pour le contexte occidental. Pour celui-ci, le terme de « jeune » s'applique en règle générale aux moins de 25 ans (l'intervalle 18-25 ans souvent), à l'extrême rigueur aux moins de trente ans.

En Afrique, et d'une manière générale, dans toutes les sociétés plus ou moins marquées par l'organisation en « classe d'âge », l'emploi du terme « jeunes » s'entend communément par opposition à « aînés ». Il concerne les hommes dans la force d'âge (ceux qui, naguère, fournissaient les combattants), par opposition aux « anciens » qui détiennent avec l'âge, l'autorité. La « jeunesse » ainsi comprise peut s'appliquer longtemps, jusqu'à quarante ans, voire au-delà. En d'autres termes, dans ces sociétés, la qualité de « jeune » ne procède pas seulement d'une question d'« âge », au sens de l'âge calendaire calculé en nombre d'années depuis la date de naissance comme en Occident, mais relève d'abord de ce que l'individu fait ou a le droit de faire sur la base de son affiliation avec les autres et à un statut d'âge, même si D'Almeida-Topor

---

<sup>109</sup> L'anthropologue Jennifer Johnson-Hanks (2002) définit la « conjuncture vitale » comme « une zone de possibilité socialement structurée qui émerge autour de périodes spécifiques de transformation potentielle dans une ou plusieurs vies » (2002 : 871). Elle propose ce concept comme une approche conceptuelle alternative à l'approche des « étapes de la vie ». Les conjunctures vitales peuvent être marquées par des événements tels que l'obtention d'un diplôme, le mariage ou l'immigration. Si nous prenons l'exemple de l'obtention d'un diplôme, trouver un premier emploi peut s'avérer difficile, voire impossible pour certains, en fonction de facteurs tels que le type d'éducation et la situation du marché du travail.

(1992) croyait que la « jeunesse africaine », avait un potentiel révolutionnaire grâce à son poids démographique, ce qui lui donnait un espace stratégique au sein de la société, en lui réservant une place de choix dans les discours et les pratiques politiques des États africains depuis les indépendances.

Comme nous l'avons montré dans la section précédente, nous comprenons que cette réalité peut expliquer pourquoi, dans un premier temps, les jeunes ont été considérés comme des acteurs cruciaux pour les indépendances en Afrique, avant d'être pratiquement écartés après quelques années par les responsables politiques. Dans un contexte d'apparente confrontation entre les aînés et les jeunes, le jeune en est souvent réduit à construire son identité contre les communautés et le groupe plutôt qu'à partir d'eux. En d'autres termes, les jeunes sont dans une résistance pour prouver à leurs aînés qu'ils peuvent être importants dans la société, étant donné qu'ils subissent de la méfiance permanente ou même du mépris de leurs aînés, voire de leurs familles.

Dans le même ordre d'idée, Diouf (2011 : 2) souligne que le regard porté sur la « jeunesse » est largement influencé par les conjonctures dans lesquelles il se déploie et les objets d'observation qu'il se donne à regarder et à mettre en ordre, entre la conformité ou la non-conformité aux assignations idéologiques, sociales, économiques – qu'elles se réfèrent ou non aux traditions et les diverses formes de modernités, proposées sur le marché du développement. Ainsi, être jeune en Afrique pose la question de savoir comment ces mêmes jeunes peuvent contribuer au respect et à l'autonomie vis-à-vis des les aînés.

C'est la raison pour laquelle « être jeune ne renvoie plus à l'âge, mais à la condition de dépendance et l'absence d'autonomie vis-à-vis de la famille, de la communauté ou de l'État » (Diouf, 2011 : 2). Cette vision montre qu'un des critères pour établir une définition possible des jeunes en Afrique est l'appartenance à leur propre famille, puisque les jeunes naissent, grandissent et s'émancipent dans un espace où ils apprennent non seulement à respecter les adultes, mais surtout à accepter la domination que leur est imposée par le fait de leur âge.<sup>110</sup>

---

<sup>110</sup> Moreau (2010) montre que pour l'Europe le passage à l'âge adulte a abandonné le modèle traditionnel qui voyait s'opérer trois passages simultanés : départ de la famille d'origine, entrée dans la vie professionnelle, formation du couple. Ce modèle traditionnel a été remis en cause par

Cette tendance est typique de l’Afrique lorsque nous parlons des cadets sociaux, un thème que nous aborderons dans la section suivante pour comprendre comment les jeunes font face à cette situation, quelles contradictions, quelles stratégies et quelles relations sont établies. Nous ne pouvons pas négliger que de nombreuses définitions envisagent les jeunes dans leur dimension masculine, notamment lorsque la force physique est prise comme élément central, mais comme le montre Dupont (2014 : 22) « les jeunes appartiennent dans le même temps à différentes classes sociales. Ils vivent selon des conditions de vie très contrastées et des liens intergénérationnels parfois compliqués du fait d’anciens repères de classe qui s’affaiblissent progressivement ». Dans ce contexte, il faut penser aux jeunes à partir de leur appartenance à un groupe genré et à un groupe qui peut être d’une origine culturelle différente de celle du pays d’accueil.

Pour Weiss (2020 : 4 ), la « jeunesse » caractérise un période de la vie marquée par la reproduction sociale, mais aussi par le processus d’autonomisation vis-à-vis des déterminismes familiaux, est un moment où se jouent les classements sociaux. C’est dans ce contexte que de nombreuses recherches se sont données pour tâche de montrer en quoi la vie des jeunes se construit via la production sociale de hiérarchies fondées sur des critères aussi divers que le genre – socialisation masculine (Bertrand et al., 2015) et socialisation féminine (Rubi, 2005).

A partir de ce constat émerge une critique vis-à-vis des jeunes femmes, parce que nous sommes confrontés à une discussion des jeunesses sur les garçons. Au même temps, cela nous renvoie à Bertrand (2015 : 18) qui parle des « socialisations masculines », pour montrer qu’il faut tenir ensemble l’analyse des rapports sociaux de classe et de genre, parce que les désignations de ce qui signifie « masculin » et de ce qui est « féminin » varient en effet au sein de l’espace social, et elles sont en outre des enjeux de luttes sociales et symboliques à l’intérieur de cet espace. Dans une autre

---

les évolutions récentes : allongement des études, précarité professionnelle, formation plus tardive des couples. L’âge de franchissement des étapes est retardé et les seuils ne coïncident plus entre eux : par exemple, le moment du départ de chez les parents ne signifie plus la formation du couple. Nous assistons à une autonomisation par expériences, par va-et-vient, entre famille d’origine et logement autonome, entre formation et expérience professionnelle, entre vie conjugale et célibat. La situation d’entre-deux où la personne n’est « ni enfant - ni adulte » se prolonge dans tous les pays (Moreau, 2010 : 79).

dimension, Abbnik (2005) résume la « jeunesse » en deux axes. D'une part, la dimension sociologique fait référence à certaines personnes d'une trentaine d'années n'ayant pas terminé leurs études, sans emploi et n'étant pas en mesure d'élever une famille – ils ont un mode de vie défini par la pauvreté et la privation.

D'autre part, la dimension biologique qui évalue leur jeunesse à l'âge. En Afrique, beaucoup de ces personnes ont dû retarder leur entrée dans l'âge adulte : elles se sentent exclues. Il s'agit d'une référence conceptuelle que nous aide à contextualiser le concept « jeunesse », dans la mesure où nous considérons que pour comprendre les jeunes il faut faire une association de différentes dimensions. Par exemple, Honwana (2012) défend « la jeunesse » comme un concept anthropologique – une construction – pour affirmer que les jeunes d'Afrique sont les *waitwoods*<sup>111</sup> – une période de suspension prolongée entre l'enfance et l'âge adulte, parce que la transition des jeunes vers l'âge adulte est devenue incertaine et les jeunes doivent improviser leurs moyens de subsistance.

En effet, dans des nombreux pays africains, y compris le Mozambique, les jeunes correspondent formellement à la période de 15 à 30/35 ans et sont généralement perçus comme en marge des processus sociaux, économiques et politiques, et jouent souvent un rôle social peu prometteur. Dans cette non-homogénéité conceptuelle, nous constatons que parler des jeunes suppose l'adoption d'un principe de précaution, parce que la plupart du temps nombre de diagnostics rendus par la recherche adoptent les biais de la déploration par rapport les jeunes<sup>112</sup>.

Après ces fondements sur la perception des jeunesses, il nous semble important de souligner que dans le contexte africain en général, et mozambicain en particulier, elle dépend souvent de la « négociation » faite sur l'âge, entre adultes et jeunes. Ainsi, la sous-section suivante a pour objectif de prolonger ce débat en considérant le cas de l'Afrique e ses trajectoires historiques et politiques.

---

<sup>111</sup> Dans le cas contraire, cela nous fait penser à Muxel (2011), quand affirme que le temps de la « jeunesse » s'est allongé et circonscrit un véritable nouvel âge de la vie, en disant que c'est plus proche de la trentaine que de la vingtaine que nous obtenons les conditions d'une autonomie adulte, et notamment lorsque nous avons un emploi stable et correspondant à sa formation.

<sup>112</sup> Cette vision est également présente en Occident, où les jeunes sont considérés à plusieurs reprises comme désintéressés par la politique.

## 1.2. Jeunes, trajectoires et parcours politiques en Afrique

Cette sous-section cherche à discuter de la conception des jeunesses en Afrique, tout en considérant l'historicité depuis la période coloniale, même si nous admettons avant cette période il y avait d'autres moments historiques. Le choix de la période coloniale est justifié par le fait qu'au fil des ans, ils ont été considérés comme des acteurs clés pour les indépendances, entre les années 1960 et 1970. En effet, notre intérêt sera de donner une dimension plus générale, sans toutefois discuter du cas du Mozambique, puisque ce débat est réservé à la troisième section de ce chapitre. D'Alemeida (1992) montre qu'en Afrique il existe une démarche commune traitant des jeunes dans la lutte anticoloniale. Cette démarche se traduit par une interrogation déclarée ouvertement ou dissimulée dans les discours, sur la possibilité pour les jeunes d'exercer au cours d'une longue durée une action politique indépendante, qui n'est pas dominée par les politiciens.

Dans ce contexte, dans les sociétés coloniales, à la veille des indépendances où les jeunes étaient considérés par les acteurs politiques à la fois comme objets d'influence, de domination, de contrainte, comme personnes à gagner et à manipuler, nous avons pu construire un espace pour les jeunes à conquérir et à construire. C'est dans cette dimension que Van Gyampo (2019) montre qu'à l'époque précoloniale, les systèmes politiques africains étaient généralement organisés autour de l'âge adulte, l'autorité étant conférée aux chefs de famille ou de clan et aux chefs qui gouvernaient avec l'aide des conseils des anciens, même si cela nous semble difficile d'homogénéiser le rôle des jeunes sur tout le continent africain, car il y avait une diversité d'organisation sociale du pouvoir.

Dans ces sociétés gérontocratiques<sup>113</sup>, les jeunes – définis comme les moins capables de participer à la vie politique du pays par leurs aînés – acceptaient des rôles sociaux, politiques et économiques subordonnés au sein d'institutions fondées sur le respect de la règle, des opinions et des conseils du chef et des personnes âgées (Awoonor, 1990). En particulier, les jeunes étaient employés comme main-d'œuvre dans les fermes familiales et dans d'autres entreprises économiques (Amanor, 2001) et, par le biais

---

<sup>113</sup> Forme de domination traditionnelle, dénuée de toute direction administrative et assurée par les plus vieux.

des associations d'âge, les jeunes hommes étaient responsables de la défense et des services publics au sein des communautés traditionnelles.

Si les jeunes ne participaient généralement pas à la prise de décision dans les sociétés traditionnelles, ils avaient un sentiment d'appropriation de ces décisions et participaient à leur mise en œuvre. Cette perspective nous semble importante dans la mesure où le pouvoir politique dans de nombreuses sociétés africaines se fait sur la base du respect, pas nécessairement en respectant la décision, mais en fonction de l'âge. Lors de la rencontre avec le colonialisme, le développement d'organisations interethniques, telles que les guides, les scouts et la Croix-Rouge, était lié à l'influence de la christianisation et de l'éducation formelle. Les premières étapes vers l'institutionnalisation de ces groupes de jeunes ont été timides. Les guides, les scouts et les autres groupes n'ont pas eu de rôle social et politique significatif durant leurs premières années pendant la colonisation.

La Seconde Guerre mondiale a cependant donné une impulsion à l'expansion des organisations des jeunes en Afrique, liée au processus de décolonisation, où les jeunes devaient s'engager comme combattants pour la libération de leur pays. Parmi les nouvelles organisations de jeunesse créées, on trouve l'Association chrétienne des jeunes hommes, l'Association chrétienne des jeunes femmes et l'Organisation de la jeunesse catholique. La vision coloniale des jeunes était nécessairement ambivalente. La période de la conquête et de la résistance est avant tout celle des jeunes hommes, car ce sont eux qui, en uniforme ou non et dans les deux camps, se battent et espèrent les récompenses. Les États coloniaux se sont alors développés en exploitant leurs énergies, en tant qu'*askaris*<sup>114</sup> en uniforme et petits fonctionnaires dans la bureaucratie coloniale, en tant que catéchistes, prêtres et enseignants et en tant qu'ouvriers construisant une infrastructure économique moderne.

Mais leur donner de l'autorité, du pouvoir économique et, surtout, de l'espace avait ses inconvénients : « l'arrogance des jeunes, souvent alphabétisées et habillées à l'occidentale, menaçait de provoquer l'antagonisme des puissants parmi ceux qui

---

<sup>114</sup> Un askari (du swahili et de l'arabe عسكري 'askarī, signifiant soldat, ou militaire) était un soldat local servant dans les armées des puissances coloniales européennes en Afrique, en particulier dans les Grands Lacs africains, en Afrique du Nord-Est et en Afrique centrale.

contrôlaient encore les ressources de la terre, du travail et de la légitimité dont dépendaient les États coloniaux » (Waller, 2006 : 78). Ceci renvoie au travail de Diouf (2003) qui note que les jeunes en Afrique sont engagés dans « la remise en cause radicale du discours nationaliste, de son imaginaire et de la totalité de ses textes ». Ils ont « adopté des voies irrégulières et des pratiques dissidentes et non conventionnelles qui les transportent vers des mondes où l’Afrique est soit absente, soit ignorée ».

Pour Diouf (2003), les jeunes recherchent « la constitution de l’individualité en marge du groupe ethnique, de la citoyenneté et de l’État ». Ils rejettent « le passé des ancêtres, les traditions et l’État », même si Waller (2006) considère qu’au cœur de l’ambivalence du colonialisme se trouve une contradiction qui devient de plus en plus apparente à mesure que le colonialisme lui-même se développe. Seule la coopération des jeunes et leur transformation en citoyens productifs et responsables offrait un avenir au colonialisme. Cela exigeait des institutions de socialisations modernes – écoles, organisations de jeunes, services sociaux et, si nécessaire des organismes pénitentiaires. Cela montre que l’approche des jeunes en Afrique se nourrit d’une vision les considérant comme des acteurs clés pour lutter contre le colonialisme.

Les expériences de conversion, d’éducation et de migration ont donné aux jeunes la confiance et les ressources nécessaires pour défier l’autorité de leurs aînés, sapant ainsi l’alliance entre le colonialisme et la « tradition ». Willer (2006) suggère que la défiance des jeunes pendant la période coloniale était due au fait que les anciens ont continué à détenir la plupart des privilèges pendant toute la période coloniale. Ils contrôlaient le mariage, l’accès à la terre, l’éducation, l’emploi, et les connaissances sociales dont les jeunes avaient besoin pour survivre et prospérer. Cependant, après l’époque coloniale, Diouf (2005) souligne, dans une autre perspective, que la faillite de l’entreprise nationaliste de développement se manifeste dans la crise économique persistante depuis les années 70 et les ajustements économiques et idéologiques qui ont accéléré les migrations vers les villes et l’Occident.

En d’autres termes, les jeunes d’Afrique ont commencé à être considérés comme ceux qui, après avoir lutté pour la libération de leur pays, se sont tournés vers la recherche de nouvelles opportunités en dehors de leur propre pays. Une réalité qui est encore

constatée avec les migrations de masse, même s'il s'agit surtout d'un phénomène concernant certains jeunes situés dans des pays géographiquement proches de l'Europe. Dans cette nouvelle conjoncture, non seulement les jeunes perdent le statut prestigieux que leur avaient attribué les mouvements indépendantistes dans sa phase ascendante, mais ils ne représentent plus la priorité nationale. Pour nous, cette explication est importante dans la mesure où elle nous aide à illustrer les métamorphoses que nous pouvons décrire concernant les jeunes au Mozambique.

D'un côté les jeunes étaient considérés comme des acteurs centraux de l'indépendance, de l'autre côté, ils suscitent la méfiance permanente des personnes âgées, les excluant sous prétexte qu'ils n'étaient pas capables de reconnaître la valeur de l'indépendance. Mais c'est contradictoire car avant, ce sont ces mêmes jeunes qui étaient appelés à libérer leurs pays et dans l'actualité, ils sont considérés comme politiquement incapables par leurs aînés. Dans une autre dimension, Waller (2006) souligne que le régime colonial a hérité des préoccupations de l'âge, mais a modifié le débat entre les générations de deux manières particulières : en modifiant la structure des possibilités qui rendaient les jeunes patients et leurs aînés plus tolérants et en proposant de nouveaux modèles de comportement responsable qui, d'une certaine manière, ne tenaient pas compte du passé.

Au premier rang de ces modèles figurent les idéaux d'une masculinité productive, canalisée par le travail et rendue responsable par les obligations du mariage et de la citoyenneté, et de la femme et de la maternité moderne qui enseignent aux filles les disciplines d'une nouvelle domesticité, mais toujours subordonnée. Van Gyampo (2019) considère, cependant, que le colonialisme a exacerbé les tensions générationnelles qui avaient été largement contenues dans les sociétés précoloniales. Par exemple, le système britannique de gouvernement indirect pratiqué en Afrique de l'Ouest et de l'Est utilisait les structures d'autorité traditionnelles comme canal et moyen d'application du pouvoir colonial, tandis que l'éducation, le travail salarié et l'urbanisation relâchaient l'influence des systèmes sociaux traditionnels sur les identités, les cultures et les perspectives des jeunes (Burgess et al., 2010).

En particulier, la migration des jeunes vers les espaces urbains était une source d'aggravation pour les autorités coloniales et traditionnelles (Burgess et al., 2010 ;

George, 2014). Les jeunesses africaines étaient à la fois la force intellectuelle et la force de base des mouvements nationalistes et panafricains. Par exemple, les jeunes nationalistes tels que Samora Machel au Mozambique, Nnamdi Azikiwe au Nigeria, Sékou Touré en Guinée, Modibo Keita au Mali et Kwame Nkrumah au Ghana ont organisé les jeunesses pour résister à la domination coloniale, préférant souvent des stratégies différentes de celles des nationalistes plus âgés. Pendant la période coloniale, existaient des organisations de jeunesses via le sport notamment, puis pour donner suite aux indépendances : des syndicats étudiants, des branches « jeunes » des partis politiques. Selon l'UNESCO (1993), l'histoire des mouvements des jeunes et des étudiants africains comporte trois phases distinctes : de 1900 à 1935, de 1935 à 1960 et de 1960 à 1975, mais c'est en France, plus particulièrement à Paris, que les associations d'étudiants se multiplièrent et intensifièrent leurs activités durant cette période.

Le Groupement d'études politiques africaines (GEPA), créé après la seconde guerre mondiale à Paris, sera remplacé en 1947 par le Groupement africain de recherches économiques et politiques (GAREP). C'est vers les années 1950 que les étudiants originaires de l'Afrique française constituèrent la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF). Au Mozambique, il y a le Conseil national de la jeunesse, une organisation qui est essentiellement une extension de la branche jeunesse du parti Frelimo, créée en 1977 par le premier président Samora Machel. Ainsi, pour échapper aux contraintes du discours d'États indépendants de l'époque, dans lequel les jeunesses étaient inévitablement marginalisées, stéréotypées et construites de l'extérieur, il faut comprendre ces jeunesses à partir de leurs propres pratiques, plutôt que dans ceux qui cherchent à les contrôler. La prochaine sous-section expose le rôle des jeunes dans la scène politique en Afrique, à la fois comme acteurs, mais aussi comme instruments de cette même politique.

### **1.3. Jeunes, acteurs et sujets de la politique en Afrique**

Il est récurrent d'entendre que les jeunes représentent la majorité en Afrique, ou même de lire que, dans les années à venir, plus de la moitié de la population sera composée uniquement de jeunes sur le continent. En effet, tant dans la littérature que sur la

scène de la politique, la représentation des jeunes en tant qu'acteurs dans les pays africains est étrangement juxtaposée à leur représentation comme groupe social désintéressé du politique, désenchanté et dépourvu de pouvoir, même si ce discours n'est pas isolé de l'Afrique et se retrouve aussi dans les démocraties consolidées. D'après Philipps (2014), « la jeunesse africaine » figure désormais parmi les sujets les plus plébiscités dans les études africaines et des sciences sociales axées sur l'Afrique (Diouf, 2003), même si la recherche en général continue d'éviter ces défis méthodologiques.

Dans un numéro de *Politique africaine*, publié en 2000, les auteurs<sup>115</sup> ont fait choix de considérer les jeunes avant tout comme des forces sociales émergentes et actives, en même temps qu'une catégorie sociale que la société forme, concoure à construire ou transformer. Cependant, nous ne pouvons pas opter pour cette proposition, car elle néglige d'autres dimensions des jeunesses comme leur trajectoire historique et économique, ce qui peut influencer les inégalités sociales. L'approche démographique sur les jeunesses peut s'expliquer. Par exemple, dans certains pays, comme l'Angola, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger, le nombre moyen d'enfants par femme est supérieur à six (Union africaine, 2017), raison pour laquelle il nous semble que cela montre l'importance d'étudier le rapport des jeunesses à la politique dans cette thèse.<sup>116</sup>

En d'autres termes, nous sommes face à une frange de la population majoritaire sur le continent africain, source d'un potentiel politique important, non seulement en période électorale, mais dans toutes les formes de participation politique. Cependant, De Boeck et al. (2000) et Honwana (2019) montrent que si les jeunes forment en Afrique un groupe démographique très important, ils ne sont pas encore considérés sérieusement comme des catégories sociopolitiques significatives et indépendantes, avec leur propre façon de vivre. Ils représentent uniquement une majorité quantitative qui cherche en permanence à être reconnue ou acceptée par ceux – les adultes – qui sont au pouvoir.

---

<sup>115</sup> Le dossier de la revue a été organisé par Filip De Boeck et Alcinda Honwana.

<sup>116</sup> Au Mozambique, l'âge moyen est fixé à 16 ans, selon le recensement général de la population, réalisé en 2017 par l'Institut national de la statistique (INE).

Nous voyons bien que les jeunes sont généralement perçus comme en marge des processus sociaux, économiques et politiques, et jouent souvent un rôle social peu prometteur<sup>117</sup>. Gastineau et al. (2016) montrent que « ni les chercheurs, ni les organisations internationales, ni les politiques ne peuvent s'accorder sur la définition de la jeunesse, si ce n'est pour dire qu'elle ne peut pas être réduite à une tranche d'âge. Néanmoins, pour des questions pratiques de comparaison internationale, la plupart utilisent des statistiques produites sur des groupes d'âge standardisés ». Dans ce contexte, les bornes de la catégorie « jeunes » fluctuent alors en fonction du champ d'action (scolarisation, emploi) de l'institution, ajoutent Gastineau et al. (2016).

La recherche sur les jeunes en Afrique existe depuis longtemps, compte tenu du nombre considérable d'articles, de monographies et de volumes édités sur la question, de même que les références croisées entre les chercheurs. Ces approches ont débouché sur une représentation des jeunes mettant l'accent sur le prestige culturel de « la jeunesse » comme principal agent de transformation des sociétés africaines. Le paradoxe est qu'elle ne parvient à ce statut que parce qu'elle est canalisée et encadrée par les adultes. D'après Philipps (2014), après l'émergence des articles conceptuels (par exemple Comaroff et al., 2000 ; Abbink, 2005 ; Christiansen et al., 2006 ; Honwana et al., 2005), la plupart de ces études ont expliqué le consensus sur la diversité et la nature paradoxale des jeunes en Afrique, considérant que l'analyse de ces jeunes en tant que phénomène (par opposition à un concept seul) semble être arrivée à une impasse méthodologique – voire l'ambiguïté en termes de définition du terme.

En effet, comme nous l'affirmons depuis le début de ce chapitre, nous ne pouvons parler d'une seule définition de la jeunesse dans le cas des pays Occidentaux ou en Afrique. C'est autour de ces ambiguïtés que nous allons non seulement présenter ce qui a déjà été écrit, mais aussi présenter notre position face à l'approche théorique permanente de la pensée des jeunes comme étant composée de deux facettes : engagée ou non engagée, une perspective que nous n'envisagerons pas pour cette thèse, parce

---

<sup>117</sup> Cette vision moins positive des jeunes est également largement répandue dans les pays occidentaux. Cependant, certaines études montrent que ce n'est pas nécessairement cette vision qui émerge le plus, car les jeunes commencent à adopter des pratiques nouvelles et différentes d'intervention dans la vie sociale, économique et politique, à l'écart des projecteurs formels et institutionnels.

que nous ne pouvons pas réduire les jeunes à de simples intervalles entre ce qu'ils ne sont pas ou devraient être.

Dans la section suivante, nous allons proposer l'analyse conceptuelle, historique et théorique autour de la notion de socialisation, cadets sociaux, génération et classe d'âge. Tous ces concepts vont être étudiés en lien avec l'application du concept de jeunesse. Nous introduirons un débat qui propose une compréhension théorique et pratique de ce que signifie le fait d'être jeune dans le continent africain. Notre objectif est de proposer les critères qui pourraient être utilisés pour définir la notion de socialisation. Cependant, même si le point central est l'Afrique, nous ne pouvons ignorer un dialogue ou un recours théorique à des approches déjà faites dans d'autres contextes.

## **2. Socialisation des jeunes**

Étudier les jeunes sous l'angle de la socialisation est un élément déterminant dans ce chapitre, parce que les jeunes, leurs trajectoires, leurs cultures et leurs parcours de vie se transforment en même temps que la société. D'après Dupont (2014), cela se produit à cause de plusieurs raisons : (i) l'allongement de l'espérance de vie introduit une nouvelle façon de rythmer l'existence : adolescence, jeunes et adultes ; (ii) l'allongement de la période de scolarisation et de formation transforme les relations des jeunes avec leurs pairs, avec leur famille, et les représentations sociales des adultes à leur égard ; (iii) l'émergence des mutations très rapides, la coexistence entre les anciennes normativités affaiblissent progressivement les nouveaux principes qui émergent.

Historiquement, le thème de la socialisation marque les sciences sociales depuis de nombreuses années. Par exemple, Dollo et al. (2020 : 105) affirment que nous pouvons distinguer « trois conceptions de la socialisation ». D'abord, la conception de Durkheim qui définit la socialisation comme l'éducation méthodique de la jeune génération, en vue de perpétuer et de renforcer l'homogénéité de la société. Ensuite, Dubet et al. (1996 : 511) propose une définition de la socialisation comme étant « le double mouvement par lequel une société se dote d'acteurs capables d'assurer son

intégration, et d'individus, de sujets, susceptibles de produire une action autonome ». Enfin, Dubar (2015) avance, pour sa part, une définition synthétique de la socialisation qui peut être vue comme un processus discontinu de construction collective de conditions sociales incluant trois aspects : règles, valeurs et signes.

La théorie des effets de génération (Juhem, 2020 ; Cartier et al., 2011) est basée sur l'hypothèse que la socialisation pré-adulte exerce des effets durables sur la socialisation politique. En ce sens, l'adolescence de chaque individu est la période pertinente pour le développement de la pensée politique. S'appuyant sur cet argument, certains auteurs supposent que les jeunes d'aujourd'hui étant moins actifs, ils n'atteindront jamais le niveau de participation politique des personnes âgées (Martikainen et al., 2005). Ce constat s'explique par le fait que les jeunes ont plus de difficultés à franchir les étapes de l'âge adulte (Arnett, 2014 ; Tagliabue et al., 2014), entraînant un retard irréversible dans la participation politique.

La socialisation désigne la « façon dont la société forme et transforme les individus », les processus conscients ou non au cours desquels les individus intériorisent les normes sociales de différentes instances de socialisation, telles que la famille, les professionnels de l'enfance, l'école, les pairs, les médias, le milieu professionnel, le conjoint (Darmon, 2006 ; Dollo et al., 2020). Selon Bergel (2009), l'étude de la socialisation politique s'est intéressée aux enfants et aux jeunes et à la transmission au sein de la famille de valeurs politiques et d'attitudes face au vote et aux institutions représentatives. Elle s'est peu intéressée à la formation de dispositions à l'engagement et à l'articulation d'apprentissages qui, sans être directement inscrits dans l'univers politique, peuvent être constitutifs d'un rapport politique au monde social.

Pour Galland (2009), le modèle de socialisation des jeunes se caractérise par l'expérimentation plus que par l'identification aux parents et aux rôles sociaux d'adultes après une parenthèse juvénile, comme c'était le cas pour les générations antérieures. Les jeunes cherchent à découvrir leurs propres pratiques, sans se soumettre aux expériences et aux pratiques de leurs aînés. En adoptant la sociologie des âges de la vie et dans une approche relative à la France, Mauger (2015 : 77) propose une double lecture sur les jeunes. D'une part, il montre que la décohabitation, la sortie du système scolaire, l'accès à un emploi stable, le mariage ou

la formation d'un couple stable sont des éléments qui marquent la vie et le passage des jeunesses à la vie adulte.

D'autre part, selon le même auteur (Mauger, 2015), la « jeunesse » est l'âge de la vie où s'opère un double passage plus ou moins étiré dans le temps – de l'école à la vie professionnelle, de la famille d'origine à la famille conjugale – ou, en d'autres termes, la séquence de trajectoire biographique (entrée dans la vie ou passage à l'âge adulte) définie par un double processus d'accès au marché du travail et au marché matrimonial qui se clôture avec la stabilisation d'une position professionnelle et matrimoniale. Mais dans quelle mesure cette lecture est-elle applicable au cas du Mozambique ?

Comme montre Weiss (2020), la question de la définition est également pertinente lorsque nous pensons aux formes non institutionnalisées de participation politique. Les jeunes peuvent ne pas définir leurs actions comme politiques, même si elles le sont. Par conséquent, il s'agit à la fois de la conception de la politique et de leur conscience de faire quelque chose de politique. Une étude de Quintelier (2007), qui a spécifiquement examiné les différences entre les groupes d'âge, a révélé que les jeunes et les adultes semblent être similaires dans leurs attitudes politiques, à l'exception du fait que les jeunes ont moins d'opportunités de participer politiquement. En outre, ils affirment qu'il existe des différences en ce qui concerne l'engagement dans des formes spécifiques de participation politique, les jeunes adultes ayant tendance à participer davantage à des formes non institutionnalisées.

Toutefois, la socialisation politique n'est pas seulement spécifique à un pays, elle dépend également du contexte politique respectif. Cela soulève la question de la dépendance générationnelle, c'est-à-dire, si cela fait une différence que les jeunes adultes eux-mêmes ou leurs parents aient été socialisés dans un contexte politique spécifique. Les différentes études sur cette question révèlent que la socialisation politique est influencée par le contexte plus large à la fois pendant sa propre socialisation politique (Grasso et al., 2019) et pendant la transmission des parents aux enfants. Ainsi, les chercheurs ont montré que « si les parents sont engagés politiquement et discutent fréquemment de politique avec l'enfant, les taux de

transmission augmentent sensiblement, en particulier sur les sujets de signification et de saillance politiques générales » (Jennings et al., 2009).

Les contextes familiaux évoluent au fil du temps – par exemple les parents au foyer, les parents en patchwork ou les parents isolés - se multiplient, ce qui pourrait conduire à une individualisation et à une hétérogénéité croissante des questions (Du Bois-Reymond et al., 2001 ; Inglehart et al., 2005). La prise de conscience du fait que « (...) la socialisation se produit clairement aujourd'hui dans des circonstances différentes » (Van Deth et al., 2011 : 148). Dans ce contexte, les parents ne peuvent pas être les seuls à exercer une influence. Si la plupart des chercheurs supposent encore que la famille exerce une certaine influence, ils ne savent toujours pas quelle est cette influence. Les autres lieux de socialisation qui reçoivent beaucoup d'attention sont l'école, les pairs et les médias (Galland, 2009).

La question de la socialisation montre que les caractéristiques des jeunes se sont transformées sous l'effet d'une société en rapides mutations. Par exemple, pour Dupont (2014 : 23) « les jeunes ont toujours quelque chose à voir avec la réalité des conditions sociales d'existence des jeunes de l'époque, avec des représentations sociales et des questions politiques, esthétiques et éthiques qui se sont sédimentées et définissent ou désignent ce que devrait ou pourrait être la jeunesse en mélangeant des repères anciens et des repères nouveaux ». En d'autres termes, nous devons comprendre la socialisation des jeunes à partir de leur contexte de vie. Les jeunes sont des acteurs qui reflètent la société dans laquelle ils sont nés et ont grandi. Ils assimilent les pratiques propres à leur époque, c'est pourquoi la perception du contexte apparaît comme fondamentale dans ce débat.

Mais comme pour la majorité des définitions, ces socialisations ont été fondées sur des terrains inapplicables, voire lointains pour le cas de l'Afrique. Prenant, par exemple, la famille comme lieu de socialisation, nous allons constater que la définition même de la famille suscite une perception qui ne correspond pas aux contextes des pays occidentaux. La famille dans ce cas n'est pas l'ensemble restreint de ses membres, mais une dimension large qui inclut toute la lignée des membres du foyer. En effet, la socialisation des jeunes « se distingue non seulement par leurs positions sociales, mais aussi par leurs trajectoires, leurs aspirations et la valeur

marchande des capitaux respectifs dont les jeunes ont pu hériter ou qu'ils ont acquis eux-mêmes, dans les domaines scolaire, familial et relationnel » (Baudelot et al., 2007 : 26).

La socialisation englobe ainsi une compréhension d'un espace qui génère le comportement des jeunes au-delà du champ du père et de la mère et peut s'ouvrir aux autres membres de la famille au sens large – père, mère, frère, sœurs, oncles, tantes, grands-parents et autres, une réalité très présente dans le cas de l'Afrique si nous prenons en compte le concept même de famille. En fait, Bois et al. (2016) montrent que pour le cas d'Afrique, la famille élargie, les établissements scolaires et les mouvements de jeunes pourraient être exclusivement des lieux de reproduction de normes transmises d'une génération à l'autre, mais élèves et encadreurs y font également l'apprentissage de changements, ne serait-ce que par l'ouverture à l'ailleurs. En d'autres termes, nous observons une importance accordée aux espaces extérieurs à la famille comme les mouvements de jeunes, une réalité contraire à ce que nous pouvons observer dans les pays européens, par exemple.

Enfin, d'après Diouf (2005 : 32), « exclus de la scène du pouvoir, du travail, de l'éducation et des loisirs, les jeunes Africains construisent des lieux de socialisation et de nouvelles sociabilités qui ont pour fonction de faire état de leur différence, en marge de la société ou au cœur de celle-ci, à la fois victimes et agents actifs, circulant dans une géographie qui échappe aux limites du territoire national ». En d'autres termes, au-delà même de la famille élargie, les jeunes en Afrique cherchent toujours leur socialisation.

## **2.1. Comprendre les grandes notions : génération, classe d'âge et cadets sociaux**

Selon Attias-Donfut et al. (2004), le concept de génération a de multiples sens. Par exemple, dans la démographie, ce terme est synonyme de « cohorte de naissance et s'applique à la totalité des individus nés une même année » (Attias-Donfut et al., 2004 : 101). Du point de vue généalogique, la génération désigne à la fois une relation de filiation et l'ensemble des personnes classées selon celle-ci. En histoire, elle

représente une période correspondant à la durée du renouvellement des hommes dans la vie publique ou encore au nombre d'années séparant l'âge du père de celui du fils. Généralement évaluée à trente ans, elle peut aussi se réduire à une décennie, quand elle se rapporte aux idées ou aux modes.

Enfin, l'usage sociologique le plus courant, hérité de Karl Mannheim (1990), considère la génération comme un ensemble de personnes ayant à peu près le même âge mais dont le principal critère d'identification sociale réside dans les expériences historiques communes et particulièrement marquantes dont elles ont tiré une vision partagée du monde. Pour autant, « une génération ne constitue pas un ensemble homogène, mais est composée de diverses unités de génération » (Attias-Donfut et al., 2004 : 101). Nous constatons que la discussion sur la génération est très concentrée dans un contexte européen, étant donné son émergence et sa perception théorique dans les pays du Nord (Lacroix, 2006 ; Sirinelli, 2008 ; Juhem, 2020). En effet, nous observons qu'il y a peu ou pas d'études qui abordent systématiquement la discussion sur les générations en Afrique (Alber, E. et al., 2008).

Si cela existe, c'est un débat qui se concentre sur le prisme du conflit et de la domination qu'une génération a eu tout au long de l'histoire par rapport à l'autre (Ruel, 2010 ; Philipps, 2018 ; Giblin, 2018), c'est la raison pour laquelle dans une des sous-sections de cette section nous allons introduire le débat sur les générations afin de revisiter l'histoire dans le cas de l'Afrique, parce que la présente sous-section propose une approche plus historique du concept de génération, sans rentrer spécifiquement sur le terrain africain. Dans la mesure où les études générationnelles ont été initiées par Karl Mannheim, il convient de revisiter son ouvrage incontournable *Le problème des générations* (1990 [1928]). Mannheim a distingué trois dimensions qui caractérisent le concept de génération. En premier lieu, nous constatons que la « situation de génération » est fondée sur l'existence du rythme biologique de l'existence humaine : par l'appartenance à une génération – il s'agit de la même « classe d'âge ».

La situation de génération favorise un mode spécifique d'expérience qui configure une « tendance inhérente à chaque situation » (Mannheim, 1990 : 45). En deuxième lieu, le même auteur montre que l'ensemble générationnel est défini comme un « être-

ensemble d'individus », que quelque chose relie entre eux, mais ce lien ne produit d'emblée aucun groupe concret. Cet ensemble est constitué d'individus partageant un destin commun « participe à la même période du devenir collectif », étant entendu que les générations s'influencent constamment mutuellement. Finalement, l'« unité de génération » consiste en un ou des groupes concrets à l'intérieur d'un ensemble générationnel qui a une réaction unitaire, est structuré de façon analogue, et des groupes d'individus liés entre eux. Pour l'auteur, la classification entre « situation de génération », « ensemble générationnel » et « unité de génération » est indispensable, et il considère que pour bien cerner les éléments de changements dus au facteur de génération, le chercheur doit mettre en évidence « tous les changements dus à la dynamique historico-sociale » (Mannheim, 1990 : 69).

Il n'existe pas de consensus sur le débat générationnel, mais de son côté, Juhem (2020 : 211) affirme que les membres d'une classe d'âge vont connaître un destin professionnel, un état singulier de la structure sociale et des représentations (effets de période) et par conséquent une proximité et un rapport spécifiques aux événements (effets de génération). Mais avant cette illustration, Mauger (2015) avait déjà proposé deux niveaux pour parler des générations. D'une part, l'auteur observe que l'existence d'une génération familiale qui permet de situer la position relative des membres d'une lignée par rapport à la génération des parents et à la génération des enfants. L'étude des rapports entre générations familiales renvoie à celle de l'héritage sous ses différentes formes (à dominante économique ou culturelle). D'autre part, il évoque la notion de génération sociale pour parler d'un « groupe d'hommes appartenant à des familles différentes dont l'unité résulte d'une mentalité particulière et dont la durée embrasse une période déterminée ».

Des études très avancées abordent déjà les générations depuis très longtemps. Comme l'explique Delaye (2014), la *Revue française de sociologie – RFS* (volume 54, numéro 4, publié en 2013) avait abordé cette question en montrant qu'à partir du milieu des années 1990, de nombreux travaux ont été consacrés à comprendre les opportunités historiques rencontrées par les premières cohortes du baby-boom au comparaison avec la situation dégradée à laquelle font face les générations suivantes. Dans cette perspective, la thématique des inégalités entre générations occupe une place croissante dans la littérature sociologique. Ce numéro de la *RFS* avait proposé une analyse en

termes d'inégalités intergénérationnelles à partir de trois directions. D'abord, élargir la focale temporelle, pour actualiser les données et sortir de l'opposition entre deux générations. Ensuite, explorer de nouvelles dimensions, au-delà du champ économique, afin d'enrichir l'analyse de ces inégalités. Enfin, articuler les inégalités intergénérationnelles et les inégalités intragénérationnelles, afin de rendre compte de la complexité du processus de stratification sociale.<sup>118</sup>

Nous ne nous situons pas dans ces dimensions, étant donné que notre intérêt n'est pas nécessairement un exercice en termes de générations, mais plutôt de trajectoires de vie, même si à un moment donné l'analyse statistique a considéré une lecture des différentes générations traversant les enquêtes d'opinion de l'Afrobaromètre. Notre choix s'explique par le fait que les personnes interrogées ne sont pas nécessairement des individus ayant la même socialisation politique et par le fait que les données de l'Afrobaromètre n'ont pas été réalisées de manière répétée sur les mêmes répondants au fil des vagues.

En Europe, depuis quelques années, cette question de génération a fait émerger le débat sur les « millennials », également appelée la « génération Y » par Lavallard (2019), pour ceux qui sont nés entre 1980 et 1995 (certains étendent cette limite à 1999). Au-delà de cette génération, les sociologues distinguent ordinairement deux types de générations : la génération X pour les hommes et les femmes nés entre 1960 et 1980, et la génération Z pour ceux qui sont nés après 1995/1999. Théoriquement, la génération n'avait pas l'alternative théorique entre capitalisme ou socialisme, raison pour laquelle ce manque d'alternative est souvent décrit comme la disparition des idéologies, considérant que ces *millennials* ont toujours vécu dans un monde informatisé.

---

<sup>118</sup> Par rapport à la France, les travaux de Tiberj, Peugny et Chevalier sont une référence dans ce champ. Voir, également, les publications de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

## 2.2. Traduire et appliquer la notion de génération en Afrique

Les notions discutées jusqu'à présent ne semblent pas trouver le même terrain d'application dans les contextes hors Europe, même si de manière générale la question « générationnelle » montre que les jeunes s'inscrivent dans une temporalité à plusieurs dimensions idéologiques, mais aussi conceptuelles.<sup>119</sup> Pour Peatrik (2020 : 11), cette démarche analytique permet tout d'abord de contourner les tiraillements conceptuels produits par la superposition cadet, junior et jeune. C'est une thématique qui sera discutée dans les prochaines sous-sections de ce chapitre. Dans le même temps, elle inscrit « la jeunesse » et les jeunes en regard des autres générations, adjacentes, celles qui les ont précédés, et celles qui devraient suivre. Les jeunes ne sont pas envisagés dans une même catégorie d'âge, mais dans les rapports générationnels qu'ils entretiennent, sans référence explicite à la famille.

C'est au XVIIIe siècle, avec la naissance en Europe de la famille moderne, que la séparation des générations prend sens, puisque les jeunesses renvoient à l'âge de l'éducation et de préparation à l'âge adulte (Galland, 2009). Les années 1960 voient la constitution du sentiment d'appartenance de l'adolescence à une catégorie d'âge qui institue les jeunesses. Concernant l'Afrique, cette catégorie s'inscrit dans une dimension selon laquelle se diffractent toutes les tensions politiques et analytiques qui traversent les sociétés africaines contemporaines – une domination des jeunes par les seniors, une réalité qui conditionne l'avenir de ces jeunes, raison pour laquelle nous considérons la notion transnationale de « génération en attente » (*waithood generation*), celle des jeunes qui n'arrivent pas à passer à l'âge adulte – ils sont toujours à la recherche des ressources financières pour survivre, selon Honwana (2012).

Cela fait référence au fait que les jeunes vivent dans une permanente volonté de dépasser la domination de leurs parents et de devenir adultes – maîtres de leurs destins. Cependant, c'est une attente sans fin, car ils ne peuvent pas créer leurs

---

<sup>119</sup> C'est une approche qui qualifie de jeunes en tant que membres qui partagent des traits qui leur sont propres et communs. S'établit ainsi une même catégorie d'âge – ces jeunes ne sont pas définis par une identité des positions occupées dans les cycles de la vie mais sont rapportés à la même inscription de leur trajectoire biographique dans les chronologiques de la société (voir Bois et al. 2016 : 46).

destins. En fait, ils vivent dans une attente, entre la recherche de leur propre maison, leur premier emploi ou la création de leur propre famille (enfants, épouse/mari). Mais la génération connaît d'autres modalités d'existence en Afrique, d'ordre institutionnel : la génération coutumière, la génération classificatoire des terminologies de parenté et la génération généalogique à la base du groupe de filiation et de l'aïnesse. Dans ce contexte, la « jeunesse » n'existe pas dans le répertoire classique des langues africaines et, logiquement, le jeune comme personne caractérisée par les attributs distinctifs des jeunesses, non plus.

Cela montre que l'étude sur les jeunes présuppose une compréhension élargie de la société africaine elle-même, en particulier de la transformation que le sentiment d'appartenance signifie dans un contexte local, car il peut y avoir différentes interprétations de ce que signifie la « jeunesse » selon le pays et, dans ce cas précis, selon le continent. Par exemple, *tsongwana*, *muphana* et *mukhulo*<sup>120</sup> (trois termes de langue locale au Mozambique, ville de Maputo), se traduiraient en Occident par enfant, jeune, adulte<sup>121</sup>. Cet exemple nous montre que « les sociétés et les cultures africaines ont produit nombre de divisions d'âge, maintes échelles des âges de la vie, et précisément aucune ne recouvre d'emblée ce que les Occidentaux entendent par jeune et jeunesse », souligne Peatrik (2020 : 13).

Selon Burton et al. (2010 : 1), la génération en Afrique a longtemps constitué un thème clé. Pendant une grande partie du XXe siècle, les anthropologues ont produit des monographies classiques sur les classes d'âge et les groupes d'âge dans les sociétés rurales, observant fréquemment comment les rituels formels tels que l'initiation et le mariage marquent les passages du cycle de vie et confèrent aux Africains un statut, un contrôle sur les ressources, une sagesse et une vertu civique. Ils

---

<sup>120</sup> Dans une autre perspective, Peatrik (2020) montre que dans la société malgache, « jeune » équivaut notamment à « mbola zaza, tonora, bodo ». Ainsi, la première expression (mbola zaza) oppose « jeune » à « adulte » puisque le jeune est conçu comme « encore enfant » (pas encore adulte en somme). C'est ce qu'évoque également l'adjectif « bodo » (enfantin simples) – le jeune est un enfant, il n'est pas un adulte. Dans le langage courant « jeune » est traduit par « tonora » et « jeunesse » par « hatonora ».

<sup>121</sup> Dans le cas du Mozambique, il n'existe aucun instrument de politique juridique qui parle des enfants ou des adolescents, mais dans la conception de la « politique de la jeunesse » (2013) il n'est pas clairement défini qui est jeune. Régulièrement, une distinction biologique est faite entre les jeunes de 18 à 35 ans.

ont caractérisé la gérontocratie et le patriarcat comme des systèmes d'ordre et/ou de tension dynamique, et ont observé, du moins dans la société masculine, qu'aucun concept ou catégorie sociale ne dépassait la génération, tant en termes d'importance dans la gestion des relations qu'en termes de source de valeurs et de sensibilités.

Bien que les anthropologues aient développé des compréhensions et des termes explicatifs tels que les classes d'âge et les ensembles d'âges, leurs travaux n'ont pas toujours examiné comment, en particulier à l'époque coloniale, les conceptions et les institutions communes qui avaient longtemps régi les relations entre les générations – et qui constituaient un moyen essentiel par lequel les Africains maintenaient l'ordre social – connaissaient des changements profonds et souvent irréversibles. Ainsi, « la génération a perdu son importance et a souvent été réduite au statut de catégorie secondaire ou tertiaire – et pour la plupart des chercheurs en Afrique » (Peatrik, 2020). Cela montre que ces recherches ont simplement pensé la « jeunesse » comme une catégorie transitoire, tout en accordant peu d'attention à l'étiquette de groupe social ou analytique discret. En d'autres termes, les jeunesses ont été considérées comme une phase d'âge qui devrait être transitoire entre l'adolescence et l'âge adulte, sans toutefois tenir compte des spécificités que cette même phase de « jeunesse » représente dans la construction du concept lui-même.

Selon Cooper (2008), les « blocages de génération » de la fin du XXe siècle ont produit plusieurs interprétations du débat sur les jeunes. La crise de l'État post-colonial est au moins en partie une crise de maturation, en particulier pour les hommes. Rares sont ceux qui désapprouveraient l'expression « crise de la jeunesse ». La question est de savoir « dans quelle mesure la crise a contribué à l'affaiblissement du tissu social africain et au déclin de l'État, ou en a été la conséquence, reste cependant l'un des programmes de recherche les plus difficiles dans le domaine des études africaines » (Cooper, 2008 : 8). La génération est au cœur des sensibilités sociales en Afrique et de la façon dont elles sont reproduites et réinventées au fil du temps (Cooper, 2008 : 10). En général, la génération incarne un langage de droits, de devoirs et d'attentes. Les jeunesses sont aussi une prérogative de l'État, qui définit, qui catégorise et qui contrôle ; et qui de plus en plus délègue le contrôle, privatise le contrôle. Cela se fait par exemple par l'identité biométrique.

Dans le cas du Mozambique, la Commission électorale nationale (CNE) a utilisé des données incorrectes sur le recensement électoral en 2019 pour augmenter considérablement le nombre d'électeurs dans l'une des provinces ayant les plus grandes chances de donner la victoire au parti au pouvoir, le Frelimo.<sup>122</sup> Les données publiées par le CNE furent en contradiction avec les chiffres de l'Institut national de statistique parce que la technique de calcul de ces données était complètement différente dans la tranche d'âge de 18 ans ou plus. Pour notre analyse, cela montre une sorte d'instrumentalisation statistique des jeunes sur la scène politique. En fait, ce sont les mêmes acteurs politiques qui préfèrent écarter les jeunes des postes de pouvoir, mais ils utilisent ces données pour bénéficier d'une majorité en période électorale afin de justifier des intérêts politiques.

Dans ce cas, notre approche dans cette thèse sera importante si elle peut révéler diverses tendances sur la manière dont les Mozambicains pensent aux différentes modalités de participation politique. Notre analyse deviendra pertinente dans la mesure où que ce genre de travail est presque inexistant dans le contexte mozambicain, étant donné que les études sur la participation politique se sont concentrées sur des analyses prenant toute la population comme groupe unique aux mêmes caractéristiques. Cela peut cacher des différences entre ce que les données disent et ce qu'elles sont réellement.

### **2.3. Dynamiques générationnelles en Afrique**

Sous les effets conjugués de plusieurs facteurs – la colonisation, la mondialisation, le maintien de l'élite post-coloniale au pouvoir, les crises économiques à partir de la fin des années 1970, les programmes d'ajustement structurel, la crise et le déclin de l'État néo patrimonial (Bayart, 1991) – la plupart des pays africains se sont engagés dans des processus d'ouverture politique depuis les années 1990. C'est ainsi que l'analyse des dynamiques intergénérationnelles en Afrique prend toute son importance afin de rendre compte des changements sociaux et des processus politiques et économiques. Pour cette thèse, l'intérêt n'est pas forcément de faire une approche complète par

---

<sup>122</sup> L'âge électoral est de 18 ans au Mozambique, et dans la province de Gaza, le nombre était le double des données initialement prévues.

génération, mais nous comprenons que nous ne pouvons pas ignorer cette approche temporelle. Il s'agit d'une approche importante dans la mesure où les relations intergénérationnelles sont à la fois influencées par les processus politiques qui nous aident à comprendre les dynamiques de la participation politique au Mozambique. Ce débat s'inscrit dans le livre publié par Gomez-Perez et al. (2012), qui étudie des générations en Afrique.

Ce livre montre qu'il existe une convergence de points de vue en sciences sociales qui attestent d'une montée de l'individu : grande indépendance à l'égard des traditions, moindre influence des organisations religieuses, étatiques, politiques, industrielles ou familiales, montée en puissance apparente du choix individuel pour se construire une trajectoire et des comportements sociaux. Mais avant ce constat, Moreau (2010) avait classifié trois grandes thèses : des auteurs voient la montée de l'individu comme une libération, une victoire sur les institutions qu'étaient d'abord historiquement la religion, puis la famille ou encore l'organisation du travail industriel. Une seconde approche porte un regard plus tragique sur les souffrances et la fatigue de l'individu. Une troisième approche, plus systémique, s'articule sur le déficit de cadres collectifs et « l'individu par défaut », l'affaiblissement des institutions, la désindividualisation.

Dans ce contexte, les relations entre les générations se sont transformées. Le modèle de la transmission intergénérationnelle, basé sur la passation d'un héritage – tant matériel que symbolique – est aujourd'hui remis en cause. Face à un avenir de plus en plus incertain pour les jeunes, émerge une véritable crise de confiance entre ces mêmes jeunes et leurs aînés. Des phénomènes de concurrence entre les générations émergent et conduisent au « chacun pour soi » (Moreau, 2020 : 82). L'approche sur les générations se traduit par une mutation du modèle ancien de solidarité intergénérationnelle au profit d'un système plus « autonomiste », raison pour laquelle la transmission cède sa place à l'auto-expérimentation, et le principe de l'identification est remplacé par une construction de soi.

En outre, nous constatons une forte évolution des structures familiales qui peut accentuer ce déficit de transmission. Cependant, cette réalité semble concerner essentiellement les pays européens, ce qui ne peut être comparé à la réalité africaine, c'est pourquoi il est essentiel dans la prochaine section de proposer une discussion

plus axée sur l'historicité du débat sur les jeunes à partir de la trajectoire du continent lui-même.

A la fin de cette sous-section nous adoptons une approche de la génération qui part d'une perspective de domination basée sur l'âge, où la cohorte plus ancienne aspire, par tous les moyens, à s'imposer sur les jeunes, cherchant de cette façon non seulement une sorte de domination par l'âge, mais aussi à transmettre leurs pratiques de participation politique qui se font par la soumission ou même par la comparaison permanente entre le temps de la participation politique et les temps actuels. Par exemple, les personnes âgées ont tendance à critiquer les modes de participation politique qu'elles n'ont probablement pas connus au fil du temps. Cela engendra un discours qui a tendance à minimiser toute forme de participation politique des jeunes dans l'actualité, sous prétexte qu'ils sont moins intéressés par la politique que leurs aînés, qui n'est pas seulement présente en Afrique, mais un peu partout. Afin d'approfondir ce débat, la section suivante aborde précisément cette question.

## **2.4. Une explication autour de la classe d'âge**

Comme les jeunes, la génération ou les cadets sociaux, la notion de classe d'âge est inscrite dans un débat conceptuel qui a très tôt interrogé les sociologues ou les anthropologues qui ont étudié comment l'âge façonne les personnes et quelles relations peuvent être établies à partir de là (Galland, 2009). C'est un moyen de comprendre l'évolution des âges dans le temps, raison pour laquelle notre intérêt est de comprendre la classe d'âge comme un élément qui contribue à générer la participation politique. Bien plus tôt, Dirn (1991) expliquait déjà que pour comprendre les classes d'âge, il faut considérer quatre étapes. En effet, l'auteur défend que l'enfance, la jeunesse, l'âge adulte, la vieillesse correspondent à une fonction principale : socialisation, vie festive, travail et guerre, pouvoir et transmission de la tradition. Pour lui, ces catégories d'âge sont toujours moins marquées chez les femmes que chez les hommes.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une tendance uniforme, nous défendons que les classes d'âge fassent référence, ce qui nous aide à comprendre comment les jeunes participent

dans la vie politique au Mozambique. Comme nous l'avons vu précédemment dans le cas de la socialisation, les individus naissent et se développent dans un contexte dans lequel ils acquièrent des pratiques et des modes de relation avec leurs aînés. Comme montre Lebon et al. (2016), la classe d'âge rentre dans un débat sur la « jeunesse ». En fait, « la jeunesse consiste bien évidemment à observer dans une société donnée comment grandit un enfant et comment il devient adulte, en intégrant les normes et les valeurs de cette société, en les modifiant éventuellement, mais aussi comment cette société structure le passage de l'enfance à l'âge adulte » (Lebon et al., 2016 : 89).

Ce processus de socialisation, plus ou moins long selon les sociétés, est au cœur des travaux sociologiques concernant les jeunes. En revanche, il évolue selon les contextes. En d'autres termes, la socialisation des jeunes d'un pays comme la France ne peut pas être comparée avec celle des jeunes Mozambicains, même si dans l'actualité la socialisation reflète des jeunesses avec des aspirations un peu similaires, soit par rapport à l'école ou par rapport à leur avenir. Plus qu'aux jeunesses, les chercheurs en sciences sociales, en particulier les anthropologues, se sont intéressés aux catégories et classes d'âge (Bois, 2016 : 44). En fait, quand une classe d'âge change de position, toutes les autres le font également (Peatrik, 2003) puisqu'elles sont ordonnées les unes par rapport aux autres. Les classes d'âge sont ainsi liées entre elles et se combinent ensemble – l'individu « entre deux âges » n'appartient pas qu'à une classe d'âge, mais appartient à des catégories d'âges différentes. Par exemple, chez les Bété de Côte d'Ivoire, le rapport aîné/cadet se situe au niveau du territoire de chasse et de culture dont les aînés effectuent la répartition entre les cadets mariés (Dozon, 2008).

L'ouvrage, *L'Afrique des générations*, dirigé par Muriel Gomez-Perez et Marie-Nathalie LeBlanc (2012), témoigne de la pertinence d'une étude des sociétés de l'Afrique subsaharienne comme angles d'attaque « les relations entre aînés et cadets d'une part, les convergences et divergences entre les générations d'autre part » (Bois, 2016 : 12). Ils sont notamment évoqués pour la remise en cause de la légitimité des aînés et les stratégies de cadets avec l'objectif d'échapper à diverses contraintes ou pour prendre place dans l'espace public et exprimer leur volonté d'exercer leur citoyenneté.

## 2.5. Cadets sociaux : entre la négociation et la confrontation

Pour l'analyse sur les cadets sociaux, il faut revisiter ce que nous comprenons par cadet *stricto sensu* en Afrique. Pour cela, il nous semble important de revenir sur quelques notions de base dont certaines renvoient à des savoirs très classiques et à des définitions élémentaires alors que d'autres doivent être explicitées. Il est ainsi important de penser à d'autres termes pour discuter les « cadets sociaux » par rapport aux aînés et à ce stade il faut s'interroger sur le langage ordinaire et souvent répétitif entre junior et cadet et sa relation entre senior et aîné. Pour cette discussion, Peatrik (2020) montre que, fruit d'une autre transposition d'un terme anglais qu'il paraît commode d'utiliser, la séniorité (*seniority*) permettrait de penser eu un même mouvement et de désigner par un seul terme l'aîné et le senior : en somme d'opérer une forme de synthèse entre deux principes de précedence, celui du lignage et celui de la classe d'âge, l'ancienneté lignagère et l'ancienneté des classes d'âge, qui cohabiteraient au point de se superposer et de se confondre<sup>123</sup>.

Ainsi, pour Peatrik (2020) un jeune devient, au fil du temps, un senior ou un ancien ou un vieux ou un vieillard : soit on est dans un contexte lignager, soit dans un contexte de classes d'âge. À partir de ce constat, l'auteur envisage deux dimensions. D'un côté, le lignage est exclusif du rapport junior/ senior au sens précis du terme : si le jeune devenu ancien est un aîné, il double la mise sur sa personne en quelque sorte ; si le jeune est un cadet, il est doublement subordonné dans sa jeunesse, et demeure dans sa vieillesse un ancien subordonné, à moins que son aîné ne décède. D'un autre côté, les systèmes de générations moins répandus mais décisifs en termes analytiques — sont structurés par la succession au pouvoir des classes générationnelles et le rapport senior/junior par lequel au fil du temps tout junior est appelé à devenir senior. Cette approche a été également abordée par Honwana (2005) dans son le livre sur les enfants et jeunes en Afrique postcoloniale, dans lequel elle contribue à une

---

<sup>123</sup> Voir Balandier (1974) – *Anthropo-logiques* « Pères et fils, aînés et cadets » : La relation père/fils du lignage, en dépit de leur ressemblance, est bien différente de la relation pères/ fils des classes générationnelles. Le chapeau commun de la « séniorité » — nuancée pourtant par les épithètes « ouverte » ou « fermée ». Balandier défend l'existence d'un conflit des générations où règne l'ordre paternel de la tradition.

compréhension théorique, ethnographique et historique des questions concernant les enfants, les jeunes et l'*agency*<sup>124</sup>. Elle cherche également à étudier la mondialisation et l'identité du passé à la post-colonie en Afrique, en montrant que dès le plus jeune âge, les enfants et les jeunes ont l'obligation de prendre part à des tâches qui ne correspondent pas nécessairement à leur âge, comme c'est le cas de la participation à la lutte armée en tant que soldats.

De son côté, Lee (2001) essaie d'analyser la conception des âges à partir des enfants en utilisant une approche de la domination exercée par les adultes dans une société d'incertitude – une sociologie de l'enfance. Selon l'auteur, l'âge des enfants est caractérisé par un parcours vers l'âge adulte nécessitant une socialisation sans aucune certitude – une phase pour « devenir adulte » – les enfants comme un groupe social, distingués aux autres groupes par leur âge. Cette perspective n'est pas entièrement différente quand on analyse les jeunes en fonction de leur âge. Nous constatons que ce débat est important pour la thèse, car tout au long de nos entretiens, nous avons parlé aux parents des jeunes que nous avons rencontrés dans la ville de Maputo, afin de comprendre leur point de vue sur l'évolution des modalités de participation des jeunes au Mozambique ces dernières années, un thème qui sera abordé plus en détail dans le sixième chapitre. Lors d'un entretien à Maputo, la mère d'une jeune<sup>125</sup> nous a dit :

(...) peu de jeunes sont intéressés, certains parlent davantage sur Facebook, mais la vie en général est très difficile. Je pense qu'après notre indépendance (1975), les jeunes de notre génération (8 mars) savaient ce qu'était la citoyenneté, ce qu'était le patriotisme, mais c'est fini avec la génération d'aujourd'hui. En général les jeunes (d'aujourd'hui, 2019<sup>126</sup>) n'ont pas la citoyenneté, ils parlent du

---

<sup>124</sup> *Agency*, c'est un terme souvent utilisé en politiques publiques pour faire référence au schéma d'analyse « principal/agent » qui a pour objectif de capturer les traits fondamentaux de l'une des relations les plus fréquentes dans les démocraties représentatives et dans l'analyse des politiques publiques : la délégation ou relation hiérarchique d'échange entre, d'une part, une personne ou un groupe de personnes investi d'une autorité, le principal, et, d'autre part, une ou plusieurs personnes à qui est déléguée cette autorité, l'agent. La délégation caractérise des relations très diverses : entre les citoyens et les élus, entre les militants et les dirigeants des partis, entre la majorité parlementaire et le gouvernement, entre les ministres et leur administration, entre les administrations centrales et les administrations locales (Brouard, 2014).

<sup>125</sup> Entretien avec VF, mère de CC, à Maputo, le 21 décembre 2020. L'entretien a eu lieu chez elle, sans la présence de sa fille. L'utilisation du terme « génération 8 mars » sera expliquée dans les sections suivantes.

<sup>126</sup> C'est l'année où j'ai fait l'interview.

pays juste pour s’amuser, mais quand il s'agit du développement du pays ils (les jeunes) ne le font pas.

Mère de CC, ville de Maputo (2019).

Cette affirmation montre une tendance que nous pouvons associer au jugement que les adultes portent sur les jeunes, en se basant sur leur propre parcours de vie. Toutefois, nous répétons qu’il ne s’agit pas d’une réalité isolée et éminemment mozambicaine. Comme nous l’avons dit au début de ce chapitre, les jeunes sont considérés comme des acteurs qui doivent montrer leur capacité de faire quelque chose par rapport aux adultes, et dans les pays africains, cette réalité est associée au processus de lutte de libération pour les indépendances, comme nous l’avons démontré dans l’une des sections de ce chapitre.

Par leur bravoure et leur résistance, les jeunes doivent toujours se présenter comme courageux, indépendamment de la domination qu’ils subissent de la part des adultes. Le discours de la mère d’une jeune femme au Mozambique désigne une image non seulement pour montrer que les jeunes ne s’intéressent pas au pays, mais souligne également le fait que ces mêmes jeunes ne s’engagent pas à exercer leur participation politique.<sup>127</sup> Bien que nous n’ayons pas eu l’occasion de parler avec de nombreux pères et mères des jeunes que nous avons interrogés, il était important de réaliser ce travail car il a non seulement révélé la méfiance permanente des adultes par rapport aux jeunes, mais surtout il montre que l’utilisation des vocabulaires, voire des registres de dénonciation, pour juger les jeunes n’existe pas seulement dans le cadre politique institutionnel<sup>128</sup>, mais qu’elle est le fait de la famille elle-même.

C’est la raison pour laquelle une autre dimension de la thèse sera d’apprendre comment la famille contribue à la socialisation des jeunes. Enfin, il est primordial d’étudier les jeunes en relation avec les autres groupes d’âge, parce que dans le cas de l’Afrique ces groupes sont des construits relationnels : les jeunes existant en relation avec et à travers la catégorie des aînés (Gomez-Perez et al., 2012). Dans le contexte d’une approche de relations de pouvoirs construits, les écrits désignent les « cadets

---

<sup>127</sup> Nous pouvons trouver le même type de discours en Europe.

sociaux » comme l'ensemble des catégories sociales dominées, principalement les jeunes et les femmes, par opposition à leurs « aînés sociaux » dont l'autorité repose tant sur l'âge, la position dans la lignée que sur leur possession de ressources symboliques et matérielles (Gomez-Perez et al., 2016).

Ces rapports de subordination sociale, organisés sur des rapports de séniorité, ont permis la reproduction du système politique hérité de la colonisation (Bayart, 1989) tout en maintenant les « cadets » dans une position de marginalisation, ce qui limite leur mobilité sociale et l'accès aux positions de pouvoir. Pour Peatrik (2020), les désignations jeunes et jeunesse ont peu à peu remplacé dans les études africaines, presque toutes disciplines confondues, la catégorie jusqu'alors en vogue de « cadets sociaux » diversement indexés dans le français d'Afrique par les antonymes *korocratie*, *grandfrèrisme*, lesquels auraient pu donner le titre à ce développement.

Après avoir passé en revue le concept de jeunesse dans ses plusieurs dimensions, ainsi qu'une approche générale du continent africain, il devient crucial d'appliquer cette même analyse au Mozambique, notre terrain de recherche. Cette articulation se fait sur la base des différents affichages que, au fil des ans, les dirigeants politiques ont eu des jeunes, ainsi que de la perception des jeunes eux-mêmes de leur place dans la vie politique au Mozambique.

### **3. Comprendre les jeunessees du Mozambique**

Si nous prenons en compte les sections précédentes, il nous semble clair qu'il est devenu de plus en plus complexe de comprendre précisément quels groupes sont étudiés s'il n'y a pas de clarté conceptuelle de leurs démarcations, ni de clarté conceptuelle de la manière dont leurs choix, leurs situations et leurs motivations peuvent être compris. Dans ce contexte, cette section cherchera à souligner deux dimensions complémentaires. La première dimension cherche à comprendre la définition des jeunessees au Mozambique et sera de nature historique pour analyser comment le pouvoir politique mozambicain aborde les jeunes, en tenant compte de

---

<sup>128</sup> En 2008, un dirigeant du parti Frelimo (Hama Thai) a même déclaré que les jeunes pouvaient

l'historicité coloniale jusqu'à nos jours – une phase caractérisée par l'existence de jargons politiques comme le discours « jeunes, la sève de la nation » (Machel, 1977), sans parler du fait qu'il y a un manque de clarté dans les instruments de gouvernance (politiques publiques) lorsqu'on parle des jeunesses au Mozambique. La deuxième est une compréhension des jeunes à partir de leurs pratiques, où le point central ne sera pas une simple application de concepts extérieurs à la réalité que nous allons étudier.

En effet, notre intérêt est avant tout de comprendre les pratiques des jeunes au Mozambique, en tenant compte de leur histoire de socialisation politique, qui part non seulement de la famille, mais aussi de leur relation avec les autres jeunes. Plus spécifiquement, cette section s'intéresse à (dé)construire le concept de « jeunesse » et son émergence au Mozambique, parce qu'après avoir abordé ce concept dans les deux dernières sections, cette « jeunesse » sera analysée par rapport au contexte du pays, tout en se concentrant sur le régime politique dominé par le parti Frelimo. Son examen sous l'angle de sa dimension démographique, historique, politique et de l'âge calendaire conduira ensuite à interroger sur les critères que nous pouvons utiliser pour définir ce que signifie être jeune au Mozambique et quelle relation peut être établie avec le pouvoir politique en vigueur depuis 1975.

Cette approche nous semble fondamentale dans la mesure où, historiquement, la construction de l'État au Mozambique s'est faite dans le cadre d'un discours politique largement ancré sur le rôle des jeunes pour la construction du Mozambique, notamment depuis la lutte armée. Par exemple, au Mozambique, à la mort d'André Matsangaissa (fondateur du parti Renamo), tué par les forces gouvernementales en 1979, nous avons constaté l'émergence d'Afonso Dhlakama<sup>129</sup>, âgé de 26 ans, qui a pris la tête du mouvement politique, après un violent conflit de succession. La même réalité a été observée dans le parti au pouvoir Frelimo. Dans ce parti, les dirigeants ont commencé la lutte de libération du pays alors qu'ils se considéraient comme jeunes. C'est le cas d'Armando Guebuza, président de Mozambique (2005-2014), qui à l'âge de 20 ans a intégré le Frelimo en 1963 et a quitté la capitale du pays en 1964 pour participer à la guérilla.

---

« vendre la nation », parce qu'ils ne sont pas prêts à assumer une fonction politique importante.

<sup>129</sup> Dhlakama est mort en mai 2018. Il avait 65 ans.

L'existence de la loi du service militaire obligatoire, un instrument juridique destiné particulièrement aux jeunes pour intégrer les forces armées de défense de Mozambique, nous semble être un exemple important. En effet, dans le discours des responsables politiques, cette loi est régulièrement invoquée comme un instrument destiné aux jeunes, surtout parce que le Mozambique connaît des scénarios permanents d'absence de paix. Cela fait que tout jeune qui atteint l'âge de 18 ans est désormais obligé de s'inscrire au service militaire, même si ce n'est que d'un point de vue administratif, afin d'obtenir une attestation. Il s'agit d'un instrument juridique purement cosmétique, dans la mesure où l'adhésion des jeunes se fait par obligation et pas nécessairement par un sentiment de besoin et d'appartenance.

L'autre prisme qui nous paraît important à analyser dans cette section concerne l'image dans la société dans le contexte mozambicain, car outre la dimension de la lutte pour l'indépendance en tant qu'acteurs courageux, ces mêmes jeunes sont perçus comme des acteurs qui vivent dans une situation de précarité économique et sociale constante, puisqu'ils souffrent pour obtenir de moyens insuffisants pour supporter leurs besoins quotidiens, ce qui justifie la décision politique de créer un « secrétaire à la jeunesse et à l'emploi » en 2020, qui devrait apparemment répondre aux aspirations et aux défis de cette frange de la population.

### **3.1. Les métamorphoses et les portraits politico-juvéniles au Mozambique**

Cette sous-section propose une discussion autour des moments que nous considérons comme fondamentaux pour comprendre l'évolution historique de ce que nous appelons la « métamorphose des jeunes au Mozambique », un exercice qui sera réalisé en trois étapes complémentaires les unes des autres. Ceci est fait sur la base de notre lecture temporelle de chaque période pendant laquelle les différents présidents ont gouverné le Mozambique. Il s'agit d'un choix purement personnel qui correspond à notre expérience de terrain et pas nécessairement à une approche préétablie. Cet exercice nous permet de comprendre que, selon chaque moment historique, il y a eu une vision particulière sur les jeunes, même si, en fin d'analyse, nous avons réalisé

qu'il y a toujours un va-et-vient discursif sur ces mêmes jeunes tout au long des années de construction et de consolidation du régime politique en pouvoir.

Tout d'abord, il faut se concentrer sur l'année 1977, qui marque la période qui a suivi l'indépendance nationale, lorsque Samora Machel – le premier président de ce qui était alors la République populaire du Mozambique (1975-1986) – a déclaré que les jeunes étaient la « sève de la nation », c'est-à-dire l'avenir du pays ou ceux qui devaient lui donner son destin. À cette époque, la confiance dans les jeunes était nécessaire, car c'était à partir d'eux que le pays s'est appuyé pour surmonter les défis de l'époque. Ce sont ces mêmes jeunes qui, quelques années après, ont été à nouveau confrontés au défi de la construction de l'État à partir de ce qui est devenu « la génération du 8 mars ». Cette phase s'est déroulée sous la présidence de Samora Machel et s'est poursuivie sous Joaquim Chissano, alors président de la République du Mozambique (1986-2005). Cependant, cette vision des jeunes était qu'une rhétorique qui semblait importante pour légitimer certains choix politiques de l'époque, en acceptant symboliquement les jeunes comme acteurs clés du développement du pays.

Dans le second moment, qui s'est produit pendant la présidence d'Armando Guebuza (2005-2015), les jeunes ont commencé à être perçus avec un espoir limité par les acteurs politiques. Nous pouvons citer le célèbre discours du général Hama Thay en 2008, selon lequel « on ne peut pas avoir trop confiance dans les jeunes, car ils pourraient vendre le pays ».<sup>130</sup> C'est probablement la raison pour laquelle les acteurs politiques ont souvent une défiance envers les jeunes, ce qui les empêche d'accéder aux espaces de participation politique. En d'autres termes, la méfiance envers les jeunes des responsables politiques est justifiée par le fait que les « born free »<sup>131</sup> n'ont pas participé à la lutte pour l'indépendance.

---

<sup>130</sup> Journal *Magazine Independente*, 2008.

<sup>131</sup> Emprunté au contexte sud-africain, le terme « born free » peut être traduit par « nés libres ». Il désigne la frange de la population née après l'apartheid. En théorie, nous pouvons dire qu'une telle population ou génération a bénéficié d'opportunités différentes de celles des personnes qui ont connu l'apartheid.

Après cette étape, nous avons vu émergé le même type d'argument pour appeler les jeunes de la « génération du tournant ». Ceux-ci étaient censés être maîtres de leur propre espoir – le travail constituerait le principal moteur de leur avenir, étant donné qu'ils vivaient dans un état de précarité absolue caractérisé par le chômage urbain et l'absence d'horizon social, dans ce que certains auteurs appellent le *waitwood* (Honwana, 2012). C'est également à cette époque que les réseaux sociaux ont été considérés comme des « espaces de rêves irréalisables » par le président Guebuza. Dans le troisième et dernier moment, nous observons la reprise de deux types de discours par Filipe Nyusi, président du Mozambique depuis 2015. Nyusi assume les métamorphoses précédentes, mais récupère surtout la vision de Samora Machel. Avec Nyusi, nous sommes en présence d'une vision d'espoir (la sève de la nation) à cause de la situation politique au Mozambique.

Ces trois moments doivent être considérés comme clés pour comprendre la trajectoire même du régime politique au Mozambique, car nous remarquons une tendance selon laquelle chaque Président de la République cherche à adopter son propre style par rapport aux jeunes. Cette situation peut être comprise comme une recherche permanente où les responsables politiques semblent proches des jeunes, pas nécessairement parce qu'il s'agit d'une volonté de promouvoir des formes de participation de ces mêmes jeunes dans la vie politique du pays, mais comme une action politique pour conquérir un certain type de proximité, qui peut être utilisé en période électorale ou même en période de conflits qui succèdent au Mozambique de façon permanente.

### **3.2. *Geração da viragem* : trajectoire et configurations historiques**

Même si elle n'a pas été bien expliquée ou démontrée, la littérature tend à montrer que nous avons trois générations bien établies dans la scène politique du Mozambique, celui de la « génération 8 mars »<sup>132</sup> et « génération 25 septembre »<sup>133</sup>. Mais plus

---

<sup>132</sup> Il s'agit de la désignation donnée à ceux qui devaient transformer la situation économique, sociale et politique du Mozambique après le retrait des colonisateurs portugais. Le nom a été inventé par le président Samora Machel le 8 mars 1977.

quelques années plus tard, entre 2004 et 2014, sous la présidence d'Armando Guebuza, a été introduit dans le débat politique sur les jeunes ce qui a été appelé la « *geração da viragem* » (génération du tournant). En 2010, Edson Macuácuá, alors secrétaire du Comité central de la mobilisation et de la propagande du parti Frelimo, a déclaré que le concept de génération de *viragem* ne devait pas être compris dans la perspective étymologique du terme, mais dans le sens d'une période historique caractérisée par le fait que les contemporains de cette époque assument une vision et une mission communes, même si pour nous ce point de vue ne semble pas aussi évident dans le cas du Mozambique.

En introduisant cette désignation, Guebuza a voulu faire référence au fait que les jeunes devaient s'unir pour changer leurs conditions de vie. Cependant, le discours de Guebuza ne devrait rien avoir de nouveau, car il s'agit d'un processus historique de la façon dont les acteurs politiques étiquettent la population pour gagner leur confiance à des objectifs et des intérêts particuliers. Toutefois, cette tendance ne devrait pas nous surprendre, dans la mesure où la réalité est également observée dans d'autres contextes en dehors le Mozambique, où les responsables politiques agissent de la même façon envers les jeunes.

Tout ce débat autour de la « génération *da viragem* » n'a jamais abouti à un consensus au Mozambique, car il a rapidement été considéré comme une stratégie de manipulation par les acteurs politique au pouvoir. Mais il est important pour la thèse, car c'est un discours qui a été mis en évidence précisément dans la période qui couvre une partie des enquêtes menées par l'Afrobaromètre qui seront utilisées dans d'autres chapitres pour notre analyse. D'une manière générale, les jeunesses de la « génération *da viragem* » sont, a priori, mieux éduquées, plus cosmopolites, plus politisées (et intégrée au régime – ou pas, d'ailleurs), voir plus connectées. Elles ont des spécificités fondamentales.

De plus, l'émergence de la « génération *da viragem* » ne fait que confirmer, comme nous l'avons dit dans la section précédente, une tendance historique qui existe depuis des années qui repose sur des discours politiques au nom des jeunes. En 2020 avec

---

<sup>133</sup> Cela fait référence au groupe de jeunes qui, à l'époque, ont participé à la lutte pour la libération

l'élection de Filipe Nyusi, l'actuel président de la République, nous avons assisté à la création de secrétaires d'État pour les jeunesses, ce qui configure la continuité des mêmes pratiques politiques lorsque nous parlons des jeunes et de la politique au Mozambique. Au même temps, nous sommes en présence d'une forme de politisation des problèmes des jeunesses, dans la mesure où elle passe du discours à une décision politico-pratique visant à politiser les problèmes des jeunes. Ce qui nous semble important d'aborder, c'est l'apparente distance ou le sentiment de manque d'appartenance que les jeunes révèlent par rapport à cette génération *da viragem*.

Par exemple, lors de notre travail de terrain, aucun jeune n'a mentionné qu'il appartenait à cette génération, comme s'il s'agissait de démontrer que le simple fait d'admettre être membre de cette (pseudo)génération faisait des jeunes des instruments des acteurs politiques. Cette situation s'explique dans la mesure où la plupart des membres qui ont assumé leur appartenance à la « génération du tournant » étaient membres du parti Frelimo, qui ont publiquement défendu l'idée du président Armando Guebuza. Cependant, il nous semble que le soutien n'a été fait que par commodité politique, et pas nécessairement par conviction, surtout parce que ces jeunes étaient considérés comme n'ayant pas d'histoire, puisque nous ne savons pas quelle période ils marquaient dans la construction du régime politique au Mozambique<sup>134</sup>. En effet, il s'agit d'un jargon politique qui n'a pas trouvé d'acceptation.

### **3.3. Entre la cooptation historique et la nécessité de se libérer**

Cette sous-section commence par le concept de « navigation sociale » de Vigh (2006), qui vise à expliquer les tentatives des jeunes de construire des vies significatives dans un terrain sociopolitique imprévisible et en constante évolution. Il est utile pour comprendre la politisation des jeunes car il contient à la fois l'idée d'actions délibérées des jeunes vers les fins souhaitées et reconnaît également les structures qui limitent la participation politique

---

coloniale du Mozambique. Ils faisaient partie du mouvement de libération FRELIMO.

<sup>134</sup> Article d'opinion « Geração da viragem não, geração sem história sim », publié par Bitone Viage, le 21 avril 2017 (<https://ambicanos.blogspot.com/2017/04/geracao-da-viragem-nao-geracao-sem.html>), accès le 14 octobre 2021.

des jeunes. Cela nous rappelle également le discours du premier président de Mozambique indépendant, Samora Machel, prononcée lors de la création de l'Organisation de la jeunesse Mozambicaine (OJM) le 29 de novembre 1977, qui montre bien l'importance historique qui est donnée depuis longtemps à la jeunesse comme un acteur crucial dans la construction du pays, en mettant en évidence la nécessité d'être vigilant pour défendre le pays. Comme nous l'avons déjà montré, plusieurs fois dans ses discours publics, Machel a appelé les jeunes du Mozambique « la sève de la nation » : des contributeurs engagés pour la libération du pays contre la domination coloniale en faveur de la démocratie.

Le discours de Machel est intéressant pour notre thèse parce qu'il fait penser au rôle que les jeunes ont joué à cette époque, et à leur utilité pour la poursuite de la construction du régime politique. En 2015, pendant la célébration des 39 ans de l'OJM, l'actuel président du Mozambique, Filipe Nyusi, a souligné que, tout comme hier, les jeunes continuent à être la « sève de la Nation ». Selon Nyusi, pour gagner sa vie, les jeunes doivent avoir le courage de « transpirer ». Encore en 2015, pendant de la célébration de la journée des héros mozambicains (3 février), l'ancienne gouverneure de la province de Sofala (centre du Mozambique), Helena Taipo, avait affirmé que « la jeunesse doit être active pour obtenir la paix et l'unité nationale (...) en préservant la mémoire et le travail des personnes qui ont lutté pour l'indépendance de Mozambique ». Le même type de référence a été faite par l'ancien gouverneur de Nampula, Vítor Borges, le même jour.

Ces discours montrent combien les responsables politiques au Mozambique continuent à mettre en évidence les jeunes comme des acteurs politiquement « instrumentalisés et instrumentalisables », même si cette situation n'est pas particulière du Mozambique. En fait, en invoquant d'autres terrains, la politisation des problèmes des jeunes a été aussi défendue par Galland (2009 : 3), pour montrer que « les jeunes sont depuis longtemps considérés comme un vecteur du changement social, soit, du côté des tenants de l'ordre, pour s'inquiéter de ses éventuels débordements, soit, du côté des progressistes ou des révolutionnaires, pour se réjouir de leur capacité contestataire ». Le Mozambique est un pays avec une population dont plus de 60 % de la population a moins de 35 ans (INE, 2017), où le discours et les affiches autour des « jeunes » se pose régulièrement d'une double manière. D'une part, sur la production des chiffres concernant la population considérée jeune, parce nous trouvons dans le même pays des rapports statistiques et études démographiques contradictoires, même s'il faut avoir prudence et rigueur face à ces

données. D'autre part, il faut souligner l'existence d'un cadre juridique en termes de Constitution de la République et une « politique de la jeunesse », adopté en 2013.

Ces éléments permettent d'affirmer que l'instrumentalisation institutionnelle des jeunes est toujours une réalité. Ainsi, les jeunes qui ont tendance à refuser ce processus d'agence risquent de perdre les opportunités qui leur sont offertes par le parti au pouvoir. Dans ce contexte, être jeune dans le cas mozambicain, c'est être soumis à l'agenda politique, où faire partie des organisations des jeunes des partis politiques est fondamental pour échapper aux absences sociales et économiques existantes auxquelles le pays est confronté par rapport aux jeunes. En d'autres termes, être jeune signifie s'allier au parti au pouvoir, car agir en marge peut être compris comme un défi au pouvoir en place. Cependant, même considérant toute cette réalité, les jeunes cherchent d'autres formes de participation politique par des moyens qui ne sont pas classiquement communs tels que faire partie d'organisations sociales, civiques et politiques. Ils le font par des canaux infra-politiques (Scott, 2019).

Dans ce contexte, au Mozambique les ressorts de la domination caractéristique de l'ordre politique reposent sur une « politique de la médiation » et sur une stratégie de « cooptation néo-patrimoniale » qui permettent le désamorçage des tensions et le règlement des conflits, selon des procédures bien précises, avec pour objectif la préservation de l'image consensuelle de l'ordre politique du pays. Ces deux dimensions constituent, les piliers d'une « culture politique » qui irradie une multitude d'espaces sociaux et qui permet un échange médiatisé et permanent entre dirigeants et dirigés. C'est autour de ces axes que nous proposons deux approches avant de conclure ce chapitre.

Premièrement, discuter sur les jeunes du / au Mozambique implique de revenir sur l'histoire politique du pays, considérant que depuis l'époque coloniale ou encore avec le premier Président du pays, Samora Machel (1975-1986), les jeunes ont été considérés comme la « sève de la nation » – le futur du pays<sup>135</sup>, même si dans le continent Africain cette vision a changé avec le temps. Durham (2000) résume cette

---

<sup>135</sup> Diouf (2013) appelle cette vision comme « projet nationaliste », qui se caractérise par deux aspects : (1) maintenir une frontière entre les « vieux » et les « juniors » qui définissent les valeurs traditionnelles d'Afrique, et (2) placer les jeunes au centre des plans économiques de développement de libération nationale.

tension entre « conquête de citoyenneté » et cooptation. Pour elle, il y aurait, en quelque sorte, d'une part, cette capacité des jeunes à voir les hiérarchies établies sous un regard neuf et à utiliser leur énergie – voire leur force physique – comme levier pour « défier » ces hiérarchies. D'autre part, la puissance des relations verticales, l'inertie des institutions sociales, et les moyens dont disposent les aînés, peuvent expliquer l'éventuelle « soumission » des jeunes dans un tel espace politique.

Deuxièmement, au Mozambique nous observons un paradoxe parce que les jeunes, perçus comme un espoir par le pouvoir politique en place, vivent dans une tension permanente entre la cooptation des élites politiques et la construction d'identités parfois ambivalentes et contradictoires. Ces jeunes oscillent entre la conformité stratégique et l'obéissance, ou ils subissent le harcèlement politique et la reproduction de pratiques de tutelle, de contrôle et de surveillance politique par l'État et les pouvoirs publics, qui aboutissent à des situations de collaboration politique momentanée, notamment avec des jeunes des organisations associatives. Ceci en raison d'une indifférence, si nous voulons nous appuyer sur Muxel (2010), bien qu'il soit clairement reconnu que le contexte de ce que nous comprenons par jeunes ne peut être comparé géographiquement et socialement, et que le contexte joue un rôle clé dans cette analyse.

## **Conclusion**

Notre thèse s'inscrit dans un débat théorique sur les trajectoires et les représentations politique des jeunes en Afrique de manière générale (Mbembe, 2004 ; Gomez-Perez et al., 2012 ; Honwana, 2014) et sur le Mozambique en tant que cas d'étude (Honwana, 2012). Le choix de cette démarche se justifie dans le cadre de la sociologie des âges (Velde, 2015) qui se regroupe en quatre prismes : prisme des « âges », le prisme des « parcours », le prisme des « générations » et le prisme géographique « urbain », les deux premières étant d'un intérêt particulier pour nous. En fait, dans d'autres chapitres ces prismes nous permettront de comprendre l'évolution de la participation politique des jeunes. Ces approches s'ajoutent à l'analyse des variables sociodémographiques qui impliquent la participation politique des jeunes, une analyse qui sera également faite en s'appuyant sur les données statistiques.

Ce chapitre a permis de comprendre les interactions dans la construction du régime politique et la politisation des jeunes. Également, en abordant les cadets sociaux nous avons montré que la politisation des jeunes se construit à partir d'une double dynamique, celle de l'héritage et celle de l'expérimentation – de la socialisation, car il faut comprendre leurs pratiques de participation selon les époques et selon toutes les modalités participatives émergentes, à partir des entretiens menés sur le terrain dans d'autres chapitres. Notre discussion a essayé de tracer le lien entre « jeunesse », transition vers l'âge adulte et attentes sociales, à partir de l'exposition des conflits entre les générations pour accéder au statut d'adulte, considérant que les tactiques auxquelles les jeunes ont recours pour tenter de s'intégrer dans les réseaux locaux de patronage, seule manière d'obtenir un travail dans un pays comme le Mozambique où le chômage se situe à 7 % (Plecher, 2019).

Dans ce chapitre, nous défendons la thèse selon laquelle la définition des jeunes doit être lue à travers la trajectoire politique du pays, la famille, leurs pairs et la position qu'ils occupent par rapport aux générations adultes – voire leurs aînés. C'est la raison pour laquelle notre définition tient compte non seulement de la construction historique du régime politique au Mozambique, mais aussi des différents moments qui caractérisent ces mêmes jeunes. Nous soutenons également que les jeunes du Mozambique vivent dans une tentative permanente d'obéissance forcée face aux acteurs politiques, car c'est la seule façon pour eux d'obtenir des bénéfices économiques pour leur survie quotidienne.

Pour conclure, notre compréhension de ce qui signifie « jeunesse » considère une construction à partir de trois perspectives associées, englobant l'âge, le parcours socio-économique et la dimension politique de ces jeunes. Ce choix est justifié par deux aspects. D'une part, il faut considérer qu'être jeune n'a pas toujours signifié la même chose dans le temps et selon les pays. D'autre part, notre choix conceptuel considère qu'étudier les jeunes implique une compréhension des conditions sociales du passage de l'adolescence à l'âge adulte – c'est un temps de transition, marqué par des expériences de plus en plus complexes et par beaucoup d'incertitudes. Les jeunes font leurs apprentissages politiques, leurs premiers pas de citoyens actifs et expriment leurs premiers choix politiques, comme le montre Muxel (2011).

En revanche, nous comprenons qu'il faut de la prudence et de la rigueur avant de généraliser ce concept, dans la perspective qu'il faut adapter chaque concept au contexte. En fait, comme Honwana (2012), nous défendons une définition de jeunesse à partir d'une perspective sociale, construite dans le temps. Ainsi, pour nous les jeunes constituent un corps social, économique et politique qui perdure dans le temps sous la domination permanente des aînés, bien que ceux-ci soient à la recherche de ce qui leur permettra de trouver un avenir possible pour surmonter les difficultés quotidiennes.

## **Chapitre 4 : Quand les élections marquent la politique**



**Photo 1 :** Affiches électorales, Maputo (Tsandzana, 2018).

Cette image a été prise en octobre 2018, le mois où nous avons atterri à Maputo pour notre premier travail de terrain après l'inscription en thèse. C'était un après-midi ensoleillé, et la ville de Maputo nous semblait inconnue avec des flyers presque partout, symbole de la période électorale marquée par les élections

municipales cette année-là. Deux questions centrales méritent d'être soulignées dans l'image. Si d'une part les affiches sont placées dans un endroit incongru (compteur électrique), il semble que ce soit dans un environnement propice à la campagne électorale, l'un des nombreux marchés informels de la capitale du Mozambique, Maputo.

De plus, il s'agit d'une affiche politique du parti Renamo qui, pour des raisons historiques, ne suscite pas beaucoup l'adhésion dans le centre urbain de Maputo, que ce soit lors des élections municipales ou présidentielles. Une situation différente peut être observée dans les villes de Beira et Nampula, où l'opposition est « bienvenue ».

En commençant par cette image, nous voulons souligner que le débat sur les élections fait partie des objets canoniques de la participation politique, comme l'a montré le chapitre deux concernant la construction historique du concept. En fait, il faut noter que même si la littérature a évolué sur la signification de la participation politique, les élections n'ont jamais cessé d'être les objets préférés de la science politique. Bien que nous observions une tendance à la participation électorale intermittente dans plusieurs pays (Castels, 2018), les élections constituent toujours l'une des formes de participation les plus importantes, que ce soit dans les pays considérés comme des démocraties consolidées ou dans les pays où la pratique démocratique est limitée.

Notre approche tout au long de ce chapitre suivra une logique contextuelle, dans laquelle l'explication des élections doit tenir compte des littératures existantes propres aux différents pays. Ainsi, nous proposons un dialogue entre ce qui a déjà été écrit, sans prendre ses résultats et ses explications comme définitifs ou transférables entre les pays. De même, nous ne pouvons pas complètement supposer que l'étude des élections se limite uniquement à la littérature déjà connue et largement diffusée. En effet, comme le souligne Darracq et al. (2012 : 201), « acquérir une meilleure compréhension des processus électoraux en Afrique suppose de se départir d'une vision trop ethnocentrée de la norme démocratique afin d'identifier les logiques de réappropriation à l'œuvre dans la manière de faire du politique ». C'est dans ce contexte qu'avant même de parler de ce qui signifient les élections en Afrique, il est

nécessaire de montrer le contexte général (et dominant) de l'objet central de ce chapitre : les élections.

Dans ce contexte, Ihl (2000) avait déjà montré que l'étude des élections est l'un des axes majeurs du développement de la science politique. Comme le montre Luck (2008), nombreux sont les travaux de science politique ou de sociologie qui adoptent une conception inclusive de la participation politique en y intégrant les diverses formes d'action non institutionnelle. Les comportements protestataires, la manifestation ou encore l'« action directe » — modes d'intervention longtemps mis en marge de la participation politique, qualifiés de « non conventionnels » et ainsi présentés comme quasiment dysfonctionnels — se sont progressivement fait une place au sein des objets d'étude légitimes du champ des sciences sociales du politique (Luck, 2008 : 231).

De son côté, Lehingue (2011) affirme que la tenue d'élections « libres » est progressivement devenue le mètre étalon permettant de jauger du caractère démocratique d'un mouvement social, d'une organisation partisane, d'un gouvernement ou d'un État (dans ce dernier cas, elle conditionnera la poursuite des aides financières internationales ou la levée des embargos commerciaux). Le problème se complique lorsque nous prenons conscience qu'aucune des grandes démocraties représentatives contemporaines — implicitement tenues comme modèles — ne satisfait à toutes les conditions posées par les théoriciens du vote. Bien avant, Fillieule (1997) insistait, par exemple, sur la nécessité d'intégrer la notion d'action collective à un « continuum de la participation politique », au sein duquel prendraient place les modes d'action illégaux et légaux, l'activisme politique même violent et le vote.

Pour nous, cette approche a le mérite de permettre d'envisager l'expression politique des citoyens dans toute la variété de ses modalités concrètes. Parler de « continuum de la participation ne revient bien sûr pas à dire que la palette de la participation s'étend pour tout individu de l'action violente au vote, mais ceci souligne l'importance de ne pas laisser de côté de l'analyse des comportements politiques tout ce qui ne prend pas la forme canonique de la participation électorale » (Fillieule, 1997 : 4). Cependant, quelles que soient les autres formes de participation politique, les élections seront finalement considérées comme la solution à toutes les demandes – l'élection de ceux

qui doivent résoudre ces problèmes. « L'élection envahit l'ensemble des institutions sociales : on vote pour désigner un maire, un président de conseil d'administration, un délégué de classe, un représentant, on vote pour adopter un projet de loi, acquitter un accusé, ratifier un traité » (Ihl, 2000 : 17).

En essayant d'aborder les élections dans ce chapitre, nous cherchons à comprendre ce qui motive les jeunes citoyens à voter et quelles formes de participation politique peuvent émerger grâce à cet « acte de vote » (Déloye et al., 2008)<sup>136</sup>. Sans transposition, mais en l'adaptant pour le cas du Mozambique, cette approche nous permettra de comprendre les différentes « matérialités » (Perrot et al., 2016) qui composent les élections dans le pays, considérant une perspective dans laquelle le vote peut avoir différentes significations et davantage pour les jeunes électeurs en particulier.

En fait, un certain nombre d'études abordent conjointement les dimensions institutionnelles et non conventionnelles de la participation politique (Mayer, 2010 ; Duran et al., 2013). Il s'agit généralement d'enquêtes par questionnaires s'intéressant soit au rapport aux institutions ainsi qu'au taux de participation électorale des militants des mouvements sociaux, soit à la disposition à l'action collective des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête électorale. Ces travaux ont souligné la forte corrélation entre engagement militant et participation électorale en montrant que « ceux qui manifestent le plus sont aussi ceux qui votent le plus ».

La motivation de notre analyse s'associe à un constat particulier. L'équation *élection = démocratie* reste dans l'actualité irréfragable, même si, de plus en plus, l'usage de cette modalité est considéré comme une condition certes nécessaire, mais pas nécessairement suffisante à la satisfaction de cet idéal normatif. En témoigne par exemple l'usage de plus en plus fréquent de l'oxymore « coup d'État électoral » (Lehingue, 2011). Ceci nous mènera dans la prochaine section de ce chapitre, à titrer

---

<sup>136</sup> Les auteurs affirment que dans son organisation même, l'élection s'avère représenter plus qu'une simple procédure technique. Elle constitue un rituel social. Une mise en scène, codifiée en fonction de défis spécifiques et au terme de multiples affrontements. L'acte de vote est le résultat de cinq opérations définies dans le calendrier électoral : le recensement des électeurs, la présentation de candidatures des partis et des candidats, la campagne, la journée de réflexion électorale et celle du vote.

« des élections répétées, sans défier le pouvoir en place ». Comme différents chercheurs l'ont soutenu (Pitcher, 2005 : 151), l'« illusion de l'électoralisme », autrement dit la tendance à assimiler les élections à la démocratie, peut mener, dans de nombreux cas, à des appréciations bien trop optimistes, confondant l'amplitude des choix politiques significatifs qui s'offrent à l'électorat, l'étendue des libertés politiques, les droits qu'ont les citoyens de participer au processus politique en dehors des périodes de campagne électorale, et la capacité de ces mêmes citoyens à engager la responsabilité des représentants par d'autres moyens que la seule sanction des urnes. Ces chercheurs nous avertissent que, lorsque les élections sont envisagées comme une preuve de la force de la démocratie dans un pays, les défis et les obstacles à une participation et une contestation importante peuvent être ignorés<sup>137</sup>.

Ainsi, ce chapitre vise à discuter de l'équation suivante : quelle relation les jeunes entretiennent avec la politique, dans un contexte où la liberté de s'exprimer par des moyens autres que les élections cycliques formellement organisées, dans le cas du Mozambique, est limitée ? Dans ce but, nous allons diviser notre approche en trois parties, en commençant par l'état des lieux de la littérature dans son ensemble pour arriver au contexte plus spécifique de l'Afrique. La deuxième section aborde deux moments électoraux au Mozambique et leurs implications dans les différents modes de participation politique, tandis que la troisième section discute la matérialité du vote utilisée par les jeunes dans leur rapport aux élections.

## 1. Une entrée par les élections

Gage de délibération, attestation d'un droit, dispositif matériel, creuset d'une décision, rite civique : voilà pour le versant intransitif du mot vote. Quant à son contenu, il peut recouvrir aussi bien une consultation en vue de ratifier un texte (le référendum) que le choix d'une candidature (l'élection au sens propre) ou la décision de condamner un criminel (le vote délibératif).<sup>138</sup>

---

<sup>137</sup> Voir van de Walle (2001).

Il nous semble difficile de parler des élections sans faire référence à la représentation politique dans les sociétés contemporaines qui se réclament de la démocratie. En suivant la ligne d'analyse de Bourdieu (1989), nous dirons même que c'est la manière dont le pouvoir politique est constitué, à partir d'un processus de délégation par lequel la majorité des citoyens transfèrent – par le vote et pour une période limitée – leur pouvoir à un petit nombre de professionnels, ou presque professionnels, de la politique.

Dans ce processus, la concurrence pour le pouvoir de représentation politique est essentiellement menée par les partis, des sociétés spécialisées dans la lutte pour l'exercice du pouvoir politique (Offerlé, 1987), qui tendent à monopoliser la formulation, ou l'expression, des intérêts sociaux dans le domaine politique. L'élection, c'est-à-dire la décision des votants, qui est le mécanisme central de la construction de la représentation politique, bien que ce ne soit pas le seul, « est un processus complexe de lutte concurrentielle entre ceux qui cherchent à exercer une fonction politique et obéissent à un ensemble de règles qui constituent le système électoral » (Offerlé, 1987 : 21).

Il convient toutefois de souligner qu'il ne s'agit pas simplement d'un instrument neutre, capable de traduire mécaniquement une prétendue volonté exprimée par les citoyens lors du vote, mais d'un arrangement institutionnel qui crée cette volonté et la façonne, en influençant directement la représentation politique et, en tant que tel, une raison des luttes pour définir la configuration la plus favorable pour les différents agents politiques en compétition. D'autant plus, selon le système électoral en vigueur, un même vote peut produire des résultats différents. Ainsi, l'idée que l'élection serait une expression fidèle de la « volonté populaire », qui en réalité n'existe pas si ce n'est comme un produit des travaux de construction opérés par les acteurs politiques, devrait être relativisée (Brito, 2010).

Selon Déloye et al. (2008 : 11), « enjeu de conquêtes sociales, source et arbitre de rivalités politiques », l'élection a fait l'objet, depuis plus de deux cents ans, d'une intense valorisation. Dans son organisation même, l'élection s'avère représenter plus

---

<sup>138</sup> Ce passage est extrait du livre d'Olivier Ihl (2000 : 18), dans lequel l'auteur discute des différentes significations du vote.

qu'une simple procédure technique, « elle constitue un rituel social, une mise en scène, codifiée en fonction de défis spécifiques et au terme de multiples affrontements » (Déloye et al., 2008 : 13). Comme l'explique Lehingue (2011), à la fois technologie politique et pratique sociale, le vote nous apparaît paradoxalement comme un tissu d'évidences peu susceptible de retenir notre curiosité, mais aussi comme un ensemble d'énigmes dont certaines restent irrésolues.

Dans cette approche, l'auteur (Lehingue, 2011 : 13) propose deux questions. D'abord, pourquoi l'élection ressort-elle comme une institution allant tellement de soi (*taken for granted*) ou pourquoi voter s'apparente-t-il à une pratique aussi « naturelle », adjectif dont le sociologue devrait toujours se définir par réflexe professionnel ? Ensuite, comment restituer au vote son statut de construit social et historique, retrouver ses étrangetés, débusquer ses ambivalences ? Ces deux propositions doivent être vérifiées tout au long de ce chapitre, étant donné que nous ne pouvons pas les supposer consensuelles pour un pays avec des limitations démocratiques comme le Mozambique.

L'approche d'Ihl (2000) montre également que le vote est un droit et une liberté, une garantie et un pouvoir. Dans tous les cas, une procédure *sans histoire*. Nous ne discutons plus de ce qui fonde le recours au vote. Nous nous contentons de prendre acte de sa nécessité, raison pour laquelle le même auteur va poser la question : « le vote n'est-il pas le seul moyen d'exprimer l'assentiment collectif, de produire des verdicts souverains, en un mot, d'assurer l'alternance politique, ce firmament de démocratie moderne ? » (Ihl, 2000 : 11). Ce questionnement est important parce que, comme nous le montre Lehingue (2011), il faut comprendre et lire le vote comme un rite, en ce qu'il permet, de manière espacée et minutieusement ordonnancée, la mise en contact du profane et du sacré.

Cependant, nous ne pouvons pas assumer toute la lecture et l'analyse théorique qui est faite par la littérature décrite ci-dessus, car notre thèse s'intéresse à un continent qui ne repose pas sur les mêmes bases que celles décrites dans la vaste littérature. Ainsi, toute discussion sur les élections en Afrique en général, et au Mozambique en particulier, doit se fonder sur le contexte de ces zones géographiques. Bien que la littérature se soit largement intéressée aux pays où la démocratie est consolidée et les

élections sont réalisées de manière efficace, il est important de lire et de comprendre ce qui se passe dans d'autres contextes, en se basant sur la réalité constatée sur le terrain et non sur une simple transposition.

Dans ce contexte, pour la compréhension de ce chapitre, il sera nécessaire dans les sous-sections suivantes d'aborder le contexte dans lequel notre analyse s'insère, en partant d'abord de la dimension continentale et en allant au-delà pour traiter en détail le cas du Mozambique. En fait, la discussion sur les élections peut varier selon le contexte dans lequel nous l'examinons. C'est-à-dire que nous présenterons l'analyse générale des élections dans le contexte africain, en passant ensuite au cas particulier du Mozambique et en associant les résultats des entretiens que nous avons menés, ainsi que l'observation des élections elles-mêmes.

### **1.1. Les élections en Afrique : trajectoires et historicité**

Bien que les systèmes politiques précoloniaux de l'Afrique comportassent certaines nuances de principes et de pratiques démocratiques, le concept de vote et la notion de majorité et de minorité politiques ne faisaient pas partie de la tradition politique africaine (Albert, 1992). En fait, les élections étaient un artifice colonial qui a évolué dans le cadre du transfert institutionnel de la superstructure de la démocratie libérale (Jinadu, 1995 : 76). Le consensus, le dialogue et le collectif politique étaient mis en avant, par opposition à l'individualisme, à l'atomisation et au système politique majoritaire du capitaliste occidental.

Le livre sur « la politique en Afrique », écrit par Gazibo et Thiriot (2009), marque une étape importante dans l'étude de la politique en Afrique en général, et sur les élections en particulier. Les auteurs expliquent que l'étude de « l'Afrique pose aux chercheurs, la conciliation entre le spécifique et l'universel, c'est-à-dire l'arrimage entre les études africaines et les travaux de la science politique centrale » (Gazibo et al., 2009 : 13). Mais pour mieux comprendre cette dynamique, il faut remonter un peu dans le temps.

Dans la période précoloniale, Musulay (2016) affirme que le système démocratique en Afrique subsaharienne variait selon le type de communauté, notamment selon que les communautés étaient grégaires ou parentalisées, hiérarchisées ou en voie d'étatisation. C'est la démocratie de participation et à responsabilité partagée (la cohésion des communautés était assurée par divers mécanismes de participation) qui prévalait. L'auteur souligne qu'« elle résultait du mode de transmission des pouvoirs et des statuts, transmission parfois héréditaire et opérée de façon progressive (par exemple des rites d'initiation en plusieurs étapes), provisoire (par exemple statut de femme révoqué pour cause de stérilité) et pragmatique (par exemple statut octroyé sur la base des résultats produits par le travail d'un individu) » (Musulay, 2016 : 35) :

C'est cette réalité de démocratie, de participation, de communication, de consensus et de conciliation qui apparaît comme l'une des plus grandes contributions de l'Afrique subsaharienne précoloniale au débat portant sur l'essence et la nature de la démocratie dans l'Afrique subsaharienne d'aujourd'hui : une démocratie qui correspond à un modèle de société marqué à la fois par la diversité et la solidarité, l'unité et la multiplicité, l'interdépendance et l'autonomie identitaire.

Pascal Mukonde Musulay (2016 : 35)

La citation de Musulay doit être utilisée avec prudence, dans la mesure où nous ne pouvons pas affirmer avec certitude que la période précoloniale était conforme à la démocratie, surtout si nous pensons aux structures très hiérarchisées comme les États soudanais (Bereketeab, 2013). D'après Adejumobi (2000 : 63), le colonialisme a produit trois paradoxes aigus pour la politique et les comportements électoraux post-coloniaux, en particulier pour les dirigeants.

1. Premièrement, le colonialisme, par sa nature et son caractère même, est antithétique à la logique et à la philosophie des élections et de la démocratie, car il a été construit sur une base d'autoritarisme et de domination. Ainsi, la super-intendance du processus électoral, en particulier lorsque le régime colonial lui-même était profondément intéressé et impliqué dans la politique de transfert du pouvoir, était très

complexe et problématique, et la mesure dans laquelle un processus électoral colonial impartial ou libre et équitable était possible.

2. Deuxièmement, bien que le projet de décolonisation ait été tissé autour des principes démocratiques et des idéaux d'autodétermination et de justice sociale, les élites politiques émergentes ont été éduquées et socialisées sous un ordre hautement centralisé et autoritaire (Chazan, 1993).
3. Troisièmement, le caractère étatiste du régime colonial, qui a survécu à l'époque, a ensuite déterminé l'objet et le terrain de la compétition électorale. Cependant, il faut bien souligner que d'autres processus électoraux ont été introduits, notamment sur la fin de la période coloniale. Nous pensons, par exemple, dans les colonies françaises, ce qu'il en a été dans les colonies portugaises.

Avant de détailler le travail de terrain effectué au Mozambique, il nous semble important de donner quelques indications générales sur le contexte du pays que nous analysons. En fait, en utilisant une perspective socio-historique, nous sommes presque obligés de dire que toute analyse sur les élections au Mozambique ne peut être comprise en dehors de la dynamique qui entoure le continent africain. Une littérature abondante considère les élections dans les Afriques du point de vue de ce qu'elles devraient être aux yeux d'autres terrains, et pas nécessairement de ce qu'elles sont en réalité, une espèce de « banalité théorique » (Gazibo et al., 2009).

En effet, pendant de nombreuses années, les élections en Afrique ont été considérées comme censées être « justes, libres et transparentes », alors que la réalité montre que ce qui est récurrent, c'est qu'elles sont considérées comme frauduleuses (Mayrargue et al., 2010). En d'autres termes, parler des élections en Afrique mène à s'interroger sur la transparence et la perpétuation du pouvoir.<sup>139</sup> Cependant, cette lecture limitée de l'impact des élections en Afrique doit être fortement nuancée. Elle repose notamment sur une idéalisation du fonctionnement de la démocratie en Occident, même si les dernières élections aux États-Unis – un pays considéré comme une démocratie consolidée – ont montré qu'il ne faut pas considérer les « notions acquises » comme des certitudes absolues. En fait, dans ces pays démocratiques (ou pluralistes), les

élections peuvent être ce que la littérature considère communément comme la réalité des autres, voire de l’Afrique.

Ce normativisme très occidental – voire standardisée de la science politique « mainstream » – des élections est en vigueur depuis des années, et toute analyse rigoureuse ne peut ignorer l’existence d’une telle vision de la signification des élections en Afrique. Pour Quentin (2004), « les élections en Afrique ne présentent pas, au premier abord, un intérêt légitime dans la science politique centrale. Leur étude semble plaquer, à tort, une problématique de l’extérieur (Quentin, 2004 : 12). Il ne s’agit pas de s’interroger sur les « origines » des pratiques électorales, comme s’il y avait un avant et un après, mais bien plutôt de suivre la construction des configurations de sens des élections en Afrique. Étudier les élections en Afrique en se demandant comment elles sont comparables à celles des pays du Nord, où les procédures sont consolidées depuis longtemps, ne saurait être réduit à une opération pouvant être guidée par la seule adoption d’un paradigme (Quentin, 2004).

Il faudrait peut-être remonter aux années 1960 et 1970, lorsque, après la conquête de l’indépendance, plusieurs pays ont vu de manière unanime dans le postulat électoral leur façon d’être sur le théâtre des « nations démocratiques ». D’après Van de Walle (2009), ce que nous pouvons appeler démocratisation a balayé l’Afrique subsaharienne au début des années 1990 pour apporter un changement politique substantiel dans la région. Entre les indépendances et la fin des années 1960, la majorité des États africains était tombée sous la coupe de dictatures militaires et policières. Parler des élections en Afrique c’est aussi revenir à ce que Huntington (1991) a appelé la « troisième vague » de démocratisation, pour qualifier la vague des changements de régime qui a commencé en Europe méridionale (Grèce, Espagne et Portugal) au milieu des années 1970 avant de déferler sur l’Amérique latine dans les années 1980.

En fait, comme le montre Roller (2005), c’est à partir du milieu des années 1980 que différents travaux, réfutant tout ethnocentrisme ou normativisme et résolument décomplexés, s’accordent sur l’idée que « l’analyse contemporaine de la réalité de

---

<sup>139</sup> Voir « Qui ta fait roi ? Légitimité, élections et démocratie en Afrique », de Guy Rossatanga-Rignault, 2011.

l'État en Afrique subsaharienne ne saurait se réduire à une recherche de singularités ou/et une simple investigation de ses carences ou lacunes – éventuellement habillées par des apories culturalistes – mais doit résolument se poser la question du rapport entre cadres de production des biens publics et résultats des interventions qui en résultent ».

Avant 1990, les études sur les élections en Afrique portent le plus souvent sur des scrutins non-concurrentiels dans les systèmes peu ou pas compétitifs (Quentin, 2004 : 27). L'Afrique de la fin des années 1980 et du début des années 1990 était caractérisée par une tendance générale à la politique plurielle et à la compétition électorale multipartite, mais avant même cette période nous devons rappeler qu'il avait une brève parenthèse pluraliste qui a parfois existé (Gazibo, 2010). Les clichés politiques populaires étaient « élections », « multipartisme », « société civile » et « démocratie » (Quentin, 2004 : 64). Entre 1985 et 1991, pas moins de vingt-huit régimes autoritaires ont été contraints de libérer l'arène politique, tandis que des élections multipartites ont été organisées dans huit pays. En 1997, environ trois quarts des pays africains étaient sous « régime démocratique », succombant à la logique d'élections périodiques, bien que le plus souvent au contenu douteux.

## **1.2. Des élections pas comme les autres en Afrique**

Les élections constituent un élément important de la démocratie libérale. Elles sont un moyen viable d'assurer le processus ordonné de succession et de changement des dirigeants et un instrument d'autorité et de légitimation politique. D'après Adejumobi (2000), l'échec des élections ou leur absence définit en grande partie la prédominance des dictatures politiques et des régimes personnalisés en Afrique. La vague d'enthousiasme démocratique a suscité un processus d'élections multipartites dans le continent et cela a fourni une plateforme à la société civile pour faire partie de ces mêmes élections en tant qu'observatrice.

Cependant, la structure et le processus des élections restent largement discutables. Nous constatons des problèmes dans l'infrastructure organisationnelle pour gérer ces élections, ainsi que dans toute la procédure. En fait, le trucage et le brigandage des

élections, leur violence et leur annulation sont des pratiques courantes. La tendance est au retour à l'ordre ancien d'un pouvoir politique despotique sous l'apparence d'une gouvernance civile. « Les élections sous leur forme actuelle dans la plupart des États africains semblent être une ombre de la démocratie, mettant en danger le fragile projet démocratique lui-même » (Adejumobi, 2000 : 59).

D'après Quentin (2004), l'analyse des élections africaines est devenue un lieu de rencontre – et éventuellement d'affrontement – des différentes conceptions du comparatisme en science politique. Il y a un discours qui vise à affirmer que dans les élections réalisées en Afrique tout est intéressant sauf les résultats. Cette contextualisation conduit à se demander, du reste, si l'élection donne vraiment lieu à des choix ou si elle ne consiste pas plutôt en un moyen de légitimation des mêmes acteurs qui organisent les élections dans le continent. Le continent africain a été étudié du point de vue des vagues démocratiques, comme nous l'avons vu précédemment. Toutefois, cette réalité mérite une analyse plus spécifique pour comprendre la réalité du continent elle-même.

Selon Darracq et al. (2012), il s'agissait pour beaucoup d'une redécouverte, après une longue parenthèse autocratique durant laquelle des régimes mono-partisans furent mis en place au nom des impératifs de la construction nationale et du développement, mais aussi pour élaborer des stratégies d'accaparement des ressources internes ou des rentes liées à l'extraversion.<sup>140</sup> Pour Kokoroko (2009), les élections constituent pour les sociétés contemporaines l'instrument à l'aide<sup>141</sup> duquel la communauté internationale classe ou déclasse, évalue ou dévalue les systèmes politiques, notamment dans les

---

<sup>140</sup> L'idée de l'extraversion en Afrique avait déjà été étudiée par Bayart (1999) dans une perspective de domination de l'Afrique par les pays développés. L'auteur (Bayart, 1999 : 98) montre que « les acteurs dominants des sociétés subsahariennes ont incliné à compenser leurs difficultés à autonomiser leur pouvoir et à intensifier l'exploitation de leurs dépendants par le recours délibéré à des stratégies d'extraversion, mobilisant les ressources que procurait leur rapport – éventuellement inégal – à l'environnement extérieur ».

<sup>141</sup> D'après Dufief (2015), la démocratie, associée à la notion de développement, est devenue une condition essentielle pour assurer le soutien des acteurs internationaux à ces pays. « Les discours théoriques sur la démocratie ont amplifié l'idée selon laquelle elle serait le seul mode de gouvernement acceptable. Ils ont en particulier poussé les pays en développement à mettre en place un cycle de réformes, comme preuve de leur adhésion à la désirabilité du modèle démocratique. Par conséquent, toute remise en cause des principes démocratiques par les acteurs politiques, et notamment les dirigeants, est stigmatisée. » (Dufief, 2015 : 54).

pays du tiers- monde. « Dans cette optique, les élections n’ont pas toujours répondu aux attentes démocratiques car elles donnent constamment lieu à critique par une rhétorique forgée autour de notions telles que le tripatouillage, le hold-up, l’instrumentalisation de la loi électorale... révélant les difficultés à changer les habitudes politiques par des normes ou des mécanismes tout aussi primitifs que sophistiqués » (Kokoroko, 2009 : 117).

La mise en place d’élections sur le continent africain a presque toujours été considérée comme une réalité qui n’appartenait pas vraiment au continent. Il s’agit d’un débat selon lequel les élections sont apparues comme une réponse à une réalité extérieure après des années de conflit, surtout comme une réponse aux acteurs internationaux<sup>142</sup>. Par exemple, Darracq et al. (2012 : 198) parlent d’une « adhésion au moins formelle à la norme démocratique ». Pour l’auteur, avec la fin de la guerre froide et face à la volonté des puissances occidentales de conditionner l’aide au développement à l’exercice démocratique, les nouvelles élites d’Afrique doivent mettre en avant leur légitimité issue des urnes afin d’accéder à des fonds autrefois dispensés avec moins de scrupules<sup>143</sup>.

Toutes les contradictions pour comprendre les élections en Afrique mènent à poser quelques questions pour savoir si ces élections qui se déroulent dans le continent sont des « élections comme les autres »<sup>144</sup>, c’est-à-dire des moyens crédibles de promotion des alternances démocratique et politique. En d’autres termes, pour citer Kokoroko

---

<sup>142</sup> Bien que le multipartisme et les élections deviennent rapidement la norme en Afrique, il est important de distinguer la forme et le contenu du phénomène. Dans la plupart des pays africains, les développements récents suggèrent que les élections ne sont qu’un exercice politique expéditif pour les régimes au pouvoir, en partie à cause de leurs implications économiques en termes de flux d’aide extérieure et d’assistance économique, et en partie à cause de leur avantage en termes de relations publiques pour renforcer le profil politique du régime sur la scène internationale.

<sup>143</sup> L’auteur (Darracq, 2012 : 122) affirme qu’« après trente années d’exercice sans discontinuité majeure, l’élection, dispositif hérité des dernières décennies de la colonisation, puis imposé de l’extérieur comme une conditionnalité des aides occidentales, est devenue la modalité centrale du jeu politique en Afrique ».

<sup>144</sup> Thiriot (2011) avait déjà affirmé que les élections sont devenues une banalité en Afrique subsaharienne, surtout parce que les processus électoraux se sont largement « routinisés » et cela masque des réalités politiques très contrastées. En fait, elle montre que depuis 1990 les élections ne sont pas plus synonymes de démocratie qu’auparavant. Ainsi, l’élection devient même une technique très valide de relégitimation d’autocraties se mettant en conformité avec les attentes de la communauté internationale en matière de démocratisation et habillant de légitimité électorale la nature autoritaire de leur régime (Schedler, 2006).

(2009 : 129) « les élections s’inscrivent-elles dans les progrès de l’État de droit ou charrient-elles les excès de l’autoritarisme ? ».

Dans ce chapitre, notre analyse des élections au Mozambique vise précisément à montrer que leur simple tenue n’est pas en soi synonyme de changement de la part des acteurs qui gouvernent le pays depuis la conquête de l’indépendance en 1975. Les élections ne seraient pas nécessairement un exercice d’incertitude concernant les élus, mais seulement une confirmation de ceux qui sont déjà au pouvoir, étant donné la manière presque manipulatrice dont elles sont organisées<sup>145</sup> – des élections pour maintenir le *statu quo* – perpétuer le pouvoir des mêmes élus.

Cependant, malgré tous les problèmes et toutes les incompréhensions sur la signification des élections en Afrique, elles restent importantes.<sup>146</sup> Selon Darracq et al. (2012 : 201) « si quelques palais présidentiels sont encore occupés par des dirigeants défaits lors de scrutins, le principe de l’élection se diffuse largement et suit des dynamiques de réappropriation dans les différentes sphères politiques africaines ». Pour l’auteur (Darracq et al., 2012), peu à peu, les citoyens africains se familiarisent avec les processus électoraux et constatent que le coup d’État n’est plus en Afrique la principale modalité d’alternance politique.

Comme le revendiquait Otayek (1998) en introduction du premier numéro de 1998 de *Politique africaine*, plus que jamais les élections en Afrique restent un « objet scientifique pertinent ». Pour Schedler (2002), cité par Thiriot (2011 : 134), « les élections ont d’abord été érigées dans la perspective transitologique<sup>147</sup> comme

---

<sup>145</sup> Pour Jacquemot (2019), en Afrique la qualité des processus électoraux demeure en effet suspecte dans de nombreux pays où ces procédures sont une source de tensions et de conflits, en raison de la généralisation des pratiques d’achat de votes, de trucage, de la faiblesse ou de la partialité des organes de gestion des élections ou des contestations des résultats. En fin de compte, le vote n’est pas la démocratie, mais il peut y contribuer.

<sup>146</sup> Voir, par exemple, les contributions à l’ouvrage publié sous la direction de Patrick Quantin, *Voter en Afrique* (2004), issu d’un colloque organisé au CEAN en 2002. Consulter également le sens de la démarche de Staffan Lindberg (2006) qui a réalisé une étude quantitative entre 1989 et 2003 sur 232 élections, revendiquant la réintégration de l’Afrique dans des études comparatives larges, et la montée en généralisation pour sortir ces objets en Afrique de l’exceptionnalisme ou des études de cas.

<sup>147</sup> Selon Gazibo (2006), pendant plusieurs années la science politique africaniste a été dominée par l’étude de la démocratisation et par la transitologie, qui est devenue un sous-champ à part

l'élément central de la démocratisation, tour à tour condition, preuve ou facteur de la consolidation démocratique ». Ce que nous pouvons appeler la « mode pour les urnes » a émergé. La création d'institutions et d'instruments formels y est devenue le principal drapeau politique. En fait, les institutions africaines sont désormais les plus ardentes promotrices de la démocratie et de l'élection en Afrique.

À l'instar de la bonne gouvernance, ces notions sont au cœur de la charte de l'Union africaine (UA) fondée en 2002 ou alors sont des projets d'intentions du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Thriot, 2011). Nous pouvons également citer la création de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance. Elle a été adoptée en 2007 (entrée en vigueur en 2012). Dans un de ces articles, la Charte mentionne qu'elle vise à promouvoir les meilleures pratiques dans l'organisation des élections aux fins de stabilité politique et de bonne gouvernance. Elle vise également à promouvoir la tenue régulière d'élections transparentes, libres et justes afin d'institutionnaliser une autorité et un gouvernement légitimes ainsi que les changements démocratiques de gouvernement.

En tenant compte du dernier objectif, le Mozambique ne peut pas être considéré comme un exemple, puisque, comme le montrera la section suivante, les élections font partie de l'imaginaire politique du pays, même si elles ne sont pas nécessairement organisées dans le but de créer des changements chez les acteurs qui gouvernent le pays, en l'occurrence le parti qui est au pouvoir depuis l'indépendance : le parti Frelimo. Dans ce chapitre, nous présenterons une cartographie des modes d'organisation des élections au Mozambique pour montrer pourquoi elles ne sont pas réalisées selon les mêmes critères ou exigences que dans les pays avec une démocratie consolidée. En d'autres termes, nous défendons l'idée suivante : malgré les contestations permanentes, les élections au Mozambique ne doivent pas être considérées comme une banalité.

Ainsi, il est nécessaire que la lecture des élections prenne en compte le contexte dans lequel elles se déroulent : une forte méfiance de la part des citoyens à l'égard des institutions de l'organisation électorale, ainsi que l'existence d'une atmosphère de

---

entière de la science politique. Ces analyses ont généralement adopté une perspective minimaliste, centrée sur le respect des procédures, notamment les élections libres et transparentes

violence politique avant, durant et après les élections. Tous ces éléments nous incitent à analyser les élections au Mozambique à partir de leurs propres critères, loin de ce qui est déjà bien connu dans la littérature – il faut que celle-ci dialogue avec ce qui se passe dans la pratique. En d’autres termes, au lieu d’analyser uniquement les élections du point de vue de ce qu’elles pourraient être selon les normes communément diffusées, il est peut-être nécessaire d’examiner leur importance.

### **1.3. Le système électoral au Mozambique**

Comme ce chapitre porte plus particulièrement sur les élections, cette sous-section vise à présenter brièvement le paysage qui décrit la manière dont les représentants sont élus au Mozambique, tant au niveau local (municipal – depuis 1998) que national (présidentiel et législatif – depuis 1994). Depuis lors, le Mozambique a organisé des élections tous les cinq ans. Nous n’avons pas l’intention de faire une approche historique sur la qualité des élections ou sur le régime politique au Mozambique<sup>148</sup>, mais de présenter comment le processus électoral se déroule. Cependant, avant d’aborder celles-ci, il faut noter que le Mozambique était, comme plusieurs autres pays d’Afrique, un pays à parti unique, où le parti qui a lutté pour l’indépendance s’est donné le droit de conduire la destinée politique du pays, sans nécessairement organiser des élections, comme ce fut le cas du mouvement politique FRELIMO, avant de devenir un parti politique en 1977<sup>149</sup>.

Depuis 1994 le Mozambique a réalisé six scrutins pour l’élection du Président de la République et des députés de l’Assemblée de la République (voir le tableau 1). Avant cette date, le Mozambique n’organisait pas d’élections. Le premier président (1975-1986) était Samora Machel, comme résultat d’un contexte d’accession à l’indépendance (1975), avant d’adopter le multipartisme. Machel était le dirigeant du Frelimo, le parti libérateur dans la lutte anti-coloniale. Depuis les premières élections,

---

<sup>148</sup> La description historique et politique mozambicain a été faite dans l’introduction de la thèse.

<sup>149</sup> Le FRELIMO (majuscule) était le seul mouvement internationalement reconnu qui avait lutté pour l’indépendance du Mozambique et négocié son indépendance vis-à-vis du Portugal par le biais des accords de Lusaka (7 septembre 1974). En 1977, lors de son IIIème Congrès, le mouvement décide de se transformer en un parti politique, d’obédience marxiste-léniniste (Parti Frelimo, en minuscule) et continue à diriger le pays en tant que parti unique jusqu’en 1994.

le parti Frelimo a remporté toutes les six, et le parti Renamo – considéré comme le plus grand parti d’opposition – a perdu, même s’il a considéré à plusieurs reprises que les élections ont été frauduleuses<sup>150</sup>.

Par exemple, Pitcher (2005) a montré que les élections de 2004 avaient été marquées des soupçons de bourrages d’urnes, de défaut ponctuel de registres d’inscription des électeurs, des défaillances de logiciels, des arrestations, ainsi que des tentatives d’intimidation. L’auteur explique que les expériences électorales du Mozambique peuvent bien incarner l’idéal type des démocraties émergentes, il n’en reste pas moins que, pour le Mozambicain ordinaire, l’issue des élections a des conséquences réelles et durables. Les dernières élections générales se sont tenues le 15 octobre 2019 et le Président Nyusi (Frelimo) a été réélu avec plus de 73 % des suffrages, devant Ossufo Momade, chef de l’opposition (Renamo).

Année	Élection	Vainqueur
1994	Élections présidentielles (et législatives)	Joaquim Chissano (Frelimo)
1999	Élections présidentielles (et législatives)	Joaquim Chissano (Frelimo)
2004	Élection présidentielles (et législatives)	Armando Guebuza (Frelimo)
2009	Élection présidentielles (et législatives)	Armando Guebuza (Frelimo)
2014	Élection présidentielles (et législatives)	Filipe Nyusi (Frelimo)
2019	Élection présidentielles (et législatives et des gouverneurs des provinces)	Filipe Nyusi (Frelimo)
2024	Prochaines élections présidentielles (législatives, des gouverneurs des provinces et des administrateurs des districts)	-

**Tableau 1 :** Élections présidentielles au Mozambique (Élaboré et adapté par Tsandzana, 2022).

Le Mozambique a un système monocaméral : l’Assemblée de la République (*Assembleia da República*), compte 250 membres, élus pour un mandat de cinq ans à la représentation proportionnelle par province. La Constitution du Mozambique confère le pouvoir au Président de la République, qui exerce les fonctions de Chef

---

<sup>150</sup> Officiellement, le parti Renamo n’a jamais reconnu le résultat des élections au Mozambique. Les revendications de ce parti ont contribué au retour des conflits post-électorales et à la signature de nouveaux accords de paix au Mozambique.

d'État, de gouvernement, de commandant en chef des forces armées et représente le symbole de l'unité nationale. Le Président est élu directement pour un mandat de cinq ans. Le Premier Ministre est nommé par le président. Il est notamment chargé de convoquer et de présider le Conseil des Ministres (Cabinet), de conseiller le président, d'assister le président dans la direction du pays et de coordonner les fonctions des autres ministres.

Par rapport aux prochaines élections présidentielles, prévues pour 2024, il y aura un changement au niveau du système électoral. Pour la première fois, au-delà de l'élection du Président de la République, des députés et des gouverneurs des provinces, il va y avoir l'élection des administrateurs de districts qui représentent la première base du pouvoir local au Mozambique – et qui jusque-là incarne le pouvoir déconcentré. Ce changement fait suite aux demandes du parti Renamo de donner aux organes locaux la possibilité d'être nommés non pas de manière centralisée par le président de la République, mais par le biais d'élections. Cette demande a commencé en 2014, lorsque le plus grand parti d'opposition a exigé la présidence des provinces où il avait remporté les élections, puisque le système électoral du pays donne la victoire sur une base nationale, et pas nécessairement par le nombre de voix dans chaque province.

Depuis les élections fondatrices (1994), le Mozambique a réussi à organiser au moins une élection présidentielle tous les cinq ans. Dans la première élection, le taux de participation a été de plus de 80 %. Cependant, une (très) forte participation électorale n'est pas nécessairement le signe d'une adéquation profonde entre un intérêt politique et une structure institutionnelle de participation qui représenterait une opportunité d'expression des convictions politiques individuelles par le vote. Le Mozambique organise également des élections municipales ou locales depuis 1998. Le pays suit le principe du gradualisme. En d'autres termes, 33 municipalités ont été créées lors des premières élections en 1998, ce nombre a été maintenu lors des deuxièmes élections en 2003, est passé à 43 lors des troisièmes élections en 2008, et à 53 dans les élections de 2013 et 2018, un nombre qui est toujours maintenu.

Comme montre Lachartre (1999), une première loi municipale avait été adoptée dès 1994<sup>151</sup> par une Assemblée encore composée des seuls députés du Frelimo. Elle devait donner le jour à de nouvelles entités municipales (*distritos municipais*), basées sur le territoire des districts ruraux et urbains existants, qui seraient dotées « d’organes locaux de gouvernement » rénovés, élus au suffrage universel. Cette option de décentralisation, présentée par son concepteur comme revêtant une grande ampleur politique, devait néanmoins prendre place « de façon graduelle, tant au niveau de la création concrète des districts municipaux que dans l’entrée en vigueur du système (transfert des moyens et des compétences) mais aussi sous l’angle de l’atténuation de leur lien avec les organes du pouvoir central de l’État.

Lors de chaque élection, seuls les électeurs résidant dans les villes ayant le statut de municipalité et situées dans un total de 53 districts ont le droit de voter – les autres districts étant exclus du scrutin car ils n’ont pas de ville ayant le statut de municipalité sous leur juridiction administrative. Lors des dernières élections, en 2018, près de sept millions d’électeurs étaient inscrits pour les cinquièmes élections municipales du Mozambique, le taux de participation s’élevant à 60 %, contre 46 % en 2013, 46 % en 2008 et 28 % en 2003.<sup>152</sup>

Bien que nous n’ayons pas réalisé une étude pour comprendre les causes de cette forte variation participative au cours des années, nous pouvons constater que les élections locales prennent une certaine importance, probablement en raison du lien direct entre les élus et les électeurs au niveau local. En termes de résultats, ils montrent que le parti Frelimo est toujours dominant dans la gouvernance nationale, ainsi que dans les élections locales. Cependant, si nous examinons en détail les villes dans lesquelles chaque parti gouverne, nous constatons que la capitale Maputo est sous la direction du parti Frelimo, mais que les deux principales villes du Centre (Beira) et du Nord (Nampula) sont sous la direction des partis de l’opposition, MDM et Renamo, respectivement, comme le montre le tableau ci-dessous.

---

<sup>151</sup> Abrogeant celle de 1994, la loi finalement adoptée fin 1997 consacrait le cadre juridique des collectivités locales (*autarquias locais*), constituées, cette fois, par les circonscriptions territoriales des villes (*ciudades*), bourgs (*vilas*) et sièges de postes administratifs, à l’exclusion, jusqu’à nouvel ordre, des districts ruraux.

<sup>152</sup> En 1998, la Renamo a boycotté les élections.

Élections	Municipalités	Parti vainqueur			Maputo	Beira	Nampula
1998	33	F 33	R 0	-	Frelimo	Frelimo	Frelimo
2003	33	F 28	R 5	-	Frelimo	Renamo	Frelimo
2008	43	F 41	R 1	-	Frelimo	Daviz Simango <sup>153</sup>	Frelimo
2013	53	F 50	-	M 3	Frelimo	MDM	MDM
2018	53	F 44	R 8	M 1	Frelimo	MDM	Renamo

F – Frelimo (nombre de municipalités gagnées)

R – Renamo (nombre de municipalités gagnées)

M – MDM (nombre de municipalités gagnées)

**Tableau 2 :** Élections municipales au Mozambique (1998-2018), élaboré et adapté par Tsandzana (2022).<sup>154</sup>

Le cadre législatif mozambicain sur les municipalités s’explique sur le potentiel d’autonomie financière et le poids démographique comme des critères pertinents pour accéder au statut de municipalité. La Constitution de la République a été modifiée en 2018 et, en ce qui concerne les municipalités, le principal changement était l’introduction d’un scrutin autonome pour élire le président du conseil municipal : les électeurs font leur choix sur un seul bulletin, pour l’assemblée municipale, et la tête de liste gagnante est élu comme maire.

Cependant, le débat sur les élections municipales a toujours posé des problèmes au Mozambique. Selon Lachartre (1999), l’instauration de la démocratie locale par le biais de la décentralisation est souvent considérée comme l’aboutissement du cheminement vers la démocratie : elle serait le point où réforme administrative et réforme politique sont censées se rejoindre pour permettre à la société civile de se développer et de prendre sa place dans une conception renouvelée de l’État.

<sup>153</sup> En 2008, Daviz Simango s’est présenté en tant qu’indépendant et a remporté les élections dans la ville de Beira. Il était membre de la Renamo, mais a été expulsé du parti. Comme réponse, il a fondé son propre parti, le MDM, qui préside la ville de Beira depuis 2009. Simango est mort en février 2021.

<sup>154</sup> En raison de divergences politiques sur la législation électorale, la Renamo n’a pas participé aux élections de 2013. Ce n’est pas la première fois que le parti Renamo ne participe pas aux élections, puisqu’il n’y a pas participé non plus en 1998. MDM n’a commencé à participer qu’à partir des élections de 2013, car le parti a été fondé en 2009.

Pour l'auteur (Lachartre, 1999), les premières élections générales au suffrage universel de 1994, qui avaient donné 112 sièges de députés la Renamo contre 129 pour le Frelimo, avaient également mis en évidence l'importance du vote en faveur de la Renamo dans les régions centrales du pays. Parmi les principales batailles politiques que se livrèrent les deux adversaires, l'une, entre 1994 et 1997, eut pour objet le partage du pouvoir local, puisque la Renamo, écartée du gouvernement, restait, de ce point de vue, dans une « marginalité » politique insupportable. Elle engagea donc tout son poids dans la lutte pour les municipales, devenues pour elle un enjeu majeur : celui d'un pouvoir territorial qu'elle revendiquait depuis toujours.

Après cinq élections municipales consécutives, la tendance montre que le parti Frelimo est largement dominant, comme l'illustre le tableau 2. Même si la présidence des principales municipalités du centre et du nord est aux mains de l'opposition, le fait que le Frelimo domine plus de 80 % des municipalités lui donne suffisamment de pouvoir et de manœuvre pour créer des stratégies qui lui permettent de remporter également toutes les élections nationales, puisque les municipalités sont la première ressource pour exercer le pouvoir. En fait, le parti Frelimo a déjà compris que la manière dont il structure son pouvoir dans les villes peut servir de baromètre pour gagner les élections nationales, puisque les élections locales sont organisées en premier, toujours un an avant les élections nationales. Nous constatons que dans presque toutes les villes où le Frelimo remporte les élections municipales, il remporte également les élections présidentielles, notamment dans les municipalités du sud comme Maputo, la capitale du pays, où il est au pouvoir depuis 1998.

En général, nous constatons que les élections au Mozambique sont marquées par des tensions sur lesquelles nous reviendrons plus tard. Mais si nous prenons le cas des élections présidentielles de 2019 nous constatons ces élections ont été marquées par une victoire écrasante du parti sortant Frelimo. Elles ont également été caractérisées par des niveaux de violence sans précédent, liés aux élections et à d'autres irrégularités. Sur ces questions, Pitcher (2020) démontre que la polarisation, qui est une caractéristique commune de la politique mozambicaine depuis l'indépendance, est devenue plus pernicieuse au moins depuis 2013, ce qui contribue, selon l'auteur, à la montée de l'autoritarisme au Mozambique.

Après avoir présenté le cadre général dans lequel se déroulent les élections aux niveaux local et national au Mozambique, la section suivante vise à introduire les différentes phases qui constituent le contenu d'analyse de ce chapitre. En effet, nous menons une approche à partir du « cycle électoral » pour comprendre ce qui se passe avant, pendant et après les élections, à l'appui de la littérature sur les élections au Mozambique. Cela nous aidera à saisir les données qui seront discutées dans les pages suivantes – les objets matériels mais aussi un ensemble de pratiques, de langages qui transforment et révèlent les imaginaires du vote et la citoyenneté électorale (Faucher et al., 2015 ; Perrot et al., 2016).

## 2. Participer avant, durant et après les élections

Les élections sont un processus composé de cycles, chacun étant complémentaire des autres. En s'intéressant à l'avant, au pendant et à l'après moment électoral, nous avons l'intention d'identifier les différentes sensibilités au cours de deux élections municipales (2018) et présidentielles (2019). Bien qu'il puisse y avoir différentes façons d'aborder les élections, il est important de noter que la motivation de ce chapitre commence par la référence à un modèle quasi plébiscite de Dahl (1956) qui propose les sept critères pour une « élection libre et démocratique » :

<b>Durant la période de vote</b>
1. Tous les électeurs votent.
2. Tous les votes ont le même poids.
3. Le choix rassemblant le plus de votes l'emporte.
<b>Avant la période de vote</b>
4. Tous les électeurs peuvent exprimer leurs choix préférés parmi la gamme des alternatives offertes.
5. Tous les électeurs ont la même information s'agissant des choix proposés.
<b>Après la période de vote</b>
6. Les options gagnantes sont mises en pratique.
7. Toutes les autres décisions sont subordonnées à celles arrêtées par le vote.

**Tableau 3** : Critères d'une élection « libre et démocratique » (Dahl, 1956 : 67).

Le choix de ces trois moments s'inspire également de Déloye et al. (2008), qui montrent que le rituel électoral comporte ainsi une structure narrative dramatique : cette dernière est

découpée en épisodes ordonnés (l'avant, le pendant, l'après), culmine avec l'introduction de l'enveloppe dans l'urne. Ce moment crucial de l'élection est celui qui amène les observateurs à user le plus souvent de métaphores religieuses : il n'est pas rare de présenter la salle de vote comme un véritable « sanctuaire », explique Déloye et al. (2008 : 42). Toutefois, la discussion sur les cycles électoraux doit être replacée dans son contexte, car les élections ne suivent pas systématiquement ce qui est proposé dans le tableau 1. Étant donné l'évolution démocratique de chaque pays, le respect de ce que Dahl (1956) appelle une « élection libre et démocratique » obéit à un ensemble de facteurs qui ne sont pas toujours réunis pour un pays comme le Mozambique.

Dans cette section, l'objectif principal est de revenir plus en détail sur certains aspects expliqués dans la méthodologie sur l'accès au terrain. Plus précisément, l'objectif sera de revenir sur notre parcours à travers les deux moments électoraux lors de la préparation de cette thèse : les élections municipales (2018) et les élections présidentielles (2019). Cet exercice est nécessaire car nous défendons l'hypothèse selon laquelle la réapparition du vote comme l'un des mécanismes de participation politique les plus référencés tout au long des entretiens, peut être liée à l'environnement électoral dans laquelle le terrain a été effectué. Il s'agit de faire une « sociologie du vote en train de se faire » (Agrikoliansky et al., 2021), même si cet exercice ne consistait pas à faire un suivi de nos enquêtés en continuité depuis les dernières élections. Notre idée était de capter les rapports des jeunes à la politique à partir des élections.

Des entretiens ont été menés pendant les élections municipales, ainsi que durant les élections présidentielles, ce qui a influencé le type de réponses obtenues, même si chaque élection relève d'un cadre différent, car l'élection municipale n'a pas le même poids que l'élection des députés ou du président de la République. Notre hypothèse est soutenue par un paradoxe observé sur le terrain. En d'autres termes, il apparaît que si nos interviewés déclarent avoir peu confiance dans la crédibilité des élections au Mozambique, nous constatons une affluence à ces mêmes élections. C'est-à-dire qu'ils ne croient pas aux élections, mais y participent tout de même.

Cette participation aux élections est souvent liée aux différentes matérialités du vote que nous présenterons tout au long des prochaines sections, où les jeunes participent avec des intentions et des avantages clairs, que ce soit dans le cadre de campagnes électorales pour

gagner des vêtements et autres objets politiques, que ce soit par le biais du recensement électoral pour bénéficier de la carte d'électeur comme d'un instrument stratégique ou en tant qu'observateurs électoraux pour gagner un diplôme de mérite. Celui-ci peut servir d'accessoire pour accéder à d'autres avantages, notamment économiques comme l'emploi.

Le choix de notre démarche d'analyse pendant les élections est associé à ce que nous appelons les « approches contextuelles<sup>155</sup> » en deux dimensions : d'abord, elles visent à un renouveau méthodologique par le recours à des entretiens et à des observations, et plus largement primat sur des méthodes qualitatives, enquêtes localisées sur des groupes de citoyens, en l'occurrence les jeunes, qui échangent (parfois) sur la politique, visant à saisir le processus de la politisation. Ensuite, elle prête une attention nouvelle à l'appartenance aux groupes primaires (familles, amis, collègues, groupes d'appartenance) et aux interactions, en particulier les conversations, sollicitations, qui peuvent se dérouler en périodes électorales. Analyser le contexte signifie alors observer l'insertion des électeurs dans un environnement social localisé, politiquement signifiant et potentiellement influent et permet ainsi de complexifier le lien entre appartenances sociales et rapports au politique.

Dans ce contexte, notre intérêt était de comprendre s'il y avait une quelconque variation lorsque nous parlons de participation politique au moment des élections ou en dehors, puisque l'intérêt de cette thèse est de comprendre la participation politique « par le bas » – le fait de se concentrer sur les acteurs dans leur dimension marginale et locale, de manière informelle et pas nécessairement institutionnelle. Nous nous sommes intéressés aux jeunes, sans appartenance formelle à des institutions telles que les partis politiques.<sup>156</sup> Pour obtenir une meilleure explication, nous pouvons comparer les aboutissements des interviews de terrain et, par exemple, des enquêtes de l'Afrobaromètre dans les années au cours desquelles le Mozambique n'a pas réalisé d'élections.

---

<sup>155</sup> Selon Braconnier (2010), si l'essor des approches contextuelles, en sociologie et en géographie électorale, a permis un renouveau de ce champ de recherche, l'un des défis est aujourd'hui de normaliser cette « autre sociologie du vote ». En effet, la notion de contexte pose toute une série de problèmes qui tiennent en particulier à sa définition. Les approches contextuelles sont plurielles et mouvantes et il existe un certain flottement dans les usages du « contexte » en analyse électorale, comme dans d'autres sciences sociales d'ailleurs.

<sup>156</sup> Cédric Mayrargue et Comi Toulabor (2009) : L'expression et la participation politique en Afrique, dans : Mamoudou Gazibo éd., *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche* [Paris, Éditions Karthala, Hommes et sociétés].

Entre 2005 et 2018 (vagues d'enquête de l'Afrobaromètre), l'intérêt pour les élections a toujours été une valeur sûre. Même si les enquêtés montrent de faibles pratiques par rapport à d'autres types de participation politique (les manifestations, par exemple), ils ont toujours montré une certaine forme d'intérêt pour les élections. Lorsque vous leur demandez s'ils ont au moins voté une fois, 72 % ont répondu « oui », tandis que 28 % ont répondu « non ».<sup>157</sup> Il est important de noter que pendant les seize ans de l'administration de l'enquête, le Mozambique a réalisé trois élections présidentielles et trois municipales. En effet, il est important de mentionner ce fait, car notre travail sur le terrain s'est également déroulé dans une atmosphère électorale intense. Cependant, nous ne voulons pas établir une lecture de causalité entre les réponses obtenues et le contexte de la réalisation de l'enquête elle-même.

En 2014, le Parlamento Juvenil de Moçambique (PJ)<sup>158</sup> avait mené une étude sur la participation politique des jeunes durant les présidentielles. L'étude a été réalisée dans trois municipalités (Lichinga, Tete et Maputo) et les résultats ont montré que lorsqu'on leur a demandé si les jeunes avaient déjà une pratique de participation politique, la majorité mentionne les élections comme la première forme, surtout lorsqu'il s'agissait d'élections municipales. Cette étude a révélé que les jeunes disposent dans les mouvements sociaux et les organisations communautaires de base de plates-formes plus efficaces pour rendre leurs intérêts politiques viables. Parmi les répondants, 67 % comprennent la signification de la participation politique.

Cependant, la même étude ne permet pas de savoir comment la question de la participation politique a été définie, si nous tenons compte de ce que montrent les données. En fait, l'étude montre également que presque toutes les formes de participation des jeunes interrogés sont passives et pas nécessairement actives – ces jeunes votent, mais ne s'intéressent pas aux autres formes de participation plus dynamiques (PJ, 2004 : 29). Les données montrent que 71 % préfèrent les élections, 11 % la consultation publique, 1 % la participation aux partis politiques, 7 % la participation à des manifestations et 10 % d'autres formes de participation politique pas spécifiquement mentionnées.

---

<sup>157</sup> Nous reviendrons sur ces données dans le chapitre cinq.

<sup>158</sup> C'est une organisation de la société civile qui œuvre pour les droits et les devoirs des jeunes. Il rassemble des jeunes sans affiliation à un parti et surtout des militants.

Toutefois, la même étude cite Dalton (2006) pour souligner que, si nous regardons les chiffres, bien que l'écrasante majorité ait participé à au moins un processus électoral, « cela ne doit pas nous troubler, car la participation politique ne se limite pas au vote et n'est pas nécessairement le moyen le plus efficace d'influencer les processus politiques. Les processus en amont et en aval sont beaucoup plus importants que le point d'arrivée : le vote » (PJ, 2014 : 28). Ce constat nous semble important à souligner dans cette thèse, car il est conforme à notre objectif initial qui est de montrer qu'à côté du vote, il existe d'autres pratiques et d'autres espaces à travers lesquels la participation politique peut s'exercer au-delà de l'« acte du vote ». Il est important de considérer que la participation politique dépasse la dimension institutionnelle et électorale classique et peut s'exercer à travers des actes tels que les manifestations, le contact qui peut être établi avec les élus ou même simplement en parlant de politique en famille, que ce soit d'un point de vue nucléaire ou avec des amis. Notre compréhension de la participation est précisément motivée par la nécessité d'aller au-delà de la conception communément connue de la participation politique.

## **2.1. Des élections répétées, sans « challenger » le pouvoir en place**

Le vote est important et l'est toujours, mais dès que les acteurs politiques commencent à valoriser le vote. Le vote sera toujours important, de nombreux pays ont utilisé le même système, et si beaucoup l'utilisent, ce n'est pas le plus parfait, mais c'est le plus fonctionnel. Voter est important, mais voter sans sécurité ne vaut rien, voter sans intégrité ne vaut rien, voter sans impulsion ne vaut rien. Dans notre réalité, les élections seront toujours une cause malheureuse.

GM, novembre 2019 (Maputo).

Quand j'entendais parler de participation, je ne savais pas qu'il s'agissait aussi d'élections, mais le vote est important. C'est par lui (le vote) que nous pouvons changer certaines situations, à la seule différence que, comme nous l'avons entendu là-bas dans le quartier et presque dans tout le pays, on ne voit plus la nécessité d'aller voter, en raison de la façon dont les élections sont organisées, que ce soit le jour du vote lui-même,

du dépouillement et de la diffusion des résultats. Il est nécessaire de voter, mais à cause de ces problèmes, nous finissons par penser que ce n'est pas important. Je pense même qu'ils pourraient commencer à nommer au lieu d'aller voter. En fait, au lieu d'aller voter nous finissons par jouer un rôle de marionnettes. J'y vais, mais rien ne changera.

HG, décembre 2019 (Beira).

Nous reviendrons plus en détail sur les entretiens que nous avons réalisés au Mozambique, mais les commentaires de GM et HG illustrent probablement la méfiance apparente à l'égard des élections. Bien qu'ils reconnaissent l'importance des élections elles-mêmes, GM et HF semblent ne pas croire à la transparence des processus, ce qui implique que les élections servent à légitimer toujours les mêmes acteurs politiques. Dans la réalité, GM et HG ne font que confirmer certains discours récurrents après la tenue des élections au Mozambique, depuis 1994, où il y a toujours des accusations de fraude, provenant en particulier des partis politiques d'opposition comme la Renamo et le MDM.

En rapportant ces déclarations dans notre analyse, nous cherchons à établir un lien avec le titre, selon lequel la réalisation d'élections au Mozambique n'est rien d'autre qu'un rituel symbolique, caractérisé par le manque de confiance des citoyens, en l'occurrence des jeunes. Bien que les élections aient été organisées de manière cyclique depuis 1994 et qu'elles aient connu une certaine augmentation de taux de participation au cours des dernières années, leur existence est purement formelle. Cependant, pour établir une relation avec le chapitre cinq (le prochain), celui-là vise à donner quelques éléments qui peuvent soutenir notre thèse selon laquelle, malgré l'existence d'un État aux tendances autoritaires, il existe au Mozambique des opportunités d'exercer une participation politique. Nous défendons l'idée qu'à partir d'instruments qui ne sont pas courants en termes de participation politique, les jeunes peuvent participer d'autres manières.<sup>159</sup>

Notre compréhension de la réalité nous renvoie à Lehingue (2011) pour souligner que si le vote comme technologie sociale n'est plus considéré de nos jours comme

---

<sup>159</sup> Voir les travaux de Denis-Constant Martin sur les objets politiques non identifiés (OPNI).

problématique, c'est qu'il semble renvoyer à des pratiques à la fois ancestrales (*l'ancrage historique* a toujours été un puissant vecteur de naturalisation), récurrentes et ordinaires (son caractère *répétitif*, donc sa *banalisation* confortant nos impressions de familiarité). C'est aussi que l'élection, considérée à la fois comme le produit naturel, le symbole et le garant de tout processus démocratique, est devenue une institution difficilement discutable (Lehingue, 2011 : 14). Cependant, l'apparente *banalisation* autour des élections ne peut être considérée comme une réalité égale dans tous les pays, comme dans le cas du Mozambique. Cette réalité n'a de sens que dans les pays où la démocratie est réellement pluraliste et routinière. Dans un contexte où les différentes formes de participation politique sont limitées, les élections restent l'un des mécanismes les plus connus par les électeurs, car au fil des ans, les citoyens se sont habitués à l'idée que seules les élections leur permettaient de faire leurs choix.

C'est un travail qui n'a pas encore été fait de manière régulière au Mozambique, étant donné que certaines études ne s'intéressent qu'à la participation précisément au moment des élections. Nous pensons que s'intéresser au jour des élections empêche de comprendre les réalités politiques hors de l'intense moment électoral. Notre analyse tout au long de ce chapitre s'attachera donc à refléter le temps long durant lequel notre travail a été effectué, soit avant, pendant et après les élections, pas seulement le jour du scrutin lui-même. Cette section s'appuie sur une approche éminemment qualitative en deux étapes. D'abord sur les entretiens que nous avons menés dans les trois villes, ainsi que sur l'observation de deux élections (municipales en 2018, et présidentielles en 2019). À partir des interviews, nous allons chercher les modalités de participation politique des jeunes. Dans un deuxième temps, nous discuterons de la signification du vote<sup>160</sup>, ainsi que de la classification de ce rituel politique pour ces mêmes jeunes.

L'approche adoptée pour cette section s'explique par le fait que depuis la fin des années 1970, les analyses électorales reposent uniquement sur des enquêtes par questionnaires individuels administrés à des échantillons (quasi) aléatoires de répondants isolés.<sup>161</sup> Ces enquêtes ont été critiquées pour leur incapacité à restituer le ou les « contexte(s) » dans lesquels sont immergés les électeurs. Si ces enquêtes

---

<sup>160</sup> Voir plusieurs études sur le vote de Patrick Lehingue (2011 ; 2016 et 2018)

<sup>161</sup> Zuckerman (A. S.), eds., *The Social Logics of Politics. Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, Philadelphia, Temple University Press, 2005.

permettent de saisir les relations entre les caractéristiques sociales et leurs préférences politiques, elles ne rendent pas bien compte de leurs ancrages sociaux concrets, et en particulier des relations sociales et des interactions ordinaires qui peuvent favoriser la politisation, la participation électorale ou l'orientation du vote.

Notre hypothèse se termine par une contradiction. En effet, bien qu'il y ait des signes d'autres formes de participation politique, le vote a malgré tout été systématiquement considéré comme le premier mécanisme de participation tout au long des entretiens. Par exemple, d'après les données de l'Afrobaromètre (2005-2018), 72 % des répondants ont déclaré avoir voté au moins une fois, tandis que les 28 % restants n'avaient jamais participé à une élection.<sup>162</sup> Les élections restent donc un mécanisme dominant, surtout si l'on veut mentionner l'augmentation du taux de participation aux élections municipales (2018) et présidentielles (2019) observée dans le cadre de notre terrain.

Notre argument renvoie à Durracq et al. (2012). Selon lui, s'il est évident que la démocratie dans les différents pays africains ne saurait se réduire à la dimension électorale, celle-ci paraît néanmoins indispensable à toute construction démocratique. Ainsi, de ce point de vue, les évolutions observées au cours des deux dernières décennies dans l'organisation des élections au Mozambique sont substantielles. Nous défendons la thèse selon laquelle les jeunes ne considèrent que le vote comme mode de participation légitime, malgré la pratique effective d'autres formes de participation politique. En d'autres termes, leur vision de la participation politique est consciemment liée au vote. Enfin, ce chapitre nous permettra de préparer le débat pour dépasser la perception selon laquelle les jeunes sont moins intéressés par la politique formelle (élections), que nous aborderons dans le chapitre six.

---

<sup>162</sup> Les logiques de cette participation politique seront expliquées sur la base de données statistiques dans le chapitre quatre.

## **2.2. Celui qui organise gagne les élections : les astuces depuis 1994**

L'organisation d'élections est un processus réalisé par ceux qui sont déjà au pouvoir, sachant que leur intention est certainement de rester au pouvoir (Mozaffar et al., 2002). Ainsi, les acteurs qui organisent les élections font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher leur adversaire politique de gagner. Cela peut se faire par la manipulation du processus électoral lui-même, ainsi que par la création d'obstacles délibérés qui empêchent d'autres candidats et partis politiques d'accéder au pouvoir par le biais des élections. A priori, ce sont des tendances que nous retrouvons singulièrement en Afrique, où les élections sont convoquées dans un sens inverse de ce qu'elles sont censées signifier dans un contexte supposé démocratique (Gazibo et al., 2009).

Dans le cas du Mozambique, il y a les cas qui remettent en question l'intégrité et la transparence des élections depuis 1994, soit par la manipulation des inscriptions sur les listes électorales et la violence électorale, en passant par l'exclusion de candidats représentant une menace pour le parti Frelimo au pouvoir (Rosário et al., 2016). Mais cela sera traité dans les sous-sections où nous aborderons chaque phase électorale et ses problèmes, pour contextualiser l'ensemble du scénario électoral au Mozambique.

Cette sous-section est inspirée de l'article de Jacquemot (2019), selon lequel le fait de maîtriser les procédures et ne pas connaître à l'avance les résultats peut définir ce que certains chercheurs qualifient de « paradoxe de l'incertitude ». Afin de garantir la qualité des élections, la gouvernance électorale doit reposer sur la légitimité et la certitude procédurales, tout en garantissant une incertitude sur le nom du gagnant. Ce qui suppose que l'élection ne soit pas « détournée » à chacun des moments du cycle électoral. Ainsi, pour l'auteur (Jacquemot, 2019 : 56), « la gestion de l'amont est ainsi décisive, car les techniques de fraudes les plus fréquentes sont réalisées à partir du fichier électoral », précisément l'inscription d'électeurs fantômes, recensement tronqué dans les zones favorables à l'opposition, inscription dans des bureaux éloignés de l'habitation, recensement de mineurs ou d'étrangers de pays voisins, mauvaise distribution des cartes électorales.

Dans le cas du Mozambique, pendant les élections présidentielles (2019), des organisations indépendantes de la société civile ont conclu que les élections n'avaient été « ni libres, ni justes, ni transparentes, et les résultats pas crédibles ». « Il y a eu plusieurs cas de fraudes rapportés le jour du scrutin, des accusations de bourrage d'urnes, un double meurtre suspect de cadres de la Renamo, mais en réalité, la triche s'est surtout déroulée en amont du vote », explique Pitcher<sup>163</sup>. Dans la province de Gaza (Sud), « bastion du Frelimo », plus de 300 000 électeurs fantômes auraient été enregistrés. « Le taux de participation de plus de 90% dans certains districts propouvoir est hautement improbable », ajoute la chercheuse (Pitcher, 2014).

En fait, Gaza est passée de la deuxième plus petite circonscription en 2014 à la quatrième, en obtenant huit sièges supplémentaires au Parlement. Les mesures nécessaires pour garantir la qualité de l'inscription des électeurs n'ont pas été prises par les organes de l'administration électorale. Ni le Conseil national des élections ni le Secrétariat technique pour l'administration électorale n'ont pas agi pour nettoyer les données d'inscription des électeurs, ce qui a entraîné un nombre inconnu de doubles inscriptions, et les autorités compétentes n'ont pas non plus répondu aux préoccupations des partis politiques et des groupes de la société civile concernant l'inscription des électeurs (Cahen, 2020).

Un deuxième groupe d'entraves pratiquées en amont rassemble celles qui visent le contrôle des informations.<sup>164</sup> Les autorités en place, favorables au pouvoir sortant, monopolisent l'intervention dans les médias, en interdisent parfois l'accès, utilisent la censure ou tentent d'entraver l'accès à l'information dans certaines zones du pays. En général, nous constatons que les médias publics (*Televisão de Moçambique* – TVM, *Rádio de Moçambique* – RM et *Jornal Notícias*) ont tendance à favoriser largement le parti au pouvoir, le Frelimo, puisqu'il peut contrôler le fonctionnement de ces organes. Ces trois médias couvrent l'ensemble du territoire national. Nous pouvons même affirmer que les médias publics (ou d'État) ne sont pas indépendants des acteurs politiques au pouvoir, que ce soit avant, pendant ou après les élections. A cela s'ajoute

---

<sup>163</sup> En 2014, l'auteur avait écrit pour la revue *Politique africaine* « Les élections générales de 2004 au Mozambique ».

<sup>164</sup> Voir Frère, M.-S. (2011).

le fait qu'au Mozambique, aucun débat télévisé entre candidats n'a été organisé. En fait, la loi électorale n'oblige rien à cet égard.

Par exemple, le rapport de l'Union européenne sur l'observation des élections (2020) a souligné que la TVM accordait plus de temps au Frelimo et à son candidat présidentiel dans les informations et dans l'émission « Diário de Campanha » : une couverture de 47 % au Frelimo, 24 % à la Renamo, 22 % au MDM et 3 % à l'AMUSI<sup>165</sup>. Les autres partis ont reçu moins d'un pour cent chacun. Le « Diário de Campanha » a régulièrement ouvert ses émissions avec des reportages sur le FRELIMO et son candidat à la présidence, accordant au chef de l'État un créneau horaire privilégié. Le troisième groupe d'entraves au bon déroulement du cycle électoral se retrouve le jour du vote : achats de voix, bourrages d'urnes, vote d'électeurs décédés, assistance aux handicapés et aux aveugles jusque dans l'isoloir, oubli de tremper son doigt dans l'encre indélébile, édition de faux bulletins de vote.

Pendant la campagne électorale, plusieurs personnes surent tuées pour des raisons politiques, selon la mission locale d'observateurs *Centro de Integridade Pública*. Autre assassinat largement commenté, celui d'Anastácio Matavele. Ce responsable d'une organisation de la société civile est mort quelques jours avant le scrutin, au coin d'une rue de Xai-Xai, dans le sud du Mozambique. L'homme, dont le collectif avait révélé une série d'irrégularités troublantes dans les listes électorales de la province de Gaza, a été assassiné au volant de sa voiture. Parmi les coupables, reconnus quelques heures plus tard, des policiers, membres d'une unité locale d'intervention.

Des assassinats qui font craindre un retour des « escadrons de la mort » que le Frelimo a mis en service « au sein des services secrets ou de la police » après septembre 2015 (Morier-Genoud, 2017). Des groupes qui seraient responsables de kidnappings et d'assassinats « des acteurs civils de la Renamo ». Selon Kokoroko (2009), au niveau du déroulement des élections et de la proclamation des résultats, les dysfonctionnements se rapportent à la liberté et à la sincérité du vote. « La liberté du vote suppose pour les électeurs la possibilité de faire librement leur choix, sans entrave ni intimidation » (Kokoroko : 119). Or, bien souvent, les électeurs ne

---

<sup>165</sup> Les quatre partis ont présenté des candidats à l'élection présidentielle de 2019. Filipe Nyusi (Frelimo), Ossufo Momade (Renamo), Daviz Simango (MDM) et Mário Albino (AMUS).

disposent pas des bulletins de tous les candidats en compétition à cause d'une distribution inégale des différents bulletins de vote et ce sont toujours ceux du concurrent politique le plus sérieux du parti au pouvoir qui manquent dans les bureaux de vote.

Tout au long des deux élections, municipales (2018) et présidentielles (2019), des cas d'ouverture tardive de certains bureaux de vote ont été enregistrés, ainsi que la modification de bulletins de vote. Dans les zones où l'opposition avait une certaine domination, nous avons constaté non seulement une présence policière massive, mais aussi des irrégularités techniques ou une lenteur du processus qui pourraient décourager les électeurs de voter. Les observateurs électoraux de l'Union européenne (2020) ont eu connaissance de centaines de cas où les présidents des bureaux de vote ont expulsé les agents des partis et le personnel électoral désigné par les partis, souvent avec l'aide de la police. Il y a eu des cas où des agents du parti ont été expulsés parce qu'ils n'étaient pas enregistrés dans le district alors que la loi exige seulement qu'ils soient enregistrés dans la province. À Tete, les deux partis d'opposition Renamo et MDM ont signalé que plus de 500 de leurs délégués avaient été expulsés des bureaux de vote.

À Angoche (Nampula), des dizaines de responsables de bureaux de vote désignés par la Renamo et le MDM ont été empêchés de participer aux élections et les délégués de la Renamo ont été expulsés de 195 des 243 bureaux de vote. Le même rapport montre que dans le reste de la province de Nampula, des dizaines d'expulsions de délégués de la Renamo et du MDM ont été enregistrées. La Renamo et le MDM ont également signalé que plusieurs dizaines de leurs délégués ont été expulsés des bureaux de vote en Zambézia, à Gaza, à Sofala et dans la province de Maputo. La sincérité du vote suppose que les résultats proclamés du scrutin soient conformes aux suffrages réellement exprimés par les électeurs. Elle peut être considérée sous deux aspects : sincérité des opérations de vote et sincérité du dépouillement et des résultats. Le premier implique que les opérations de vote se déroulent librement dans le calme et en l'absence de toute manipulation pouvant avoir une incidence sur l'issue du vote.

Cependant, les altérations opérées durant la phase pré-électorale se prolongent au-delà par l'impossibilité pour un grand nombre d'électeurs de voter le jour du scrutin,

résultant soit de la disparition de certaines listes électorales, soit de la non-correspondance entre les listes électorales et les cartes d'électeurs. Ces manipulations traduisent les agissements d'une administration partisane ou d'une commission électorale nationale instrumentalisée comme ce le cas du Mozambique. Le second aspect qui caractérise les élections au Mozambique implique assez souvent un déplacement des urnes par la force en méconnaissance de la loi électorale qui prévoit un dépouillement sur place et dans les bureaux de vote.

Ce transfert des urnes permet à l'administration de remplacer les urnes dont le contenu est jugé défavorable au pouvoir par des urnes plus dociles, aux résultats facilement contrôlables. La falsification des procès-verbaux constitue l'étape suprême de la machine de fraude électorale. Elle est généralement orchestrée par des représentants locaux de l'administration générale (préfets et sous-préfets) qui vont corriger les résultats. C'est à partir de ce panorama que nous allons analyser la matérialité du vote au Mozambique. Il est important de présenter le contexte, car la lecture que nous ferons n'aura pas les mêmes bases que celle qui est faite dans d'autres contextes, puisque le Mozambique a sa propre historicité, comme le montre la sous-section suivante.

### **2.3. Le parti Frelimo et les élections : une longue tradition de manipulation**

Cette sous-section s'inspire précisément du discours de deux personnalités centrales du parti Frelimo, tous deux généraux militaires et combattants de la « lutte de libération » (1964-1974). Le premier est Mariano Matsinhe, qui, en 2007, lors d'une cérémonie à l'Académie de police, a déclaré que le parti Frelimo gouvernerait le Mozambique pendant encore 1000 ans, étant donné qu'il n'existe aucun parti d'opposition capable de remplacer le parti au pouvoir depuis l'indépendance.

L'opposition dans le pays ne devrait pas disparaître, mais le parti Frelimo au pouvoir devrait poursuivre ses efforts pour tout faire pour la réduire toujours plus à l'insignifiance. Même si des milliers d'années passent...le Frelimo ne peut pas, et ne doit pas, quitter le pouvoir. Ce n'est que de cette manière que la nation mozambicaine pourra continuer à se

développer et à créer de meilleures conditions de vie pour sa population. Nous ferons tout le nécessaire pour que le Frelimo ne quitte jamais le pouvoir et continue à servir.

Des milliers de partis peuvent être créés et ils peuvent tous se présenter à chaque élection. Le Frelimo continuera toujours à diriger ce pays. En fait, nous voulons que dans un certain temps, ils n'entrent même plus au Parlement, c'est-à-dire qu'à l'avenir tous les sièges soient occupés par nos députés. Je ne suis pas en faveur de la suppression de l'opposition, mais elle doit rester insignifiante.

Mariano Matsinhe (2007).

Le deuxième intervenant est Alberto Chipande, un autre acteur central du parti Frelimo, qui en 2014, lors de la célébration de son anniversaire, a déclaré que le parti Frelimo gouvernerait pendant encore 50 ans, car il n'y a pas de partis capables de remplacer ce que le parti Frelimo a fait. Chipande est considéré comme celui qui a officiellement lancé la lutte de libération au Mozambique – l'homme du premier coup de feu. Il est également l'oncle de l'actuel président de la République.

Nous avons un programme, nous avons un calendrier... un programme de 50 ans. Nous allons diriger cette société pendant encore 50 ans. Nous savons déjà comment gouverner. Ils (les partis d'opposition) ne changeront rien au Mozambique.

Alberto Chipande (2014).

Dans les deux discours, nous pouvons retirer plusieurs points d'analyse, surtout en termes de convergence. Par exemple, faire référence au fait que le parti Frelimo gouvernera pendant de très nombreuses années confirme en partie la logique selon laquelle la tenue d'élections ne signifie pas nécessairement un mécanisme visant à changer le pouvoir en place, mais surtout à maintenir ceux qui sont déjà dans le système. Ceci en sachant que le parti Frelimo est prêt à « tout faire », même si c'est par la violence ou la fraude comme nous allons le voir dans les prochaines sections.

Si nous considérons l'année où le discours de Chipande a été prononcé, nous nous rendons compte qu'il visait clairement à montrer que le parti Frelimo considère les élections comme un moyen de rester au pouvoir. Autrement dit, le discours a été prononcé en novembre 2014, un mois après les élections qui ont, une nouvelle fois, élu un candidat du Frelimo, cette fois son neveu Filipe Nyusi au poste de président de la République. En fait, Nyusi était présent à l'événement où Chipande a pris la parole. La même année, les élections d'octobre avaient été contestées par le président du parti Renamo de l'époque, Afonso Dhlakama<sup>166</sup>. Et ce, avant même que le Conseil constitutionnel ne se prononce sur la victoire officielle de Filipe Nyusi. Il est important de noter que des contestations ont toujours eu lors des élections mozambicaines, puisque les acteurs politiques n'ont jamais accepté les résultats. Cela a conduit au conflit militaire actuel dans la province de Sofala, où se localise la ville où nous avons effectué notre travail de terrain, Beira.

Les discours de Matsinhe et de Chipande permettent de constater que le parti Frelimo n'a plus peur de montrer publiquement ses manœuvres pour gagner les élections tous les cinq ans. Nous sommes confrontés à une démonstration claire de l'absence d'incertitude électorale (et certitude procédurale). Les institutions qui devraient être considérées comme le principal garant de la transparence ont depuis longtemps cessé d'être perçues comme véritablement indépendantes<sup>167</sup>. Le résultat est considéré comme un « défilé des mêmes acteurs », les élections servant à remplir un acte formel.

Les déclarations des deux hommes politiques entrent dans la logique de ce que nous pouvons considérer comme la « perpétuation des libérateurs », où de manière récurrente, les acteurs qui ont participé à la guerre anti-coloniale se considèrent en position de déterminer encore les destinées du pays. Matsinhe, ainsi que Chipande, sont tous des combattants de la guerre, ce qui leur donne le pouvoir de prononcer des discours dont l'acceptation est quasi unanime au sein du parti Frelimo. Cependant,

---

<sup>166</sup> Dhlakama est décédé en juin 2018.

<sup>167</sup> Thiriot (2011) refuse cette lecture sur élections. Elle montre qu'en Afrique depuis longtemps des préoccupations procédurales réduisaient les élections à des techniques transférables et évaluables et avaient débouché sur des labellisations diverses qui sont autant d'impasses. Pour l'auteur, ces faux-semblants analytiques ont peu à peu fait place à d'autres problématiques, notamment en termes de signification (« ce que voter veut dire ») et d'institutionnalisation, de plus en plus d'auteurs prétendant analyser les élections africaines « comme les autres ».

c'est dans ce même scénario où les acteurs politiques déclarent ouvertement que les élections ne servent qu'à maintenir ceux qui sont déjà au pouvoir que les électeurs montrent de l'enthousiasme à participer. Même en dépit du contexte non démocratique et conflictuel des élections, la réalité semble montrer que les Mozambicains voient toujours dans les élections une forme privilégiée de participation politique, surtout si nous tenons compte de nos entretiens.

Il est également impératif de contextualiser les scrutins électoraux. À cet égard, les conséquences d'une élection ne sauraient être analysées au seul regard du résultat des urnes. Il s'agit d'envisager, comme le montre Darracq (2012 : 201) « plutôt que la seule tenue du scrutin, le processus électoral dans son ensemble ». Celui-ci comprend tout d'abord des négociations en amont sur les « règles du jeu » électoral, notamment les conditions d'attribution des cartes d'électeur, le recours à l'assistance ou à l'observation internationale, la composition de la commission électorale indépendante ou encore le choix de l'instance qui sera chargée de la proclamation des résultats.

C'est pour cette raison que notre recherche nous a non seulement permis de réaliser une enquête basée sur les déclarations des personnes interviewées, dans ce cas les jeunes des trois villes. Mais nous présenterons également les observations que nous avons réalisé tout au long des deux élections qui traversent notre thèse, d'une part les élections municipales de 2018, et d'autre part les élections présidentielles de 2019. Il nous semble alors utile d'opter pour une approche qualitative de la participation politique dans son ensemble qui prête une attention particulière aux rapports qu'entretiennent les jeunes aux élections, afin d'atteindre une connaissance plus fine des mécanismes qui peuvent lier politisation, engagement et vote. Dans son ensemble, notre thèse s'intéresse à la particularité de parler des élections sans exclure d'autres mécanismes de participation politique, un exercice qui est novateur par rapport aux études réalisés au Mozambique. Pour ce faire, nous allons introduire dans la section suivante les étapes et les significations du vote au Mozambique à partir de leur matérialité.

### 3. La matérialité du vote au Mozambique

Cette section vise à détailler ce que nous avons pu constater lors de notre travail de terrain au Mozambique au cours des deux élections. Le débat sur la matérialité du vote s'inspire d'un dossier thématique publié en 2016 dans la revue *Politique africaine*.<sup>168</sup> Perrot et al. (2016 : 5) montrent que « si les principes du suffrage universel et du bulletin secret se sont formellement imposés dans la grande majorité des cas, la forme matérielle du vote subit de constantes transformations. Presque toutes les élections ont engendré une nouveauté pour les électeurs, les partis politiques et le personnel électoral ».

Pour les auteurs du dossier, depuis les années 2000, les processus électoraux dans le continent africain se sont encore complexifiés avec l'introduction de nouvelles technologies dans l'organisation du scrutin, sa supervision et le comptage des voix. Ils affirment que la « transparence et la modernité politiques sont désormais incarnées par des objets extrêmement sophistiqués : enregistrement biométrique des électeurs, système parallèle de recomptage par SMS, prise d'empreintes, machines à voter, localisation du bureau de vote par téléphone portable sont autant de dispositifs matériels censés assurer la véracité des informations sur l'électeur et l'élection, la fiabilité du comptage ou du contre-comptage, si ce n'est la sincérité du vote » (Perrot et al., 2016 : 6).

En utilisant cette matérialité du vote comme point de départ, notre analyse va s'intéresser aux objets qui encadrent l'acte de voter, et sur la manière dont ils sont utilisés, détournés et remis en question.<sup>169</sup> Notre principal objectif sera d'étudier comment ces objets et institutions, qui englobent les objets matériels mais aussi un

---

<sup>168</sup> « La fabrique du vote : placer la matérialité au cœur de l'analyse » (Sandrine Perrot, Marie-Emmanuelle Pommerolle, Justin Willis, 2016). Ce dossier veut se départir des analyses globalisantes désincarnées tout autant que des lectures singularisantes des terrains africains. Il vise à questionner plus généralement la sociologie des élections, ses outils et ses approches pour s'interroger sur ce qu'elles produisent par-delà la légitimation démocratique, voire la relégitimation autoritaire, ou encore le (non-)renouvellement des élites. Il cherche à s'affranchir des analyses conjoncturelles pour réinscrire l'acte de vote sur un continuum processuel et dans des pratiques sociales.

<sup>169</sup> Voir le colloque « Voting materiality and citizenship in East Africa » (Nairobi, 2015, Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman).

ensemble de pratiques, de langages, transforment et révèlent les imaginaires du vote et la citoyenneté électorale au Mozambique. En effet, la matérialité des élections se réfère ici à la culture matérielle des élections (affiches, boîtes, t-shirts et leur vie pendant et après le vote), mais conduit également à une réflexion sur l'enchevêtrement des objets, des institutions, des performances et de l'incarnation de la citoyenneté pendant les élections : comment les électeurs mozambicains, en particulier les jeunes urbains, s'approprient des différentes significations matérielles et techniques que peuvent offrir les élections, dans un contexte où aller voter commence avec une quasi-certitude sur les gagnants ? Cependant, la réalité africaine n'est pas la seule à s'intéresser aux différentes significations que nous pouvons donner aux objets qui composent une élection.

En parlant du vote comme d'un rituel, Faucher et al. (2015)<sup>170</sup> cherchent à comprendre comment les choix politiques sont faits en France et au Royaume-Uni à partir des objets et des pratiques qui composent l'élection. Les auteurs s'intéressent au rituel, et non à l'institution du vote. Pour les auteurs, « analyser le vote en tant que rituel permet de mettre en lumière les conflits historiques significatifs qui ont émaillé l'invention de traditions politiques, les répertoires de sens qui ont accompagné la construction d'un modèle de citoyen dans des contextes nationaux distincts et qui sont en partie déterminés par la définition des frontières entre la sphère publique et celle du privé » (Faucher et al., 2015 : 213).

Parler de ritualisation implique de pousser l'analyse de l'institutionnalisation en soulignant le rôle joué par les symboles (objets, décors et gestes, par exemple) et de réfléchir aux significations attachées à ceux-ci. La journée électorale mobilise l'ensemble de la communauté des citoyens d'un système politique au cours d'un événement combinant unité de temps, de lieux, d'action, et culminant dans la désignation des gouvernants légitimes. Le vote est une pratique à la fois institutionnalisée et ritualisée.

Faucher et Hay (2012 : 213).

---

<sup>170</sup> Récemment (janvier 2022), Faucher revient sur les rituels électoraux en France dans un ouvrage collectif dirigée par Tristan Haute et Vincent Tiberj.

C'est en envisageant les élections comme acte et rituel que la section suivante vise à montrer comment s'est déroulée la campagne électorale lors des élections municipales (2018) et des élections présidentielles (2019). Nous chercherons à montrer ce que signifie faire campagne et comment les électeurs, notamment les jeunes, s'approprient ce rituel (et acte) précédant les élections elles-mêmes. Cette lecture nous semble intéressante dans la mesure où nous parlons d'un pays où le discours sur les élections n'a pas nécessairement le même langage que celui des pays considérés comme des démocraties consolidées. Nous sommes cependant confrontés à un pays qui, bien qu'il soit désigné comme une « démocratie électorale »<sup>171</sup>, doit encore faire face à de nombreuses difficultés pour que ses élections soient synonymes de liberté de choix et de transparence des résultats, comme le décrit la littérature.

Nous avons placé le Mozambique dans la désignation d'une « démocratie électorale » en nous appuyant sur Gazibo (2010). C'est une catégorie qui concerne les pays qui ont franchi le cap des élections fondatrices. Le critère principal distinguant les élections fondatrices de celles qui ne le sont pas concerne la sincérité de cette première élection. En revanche, l'auteur (Gazibo, 2010) montre que la difficulté avec cette catégorie est sa volatilité, car les pays peuvent connaître des élections fondatrices et régresser ensuite, comme les cas du Congo, de la République centrafricaine, du Burundi ou du Niger entre autres, l'ont démontré à un moment ou à un autre. Cette catégorie, selon Gazibo (2010), se rapproche de celle des pays partiellement libres de Freedom House<sup>172</sup> sans la recouper entièrement. Cette catégorie diffère qualitativement de la simple libéralisation car elle implique l'existence d'un gouvernement parvenu au

---

<sup>171</sup> C'est la référence que nous donnons aux pays dont la conception de la démocratie repose uniquement sur le fait qu'ils organisent des élections périodiquement, tous les cinq ans, en laissant de côté d'autres formes de la participation politique dans sa dimension la plus large, comme la liberté d'expression et le droit de manifester librement, par exemple. C'est l'idée que le simple fait d'organiser des élections est suffisant, quelle que soit la qualité de ces élections.

<sup>172</sup> Freedom House (<https://freedomhouse.org/>) est un rapport mondial annuel sur les droits politiques et les libertés civiles, composé de notes et de textes descriptifs pour chaque pays et de territoires. Avant l'édition de 2021, Freedom House attribuait la désignation « démocratie électorale » aux pays qui avaient satisfait à certaines normes minimales en matière de droits politiques et de libertés civiles ; les territoires n'étaient pas inclus dans la liste des démocraties électorales. La désignation de démocratie électorale exigeait un score de 7 ou plus dans la sous-catégorie processus électoral, un score global de droits politiques de 20 ou plus, et un score global de libertés civiles de 30 ou plus. Afin de simplifier les résultats méthodologiques du rapport, Freedom House ne met plus en évidence cette désignation, mais les scores sous-jacents restent accessibles au public.

pouvoir à l'issue d'élections transparentes. Mais elle diffère des pays consolidés, car le jeu démocratique n'est pas encore routinier et n'est pas à l'abri d'une remise en cause.

### 3.1. Le rituel de l'éducation électorale dans les deux élections

La discussion sur le vote en tant que rituel avait déjà été étudiée dans d'autres contextes du continent africain.<sup>173</sup> Dans ces analyses, Turner (1975) offre un cadre qui permet de décomposer le vote comme rituel politique, en proposant notamment de distinguer des phases dramatiques dont l'enchaînement compose un « drame social ». Pour lui, il y a trois phases qui composent l'analyse des matérialités, rituels du vote qui seront abordées tout au long des prochaines sections.

<p><b>Phase préliminaire (préparation ou crise / campagne électorale)</b></p>	<p>Les équipes rivales s'opposent à travers des images et des discours susceptibles de mobiliser les identités sociales et politiques. Pendant longtemps, une des préoccupations majeures du législateur pendant les élections est de limiter la violence. Les règles visent à assurer l'égalité entre les candidats, en précisant le montant et la nature des dépenses autorisées, en réglementant la parole dans les médias audiovisuels ou dans les réunions publiques, en encadrant le matériel de propagande.</p>
<p><b>Période liminale</b></p>	<p>Est celle de tous les possibles. Son début est marqué par une symbolique de passage et de séparation à la fois temporelle et spatiale qui isole le moment important de la vie quotidienne et du regard.</p>
<p><b>Phase résolutoire</b></p>	<p>C'est l'occasion post-liminale de déclaration et surtout d'interprétation des résultats est désormais largement dominée par les médias.</p>

**Tableau 4 :** Le vote comme un rituel (Turner, 1975), adapté par Tsandzana (2022).

<sup>173</sup> En analysant les élections au Niger, Gazibo (2003) parle des « entreprises culturelles » que sont les partis politiques. Elles ont été articulées sur deux symboliques : celle des mots et celle des images. La symbolique des mots est passée par une « indigénisation » des dénominations des partis politiques qui, énoncées uniquement en français, n'auraient pas été assimilables par une bonne partie de la population. L'objectif de ce second nom en langue locale, dont tous les partis sans exception se sont tour à tour dotés, était d'arriver à créer chez les électeurs une propension à associer le parti à ce mot, choisi pour sa signification sociale positive.

Nous pouvons considérer ces phases comme essentielles dans la littérature, mais nulle part comme pleinement applicables au contexte mozambicain, étant donné que, comme nous l'avons montré précédemment, celui qui organise les élections dicte automatiquement les règles. Par exemple, la première phase citée dans le tableau 4 n'est pas observable dans le cas du Mozambique car, en plus du manque d'opportunités (accès aux médias et accès aux financements) entre les acteurs politiques (partis et candidats), la violence électorale est presque toujours présente, créant des inégalités de traitement entre les acteurs politiques concurrents.

Même si l'analyse est faite à partir d'un contexte complètement éloigné du Mozambique, notre inspiration dans cette sous-section renvoie aussi à Faucher et al. (2012) dans la perspective où le concept de ritualisation nous permet de réfléchir à la dimension symbolique du vote et à ses significations alors que c'est le caractère instrumental de l'acte qui est généralement l'objet de toute l'attention. « Les rituels sont des pratiques sociales formelles, relativement invariantes, gouvernées par des règles, mises en scène et ayant une signification symbolique » Faucher et al. (2012 : 216).

L'intérêt de notre travail de terrain a été d'observer comment les organes de l'administration électorale ont mené leur campagne d'éducation électorale<sup>174</sup>, très particulièrement en termes de messages utilisés pour le public cible, dans le cas spécifique des jeunes. Nous avons pu vérifier que lors de l'élection présidentielle en 2018, l'intérêt était un mélange de messages, sans nécessairement prédéfinir le langage pour les jeunes et pour les plus âgés, alors que tout au long de l'éducation civique dans les élections municipales en 2019, nous avons vu une campagne faite non seulement par les organes de l'administration électorale, mais aussi par l'utilisation de personnalités considérées comme influentes pour les jeunes.

---

<sup>174</sup> C'est un ensemble d'actions visant à éduquer les citoyens sur les objectifs des élections, le processus électoral et la manière dont chaque électeur doit voter. Elle est réalisée par des organes de l'administration électorale, par des organisations de la société civile. Au cours d'une année ou même d'un cycle électoral typique, l'autorité électorale n'a pas toujours l'occasion de communiquer directement avec l'électorat à des fins éducatives. Cependant, pendant une initiative d'enregistrement des électeurs, l'autorité en charge des élections ou de l'enregistrement doit communiquer certaines informations aux électeurs et peut en profiter pour y joindre un volet éducatif. Le plus important est de fournir des renseignements de base sur l'inscription – les conditions d'éligibilité, les mécanismes d'inscription,

Étant donné que la période d'éducation électorale pendant les élections présidentielles pouvait durer plus de soixante jours, nous avons observé une répétition presque routinière des messages d'appel au vote avec la réalisation de petites réunions musicales animées essentiellement par de jeunes rappers des quartiers locaux, surtout parce qu'il s'agissait d'une élection municipale. Cette année-là, nous avons également pu assister à l'un des événements intitulés « Hip-hop et citoyenneté » – une rencontre organisée par des institutions de la société civile à travers des actions de musique rap, avec des jeunes activistes<sup>175</sup>.

L'intérêt de ces rituels artistiques était principalement les villes de Maputo, Beira et Nampula. Cette éducation électorale varie selon chaque acteur, les organes de l'administration sont plus formels, politiques pour les partis, mais moins conventionnelles si nous comparons avec les organisations de la société civile. Également, pendant les élections présidentielles en 2019, la stratégie a été largement appliquée dans les médias traditionnels (télévision) et le collage de *flyers* d'éducation civique, mais le rituel des événements civiques organisés en 2018 se sont concentrés essentiellement dans leur diffusion à partir des réseaux sociaux des jeunes de ces partis politiques. Chaque caravane des organes électoraux qui a parcouru les quartiers périphériques de la ville Maputo a diffusé la date des élections, ainsi que les bonnes pratiques à adopter le jour du scrutin.

---

<sup>175</sup> C'est l'art d'artistes militants. Il est parfois l'art sans artiste mais avec des militants. Art engagé et engageant, il cherche à mobiliser le spectateur, à le sortir de son inertie supposée, à lui faire prendre position. C'est l'art insurrectionnel des zapatistes, l'art communautaire des muralistes, l'art résistant et rageur des féministes queers, l'art festif des collectifs décidés à réenchanter la vie, c'est l'art utopiste des hackers du Net (hacktivistes d'une guérilla technologique), c'est la résistance esthétique à la publicité, à la privatisation de l'espace public. Voir plus sur le site web <http://www.editionsalternatives.com/site.php?type=P&id=997>, consulté le 1 avril 2021.



**Photo 2 :** Affiche électorale des trois candidats aux élections présidentielles, Maputo (Tsandzana, 2019).

Cette différence entre les deux élections peut s'expliquer par la dimension des publics cibles que chaque élection souhaitait capter. En fait, l'élection municipale a une dimension éminemment locale et l'utilisation de moyens sophistiqués et rapides a permis d'atteindre une niche spécifique de personnes, tandis que l'élection présidentielle, en raison de son caractère national, nécessite une logistique plus exigeante. Cependant, loin de défendre l'idée selon laquelle le fait que des actions massives d'éducation électorale aient été menées soit synonyme d'une plus grande participation aux élections. Il est important dans la même dimension de souligner que nous avons vu l'émergence de formes codifiées de représentation de l'élection, tant en 2018 qu'en 2019.

Ces actes ont été réalisés à partir des réseaux sociaux, où les électeurs ont créé des caricatures autour des partis politiques et des candidats aux élections. Cette pratique visait tout d'abord à critiquer les acteurs politiques (candidats et partis politiques), mais aussi à attirer l'attention pour l'adhésion des électeurs, surtout les jeunes qui

utilisent les réseaux sociaux, pour l'acte et le rituel du vote comme le montre l'image ci-dessous.



**Meme 1** : Il s'agit d'une illustration visant à démontrer dans quel sens les électeurs devraient aller lors de l'élection présidentielle de 2019. Dans ce cas, nous voyons deux directions : vers tout droit (Renamo) ou vers la droite (Frelimo). La décision était le parti Frelimo, qui a remporté les élections cette année-là (L'image a été reçue par l'auteur lors d'une conversation WhatsApp).

### 3.2. La campagne électorale et ses objets

Selon la loi électorale mozambicaine, par campagne électorale est définie toute activité visant, directement ou indirectement, à promouvoir des candidats, ainsi que la diffusion de textes, d'images, de vidéos ou de sons qui expriment ou reproduisent le contenu de cette activité. Pendant cette campagne, les listes plurielles sont présentées aux électeurs afin qu'ils puissent connaître les candidats aux assemblées municipales du parti politique, de la coalition de partis politiques ou du groupe d'électeurs qui les propose. La même loi précise qu'il appartient à la Commission nationale électorale de fixer par délibération la date de début et de fin de la campagne électorale, qui commence quinze jours avant la date du scrutin et se termine deux jours avant le vote.

Techniquement, la réalisation de la campagne électorale appartient aux partis politiques, aux coalitions de partis politiques et aux groupes d'électeurs, sans préjudice de la participation active des électeurs en général. Lors des deux élections (municipales et présidentielles), nous avons suivi presque tout le cycle électoral, sauf le moment du recensement des électeurs. Pendant la campagne, nous avons adopté la stratégie consistant à suivre certaines campagnes à pied ou en caravanes motorisées de partis politiques, pour voir quelle action ou quel rôle était donné aux jeunes. Apparemment, la plupart des personnes dans la foule de la caravane étaient des jeunes.

Malgré cela, ce groupe de jeunes bien habillés était toujours accompagné d'un membre senior du parti. Les jeunes chantaient et jouaient de la batterie, certains dansaient, mais la marche s'arrêtait pour parler à des électeurs potentiels ou distribuer du matériel de campagne (T-shirts, chapeaux et *capulanas*<sup>176</sup>), les actions étaient menées par les personnes plus âgées du parti concerné (voir photo 3). En d'autres termes, malgré la présence presque écrasante des jeunes dans les campagnes électorales, ils n'ont aucune légitimité de fait s'ils ne sont pas accompagnés (supervisés) par un adulte du parti politique – c'est une personnalisation qui a pour base principale l'âge.

---

<sup>176</sup> *Capulana* (origine tsonga) – pagne – est le nom donné au Mozambique à un tissu qui est traditionnellement utilisé par les femmes pour couvrir le corps, et parfois la tête, également dans les jupes. Son utilisation va également bien au-delà de la mode : le tissu est utilisé par les femmes pour porter leurs enfants sur le dos, pour de nombreuses fonctions, comme la serviette, le rideau, la nappe.



**Photo 3 :** Campagne électorale, Maputo (Tsandzana, 2019).

Cette photo montre une tendance qui pourrait être constatée dans presque tous les partis politiques que nous avons suivis lors des élections de 2019. En arrière-plan, on peut voir des jeunes avec des *vuvuzelas*.<sup>177</sup> Ces jeunes chantaient, tandis que le candidat de l'AMUSI – Mouvement uni pour l'action et le secours intégrale, Mário Albino<sup>178</sup> (plus de 50 ans), s'exprime avec un potentiel électeur dans un marché très connu de la ville de Maputo. Nous pouvons affirmer que la « séniorisation<sup>179</sup> » des campagnes électorales fait partie d'un discours politique qui n'est pas si récent, et qu'il tend à infantiliser les jeunes, présumés incapables d'apporter un discours

---

<sup>177</sup> Le nom, parfois francisé en *vouvouzela*, est une corne d'environ 70 centimètres de long, popularisée dans les années 1990 par les supporters des deux clubs de football de Soweto en Afrique du Sud. Elle a acquis une renommée internationale lors de la Coupe des confédérations 2009 et est omniprésente lors de la Coupe du monde de football de 2010, organisées toutes les deux par l'Afrique du Sud, et devenant un symbole de la Coupe du monde 2010, en même temps qu'un sujet de controverses à cause du bourdonnement incessant qu'elle génère pendant les matchs et leur retransmission. L'étymologie du nom est imprécise, soit du mot zoulou pour « faire du bruit », soit d'une onomatopée (« vou-vou ») imitant le son produit.

<sup>178</sup> Originaire de Nampula, il a été l'un des candidats aux élections présidentielles de 2019, obtenant moins de 1 % des voix.

crédible dans l'arène politique. Cette réalité nous ramène au débat que nous avons eu dans le chapitre trois sur les juniors et les cadets sociaux, où l'âge est considéré comme un élément fondamental pour avoir un positionnement politique.

Faire et être en politique dans le contexte du Mozambique commence à être déterminé à partir de la position de l'âge. En d'autres termes, la délégation des tâches n'est pas strictement basée sur la capacité ou la compétence, mais sur l'âge biologique, que ce soit au sein du parti au pouvoir (le Frelimo) ou de l'opposition. C'est une pratique que nous appelons la *política adulta*. Théoriquement, cette réalité ne peut être lue uniquement à partir du contexte du Mozambique, surtout si nous voulons associer la définition du « moratoire politique » de Muxel (2018), où elle affirme comment les individus à partir d'un certain âge ont peu de capacité à prendre des décisions ou à comprendre les questions politiques (le vote et les idéologies, par exemple).

Pendant notre présence dans la campagne du parti AMUSI, nous avons même demandé ce qui motivait ces jeunes à faire partie de la caravane politique. Ils ont répondu qu'ils étaient là simplement pour obtenir des T-shirts, mais qu'ils ne s'identifiaient pas nécessairement à l'idéologie du parti. Certains ont même déclaré que le jour des élections (15 octobre 2019), ils voteraient pour un autre parti (sans nécessairement mentionner lequel). Cela montre la nécessité d'établir une distance entre le fait de faire partie d'une campagne électorale et le fait de voter pour soi-même. En fait, être en campagne ne peut être considéré comme synonyme de vote ou de soutien déclaré du parti politique concerné. En d'autres termes, les foules ne gagnent pas les élections, surtout lorsque certains participent à des campagnes électorales pour des gains matériels ou symboliques.

Toujours dans le cadre de la campagne de Mário Albano, il convient de noter qu'une heure avant l'arrivée du candidat de ce parti, nous observions la préparation d'un groupe de jeunes très bien habillés aux couleurs et au slogan du parti AMUSI. Nous avons pu constater qu'en attendant Mário Albino, ils se sont contentés de danser et de chanter fort, sans communiquer avec les électeurs. Le plus important pour eux était de

---

<sup>179</sup> Il s'agit d'un néologisme qui fait référence à l'adaptation de certaines actions ou produits pour les personnes avec un âge plus avancé par rapport aux personnes plus jeunes.

créer un environnement d'agitation et pas nécessairement de transmettre le message politique du parti (la photo trois illustre bien le moment).



**Photo 4 :** Campagne électorale, Maputo (Tsandzana, 2019).

La démonstration de ressources (matérielles et financières), en associant la mobilisation (bruyante) des jeunes n'est pas si nouvelle, surtout si nous constatons que pour des partis politiques comme le Frelimo, cette réalité était encore plus présente, grâce à ses capacités matérielles supérieures par rapport aux autres partis politiques. Par exemple, un dimanche matin il a été possible de voir des jeunes en première ligne des caravanes avec des motos de campagne électorale (voir la photo 5). Cela nous rappelle à l'analyse de Perrot et al. (2016) montrant que les campagnes charrient de nombreuses innovations matérielles. Pour l'auteure, aux côtés des classiques T-shirts partisans, pagnes, casquettes et tissus, se sont ajoutés des véhicules repeints aux couleurs du parti, des messages audiovisuels, des SMS et des messages vocaux automatisés.

En fait, la prolifération des véhicules privés et notamment des motos, la chute relative des coûts d'impression des affiches et des dépliants, le développement des réseaux de téléphonie mobile et l'expansion de l'accès à l'Internet ont tous encouragé et rendu possible le déploiement de nouvelles techniques de travail de l'électorat tout autant qu'ils ont transformé la logistique de distribution du matériel ou de la supervision « citoyenne » du scrutin (Perrot et al., 2016 : 6).

D'autant plus que les objets du vote saturent l'espace public à chaque élection. « Ils génèrent autant d'enthousiasme que de controverses et de débats publics à propos de leur coût, de l'attribution des marchés ou de leur fiabilité. Derrière une standardisation apparente, ils s'insèrent cependant et prennent sens avant tout dans des histoires électorales singulières » (Perrot et al., 2016 : 6).



**Photo 5 :** Campagne électorale, Maputo (Tsandzana, 2019).

Pour notre analyse, nous pouvons constater qu'il y a une instrumentalisation quasi permanente des jeunes pendant les campagnes électorales. Nous affirmons souvent

que les jeunes constituent une « majorité silencieuse »<sup>180</sup>, où ils ne sont que des objets de mobilisation, et par conséquent ceux qui encouragent aussi des actes de violence qui sont permanents pendant les élections au Mozambique (Nuvunga, 2015). Par ailleurs, il faut noter que le récit de nos observations pendant la campagne électorale ne doit pas être analysé hors contexte car il s'associe par exemple à la discussion sur le positionnement des jeunes sur les listes des partis pour les élections à l'Assemblée de la république ou à l'Assemblée municipale. Nous affirmons souvent que bien que les partis politiques aient des « ligues partisans de jeunes »<sup>181</sup>, l'espace que ces mêmes partis laissent aux jeunes pour se présenter à d'éventuelles élections est encore très réduit, les membres seniors étant en tête des listes législatives.

Sur ce sujet, en 2014 l'étude du *Parlamento Juvenil de Moçambique* avait déjà montré que même lorsque les jeunes s'impliquent dans les élections, ils ne prétendent généralement participer que par le vote, ce qui peut conduire à une participation résiduelle, circonstancielle et non effective au processus décisionnel. Cependant, la réalité sur le terrain nous montre que malgré l'instrumentation d'organisations comme le CNJ, la participation des jeunes dans les campagnes électorales ou en tant qu'observateurs n'est pas limitée.

Nous sommes confrontés à un décalage entre l'intérêt apparent manifesté pour la participation aux campagnes électorales et le résultat pratique de cette action. Les partis politiques, sans exception, placent les jeunes en marge des décisions, ne comptant sur eux qu'en tant que simples spectateurs dans un processus où, en termes numériques, ils sont majoritaires et représentent une grande partie dans le recensement. Nous pouvons affirmer, par hypothèse, que pendant les processus électoraux, les jeunes Mozambicains constituent le visage d'« une majorité silencieuse », n'étant appelés qu'à l'approche d'un moment électoral. Cette réalité est effective tant dans le parti au pouvoir, le Frelimo, que dans les autres partis d'opposition, la Renamo et le MDM en particulier.

---

<sup>180</sup> Voir « La démocratie mozambicaine doit impliquer davantage les jeunes », DW portugais (2012).

## 4. Se faire recenser ? Oui, mais voter ?

L'élection n'est pas un processus en une seule étape. Elle comporte des cycles pour qu'elle soit vraiment considérée comme telle – du recensement à la phase de diffusion et de validation des résultats. Un point fort de cette section sera précisément d'aborder certaines phases qui constituent une élection, en cherchant à comprendre le sens que les électeurs (les jeunes) confèrent à telle ou telle étape. Comme le montre Déloye (2008), si l'élection ne saurait se réduire à l'opinion individuelle qu'elle délivre en réponse à une structure d'offre particulière (la campagne électorale), c'est parce qu'elle est le produit d'une histoire sociale et culturelle. C'est à partir de ce constat que cette section vise à comprendre les enjeux derrière la décision de voter pour les jeunes des trois villes, en gardant toutefois à l'esprit que chaque contexte urbain doit être lu de manière spécifique.

L'intérêt est d'aborder les raisons explicatives possibles d'un intérêt apparent des jeunes pour le vote. L'hypothèse que nous avons retenue est que ce n'est pas nécessairement l'acte d'aller voter qui est le plus intéressant, mais c'est la signification symbolique qui existait derrière le registre électoral. En fait, au cours des entretiens, nous avons pu constater que certaines personnes, même avec la carte, préféreraient ne pas aller voter, car la carte électorale était configurée comme un « passeport » pour obtenir des bénéfices, surtout économiques. En fait, pendant la période électorale, certaines institutions ont exigé la carte d'électeur pour la prestation de services publics, ainsi que pour l'inscription à l'Université – ceux qui n'ont pas de carte d'électeur ne peuvent pas étudier. Le même type d'exigence est fait en ce qui concerne le justificatif du recensement militaire.

Par ailleurs, les jeunes qui se sont inscrits ne l'ont pas fait pour exercer leur droit de vote, mais surtout pour profiter de la carte d'électeur en cas de besoin. Certains ont même affirmé que même s'ils n'étaient pas allés voter lors des deux élections, ils devraient trouver des mécanismes pour se « peindre le doigt avec l'objectif de se

---

<sup>181</sup> Presque tous les partis politiques au Mozambique ont une ligue en fonction des groupes sociaux. Par exemple, il existe des ligues de jeunes et de femmes et pour le Frelimo en particulier, il y a encore l'association des anciens combattants.

présenter comme une justification dans le contexte social ou du travail ». Ce discours est plus fréquent à chaque élection, surtout lorsque nous affirmons que le gouvernement du Mozambique préfère investir massivement dans l'enregistrement électoral, alors qu'il y a des gens qui n'ont pas un seul document d'identité civile, mais que tout est fait pour garantir la carte électorale. Les électeurs se demandent souvent pourquoi il n'existe pas un document unique servant à la fois d'identification civile et de carte d'électeur. En d'autres termes, il est plus difficile d'avoir un document d'identification personnelle que d'obtenir une carte d'électeur. D'autant plus que le document personnel est délivré au bout d'un mois, alors que la carte d'électeur est délivrée cinq minutes après la collecte des données personnelles de l'électeur.

Nous pouvons associer cette pratique au marché des matériaux de vote (Ihl et al. 2002) et les controverses politiques qui lui sont associées, afin de souligner les différentes modalités de détournement des objets du vote qui circulent sur le marché électoral. Cela nous fait décrypter le processus de recensement et d'obtention de la carte d'électeur, les mécanismes de leur appropriation et les controverses qui leur sont attachées. Par exemple, dans un dossier consacré à l'étude des matérialités du vote dans le contexte africain, Rosário et al. (2016) ont montré que les cartes d'électeurs au Mozambique servent à beaucoup de choses, sauf à aller voter : papiers d'identité faciles à obtenir, ils permettent d'accéder à un ensemble de services sociaux, servent parfois de document de voyage. La carte d'électeur est un passeport qui n'est pas nécessairement obtenu pour les élections.

En partant d'un dispositif (le recensement électoral) et d'un objet concret (la carte d'électeur), les auteurs (Rosário et al., 2016) analysent le matériel de vote distribué lors des élections nationales de 2014 au Mozambique. Ils proposent une lecture du « sens caché »<sup>182</sup> des techniques d'identification électorale et met l'accent sur les diverses manières dont la carte d'électeur est appropriée et détournée par les acteurs. Si certains électeurs trouvent dans le recensement une grande chance de réaliser des opportunités économiques et sociales, d'autres montrent une sorte de refus d'y adhérer qui peut s'expliquer par le fait que

---

<sup>182</sup> L'article analyse le marché des matériaux de vote et les controverses politiques qui lui sont associées afin de souligner les différentes modalités de détournement des objets du vote qui circulent sur le marché électoral.

le recensement électoral est un enjeu de contrôle par le Frelimo<sup>183</sup>. En fait, le circuit de production, d'acquisition et de distribution du matériel de recensement qui, d'une part, joue un rôle important dans la marginalisation des régions de l'opposition et, d'autre part, donne des opportunités d'enrichissement personnel à des cadres du parti. Commençons par NG qui a voté en 2019 (en 2018 il n'a pas voté parce qu'il n'avait pas eu le temps pour faire le recensement électoral), mais n'a pas voulu nous expliquer ses motivations et son historicité en termes de vote :

Je ne connais aucune forme de participation politique dans le pays. Quand j'entends le mot politique, je pense à voter pour notre président pour que le pays change.

NG, décembre, Maputo (2019).

Un premier élément à considérer dans les déclarations de NG est son refus catégorique de reconnaître qu'il connaît des formes de participation politique, en même temps qu'il mentionne le vote au cours de notre conversation. Nous voyons ici la confusion probable que le terme de participation ou politique crée chez les gens. Toutefois, ce résultat peut être considéré comme intéressant pour notre recherche, car il nous donne le sentiment que ce n'est pas à partir des définitions elles-mêmes que nous devons prendre le sens de ce que nous cherchons comme participation politique, mais surtout à partir des pratiques que nos interlocuteurs en cherchant ce qu'ils nous transmettent dans leurs propres mots.

NG fait partie de ces jeunes qui considèrent que le vote a une importance de cause à effet. Nous attendons d'y voir une sorte de changement. Même si nous n'avons pas forcément eu les motivations (le mot participation politique lui semble déroutant), nous constatons chez ce jeune un changement d'une élection à l'autre. En effet, compte tenu des occupations qu'il avait en 2018, il a eu l'occasion de le faire différemment en 2019. A partir de ce constat, nous pouvons probablement trouver l'explication dans la différence qui doit être

---

<sup>183</sup> Selon les rapports des missions d'observation (Union européenne, 2020) et notre propre observation sur le terrain à l'époque, nous constatons que l'organisation des élections obéit à une commande du parti Frelimo. Par exemple, l'inscription des électeurs est plus facile là où le parti bénéficie d'une grande sympathie que dans les régions dominées par les partis d'opposition comme Beira et Nampula.

établie entre les deux élections, municipales et présidentielles. Nous pouvons tirer de l'expérience électorale de NG le fait que l'élection nationale ait une grande importance, en particulier lorsque dans son discours il mentionne la phrase « J'ai voté pour notre président afin de changer le pays ». Même s'il est sous-entendu qu'il a voté pour le même président qui était déjà au pouvoir – la continuité de Filipe Nyusi.

L'importance accordée aux élections présidentielles ne devrait pas nous surprendre, si nous tenons compte du fait que le type d'informations diffusées entre une élection et une autre diffère considérablement, même en termes de durée du recensement et de la campagne électorale elle-même. En d'autres termes, la durée de la campagne est plus longue dans une élection présidentielle et les acteurs (candidats) eux-mêmes ont une plus grande exposition médiatique. La campagne dans l'élection présidentielle dure 45 jours et cela peut être un facteur d'attraction des électeurs. Il est intéressant de comprendre l'enthousiasme qui existe autour des jeunes qui obtiennent une carte d'électeur au Mozambique, ce qui n'est pas nécessairement fait dans l'intention première de voter, mais surtout pour ses autres avantages. Toutefois, ce qui reste flou dans ce débat, c'est la manière dont cette soumission à l'enregistrement peut nuire à leur propre sécurité, surtout lorsque l'État est en possession de données personnelles d'identité<sup>184</sup>.

Sur ce sujet, Dalberto et al. (2018) explique que les sociétés africaines ne font pas exception à cette tendance mondiale, parce qu'elles la devancent même à bien des égards en expérimentant de nouveaux dispositifs d'enregistrement des naissances, de certification bancaire ou de recensement électoral qui se fondent sur l'acquisition de données corporelles. « Sous l'empire des nouveaux prescripteurs privés et publics de l'économie digitale – dont la Banque mondiale n'est pas le moindre –, l'Afrique constitue, comme à l'époque coloniale, un « laboratoire » des nouvelles technologies d'enregistrement des identités » (Dalberto, 2018 : 6).

---

<sup>184</sup> En analysant le cas de la France, Dubois (2015 : 137) montre que « L'identification bureaucratique, comme construction d'une identité individuelle en dehors de l'individu concret par la mise à l'écart de certaines caractéristiques qu'il considère comme importants et la sélection d'autres qu'il peut estimer secondaires ou non pertinentes, puis comme imposition de cette construction en échange de droits, constitue un cas exemplaire d'exercice pratique de la violence symbolique. Produit d'un rapport de domination qu'elle contribue à perpétuer, cette identification impose aux individus une lecture de leur existence sociale... ».

## 4.1. La matérialité autour du programme politique

Même sans avoir mené d'entretiens avec des organisations de jeunes partisans<sup>185</sup>, dans les élections municipales nous avons également suivi la campagne électorale depuis son début à Maputo. Nous avons constaté que la parole politique sur les jeunes était présente dans les partis Frelimo, Renamo et MDM. À un moment donné, nous avons eu l'occasion de participer en tant qu'observateur à une rencontre entre le candidat du Frelimo et des jeunes de la ville de Maputo.<sup>186</sup> Dans ce rassemblement politique, Filipe Nyusi a promis de créer une structure dirigée par lui pour développer l'emploi et les opportunités de travail pour les jeunes. Le candidat du Frelimo a appelé les jeunes à croire davantage en eux-mêmes pour la réussite de leurs rêves : « (...) vous avez besoin de persévérance et croyez-en vous-même, nous ne voulons pas de jeunes désespérés et sans motivation. Vous devez rêver et courir pour réaliser ces rêves », a déclaré Nyusi.

Ce discours montre comment les hommes politiques ont tendance à donner aux jeunes la responsabilité de leur échec social. L'appel à un discours libérateur tend à être une stratégie pour éviter les responsabilités que l'État lui-même a envers les jeunes<sup>187</sup>. Cela d'autant plus que le discours de Nyusi ne peut être considéré comme si nouveau, car il s'inscrit dans une tendance historique qui dépasse le contexte du Mozambique, où ceux qui dirigent (les élus) cherchent à placer les jeunes dans une position subordonnée ou en tant qu'éternels coupables de leur difficile condition de survie. La tendance discursive autour des jeunes est une pratique présente depuis longtemps (Machel, 1997), car comme nous l'avons constaté dans le chapitre sur la discussion du concept « jeunesse », les acteurs politiques les plus âgés se considèrent comme responsables de la détermination des choix politiques que devraient suivre les plus jeunes, ce qui n'est pas forcément le cas uniquement au Mozambique. Ainsi, le

---

<sup>185</sup> L'intérêt n'était pas nécessairement d'avoir des contacts avec des jeunes déjà visiblement engagés, mais de capter la sensibilité de ceux qui n'ont apparemment pas un type de participation politique formellement reconnu. Voir les détails dans le tableau décrivant le profil des personnes interrogées dans la section méthodologique.

<sup>186</sup> Par manque d'information ou de disponibilité d'agenda de campagne, je n'ai pas eu la possibilité d'accompagner les partis Renamo et MDM lorsque leurs candidats étaient à Maputo.

<sup>187</sup> Sur la question de la responsabilité en Afrique, voir Rubbers et Jedlowski (2019).

« discours politique juvénile » émerge comme une pratique courante, que ce soit dans les programmes politiques comme illustré ci-dessous.

Notre lecture des programmes politiques s'est basée sur ce qui était écrit dans chaque document, il ne s'agit pas d'une étude approfondie en termes de comparaison. Pour des raisons d'équilibre méthodologique, nous avons choisi trois partis politiques, Frelimo, Renamo et MDM, parce qu'ils se présentaient aux élections présidentielles dans toutes les provinces, même si nous n'avons pas trouvé le programme politique du parti AMUSI, l'un des partis politiques qui s'est présenté aux élections dans certaines provinces. Sur un total de 100 pages, c'est dans la section 3.1.4 que le parti Frelimo aborde de la (des) jeunesse(s), en affirmant :

Le Frelimo reconnaît le dynamisme, la persévérance et l'esprit de leadership qui ont toujours caractérisé la jeunesse dans tous les processus historiques qui ont abouti à de profondes transformations politiques et sociales dans le pays. L'engagement du Frelimo en matière d'employabilité et de travail, de logement, de promotion des initiatives des petites et moyennes entreprises, d'augmentation de la production et de la productivité, de promotion de l'éducation et de la formation professionnelle a pour principal groupe cible la jeunesse mozambicaine.

54 pages composaient le programme de MDM, et parmi celles-ci, le sujet sur les jeunes apparaît à la page 46, dans laquelle il est dit que :

MDM voit dans la jeunesse le grand espoir d'un nouveau Mozambique et pour tous. La jeunesse sera l'axe inspirateur et directeur de l'action gouvernementale du MDM. La jeunesse sera la priorité du gouvernement MDM. Pour renforcer la jeunesse mozambicaine. MDM s'engage, comme principale priorité pour ce groupe social, à créer des postes de travail, un service d'action sociale scolaire et à affecter une partie du PIB au financement du programme national de logement pour les jeunes.

La participation et l'appropriation du processus de développement par les jeunes mériteront le plus grand engagement de la part du gouvernement, comme moyen de renforcer et d'approfondir la participation des jeunes et comme voie privilégiée pour assurer des niveaux plus élevés de développement économique et social.

Il y avait 44 pages dans le programme du parti Renamo, et dans celui-ci le mot « jeunesses » a été dans la page 23, où la Renamo affirme que :

L'intervention des politiques publiques dans le domaine de la jeunesse, doit avoir pour objectifs la promotion de l'emploi des jeunes et l'inclusion sociale.

Après avoir analysé les trois partis, nous trouvons, parmi les similitudes, une certaine ambiguïté dans ce que nous avons appelé au début de ce commentaire jeune(s) mozambicain(s). La manière dont tous les partis parlent des jeunes – en partant d'un ensemble aux besoins égaux – mène à penser qu'il n'existe pas de catégories sociales, culturelles, politiques ou même économiques d'être jeune au Mozambique, ce que nous considérons comme méthodologiquement erroné. D'une part, parmi les programmes lus, seuls les partis Frelimo et MDM présentent la date de conception ou d'approbation de leurs manifestes politiques respectifs, soit juillet (2019) pour le Frelimo et mai (2019) pour le MDM.

D'autre part, l'énumération des problèmes, identifiés par ces partis, comme étant ceux qui affligent les jeunes peut être considérée comme une stratégie qui cache, dans une large mesure, le potentiel que nous trouvons chez les jeunes en tant qu'autodidactes et propriétaires de leur propre voie. En d'autres termes, les trois programmes sont, en substance, un ensemble de solutions à des problèmes qu'ils considèrent comme ceux des jeunes, même si à aucun moment il n'est expliqué comment ils ont réussi à déterminer « problème et non-problème ». Cependant, nous avons remarqué une différence dans l'utilisation des termes pour faire référence à l'intention de chaque parti, les partis Frelimo et MDM semblant utiliser une variété de termes qui nous font comprendre qu'il y a une certaine intention dans le fait de placer la responsabilité de donner les jeunes leurs propres décisions. La Renamo présente, comme nous l'avons

vu, quatre propositions à l'égard des jeunes, ce qui, en comparaison avec le Frelimo (huit promesses) et MDM (dix-huit promesses), constitue une grande différence dans la quantité textuelle et l'explication des actions. Nous avons également constaté que des trois partis, seul le Frelimo entrecoupe ses actions du programme politique avec de photographies, et dans la section des jeunes, il l'a fait avec une photo qui, d'après ce que nous pouvons comprendre, représente deux jeunes femmes. En outre, nous comprenons qu'il est devenu récurrent de placer l'emploi et le logement comme des « problèmes » centraux et nécessaires à résoudre lorsque nous parlons des jeunesses.

En fait, il ne nous semble pas que ces deux éléments doivent être traités de manière universelle pour le(s) jeune(s) au Mozambique. Nous ne considérons pas qu'il s'agisse des « problèmes primaires » des jeunes au Mozambique, car nous pensons qu'il n'y a pas de clarté dans l'identification de ces « problèmes » dans une dimension de genre, d'âge ou même de situation sociale. Enfin, nous comprenons qu'il est toujours polysémique de caractériser les jeunes d'un point de vue biologique, ou par un autre groupe d'âge (18 à 35 ans, par exemple), surtout dans un contexte régional, continental ou même mondial où il n'y a pas de consensus sur la formule basée sur le groupe d'âge.

L'une des phases qui a suscité le plus de débats lors des deux dernières élections, que ce soit en 2018 ou en 2019 était l'observation électorale. Il est récurrent que ce processus soit davantage mis en avant dans les pays où le niveau de confiance dans le processus est relativement faible, comme c'est le cas au Mozambique. Tout au long de notre travail de terrain, nous avons suivi le déroulement des mécanismes d'observation qui peuvent être divisés en deux axes : une observation électorale officielle et une autre clandestine. La sous-section suivante explique en détail chaque étape.

## **4.2. Le rituel de l'observation des urnes**

Plusieurs recherches ont posé les questions : quel était le but de l'observation électorale en Afrique (Chigudu, 2015) ? Comment était-elle menée ? Avec quels avantages ? Il convient de s'interroger sur l'importance de l'observation internationale

des élections et de se demander si elle constitue un moyen valable et fiable de vérifier qu'une élection est légitime et s'est déroulée de manière intègre. Pour beaucoup, l'observation électorale est perçue comme la capacité d'évaluer et de rendre compte de manière objective et indépendante de l'intégrité ou non des divers éléments d'un processus électoral. Ces évaluations peuvent servir de base pour valider ou contester la légitimité du gouvernement élu.

Les conclusions d'une mission d'observation électorale peuvent avoir un impact positif ou négatif sur les engagements des donateurs envers un pays ou sur ses relations avec des organisations supranationales, telles que l'Union africaine (UA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Conseil européen ou le Commonwealth. D'une part, les observateurs internationaux peuvent inspirer confiance aux électeurs en ce qui concerne le secret et l'intégrité du processus de vote et permettre d'évaluer l'environnement politique, social et juridique dans lequel l'élection se déroule. D'un autre côté, la présence d'une mission d'observation électorale étrangère confère une légitimité accrue à un processus électoral inapproprié. Gray et al. (2002) affirment que les missions d'observation courent également le risque de se contredire, car elles interprètent différemment la notion d'élection « libre et équitable ». Ils ajoutent que les missions d'observation ont parfois été critiquées comme étant partiales, des touristes électoraux coûteux, des arbitres et des intrus dans les systèmes nationaux.



**Photo 6** : Mission de l'observation électorale de l'Union européenne, Maputo (Tsandzana, 2019).

Signés en octobre 2005 par l'Union africaine (UA) auprès de l'ONU, la Déclaration de principes pour l'observation internationale des élections et le Code de conduite à l'usage des observateurs électoraux internationaux lie la reconnaissance d'élections libres à la promotion d'une société où les citoyens, dépositaires de la souveraineté nationale, seraient préservés de toutes les formes de discriminations possibles de la part des autorités. La même déclaration prévoit que si l'État de droit fonde une élection libre et juste, l'observation internationale et impartiale permet de confirmer le respect du droit des citoyens appelés à s'exprimer librement dans le cadre d'un scrutin certes national, mais dont le résultat engage la crédibilité des principes défendus par la communauté internationale. Cette observation est réalisée par des experts recrutés dans le cadre de missions mandatées pour une durée déterminée par des organisations intergouvernementales ou non gouvernementales internationales.

Ces missions doivent respecter les lois et les autorités des pays dans lesquels elles interviennent, tandis que la trentaine de gouvernements signataires de la Déclaration,

sous couvert de l'UA, s'engage à coopérer à tous les niveaux afin de tirer profit de la critique des observateurs auxquels ils ont librement choisi de faire appel. La Déclaration stipule que la seule présence des observateurs internationaux ne peut être invoquée pour attester de la régularité d'une élection « s'il apparaît probable que les conditions de la présence de cette mission serviront à légitimer un processus électoral clairement non démocratique ». Dans les principes :

...les missions assurent le consensus entre les différents acteurs du processus électoral, ainsi que la transparence régulière du scrutin, ce qui permet de renforcer le taux de participation, la confiance des citoyens en leurs institutions, et la prévention des crises postélectorales. Les missions offrent une expertise professionnelle désintéressée et financièrement indépendante au service des gouvernements en matière de transition à la démocratie, de bonne gouvernance, de normes constitutionnelles.

Dans ce contexte, nous constatons que les élections en Afrique constituent un « marché attractif » en termes d'observation électorale.<sup>188</sup> Dans plusieurs pays, comme le Mozambique, chaque élection est inondée par la présence d'organismes internationaux qui se mobilisent non seulement pour aider financièrement les pays à organiser des élections, mais aussi pour envoyer des « missions d'observation électorale ». Celles-ci sont généralement définies en fonction de chaque région ou continent, les exemples les plus fréquents étant les missions d'observation électorale de l'Union européenne et de l'Union africaine.

---

<sup>188</sup> L'intégralité de plusieurs missions d'observation électorale en Afrique est consultable sur le site de l'Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa ([www.eisa.org.za](http://www.eisa.org.za)).



**Photo 7** : Missions de l'observation électorale (UA, EISA, SADC, Commonwealth et CPLP) (Tsandzana, 2019).

Au niveau national, la loi électorale du Mozambique considère la vérification comme une pratique consciente, authentique, responsable, réputée et impartiale des différentes étapes que comportent les rites électorales. Selon la loi, l'observation des élections couvre toutes les phases du processus électorale lui-même, depuis son début jusqu'à la validation et la proclamation des résultats des élections par le Conseil constitutionnel.



**Photo 8** : Plateforme de la société civile du Mozambique pour l'observation électorale (Tsandzana, 2019).

Lors de notre terrain pendant les élections, il y a un élément qui nous paraît important à souligner. En fait, plus de 40000 observateurs électoraux<sup>189</sup> ont participé au processus, dont pour la première fois le Conseil national de la jeunesse du Mozambique (CNJ) – une organisation civique des jeunes souvent associée au parti Frelimo. Après ces élections, le CNJ a rendu hommage avec des certificats de reconnaissance aux jeunes qui ont participé au processus comme observateurs et s’est félicité de la participation des jeunes aux élections, mais le profil de ces jeunes observateurs du CNJ provenait majoritairement d’organisations proches du parti au pouvoir. En fait, le CNJ est une organisation qui se considère comme membre de la société civile et indépendante du parti Frelimo, mais depuis sa création, tous les présidents de cette organisation sont membres du Frelimo et les anciens dirigeants occupent des postes politiques au sein du gouvernement après leur mandat dans l’organisation.

Dans une action qui fait partie de la stratégie de communication, c’était par le biais d’une information publiée dans le premier (et plus ancien) journal du pays (Jornal Notícias), qui a des liens avec le parti au pouvoir, que le président du CNJ a félicité la « participation massive des jeunes aux élections », comme le montre l’image ci-dessous :

---

<sup>189</sup> Les observateurs sont en principe chargés de vérifier la conformité du déroulement des élections. Ils ont également pour rôle d’alerter les autorités compétentes en cas d’irrégularités.

## NO PROCESSO ELEITORAL CNJ enaltece participação dos jovens

A JUVENTUDE moçambicana participou de forma activa e exemplar em todas as fases do processo eleitoral que encerrou com a validação e proclamação dos resultados pelo Conselho Constitucional.

A avaliação é do presidente do Conselho Nacional da Juventude (CNJ), Manuel Formiga, que elogiou, particularmente, a adesão massiva às urnas e a postura ordeira demonstrada pelos jovens nas eleições de 15 de Outubro, bem como o nível de execução das actividades pelos órgãos de gestão eleitoral.

O Conselho Nacional da Juventude participou na observação eleitoral com 1500 jovens em todo o país.

Formiga disse que para além de participação nas eleições o ano prestes a findar foi igualmente marcado pela realização do IV Encontro Nacional da Juventude, no mês de Agosto. O fórum recomendou, entre outros aspectos, a necessidade da criação de um fundo soberano de desenvolvimento de iniciativas juvenis em coordenação com a Autoridade Tributária de Moçambique.

O fundo seria alimentado com as taxas agravadas de álcool e tabaco, numa perspectiva que visa desencorajar o seu consumo excessivo pela juventude.

No IV Encontro Nacional da



Manuel Formiga, presidente do CNJ, deixa a liderança da colectividade em 2020

Juventude foi ainda recomendada a transformação do CNJ em instituto de utilidade pública, de modo que esteja incluído no Orçamento do Estado.

Formiga explicou que actualmente o orçamento do CNJ é desembolsado pelo Ministério da Juventude e Desportos, através de contratos-programa.

Destaca-se ainda dentre as actividades levadas a cabo este ano a definição de projectos para a construção de habitação para jovens, estando na fase conclusiva 60 casas de um total de 500 programadas.

Em 2020, segundo o presidente do Conselho Nacional da Juventude, será continuada a implementação do projecto

de construção de casas para minimizar os problemas de habitação para os jovens, bem como a criação de mais oportunidades de emprego para esta camada.

Consta ainda no plano de trabalhos do elenco de Manuel Formiga a realização da assembleia-geral para a eleição dos novos órgãos sociais do CNJ.

**Capture d'écran 1** : Intervention du président du Conseil national de la jeunesse du Mozambique « Le CNJ salue le rôle des jeunes dans les élections », *Jornal Notícias* (Tsandzana, 2019).

Cela peut nous révéler une des dimensions de la manipulation électorale, celle faite à partir des associations connectées au parti Frelimo, sachant que le parti au pouvoir tend à « donner la place » aux jeunes via ces mêmes associations civiques de jeunes pendant des moments clés comme les élections. Nous sommes confrontés à une forme de participation politique classique qui se fait par le biais d'organisations officiellement établies et acceptées par le parti au pouvoir. Cette explication va dans le même sens expliqué par Beaulieu (2013) pour montrer qu'en Afrique les gouvernements décidés à frauder les élections ont tendance à inviter les organisations d'observateurs les moins susceptibles de critiquer leurs élections, car il est devenu de plus en plus courant pour les gouvernements qui organisent des élections d'inviter des

observateurs internationaux à observer le processus électoral, étant entendu que ces observateurs publieront ensuite des rapports publics basés sur leurs observations. Selon le même auteur (Beaulieu, 2013) le fait que les observateurs électoraux aient parfois semblé hésiter à critiquer les élections est intimement lié au phénomène des gouvernements tricheurs qui invitent des observateurs.

En revanche, Hyde (2011) affirme que de nombreux acteurs individuels ont choisi d'inviter des observateurs électoraux précisément parce qu'il s'agissait d'un signal coûteux, destiné à suggérer un engagement démocratique aux acteurs internationaux en mesure de conférer des avantages. Pour le cas du Mozambique, nous observons que la participation en tant qu'observateur électoral s'inscrit dans un scénario où certains jeunes, notamment de l'opposition, sont souvent mobilisés pour une campagne appelée « contrôle du vote », qui est une vigilance clandestine le jour du scrutin<sup>190</sup>. En d'autres termes, dans le même pays, il y a une double observation électorale qui est effectuée par des jeunes du parti au pouvoir et de l'opposition. Dans ce contexte, la mobilisation d'une organisation proche du parti Frelimo, en l'occurrence la CNJ, doit être comprise comme une réponse à l'existence des « contrôleurs de vote » de l'opposition mentionné dans le paragraphe précédent. Ce faisant tant le parti au pouvoir, ainsi que l'opposition trouvent dans les jeunes des outils symboliques pour leur légitimation le jour des élections.

En utilisant l'observation électorale par le « contrôle des votes », les jeunes des partis d'opposition se positionnent non seulement pour participer au processus lui-même, mais pour montrer qu'il peut y avoir des alternatives en dehors du parti Frelimo. Cependant, en agissant ainsi, il est clair qu'il peut y avoir des conséquences négatives contre eux après les élections, si leurs partis ne gagnent pas les élections. C'est pourquoi ce type d'observation est fait précisément là où les partis d'opposition ont déjà une sorte d'avantage. Il est courant de voir ce type d'observation dans des villes comme Quelimane, Beira et Nampula, qui sont toutes sous la présidence des partis d'opposition, Renamo et MDM.

---

<sup>190</sup> Il s'agit d'une stratégie initialement adoptée par les partis politiques de l'opposition qui consiste à rester dans les bureaux de vote afin de surveiller le résultat des élections. L'action a débuté précisément dans la ville de Quelimane, dirigée par le parti MDM.

Une autre réalité couramment observée lors de cette observation est la confrontation entre la police et les jeunes, étant donné que les autorités électorales cataloguent l'observation de contrôle comme une pratique illégale sans aucune disposition dans la loi. Toutefois, la loi électorale elle-même considère qu'un citoyen mozambicain ou étranger, âgé de plus de dix-huit ans à la date de présentation de la demande d'accréditation et capable d'exercer ses fonctions avec liberté, conscience, authenticité, responsabilité, aptitude, indépendance, objectivité, impartialité, et sans interférer ou créer des obstacles au déroulement des actes électoraux ultérieurs, aux termes de la loi, peut être observateur d'un processus électoral.

D'après ce que nous avons vu, c'est exactement là que réside le problème, car en exigeant l'accréditation des observateurs, nous observons normalement que seules les organisations proches du parti au pouvoir, comme le CNJ, ont la possibilité d'être accréditées par les organes électoraux.<sup>191</sup> Ainsi, de nombreux jeunes appartenant à d'autres organisations sont laissés de côté, raison pour laquelle ils s'organisent en groupes pour « contrôler leur vote » contre la fraude.

### **4.3. La matérialité virtuelle et les *hashtags***<sup>192</sup>

En 2018, la compétition pour la municipalité de Maputo s'est concentrée autour de trois partis politiques : le Frelimo (qui a gagné toutes les élections locales depuis 1994), la Renamo, et le Mouvement Démocratique du Mozambique (MDM). Chaque parti politique a utilisé une page Facebook pour promouvoir ses activités politiques pendant les élections. Sur les réseaux sociaux, notamment Facebook et WhatsApp, l'émergence de l'hashtag #EC79 a connu un certain succès pour exprimer la méfiance, voire le rejet vis-à-vis du parti Frelimo. Cet *hashtag* ironique rappelait que le candidat pour Maputo, Eneas Comiche (EC), était alors âgé de 79 ans, faisant de lui un personnage déconnecté des réseaux sociaux, loin

---

<sup>191</sup> Pour approfondir, voir le rapport de la mission d'Observation électorale au Mozambique, Union européenne, 2020.

<sup>192</sup> C'est un mot-clé précédé du symbole # que les internautes utilisent dans leurs publications sur les réseaux sociaux. L'hashtag sert à centraliser les messages autour d'un terme bien précis. Les hashtags peuvent être créés par n'importe qui et sont souvent utilisés à l'occasion d'événements ponctuels.

des jeunes, mais aussi de la société mozambicaine en général où plus de 60 % de la population est âgée de moins de 30 ans (INE, 2017).

L'utilisation de ce *hashtag* était ainsi une façon de se moquer de ce candidat âgé de plus de 70 ans, qui a déjà été président de la même municipalité entre 2004 et 2008. Les interpellations du candidat ont aussi pris des tours plus directs et proches de l'insulte. Suite à une vidéo publiée pour remercier les futurs électeurs de leur soutien intitulée « Ensemble, quartier par quartier, organiser Maputo », un utilisateur a ainsi répondu : « Nous devons voter pour le changement. Mais le Frelimo ce n'est pas le changement. Mon vote n'est pas pour vous. Je ne lèche les bottes de personnes, et encore moins de vous » (voir capture d'écran 2).



**Capture d'écran 2 :** Réponse d'un utilisateur Facebook aux propos d'Eneas Comiche (Tsandzana, 2018).

Cette publication soulève une question importante pour notre thèse. Assistons-nous à un nouvel espace d'expression politique qui serait dominé par les opposants du parti au pouvoir ? La capacité mobilisatrice du parti Frelimo à convaincre les électeurs ne semble en effet pas liée à sa présence en ligne. Il faut d'abord prendre en compte la pénétration limitée de l'Internet. Elle se situerait autour de 23 % au niveau national (Hootusite, 2022) avec une

crystallisation autour des usages faits par les jeunes à Maputo et Beira, les deux principaux centres urbains du pays disposant d'infrastructures numériques plus avancées. Nous assistons ensuite à l'émergence de nouveaux électeurs de la « génération Y »<sup>193</sup>.

Le terrain réalisé au moment des élections montre qu'ils sont prêts à utiliser les réseaux sociaux pour contredire le discours politique du parti au pouvoir. Leur savoir-faire numérique se doublerait ainsi d'attentes politiques précises. Nous ne concluons pas que les réseaux sont seulement une extension de l'espace public réel (la propagande top-down à laquelle le Frelimo et les citoyens sont habitués) : ils transforment aussi la nature de cet espace public, en permettant l'expression de désaccord et en autorisant des regroupements virtuels qui permettent aux opposants de gagner en confiance.

Avant de conclure ce chapitre, il est important de parler en détail de la réalité par rapport aux élections selon ce que nous avons pu observer dans chacune des trois villes qui composent notre terrain. La section suivante montre différentes dynamiques de la signification que les jeunes attribuent aux élections en fonction de leurs antécédents, de leurs craintes ou de leurs appréhensions à parler du sujet. Nous pouvons constater que Maputo, ville sous la direction du Frelimo, ne présente aucune similitude dans les propos des jeunes sur leurs pratiques de vote par rapport à Beira et Nampula, deux villes sous la présidence de partis d'opposition, MDM et Renamo, respectivement.

## **5. Trois villes, des significations différentes sur les élections**

Cette section revient au débat initial par lequel nous avons discuté s'il existait une approche consensuelle pour définir ce que serait l'acte de vote dans un pays où les élections n'ont pas les mêmes grilles d'analyse comme en Occident. Concrètement, nous présenterons ce que nous avons pu récolter de chaque ville, de sorte qu'à la fin nous puissions observer d'éventuelles similitudes ou des typologies électorales selon les interviewés. Bien que chaque ville soit considérée comme ayant son propre

---

<sup>193</sup> Voir Dagnaud, M. (2011) « Génération Y – Les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la subversion ».

contexte, l'exercice comparatif peut nous donner des éléments pour discuter de ce qui se passe dans les villes où chaque parti gouverne. En d'autres termes, voyons-nous la même tendance dans la participation politique-électorale là où le Frelimo est au pouvoir, par rapport à la Renamo et au MDM ? Au-delà des différences, qu'y a-t-il en commun ? Et quel degré d'importance peut-il être donné dans chaque ville en fonction d'une élection locale et nationale ?

Dans les trois villes, lorsque nous avons demandé leur rapport aux deux dernières élections (2018 – municipales et 2019 – présidentielles), les enquêtés ont répondu en fonction de leur expérience à l'époque. Par exemple, nous avons constaté que tous les enquêtés de la ville de Beira ont voté en 2019 pour les élections présidentielles, mais d'autres n'ont pas voté en 2018.<sup>194</sup> La majorité considèrent le vote comme une forme de participation politique. Cette section n'a pas nécessairement pour but de procéder à une comparaison approfondie, mais l'analyse s'appuie sur deux questions posées tout au long des entretiens : (1) « avez-vous voté lors des dernières élections ? » et (2) « pour vous, quelle est la signification des élections ? » A partir de ces questions, nous avons l'intention de montrer les tendances en matière de participation politico-électorale des jeunes dans chacune des trois villes, en commençant par la capitale Maputo.

## 5.1. Maputo

Entre les élections locales et les élections présidentielles, l'environnement politique change considérablement. Si certains ont plus d'enthousiasme dans les élections locales parce qu'ils les considèrent plus proches de leurs intérêts, d'autres pensent que les élections présidentielles définissent vraiment la vie du pays. En 2018, nous étions à Maputo lors des élections municipales marquées par l'exclusion de deux « candidats

---

<sup>194</sup> Dans le cas de la ville de Maputo, la tendance à voter a été pratiquement évitée pendant le débat, tandis que dans la ville de Beira nous pouvons parler d'un débat électoral flottant, où certains parlent, mais peu sont capables d'expliquer les raisons ou l'importance d'un tel vote. Cette réalité peut être expliquée par le fait que dans la ville de Maputo, les jeunes croient que les élections ne seront probablement pas un mécanisme de changement pour le parti Frelimo, ce qui explique un retrait presque inconscient du processus électoral, alors que dans d'autres villes présidées par des partis d'opposition, nous constatons l'effervescence pour le vote, ce que peut donner un certain stimulus.

considérés comme jeunes » qui voulaient se présenter dans la capitale du pays. Techniquement, l'exclusion de ces candidats était liée à des problèmes juridiques et internes dans leurs partis politiques, ce qui a été considéré comme un élément de déception pour les jeunes électeurs. Cela ne nous a pas empêché de demander aux jeunes ce qui les avait motivés à voter cette année-là et quelle signification pouvait être attribuée aux élections elles-mêmes. Bien que les réponses ne soient pas aussi variées, il est important de souligner que dans le cas de la capitale un de nos enquêtés nous a révélé que la décision était basée sur ce que les partis d'opposition peuvent donner et pas nécessairement du point de vue du parti qui gouverne.

Dans une situation où nous avons une opposition fragmentée, une opposition qui veut gouverner mais ne nous a pas encore convaincus qu'elle a la capacité de gouverner. (...) aux élections présidentielles, j'ai voté pour la continuité (Frelimo), mais j'ai essayé d'avoir un certain équilibre aux élections législatives (il nous semble que l'interlocuteur fait savoir qu'il a voté pour l'opposition à l'Assemblée de la République).

FM, novembre, Maputo (2019).

Le discours de FM confirme le titre de ce chapitre, lorsque nous mentionnons spécifiquement que la caractéristique du Mozambique n'est pas l'absence d'élections, mais plutôt la signification pratique de telles élections pour le Mozambique. D'autre part, le fait que l'opposition soit mentionnée comme la partie faible qui motive les jeunes de Maputo au vote, peut être un élément confirmant la fidélité de la capitale au parti Frelimo, si on le compare à la tendance dans les villes où l'opposition est au pouvoir comme Beira et Nampula. Bien que nous n'ayons pas exactement fait une construction historique et sociale du vote en relation avec les jeunes urbains du Mozambique, nous avons essayé, dans une certaine mesure, de capter ce qu'ils comprennent des élections, et s'ils voient le vote comme un simple droit ou un devoir de citoyenneté.

Le vote est important. Chaque citoyen doit décider de l'avenir de son pays. Voter est un devoir que nous avons tous, car si tout le monde

décide de ne pas voter, ce serait un désastre. Nous n'aurions pas de leader, et un pays sans leader est un pays perdu.

RM, novembre, Maputo (2019).

D'après le témoignage de RM, nous pouvons voir une association directe entre le fait de voter et le résultat qu'il donne pour ce qu'il appelle le leadership. La jeune interviewée considère que les élections produisent un leader qui devrait guider le destin du Mozambique, ajoutant également le danger si les gens décident de ne pas voter. De surcroît, c'est une jeune femme qui considère au moins que le vote est important, surtout parce que c'est le seul moyen, selon elle, pour que le Mozambique ne devienne pas un « pays perdu ». De même, RM montre qu'elle associe l'élection à celle d'une figure politique centrale : le Président de la République — les élections présidentielles sont ici encore au centre du système électoral.

L'association du vote à la figure du président de la République peut être liée au fait que le parti Frelimo promeut de manière récurrente une forte personnalisation de ses candidats à chaque élection. Nous nous souvenons qu'en 2014, lorsque Filipe Nyusi a été proposé comme candidat du parti Frelimo, il n'était pas une personnalité politiquement connue, mais selon les électeurs de l'époque, c'est grâce au parti Frelimo que Nyusi est devenu populaire car le parti Frelimo « est une bonne machine de propagande »<sup>195</sup>.

À un certain point, nous constatons une tendance contradictoire avec ce que la littérature occidentale cherche sans cesse à associer dans l'équation jeunes-élections (Lardeux, 2016), où ils sont considérés comme désengagés et désintéressés de la politique électorale formelle, ce qui n'est peut-être pas le cas du Mozambique. Au contraire, nous avons recueilli des témoignages de jeunes qui se disent désireux de voter, même s'ils ne croient pas que leur choix ait le poids nécessaire pour provoquer un changement – raison pour laquelle ce chapitre a abordé dans une sous-section le

---

<sup>195</sup> Selon notre propre expérience à l'époque. Il existe un slogan commun au parti Frelimo, « la victoire se prépare, la victoire s'organisée », ce qui signifie que le parti a une stratégie bien préparée pour promouvoir ses candidats. Normalement, on dit que ce n'est pas le candidat qui fait le parti Frelimo, mais l'inverse.

titre « ...élections répétées, sans remettre en cause le pouvoir en place », comme le montre l'interview avec AC, dans la ville de Maputo :

Je pense que le vote est important. Indépendamment de ce qui s'est passé, c'est souvent la manipulation des résultats par les organes électoraux... et puis les gens pensent que le vote n'est pas intéressant, je pense toujours que si [il peut être important]. Nous sommes dans un État de droit démocratique, donc à partir du vote nous pouvons choisir. Ce que je pense que nous devons faire, c'est continuer à être actifs, à participer politiquement, afin de renforcer les institutions de l'État qui organisent dans ce processus. En tant que citoyens [il parle probablement des jeunes], nous devons continuer à jouer notre rôle pour que les prochaines élections les rendent un jour crédibles.

AC, septembre, Maputo (2019).

La déclaration d'AC souligne ce qui avait également été révélé par RM en considérant les élections comme importantes. Cependant, nous ne pouvons pas supposer que ces déclarations révèlent l'esprit de tous les jeunes. Ce que nous vérifions dans le discours d'AC est un appel à l'action des jeunes, en tant qu'acteurs clefs dans les élections, même s'il y a « la manipulation des résultats ». Le discours d'AC est révélateur d'une dynamique intéressante : au lieu d'être démotivants, les dysfonctionnements qu'il soulève ont le résultat inverse.

## **5.2. Beira**

La ville de Beira est communément appelée le « bastion de l'opposition », où le parti Frelimo n'a pas réussi à gagner une élection depuis plus de 17 ans. C'est une ville où parler de l'opposition revient à parler du parti Frelimo dans la ville de Maputo. La Renamo et le MDM ont tous deux la sympathie de la population, et cela se voit dans les résultats à chaque élection. Dans cette même ville nous voulions savoir ce qui avait motivé l'un des jeunes à aller voter aux élections municipales et présidentielles :

Pour les élections municipales, j'ai décidé en fonction des travaux qui ont été faits. J'ai voté en tenant en compte du développement de la ville, s'il y avait beaucoup de déchets dans la ville ou des progrès, ainsi que plus d'opportunités pour les jeunes. Pour les élections générales, j'avais beaucoup de doutes et j'ai fini par voter pour l'option pour laquelle j'avais déjà voté en 2014 (il nous semble que l'interviewé a voté pour l'opposition – le parti MDM).

IM, décembre, Beira (2019).

D'après les déclarations de ce jeune et sachant que le parti MDM était au pouvoir avant les élections d'octobre 2018, nous pouvons conclure qu'IM a voté pour ce parti politique. Cela nous montre que chaque élection a son propre contexte, son historicité et sa dynamique du vote, et que nous pouvons analyser ce phénomène à partir de deux dimensions. D'une part, la « théorie rétrospective du vote », selon laquelle le choix de l'électeur est déterminé par son évaluation de l'action menée par le candidat ou parti sortant. Si ce bilan, évalué principalement en fonction de l'état de la condition économique au moment de l'élection, est positif, le sortant sera reconduit dans sa fonction ; dans le cas contraire, il sera sanctionné par un vote en faveur d'autres partis politiques, comme le Frelimo, par exemple. Cette conception conduit à faire de l'élection municipale un référendum sur la gestion passée des gouvernements évaluée selon une logique de responsabilité globale, même si ce calcul est problématique si on applique l'hypothèse d'information limitée et sélective pour faire un choix politique par le vote.

D'autre part, nous observons que, comme partis politiques d'opposition, ils n'auront probablement jamais la possibilité d'accéder au pouvoir central par le biais d'élections présidentielles. Les candidats de l'opposition investissent tout leur capital politique<sup>196</sup> dans les élections municipales pour obtenir une sympathie auprès des électeurs afin de garantir leur réélection locale. En d'autres termes, les élections locales deviennent le bastion de la gouvernance des partis de l'opposition, puisque les pratiques du parti

---

<sup>196</sup> Le terme de capital politique fait habituellement référence au leadership politique d'une personnalité publique. Le capital politique est défini comme une forme particulière de capital

Frelimo, telles que décrites dans la section sur l'organisation des élections au Mozambique, sont un facteur qui leur permet de rester au pouvoir, notamment dans la capitale. Ainsi, des partis comme le MDM ou la Renamo font de leur mieux pour être élus au niveau local et peut-être changer la tendance du vote dans d'autres villes également. En effet après avoir gagné à Beira, le MDM a déjà remporté des villes comme Nampula et Quelimane, deux centres comptant le plus grand nombre d'électeurs dans le paysage politique du Mozambique.

Cependant, le MDM est un parti politique qui, malgré quelques succès aux élections locales, est confronté à une certaine instabilité. Comme explication, Chichava (2010, 2019) note que le MDM est un parti qui a des difficultés à se maintenir au niveau national et se limite uniquement à la ville de Beira. Il avance deux arguments : (1) le MDM n'a pas une idéologie propre parce qu'elle émerge à partir d'un autre parti (Renamo) ; (2) les désaccords internes de 2018 et le départ de plusieurs membres vers d'autres partis politiques ont contribué à la déstabilisation du parti MDM. L'argument concernant le MDM trouve probablement sa raison d'être dans le fait que de nombreuses personnes interrogées dans la ville de Beira ont fait remarquer qu'elles étaient plus proches de la manière de gouverner du maire de cette municipalité, Daviz Simango. Nous pensons que la ville de Beira est considérée comme un baromètre pour critiquer la gouvernance nationale exercée par le parti Frelimo – le parti de la capitale Maputo.

D'autres jeunes de Beira affirment avoir réduit leur intérêt pour la politique précisément à cause de deux facteurs : le cyclone IDAI qui a détruit presque toute la ville en 2019, ainsi que leurs occupations professionnelles, mais ils n'excluent pas le vote comme forme de participation à la vie de leur ville. Cependant, cette fois-ci, nous avons trouvé une jeune femme qui a ouvertement déclaré être membre du parti Frelimo, à l'opposé de ce que nous avons vu avec IM qui a démontré avoir des sympathies pour le parti d'opposition MDM. Lorsque nous avons pris contact avec HdC, nous ne savions pas si elle était membre du parti Frelimo. Elle a voté aux deux élections (municipale et présidentielle) et nous a raconté son expérience à l'époque.

---

social donnant un accès privilégié à la prise de décision politique. C'est le résultat des positions des acteurs et des interconnexions au sein du réseau (Bondi et al., 2017).

Le vote c'est la confiance, c'est le pouvoir qu'a le citoyen de choisir qui il veut vraiment pour diriger la municipalité ou le pays. Lorsque nous votons, nous attendons un certain résultat. C'est une décision très importante. Ce que je voudrais, c'est que le programme politique qui a été fait pendant la campagne, s'il n'est pas respecté, qu'ils (les candidats élus) nous expliquent les raisons.

Il devrait y avoir un retour d'information (*feedback*). Je ne sais pas s'il existe des forums de responsabilité, parce que lorsqu'ils demandent un vote pendant la campagne électorale, ils font tout pour nous convaincre, qu'ils fassent la même chose après avoir été élus. Le vote est une chose très forte. C'est la seule arme dont dispose le peuple. J'ai voté en 2018 et en 2019, depuis que j'ai mes 18 ans je vote toujours (elle n'a pas dit nécessairement quel âge elle avait au moment de l'interview, mais d'après ce que nous avons observé, elle semble avoir près de 30 ans).

HdC, décembre, Beira (2019).

De la déclaration d'HdC, nous pouvons tirer plusieurs conclusions : la première, pas si différente de celle des autres jeunes, est que le vote est à nouveau mentionné comme un instrument important. Cependant, elle affirme quelque chose de singulier, quand elle parle des programmes politiques des candidats. En fait, elle montre une sorte de méfiance entre les promesses et les réalisations des candidats élus. Dans ce cas précis, elle dirait qu'elle se méfie du parti MDM, parce que c'est le parti qui est au pouvoir depuis plus de 10 ans, si nous tenons compte du fait qu'elle a près de 30 ans et que l'âge du vote commence à 18 ans. Le fait que HdC soit membre du parti Frelimo change considérablement la perception que nous avons du vote, puisqu'ici, elle ne se contente pas d'affirmer que le vote est important, mais exige en même temps que les élus aient la même capacité à rendre des comptes aux électeurs après chaque élection. Enfin, c'est l'un des rares cas où la mention du parti Frelimo est faite sans aucune

réticence dans la ville de Beira, sachant que c'est l'opposition qui occupe l'« espace politique »<sup>197</sup> depuis quelques années.

À un moment donné, l'une de nos personnes interrogées a même parlé du vote comme un droit, mais aussi un devoir. Encore une fois, c'est la voix d'une jeune femme qui non seulement parle du vote comme un élément important, mais en même temps critique ceux qui n'adhèrent pas au vote. Elle affirme avoir voté à la fois aux élections municipales et aux élections présidentielles. Pour cette jeune électrice, la question du programme politique devient à nouveau l'un des critères de sa décision de vote.

Je crois que le vote est un droit, mais aussi un devoir. C'est vrai parce que tous les jeunes de 18 ans ont le droit de voter pour choisir qui ils veulent voir gouverner. Le devoir est que si nous ne choisissons pas, alors qui choisira pour nous ? J'ai voté aux deux élections. Pour pouvoir décider dans chaque élection, j'ai apprécié les programmes politiques de chaque parti, mais cela n'était possible que parce que je faisais déjà partie d'une association dans mon quartier.

Cela m'a peut-être beaucoup aidé en tant que jeune. J'ai même participé à un débat avec les candidats. Tous les jeunes de mon âge n'ont pas cette possibilité, car il y a beaucoup de jeunes dans la ville de Beira qui ne connaissent pas ces espaces de débat et de conversation sur les élections. C'est un avantage que j'ai.

MM, décembre, Beira (2019).

La déclaration de MM est en partie une confirmation que ceux qui ont déjà une certaine expérience de la participation dans des organisations locales ont tendance à avoir plus d'informations au moment des élections, surtout pour les municipalités. En même temps, MM nous montre une des facettes des inégalités dans la participation politique, où une grande partie des jeunes de la même ville n'ont pas les mêmes

---

<sup>197</sup> C'est une arène que les partis politiques et leurs dirigeants utilisent pour gagner la sympathie

opportunités qu'elle a eu lors des deux élections (municipale et présidentielle). Nous pouvons même affirmer que MM est un exemple moins commun parmi les jeunes auxquels nous avons eu l'occasion de parler tout au long de notre travail. Ainsi, nous devons lire ses déclarations avec prudence, étant donné qu'une généralisation serait erronée et irréaliste. En effet, comme elle le dit, tout le monde n'a pas pu décider de son vote sur la base d'un programme politique, car c'est une occasion pour les plus chanceux.

### 5.3. Nampula

À Nampula, tous nos interviewés ont confirmé leur participation aux élections présidentielles de 2019, mais chacun a sa propre motivation et signification du vote. Une partie des enquêtés affirme avoir voté en fonction des expériences précédentes en tant qu'électeurs, mais d'autres ont voté pour la première fois. Nous avons constaté que pour eux, le vote a une importance comme forme de participation politique, soit comme un devoir ou un droit.

Je pense que voter est à la fois un devoir et un droit. Le vote est un instrument dont chaque individu dispose, consciemment ou inconsciemment. C'est un instrument qui peut changer la vie sur le plan politique. J'ai voté lors des deux élections (2018 et 2019). Heureusement, j'ai fait des recherches et j'ai vu les manifestes... Je fais cela avec mon père pour décider de mon vote.

BJ, décembre, Nampula (2019).

Selon l'entretien de BJ nous observons l'une des discussions que nous avons eues dans le chapitre précédent sur le rôle que la famille, en particulier le père, peut avoir dans les choix politiques des enfants. Il arrive que même si BJ montre qu'il est conscient du vote, il n'exclut pas la contribution de son père dans la prise de décision finale. Le poids qu'un père occupe dans les choix de ses enfants peut sembler être une tendance largement étudiée dans le domaine de la socialisation politique (Tournier, 2009 ; Muxel, 2018). Mais dans ce cas précis nous observons une perspective machiste dans la prise de décision politique, dans ce cas précis le père – socialisation

---

des électeurs. Ici, nous parlons des élections municipales et présidentielles au Mozambique.

politique genrée. Cependant, nous avons l'impression que certaines révélations sont déformées. Par exemple, si BJ dit que voter est un droit et un devoir, la raison pour laquelle il inclut son père dans cette équation peut nous amener à nous demander dans quelle mesure ce même droit et ce même devoir sont véritablement réelles ? C'est-à-dire que nous sommes confrontés à une situation où la participation est influencée.

Le vote est important, mais comment l'expliquer ? Si nous ne sommes pas gérés, il n'y a aucun moyen de vivre. Il est nécessaire d'avoir quelqu'un pour nous gérer<sup>198</sup>...J'ai voté en 2018 et 2019. J'ai voté pour l'amélioration de ma municipalité (Nampula) et du pays. Je ne me suis pas contenté d'écouter les autres, j'ai regardé comment était la gestion municipale de ma ville, ainsi que le pays. J'ai décidé parce que je pensais que le candidat pouvait faire une bonne chose pour notre ville et notre pays. J'ai voté en pensant à l'avenir.

EA, décembre, Nampula (2020).

Bien qu'il n'y ait pas de grande variation discursive entre les différents entretiens, l'EA nous apporte une dimension intéressante du point de vue de l'association du vote à la nécessité d'avoir quelqu'un pour présider les destinées de la ville et du pays. Nous retrouvons ici la même tendance qu'à Maputo, où l'une de nos interlocutrices a associé son vote à la figure du Président de la République. Pour elle, le but ultime d'une élection est un dirigeant politique. EA entre dans le même discours du vote généré par son quotidien. Nous pouvons parler dans ce contexte de la municipalité de Nampula, lorsqu'elle affirme que le vote est basé sur ce qui a été fait de bien. Mais surtout elle considère le vote comme un instrument qui doit refléter l'avenir. Cela nous montre que, selon les réalisations du candidat, le vote peut varier, même si les partis d'opposition ont toujours été au pouvoir depuis plus de 10 ans, notamment le MDM et la Renamo.

---

<sup>198</sup> EA a prononcé à plusieurs reprises le mot gérer, que nous pouvons comprendre comme diriger ou présider.

# Conclusion

Tout au long de ce chapitre, nous avons vu que la compréhension de la signification des élections doit se faire en tenant compte du contexte. En d'autres termes, ce qui est considéré comme communément admis dans la littérature ne peut être transposé automatiquement. Par exemple, nous avons observé que le vote n'a pas en Europe forcément les mêmes caractéristiques quand nous parlons de l'Afrique. Il y a des critères et des formes qui leur sont propres. L'historicité de chaque pays, les intérêts entre les différents acteurs et les pressions internes et externes sont des éléments importants pour comprendre les élections en Afrique.

En outre, ce chapitre a retracé les différentes phases qui composent l'élection à la recherche de ce que nous appelons la matérialité du vote, dans le but non seulement de montrer comment se déroule chaque phase du cycle électoral, mais aussi de présenter les éléments qui caractérisent ces étapes. Nous avons surtout vu qu'au Mozambique, les élections ont tendance à être organisées par les mêmes acteurs politiques, en l'occurrence le parti Frelimo. L'objectif de ce chapitre était d'aborder en détail les élections, dans un monde où l'« acte de vote » (Déloye, 2008) est souvent considéré comme l'une des formes qui suscitent le moins d'intérêt dans plusieurs pays, qu'il s'agisse de démocraties consolidées ou non (Sawicki, 2020). Dans ce même contexte, les jeunes sont le plus souvent considérés comme les acteurs qui apparaissent en première ligne de ce désengagement<sup>199</sup>.

De plus, en introduisant la thématique électorale dans ce chapitre, nous avons voulu montrer que certaines conclusions devraient être relativisées, puisque le contexte mozambicain montre que, malgré la tendance moins motivée aux élections, les jeunes urbains interrogés tout au long de notre travail ont montré un certain intérêt vis-à-vis des élections. Ainsi, nous pensons que le débat ne doit pas porter sur l'intérêt ou non

---

<sup>199</sup> Dans le cas de la France, Vincent Tiberj et Laurent Lardeux (2021) analysent les différentes entrées des jeunes sur la démocratie, en observant plus particulièrement les évolutions entre les différentes vagues de l'enquête européennes sur les valeurs. Les auteurs examinent aussi les différenciations selon l'âge, le niveau d'études, le genre et l'origine, pour identifier soit l'homogénéité ou au contraire de plusieurs jeunesse.

des jeunes, mais sur la raison pour laquelle ils continuent à voter, alors qu'ils ne croient pas vraiment au résultat fidèle de ces élections dans le cas du Mozambique.

Nous pouvons nous associer à l'analyse de Pitcher (2005), selon laquelle, malgré la persistance des irrégularités et des vices qui caractérisent les élections au Mozambique, de nouveaux modes de participation et de protestation sont apparus chez les Mozambicains. Leur implication croissante, en tant qu'observateurs ou membres de bureaux de vote, à travers des associations et dans des réunions de quartier, au final, renforce le système politique et accroît la responsabilité des élus, bien qu'il y ait un énorme fossé de contact entre les gouvernés et les gouverneurs comme cela a été démontré tout au long du chapitre. Nous considérons que le cas mozambicain est particulièrement intéressant si nous tenons compte de l'évolution de la tendance de la participation électorale ces dernières années. Alors qu'en 1994, la participation électorale était supérieure à 90 %, la réalité a enregistré une baisse les années suivantes, mais paradoxalement, en 2019, les chiffres ont de nouveau augmenté, du moins si nous tenons compte des élections présidentielles. Nous avons constaté que même si le vote est un thème important, ces élections ne servent qu'à légitimer les mêmes acteurs déjà au pouvoir, en l'occurrence le parti Frelimo.

Dans ce chapitre, nous soutenons également l'idée selon laquelle les jeunes sont démotivés vis-à-vis des élections. En fait, nous avons montré une autre réalité. Les réponses obtenues dans les villes ne devraient pas nous surprendre, car nous pouvons être confrontés à la simple ignorance d'un vocabulaire spécifique sur la participation politique, mais dans la pratique, cet exercice se fait sous d'autres formes atypiques. Enfin, il y a l'idée que la différence entre les trois villes suit une logique éminemment politique, où il est intériorisé que la ville de Maputo appartient au parti Frelimo, tandis que Beira et Nampula appartiennent aux partis d'opposition. Toutefois, cette position doit être relativisée, surtout quand nous constatons que même à Beira, où l'opposition est au pouvoir depuis plus de 15 ans, il y a des jeunes qui révèlent ouvertement qu'ils sont membres du parti Frelimo. De même, à Nampula, l'idée de voter nécessairement pour l'opposition reste à prouver, car elle n'était pas aussi évidente que dans la ville de Beira.

## **Chapitre 5 : La participation politique comme champ d'inégalités**

La participation politique fait partie des objets centraux de notre travail. Comme concept, elle a déjà été largement discutée au début de cette thèse, dans un prisme qui vise à dépasser la dimension électorale qui a dominé les analyses en science politique au cours des années. Dans ce contexte, ce chapitre s'inscrit dans un débat autour de la participation politique comme un champ composé de personnes ayant des capacités et des trajectoires différentes de vie. Notre hypothèse repose sur l'idée selon laquelle la participation politique, et plus précisément la participation électorale, est l'association des différents facteurs comme l'âge, le diplôme, le genre et l'occupation professionnelle. Par exemple, ce qui conduit nécessairement un individu à voter dans une élection, quelle qu'elle soit, ce sont ses caractéristiques sociodémographiques.

Pour le cas du Mozambique, nous observons que ces facteurs interagissent au cours des années de réalisation des études Afrobaromètre (2005-2018). Cependant, ils ne suivent pas la même logique que dans les pays occidentaux, où le niveau du diplôme ou le statut professionnel exercent une forte influence sur le vote ou le clivage droit-gauche. Au Mozambique, celle-ci est fortement marquée par la trajectoire du régime politique en place – le parti Frelimo. En d'autres termes, nous soutenons que ce n'est pas uniquement le profil sociodémographique des personnes qui joue le rôle central, mais la lecture de ces résultats en fonction de la trajectoire du pays lui-même. Le Mozambique est un pays dont la trajectoire politique est marquée par une alternance d'épisodes de paix et de guerre, entre lesquels des élections sont organisées de manière régulière.<sup>200</sup> Si ces mêmes élections représentent la conformité du pays à l'« ordre démocratique », les logiques pratiques de cette démocratie s'inscrivent dans un contexte où le sens des élections ne suit décidément pas la même logique que dans les pays considérés comme démocratiques.

Même si nous l'avons déjà fait dans le chapitre sur l'état de l'art, avant de présenter les éléments constitutifs de ce chapitre, il nous semble important de resituer certains

---

<sup>200</sup> Nous avons abordé la trajectoire du régime politique dans l'introduction et dans le chapitre un.

termes, notamment sur ce que nous entendons par participation politique. Dans ce chapitre, cette expression désigne « l'ensemble des actions qui permettent aux gouvernés, souvent par l'intermédiaire de groupes organisés, d'adresser des demandes aux gouvernants, de contester ou d'approuver leurs actions, de leur accorder les soutiens populaires qui fondent leur légitimité » (Denni, 2007 : 20). Toutefois, cette définition est limitée dans la mesure où elle considère la participation politique sous sa forme institutionnalisée, en mettant l'accent sur les groupes bien organisés. Cela tend à exclure une partie importante, ayant une dimension clairement politique qui, même sans s'identifier à un collectif spécifique, formule ses revendications. Ce chapitre va discuter la participation politique du point de vue électoral en prenant des bases de données statistiques.

Pour Denni (2007), il faut comprendre que toutes les formes d'action politique ne relèvent pas de la « participation ». L'auteur montre que les émeutes, les attentats, les assassinats politiques renvoient à d'autres logiques d'action dont la violence exprime la rupture avec les codes de la civilité démocratique. Ainsi, « la participation désigne au contraire un large répertoire d'actions collectives, modulable dans le temps et l'espace, dont les formes plus ou moins institutionnalisées, plus ou moins spectaculaires, ont toutes en commun de mettre en relation des citoyens avec des représentants d'une autorité politique, en respectant certaines contraintes rituelles » (Denni, 2007 : 29).

Selon la définition ci-dessus, nous pouvons alors conclure que la participation politique va au-delà de la vision électoraliste présentée précédemment, ouvrant ainsi un espace pour penser la politique autrement que par les élections ou le simple contact d'un groupe organisé avec des partis politiques ou l'Assemblée de la République. Ainsi, la participation politique ne se limite pas aux élections et aux multiples activités qu'elles génèrent. Elle prend bien d'autres formes à travers lesquelles les citoyens interviennent directement dans la vie de leur cité ou expriment une opinion pour faire pression sur les dirigeants. Cette participation peut également s'appeler de « participation électorale » et « participation non-électorale ».

Théoriquement, une partie de ce chapitre s'inspire des travaux classiques de Daniel Gaxie (1978). L'objectif est d'adapter la lecture sur les inégalités de la participation

politique pour le cas du Mozambique, sachant que l'analyse de Gaxie ne peut pas être généralisée et s'appliquer de manière uniforme pour des pays qui ne reposent pas sur les mêmes bases démocratiques. En effet, les analyses classiques, comme celle de Gaxie ou d'autres auteurs sur les inégalités de la participation politique, reposaient sur un cadre analytique très éloigné de la réalité que nous étudions, car ces analyses se sont fondées sur un contexte où les variables doivent être considérées dans leur propre contexte. Par exemple, la signification même des élections a une caractéristique particulière en Afrique comme nous l'avons expliqué dans le chapitre quatre. La trajectoire historique et politique des régimes apparaît comme un élément clé à prendre en compte dans cette analyse.

Celle-ci a pour objectif de comprendre l'évolution dans le temps de la participation politique au Mozambique, à partir de données standardisées issues des questionnaires de l'Afrobaromètre – vagues 3 à 7 (2005-2018). Cette démarche permet d'identifier la variation des pratiques de la participation politique au cours des années, en comparant les différents profils des enquêtés, soit pour saisir les liens ou expliquer les tendances dans le temps. Ces liens peuvent s'exprimer dans les notions statistiques de corrélation, de tableau croisé, de comparaison de pourcentages ou de test du khi-deux. Ces analyses doivent produire une présentation synthétique de l'objet : l'état des lieux ou d'analyse ; et une tentative d'explication du fonctionnement actuel, qui résulte de la confrontation des hypothèses de travail avec les données recueillies : le diagnostic. Comme analyse secondaire, il faut attentivement s'interroger sur les conditions de production, sur les modalités d'échantillonnage, les questions posées et la compréhension par les individus.

Pour ce faire, nous avons cumulé une base de données correspondant à treize années (2005-2018) à partir des enquêtes de l'Afrobaromètre. Après traitement statistique, notre base a recensé 7358 individus, âgés de 18 ans à 99 ans. Nous avons ensuite recodé 34 variables pour pouvoir croiser les tendances historiques de la participation politique au Mozambique. Cependant, n'ayant pas participé au processus d'élaboration des données de l'Afrobaromètre, il m'a fallu me familiariser avec l'esprit et les forces, mais aussi les limites de l'enquête. Nous allons nous appuyer dans « l'ensemble de cas pour une analyse en fonction du score qu'ils affichent à certaines variables particulières telles que la participation aux élections, la

participation à une manifestation, le contact avec un élu ou la réunion dans la communauté, ainsi que le refus de payé une taxe » (Fox, 2016 : 53).

Ce travail comporte des risques pour comprendre quelques questions : (i) quelle est la population ; (ii) quelles sont les variables ; (iii) à quoi correspondent les différents codages ; (iv) la population est-elle similaire ; (v) les questions sont-elles comparables ; (vi) quelle est l'hétérogénéité à intégrer des études réalisées. En fait, l'absence de certaines questions, variables ou dimensions nécessaires à notre étude, ainsi que le risque d'accumuler des données sans sélectionner ce qui est pertinent et informatif pour notre étude peut constituer un danger méthodologique. Ce chapitre cherche à comprendre les logiques autour de la participation électorale au Mozambique, en associant uniquement les variables sociodémographiques qui peuvent expliquer telle participation. Dans le chapitre suivant (chapitre six), nous allons nous concentrer sur d'autres pratiques de participation politique, telles que la manifestation, discuter politique, le contact avec les partis politiques, le contact avec les députés. Ce chapitre sera divisé en trois sections.

(1) La première section présentera le débat autour de la « fabrication des données statistiques », en se concentrant en Afrique de manière générale, ainsi que l'élaboration de l'enquête de l'Afrobaromètre de manière particulière. Encore dans la même section, nous allons également aborder les différentes études déjà réalisées au Mozambique sur la participation politique.

(2) La deuxième section portera sur la discussion méthodologique de choix de variables que nous avons faits pour l'analyse des inégalités de la participation politique au Mozambique. Il s'agit d'une section qui vise à approfondir chaque variable sociodémographique, en lien avec la théorie qui explique une telle association avec le vote, en présentant des tableaux et des graphiques descriptifs. Dans la même section, après avoir fait une démonstration générale de toutes les vagues et de tous les âges, nous présenterons finalement une analyse plus fine qui ne prendra en compte que le groupe d'âge des 18-35 ans. En effet, c'est dans cette tranche d'âge que repose notre thèse, surtout si nous considérons que le Mozambique ne peut être analysé comme un bloc homogène.

(3) La dernière section vise à expliquer en détail les modèles que nous avons élaborés pour comprendre les déterminants qui influencent les Mozambicains à voter. Cela se fait à partir d'un indice de privation élaboré par nous-même, ainsi que sur la base de trois modèles de régression (*rapport de chances*).

## **1. La fabriques des statistiques en Afrique et ses limites**

Cette section vise à discuter la logique autour de la production de chiffres pour comprendre un phénomène donné. Pourtant la pratique des enquêtes n'est pas une réalité propre au continent africain. Ou sinon elles sont réalisées par des entités qui ne maîtrisent pas concrètement le terrain sur lequel elles effectuent leur travail. En 2011, un numéro de *Politique africaine* a discuté la production de statistiques en Afrique, en se focalisant du point de vue de la macroéconomie. À l'époque, les organisateurs du numéro (Béatrice Hibou et Boris Samuel) ont proposé ce qu'ils ont appelé « la macroéconomie par le bas », afin de montrer qu'il faut être attentif aux multiplicités et complexités cachées ainsi qu'à ces effets de catégorisation et de simplification dans les statistiques en Afrique, et tenter au mieux de les prendre en compte par d'autres moyens.

Cette discussion est clairement présente dans un livre récent d'Oliver de Sardan (2021), dans lequel l'auteur explique que le contexte du développement en Afrique se fait souvent sans tenir compte de la réalité locale, ce qu'il appelle la « revanche des contextes ». Il s'agit d'une réalité souvent justifiée par le fait que le continent africain dispose de peu de ressources économiques et humaines, d'où la nécessité de s'appuyer sur des expériences ou des pratiques extérieures qui n'ont pas les mêmes bases par rapport au contexte de mise en œuvre. La même réflexion a été faite par d'autres auteurs (Nubukpo, 2017), estimant qu'il existe une faible capacité interne du continent africain à produire « ses propres chiffres » afin de planifier son développement. Cette activité est souvent réalisée sur la base de statistiques peu claires, pilotées par des entités telles que la Banque mondiale ou d'autres institutions financières internationales. Samuel (2017) montre, de son côté, que depuis le début de l'année 2000, avec l'émergence des Objectifs du Millénaire pour le développement, le monde a connu une nouvelle ingénierie de la planification qui s'appuie massivement sur des

statistiques et des chiffres, souvent produits dans des rapports peu clairs ou des études d'opinion. Cette réalité a conduit à une course à la planification et à la structuration de toute activité étatique. L'auteur parle même d'une émergence de l'« ingénierie de la planification ».

Dans la littérature<sup>201</sup>, le travail basé sur les statistiques a été déjà critiqué dans plusieurs dimensions. Pour l'Afrique, le débat s'appuie sur la faible fiabilité et l'incapacité institutionnelle et logistique des pays africains pour réaliser ces enquêtes. Par exemple, pour expliquer la logique économique d'aide au développement, Jerven (2013) a montré que l'un des défis pour la croissance économique en Afrique était l'incapacité de concevoir une stratégie pour améliorer la production des statistiques fiables.<sup>202</sup> Comme avait montré Samuel (2016 : 917) « la thèse centrale défendue dans les travaux de M. Jerven est que les réalités économiques et sociales des pays africains, hétérogènes et singulières, échappent largement à la mise en nombre ainsi qu'aux analyses des économistes ».

En d'autres termes, le manque de rigueur dans la mise en œuvre des procédés de calcul et la faiblesse des institutions statistiques africaines expliquent cette situation. Également, les organisations internationales contribuent en produisant leurs propres chiffres et en alimentant des bases de données hors contexte. Randall (2016) affirme, de son côté, que la qualité des données démographiques nationales en Afrique s'applique sur quatre dimensions qui, dans une certaine mesure, se recoupent et se complètent : l'exhaustivité de la couverture, la pertinence des catégories employées dans la collecte des données pour rendre compte de la vie et de l'expérience de différentes sous-populations, la fiabilité des données collectées et la profondeur des données sur une question précise. Outre les quatre dimensions citées, une cinquième

---

<sup>201</sup> Travaillant hors d'Afrique, Desrosières (2013) montre, par exemple, que « les controverses sur les usages des statistiques sont de deux types. D'une part, c'est lié sur le fait même de quantifier, de mesurer, de mettre en équivalence. D'autre part, fort différentes, portent sur la légitimité de l'application de la loi des grands nombres, de l'usage des moyennes, du calcul des probabilités et de la statistique mathématique inférentielle – quantifier, un verbe pour exprimer et faire exister sous une forme numérique ce qui, auparavant, était exprimé par des mots et non par des nombres.

<sup>202</sup> En Afrique, la fin des années 1980 a été marquée par les politiques libérales d'ajustement structurel et, avec elles, le déclin de la planification et des politiques industrielles. Les contraintes budgétaires liées aux politiques de désendettement et l'abandon des politiques économiques

question, tenant davantage du dilemme éthique, doit être posée. Si une population constitue une assez faible minorité pour laquelle des problèmes de logistique ou de sécurité compliquent la collecte de données ou en augmentent le coût, est-il pertinent et éthique de l'omettre dans certains travaux de collecte ? Pour l'auteur (Randall, 2016), il y a deux raisons pour donner une réponse : « le coût et le fait que l'inclusion de populations si peu nombreuses, indépendamment de leurs caractéristiques, auraient très peu d'incidences sur les indicateurs nationaux » (Randall, 2016 : 42).

Selon Bédécarrats (2016), la prolifération des bases de données internationales dans les domaines les plus divers (gouvernance, démocratie, qualité des institutions, planification familiale, accès à l'eau, aux soins ou encore aux services financiers), subventionnées et développées par toutes sortes d'institutions (universitaires, ONG internationales, agences d'aide, entreprises de consulting privées, instituts de sondages mondialisés, agences de notation) remet en question le monopole que l'État exerçait dans son domaine. Principalement fondées au début sur des bases de données constituées à partir de déclarations d'experts, les nouvelles statistiques produites hors de la sphère publique nationale s'étendent maintenant à des enquêtes auprès des ménages ou des entreprises, périmètre autrefois réservé aux instituts nationaux de la statistique.

En Afrique, où la limitation des États constitue un puissant obstacle au développement, nombreux sont ceux qui considèrent que la statistique pourrait constituer un instrument du renforcement des États-nations, rôle qu'elle a joué historiquement en Europe, puis dans le reste du monde (Desrosières, 2013). En s'appuyant sur le Kenya, Chassé montre (2017) que l'essor du développement planifié fut un processus hautement conflictuel et étroitement lié à l'essor de la pensée statistique qui accrut la capacité des sociétés modernes (« occidentales ») à connaître leur condition présente de manière en apparence objective. Plus précisément, la quantification favorisa l'appréhension de la société et de l'« économie » comme des mécanismes qui engendreraient certains résultats à condition d'être bien gérées. Mais ce n'est pas toujours une situation consensuelle.

---

volontaristes ont fait sombrer la demande pour les statistiques officielles et les budgets alloués à l'administration en général.

## 1.1. Produire et comprendre les données électorales au Mozambique

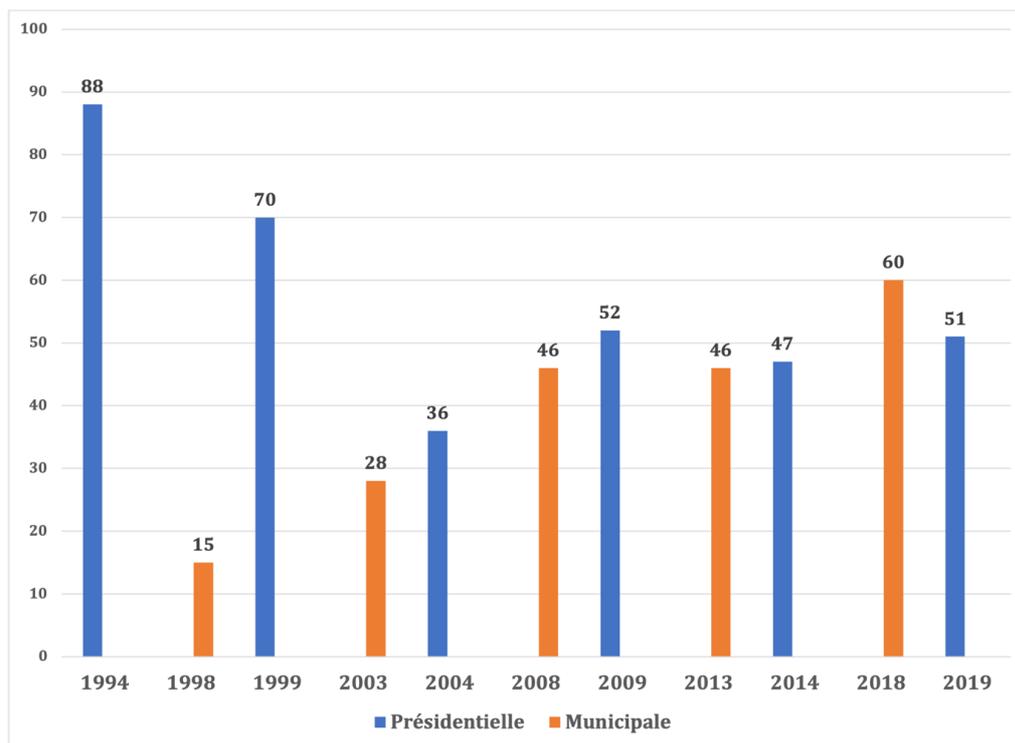
Dans le cas du Mozambique, les données statistiques de l'Afrobaromètre naviguent sur plusieurs formes de participation politique, à savoir les manifestations, les pétitions, le contact avec les acteurs politiques et les élections. Toutes ces formes peuvent révéler l'existence d'inégalités dans la manière dont les Mozambicains perçoivent les différentes modalités de répertoire d'action qui constituent le fil conducteur de notre thèse. En d'autres termes, nous pouvons considérer que l'étude de la participation politique pour le cas du Mozambique doit être faite comme une opportunité à double face : (1) l'émergence de répertoires d'action collective dans le cadre de ce que nous comprenons comme participation politique au sens large ; (2) ces répertoires d'action ne sont pas exempts d'inégalités entre les acteurs, variant selon la formation académique, l'occupation professionnelle, l'âge ou le genre, dans un pays qui repose sur un « démocratie en expérimentation ».

Il s'agit de notre propre expression pour souligner que la démocratie au Mozambique a ses propres limitations – voire vices, qui ne peuvent être ignorés dans notre analyse. Nous considérons que c'est un pays aux caractéristiques sans équivalence avec les pays communément considérés comme démocratiques. En fait, nous sommes face à un pays qui, bien que présentant une régularité électorale, semble encore en apprentissage permanent de sa propre démocratie, éminemment marquée par des zones de conflits et des zones de pays qui traversent les 30 ans depuis le premier accord de paix au Mozambique. L'inspiration sur la participation politique va également à l'encontre des limites d'une analyse basée sur des enquêtes telles que l'Afrobaromètre.

En adoptant l'expression de l'inégalité de la participation politique, nous faisons référence aux différentes variables qui conditionnent la participation à la scène politique mozambicaine. Nous partons du principe que la participation n'est pas équitable, ce qui explique pourquoi certains citoyens ont de meilleures possibilités d'exercer leur participation, tandis que d'autres ont moins de chances. Tout au long de ce chapitre, il sera également intéressant de comprendre que la tendance de la participation politique sera conjuguée avec l'histoire et le contexte du pays, étant donné que nous ne pouvons pas discuter des modalités de la participation politique et

de leurs déterminants sans les relier à l'Histoire du régime politique du pays. Nous parlons d'une participation politique limitée ou en cours de consolidation, si nous prenons en compte les bases d'analyse de ce qui peut être considéré comme un pays démocratique.

Dans notre analyse, nous avons observé que la participation politique au Mozambique varie selon chaque élection de la réalisation de l'enquête, mais le vote reste une modalité très privilégiée. Si nous considérons les données officielles de la participation électorale au Mozambique, nous constatons que dès le début des enquêtes de l'Afrobaromètre (2002-2003), il y a une tendance à l'augmentation des pratiques de participation électorale, même si entre 2008-2012 il y a eu une diminution, et puis une augmentation importante à partir 2015 – 2018. En même temps, nous émettons l'hypothèse selon laquelle la participation quasi-totale aux élections présidentielles dans les premières années représente un soutien forcé au régime politique qui dirige le pays depuis 1975, étant donné que les premières élections ont eu lieu dans un contexte d'incertitude après plus de 15 ans de guerre civile, même si cette participation a diminué au fil des ans, mais pas de manière significative.



**Graphique 1** : Participation aux élections présidentielles et municipales (compilé par Tsandzana, 2022) – données officielles de la Commission nationale des élections.

Le graphique 1 montre qu'au fil des ans, l'élection présidentielle a moins mobilisé les électeurs. Nous constatons que si lors des premières élections (1994) le taux de participation était de 88 %, lors des dernières (2019) le taux était de 51 %, soit une différence de 37 %. Dans une première lecture, nous pourrions dire que nous sommes face à la « fatigue » annoncée des élections ou de tout ce qui est politiquement formel (syndicats et partis politiques), mais il faudrait peut-être analyser ces données avec une certaine prudence étant donné le contexte du Mozambique. En d'autres termes, il ne nous semble pas possible d'appliquer dans ce cas la même interprétation qui a été largement adoptée ces dernières années dans la littérature des démocraties consolidées (Blondiaux, 2008 ; Sintomer, 2017 ; Gaxie, 2018), qui cherche à considérer une sorte de fatigue pour la politique formelle, dans le cas spécifique des élections.

Nous considérons, en fait, que ce type d'interprétation s'applique pour un terrain particulier, plus spécifiquement les pays dont les démocraties sont consolidées et où la signification des élections repose sur des bases propres à leur contexte historique. Pour les élections municipales, nous observons une réalité contraire aux élections

présidentielles. Autrement dit, le taux de participation aux élections municipales n'a fait qu'augmenter au fil du temps, passant d'un taux de participation de 15 % lors des premières élections (1998) à 60 % lors des dernières élections (2018). Cela peut s'expliquer, d'une part, par l'enthousiasme suscité par la création de nouvelles municipalités. En effet, de 33 municipalités au départ, le Mozambique compte en 2022 avec 53 municipalités où sont organisées des élections locales.

D'autre part, les partis d'opposition ont trouvé le moyen d'investir leur capital dans les élections municipales afin de s'établir au pouvoir, étant donné que dans les élections présidentielles, un tel acte n'est pas une mission facile si nous tenons compte des résultats du parti Frelimo lorsqu'il s'agit d'un scrutin national, voire une élection présidentielle. Nous constatons ainsi qu'il n'est pas possible de faire une comparaison linéaire entre une élection et l'autre comme l'illustre le graphique 1, étant donné que chaque scrutin a ses propres caractéristiques. Comme nous l'expliquons tout au long du chapitre, notre terrain a traversé deux élections, une municipale et une présidentielle<sup>203</sup>. D'après nos observations à l'époque, il nous a semblé clair que chaque élection pouvait déterminer la façon dont les gens pensent la politique à un moment donné. Nous retenons l'hypothèse selon laquelle en raison de sa dimension médiatique et du caractère « quasi obligatoire » du vote, l'élection présidentielle finit par représenter une sorte de « tâche essentielle »<sup>204</sup>.

## **1.2. Les enquêtes de l'Afrobaromètre : critiques et précautions**

Nous avons parlé dans la section précédente de planification et de développement, mais aussi de la production d'enquêtes d'opinion, car la réalité de la production de ses chiffres semble être similaire dans le contexte africain. C'est dans ce contexte que l'Afrobaromètre, réalisé depuis 2002 au Mozambique, représente la première source

---

<sup>203</sup> Voir l'introduction pour comprendre les démarches de notre terrain.

<sup>204</sup> Dans le chapitre quatre, nous avons parlé de la matérialité du vote, où nous illustrons que les élections sont composées d'une sorte d'objets et de pratiques qui sont suivis par les jeunes Mozambicains, pas nécessairement comme un devoir de vote, mais seulement pour participer d'un acte pour être en accord le régime politique. L'un des objets est la carte électorale, un mécanisme de preuve de la participation aux élections.

ouverte et disponible de sondages d'opinion sur la démocratie et la citoyenneté au Mozambique, réalisés de manière systématique et continue. Cependant, cela n'échappe pas aux critiques et souvent aux lacunes méthodologiques, une réalité qui n'est pas propre à l'Afrobaromètre. Avant de présenter l'analyse méthodologique proprement dite, il est important de mentionner qu'en l'absence d'autres sources, les données d'Afrobaromètre doivent être considérées comme une source importante qui peut aider, d'une certaine manière, à comprendre l'évolution des pratiques et des expériences de participation politique au Mozambique.

Selon Shenga<sup>205</sup>, pendant la période où il travaillait pour l'Afrobaromètre (2008-2015), la grande difficulté était liée au manque de ressources financières pour l'administration des enquêtes, même si en 2012 il avait une augmentation du budget, mais en raison de la faible capacité institutionnelle (ressources humaines), il a eu des problèmes internes. Malgré toutes les difficultés techniques qu'il a soulevées, Shenga montre des points positifs. Pour lui, la recherche réalisée par l'Afrobaromètre devrait être encouragée dans le domaine des sciences sociales, en particulier dans les grandes universités du pays qui ont des étudiants de différentes provinces, car elle permet de trouver une base diversifiée de langues au-delà du portugais pour l'administration des enquêtes. En se référant à la diversité des profils linguistiques qui peuvent être obtenus dans les enquêtes de l'Afrobaromètre, Shenga aborde une des composantes qui peuvent favoriser la réduction des inégalités en matière de participation politique, étant donné qu'il y a des chances pour que les différentes catégories sociales (et linguistiques) puissent avoir la possibilité de répondre aux questions posées par le sondage. Cependant, ce travail n'est pas exempt de critiques sur la forme et la structure.

En fait, depuis 2002 tous les questionnaires de l'Afrobaromètre ont été réalisés par des spécialistes basés à l'étranger (Université de Michigan), ce qui peut expliquer que dans quelques pays d'Afrique les résultats de l'Afrobaromètre ne sont pas non plus acceptés par les acteurs locaux du pays où ces enquêtes ont été réalisées (chercheurs et politiciens, surtout), comme c'était le cas de la Swaziland en 2015. En écrivant dans un journal américain en 2016, un des responsables de l'Afrobaromètre avait même dit

---

<sup>205</sup> Carlos Shenga, chercheur et professeur, a coordonné les vagues de l'Afrobaromètre pour la troisième (2008) et quatrième (2012) vague. Interview, août 2019, à Maputo.

que l'institution était confrontée à la perspective de réduire sérieusement son travail en Afrique (de 36 pays à seulement 10 ou 12) ou fermer complètement. Mais c'était un article d'opinion pour promouvoir le travail de l'institution d'enquête et pour une collecte de fonds.<sup>206</sup>

D'autres critiques ont émergé sur la production des données de l'Afrobaromètre. Par exemple, dans une étude sur la représentation politique en Afrique, Wantchékon et al. (2006), avait indiqué que les rapports de l'Afrobaromètre illustrent généralement que la plupart des Africains ont une vision libérale et intrinsèque de la démocratie, sans chercher à nuancer cette affirmation et établir le lien entre cette variable et d'autres variables pertinentes comme l'éducation et le degré de pauvreté. Ils recommandent ainsi que les utilisateurs des données sur la gouvernance se concentrent davantage sur l'analyse des relations entre variables ainsi que les tests d'hypothèse qui pourraient contribuer à clarifier les débats sur la gouvernance et la démocratie en Afrique.

Sur la corruption et la confiance politique, Lavallée (2006) a indiqué qu'il pourrait être intéressant de mobiliser l'ensemble des vagues d'enquêtes d'Afrobaromètre afin d'évaluer avec une plus grande précision l'impact de la corruption sur la confiance, mais également de prendre en compte les spécificités inobservables des individus. Cette critique nous semble importante dans la mesure où nous avons cherché à associer l'approche quantitative par les enquêtes d'Afrobaromètre avec la réalisation des entretiens sur place, comme démontré dans les chapitres quatre et sept, ce qui a permis de capter d'autres sensibilités, pas possibles par les chiffres.

Dans une autre étude sur la corruption, Lavallée et al. (2010) ont montré que le questionnaire de l'enquête Afrobaromètre ne permet pas de saisir la séquence des épisodes de corruption. L'enquête ne permet pas de savoir si la demande d'un paiement illégal se traduit par le versement d'un « pot-de-vin » ou non. Dans une autre dimension, en analysant la variable région et démocratie à Antananarivo (Madagascar), François et al. (2006) ont expliqué qu'une des difficultés d'utiliser des données telles que celles produites par l'Afrobaromètre est la délimitation géographique des variables. Par exemple, l'auteur

---

<sup>206</sup> Malgré cet article, l'Afrobaromètre continue jusqu'à aujourd'hui sur le continent et a déjà dépassé les 36 pays précédents.

montre que l'analyse statistique des quartiers pose deux questions méthodologiques essentielles.

La première est celle de la détermination des frontières des quartiers. La seconde est celle de la détermination des critères de différenciation et d'ordonnement des quartiers. Dans l'enquête, les individus sont systématiquement questionnés sur leur logement, leur quartier et leurs relations de voisinage. Les quartiers ne sont cependant jamais nommés. Leur délimitation relève donc de la subjectivité de chaque personne interrogée. Pour analyser l'« Interviewer Error »<sup>207</sup>, Demarest (2017) s'est concentré sur cette erreur dans les données de l'Afrobaromètre et a montré que les effets de l'intervieweur peuvent être substantiels dans les enquêtes réalisées par l'Afrobaromètre. L'auteur a expliqué qu'il est important de reconnaître que la variance élevée des enquêteurs peut être liée à une erreur de mesure, ou à l'effet que les enquêteurs ont sur les répondants pendant l'entretien, ainsi qu'à l'erreur de non-réponse, ou aux différences dans les types de répondants recrutés par les enquêteurs.

Pour les chercheurs travaillant avec des données Afrobaromètre, « il peut être recommandé de contrôler si les résultats empiriques se vérifient en tenant compte des effets de l'intervieweur », ajoute Demarest (2017 : 23). Ainsi, compte tenu des préoccupations concernant la qualité des données soulevées dans les analyses empiriques, des recherches supplémentaires sur les indicateurs de qualité pertinents par le projet Afrobaromètre sont nécessaires pour garantir la validité et la fiabilité des résultats de recherche. Les enquêtes d'Afrobaromètre n'ont pas toujours été bien reçues dans certains pays africains. En 2018, le ministre de l'Éradication de la pauvreté et de la protection sociale, a critiqué l'enquête Afrobaromètre en Namibie. Le ministre a prétendu que les recherches d'Afrobaromètre ne peuvent pas être crédibles, parce qu'ils travaillent en Namibie pour instrumentaliser la population contre le gouvernement, et pour que les citoyens ne travaillent pas avec les pouvoirs en place. Par contre, nous sommes en présence d'un discours éminemment

---

<sup>207</sup> L'effet de l'intervieweur (également appelé variance de l'intervieweur ou erreur de l'intervieweur) est la distorsion de la réponse à un entretien personnel ou téléphonique qui résulte de réactions différentes au style social et à la personnalité des intervieweurs ou à leur présentation de questions particulières. En d'autres termes, il s'agit d'une forme de biais dans laquelle l'enquêteur qui administre l'enquête en personne, par téléphone ou par le biais d'un chat influence le choix des réponses lors de l'interaction. Cela peut se traduire par des choix de mots, une attitude, un comportement ou des expressions faciales. En fait, tout ce qui, au cours de la conversation, peut avoir un impact positif ou négatif sur les réponses peut être qualifié d'erreur de l'enquêteur.

politique, dans la mesure où l'accent n'est pas sur la crédibilité des études d'un point de vue méthodologique, mais il s'agit uniquement d'un positionnement qui vise à discréditer les enquêtes en fonction de la satisfaction ou non des résultats. C'est une tendance quasi générale dans d'autres pays d'Afrique, dans la mesure où les études qui ont utilisé l'Afrobaromètre semblent éviter une analyse en détail des limitations méthodologiques de ces enquêtes.

En 2018, de son côté, Shenga a fait une comparaison méthodologique entre les études d'opinion d'Afrobaromètre et le centre de recherche créé par le même auteur appelé Centre de recherche sur la gouvernance et le développement (CPGD). Comparons les deux sources de données, Shenga (2018) explique que les données de la CPGD semblent présenter un niveau plus élevé de détails spécifiques que les gouvernements et/ou les partis politiques pourraient utiliser pour informer l'élaboration des politiques. Premièrement, elles contiennent plus d'informations sur les questions que les décideurs politiques doivent prendre en compte dans leur prise de décision. Lorsqu'elles indiquent que la santé est un problème, par exemple, elles le précisent en l'exposant sous la forme d'un manque de médicaments, de mauvais services et de corruption dans les hôpitaux.

Deuxièmement, il fournit des informations justifiant pourquoi ces questions spécifiques sont une préoccupation pour les citoyens. Troisièmement, les données du CPGD fournissent des informations aux décideurs politiques avec des suggestions de l'opinion publique sur la façon dont les partis politiques devraient aborder ces questions, ce qui donne plus de pouvoir aux citoyens pour influencer les politiques. En spécifiant cela, il donne aux décideurs politiques une base relativement bonne pour la prise de décision. D'autre part, les données de l'Afrobaromètre nous indiquent seulement quelles sont les préoccupations des citoyens, mais ne nous disent pas pourquoi elles inquiètent les gens et comment les gouvernements pourraient y répondre. Elles présentent les préoccupations ou les problèmes des citoyens, le plus souvent sans les préciser. Les données de l'Afrobaromètre 2005, par exemple, nous indiquent que la santé est le deuxième problème le plus important auquel le gouvernement devrait s'attaquer, suivi de l'éducation.

Les données peuvent nous dire que la santé est un problème plus important pour les résidents ruraux ou ceux de la région du Nord ou la génération plus âgée, par exemple, parce que des données sont également collectées sur les caractéristiques démographiques

des personnes interrogées qui peuvent être utilisées pour des comparaisons croisées. Également, les données Afrobaromètre ne nous informent pas sur les spécificités du problème, par exemple, si le problème de santé est lié au manque d'installations sanitaires ou à un service de santé médiocre, à la corruption dans les installations sanitaires ou d'autres services. Il en va de même pour l'éducation (et d'autres préoccupations soulevées comme le chômage). Il n'est pas possible de dire si le problème de l'éducation concerne l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur ou le manque d'infrastructures scolaires, de bureaux et de chaises ou encore la corruption dans les écoles.

D'autres aspects à prendre en compte lors de l'analyse de ces données sont la spécialisation, la complexité et la méthodologie. Les données du CPGD sont uniquement spécialisées dans les préoccupations des citoyens. Les participants aux groupes de discussion ont été invités à débattre des préoccupations des citoyens pendant une à deux heures, alors que l'Afrobaromètre est spécialisé dans les sujets plus larges sur la démocratie, la gouvernance et la société, et n'a fait participer les personnes interrogées que pendant quelques minutes. En ce qui concerne la complexité, Afrobaromètre a utilisé une seule question sur les préoccupations des citoyens, tandis que le CPGD l'a décomposée en groupes de questions sur le quoi, le pourquoi et le comment, afin de fournir des détails sur six grands thèmes multidimensionnels : la politique, l'économie, la santé, l'agriculture, les infrastructures et les services publics.

En ce qui concerne la méthodologie, le CPGD a utilisé une méthode qualitative avec des questions ouvertes au niveau des groupes (de discussion) permettant aux enquêteurs de poser des questions supplémentaires sur le pourquoi et le comment, tandis que la méthode quantitative d'Afrobaromètre a utilisé des questions fermées au niveau individuel. La similitude de ces deux méthodes, en termes de résultats, est que toutes deux ont révélé que le chômage est l'une des principales préoccupations auxquelles les citoyens souhaitent que les partis politiques répondent.

Puisque l'étude de CPGD approfondit les questions de l'Afrobaromètre, elle fournit des données complémentaires et détaillées, y compris des informations contextuelles sur les raisons pour lesquelles les problèmes soulevés sont des préoccupations, ainsi que des suggestions sur les moyens de les résoudre. Par conséquent, plutôt que de se fier uniquement aux données de l'Afrobaromètre sur les préoccupations des citoyens au

Mozambique, en examinant les deux sources de données, les responsables politiques et les décideurs peuvent trianguler les informations et avoir une meilleure compréhension des préoccupations des citoyens afin de mieux informer leurs actions futures. Cependant, toutes ces observations – critiques – doivent être faites avec prudence, car elles proviennent du même auteur qui a participé à l'élaboration des études de l'Afrobaromètre au Mozambique pendant plusieurs années, comme nous l'avons illustré à travers l'entretien que nous avons eu avec ce responsable à Maputo. Nous pouvons même dire que les critiques sont légitimes, mais qu'elles ne sont pas exemptes d'une certaine forme de partialité.

Dans une étude sur l'effet de la corruption dans l'accès aux soins en Afrique subsaharienne, Hsiao et al. (2019) montrent que l'enquête Afrobaromètre n'a interrogé que les personnes ayant reçu des soins médicaux au cours de l'année précédente sur les difficultés à obtenir les soins médicaux. Ainsi, les résultats peuvent sous-estimer l'effet du paiement de « pots-de-vin » sur les difficultés à obtenir des soins, car l'analyse n'inclut pas les personnes qui ont tenté d'obtenir des soins, mais ne les ont jamais reçus. De plus, la possibilité des « pots-de-vin » au sein d'un système de santé peut normaliser le comportement à tel point qu'il peut être difficile pour les patients de distinguer les paiements légaux des paiements illégaux (par exemple, sous-déclaration des pots-de-vin versés, confusion avec les frais d'utilisation). L'analyse exclut également les personnes interrogées qui ont pu éviter complètement le système médical même lorsque cela était nécessaire. Des études américaines (Smith, et al. 2018) suggèrent que les individus peuvent éviter les soins médicaux lorsqu'il y a des obstacles à l'accès – même lorsqu'ils sont assurés, et il est probable qu'il en soit de même dans le contexte africain.

En se basant sur les données de l'Afrobaromètre récoltés de différentes vagues, Mueller (2018) aborde dans son ouvrage les raisons des protestations en Afrique subsaharienne. L'auteur montre que les éléments pesant le plus lourd sont les conditions économiques, mais aussi la perception de la manière dont le groupe ethnique est perçu par les autres. Bien que nous considérions qu'une analyse de ce niveau faite de manière généralisée pour l'ensemble du continent présente des limites méthodologiques, Mueller (2018) montre au moins qu'il n'y a pas un seul facteur déterminant pour savoir s'il faut analyser certaines variables. Chaque enquête de l'Afrobaromètre est basée sur un échantillon national aléatoire répondant aux critères suivants : (1) l'échantillon est conçu comme une section transversale représentative de tous les citoyens en âge de voter dans un pays donné. Le but est de donner

à chaque citoyen adulte une chance égale et connue d'être sélectionné pour l'enquête ; (2) la base d'échantillonnage inclut normalement tous les citoyens âgés de 18 ans et plus.

Enfin, nous sommes conscients que les données dont nous disposons ne peuvent être considérées comme complètes, mais nous supposons que nous devons travailler avec ce qui existe en termes statistiques, étant donné que le Mozambique ne dispose pas d'un registre efficace de production de sondages d'opinion telles que celles présentées par Afrobaromètre.

### **1.2.1. Enquêtes sur la participation électorale au Mozambique**

Cette sous-section s'intéresse à la présentation des différentes études menées au fil du temps sur la participation politique des jeunes au Mozambique. Nous présenterons notamment les fondements de ces études, ainsi que leur logique méthodologique, afin de repérer les lacunes, ainsi que les similitudes qui nous aideront à améliorer notre propre approche tout au long du chapitre. En général, la littérature sur la participation politique des jeunes au Mozambique s'est intéressée aux élections comme la première possibilité de s'impliquer dans le politique. Cette tendance s'appuie essentiellement sur des études qualitatives pour comprendre la dynamique de la participation politique de jeunes, mais sans faire nécessairement une analyse en termes de variables sociodémographiques. Dans ce contexte, ce chapitre cherche à enrichir la littérature sur le vote au Mozambique, en s'appuyant sur la base d'une approche quantitative liée aux variables déterminantes du vote du type « rapport de chances », moins fait au Mozambique, mais bien développé dans d'autres pays.<sup>208</sup>

Dans le cas du Mozambique, il y a encore peu d'intérêt à croiser la recherche quantitative et qualitative pour comprendre la dynamique de la participation politique au Mozambique, et c'est une de nos motivations tout au long de ce chapitre. Nous constatons que la littérature sur ces questions reste limitée. Outre les données de

---

<sup>208</sup> Voir Olena Nikolayenko (2017). Les enquêtes de l'Institut français d'opinion publique donnent des résultats statistiques sur la participation des jeunes en France. Voir également Laurent Lardeux et de Vincent Tiberj (2021). Pour les États-Unis, voir Michel Pomante et Scot Schraufnagel (2015).

l'Afrobaromètre – qui est la série d'enquêtes la plus complète et comparative de 2002 à 2018, que nous pouvons utiliser pour évaluer les tendances de la participation politique au Mozambique.

### **1.2.1.1. Étude 1 : International Youth Foundation**

Il existe quatre études à prendre en compte. La première a été réalisée en 2012, par la Fondation internationale pour la jeunesse (International Youth Foundation, YouthMap, 2012). Pour mener l'étude, YouthMap était composée d'une équipe de terrain de professionnels internationaux et nationaux, et de huit jeunes qui ont servi d'assistants de recherche pour organiser et conduire des *focus groupes* avec les jeunes. Au total, 107 personnes ont été interrogées dans cinq provinces du Mozambique. Le choix des âges et les critères utilisés pour cette sélection ne sont pas clairs dans l'étude.

Comme conclusion, l'étude a montré que la participation des jeunes aux processus politiques est généralement faible et se fait encore globalement par le biais des partis politiques. Les jeunes ne font toujours pas partie du programme de base de la plupart des partis politiques, et la plupart ont déclaré que leurs affaires dépendent des processus et des intérêts au sein des partis politiques. Dans tous les endroits où la recherche a été menée, les participants à YouthMap ont exprimé le désir de contribuer à la scène politique du pays, surtout en votant. Pour ce faire, ils ont exprimé le désir d'être bien informés de l'actualité de leur pays ainsi que des actions menées. Ces mêmes jeunes ont également exprimé leur intérêt à participer aux processus décisionnels sur des questions liées à leur groupe d'âge.

YouthMap (2012) a également conclu que les jeunes sont impliqués dans la vie politique du Mozambique, tant au niveau local que national. Selon l'étude que nous citons, les jeunes se sont mobilisés pour participer aux campagnes politiques et électorales des partis comme le Frelimo et la Renamo, bien que leur participation aux processus décisionnels ne soit pas attestée. Ce fait montre deux réalités complémentaires. D'une part, les possibilités de participation politique des jeunes au

Mozambique sont rares. D'autre part, les deux partis politiques continuent à dominer les espaces de participation au Mozambique.

Outre la participation aux élections, le Parlement et la société civile des jeunes ne semblent pas être parmi les choix de participation des jeunes. En effet, se concentrer sur cette approche conduit inexorablement à la conclusion limitative de la participation politique des jeunes. Même dans ces forums, les jeunes se sentent découragés car ils n'ont pas de véritables possibilités d'exprimer leurs idées (YouthMap, 2012 : 15). Dans l'un des chapitres, elle conclut que 47 % des jeunes interrogés se seraient inscrits aux processus électoraux, parmi lesquels 93 % ont promis de voter lors des élections suivantes. Il est intéressant de noter que 51 % d'entre eux ont déclaré qu'ils ne pensaient pas que leur vote ferait une différence. En fait, l'étude s'est concentrée sur les formes hégémoniques de participation comme les élections et en a tiré des conclusions prévisibles. De même, le manque de clarté sur le profil sociodémographique détaillé des personnes interrogées ne nous a pas permis de saisir clairement les résultats obtenus par l'étude.

### **1.2.1.2. Étude 2 : Parlement des jeunes du Mozambique**

La deuxième étude a été réalisé en 2013 par le *Parlamento Juvenil de Moçambique*. L'objectif de l'étude était de comprendre les espaces, les opportunités et les défis de la participation politique des jeunes au Mozambique, afin d'« élaborer des stratégies pour une participation dynamique et efficace au niveau national, capable d'influencer les décideurs à penser non pas pour les jeunes mais avec les jeunes » (Parlement des jeunes, 2014 : 1). L'étude a interviewé des individus âgés de 18 à 35 ans<sup>209</sup> des municipalités de Maputo, Tete et Lichinga entre fin 2013 et début 2014, à partir d'une enquête auprès d'un échantillon de 3000 personnes, soit 1000 pour chaque municipalité. Pour analyser les données, l'étude a choisi une approche par comparaison entre les villes couvertes par l'étude, sans nécessairement analyser les

---

<sup>209</sup> Plusieurs études insistent sur la référence à l'intervalle de 18 à 35 ans comme la base pour mener des études sur les jeunes dans le cas du Mozambique. Cependant, nous ne pouvons pas affirmer que cet intervalle est la définition la plus complète des jeunes Mozambicains. En effet, l'âge ne peut être la seule et la première référence pour définir les jeunes.

effets qui ont conduit les jeunes à voter ou à opter pour d'autres formes de participation politique.

Dans cette étude, 67 % des personnes interrogées comprennent ce que signifie la participation politique, puisque la plupart d'entre elles ont été impliquées d'une manière ou d'une autre dans d'autres types de participation politique. Selon la même étude, la participation des jeunes aux campagnes électorales, aux élections et aux débats politiques représente 73 %. En d'autres termes, les élections sont considérées comme le premier mécanisme de la participation politique des jeunes. Une particularité de ces deux études c'est le fait qu'elles ont été menées dans une période éminemment électorale. En fait, en 2013 le Mozambique a réalisé les élections municipales et en 2014 les élections présidentielles. Ainsi, l'analyse des réponses ne peut être lue en dehors du contexte dans lequel l'étude a été réalisée, surtout si nous tenons compte de la référence faite aux élections comme la forme la plus importante de participation politique entre les jeunes interviewés.

### **1.2.1.3. Étude 3 : Friedrich Ebert Stiftung**

Le troisième exemple des études sur les jeunes et la politique au Mozambique date de 2016. Elle a été faite par la Foundation for European Progressive Studies (FEPS), en partenariat avec le Global Progressive Forum (GPF), la Friedrich Ebert Stiftung (FES, 2016) et l'Institut supérieur des relations internationales (ISRI), pour analyser les attitudes politiques des jeunes de 15 à 35 ans. L'étude a été réalisée par sondage en ligne, auprès d'un millier de jeunes âgés de 15 à 35 ans, dans tout le pays, ce qui peut poser des problèmes d'inégalités si nous tenons compte du taux d'accès à l'Internet au Mozambique. L'étude a révélé qu'environ 60 % des jeunes interrogés placent les loisirs comme le cinéma, la musique, la cuisine ou autres en tête de leur liste de priorités, et relègue la participation aux événements politiques à la dixième place. Mais l'étude note également que les chiffres pourraient avoir une autre signification :

le manque d'intérêt est en fait davantage lié aux politiciens, et l'intérêt pour l'action politique prévaut toujours.<sup>210</sup>

Bien qu'une fois de plus nous soyons confrontés à une étude qui soulève la question de l'âge à la limite des 35 ans, nous vérifions au moins une différence, celui de l'âge de départ par rapport aux autres études. De même, cette étude a une conclusion qui nous intéresse dans cette thèse, différente des deux autres citées ci-dessus. En effet, les personnes interrogées estiment qu'elles sont plus sensibles à d'autres formes telles que les répertoires d'action publique, plutôt qu'à des événements politiques comme la participation à des campagnes ou aux élections. En outre, la même étude se distingue par le fait qu'elle n'a pas eu lieu lors d'une année éminemment électorale, comme les deux autres précédentes. Cependant, le fait qu'elle ait été réalisée virtuellement dans un contexte de faible connectivité et d'accès à l'Internet est une limite à prendre en compte.

#### **1.2.1.4. Étude 4 : NDI et CPGD**

La quatrième étude, basée sur 48 *focus group* menés par le National Democratic Institute (NDI) et par le Center for Research on Governance and Development (CPGD) en 2017, porte sur les préoccupations des jeunes et leurs attentes en matière de développement socio-économique au Mozambique. Dans cette étude, le fait que des jeunes de partis politiques aient été interrogés a notamment retenu notre attention. L'objectif était de comprendre les préoccupations des jeunes, en particulier parmi les membres des partis politiques, ainsi que les opinions des jeunes non-partisans. L'échantillon était de 485 jeunes (hommes et femmes âgés de 17 à 35 ans). Les thèmes portaient sur les préoccupations générales des jeunes. Ils ont répondu selon deux axes : l'inclusion économique des jeunes (leur inclusion dans le développement du pays) et l'implication des jeunes dans la politique.

En termes méthodologiques, cette étude s'appuyait sur des discussions de *focus groupe* menées en décembre 2015 avec des jeunes à travers le pays. L'approche visait

---

<sup>210</sup> Club of Mozambique « Mozambican youth disenchanted with politics », publié le 22 septembre 2016.

non seulement à décrire les préoccupations des jeunes, mais aussi à mieux les comprendre afin de décrire le point de vue des jeunes eux-mêmes sur les politiques publiques. La même étude a montré que dans l'ensemble, les jeunes sont généralement d'accord sur un certain nombre de questions telles que l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur et aux bourses, l'amélioration des installations scolaires ou de l'enseignement supérieur, l'accès aux possibilités d'emploi, aux terrains et au logement, aux transports pour réduire les distances scolaires, aux prêts pour mettre en œuvre des initiatives économiques, à la formation professionnelle pour le travail indépendant et l'esprit d'entreprise, et à l'accès à la justice.

La plupart des jeunes enquêtés dans l'étude du NDI et du CPGD ont accès à des informations sur la politique par le biais des médias, soit traditionnels (télévision et radio) ou virtuels (réseaux sociaux). Il faut noter que l'étude du NDI et du CPGD se distingue des autres, tout d'abord par le fait qu'elle analyse la variable l'âge d'une manière différente. Elle considère 17 ans, au lieu de 18 ou 15 ans comme le faisaient les autres études. Il est également intéressant de constater que même si l'âge de départ est différent, toutes les études citées jusqu'à présent considèrent 35 ans comme l'âge maximum.

Cependant, si des rapports sont produits, ils ont tendance à être basés uniquement sur des informations descriptives plutôt que sur une analyse statistique plus approfondie. Le fait que seule une méthodologie ait été adoptée peut avoir limité la lecture des résultats de l'étude. Par exemple, il n'a pas été possible de tracer le profil des membres du *focus groupe*. Il nous semble également que cette étude ne visait qu'à énumérer (lister) des recommandations et un ensemble de problèmes sans associer clairement la feuille de route de la pertinence d'un problème par rapport à un autre. En d'autres termes, il s'agit plutôt d'une liste qui ne possède pas de justification détaillée.

### **1.2.1.5. Étude 5 : EISA Mozambique**

La dernière étude a été réalisée en 2021 par l'EISA Mozambique. Comme objectif, elle proposait tout d'abord de comprendre les espaces prédominants de la participation politique des jeunes dans les pays suivants Mozambique. Deuxièmement, il s'agissait

de comprendre le niveau de représentation des jeunes dans les espaces de participation politique. Enfin, elle a cherché à identifier les mécanismes prédominants d'information et de communication pour la participation électorale des jeunes au Mozambique, à partir d'espaces formels ou informels. Comme résultat, il s'avère que l'emploi, le logement, les transports, l'éducation et la lutte contre la pauvreté sont les principales préoccupations exprimées par les jeunes. Les facteurs qui influencent négativement la participation politique de ces mêmes jeunes sont la corruption au sein du gouvernement, le manque de transparence, le faible niveau de réactivité du gouvernement aux préoccupations des jeunes.

Cette étude a privilégié la consultation de sources secondaires, notamment les études et indices internationaux et nationaux qui explorent les indicateurs sur la participation politique. Ces indicateurs permettent le suivi et l'évolution du cadre systémique sur la participation politique des jeunes au Mozambique. A ces données a été ajoutée une enquête en ligne auprès de 204 jeunes (64 %) et 117 adultes (36 %). Il s'agit d'une méthodologie dont nous pouvons interroger le périmètre, notamment les limites posées par le choix d'un questionnaire en ligne, dans un contexte où l'accès à Internet est encore limité. Bien que nous admettions que les restrictions de COVID-19 n'aient pas favorisé le contexte, l'étude prouve une de ses limitations parce que plus de 50 % des répondants étaient originaires de la ville de Maputo, la capitale du pays.

Par ailleurs, en analysant le questionnaire en détail, nous constatons que les enquêtés ne devaient répondre que pour les trois plus grandes villes du pays, à savoir Maputo, Beira et Nampula. Bien qu'elles représentent également nos villes d'élection dans cette thèse, nous pensons que pour mieux comprendre les enjeux de la participation politique dans le pays il aurait été intéressant d'élargir le champ des réponses obtenues. Encore une fois, nous sommes face à une étude qui se contente de faire une liste de problèmes ou des aspirations des jeunes, sans discuter en profondeur de ces mêmes problèmes.

En général, il y a deux éléments à relativiser dans les conclusions de ces études. D'une part, elles se sont concentrées sur une dimension éminemment biologique de l'âge de ce qu'elles considèrent comme des jeunes, ils partent d'une perspective juvénile de 18-35 ans, que nous n'avons pas choisi comme base d'analyse pour cette thèse. La

deuxième limitation de ces études est liée à une tendance excessive à se consacrer à la sphère électorale comme la première forme de participation politique. Cela méritait un autre type de traitement méthodologique, raison pour laquelle nous allons consacrer le chapitre suivant ce type d'analyse hors les élections.

En arrivant à cette étape, il faut souligner que l'article de Biza (2009), des monographies de Portatadino (2016) et de Macuácuá (2012), représentent l'un des premiers efforts comparatifs pour théoriser la participation politique des jeunes au Mozambique. Ce que nous pouvons retenir des cinq études présentées ci-dessus, au-delà des limites ou du manque de clarté méthodologique, c'est que la production de données a toujours été un sujet de débat au Mozambique. Par exemple, dans un passé récent, la fiabilité des statistiques produites par le Conseil national électoral (CNE) pour les élections présidentielles de 2019 a fait l'objet d'incertitudes. Il s'avère qu'une grande différence a été constatée entre les données produites par le CNE et celles de l'Institut national des statistiques (INE). En fait, le nombre d'électeurs considérés comme ayant l'âge de voter (à partir de 18 ans) a doublé, par rapport à ce qui avait été présenté par l'INE.

Après des accusations entre les deux institutions, les données présentées par le CNE ont été maintenues pour l'élection présidentielle. Cela a été considéré comme une manœuvre politique du parti au pouvoir (Frelimo), puisque le problème concernait la province de Gaza – un véritable bastion du Frelimo. La discussion a permis de constater qu'il fallait de la rigueur dans la production des statistiques en période électorale au Mozambique. Cet exemple est important pour notre thèse, car il montre la complexité que représente l'utilisation de données statistiques peu fiables, qui ne permettent pas une comparaison rigoureuse si nous voulons discuter de l'une des composantes de la participation politique comme les élections.

Enfin, c'est dans ce contexte que notre thèse, au-delà de reconnaître ce qui a déjà été fait, propose une lecture de l'évolution historique des tendances de la participation politique au Mozambique. Dans la section suivante, nous présenterons le cadre de discussion qui structurera la présentation des résultats obtenus à partir de l'analyse secondaire des données de l'Afrobaromètre de 2005 à 2018, en commençant par une

explication sur les variables. Les modèles et les annexes sont présentés à la fin de la thèse.

## **2. Variables explicatives de la participation politique**

Cette section montre qu'une myriade de facteurs peut influencer la participation politique – dont le vote – et peut interagir avec plusieurs variables de manière unique. Dans une grande partie de la littérature sur le comportement politique, il y a une focalisation sur le fait que les facteurs micro et macro jouent un rôle important dans la compréhension du comportement politique (Kittilson et al., 2011). Comme l'observe Norris (2007), les recherches qui s'appuient exclusivement sur des variables au niveau individuel accordent trop de poids aux facteurs démographiques et socio-économiques sans tenir compte de l'importance des institutions ou des « règles du jeu » de chaque pays. Dans le même temps, Franklin (2004) soutient que les variables institutionnelles interagissent souvent de diverses manières pour les individus.

Nous développons dans notre thèse les bases théoriques de la participation politique (du vote) les plus applicables à notre analyse empirique, et nous soulignons les différences spécifiques d'un pays où la dynamique de la participation politique au sens large (au-delà des élections) dépend de ce que le pouvoir en place permet. Les grandes différences sociales et économiques entre les électeurs peuvent expliquer à la fois leur décision de participer aux élections et les partis qu'ils choisissent de soutenir. Le modèle bien connu du statut socio-économique (Verba et al., 1972) souligne le rôle du revenu et de l'éducation en tant que prédicteurs importants de la participation électorale. « Les mécanismes de causalité qui sous-tendent cette relation sont les ressources, telles que le temps, l'argent et les compétences civiques, qui sont à la fois associées à un statut socio-économique plus élevé et qui réduisent simultanément les coûts de la participation » (Verba et al., 1972 : 5).

La sociologie électorale connaît depuis des années un important développement. Elle tire son origine des travaux pionniers d'André Siegfried réalisés au début du XXe siècle. Il compare les comportements électoraux avec la géologie du sol, l'habitat, le régime de propriété et la pratique religieuse. Elle bénéficie d'un souffle nouveau aux

États-Unis avec les études de Paul Lazarsfeld. Il inaugure la méthode d'enquête par interviews pour l'élection présidentielle américaine de 1940. Quelques années après, le modèle de Michigan cherche à établir des corrélations entre le comportement électoral et les caractéristiques sociologiques des individus. Depuis lors, les études se sont multipliées dans l'ensemble des démocraties occidentales. Elles sont soutenues par une forte demande sociale concernant l'analyse et la prévision électorale, notamment de la part des acteurs politiques (élus, partis) et des médias (sondages). Schématiquement, les variables explicatives du vote peuvent être séparées en deux catégories : les variables structurelles (1) et les variables conjoncturelles (2).

La littérature comparative sur la participation électorale s'appuie sur deux grandes traditions de recherche. La première, étroitement liée aux travaux pionniers de Verba, Nie et Kim (1978), tente de comprendre les variations de la participation sur la base de données individuelles. Les principales conclusions de ce corpus de recherche établissent un lien entre la participation et les caractéristiques socio-économiques des individus, notamment l'âge, l'éducation, le revenu, le genre, l'occupation professionnelle, l'état civil et le lieu de résidence ; les attitudes politiques telles que la confiance, l'efficacité politique, le soutien au système politique, l'identification partisane, le devoir de citoyenneté et l'intérêt pour la politique ; et l'information politique, l'activité associative, l'appartenance à une église et l'engagement politique.

La vaste littérature comprend Wolfinger et Rosenstone (1980), Abramson et Aldrich (1982), Leighley et Nagler (1992), Moon (1992), Verba, Schlozman, Brady et Nie (1993), Brady, Verba et Schlozman (1995), Blais (2000), Klesner et Lawson (2001), Matsusaka et Palda (1993), Clarke, Sanders, Stewart et Whiteley (2004) et Larcinese (2007). La deuxième grande tradition de recherche s'appuie sur des données agrégées pour explorer les influences institutionnelles sur la participation électorale. Les conclusions de cette deuxième série de travaux établissent notamment un lien entre la participation et l'âge du système démocratique, les institutions électorales, les caractéristiques du système de partis et la compétitivité électorale. Une contribution fondamentale de Powell (1986) a montré que les variations de la participation électorale dans vingt démocraties industrielles au cours des années 1960 et 1970 reflétaient principalement les exigences en matière d'inscription.

De même, Jackman et al. (1995) ont démontré que la participation électorale dans les démocraties riches dépend de cinq variables institutionnelles : les districts compétitifs nationaux, le multipartisme, la disproportionnalité électorale, le monocamérisme et le vote obligatoire. Les études axées sur des contextes régionaux particuliers, notamment l'Amérique latine (Fornos et al., 2004 ; Lehoucq et al., 2004 ; Pérez-Liñán, 2001) et l'Afrique subsaharienne (Kuenzi et al., 2007 ; Gazibo et al., 2009), ont produit des résultats tout aussi distincts. La simple disparité des résultats entre les études montre que la recherche au niveau macro ne permet pas de générer des connaissances cumulatives sur la participation électorale.

Pour les démocraties consolidées, il a été démontré que le diplôme, par exemple, exerce une influence importante et positive sur la participation électorale des jeunes, comme c'est le cas des Pays-Bas (Howe, 2006) ou encore de la France (Tiberj, 2021). Les personnes plus instruites peuvent être mieux à même de traiter des informations politiques complexes (Dalton, 2008), et posséder un plus grand sens de la responsabilité citoyenne. Certaines recherches suggèrent toutefois que l'impact de l'éducation est plus visible dans certains pays que dans d'autres (Norris, 2002). Les identités liées au statut socio-économique et au contexte culturel peuvent également encourager les attachements partisans. Les travaux fondamentaux de Lipset et al. (1967) sur l'Europe occidentale se sont également concentrés sur les inégalités de classe, les clivages régionaux et les divisions entre catholiques et protestants. Ensemble, ces clivages ont façonné les différences idéologiques entre les partis politiques de gauche et de droite et ont influencé le degré d'attachement des électeurs à ces partis.

Resnick et al. (2011) montrent qu'au-delà du statut socio-économique, la sensibilisation d'un individu aux questions sociales, économiques et politiques pertinentes pour son pays devrait idéalement stimuler une plus grande implication dans les différents modes de participation politique. En effet, l'accès à l'information par les médias, par exemple, peut être une stratégie pour combattre la corruption et obliger les gouvernements à rendre des comptes (Adserà et al., 2003). Les informations des médias peuvent également réduire la dépendance des électeurs vis-à-vis des identités sociales traditionnelles et accroître leur capacité à choisir librement les partis à soutenir (Norris, 2004). Cependant, si cette explication semble vraie pour

les démocraties consolidées, elle ne s'avère pas être la même pour d'autres pays comme le Mozambique.

## **2.1. Les variables de la participation politique en Afrique**

Cette sous-section a pour but d'aborder le contexte qui peut influencer la décision des citoyens de s'intéresser à la politique, en partant d'une référence particulière sur les élections. Nous comprenons que les facteurs déterminants dans un contexte particulier peuvent ne pas être applicables de la même manière pour tous les pays. Dans ce contexte, il nous semble pertinent de mettre en débat certaines des variables qui sont souvent utilisées pour penser la participation électorale en Afrique. Étant donné la rareté des partis formés selon le *continuum* idéologique gauche-droite en Afrique, les partis restent associés à la personnalité de leur leader (Gazibo et al., 2009). L'ethnicité du leader du parti peut être un déterminant important du choix partisan car l'ethnicité sert de « raccourci cognitif » dans des contextes où il existe peu d'autres moyens de différencier les partis (Norris et al., 2003).

Les individus peuvent ainsi recourir au vote ethnique dans l'espoir qu'ils sont plus susceptibles de recevoir certains biens et services d'un co-ethnique que d'un politicien d'une autre origine (Van de Walle 2007). D'autres recherches révèlent toutefois que si l'ethnicité continue de jouer un rôle, elle n'est pas le seul déterminant des préférences de vote (Lindberg et al., 2008). Dans le cas de plusieurs pays en Afrique, les variables de la corruption et de la violence semblent être les plus importantes pour comprendre ce qui détermine la chance d'une personne de voter ou non. Ces variables sont souvent appliquées de la même manière et sous le même angle dans différents pays, comme si les résultats étaient similaires.

Par exemple, en étudiant l'influence de la violence dans la participation politique en Afrique, Shenga et al. (2019) se concentrent sur deux sous-ensembles de la participation politique : la participation avant le jour de l'élection et la participation le jour de l'élection. La combinaison de ces deux sous-ensembles peut être appelée « participation électorale » et définie comme « l'acte de participer à une élection,

depuis l'inscription sur les listes électorales jusqu'au vote le jour du scrutin » (Shenga et al, 2019 : 146). Dans cette étude, les auteurs mesurent la participation électorale en utilisant les données des enquêtes d'opinion de l'Afrobaromètre.

Dans cette thèse, en cherchant à inclure d'autres variables d'analyse, les données de cinq grandes enquêtes d'opinion, toutes menées par l'Afrobaromètre (2005/2006, 2008/2009, 2011/2012, 2014/2015 et 2017/2018), seront analysées de manière à déterminer les logiques et le profil de ceux qui ont déclaré avoir voté pendant cette période, entre 2005 et 2018. La technique d'analyse retenue est celle d'un modèle de régression – introduire des variables dans un modèle pour comprendre le profil de notre échantillon. Dans les sections suivantes, nous expliquerons en détail les raisons qui expliquent le choix de nos variables, ainsi que leur application dans le contexte mozambicain.

Cet exercice nous permettra dans une phase ultérieure de présenter les résultats et de retracer les logiques de la participation électorale au Mozambique sur une période comprenant cinq vagues d'enquête, entre 2005 et 2018. Bien que l'Afrobaromètre ait commencé ses enquêtes au Mozambique en 2003, nous avons décidé d'exclure la vague 2 (2003-2004), étant donné que la question sur le vote n'existait pas et que nous n'avons pas été en mesure de vérifier le poids (*withinwt*) attribué aux analyses cette année-là.

Dans ce chapitre, le fait d'avoir participé aux élections constitue une variable centrale en associant aux variables sociodémographiques. Cette variable nous permettra d'expliquer les logiques de la participation politique (électorale) dans le temps au Mozambique. Cette analyse sera faite en tenant compte d'un ensemble de variables qui pourront expliquer les variations dans notre modèle. En effet, nous constatons qu'au Mozambique peu d'études ont été faites en se concentrant sur le vote et les logiques d'explication qui sont liées. Ainsi, nous avons choisi d'analyser le fait d'avoir voté comme une variable dépendante pour pouvoir comprendre les dynamiques de la participation électorale au Mozambique avec une attention particulière chez les jeunes.

Selon Tournier (2009), depuis qu'existent les études sur la participation électorale, il a toujours été constaté que l'abstention est plus forte chez les jeunes – à l'exception des personnes très âgées. La participation moindre des jeunes est ainsi une donnée structurelle. Elle s'explique d'abord par un effet du cycle de vie – Muxel (1992) parle du « moratoire électoral des années de jeunesse ». Pour l'auteur (Muxel, 1992), la participation augmente avec l'insertion sociale (trouver un emploi stable, posséder son logement, vivre en couple, avoir des enfants). À cela s'ajoute une familiarisation progressive avec la vie politique car il faut un certain temps pour maîtriser les enjeux politiques, identifier les forces politiques, comprendre les différents niveaux de pouvoir. Mais si cette réalité est présente en France, est-elle applicable dans le cas du Mozambique ?<sup>211</sup>

Bien que la plupart des études existantes analysent les élections comme un élément important de la participation politique au Mozambique (PJ, 2013), aucune étude n'a réellement cherché à comprendre les déterminants du vote de ces jeunes. Ces études se sont concentrées sur la réalisation des enquêtes pour un échantillon réduit, sans rechercher les éléments qui permettraient de déterminer les déterminants du vote en associant d'autres variables. Notre travail dans ce chapitre est complémentaire de celui effectué qualitativement dans les villes de Maputo, Beira et Nampula, étant donné que notre intérêt dans cette thèse est de comprendre la participation électorale également du point de vue des praticiens : les jeunes sur le terrain.

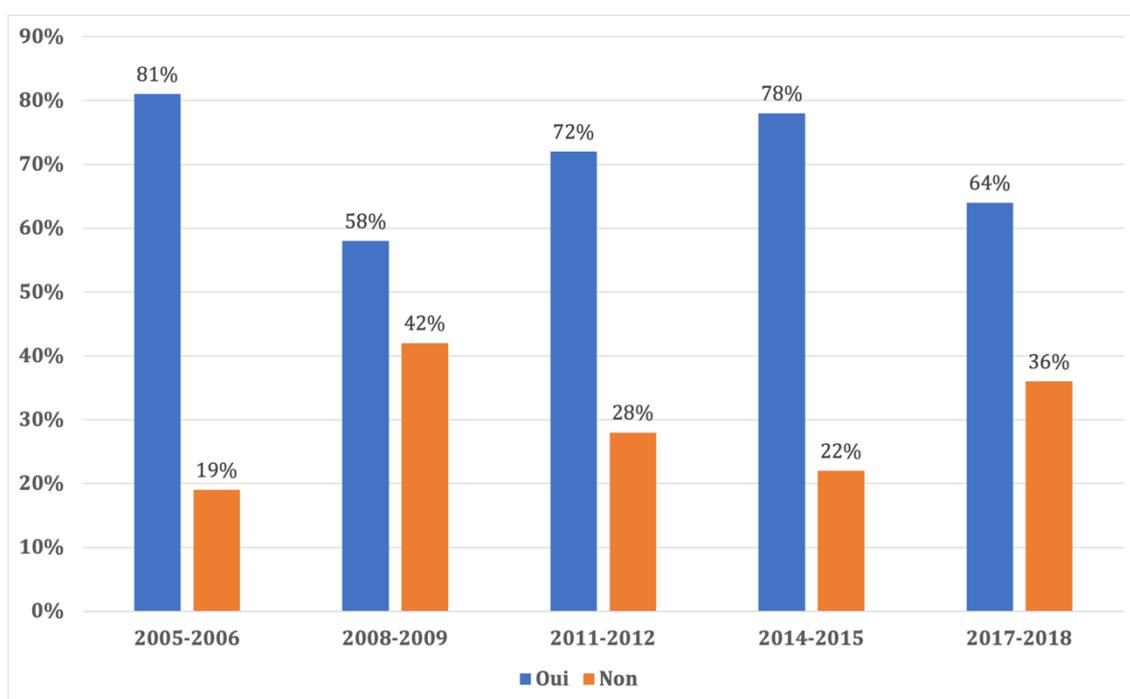
En fait, la discussion dans le chapitre quatre, éminemment qualitative, permet de mieux comprendre les éléments derniers de l'analyse quantitative, car elle peut révéler les logiques de ce que nos interviewés pensent des élections, une réalité qui n'est pas facile à appréhender par des données statistiques. Dans notre modèle, nous avons pris en compte la question qui a été posée au cours des cinq vagues (2005-2018), pour savoir si les personnes avaient voté ou non lors de l'élection précédente. Le recodage de la réponse a été fait sur une base où 0 = Non et 1 = Oui.

---

<sup>211</sup> Tournier explique que constater que l'abstention est plus forte chez les jeunes n'apporte donc guère d'informations. L'important est de savoir si le taux d'abstention des jeunes a augmenté au fil du temps.

### 2.1.1. Voter au Mozambique selon l'âge : la variation dans le temps

Avant d'aborder la variable de l'âge et son influence pour le vote, nous avons voulu comprendre ce que les données nous montrent dans le temps. Il convient de noter que ceux qui ont déclaré avoir déjà voté ont dépassé les 50 % lors de chaque vague, notamment lors de la vague 2014-2015 (78 %). Comme hypothèse, nous dirions que le vote est une pratique très présente dans le contexte mozambicain.



**Graphique 2 :** Avoir voté lors des dernières élections (toutes les vagues – tous les âges).

Cependant, il faut comprendre que les électeurs n'ont pas le même intérêt pour la politique en général ou pour une élection, et l'âge est l'une des caractéristiques sociales, avec le genre ou le diplôme, qui génère de fortes différences. Comme l'explique Denin (2012) pour le cas de la France, les enquêtes montrent que l'intérêt pour la chose publique augmente avec l'âge. L'âge peut avoir diverses significations, soit dans sa dimension biologique pour différencier les cycles de vie (Percheron, 1989 ; Muxel, 1992 ; Van de Velde, 2015), soit dans la différenciation entre adultes et

jeunes.<sup>212</sup> Historiquement, les explications sur l'impact de l'âge dans les comportements ont été abordées par l'école de Michigan. Percheron a résumé les conclusions de ces recherches en quelques propositions, même si elles sont datées (1989) : d'abord, l'évolution de la participation électorale, selon l'âge, se présente sous la forme d'une courbe en U inversée : très faible chez les plus jeunes électeurs, elle croît pour atteindre son sommet au milieu de l'âge adulte, elle décroît ensuite sans jamais retomber à son niveau de départ, quel que soit l'âge.

Dans cette sous-section, en considérant l'âge nous permet de comprendre la relation des différentes variables vis-à-vis du vote au Mozambique. Ce travail n'est pas essentiellement nouveau, étant donné que l'âge a été considéré comme une variable fondamentale pour comprendre comment les individus votent ou quel intérêt ils peuvent avoir pour d'autres formes de participation politique, comme l'explique Tiberj (2021) pour la France.<sup>213</sup> Muxel (2000 : 23) parle à cet égard d'un « moratoire électoral des années de jeunesse » lié notamment à une plus faible intégration sociale des jeunes en âge de voter. En fait, nous constatons que l'âge est un élément primordial pour comprendre les comportements politiques.

Comme montre Muxel (2011), l'âge est un objet de législation et de réglementation qui se présente sous la forme de tranches socialement significatives, plus ou moins génériques. Cela correspond à la jeunesse, à la maturité, à la vieillesse –, plus ou moins précises et comptables – les 18-24 ans, les 60 ans et plus, qui sont fixées et chargées d'attributs réels et symboliques. Pour l'auteur, ces âges permettent de découper la réalité sociale et d'y appréhender un certain nombre de phénomènes, y compris dans le champ politique. Muxel (2011) observe également que « (...) l'échelle des âges voit s'enchaîner des séquences biographiques où peuvent alterner des phases d'engagement ou de désengagement, scandées par des moments plus ou moins

---

<sup>212</sup> Pour Muxel (2011), si l'âge désigne une échelle de temps et les étapes d'un parcours de vie individuel, il désigne aussi le groupe de ceux qui traversent ou atteignent au même moment la même étape. En ce sens, il peut recouper la notion de génération. Les effets propres de la période (impact d'un même événement sur toutes les classes d'âge) doivent être dissociés des effets de génération (groupe d'âge partageant une relation à un même événement considéré comme fondateur d'une même expérience politique).

<sup>213</sup> L'auteur a expliqué que cette situation émerge parce que c'est parce qu'une jeunesse différente des générations précédentes affronte un contexte politique, économique et social lui aussi différent, que le rapport au politique se transforme (*le Monde*, 19 septembre 2021).

repérables tels que l'accès à la majorité électorale et à l'exercice du droit de vote, la participation à une mobilisation collective ou encore, bien que nettement plus rare, une adhésion à une organisation partisane ou syndicale» (Muxel, 2011 : 17). Cependant, nous devons placer chaque citation dans son contexte. Dans les pays africains comme le Mozambique, l'âge n'est pas seulement une question biologique, mais est le résultat d'une négociation, d'une domination, voire d'une soumission des jeunes face à leurs aînés. Comprendre l'âge dans le cas de notre analyse présuppose de discuter, en premier lieu, des relations établies au fil des années entre les jeunes et les adultes, car en ne le faisant pas, nous risquons d'avoir une interprétation déconnectée de la réalité de notre terrain.

Au fil du temps, les opinions et les choix politiques se forment, s'affirment, se cristallisent ou se modifient. Pour mieux comprendre cette réalité, nous pouvons réfléchir à trois questions. D'abord, il faut demander si l'ordre des âges conditionne un certain rapport à la politique. Ensuite, si nous pouvons reconstituer des calendriers politiques selon les classes d'âge. Enfin, nous pouvons nous demander s'il y a des différences dans les formes de la politisation des individus selon les périodes de vie. Dans son livre, Abélès et al. (1985) explorent en détail, et sur des terrains aussi variés que l'Éthiopie, le Cameroun, le Rwanda, le Kenya, la Côte d'Ivoire, les différentes sphères d'aïnesse et de génération qui commandent le jeu socio-politique et la symbolique de ces sociétés. En fait, ils montrent que dans les sociétés africaines, l'âge constitue un principe d'organisation. Mais si nous affinons notre analyse dans les détails, quelles logiques trouvons-nous pour le cas du Mozambique ?

Les enquêtes Afrobaromètre considèrent la dimension d'âge sur la base d'un intervalle allant de 18 à 99 ans. Cependant, nous avons regroupé en tranches – classes d'âge. La première regroupait quatre tranches 18-25 ; 26-34 ; 35-44 ; 45-64 ; 65 et plus. Bien qu'il n'y ait pas de règle unique, nous constatons que la plupart des études considèrent une division différente de la nôtre<sup>214</sup>. Toutefois, nous comprenons que, dans le cas du

---

<sup>214</sup> L'âge fait partie des trois données constitutives des échantillons par quota et des quatre ou cinq variables sociodémographiques (âge, genre, catégorie socioprofessionnelle, niveau d'études) les plus utilisées dans les enquêtes d'opinion pour expliquer les écarts d'attitudes et de comportements politiques. Les sondages d'opinion ont institutionnalisé la convention statistique d'un découpage en cinq classes d'âge (18-24 ans, 25-34 ans, 35-49 ans, 50-64 ans, 65 ans et plus). Cette commodité répond à des considérations pratiques (un nombre de classes d'âge limité, une

Mozambique, l'élargissement de ces intervalles d'âge pourrait cacher d'autres lectures importantes, notamment entre 18 et 35 ans, l'âge généralement considéré comme celui des jeunes au Mozambique. De même, à partir des tests de notre modèle, nous avons constaté des différences lorsque nous regroupons selon la norme conventionnelle 18-29 ans, par exemple.

Notre choix s'est basé sur un principe selon lequel certains comportements politiques d'un groupe donné de personnes n'appartenant pas à la même tranche d'âge ne varient pas de manière substantielle, du moins par rapport à ce que les résultats d'Afrobaromètre ont montré lorsque nous avons présenté les résultats en fonction des âges individuels. Nous avons constaté une grande concentration dans les tranches d'âge, entre 18 et 55 ans, et une diminution lorsque l'Afrobaromètre leur demande s'ils auraient voté lors des dernières élections. Cependant, ce travail peut être affecté par des limitations d'ordre technique. En fait, cette division conventionnelle par tranches d'âges induit un risque d'artefact et de naturalisation de ces classes d'âge, et ce d'autant plus que la pertinence de leur découpage ne va pas de soi.

Par exemple, Muxel (2011) explique que l'imperfection du découpage des catégories d'âge n'est pas le seul problème rencontré dans l'observation des liens entre l'âge et la politique. « Même une fois les bornes ou les seuils fixés, la mesure des effets d'âge est loin d'être réglée. Il reste à affronter un certain nombre d'obstacles, tant sur le plan des hypothèses sous-jacentes à cet objet de recherche que des obstacles méthodologiques soulevés » (Muxel, 2011 : 23).<sup>215</sup> Nous observons que l'âge est toujours considéré comme une variable importante de la participation électorale dans les pays occidentaux, postulant souvent que les jeunes votent moins que leurs homologues plus âgés et que les pays où l'âge du droit de vote a observé une baisse plus importante de la participation (Blais, 2000 ; Franklin, 2004).

De son côté, Norris (2002) considère que l'âge est l'une des variables démographiques les plus importantes de la participation, soulignant que les électeurs éligibles les plus

---

distribution numérique sinon égale en tout cas équilibrée de la population, une division résistante le plus longtemps possible à l'érosion du temps et pertinente du point de vue de l'échelle sociale des âges).

<sup>215</sup> Pour approfondir sur l'effet d'âge dans la vie politique en France, consulter les travaux de Vincent Tiberj.

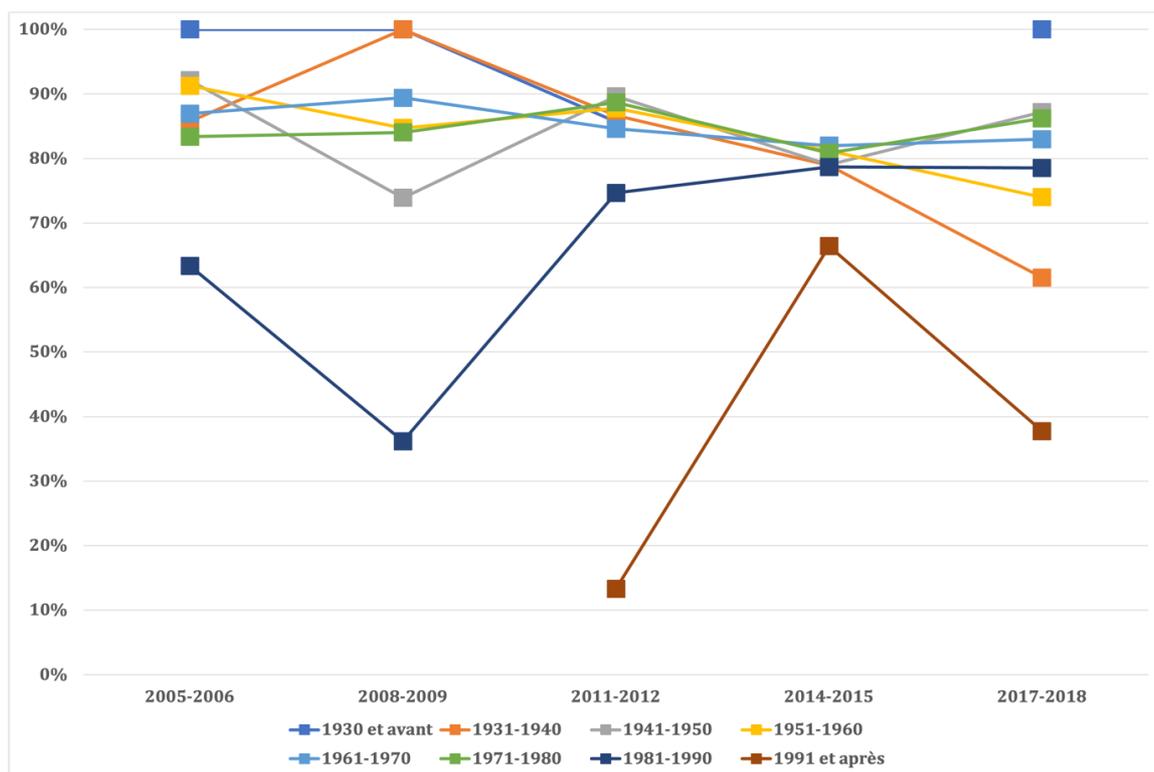
jeunes étant généralement les moins enclins à voter. Dans le cas de l'Afrique, les analyses sur la participation politique, comme celles de Kuenzi et al. (2007), ne tiennent pas compte du rôle des jeunes parce qu'il n'existe pas de données sur la participation agrégées par l'âge dans plusieurs pays du continent, au moins si nous prenons les données produites par les institutions officiels qui organisent les élections dans ces pays.<sup>216</sup> Cependant, quelques études réalisées au Botswana et au Sénégal soulignent en outre que la participation électorale était plus faible lors des élections nationales qui ont suivi la réduction de l'âge du vote (Molomo, 2000 ; Villalón, 2004).

Peu de recherches se sont consacrées à l'étude de l'influence de l'âge sur la vie politique des jeunes en Afrique. Parmi plusieurs références mentionnées tout au long de ce chapitre, il semble que la majorité de ces études prenne en compte une réalité qui n'est pas similaire au contexte que nous étudions. À l'exception du travail de Khosrokhavar (2021) qui a étudié les jeunes dans le monde musulman, où l'auteur montre comment les jeunes, dans les pays comme la Tunisie et l'Égypte, malgré leur âge et leur niveau de diplôme, sont arrivés à faire « bouger les choses » sur la scène politique de ces deux pays.

Nous admettons, dans ce cas, que l'absence de données officielles sur la participation électorale divisée par l'âge nous empêche d'une certaine manière de pouvoir faire une analyse plus complète de la réalité au Mozambique. En effet, depuis les premières élections en 1994, le Conseil électoral national n'a pas encore été en mesure de fournir des données sur la participation électorale divisée par âge. Seules des données sexuées existent. La littérature sur la participation politique des jeunes met en évidence une distinction importante entre les effets de génération et les effets de cycle de vie. Un effet de génération signifie que même si les jeunes vieillissent, leur génération possède certaines caractéristiques et expériences historiques qui déterminent leurs comportements et préférences politiques (Dalton 1988). Un effet de cycle de vie implique qu'en vieillissant, les gens adoptent les comportements politiques de leurs prédécesseurs grâce à une plus grande socialisation et une plus grande expérience du système politique (Nie et al. 1974). Toutefois, cette explication n'est peut-être pas évidente lorsqu'elle est appliquée au contexte du Mozambique.

---

<sup>216</sup> C'est la même réalité pour le cas du Mozambique.



**Graphique 3 :** La participation aux élections selon la cohorte de naissance (toutes les vagues).

Dans une première lecture de ce graphique, nous constatons que la tendance de ce que la littérature classique cherche à démontrer lorsque nous sommes confrontés à la variable âge en relation avec le comportement électoral. Nous observons une présence en diminution des jeunes tout au long de ces vagues. Un élément particulier est la troisième vague (2008-2009), où la génération née entre 1931 et 1940 est plus disposée à voter, une réalité qui a changé pour la dernière vague, où elle est à 60 %. Cela peut s'expliquer par le facteur de l'âge, puisque plus ce même âge augmente, la tendance à se rendre aux urnes diminue. Les gens nés en 1931 avaient 87 ans en 2018. Bien que les données présentes traversent deux élections (municipales et présidentielles), nous argumentons que l'un des facteurs explicatifs peut être les difficultés rencontrées par les personnes âgées pour se rendre aux bureaux de vote. Ils sont souvent éloignés de leur domicile et il n'existe aucun soutien, comme le transport ou le vote par correspondance.

Dans la quatrième vague (2008-2009), il y a un écart considérable entre les générations. Celles de la tranche 1981-1990 ont voté à moins de 40 %, contre d'autres générations telles que les 1931-1940 qui ont voté à plus de 90 %. Il nous semble important de souligner que la quatrième vague est traversée par une élection municipale (2008) et une élection présidentielle (2009). La période marque l'arrivée du président Guebuza au pouvoir en tant que deuxième chef d'État du Mozambique indépendant. Par hypothèse, nous pouvons considérer que les générations plus âgées seraient plus enthousiastes avec la présidence Guebuza, une occurrence probablement fondée sur la proximité des âges, mais aussi pour avoir connu l'histoire de Frelimo en général et de Guebuza en particulier dans la scène politique du pays.

Le graphique 3 illustre également un fait intéressant lors de la dernière vague (2017-2018). Alors que nous imaginons que les jeunes pourraient être ceux qui ont le plus envie de voter, la réalité montre le contraire. Les moins de 35 ans sont ceux qui ont le moins voté (38 %), tandis que les autres âges sont toujours au-dessus de 60 %. Cette réalité se répète dans presque tous les sièges où il y a une population de moins de 35 ans. Un fait remarquable est la sixième vague (2014-2015), où nous observons que presque toutes les générations ont une certaine proximité et un intérêt pour le vote. Nous constatons que l'année 2014 a été marquée par les élections présidentielles et que 2015 a inauguré une nouvelle présidence au Mozambique.

En d'autres termes, il y a eu un changement du Président, bien que le parti soit resté le même (Frelimo). Ce facteur est important, car dans toutes les autres élections, la proximité entre les générations n'est pas très présente, même si presque la même réalité se reproduira en 2017-2018, cette dernière étant marquée par les élections locales dans le pays. Nous trouvons ici un effet de période entre la conduite de l'enquête et le fait politique de l'époque. En général, ce graphique donne une lecture pratiquement déjà connue des études qui cherchent à associer l'âge comme une variable importante par rapport au vote. C'est-à-dire, une littérature établie (Muxel, 2018) cherche presque toujours à affirmer qu'à 18 ans, l'âge retenu comme âge minimum pour voter au Mozambique, nous sommes dans une phase de découverte, une réalité qui se poursuit tout au long de la vingtaine et prend de la consistance après 35 ans.

L'explication avancée à plusieurs reprises est que les jeunes, en l'occurrence ceux qui ont moins de 35 ans, sont encore à la recherche d'un moyen de subsistance ou de survie, plaçant ainsi la politique formelle – le vote – au second plan, étant donné qu'ils sont encore en phase de recherche de ce qui peut leur garantir une formation scolaire et, par conséquent, une occupation professionnelle. Pour ces jeunes, aller voter dépend de la perception qu'ils ont de ces mêmes élections. Nous nous souvenons, par exemple, de l'affirmation de nos interviewés lorsque nous leur avons demandé quelle était leur vision par rapport au vote.

Le vote est important, mais seulement lorsque les responsables politiques accordent de l'importance au vote. De nombreux pays l'utilisent, mais cela ne signifie pas qu'il est parfait, c'est un système fonctionnel. Le vote serait un moyen pour moi de participer, mais dans le contexte du Mozambique, ce vote n'a aucune valeur. Ce qui s'est passé, c'est que nos dirigeants ne cherchent pas de solutions pour garantir la qualité du vote. Il n'y a pas de confiance, il n'y a pas de valeur dans le vote.

Je n'ai même pas voté aux élections municipales (2018) et présidentielles (2019), car le changement de la loi sur les élections garantissait déjà qui allait gagner. Ils (le parti Frelimo) ont changé les lois comme une stratégie, c'était mon analyse, c'est pourquoi je ne voulais pas participer aux élections. J'ai vu dès le début que cela allait se produire. Pour moi, il n'y a pas eu de surprise avec les résultats, ceci depuis les cinq dernières années où le pouvoir (le parti Frelimo) a vu qu'il y avait une possibilité qu'il perde les élections. Ils voulaient empêcher l'opposition de gagner les élections.

GM, ville de Maputo (2019).

Dans la déclaration de GM, il y a différents niveaux d'interprétation à souligner. D'une part, nous constatons que l'interviewé considère que les élections sont en partie un mécanisme à prendre en compte dans le choix des dirigeants, mais d'autre part, il

se méfie de la manière dont ces élections sont organisées dans le contexte du Mozambique. D'autre part, en déclarant qu'il n'a pas voté parce qu'il avait déjà prévu les résultats, GM démontre ce qui peut être révélateur de ce que nous avons évoqué dans le chapitre trois sur les obstacles (fraude et bénéfice des mêmes acteurs) qui caractérisent l'organisation des élections au Mozambique.

Depuis l'élection multipartite fondatrice de 1994, et les élections multipartites régulières qui ont suivi, le Mozambique a connu au moins quatre gouvernements démocratiques complets : deux dirigés par Joaquim Chissano (1995-1999, 2000-2004), deux dirigés par Armando Guebuza (2005-2009, 2010-2014), et le gouvernement actuel dirigé par Filipe Nyusi (2015/2019 ; 2020-présent). Ces gouvernements ont produit différentes générations politiques au Mozambique – entendues comme « des groupes d'individus d'âges similaires qui ont vécu un événement historique notable au même moment et qui pensent ou se comportent d'une manière différente de celle des autres générations ou se comportent d'une manière distincte des individus plus âgés (et peut-être plus jeunes) » (Mattes et al., 2016).

Shenga et al. (2017) ont constaté que les jeunes au Mozambique sont moins susceptibles de s'intéresser aux affaires publiques, de discuter de politique, de contacter les dirigeants, de voter, de s'identifier à un parti politique, de devenir membre d'une association bénévole ou d'un groupe communautaire. Le faible niveau d'engagement des celles et ceux nés après l'indépendance dans la politique est également basé sur leur expérience de vie. Comme ils sont au début de leur vie et de leur carrière, la plupart d'entre eux ont encore du mal à obtenir un diplôme, à trouver un meilleur emploi ou même à terminer leurs études secondaires (Shenga et al., 2017). « Ils n'ont pas de maison, de résidence stable [et] d'enfants » (Quintelier 2007). Ce site les laisse dans une situation où ils ne sont pas très concernés par l'engagement politique. Mais nous nous attendons à ce que nés après l'indépendance soient plus susceptibles que les autres générations politiques d'être modernes, de s'engager en faveur de la démocratie, de la comprendre et de connaître la citoyenneté démocratique.

Enfin, malgré tous ces arguments, nous avons l'impression que les élections au Mozambique restent une pratique largement acceptée, indépendamment des cohortes

de naissance. En effet, nous n'admettons pas que la thèse de la fatigue, par rapport aux processus électoraux ou formes formelles de la participation politique, soit entièrement applicable au contexte mozambicain, une hypothèse que nous défendons depuis le début de ce chapitre.

### **2.1.2. Le genre dans le vote au Mozambique : jusqu'où ?**

L'inclusion de la variable relative au genre, lorsque nous cherchons à établir les facteurs déterminants pour l'occurrence ou la non-occurrence d'un événement, est importante dans la mesure où le comportement d'une femme et d'un homme varie en fonction de nombreux facteurs. Il s'agit d'une variable classique, voire presque obligatoire, qui est systématiquement testée dans de nombreuses études (Le Hay et al., 2010 ; Mossuz-Lavau, 2014). Le genre a été étudié pour comprendre les facteurs qui déterminent les choix des hommes et des femmes dans la politique. En Occident, l'émergence d'un *gender gap* a été largement décrit et analysé dans de nombreux pays (Nadeau et al., 2012), car historiquement, comme explique Saintôt (2014), la vie politique est une scène de pouvoir où de nouveaux acteurs, dont les femmes, revendiquent d'autres libertés, d'autres pouvoirs, d'autres manières de vivre.

Dans ce débat, Jenson et al. (2009) expliquent qu'il y a deux caractéristiques analytiques de la variable concept de genre qu'il faut prendre en compte. Premièrement, le genre est une propriété collective et non individuelle dans la mesure où il désigne les processus et les mécanismes sociaux, qui rendent le sexe pertinent dans un contexte donné. Le sexe est alors compris comme une construction sociale et le genre est le processus par lequel cette construction est opérée, en fournissant des définitions du masculin et du féminin, de ce qui est « mâle » et ce qui est « femelle », et en attachant à ces différences des effets sociaux très concrets. Deuxièmement, il faut comprendre le genre en fonction du contexte social et historique. Cette analyse ne peut, en principe, donner lieu à une représentation essentialiste de ces rapports sociaux qui traite le genre comme une variable dichotomique produisant invariablement deux groupes stables d'individus. L'hétérogénéité est une dimension

inévitables de tout groupe social relativement large qu'il faut nécessairement prendre en considération dans une analyse genrée.

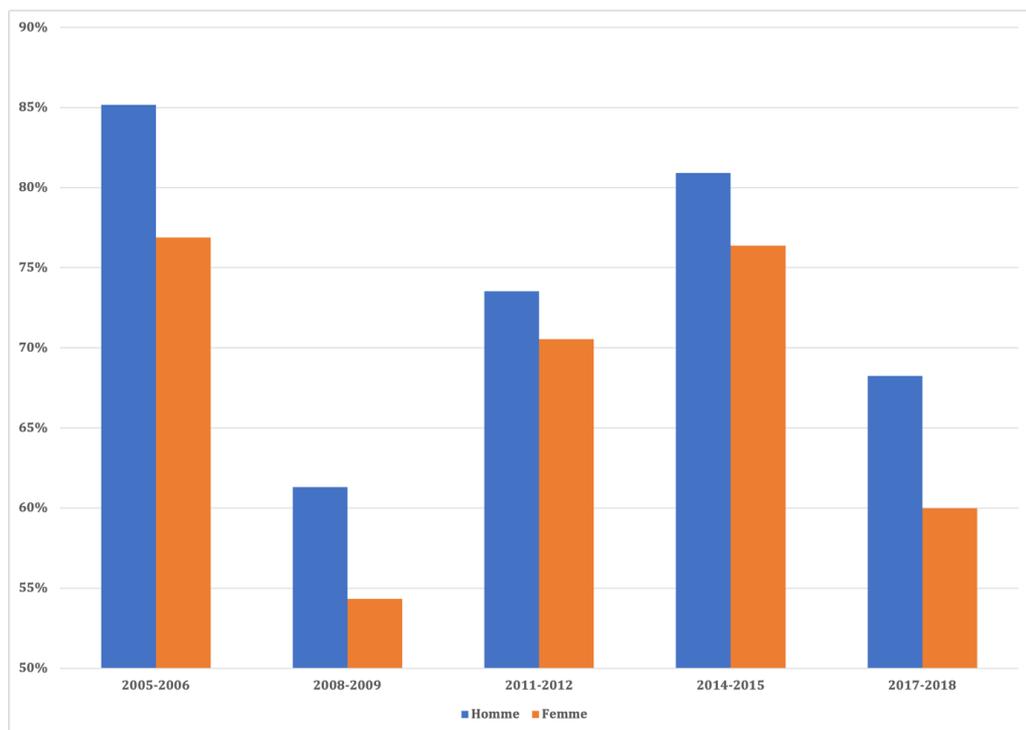
Pour Jenson et al. (2009), plutôt que d'être une variable indépendante qui précède l'analyse, les activités des femmes – comme celles des hommes – sont le produit des relations sociales hiérarchisées qui s'expriment de façons variées en fonction du contexte social, politique ou économique. Le genre, comme la classe ou le diplôme, opère en structurant des positions au sein de relations sociales. L'auteur montre que « l'analyse des relations de genre et de leurs effets ne devrait pas mobiliser le genre comme une catégorie qu'il s'agit d'ajouter aux côtés d'autres caractéristiques individuelles collectées pour faire tourner un modèle de type régression linéaire dont l'objectif est de mesurer le poids de la variable indépendante genre dans un phénomène donné » (Jenson, 2009 : 192).

En utilisant de données statistiques couvrant la région de l'Afrique australe (SADC), dont le Mozambique fait partie, Mlambo et al. (2019) ont montré qu'il existe une relation statistiquement significative entre la participation des femmes au marché du travail et leur participation politique. En d'autres termes, les pays ayant des niveaux élevés de participation au travail sont susceptibles d'avoir des niveaux élevés de participation politique des femmes. Cela signifie qu'il faut comprendre le genre d'une manière particulière et en liaison avec le contexte dans lequel il doit être étudié, car une simple manipulation statistique ne suffit pas. En effet, il nous semble clair que la discussion de la question sur le genre et de la politique dans le contexte des pays africains n'aura pas les mêmes implications. Par exemple, dans le cas du Mozambique, la première ambiguïté se pose précisément dans la recherche de données qui permettent de comprendre la tendance de la participation politique des femmes sur la scène politique dans le temps, surtout dans les élections.

Un autre constat, résultat de notre propre expérience à l'époque, peut s'expliquer par les limites que les femmes expriment la plupart du temps lorsqu'elles sont confrontées à des questions sur la politique, quel que soit leur âge. Par exemple, nous nous rappelons quand nous étions dans la ville de Beira pour le travail de terrain, nous avons voulu à deux reprises parler avec des jeunes femmes qui ont manifestement refusé sous prétexte que ce n'était pas leur sujet – c'était une « affaire d'hommes ».

Ainsi, en tant que variable sociodémographique, le genre doit être considéré comme un élément d'explication qui n'est pas nécessairement isolé du modèle et du contexte du pays dans son ensemble.

Une enquête de l'Afrobaromètre, réalisé en 2020, a montré que les femmes se sentent moins protégées dans la vie politique en Afrique. Cette enquête a également observé qu'en Guinée, par exemple, 64 % des femmes se disent très préoccupées par les intimidations politiques. Les effets de la guerre se poursuivent pendant des années après la fin des combats. Alors que des communautés entières subissent l'impact des conflits armés, les femmes et les filles sont souvent les premières à perdre leurs droits à l'éducation, à la participation politique et aux moyens de subsistance, une réalité qui peut être appliquée, d'une certaine manière, au cas du Mozambique.

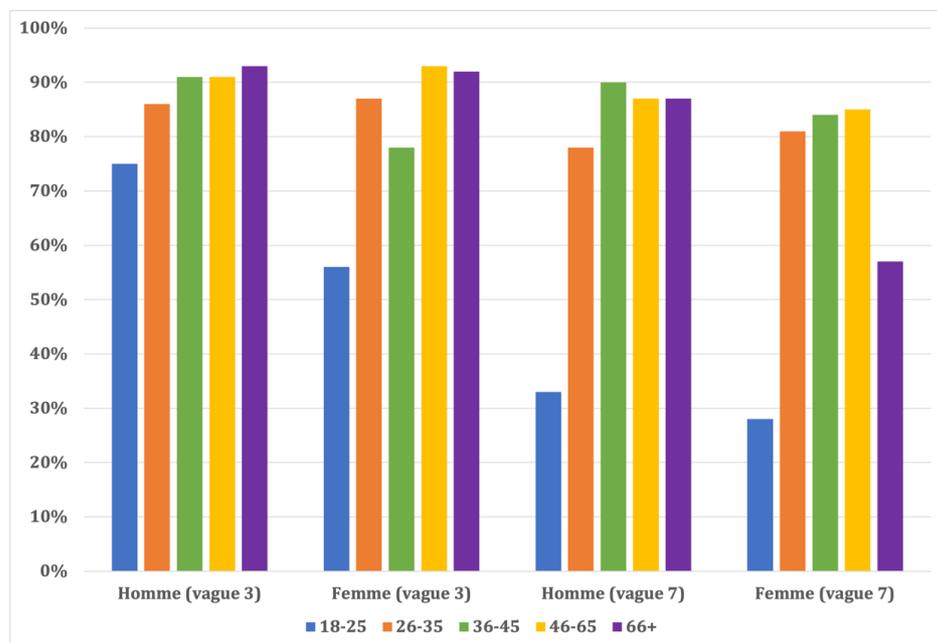


**Graphique 4 :** Avoir voté en fonction du genre (tous les âges – toutes les vagues).

Le graphique montre que dans toutes les vagues les hommes ont toujours montré une prédisposition à voter plus massivement que les femmes. Au cours de la troisième vague (2005-2006), cette réalité était plus présente, s'élevant à 85 %, avec une diminution au cours de la quatrième vague (2008-2009), puis une nouvelle

augmentation pour les vagues cinq et six, 2011-2012 et 2014-2015, respectivement, avant de connaître une nouvelle diminution au cours de la septième vague (2017-2018). Il faut noter que chaque fois que les hommes ont connu une augmentation, les femmes ont également suivi la même séquence. Cela montre que, bien que les hommes votent plus, la différence avec les femmes n'est pas aussi flagrante. En fait, la séquence est presque similaire entre les deux genres.

Dans un deuxième temps, nous avons choisi de comparer deux vagues, la première de notre analyse (2005-2006) et la dernière (2017-2018), tout en associant la variable de l'âge. Même si les hommes dans l'ensemble des âges sont toujours au-dessus, cela n'est pas si significatif. Bien que nous puissions avancer plusieurs hypothèses déjà proposées dans la littérature *mainstream*, notamment en Europe et en Amérique du Nord (Mazur, 2002 ; Jenson, 2009), dès la soumission historique des femmes par rapport aux hommes, nous constatons que dans le cas du Mozambique, les femmes sont celles qui sont mobilisées à grande échelle par les partis politiques pour participer aux activités d'animation des campagnes électorales, où elles forment même des groupes de travail, que ce soit lors des élections municipales ou présidentielles.



**Graphique 5 :** Avoir voté en fonction du genre et de l'âge (vague trois et vague sept).

Cependant, ces données montrent que même si la mobilisation des femmes pendant la campagne électorale est considérable, nous ne pouvons pas affirmer que cela se transforme automatiquement en adhésion au vote. Nous remarquons, par exemple, que l'adhésion des hommes et des femmes aux élections est plus élevée dans la septième vague pour les personnes âgées de 66 ans et plus, mais plus faible si nous la comparons aux électeurs de la tranche d'âge 18-25 ans. Malgré ces différences, nous constatons que la tranche d'âge des 26-35 ans est celle qui présente moins d'écart entre les hommes et les femmes, confirmant encore une fois que cette classe d'âge est celle qui présente plus d'appétence pour voter au Mozambique.

Il existe probablement deux raisons pour comprendre cette réalité. Premièrement, malgré leur présence expressive dans les meetings électoraux, les femmes jouent un rôle qui reste en deuxième plan dans les élections. Deuxièmement, le manque de références des femmes dans la scène politique au Mozambique diminue leurs chances d'adhésion aux élections, ce qui peut être prouvé par l'absence de candidates dans toutes les élections présidentielles<sup>217</sup> et le peu de présidentes élues dans les élections municipales. Ces données indiquent que, selon le genre et l'âge, la variation de chaque vague n'est pas aussi linéaire que lorsque nous associons uniquement le genre et la vague. Il faut noter qu'en incluant des tranches d'âge, nous avons une autre interprétation.

Cependant, nous avons constaté que les hommes se sont presque toujours montrés plus enclins à voter si nous les comparons aux femmes. Cela s'explique, selon des études, par la présence majoritaire des hommes dans l'espace politique au Mozambique (CeUrbe, 2019). Cela peut s'expliquer par plusieurs hypothèses, dont la violence électorale. Il s'agit d'un problème qui traverse l'histoire politique du Mozambique. Par exemple, Para-Mallam (2015) avait déjà montré que la violence contre les femmes est utilisée de diverses manières tout au long du cycle électoral pour dissuader les femmes de participer en tant que gestionnaires des processus électoraux, électrices et mêmes comme candidates.

---

<sup>217</sup> Lors des élections de 2019, Alice Mabota a tenté de se présenter aux élections mais sa candidature a été refusée par le Conseil constitutionnel, pour des irrégularités dans le dépôt.

De son côté, George (2019) explique que la capacité des femmes à s'engager politiquement dans les élections est souvent façonnée par les normes qui régissent les structures sociales plus larges. Pour un pays comme le Mozambique, les contraintes auxquelles les femmes sont confrontées reposent sur un système patriarcal bien ancré, dans lequel le contrôle de la famille et le pouvoir de décision sont entre les mains des hommes. Les croyances traditionnelles et les attitudes culturelles – notamment en ce qui concerne le rôle et le statut des femmes dans la société – restent fortes, en particulier dans les zones rurales (Sadie, 2005).

### **2.1.3. Le diplôme dans le vote des Mozambicains**

Ainsi comme l'âge, le niveau d'études – le diplôme – est une variable classique dans la compréhension des comportements politiques, notamment pour les jeunes (Muxel, 2011 ; Dupont, 2014 ; Amsellem-Mainguy et al., 2021). Cependant, il faut toujours placer l'analyse à l'échelle du contexte étudié. En fait, l'explication que nous pouvons donner pour un pays comme le Mozambique ne sera certainement pas la même si nous examinons la même variable dans un contexte ailleurs où existent différents éléments pour construire cette variable.

Selon Ganter (2016), nous allons trouver dans la littérature plusieurs explications pour analyser les comportements électoraux. La première de ces explications a été développée par André Siegfried (1913), à partir d'un modèle qui s'intéressait à l'impact de l'environnement dans les comportements électoraux, en mettant ces derniers en lien avec les caractéristiques démographiques, économiques, sociales et religieuses. La deuxième explication a été proposée par Paul Lazarsfeld et son équipe de l'université de Columbia (1944), en s'intéressant à l'influence des variables considérées « lourdes » qui caractérisent l'appartenance sociale des individus (classe sociale, affiliation religieuse). Enfin, le troisième modèle, développé au sein de l'université du Michigan (Campbell et al., 1960), explique de manière psychologique la stabilité des comportements électoraux par l'« identification partisane ».

En considérant tous ces modèles, Ganter (2016 : 167) explique que « ...de manière générale, le niveau de diplôme, le statut d'emploi (privé, public ou indépendant), la valeur du patrimoine possédé et l'âge restent particulièrement déterminants dans le choix de la couleur politique du bulletin de vote, alors que le revenu ou le sexe le sont aujourd'hui beaucoup moins ». Mais si cela est vrai pour un contexte comme la France, quelle est la réalité concrète du Mozambique ? Ainsi, en admettant que notre intérêt porte sur les inégalités de la participation politique, lorsque nous abordons le niveau d'études nous voulons au moins connaître le niveau de diplôme de ceux qui votent pour bien cibler le profil des enquêtés. En appliquant cette variable, nous comprenons que le niveau d'études peut représenter un élément fondamental pour augmenter ou réduire l'inégalité dans la participation politique. Cependant, la manière dont cette réalité se manifeste ne peut pas être lue de manière aussi linéaire dans tous les contextes.

Il faut comprendre que l'histoire de l'éducation au Mozambique comprend deux périodes : l'éducation avant l'indépendance et l'éducation après l'indépendance. Chaque période est caractérisée par des étapes différentes. Dans la période précédant l'indépendance, le fait qu'il y ait eu une éducation coloniale et une éducation dans le gouvernement de transition est une référence importante. Cette période a été caractérisée par une éducation discriminatoire, due au régime colonial. Les programmes d'études défendaient les objectifs du colonisateur. Mais avec la fondation du FRELIMO<sup>218</sup>, les zones libérées ont émergé, constituant la première phase d'intégration et de renforcement de l'éducation mozambicaine.

L'indépendance a apporté une nouvelle dynamique à l'éducation au Mozambique, laquelle s'est traduite par la garantie, par l'État, de l'éducation pour tous, l'expansion du réseau scolaire, la systématisation de l'expérience de l'éducation dans les zones libérées, la formation des enseignants et la révision continue des programmes. La proclamation du droit à l'éducation pour tous les Mozambicains, par la Constitution de la République et la massification de l'accès à l'éducation, à tous les niveaux

---

<sup>218</sup> C'est le nom attribué au mouvement politique de libération FRELIMO (majuscule), avant qu'il ne soit transformé en parti politique Frelimo (minuscule) en 1962.

d'enseignement, constituent les principales réalisations de l'éducation post-indépendance.<sup>219</sup>

Bien que les données globales sur les inégalités pour accéder aux études au Mozambique ne soient pas disponibles, nous constatons qu'environ 1,2 million d'enfants ne sont pas scolarisés, soit plus de filles que de garçons, en particulier dans le groupe d'âge de l'école secondaire (UNICEF, 2014). En 2013, l'évaluation nationale des apprentissages a révélé que seulement 6,3 % des élèves de troisième année du primaire avaient des compétences de base en lecture. Le système éducatif lui-même est divisé en trois domaines complémentaires. D'abord, l'éducation de base au Mozambique comprend deux niveaux principaux : le primaire et le secondaire. Ensuite, les élèves qui terminent le niveau primaire peuvent passer à l'enseignement secondaire. Il existe diverses possibilités d'enseignement et de formations techniques et professionnelles pour les diplômés des niveaux primaire et secondaire. Enfin, l'enseignement supérieur n'est ouvert qu'aux diplômés du niveau secondaire et équivalent.

Niveau	Contenu
L'éducation de base	Primaire et secondaire (lycée) – pleinement garanti par l'État.
Enseignement technique et professionnel	Seuls les élèves qui ont terminé la phase secondaire (lycée).
Enseignement supérieur	Il est facultatif et généralement réservé aux étudiants qui veulent poursuivre d'autres domaines professionnels généraux et spécialisés.

**Tableau 6 :** Les niveaux de diplôme au Mozambique (ministère de l'Éducation, 2019 ; adapté par Tsandzana, 2022).

Nous pouvons considérer que dans les processus décisionnels, l'accès à l'information est fondamental, voire décisif. En outre, l'accès à l'éducation peut constituer un avantage dans la mesure où il permet aux citoyens de s'émanciper davantage, d'élargir leurs possibilités d'employabilité et de participation aux processus politiques, même si

<sup>219</sup> L'article 88 stipule que dans la République du Mozambique, l'éducation est un droit et un devoir de tous les citoyens.

cela ne peut être généralisé dans tous les pays. Par exemple, dans l'étude du PJ (2013)<sup>220</sup>, la majorité des répondants avait fait des études secondaires et supérieures. La relation entre l'école et la politique a été évoquée lors de nos entretiens, du moins dans la ville de Maputo, lorsque les deux jeunes que nous avons interviewés en utilisant la langue locale (*XiChangana*), ont tous les deux déclaré que leur relation avec la politique passait principalement par les élections. Le fait que ces interviewés aient un niveau d'étude de base corrobore le résultat de l'enquête Afrobaromètre sur le niveau général des jeunes.

Pour mieux comprendre la dynamique de la participation politique des jeunes, nous avons voulu changer notre approche, en utilisant l'une des langues locales la plus parlée de Maputo. JB et NG sont deux jeunes qui n'ont pas encore terminé l'école secondaire et doivent travailler pour financer leur propre éducation, car ils ont dépassé l'âge légal pour aller à l'école pendant la journée.<sup>221</sup> Ils vont à l'école la nuit, parce que dans la journée ils travaillent. Dans l'une des conversations, ils ont dit :

J'ai voté l'année dernière (2019, élections présidentielles). Je n'ai pas beaucoup de temps pour discuter de politique avec les gens chez-moi, souvent je le fais dans le *chapa* (transport public de Maputo), mais même à l'école je parle souvent. Dans l'après-midi, je travaille, mais le soir je dois aller à l'école. Je suis en train de finir ma dixième année (école secondaire).

JB – étudiant de l'éducation basique, Ville de Maputo (2019).

Nous (chez nous) parlons davantage des routes, car les rues sont détruites quand il pleut. On parle aussi des déchets à cause de la gestion de la municipalité de

---

<sup>220</sup> Il s'agit de la même étude déjà mentionnée au début de ce chapitre.

<sup>221</sup> L'accès à l'école est gratuit et assuré par l'État. Normalement, l'âge limite pour fréquenter l'enseignement primaire et secondaire est de 18 ans. Au-delà de cet âge, les étudiants suivent des cours du soir.

Maputo<sup>222</sup>. En 2019 (élections présidentielles), j'ai voté... Parfois, je parle de politique, mais l'heure à laquelle je rentre (d'auto-école) ne m'aide pas, parce que je rentre tard. Je n'ai pas encore fini l'école.

Maintenant, j'ai arrêté en onzième parce que je ne pouvais pas me permettre de poursuivre mes études, mais je suis aussi très occupé à organiser ma vie privée... Je ne retournerai pas à l'école avant l'année prochaine (2021).

NG – étudiant de l'éducation basique, Ville de Maputo (2019).

Dans ces deux interviews, nous observons deux profils de jeunes qui ont une certaine pratique de la politique. Alors que l'un d'entre eux suppose clairement qu'il trouve de la place dans les transports publics, l'autre préfère ne parler de politique que chez lui. Cependant, bien qu'ils soient tous deux à un niveau académique similaire (éducation de base), ils ont des opinions différentes sur l'école. JB continue à étudier, tandis que NG a décidé d'interrompre ses études pour organiser sa vie, remplaçant l'école par un permis de conduire. Le choix du GN montre l'importance accordée à ce qui peut rapidement apporter des gains aux jeunes. Il se trouve que le fait d'avoir un permis de conduire dans le contexte mozambicain permet non seulement d'obtenir des opportunités d'emploi, mais aussi de créer de l'entrepreneuriat avec la pratique du *moto-taxi*, largement présente dans plusieurs pays de l'Afrique. Dans ce cas, l'école devient une priorité de second ordre, étant donné que les jeunes recherchent ce qu'ils doivent faire pour survivre<sup>223</sup>.

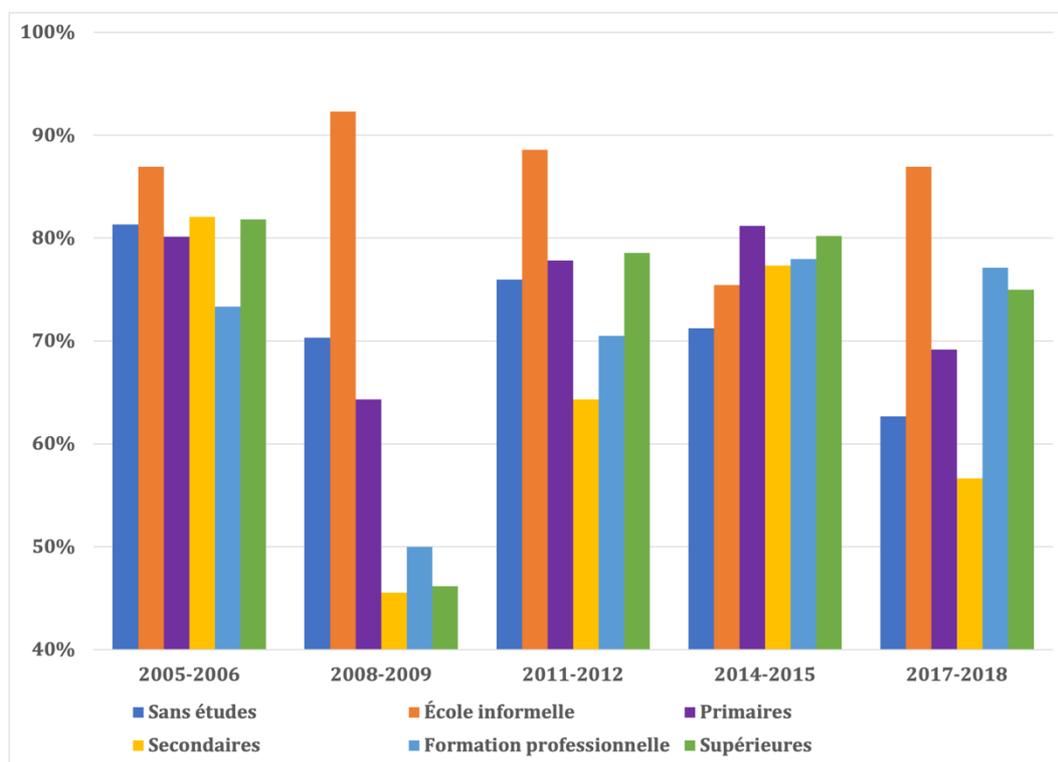
Par l'exemple de ces deux jeunes, la dimension politique est implicite dans une première analyse. C'est lié au fait que les jeunes vivent dans une situation où ils sont obligés de trouver des solutions pour leur propre survie. Le choix entre le travail et l'école montre combien il est nécessaire de considérer l'école comme un espace qui privilégie la discussion politique. Parallèlement, ils cherchent à trouver une opportunité pour payer cette même

---

<sup>222</sup> NG habite dans le quartier de Chamanculo, une zone suburbaine communément connue comme un endroit sans système de drainage et d'un système de traitement des déchets.

<sup>223</sup> Voir Biaya, Tshikala K. (2000).

école. Il est également remarquable que la discussion sur la politique puisse se faire dans différents endroits, au sein de la famille ou dans les transports publics. Cela est souvent dû à la critique de la mauvaise qualité de l'offre de transport dans la ville de Maputo. Plusieurs utilisateurs de ces mêmes transports profitent du moment où ils sont dans les transports pour critiquer le service fourni par les autorités locales, et, par conséquent, discuter de la politique.



**Graphique 7 :** Avoir voté en fonction du diplôme (toutes les âges – tous les vagues).

Le graphique 7 montre différentes fluctuations à travers les vagues. Nous constatons que l'école informelle – celle qui n'est pas certifiée sur la base de ce qui stipule les niveaux de diplôme au Mozambique – apparaît en évidence par rapport à ceux qui ont montré une grande intention par rapport au vote. Nous observons, par exemple, lors de la quatrième vague (2008-2009) que 92 % des personnes ayant suivi une école informelle ont déclaré avoir voté. Dans la même vague, les trois niveaux de diplôme comptent moins pour voter : secondaire (45 %), formation professionnelle (50 %) et supérieur (46 %). Nous pouvons également affirmer que la discussion sur le diplôme et sa relation avec le vote doit être faite en tenant compte du fait que l'accès à l'école au Mozambique se fait par étapes, et que

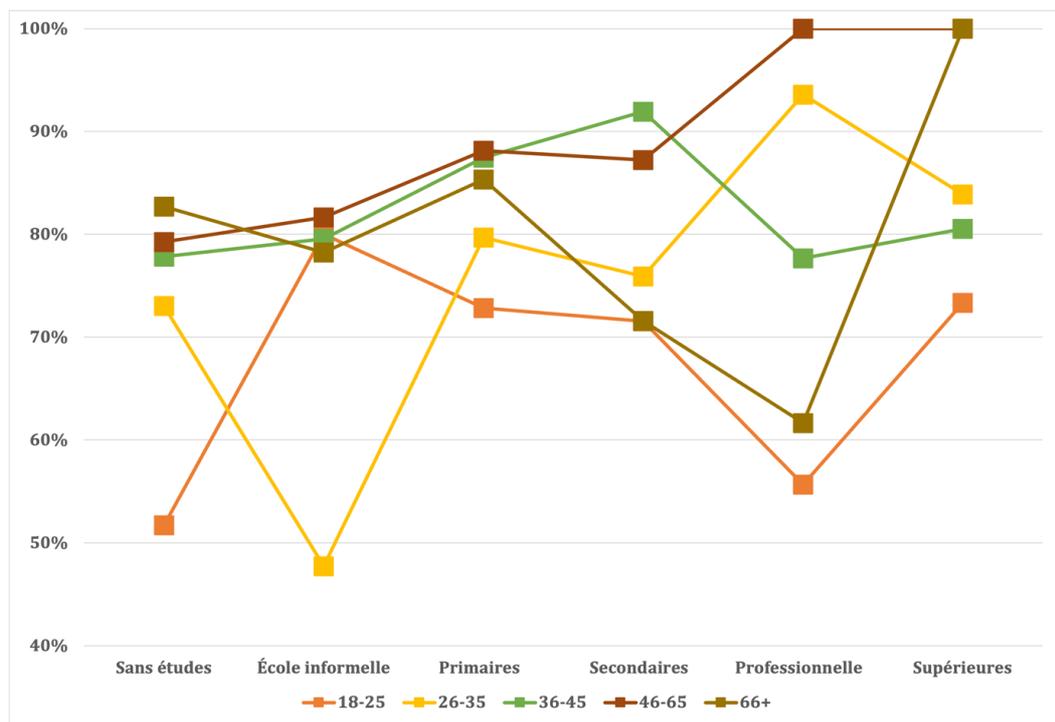
chacune d'entre elles dépend des conditions financières. Il faut noter que si l'enseignement primaire et secondaire est totalement gratuit et dans une certaine mesure obligatoire, tandis que l'accès à l'enseignement supérieur est payant dans la plupart des cas, ce qui peut représenter des inégalités d'accès et la continuité des études. Les résultats du graphique ci-dessus révèlent une différence évidente entre la quatrième (2008-2009) et la sixième (2014-2015) vague. Dans la première, il y a un écart, alors que dans l'autre il y a une proximité entre les répondants. L'une des explications possibles de cette métamorphose des diplômés vis-à-vis de leur intérêt pour les élections peut être liée au phénomène du parti MDM, qui à partir de 2009, année de sa création, était le parti des « cadres de l'enseignement supérieur », en raison de sa dimension urbaine et de son investissement massif dans un discours destiné aux jeunes dans les villes.

Ce parti a même remporté des députés lors de sa première participation aux élections présidentielles de 2009 et des sièges à l'Assemblée municipale lors des élections municipales de 2013. En général, ce graphique montre que l'éducation formelle (école primaire, école secondaire et supérieur) n'est pas le premier choix des Mozambicains lorsqu'ils décident de se rendre aux urnes. En d'autres termes, l'éducation acquise à la maison et dans la communauté (éducation informelle) est un facteur déterminant, probablement en raison de sa facilité de transmission et d'assimilation, ce qui s'effectue souvent oralement au sein de la famille ou entre les pairs. Nous nous rappelons que lors de nos entretiens, la plupart des personnes interrogées avaient au moins un niveau d'éducation secondaire, et certaines avaient arrêté leurs études précisément en raison des difficultés financières à poursuivre leur formation dans l'enseignement supérieur. Par exemple, dans la ville de Beira, certaines des jeunes enquêtés ont déclaré qu'ils habitaient dans cette ville uniquement parce qu'ils voulaient continuer leurs études, et pas nécessairement dans leur ville d'origine.

Maintenant, je vis seul, parce que je suis ici (à Beira) pour faire mes études. Je suis venu de la ville de Maputo. Il s'agit de ma quatrième année (2019). Je vis dans un logement avec d'autres étudiants, d'autres collègues de mon université, c'est ma famille.

EAJr – étudiant dans l'enseignement supérieur, Beira (2019).

Dans une autre dimension, nous avons décidé d'analyser uniquement la vague qui nous a semblé la plus intéressante en termes de proximité de ces résultats, en l'occurrence la vague six (2014-2015). Dans ce cas, nous observons que ce sont les jeunes (18-25 ans) ayant un diplôme de l'école informelle qui ont tendance à voter le plus, soit à 80 %. Toutefois, il est intéressant de noter que dans les âges les plus avancés, à partir de 46 ans, ce sont les personnes ayant fait des études supérieures qui montrent la plus grande prédisposition à voter. En d'autres termes, plus le diplôme et l'âge sont élevés, plus la tendance à voter est grande. Cette situation peut s'expliquer par le fait que le diplôme est encore considéré comme un facteur de stabilité sociale dans divers segments de la société mozambicaine, où ce même diplôme finit par être utilisé pour légitimer des orientations politiques souvent proches de ceux qui dirigent le pays, en l'occurrence le parti Frelimo. Dans ce cas, le diplôme est une ressource mobilisée pour se contenter du pouvoir en place.



**Graphique 8 :** Avoir voté en fonction du diplôme et de l'âge – vague 6 (2014-2015).

#### 2.1.4. La place de l'occupation professionnelle dans le vote

Cette sous-section vise à discuter de la relation qui peut être établie entre la variable d'occupation professionnelle et les modalités de participation politique dans le cadre de l'enquête de l'Afrobaromètre. Toutefois, avant de discuter plus en détail de cette relation, il est important de souligner que l'occupation professionnelle a été considérée en théorie comme un facteur explicatif des choix politiques, en particulier dans la « lutte des classes ». C'est la thèse du sociologue Lipset dans *L'Homme et la Politique*. Bien que l'analyse statistique se soit trop concentrée sur la recherche des raisons pour lesquelles un groupe socioprofessionnel particulier vote par rapport à un autre, nous observons que cette analyse doit être faite en association avec d'autres éléments qui dépassent la simple analyse des chiffres. C'est pourquoi notre approche sera complétée par les entretiens que nous avons menés dans les trois villes tout au long de notre travail de terrain.

L'approche webérienne insiste plutôt sur l'inégal accès des individus aux ressources économiques, sociales, politiques, sans que celles-ci soient nécessairement cumulatives, ou produisent pour autant une conscience collective. Elle voit moins des classes que des strates, repérées par la place sur des échelles de revenus, de diplômes et de prestige (Mayer, 2007). Historiquement, la curiosité pour savoir pourquoi les individus votent ou s'intéressent à la politique a toujours été une des thématiques les plus étudiées. Les réponses n'ont pas toujours été faciles à obtenir. Selon Pierru et al. (2008), la force explicative de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles tient au fait qu'elle permet de synthétiser un très grand nombre d'attributs sociaux.

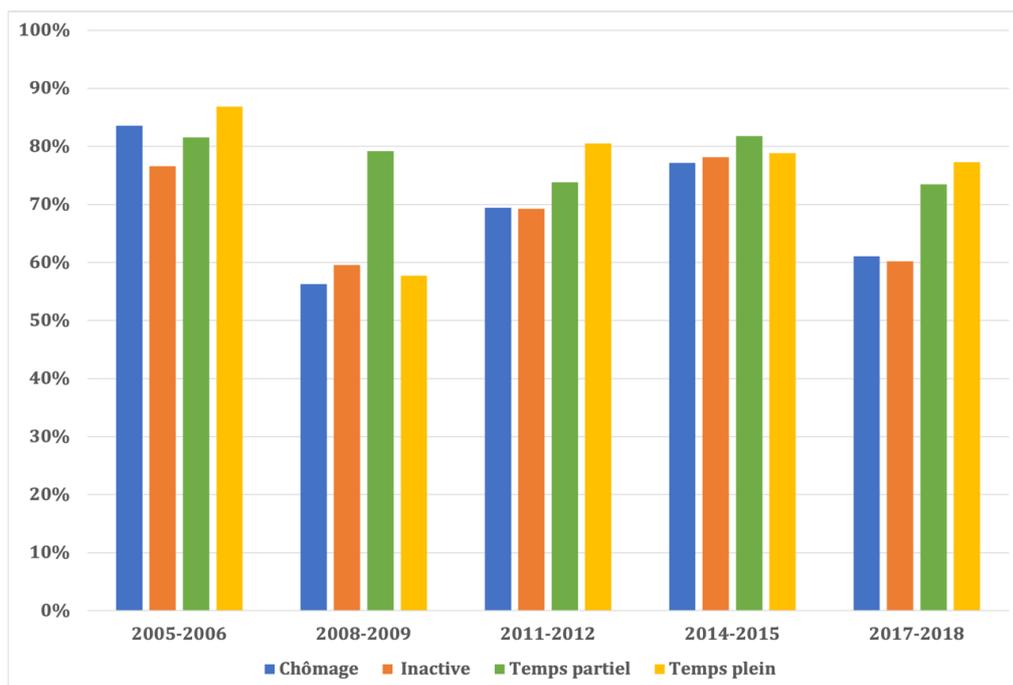
À ce titre, elle a été la variable clef pour comprendre les variations des comportements et des pratiques. L'auteur (Pierru et al., 2008) postulait que des groupes d'individus ayant des caractéristiques comparables (du point de vue des conditions de travail, des formations et des origines sociales) ont toutes les chances de développer des pratiques sociales communes (loisirs ou consommations) précisément parce qu'elles sont le produit des conditions sociales dans lesquelles ils vivent. En revanche, c'est justement cette capacité de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles à rendre raison de la communauté de destins sociaux qui est de plus en plus contestée, au sein même des approches statistiques. En fait, « ...si la variable du revenu a toujours occupé une place importante dans les

publications statistiques, elle semble prendre davantage de poids à mesure que décline celle des catégories socioprofessionnelles » (Pierru, 2008 : 476).

En Afrique, l'analyse de la variable professionnelle ne peut se lire sans prendre en compte le marché du travail lui-même, qui ne suit pas la même logique que ce que nous considérons comme un travail en Europe. L'informalité dans laquelle le secteur professionnel est organisé dans divers pays africains, dont le Mozambique, ne nous permet pas d'obtenir des précisions sur ce que signifie formel, temps partiel ou temps plein. Nous sommes confrontés à un contexte où le travail dépend souvent de la tentative de survie quotidienne des individus. Dans le cas du Mozambique, les catégories socioprofessionnelles restent floues. En effet, la question des clivages confus ne semble pas applicable au Mozambique, notamment parce que l'idéologie fondatrice des partis politiques n'est pas clairement établie, du moins pour le Frelimo, la Renamo et le MDM.

Le débat sur la constitution des partis politiques n'est pas nécessairement réalisé sur une base des clivages droite et gauche comme nous l'observons en France, mais plutôt dans la perspective du parcours historique de ces partis. La discussion est divisée entre ceux qui ont contribué à la libération du pays, généralement le parti Frelimo, le parti de la guérilla armée (Renamo) et le parti non armé (MDM). Cette perception des partis politiques a un impact sur la manière dont les Mozambicains se présentent publiquement pour communiquer leurs choix politiques. Il semble souvent plus facile d'affirmer ouvertement que nous sommes membres du parti au pouvoir (Frelimo), que de se révéler comme membres (adhérent) du parti de la Renamo ou même du MDM. Cela devient encore compliqué si cette révélation est faite en tant que fonctionnaire public.

En d'autres termes, il s'agit d'un contexte où, pour assurer la stabilité professionnelle, les personnes sont souvent obligées de révéler des sympathies pour le parti au pouvoir (Frelimo) comme une forme de loyauté. Nous sommes confrontés à une pratique souvent décrite comme clientéliste ou typique d'un État néo-patrimonial. Ce contexte montre que l'association de la variable professionnelle ne peut être lue en dehors du parcours historique du pays. Celui-ci a été caractérisé au fil des ans par une réticence à révéler les choix politiques afin d'assurer le maintien de l'emploi. La cause est que le parti (Frelimo) est celui qui contrôle le marché de l'emploi, surtout si nous considérons que l'État est le secteur qui emploie le plus au Mozambique.



**Graphique 9 :** Avoir voté en fonction de l’occupation professionnelle (tous les âges – toutes les vagues).

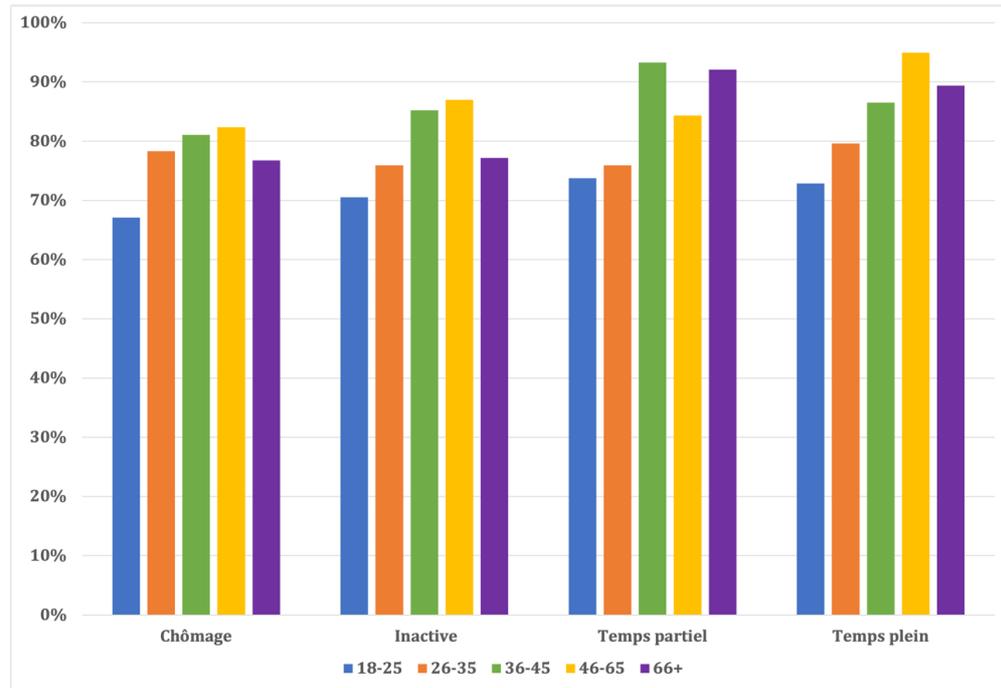
Le graphique ci-dessus montre deux tendances distinctes. D’une part, ceux qui se sont déclarés inactifs et ceux qui sont sans emploi évoluent sur toutes les vagues de manière similaire ou côte à côte, tandis que d’autre part, ceux qui ont au moins une occupation à temps partiel ou à temps plein évoluent sur la même trajectoire. Par exemple, lors de la troisième vague (2005-2006), 86 % des personnes en plein emploi ont déclaré avoir voté au moins lors de la dernière élection, tandis que les inactifs sont 76 % dans la même vague. Dès la vague suivante (2008-2009), les personnes ayant une occupation partielle ont connu une augmentation considérable, soit 79 %, contre 56 % des chômeurs, 59 % des inactifs et 57 % des personnes ayant une occupation à temps plein.

Nous observons une tendance presque identique lors de la cinquième vague (2011-2012), où les personnes à temps plein et celles à temps partiel ne changent que leur position en pourcentage, mais apparaissent bien au-dessus des personnes sans emploi ou inactives. Il faut noter que la vague six (2014-2015) est la seule pour laquelle il y a le moins de différence entre les quatre statuts professionnels étudiés. En d’autres termes, il existe une grande proximité, tant entre les chômeurs qu’entre ceux qui

avaient une activité professionnelle à temps plein. C'est précisément à cette période que le Mozambique a organisé des élections présidentielles qui ont culminé avec l'élection de Filipe Nyusi, l'actuel président qui a pris ses fonctions le 15 janvier 2015. Cela peut être compris comme un facteur contribuant à l'enthousiasme électoral par rapport à l'occupation des personnes interrogées cette année-là.

Ces données montrent que ceux qui ont une activité professionnelle déclarent par conséquent pouvoir voter au Mozambique, confirmant presque la théorie selon laquelle ceux qui ont une activité professionnelle sont plus persuadés de voter en raison de leur confort économique (Verba et al., 1972). Cette réalité doit toutefois être relativisée, car le nombre exact de personnes sans emploi au Mozambique est inconnu. En fait, le secteur informel règne, et certaines des personnes interrogées par l'Afrobaromètre ont pu supposer qu'elles n'étaient au chômage que d'un point de vue formel. En outre, la révélation d'un statut professionnel doit être considérée comme un facteur sensible, établi à partir de la relation entre la personne interrogée et l'enquêteur. En d'autres termes, la manière dont la question a pu être posée tout au long de l'entretien détermine la qualité de la réponse.

Nous avons voulu faire la même analyse en tenant compte des variables de l'âge et de l'occupation professionnelle, pour mettre en évidence dans ce cas précis la vague qui nous a semblé se démarquer en termes de résultats, plus précisément la vague 2014-2015, comme le montre le graphique ci-dessous. Les résultats indiquent que dans tous les statuts de travail, les jeunes (18-25 ans) sont ceux qui présentent le moins de volonté de voter par rapport aux autres classes d'âge, quelle que soit l'occupation professionnelle.



**Graphique 10** : Avoir voté en fonction de l’occupation professionnelle et de l’âge – vague 6 (2014-2015).

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène, et nous en soulignons deux. La première concerne la dimension éminemment économique, où nous observons que c’est aux âges les plus avancés que nous atteignons une stabilité en termes d’accès à l’emploi. Un facteur qui peut, à son tour, influencer le regard que nous portons sur la politique, considérant que dans les moments électoraux une telle réalité est plus évidente à partir de 66 ans et plus, où le vote le plus élevé est enregistré parmi ceux qui ont un emploi à temps plein.

Deuxièmement, nous considérons que le fait d’être inactif joue un rôle crucial dans la manière dont ces jeunes vont considérer les élections. Surtout si nous nous souvenons que tout au long de nos entretiens à Maputo, nous avons parlé avec un jeune homme de moins de 30 ans qui nous a dit clairement que s’il devait choisir entre se réveiller le matin pour aller exercer le commerce informel dans la rue et gagner de l’argent, il préfère vendre leurs produits plutôt que de voter. Mais s’il vote c’est parce qu’il faut « se peindre le doigt » pour être bien vu aux yeux de la société.<sup>224</sup>

<sup>224</sup> Voir le chapitre quatre où nous avons discuté sur la « matérialité du vote ».

### **2.1.5. La relation tripartite dans le vote : région, province et langue**

Ces trois variables sont prises comme éléments de contrôle pour notre modèle, et ne sont pas nécessairement des éléments centraux à prendre en compte dans l'analyse elle-même. Les enquêtes de l'Afrobaromètre sont réalisées dans les 11 provinces du pays. Pour mesurer les données au cours des cinq vagues, nous avons ajouté le poids de chaque vague pour équilibrer notre analyse, sachant que les provinces n'ont pas la même taille en termes d'échantillon. La définition de ce qui peut être compris comme rural ou urbain n'est pas consensuelle, mais dans la classification de l'Afrobaromètre, le critère géographique – la localisation municipale est un élément déterminant de l'urbain (par exemple, ville/municipalité de Maputo). Par « rural », nous considérons la zone en dehors de ce périmètre de la municipalité. Nous n'avons pas trouvé une définition claire donnée par l'institut de sondage.

Historiquement, la migration continue vers les villes depuis 1975, année de l'indépendance. C'est un facteur crucial pour comprendre la relation « urbain et rural » au Mozambique (Maloa, 2019). Dans ce contexte, il faut souligner que les principales villes et la majorité de la population se trouvent le long du littoral mozambicain, ce qui fait que les services urbains de base soient loin de la majorité de cette population. Ainsi, pour comprendre le processus d'urbanisation mozambicain, il faut tenir compte de trois caractéristiques, comme l'illustre l'annexe.

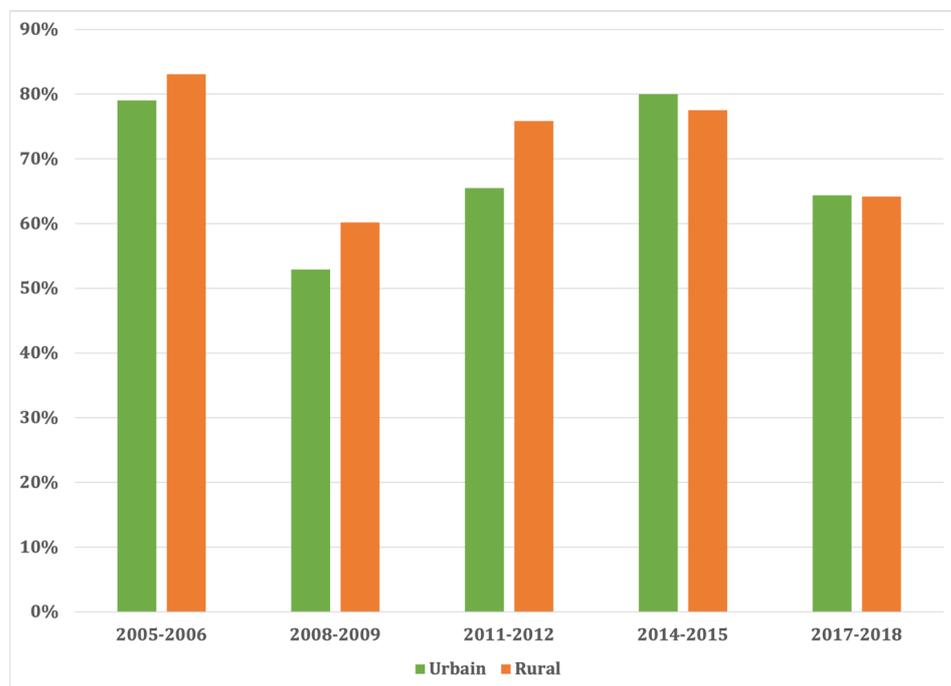
Tout au long de notre travail de terrain, nous pouvons associer les enquêtés comme étant divisées selon une perspective de ruralité dans l'urbain. Comme l'ont expliqué de nombreux jeunes, leur vie ne se fait pas dans le centre-ville (Maputo, Beira et Nampula), mais c'est un lieu de recherche d'opportunités, puisque leur lieu de résidence habituelle ne se localise pas dans ces centres urbains. En effet, beaucoup d'entre eux ne sont allés en ville qu'à la recherche d'opportunités (école et travail), et pas nécessairement pour s'installer dans les villes en permanence, comme nous le montre l'une de nos interviewés à Beira.

Actuellement, j'habite tout seul (dans la ville de Beira), car je suis ici pour étudier. Je viens de

Maputo pour étudier ici. J'habite seul et je suis maintenant dans ma quatrième année. Dans ma résidence, quand il s'agit de discuter de politique, je le fais avec des collègues et nous sommes tous des jeunes. C'est un « plat idéal » à la résidence.

EA Jr. Beira, novembre (2019).

L'interview d'EA montre que le choix de la ville n'est pas essentiellement intentionnel, mais résulte du manque d'opportunités auxquelles de nombreux jeunes sont confrontés pour poursuivre leurs études. Par conséquent, ces mêmes jeunes finissent par établir leur résidence pendant leurs quatre années (ou plus) d'études et ce choix coïncide avec la réalisation d'élections, qu'elles soient au niveau municipal ou national (provinciale). Toutefois, cela ne signifie pas que ces mêmes jeunes votent parce qu'ils habitent dans une nouvelle ville, car certains d'entre eux continuent à s'identifier à leur ville d'origine et non à leur ville d'études.



**Graphique 11** : Avoir voté en fonction de la région (tous les âges – tous les vagues).

Avant d’analyser le graphique, il faut noter que dans la partie sud du pays (provinces de Maputo, Gaza et Inhambane) nous observons une tendance favorable au parti Frelimo, et que dans le nord du Mozambique, le paysage change complètement. En effet, il s’agit des provinces (Nampula, Cabo Delgado et Niassa), une région qui concentre le plus grand nombre d’électeurs proches des partis de l’opposition comme la Renamo.

Région	Nombre d’électeurs
Sud	3 841 593
Centre	5 181 303
Nord	4 224 761

**Tableau 1** : Nombre d’électeurs par région – donnés des élections présidentielles 2019 (Commission nationale électorale, adaptée par Tsandzana, 2022).

Le graphique 11 illustre la prévalence du « vote rural » dans toutes les vagues, avec une légère exception dans la vague six (2014-2015). Ce « vote rural » est considérable dans les vagues 2005-2006, 2008-2009 et 2011-2012, mais égal entre les deux régions lors de la dernière vague (2017-2018). Il faut souligner que les études réalisées jusqu’à présent (Cahen, 2010) indiquent à plusieurs reprises que les zones rurales étaient considérées comme un bastion où le parti d’opposition Renamo conservait une certaine sympathie<sup>225</sup>, par rapport au parti Frelimo. Pourtant cette lecture doit être faite en tenant compte de chaque élection. Cette logique ne s’applique pas de la même manière entre une élection présidentielle et une élection municipale.<sup>226</sup>

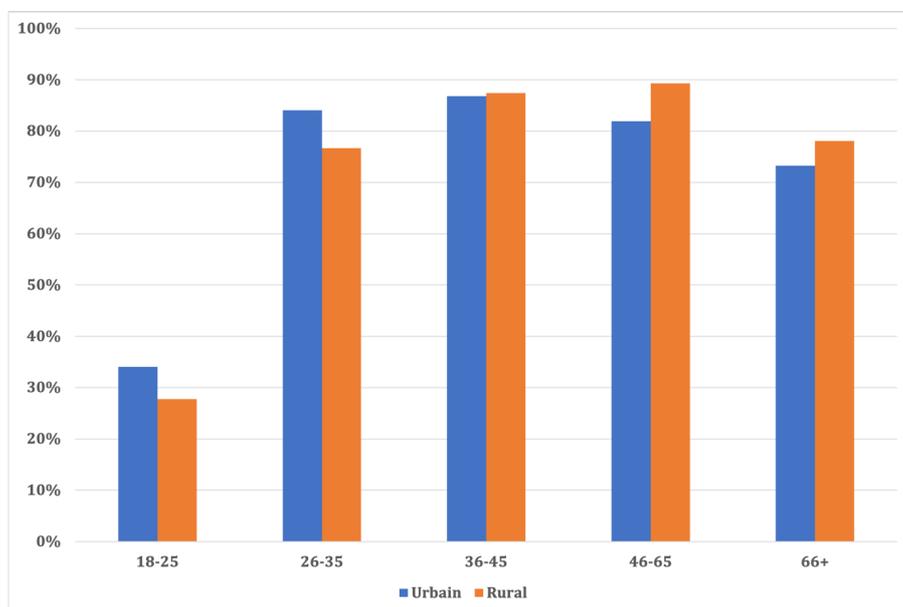
Cependant, avec la création du MDM en 2009, également parti d’opposition, mais considéré avant tout comme un parti de la ville de Beira, c’est précisément à partir de la cinquième vague (2011-2012) que le « vote urbain » prend un certain élan, augmentant dans la cinquième vague (2014-2015), un an après les élections

---

<sup>225</sup> Il y a des études qui indiquent que le parti Renamo était proche de remporter les premières élections présidentielles (1994), compte tenu du soutien qu’il a obtenu dans les zones rurales (Cahen, 2010). Le vainqueur des élections cette année-là était le parti Frelimo et son candidat Joaquim Chissano.

municipales auxquelles le MDM a participé pour la première fois et a remporté la ville de Beira qu'il gouverne à ce jour. Hypothétiquement cela peut expliquer que l'émergence du parti MDM et la présidence d'une ville importante comme Beira ait pu être un facteur galvanisant pour le vote dans les villes. Même si le MDM est également désigné comme un parti qui ne peut pas aller au-delà de la ville de Beira (Chichava, 2010), notamment lorsque nous analysons ses performances lors des élections présidentielles auxquelles il a participé.

Cette augmentation du « vote urbain », observée dans les enquêtes de l'Afrobaromètre corrobore les taux de participation officiels aux élections municipales. Précisément depuis 2008, lorsque le premier président du MDM, Daviz Simango, s'est porté candidat indépendant pour la ville de Beira et a gagné. En 2008, le taux de participation était de 46 %, le même en 2013, et puis passe à 60 % en 2018, l'année où dans la septième vague (2017-2018) les votes urbain et rural est presque au même niveau. Étant donné que la dernière vague représente une égalité pour chaque région, nous avons isolé ces données en combinant la région, le vote et l'âge pour mieux tracer le profil des enquêtés.

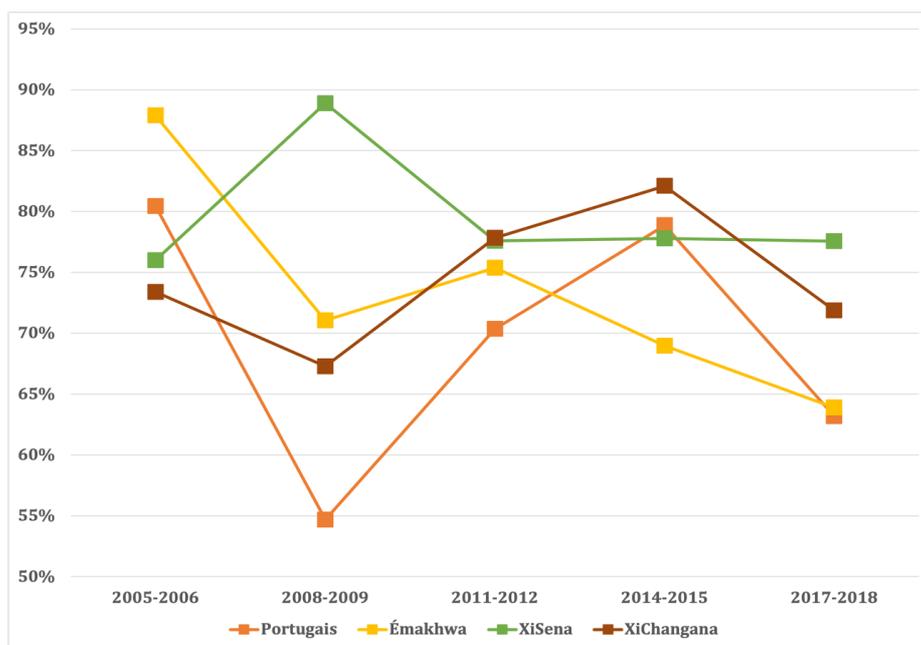


**Graphique 12 : Avoir voté en fonction de la région et de l'âge – vague 7 (2017-2018)**

<sup>226</sup> Les élections municipales sont limitées aux citoyens vivant dans le périmètre de la ville, il n'en va pas de même pour les élections présidentielles, qui sont plus larges à l'échelle nationale – dans tout le pays.

Ces résultats montrent que le vote dans les zones urbaines dépend fondamentalement de l'âge des personnes enquêtées, même si la différence n'est pas si frappante. L'accent est mis sur la classe d'âge des 36-45 ans, qui présente presque une similitude entre les deux régions. En revanche, notre intérêt se porte sur la tranche d'âge comprise entre 18 et 35 ans, communément considérée comme « l'âge juvénile » au Mozambique, où les jeunes qui vivent dans les zones urbaines sont ceux qui votent le plus, par rapport à ceux qui vivent dans les zones rurales. Si dans les résultats globaux les zones rurales étaient considérables, dans ce graphique la réalité montre le contraire.

L'explication de cette réalité est liée à la signification même que nous pouvons avoir du terme « urbain ». Nous admettons que, théoriquement, ce sont les jeunes qui vivent davantage dans les espaces urbains, en raison de la recherche des moyens de survie (emploi et éducation), par rapport aux personnes âgées qui vivent notamment dans les zones rurales, si nous considérons le paysage politique et historique du Mozambique. Et dans ce cas, le fait de vivre dans l'espace urbain nous rapproche de la politique, en l'occurrence le vote. Dans une autre perspective, nous avons voulu faire l'analyse similaire, mais en mettant en évidence la variable de la langue, comme montre le graphique ci-dessous.



**Graphique 13 :** Avoir voté en fonction de la langue (tous les âges – toutes les vagues).

La tendance de ceux qui votent en fonction de la langue a toujours varié au fil des vagues, mais à première lecture, les données montrent que la langue portugaise, considérée comme la langue officielle au Mozambique, a peu d'adhérents. Nous observons que ce sont les langues parlées localement, à savoir l'Émakhwa, le XiSena et le XiChangana, qui comptent le plus grand nombre de personnes ayant déclaré avoir voté au cours des cinq vagues analysées. En particulier, le XiChangana, une langue locale couramment parlée dans le sud du Mozambique (provinces de Maputo et de Gaza) se situe en dessous de la langue locale du centre (XiSena). Entre la vague trois et la vague cinq, nous constatons que les langues parlées dans les régions où les deux partis d'opposition (Renamo et MDM) gouvernent, deux des trois plus grandes villes du pays (Beira et Nampula), l'intérêt pour le vote est plus présent. Lors de la quatrième vague (2008-2009), l'Émakhwa atteint 88 %, contre 73 % du XiChangana.

Ces données révèlent ce que les résultats statistiques ont toujours souligné sur la pertinence de la langue portugaise en tant qu'agrégateur dans une société aux multiples facettes linguistiques comme le Mozambique.<sup>227</sup> En effet, nous constatons que c'est sur la base des langues locales que le vote gagne en expressivité, surtout si nous tenons compte du fait que tout au long de notre travail dans la ville de Maputo, nous avons observé que pendant les campagnes électorales de 2018 (municipales) et 2019 (présidentielles), les candidats ont cherché à faire la transmission de leur message politique non seulement en portugais, mais aussi en XiChangana à l'oral.

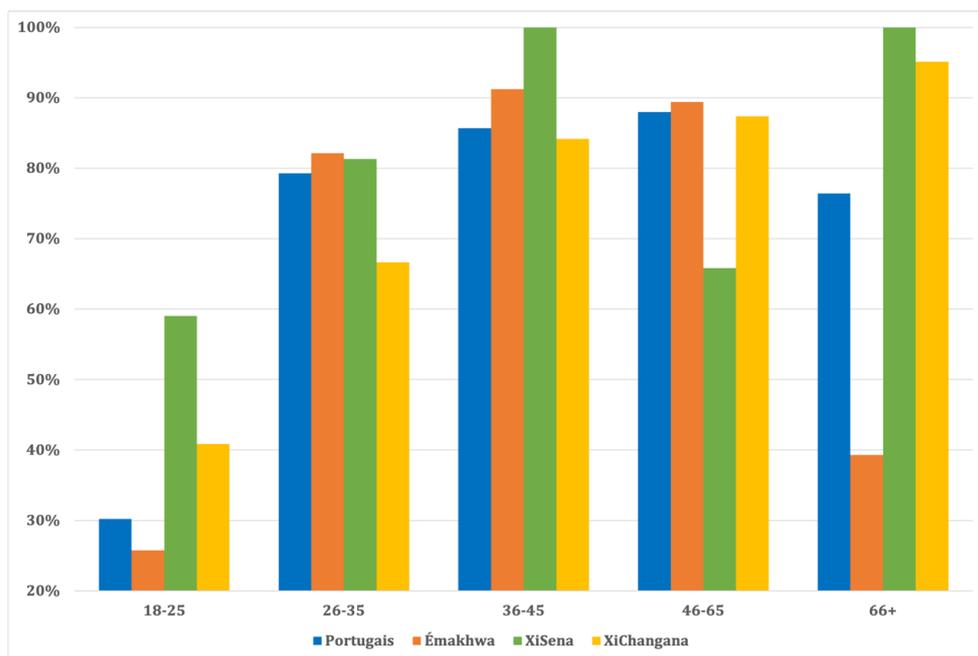
Conscients des défis posés par la langue portugaise, nous avons évidemment décidé de faire notre terrain, au moins dans la ville de Maputo, non seulement en portugais, mais aussi avec des jeunes qui pouvaient s'exprimer en XiChangana. Nous avons vérifié en effet que l'atmosphère ressentie en interrogeant des jeunes de la même ville dans une autre langue change complètement la façon dont ils s'expriment, probablement pas sur le fond, mais dans la simplicité avec laquelle ils répondent, sans toutefois demander des précisions sur certaines questions ou faire de nombreuses répétitions tout au long de la conversation. D'autres variables peuvent être utilisées pour mieux comprendre la

---

<sup>227</sup> Avec une population de près de 31 millions d'habitants, l'Institut national des statistiques (2017) indique que la première langue la plus parlée dans le pays est l'emakhuwa (environ 6 millions), suivie du portugais (environ 4 millions) et ensuite le xiChanagna avec près de 2 millions.

dynamique de la participation politique. Dans la littérature hors l’Afrique, Michelat (1977) avait déjà expliqué que des comportements électoraux reposent essentiellement sur les résultats fournis d’un côté par la géographie électorale, et de l’autre par les sondages d’opinion. Chacune des deux méthodes nous apporte des renseignements spécifiques. Les sondages, qui prennent en compte les caractéristiques des individus, permettent d’analyser directement les comportements électoraux en fonction des catégories socio-professionnelles, des diverses classes d’âge, des niveaux de revenus et d’étude par exemple.

Ils permettent également la mise en relation de ces caractéristiques et des comportements politiques déclarés avec les opinions et les attitudes des individus. En ce sens, nous avons voulu affiner notre analyse, en associant la question de la langue, du vote et de l’âge pour l’une des vagues (2017-2018), ce qui donne les résultats suivants. Cette vague représente la dernière de notre analyse et les résultats globaux illustrent une proximité, ce qui peut représenter un élément intéressant à prendre en compte.



**Graphique 14 :** Avoir voté en fonction de la langue et de l’âge – vague sept (2017-2018)

Ce graphique révèle une tendance déjà démontrée dans les analyses précédentes, où les jeunes sont ceux qui votent le moins, sauf pour ceux qui parlent le XiSena (59 %), si nous

les comparons à d'autres langues comme le portugais, qui se situe à 30 %. La tranche d'âge dans laquelle, selon la langue, le vote semble se démarquer est celle des 36 à 45 ans, suivie par la tranche d'âge la plus âgée jusqu'à plus de 66 ans. Dans ce débat, il émerge la dimension du capital social, ce qui est parfaitement logique avec l'approche de ce chapitre lorsque nous discutons des inégalités dans la participation politique des jeunes, raison pour laquelle la prochaine section vise à border la place de revenu dans la participation aux élections au Mozambique. La principale conclusion de ce graphique est que, bien que le portugais soit considéré comme la langue officielle au Mozambique, il ne semble pas représenter un consensus lorsqu'il s'agit de voter. C'est pourquoi tout au long de nos entretiens nous avons voulu nous adresser aux personnes interrogées dans d'autres langues que le portugais.

Considérant que cette thèse vise à discuter d'une manière spécifique d'un groupe d'âge qui ne peut pas être considéré comme un bloc homogène, nous avons isolé les données en prenant en compte uniquement les âges entre 18 et 35 ans, afin de comprendre, à partir de l'ensemble des résultats présentés jusqu'à présent, quel est le profil de ceux qui votent au Mozambique. En première lecture, nous constatons que ce sont les hommes qui votent le plus, par rapport aux femmes. Toutefois, cette différence n'est pas si considérable, si nous tenons compte de la différence de seulement 7 % entre les deux genres.

Variable		Vote	
Genre		Femme	Homme
		71 %	78 %
Diplôme	Sans études	59%	65%
	Primaire	72%	83%
	Secondaire	73%	77%
	Supérieur	83%	74%
Occupation	Chômage	68%	79%
	Inactif	74%	75%
	Temps partiel	72%	80%
	Temps plein	74%	79%
Région	Urbaine	77 %	82 %
	Rurale	67 %	76 %

**Tableau 2** : Voter en fonction de plusieurs variables sociodémographiques (18-35 ans, Afrobaromètre 2014-2015)

Dans ce tableau, d'autres éléments attirent notre attention. Prenons l'exemple du diplôme. Nous constatons que c'est au niveau de l'enseignement supérieur que les femmes sont les plus nombreuses à voter, si nous les comparons à leurs homologues du même âge. Dans ce cas précis, 83 % des jeunes femmes affirment avoir voté, contre 74 % des hommes, ce qui représente une différence de 9 %. Cela montre un contraste avec la tendance selon laquelle les hommes, quel que soit leur niveau de diplôme, seraient les plus prédisposés à voter. Dans ce cas précis, l'âge exerce une influence évidente. Nous pouvons également postuler que de plus en plus de jeunes vont à l'école et obtiennent un diplôme et entretiennent un rapport à la politique, dont le vote.

Dans le domaine professionnel, nous considérons que, bien qu'il y ait peu de différence, les personnes inactives pour les deux genres (75 % pour les hommes et 74 % pour les femmes) sont celles qui sont les plus proches. Comme explication possible, il faut noter que l'emploi dans l'informel est majoritairement considéré comme une activité des jeunes au

Mozambique, qu'ils soient femmes ou hommes, qui se retrouvent souvent dans les principales capitales provinciales du pays pour exercer leurs activités. Cette activité est souvent considérée comme n'étant pas officiellement acceptée par les statistiques officielles, c'est pourquoi même s'ils travaillent, certains jeunes, femmes ou hommes, ne les considèrent pas comme réellement actifs.

### **3. Indice de privation, un facteur déterminant pour voter au Mozambique ?**

Nous rappelons que le modèle socio-économique de la participation politique soutient que les ressources socio-économiques telles que l'éducation, l'emploi et le revenu donnent aux individus des informations et un statut qui contribuent à leur intérêt et à leur participation à la politique à différents niveaux. Dans ce contexte, nous sommes tentés de considérer que le manque de socialisation (interaction politique) et de capacité économique (ressources financières) constitue un obstacle à la participation politique des jeunes au-delà de la politique électorale.

Deux questions sont au cœur des débats concernant la mesure de la pauvreté dans une perspective de privation : quels sont les niveaux de vie indiquent une privation, et comment pouvons-nous décider de la valeur relative de chaque niveau de vie ? (Sen, 1987, cité par Eroğlu, 2007). Couramment connu comme « deprivation index »<sup>228</sup>, c'est un indice qui répond utilement à des difficultés de longue date dans la mesure de la privation de revenu, en s'appuyant largement sur un ensemble de données sur les prestations provenant des dossiers administratifs du gouvernement central, dans le but d'estimer l'incidence de la pauvreté des individus et des ménages dans les zones géographiques (Deas, 2003).

Dans la littérature, Townsend (1979) était un des premiers auteurs à s'intéresser à l'indice de la privation. Il s'est concentré sur les besoins réels des individus, par

---

<sup>228</sup> Dans d'autres contextes, nous pouvons parler de variable *household*, qui cherche à capter les conditions de subsistance dont dispose une personne donnée pour survivre dans un contexte spécifique. C'est la même tendance qui est suivie dans plusieurs études pour comprendre les déterminants économiques des habitants d'un pays.

opposition aux besoins perçus, et a déterminé des indicateurs clés des niveaux de vie réels, dans le sens de modèles dominants dont l'absence indique une privation. Il a ensuite examiné leur relation avec le revenu dans le but d'établir un « seuil de privation », qui représente un point de rupture dans l'échelle descendante des revenus, où l'augmentation de la privation est disproportionnée par rapport à la baisse du revenu. L'intérêt de l'approche de la privation relative est, d'une part, qu'elle élargit le champ du concept de pauvreté pour signifier le fait d'être privé des niveaux de vie « qui sont coutumiers ou du moins largement acceptés par les sociétés auxquelles ils appartiennent » (Townsend, 1979 : 31) et, d'autre part, qu'elle attache de l'importance à l'évaluation effective des niveaux de vie des individus.

Cette approche a toutefois fait l'objet de trois critiques importantes. La première remet en question la possibilité d'obtenir une mesure entièrement objective et scientifique de la privation, étant donné les jugements de valeur impliqués dans la détermination des niveaux de vie socialement acceptables (Piachaud, 1987). La seconde souligne l'incapacité de l'indice de privation à séparer les choix des contraintes. La dernière critique est de nature plutôt technique et remet en question l'existence d'un seuil de privation. Soulignant la négligence des variations autour des âges moyens dans le modèle statistique de Townsend, Piachaud (1981) défend un continuum plutôt que pour un changement discernable dans la privation. Pour l'auteur, un continuum semble plus probable en raison de la combinaison de deux facteurs : la diversité des styles de vie et la nature relative de la pauvreté.

Depuis lors, l'indice a évolué et s'est affiné au fil des ans. Actuellement il est considéré dans le prisme de ce que nous pouvons appeler l'indice de pauvreté multidimensionnelle<sup>229</sup> – l'indice appréhende les privations à travers trois dimensions (qui sont aussi celles prises en compte par l'Indicateur de développement humain –

---

<sup>229</sup> IPM – ou MPI en anglais pour *Multidimensional Poverty Index* est un nouvel indicateur statistique élaboré en 2010 par l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) et utilisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour mesurer les inégalités et la pauvreté dans le monde. L'IPM montre qui est pauvre et comment il l'est et peut être utilisé pour dresser une vision des personnes vivant dans la pauvreté. Il permet également d'établir des comparaisons entre les pays et les régions du monde.

IDH)<sup>230</sup> : le niveau de vie, la santé et l'éducation. Dans ces trois dimensions, notre intérêt porte sur le niveau de vie, comme cela est expliqué et résumé dans l'annexe sur les variables sélectionnées.

Dans cet indice nous avons adapté le choix de notre variable pour le modèle en associant cinq variables (avoir de la nourriture, de l'argent, carburant pour cuisiner, accès aux soins de santé et à l'eau). Dans plusieurs études, ce type d'indicateur est remplacé par la variable salaire (combien le répondant gagne para mois) – *income* variable.<sup>231</sup> Cependant, comme la variable concernant le salaire n'existait dans les vagues de l'Afrobaromètre, nous avons décidé de créer notre propre indice en tenant compte de ces cinq variables combinées, qui sont notées entre 0 (sans aucune privation) à 5 (privé de tout).

Pour le cas de l'Afrique, des recherches ont montré à partir des données de l'Afrobaromètre que les jeunes qui vivent dans la privation matérielle (pauvreté) sont nettement moins susceptibles de s'intéresser à la politique que ceux qui bénéficient d'une certaine sécurité matérielle (Lekalake et al., 2016). Cependant, les travaux sur la privation ou le revenu en Afrique se sont largement fondés sur des modèles importés, souvent basés sur des statistiques provenant d'organisations d'aide au développement ou des d'organisations s'occupant de la lutte contre la pauvreté. En effet, c'est une omission de ne pas dire que la politique est une entreprise coûteuse.

Au Mozambique, nous pouvons nous référer au travail de Cardoso et ses collègues, publié en 2016. Ils ont analysé l'évolution des indicateurs de privation et d'un indice de pauvreté multidimensionnelle en utilisant les données du recensement de la population du Mozambique de 1997 et 2007. En utilisant la méthode d'Alkire Foster<sup>232</sup>, ce travail a été fait en fonction de huit indicateurs différents reflétant les

---

<sup>230</sup> La privation dans ces trois dimensions est évaluée à l'aide de 10 indicateurs : 2 indicateurs pour mesurer le niveau d'éducation (nombre d'années de scolarité et taux de scolarisation), 2 indicateurs pour appréhender la santé (malnutrition et mortalité infantile) et 6 indicateurs pour évaluer le niveau de vie (logement, sanitaires, accès à l'eau potable et à l'électricité, combustible de cuisson, possession de matériel de transport et de communication).

<sup>231</sup> Il s'agit d'un investissement qui donne généralement lieu à des rendements prévisibles versés régulièrement, à un taux de dividende ou d'intérêt connu à l'avance.

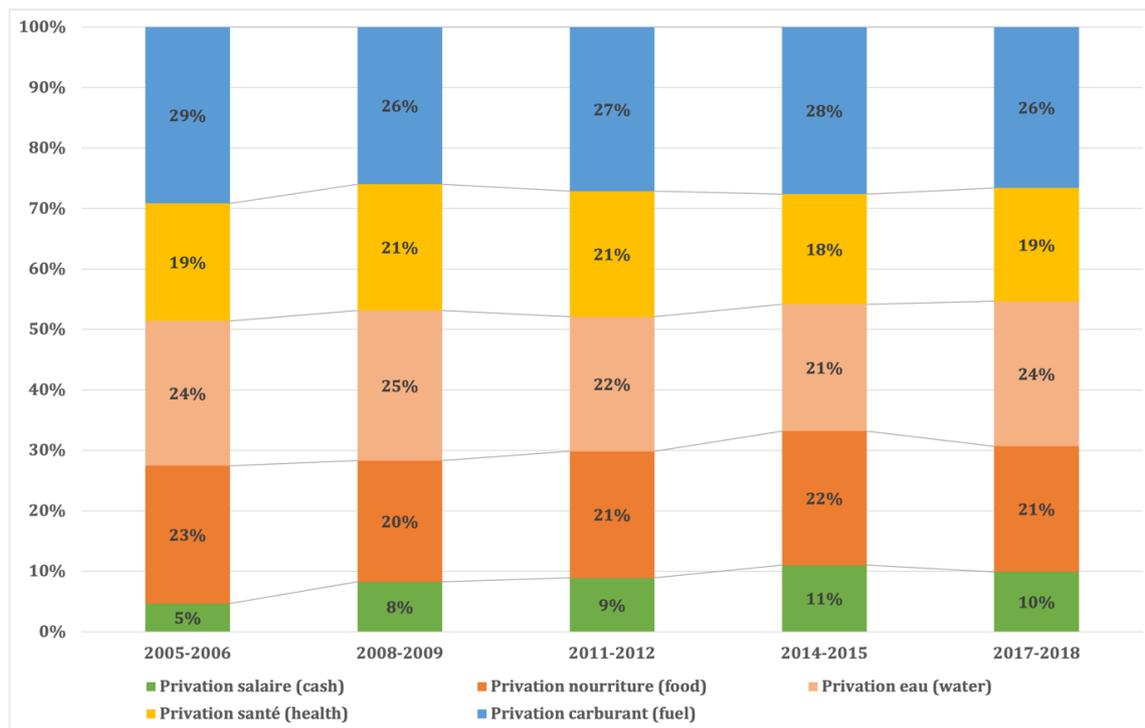
<sup>232</sup> La méthode Alkire-Foster (AF), développée par Sabina Alkire et James Foster à l'*Oxford Poverty & Human Development Initiative*, est une technique flexible pour mesurer la pauvreté ou

conditions de logement et l'accès aux services publics/de base. Les résultats suggèrent que plus des deux tiers des ménages pouvaient être considérés comme pauvres en 2007 au regard des dimensions de privation choisies. Ils ont également identifié des disparités géographiques marquées dans l'incidence de la pauvreté et de la privation, tant entre les provinces qu'au sein de celles-ci. Cependant, il s'agit d'un travail qui n'a pas évalué la dimension politique et la privation comme nous le proposons. De même, ce travail considère uniquement deux recensements de la population (1997 et 2007), mais le Mozambique dispose d'un nouveau recensement depuis 2017, ce qui peut en partie signifier que les résultats ne reflètent plus la réalité.

Notre choix a été fondé sur l'étude de Resnick et al. (2011), qui, bien qu'ils aient agrégé d'autres variables, a effectué une analyse en utilisant le même type d'indice, construit à partir des données d'Afrobaromètre (vague 4 – échantillon 26 500 – 19 pays, ce groupe de pays comprenait le Mozambique), pour comprendre comment les jeunes Africains participent à la vie politique, surtout aux élections. En 2018, Mueller a mobilisé les données de l'Afrobaromètre pour comprendre quels étaient les facteurs déterminants pour la protestation en Afrique sub-saharienne, en soulignant l'importance du revenu (*household income*) comme un élément à prendre en compte dans cette analyse. D'autre part, Mattes (2020) a publié une étude autour de la vague 7 (2017-2018), qui était basée sur la même logique que nous avons adoptée pour construire notre indice. Son analyse, qui a réuni plus de 30 pays, dont le Mozambique, évalue l'indice de pauvreté sur le continent africain.

---

le bien-être. Elle peut intégrer différentes dimensions et indicateurs pour créer des mesures adaptées à des contextes spécifiques. Cela signifie que la méthode AF peut être utilisée de plusieurs manières différentes : (i) mesurer de la pauvreté et du bien-être ; (ii) suivi et évaluation ; (iii) ciblage des personnes pauvres en tant que bénéficiaires de services ou de transferts monétaires conditionnels.



**Graphique 15 :** L'indice de privation (Afrobaromètre, 2005-2018 ; créée par Tsandzana, 2022).

Le graphique 15 est une illustration descriptive, où nous constatons que la privation de carburant est plus élevée, suivi par la santé et ensuite de l'eau. Le même graphique révèle une tendance différente de celle attendue dans la littérature (Nadeau, 2012), lorsque la privation de revenu est souvent considérée comme le premier choix, ce qui dans le cas du Mozambique montre une réalité inverse. En fait, les « besoins de première nécessité » ne figurent pas en tête des privations des personnes interrogées dans le cadre des enquêtes de l'Afrobaromètre.

Dans notre modèle, l'indice a été recodé comme *index household* – une classification de 0 (sans aucune privation) à 5 (privé de tout)<sup>233</sup>. En analysant les réponses aux cinq questions d'Afrobaromètre sur le « manque » comme une échelle continue, nous pouvons les combiner pour calculer un score moyen pour chaque personne interrogée et pour chaque vague, qui reflète le niveau global d'un phénomène que nous appelons « privation vécue ». Le score de l'indice de privation vécue s'étend sur une échelle de

<sup>233</sup> Voir l'annexe avec la liste des variables.

5 points allant de 0 (ce qui refléterait une absence constante de tous les produits de première nécessité) à 5 (ce qui peut être considéré comme une absence de pauvreté vécue).

#### 4. Le modèle

L'intérêt que nous portons à l'analyse statistique dans ce chapitre s'appuie sur la nécessité de comprendre ce qui se cache derrière les chiffres. Comme l'explique Lemercier (2008), l'expression consacrée « histoire quantitative » renvoie au chiffre, à la mesure. Pourtant, les résultats les plus intéressants à commenter sont rarement de simples comptages, et bien plus souvent des indications de liens, d'absence de liens ou d'oppositions : entre deux mots, entre un mot et un auteur, ou encore entre plusieurs variables caractérisant un même individu statistique. Dans ce contexte, l'intérêt pour ces liens, souvent appelés « corrélations », date de l'origine des sciences sociales, avec la « méthode des variations concomitantes » (Lemercier, 2008 : 7).

Notre approche a considéré le modèle de régression pour comprendre les logiques de la participation politique au Mozambique, en 2005 et 2018. Ce modèle illustre comment l'association de plusieurs variables peut expliquer un phénomène donné. Par exemple, nous cherchons à comprendre dans quelle mesure le fait de discuter de la politique peut influencer l'adhésion aux urnes. Il est important de faire une telle association car, comme nous l'avons vu précédemment, les logiques autour du vote varient selon les variables associées.

Considérant que notre intention est de comprendre les pratiques de la participation politique – les élections, – associées à d'autres variables (surtout démographiques), les sections suivantes chercheront à analyser de manière détaillée l'évolution de cette même participation au fil des ans. Pour construire un modèle de régression, il ne suffit pas de demander au logiciel d'y inclure toutes les variables explicatives possibles (du moins celles qui sont présentes dans la base de données). La spécification du modèle, c'est-à-dire la définition des variables à inclure, de leur codage et des modalités de référence, a une influence directe sur le résultat (Lemercier, 2008). Muager et al. (1997), explique que ce paradigme de codage a été présenté pour la première fois dans *qualitative analysis*. Pour

chaque événement ou « occurrence » identifiés, le chercheur se pose quatre questions : quelles sont les conditions de l'action, quelles sont les interactions parmi les acteurs, les stratégies et tactiques des acteurs et les conséquences de l'action ? Nous constatons ainsi que le codage est un processus complexe de pensée tant déductive qu'inductive qui se développe tout au long de la recherche en général, et de ce chapitre en particulier.

Il faut noter que même si nous sommes en présence d'une dimension « des chiffres », rien de tout cela ne peut se faire sans qu'intervienne parallèlement et systématiquement une approche complémentaire, selon Mauger et al. (1997 : 113) : (i) les notes d'observation comme moyens d'interprétation pour apporter des détails, le contexte « afin d'être capable de recréer la situation observée et les pensées et les sentiments qu'elle a provoqués » ; (ii) les notes théoriques sont, elles, des tentatives conscientes pour dégager des significations des notes d'observation, notamment en constituant les liens entre événements ; (iii) les notes méthodologiques indiquant ce qui est à entreprendre sur le terrain, comme la récolte des informations supplémentaires, la recherche des circonstances d'apparition de telle catégorie.

C'est autour de ces trois principes que nous avons pensé et analysé nos variables, d'une part à partir des chiffres eux-mêmes, mais d'autre part en essayant d'apporter une dimension explicative purement qualitative. En général, l'analyse à partir des données de l'Afrobaromètre nous permettra de saisir la variabilité de la participation politique au Mozambique au cours des années pour identifier les facteurs explicatifs. Pour comprendre ces enjeux nous avons examiné l'association de deux ou plusieurs variables, afin de répondre aux questions suivantes : (i) y a-t-il une relation entre ces variables ? ; (ii) quelle est l'intensité de cette relation ? ; (iii) quelles sont la direction et la forme de la relation et si la relation est véritablement causale. Notre hypothèse suggère que le vote est une composante encore présente dans le contexte mozambicain, car il permet de créer une proximité entre les citoyens et les responsables politiques. Toutefois, ce vote varie en fonction de la trajectoire de vie des électeurs, favorisant les personnes ayant un diplôme plus élevé et une occupation professionnelle stable.

## 4.1. Modèle *odds ratio* (rapports de chances)

### Variables sociodémographiques

Participation aux élections (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
<b>Genre (homme)</b>			
Femme	0,864**	0,931	0,698**
<b>Diplôme (sans études)</b>			
École informelle	1,433	0,987	3,001***
Primaires	1,394***	1,570***	1,419*
Secondaires	1,246*	1,354*	1,306
Formation professionnelle	1,398	1,591*	1,508
Supérieures	1,874***	2,079***	1,771
<b>Âge (36-45)</b>			
18-25	0,134***		
26-35	0,699***		
46-65	0,987***		
66+	0,922***		
<b>Occupation (chômage)</b>			
Inactif	0,852**	0,777***	0,996
Temps partiel	1,294**	1,324*	1,040
Temps plein	1,079	1,082	1,056
<b>Religion (chrétiens)</b>			
Athée	0,039	0,033	0,475*
Musulman	1,043	0,975	1,816*
Autres	0,967	0,857	2,008**
<b>Index de privation (<i>household</i>)</b>			
	0,971*	0,984	0,926**

## Variables de contrôle

Participation aux élections (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
Langue interview (portugais)			
Mácuca	1,109	0,959	2,092**
Sena	1,281	1,684	1,453
Ndau	1,955**	1,954	2,679*
Changana	0,963	0,641**	2,015**
Autres	0,702	0,575*	0,930
Région (Urbaine)			
Rurale	0,860*	0,842*	1,060
Vague   2005-2006			
Vague   2008-2009	0,359***	0,298***	0,631
Vague   2011-2012	0,610***	0,512***	0,959
Vague   2014-2015	0,957	0,932	1,102
Vague   2017-2018	0,435***	0,317***	0,957
Constant			
	0,673	0,862	4,001**

N = 7358

**Lecture** : Sont ici reproduits des rapports de chances et leur niveau de significativité. Un rapport de 1 signifie que le groupe testé a autant de chances que le groupe de référence d'aller voter par exemple. Un rapport inférieur à 1 qu'il a moins de chances (par exemple 0,5 implique deux fois moins de chance), un rapport supérieur à 1, qu'il a plus de chances que le groupe de référence (2 implique qu'il a deux fois plus de chances).

Les niveaux de significativité sont les suivantes : \*  $p < 0,10$  (faiblement significatif), \*\*  $p < 0,05$  (assez significatif), \*\*\*  $p < 0,01$  (très significatif). Ce modèle prend en compte le fait d'aller voter comme variable dépendante. Les variables région, langue de l'interview, provinces et vagues, ont été utilisées pour contrôler l'analyse des résultats.

## 4.2. Résultats et analyse des données

La lecture de ce modèle ne sera efficace que si nous ne partons pas du contexte pratique dans lequel ce chapitre a été conçu, c'est-à-dire dans une perspective où nous devons examiner la trajectoire du régime politique au Mozambique afin de comprendre le rôle de chaque variable dans la détermination ou non du vote. Une telle analyse peut faire appel à une large littérature sur la thématique (Verba et al., 1972 ; Gaxie, 1978), mais elle doit être adaptée au contexte afin d'éviter les interprétations erronées ou transposées. En effectuant une division en trois (i) modèles totaux (ii), modèle des moins de 35 ans et (iii) modèle des plus de 35 ans, nous avons voulu illustrer que les variables sur la participation électorale changent en fonction de l'âge des répondants tout au long des vagues. Un tel exercice aide à comprendre que les chances de voter quand nous avons moins de 35 ans peuvent ne pas être les mêmes après un certain âge, surtout si elles sont associées à d'autres variables sociodémographiques sélectionnées dans le modèle.

De la même manière, nous effectuons cette analyse en sachant que, comme nous l'avons soutenu dans cette thèse, le Mozambique ne doit pas être considéré comme un bloc homogène dans l'interprétation des résultats. Le modèle total montre que les femmes ont moins de chances de voter que les hommes. Pour les femmes de 35 ans et plus, cette chance est moins probable en comparaison des hommes de la même tranche d'âge. Dans ce contexte, nous pouvons constater que le genre joue un rôle important pour le vote, pour les gens de plus de 35 ans, alors qu'il ne l'est pas pour les jeunes – les moins de 35 ans. Face à cette réalité, nous pouvons associer plusieurs facteurs.

D'abord, nous observons que les femmes ont presque toujours occupé une place dans le discours politique au Mozambique. Les trois plus grands partis politiques (Frelimo, Renamo et MDM) ont au moins une organisation sociale qui ne rassemble que des femmes, majoritairement au-delà de 35 ans. Il existe une pratique qui vise à placer les femmes à des postes de pouvoir pendant la campagne électorale, sans effet concret sur les postes de décision, même si l'« organisation de jeunesse mozambicaine » (OJM – Frelimo) a été dirigée par une femme de moins de 35 ans, entre 2020-2022. En fait, nous nous rendons compte que nous sommes confrontés à un scénario formel lorsqu'il s'agit d'occuper des postes importants au sein de ces mêmes partis politiques. En

d'autres termes, nos données révèlent à quel point le fait d'être une femme joue un rôle prépondérant dans la décision de voter par rapport aux hommes.

Cependant, en général, nous constatons que dans le contexte mozambicain, peu de femmes sont en mesure d'accéder au même espace politique que les hommes. Certaines études suggèrent que cela pourrait être lié au contexte de la violence qui affecte les femmes. Par exemple, l'étude du CeUrbe (2019) a révélé que les femmes ont été victimes de pressions familiales et domestiques, ce qui les pousse à se tenir à l'écart de la vie politique du pays en général, et du vote en particulier. Malgré les résultats que nous avons obtenus de l'Afrobaromètre, nous constatons que la participation des femmes en tant qu'électrices lors des élections de cette année-là a été estimée, selon l'inscription sur les listes électorales, à un pourcentage plus élevé de femmes (53 %), par rapport aux hommes (47 %).

Le vote est une question statistique – des pourcentages –, mais ce qui motive réellement les femmes à voter ne peut être compris que par une analyse sociologique. Par exemple, nous nous souvenons que pendant notre travail sur le terrain, peu de femmes ont réellement voulu accepter notre interview (voir les tableaux dans l'annexe), même après avoir essayé d'expliquer qu'il s'agissait d'une enquête et non d'une activité politique. En ce qui concerne le diplôme, le modèle total nous a permis de constater que le fait d'avoir fait des études primaires et supérieures peut être un facteur déterminant pour que les Mozambicains s'intéressent au vote, en particulier lorsqu'il s'agit du niveau le plus élevé (études supérieures) où les chances sont plus élevées, tandis qu'au niveau primaire, les chances sont 1,3 fois plus élevées, par rapport à ceux qui n'ont pas de diplôme (pas d'études). Cela peut confirmer en partie notre hypothèse selon laquelle plus le diplôme progresse, plus l'intérêt pour la politique augmente.

Si nous utilisons les mêmes données pour ceux qui ont moins de 35 ans, nous constatons que les chances de ceux qui ont un diplôme du primaire sont 1,5 fois plus de chances et pour le niveau supérieur elles passent à 2, tandis que pour ceux qui ont plus de 35 ans il suffit d'avoir le niveau scolaire informel pour que les chances de pouvoir voter soient de 3 fois, si nous les comparons à ceux qui n'ont aucun diplôme. Il est encore plus intéressant de noter que pour les plus de 35 ans, au lieu que le niveau de

diplôme augmente les chances de voter, c'est le contraire qui se produit. Nous voyons ainsi que les personnes âgées de plus de 35 ans n'ont pas besoin d'avoir un niveau d'éducation très élevé pour être intéressées par les élections.

Cette interprétation est conforme à ce que révèle déjà le graphique explicatif sur la tendance à voter et sa relation avec le diplôme. En effet, dans un contexte où l'éducation acquise à la maison (éducation informelle) a plus d'importance, nous constatons bien que la famille devient le premier lieu de socialisation politique, une réalité que la littérature spécialisée (Vulbeau, 2014), que ce soit dans les pays à démocratie développée ou non, a déjà expliquée. À cela s'ajoute le fait que l'éducation au Mozambique est mieux développée dans l'actualité pour les moins de 35 ans, mais que par le passé, les plus de 35 ans n'avaient pas les mêmes possibilités d'accéder à l'enseignement formel tels que l'enseignement supérieur ou professionnelle.

Par rapport à l'âge, notre modèle montre qu'à tous les groupes d'âge, les chances de voter sont différentes de celles des 18-25 ans. En fait, nous constatons que dans les intervalles allant de 26 à 35 ans, et de 45 à 65 ans, les chances pour une personne de voter, par rapport aux 18-25 ans, varient entre 1,6 et 1,9. Toutefois, il faut mettre l'accent sur la tranche d'âge des 36-45 ans, qui a deux fois plus de chances de pouvoir voter, bien qu'il n'y ait pas une variation avec les autres tranches d'âge. Par hypothèse, cela montre en partie l'idée selon laquelle plus les gens avancent en âge, plus ils acquièrent une certaine stabilité dans la vie, ce qui peut généralement être encadré dans les tranches d'âge 36-45 ans, étant donné que les personnes prennent davantage conscience de soutenir le système démocratique formel représenté par le vote. Cette réalité peut nous faire prédire que le facteur âge est un élément à prendre en compte dans la décision ou non de voter. Mais il ressort que dans tous les groupes d'âge le vote est un élément à prendre en compte.

En d'autres termes, le vote apparaît comme une forme de participation politique qui intéresse la majorité de Mozambicains, dont la variation est nettement visible. Cela nous montre qu'une fois de plus la théorie du rejet des élections ne semble pas trouver un espace fertile dans le cas du Mozambique. Il faut ainsi relativiser la façon dont nous comprenons le contexte, étant donné que les résultats montrent que le vote reste

un acte important, même si cela doit être lu comme une stratégie pour bien être accepté par le régime politique en place, et non pas nécessairement le vote comme un devoir.

Dans la variable sur l'indice de revenu, les données de notre modèle illustrent que les personnes de plus de 35 ans dont le niveau de privation de ressources est plus faible ont 10 fois plus de chances de voter. Concrètement, l'indice montre que la privation a une certaine importance pour les personnes âgées de plus de 35 ans. Ainsi, pour ceux qui ont une seule privation, les chances de voter diminuent de 7 % par rapport au groupe de référence des personnes sans privation. Pour ceux qui ont deux privations, ces chances diminuent de 14 %. Pour ceux qui ont trois privations, la diminution est d'autour de 21 %, puis de 28 % quand il y a quatre privations et enfin de 35% quand les enquêtés sont privés de tout.

Les chances pour les plus de 35 ans peuvent s'expliquer par le fait que les personnes âgées sont habituées à être considérées comme les principaux acteurs au sein du foyer. En particulier lorsque nous nous référons à la figure du père qui, comme nous l'avons constaté dans la plupart de nos entretiens, est considéré comme une référence à prendre en compte même pour décider pour qui les jeunes doivent voter. De même, la privation doit également être comprise comme faisant partie de l'évolution même entre les jeunesses et l'âge adulte. Il faut noter que dans la plupart des cas au Mozambique, les jeunes doivent dépendre de leurs parents, et s'ils vivaient seuls, nous sommes presque certains que la privation aurait une autre importance ou interprétation. Dans la plupart de cas, cette privation leur fait développer un « silence politique » invisible en raison de leur dépendance.

## Conclusion

Tout au long de ce chapitre, nous avons eu pour fil conducteur la discussion de l'une des pratiques les plus courantes de la participation politique : les élections. En effectuant cet exercice, nous avons l'intention d'illustrer le panorama général de la manière dont les élections marquent la vie politique du Mozambique. Nous avons remarqué que cette pratique reste toujours aussi centrale, surtout si nous tenons compte du fait que parmi les

diverses études existantes sur les jeunes et la participation politique au Mozambique, presque toutes concluent à l'unanimité que les élections sont le moyen le plus évident de s'intéresser à la politique. Nous avons également voulu tester les différentes variables qui peuvent déterminer l'intérêt pour le vote, en accordant une attention particulière aux jeunes âgés de 18 à 35 ans.

Ce chapitre montre, entre autres éléments, que la perception du vote suit une logique qui, si nous ajoutons différentes variables telles que le genre et l'âge, ne semble pas être différente de ce que la littérature tente de montrer avec insistance. Par exemple, les femmes, âgées de moins de 35 ans ou plus, apparaissent comme celles qui ont le moins tendance à voter ou à s'intéresser à la politique de manière générale (Mossuz-Lavau, 2014), ce qui peut s'expliquer par le fait qu'historiquement, la politique est considérée comme une pratique qui concerne « exclusivement » les hommes. Dans le cas du Mozambique, cette réalité est également influencée par des éléments culturels et historiques, touchant tous les âges.

Ce que montre ce chapitre ne doit pas être lu en dehors du contexte général de la thèse, dans la mesure où l'une des hypothèses centrales de notre travail consiste à démontrer la place qu'occupe le vote dans la participation politique dans le pays, apparaissant ainsi comme toujours centrale, surtout si nous nous souvenons des données présentées au début du chapitre, qui sont supérieures à 50 % pour les personnes ayant déclaré avoir au moins participé à une élection. Si nous considérons que ces données sont importantes, c'est le sens de la motivation des citoyens à aller voter qui change. En d'autres termes, il ne s'agit pas du tout d'un vote en tant que « devoir civique », mais probablement de ce que nous appelons un vote pour le service – pour le bénéfice.

## **Chapitre 6 : Participer autrement dans un régime hybride**

Comme nous l'avons montré, le débat autour de la participation politique va au-delà de la dimension ancrée uniquement autour du vote. En effet, le chapitre précédent a cherché à expliquer la participation politique au Mozambique sur la base des élections, en associant une littérature qui explique les causes pour comprendre la montée de l'abstention dans les démocraties considérées comme consolidées (Agrikoliansky et al., 2021). Cependant, cette réalité ne s'est pas avérée si similaire dans le cas du Mozambique, si nous tenons compte du fait que les taux d'abstention aux urnes dans les dernières années ne sont pas si alarmants, surtout pour les élections municipales, sauf les premières.

Considérant ainsi que nous ne pouvons pas nous concentrer uniquement sur le vote, ce chapitre ouvre une deuxième étape dans notre discussion autour de la participation politique au Mozambique, dont l'objectif central sera d'expliquer les tendances de cette même participation politique à partir de ce que nous considérons comme « participer autrement », car nous comprenons que derrière le vote peut se cacher d'autres réalités qui configurent l'intérêt pour la politique, mais qui vont au-delà du « rituel du vote » (Déloye et al., 2008), une réalité qui peut aussi être appelée « infra-politique ». Il s'agit d'une réalité que, selon Scott (2019), paraît offrir un raccourci approprié pour évoquer d'autres formes de la participation politique. En effet, l'auteur montre que « les sciences sociales sont habituées aux activités politiques relativement ouvertes des démocraties libérales et aux mouvements de protestation, aux manifestations et aux rébellions bruyantes, celles qui font les gros titres » (Scott, 2019 : 317).

Cette participation s'appelle également « non conventionnelle », mais cette distinction est-elle pertinente ? Comme montre Dollo et al. (2020 : 650) « certains chercheurs remettent en cause la coupure entre action conventionnelle et action non conventionnelle ». En effet, Favre et al. (2007) soulignent qu'il existe en réalité un *continuum* de la participation politique, une réalité évoquée depuis les années 1970

par Kaase et Barnes. C'est dans cette approche que nous insérons ce chapitre, car la « frontière entre action légale et action illégale est loin d'être claire dans la mesure où l'engagement politique passe parfois par des actions qui associent les deux domaines » Dollo et al. (2020 : 651.) Nous considérons que le vote est devenu une manière de participer parmi d'autres. Dans ce chapitre, participer autrement ne cherche pas à refuser ou à accepter une littérature en particulier, mais à comprendre comment les Mozambicains se mobilisent hors du vote. Cette dimension de la participation est appelée « participation électorale » lorsqu'elle est liée aux élections et « participation non-électorale » lorsqu'elle propose de dépasser le cadre du vote.

En abordant la question de la participation, les recherches ont montré, depuis des années, que l'idée de l'intérêt à la vie politique était directement liée à avoir un diplôme plus élevé, un emploi ou même un revenu, ce qui ne semble pas se révéler dans la pratique, au moins pour le cas du Mozambique. Bien que nous utilisions des données obtenues à partir d'un échantillon âgé de 18 à 99 ans, l'intérêt de ce chapitre sera largement basé sur une population âgée de moins de 35 ans<sup>234</sup>, selon la définition que nous avons donnée lorsque nous avons discuté les multiples significations du concept de jeunesse dans le chapitre deux. Cet intérêt est motivé par le fait que nous avons enquêté sur une population considérée comme jeune, raison pour laquelle ce chapitre vise à faire une lecture articulée entre les données quantitatives et les résultats que nous avons obtenus à travers les entretiens réalisés dans les villes de Maputo, Beira et Nampula.

Ainsi, en se fondant non seulement sur ce que nous avons recueilli lors d'entretiens avec des jeunes au Mozambique, mais également à partir des enquêtes d'opinion menées par l'Afrobaromètre, entre 2005 et 2018<sup>235</sup>, nous cherchons à répondre à la question suivante : quelles sont les modalités de participation politique qui peuvent émerger au-delà du vote, dans un contexte où cette même participation ne repose pas sur les mêmes bases que celles d'un pays considéré comme démocratique ? Cette question est importante relativement au fait que le Mozambique se situe dans un état

---

<sup>234</sup> Voir l'introduction où nous discutons sur l'effet démographique dans l'analyse sur la participation politique au Mozambique.

<sup>235</sup> L'explication méthodologique de ces données a été faite dans l'introduction de la thèse de manière générale et dans le chapitre précédent de manière détaillée.

d'instabilité permanente – « ni paix, ni guerre » – dans lequel les pratiques de participation politique dépendent de ce que le régime au pouvoir autorise ou non. C'est un pays où des actes tels que les manifestations sont réalisées sous la suspicion de ceux qui dirigent l'État, des acteurs qui souvent ne permettent pas aux citoyens d'exercer leur participation sans l'influence du pouvoir politique en place.

En associant la question du régime politique, nous le faisons en étant conscient que nous ne pouvons pas ignorer la trajectoire autoritaire qui caractérise la construction même de l'histoire politique du Mozambique, un exercice que nous avons fait au début de la thèse. En effet, c'est un régime politique qui n'a rien à voir avec ce que nous considérons communément comme une « démocratie consolidée ». Nous faisons référence à un pays où la définition de la démocratie est basée sur ce que ceux qui président le pays déterminent et acceptent comme tel. Les différentes formes de participation politique qui seront présentées tout au long de ce chapitre ont été sélectionnées sur la base d'exemples que nous avons pu constater au cours de notre travail de terrain, étant donné que l'intérêt était précisément de dépasser le cadre strictement électoraliste lorsque nous abordons la participation politique au Mozambique. Il s'agit d'un exercice qui nous permettra de présenter une dimension alternative de la participation politique, même si nous acceptons que le Mozambique ne fasse pas partie du « type idéal de démocratie » où ces pratiques participatives seraient plus faciles à implanter.

Ce chapitre est divisé en quatre sections qui seront complémentaires les unes des autres. Dans la première section nous allons aborder la variable « discuter politique », qui représente une forme de participation dite conventionnelle. Cette analyse s'inscrit dans un vaste débat sur la manière dont les individus se politisent et entrent ou sortent de la politique (Galland, 2009 ; Dupont, 2014 ; Mauger, 2015). Discuter politique apparaît comme un sujet récurrent dans plusieurs analyses en sociologie et en science politique (Mayer, 2010), soit statistiques ou qualitatives. Dans ce chapitre notre intérêt est précisément de comprendre l'évolution de cette variable, en l'associant avec d'autres critères sociodémographiques.

La deuxième section portera sur le contact politique comme un autre mécanisme de participation politique. Il s'agit, dans ce cas, d'une forme de participation qui peut aussi être qualifiée de conventionnelle. Notre objectif sera de discuter des chemins possibles

permettant aux Mozambicains de contacter des entités politiques et non politiques. En d'autres termes, nous apportons à l'analyse la relation qui peut exister entre le fait de contacter un député, un parti politique ou encore un chef traditionnel. Ce choix nous donnera des éléments de comparaison entre la participation dit conventionnelle et non-conventionnelle – le vote et au-delà du vote.

La troisième section abordera la manifestation comme une modalité de participation politique au-delà du vote. C'est la seule qui est véritablement non-conventionnelle dans ce chapitre. L'intérêt central sera d'examiner les possibilités qui existent pour les Mozambicains de manifester, dans un contexte de répression massive par le régime politique en général, et par les institutions de sécurité en particulier. Le dialogue entre les données statistiques et les entretiens nous permettra d'apporter une compréhension plus large de ce que signifie manifester dans le contexte du Mozambique.<sup>236</sup>

Enfin, dans la quatrième section nous aborderons la confiance politique, pas nécessairement comme une forme de participation politique en soi, mais comme un mécanisme permettant aux citoyens de s'approcher ou de s'éloigner des responsables politiques – la disposition face au régime politique qui dirige le pays – la disposition face au système politique au Mozambique. Cependant, la confiance peut être une forme de remise de soi, ce qui fait qu'il n'est parfois pas nécessairement politique. Notre intérêt sera de comprendre les enjeux autour de la confiance entre les Mozambicains et leurs dirigeants politiques. Le débat sur la confiance politique n'est pas consensuel, dans la mesure où la définition même de cette confiance politique n'est pas claire et où les critères utilisés pour la définir ne sont pas toujours faciles à appliquer dans la pratique.

Il faut souligner que les quatre sections présentées ci-dessus auront pour corps d'analyse les données statistiques de l'Afrobaromètre, entre les années 2005-2018 (de la vague 3 à la vague 7). Dans chacune des modalités de participation politique, nous avons décidé d'associer les variables sociodémographiques que nous considérons fondamentales pour comprendre l'évolution historique de ce que nous entendons faire : le diplôme, l'âge, le genre, la région, la langue et l'occupation professionnelle.

---

<sup>236</sup> Le débat sur ces concepts a été largement présenté dans le chapitre un de cette thèse.

Dans ces variables, la région doit être considérée comme un élément de contrôle et pas nécessairement comme centrale de notre analyse, car nous estimons que, tout au long de notre travail, nous n'avons pas recueilli suffisamment d'informations pouvant être utilisées pour mesurer avec précision la dimension urbaine-rurale, comme c'est souvent le cas dans d'autres analyses de ce type (Amsellem-Mainguy, 2021). De même, dans le cas du Mozambique, il s'agit d'une combinaison qui requiert une certaine prudence, étant donné que la signification du terme urbain lui-même est encore controversée. Cette analyse est importante parce que nous considérons que nous ne pouvons pas faire une analyse du Mozambique comme un bloc homogène, étant donné qu'il existe un ensemble d'inégalités de participation politique qui peuvent être repérées dans ce type d'analyse.

A la fin de chaque section, nous présentons un modèle de régression (rapport de chances) qui considère quatre variables dépendantes (confiance, discuter politique, contact et manifestation). Cet exercice permet de regrouper différentes variables qui nous aideront à comprendre le profil sociodémographique de ceux qui s'intéressent à la politique, discutent la politique et manifestent au Mozambique. Cette analyse est importante dans la mesure où elle peut révéler des tendances qui ne sont apparemment pas évidentes dans une analyse par simple entretien. Dans chaque analyse, nous présenterons d'abord les résultats de la population totale, puis nous isolerons la population âgée de 18 à 35 ans, en fonction de ses caractéristiques sociodémographiques. Ce choix s'explique par le fait qu'il s'agit d'une frange qui intéresse notre thèse, étant donné que l'objectif est précisément de saisir le rapport des jeunes à la politique. Nous avons divisé les modèles en trois catégories : les variables sociodémographiques, les variables politiques et les variables de contrôle. Cela nous permet de poser des hypothèses en fonction de la discussion sur chaque type de participation politique.

## **1. Discuter et parler de la politique au Mozambique**

D'après l'étude fondatrice de Lazarsfeld, l'échange verbal avec d'autres personnes est un vecteur d'interaction auquel les citoyens sont plus exposés qu'ils ne le sont aux médias radiophoniques ou télévisés. En effet, c'est par la discussion que peuvent éventuellement se forger – ou se renforcer – les opinions et décisions de vote, principalement chez les personnes indécises, grâce notamment au déploiement de l'influence du leader d'opinion (Katz et al., 2008). Dans ce débat, il faut revisiter Almond et Verba (1963) pour rappeler

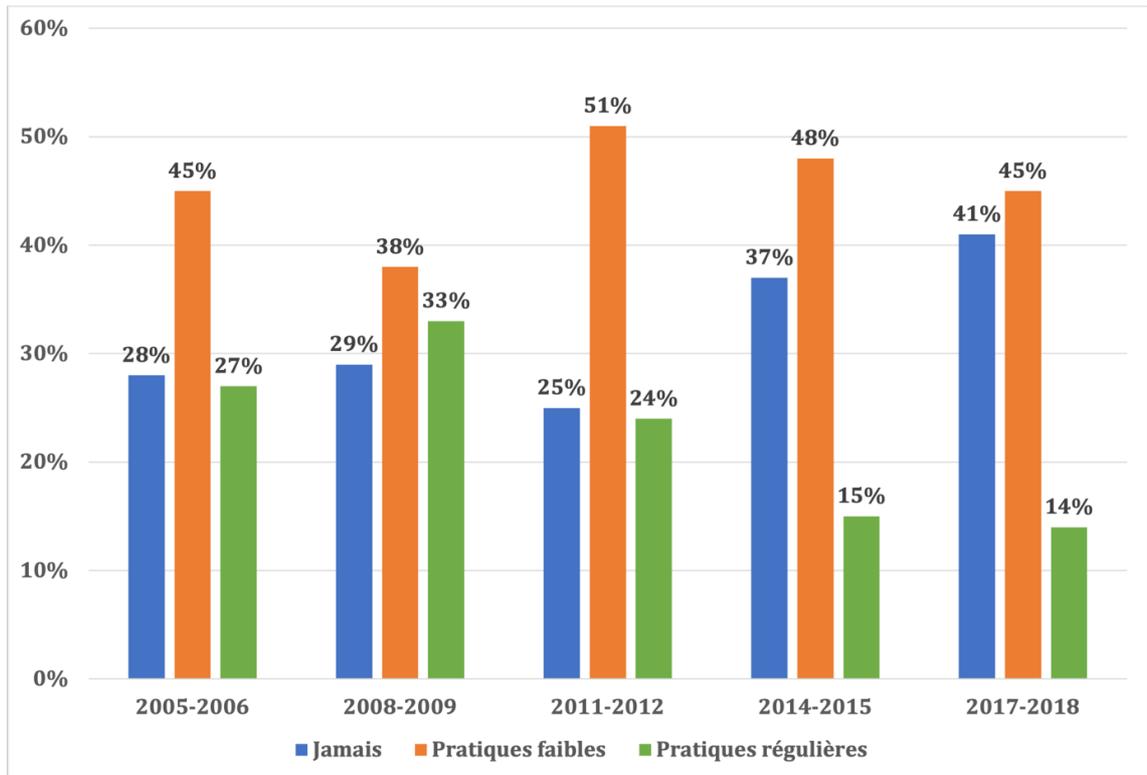
que « parler politique » constitue en effet une activité sociale spécifique, un élément de la « culture civique » qui reste un objet très diversement investi par les sciences sociales, même si dans le cas du Mozambique nous ne pouvons pas parler dans le même sens. La sociologie électorale, défendue par Mayer et Perrineau (1992), considère que la discussion politique constitue un indicateur parmi d'autres de participation politique, raison pour laquelle nous défendons une approche qui va au-delà du vote. Le fait de parler politique contribue à amplifier la place des citoyens dans la vie politique.

Gamson (1992) avait montré que cette situation d'interaction est un révélateur du processus de formation du jugement politique, qui mobilise à la fois le discours des médias, l'expérience personnelle et la connaissance d'un problème. Discuter politique peut aussi signifier parler politique, soit en ligne (Greffet et al., 2008) ou dans la sphère *offline*. Dans ce contexte, « parler politique devient le moyen privilégié par lequel démontrer que les acteurs politiques ne sont pas passifs, mais aptes à se forger des opinions autonomes, susceptibles de les conduire à s'engager politiquement » (Greffet, 2008 : 20).

Cela rappelle également la notion de politisation (Duchesne et al., 2003 ; Rioufreyt, 2017) que nous avons très largement discuté dans l'état de l'art de cette thèse. L'une des variables qui apparaît le plus fréquemment dans plusieurs enquêtes statistiques d'opinion consiste à comprendre dans quelle mesure les citoyens discutent et parlent de la politique. Mayer (2010) explique que dès *The People's Choice*, publié en 1944, par Lazarsfeld et ses collègues, « les enquêtes sur la participation incluent des indicateurs sur les discussions politiques, vues comme moment de formation du choix électoral et signe d'attention aux affaires publiques » (Mayer, 2010 : 256). Essentiellement, « ...la discussion politique en serait un mode mineur, signe de l'attention portée à la politique, du rapport d'inclusion ou d'exclusion à cet univers » (Mayer, 2010 : 257).

En revanche, dans un contexte où une vaste littérature semble prétendre montrer qu'il existe une déconnexion – voire un désenchantement – envers la politique (Gaxie, 2018 ; Przeworski, 2019 ; Agrikoliansky et al., 2021), il semble essentiel de mettre ce sujet en débat dans ce chapitre, afin de comprendre les variations dans le temps, selon les différentes dimensions sociodémographiques pour le cas du Mozambique. Mais avant cela, nous voulions comprendre l'évolution de discuter politique au fil du temps. Les pratiques faibles font référence à ceux qui ont déclaré ne pas discuter de politique en permanence (une fois),

tandis que les pratiques régulières font référence à ceux qui discutent de politique régulièrement, c'est-à-dire plusieurs fois.



**Graphique 1 :** Discuter politique dans le temps (Afrobaromètre, 2005-2018).

Selon ce graphique, discuter politique au Mozambique est une pratique peu régulière, suivie par ceux qui ne discutent jamais, et enfin ceux qui discutent plusieurs fois. Un accent particulier doit être mis sur la vague 2011-2012, où ceux qui ont déclaré discuter au moins une fois (pratiques faibles) atteignent 51 %. Il y a presque une similitude entre ceux qui ne discutent jamais (25 %) et ceux qui discutent plusieurs fois, en pratiques régulières (24 %). Il est également intéressant de noter le cas de la vague 2017-2018, où la discussion politique chute à des niveaux élevés : ceux qui ne discutent jamais passant à 41 % contre ceux qui discutent plusieurs fois s'élevant à 14 %.

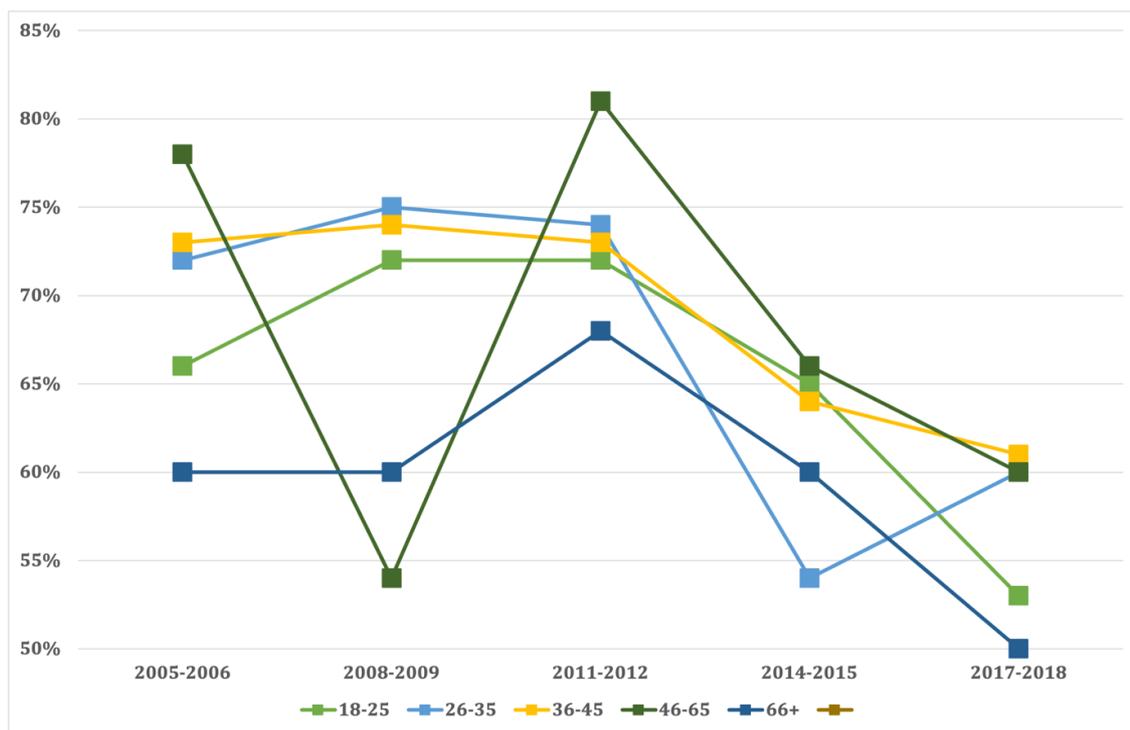
Nous pouvons noter que c'était au cours de cette dernière vague que le Mozambique a été caractérisé par des d'occurrences de cas de violence contre des commentateurs sur des questions politiques, créant ainsi un climat de peur. À l'époque, les personnes disaient qu'il n'était pas prudent de parler de politique au Mozambique. De fait, tout ce débat mérite

d'être placé dans un contexte approprié, où discuter politique signifie probablement respecter ou refuser les règles imposées par un régime politique aux tendances peu démocratiques – voire autoritaire. Dans ce cas, notre intérêt vise à comprendre comment les Mozambicains regardent la politique. Cela aide à éclairer les attitudes politiques des individus dans la sphère publique.

Pour ce faire, nous associerons les différentes variables sociodémographiques (le genre, l'âge, le diplôme ou encore le statut de travail), dans le but de comprendre tout d'abord à quels âges et à quelles générations on discute davantage de la politique. Le même exercice devrait être fait pour aborder la question du genre, puis du diplôme et enfin de l'occupation professionnelle. Une question que nous échappe dans cette analyse pourrait être de savoir avec qui ces enquêtés parlent de la politique. En effet, l'absence de cette question dans l'enquête de l'Afrobaromètre, représente, à notre avis, une limitation méthodologique de ces enquêtes, raison pour laquelle nous allons compléter l'analyse avec les entretiens réalisées dans les trois villes de notre cas d'étude.

### **1.1. Quand le fait de discuter politique se rapproche des aînés**

Comme nous l'avons montré au début de cette section, depuis longtemps la littérature ne cesse d'évoquer la pertinence de parler politique. En se basant dans le contexte occidentale, Mayer (2010) explique que « ...le rapport à la politique se construit dans cette multitude d'interactions verbales, surtout dans une démocratie parce que la parole y est libre, du moins dans les limites que fixe la loi à la liberté d'expression » (Mayer, 2010 : 255). C'est en évoquant cette question de « liberté de la parole » que nous questionnons le cas du Mozambique, sachant que même si loi prévoit le cadre pour l'exercice de la liberté d'expression, nous sommes face à un régime politique moins réceptive pour que les citoyens parlent et discutent librement de la politique. En prenons l'âge comme variable, nous constatons, dans la globalité, que ce sont les adultes de 46-65 ans qui discutent le plus de politique, suivis des 36-45 ans et des 26-35 ans.



**Graphique 2** : Discuter politique en fonction l'âge (toutes les âges – toutes les vagues)<sup>237</sup>

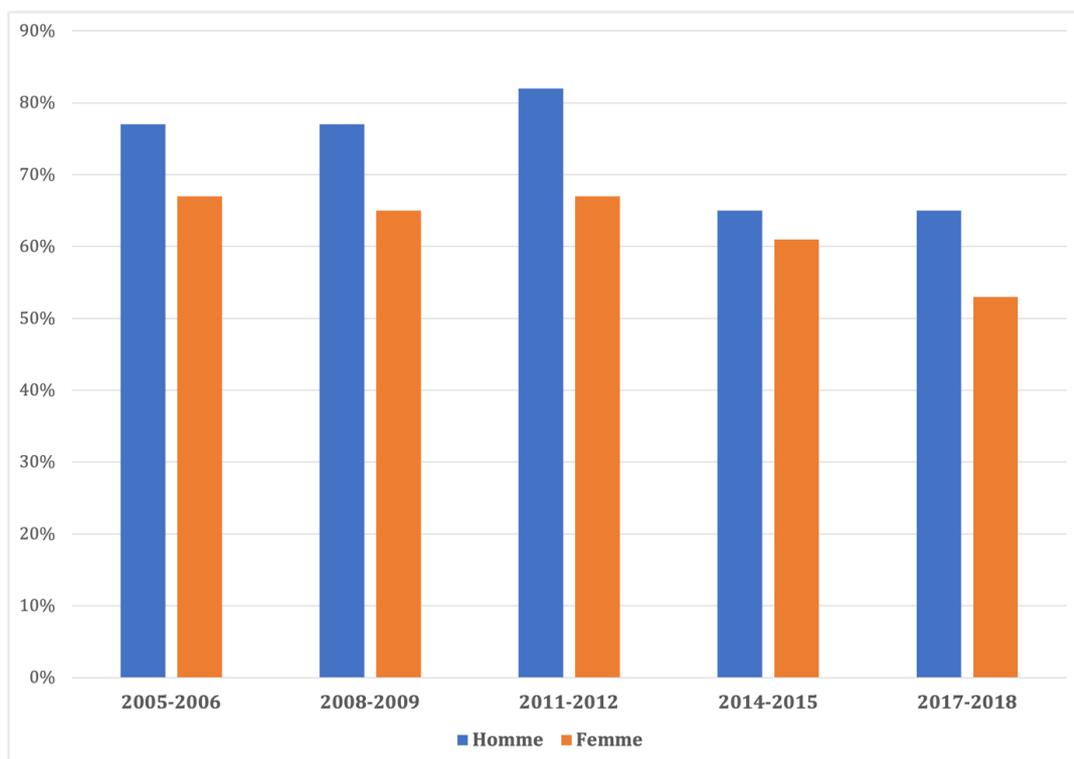
En effet, ce graphique montre que les personnes âgées parlent plus de politique que les classes d'âge plus jeunes. Un élément qui attire notre attention c'est le fait que discuter politique soit toujours supérieure à 50 % dans tous les vagues. Par exemple, dans l'intervalle 26-35 ans atteint 75 % dans la vague 2008-2009, 74 % dans la tranche d'âge de 36-45 ans et 72 %, toujours dans la même vague. Considérant le cas de la France, Bréchon (2011 : 93) montre que « si l'on observe bien un effet d'âge caractéristique établissant un lien entre l'avancée en âge et la participation électorale, on ne retrouve pas cet effet en ce qui concerne l'intensité de la verbalisation de la politique dans les échanges quotidiens ». Dans ce cas, devenir plus âgé n'est pas forcément synonyme d'un plus grand intérêt pour discuter politique. Nous constatons, par exemple, que les plus de 66 ans ne dépassent jamais 70 %.

<sup>237</sup> Regardant le graphique, nous avons l'impression que les 36-45 ans de la vague 2008-2009 contiennent probablement une erreur. Cependant, nous avons effectué les tests de vérification appropriés, mais nous pensons qu'il s'agit d'un problème de base dans la façon dont les données ont été conçues par l'Afrobaromètre.

Cependant, nous considérons que les niveaux toujours supérieurs à 50 % montrent une réalité presque contraire à ce que la littérature tend à toujours de montrer lorsqu'elle aborde un apparent « désenchantement de la politique ». Le Mozambique semble ainsi être un cas à part. Deux raisons permettent d'expliquer ce phénomène. Premièrement, la question même de savoir ce que signifie discuter politique peut ne pas être claire dans un contexte où parler politique revient à parler du parti Frelimo ou de ceux qui dominent la scène politique au Mozambique. Nous rappelons, par exemple, que lorsque nous demandions aux personnes interrogées si elles discutaient de politique, elles associaient toujours la question au parti Frelimo. Deuxièmement, nous pouvons supposer que certaines personnes discutent politique précisément pour se conformer à la réalité politique du pays, où en déclarant qu'elles ne discutent pas politique, surtout les plus jeunes, risquent de révéler une certaine distance avec le parti qui dirige le pays. Cela peut être considéré comme néfaste lorsque ces individus sont à la recherche d'une acceptabilité politique envers le parti au pouvoir.

## **1.2. Genre et discussion politique : toujours les hommes**

Comme nous l'avons vu tout au long de cette thèse, le genre occupe une place importante pour comprendre les diverses modalités de la participation politique, que ce soit dans le cas du Mozambique ou dans d'autres contextes. Même si, de manière récurrente, les résultats tendent toujours à montrer que les hommes ont plus de place sur la scène politique que les femmes (Della Sudda, 2013), il nous semble important d'associer cette variable. Il y a tendance à penser que les hommes parlent plus de la politique et les femmes ne se sont pas légitimées. Dans la globalité, les moments électoraux représentent une opportunité pour discuter politique. En effet, comme montre Muxel (2015 : 545), « la fréquence des discussions politiques dépend de la conjoncture. En période électorale ou dans des moments de forte polarisation autour d'enjeux sociaux ou sociétaux, ou encore lors d'événements marquant l'actualité politique (affaires, scandales politico-financiers, attentats), les discussions sont plus abondantes ».



**Graphique 3** : Discuter politique en fonction du genre (tous les âges – toutes les vagues).

Dans ces données, nous observons, encore une fois, que les hommes semblent avoir plus d'espace lorsqu'il s'agit de discuter politique, par rapport aux femmes, surtout lors de la vague 2011-2012 (82 % – hommes et 67 % – femmes). Cela ne semble pas contredire ce que nous avons dit précédemment, car en général le consensus selon lequel les femmes sont moins susceptibles de s'engager dans le processus politique que les hommes est apparu clairement dans la composante qualitative de notre thèse. Ce constat est également cohérent avec certains résultats de l'enquête Afrobaromètre 2014/2015 (Lekalake et al., 2016).

Une question qu'il serait intéressant de comprendre dans ces enquêtes pourrait être de savoir où se déroule cette discussion politique, car la littérature a déjà montré que les femmes reconnaissent discuter moins souvent de politique que les hommes, mais lorsqu'elles le font, elles privilégient davantage la sphère privée, mais les hommes sont plus ouverts à discuter avec un cercle plus large, d'amis ou de collègues de travail (Muxel, 2015). Dans le cas du Mozambique, nous ne sommes pas en mesure de révéler exactement où ces conversations ont eu lieu, car il s'agit d'une limitation de l'enquête de

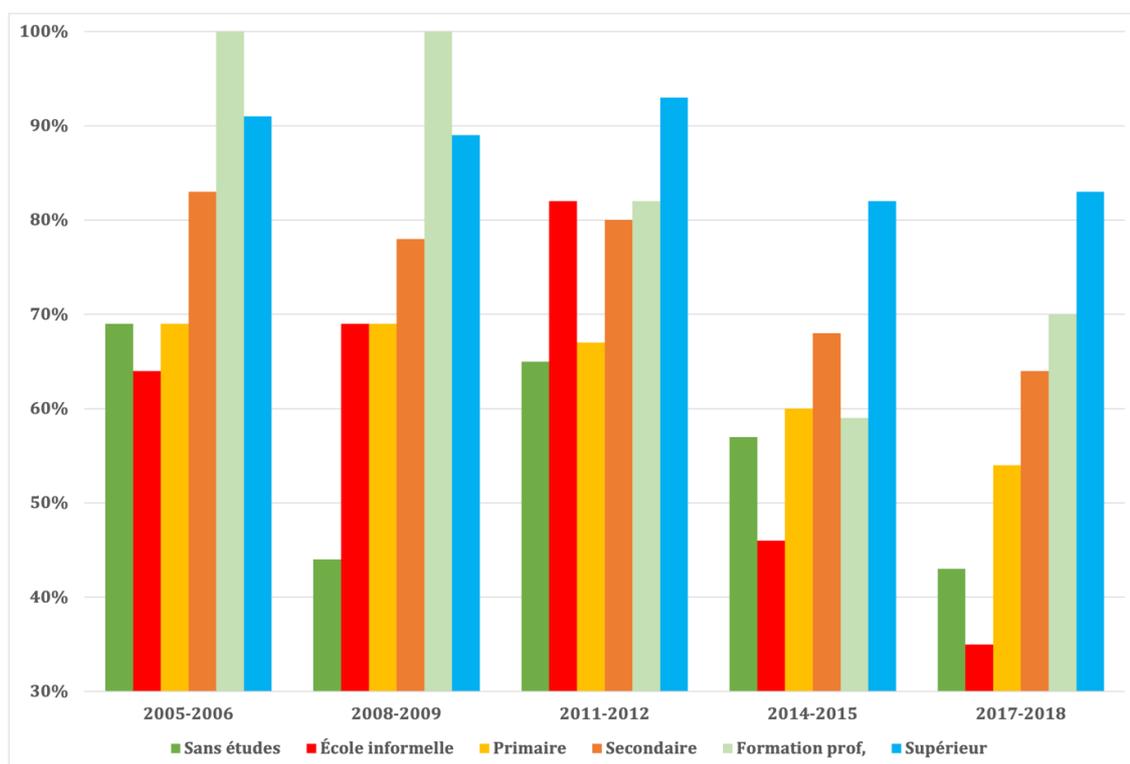
l'Afrobaromètre. Cet écart entre les genres ne se manifeste pas seulement dans la participation dite électorale, mais aussi dans les niveaux d'intérêt pour la politique. Dans l'enquête de l'Afrobaromètre 2014/2015, englobant 32 pays, a été démontré que les participants masculins sont de plus en plus susceptibles de s'engager dans un discours politique avec leur famille et leurs amis dans l'intention de les influencer, un résultat qui est cohérent avec les écarts observés entre les genres dans les discussions politiques (Lekalake et al., 2016).

Dans cette perspective, même s'il s'agit d'un contexte que ne s'applique pas au Mozambique, nous sommes dans la même approche de Muxel (2015 : 546) qui affirme « ...cette minoration de l'intérêt porté par les femmes à la politique peut expliquer la moindre place des discussions relevant de ce domaine dans leur univers quotidien, y compris avec leur entourage proche. La parole politique est donc moins conditionnée par un effet de genre en tant que tel que par l'effet structurel et constant dans le temps d'une moindre politisation des femmes ». En d'autres termes, nous ne pouvons pas lire l'apparente distance des femmes par rapport à la politique sans comprendre d'abord le contexte qui entoure ces mêmes femmes. Comme nous l'avons vu à plusieurs reprises dans cette thèse, la scène politique mozambicaine est orchestrée pour favoriser l'exposition des hommes, une tendance qui, sans vouloir généraliser, n'est pas si différente de ce que dit la littérature sur le genre et la politique dans d'autres pays (Mossuz-Lavau, 2014).

### **1.3. Discuter politique, une affaire de diplômés**

L'association de la variable du diplôme est au cœur des diverses modalités de participation politique qui sont analysées tout au long de ce chapitre. En effet, nous considérons que le niveau de diplôme des répondants peut jouer un rôle fondamental dans la décision de certaines modalités de participation politique, raison pour laquelle nous avons voulu identifier le diplôme de ceux qui discutent la politique au Mozambique, comme montre le graphique 4. Dans la littérature hors Afrique, Mayer (2010) avait déjà montré que la propension à parler politique reflète la place dans la société, comme toutes les autres formes de participation. Également, l'auteur affirme que « ...la fréquence des conversations politiques croît avec l'assurance que donnent les diplômés, un niveau de revenu élevé, un patrimoine conséquent, une profession de cadre, un sentiment d'appartenance aux classes

moyennes... » (Mayer, 2010 : 259). En regardant les données sur le Mozambique, nous observons une réalité qui peut expliquer l'argument selon lequel l'avancé du niveau d'éducation accroît positivement les chances des individus de s'engager en politique. Il est même surprenant de constater les niveaux très élevés pour la formation professionnelle, atteignant même 100 %. Il en va de même pour l'enseignement supérieur, qui arrive à des niveaux supérieurs à 90 %. Nous pouvons associer cette réalité au fait que ces personnes se sont plus légitimes ou même avec plus de compétences à discuter politique.



**Graphique 4** : Discuter politique en fonction du diplôme (toutes les âges – toutes les vagues).

Ces données semblent correspondre à une certaine littérature sur la thématique. En effet, il a été déjà démontré que le niveau de diplôme contribue positivement dans la participation politique, surtout l'enseignement supérieur qui a une très forte influence (Sloam, 2013). Par exemple, Grasso (2013) a montré que les niveaux d'éducation ont un impact différentiel sur l'engagement politique des jeunes au Royaume-Uni et en Italie. Dans un autre contexte, en utilisant les données de l'Afrobaromètre, il a été constaté que les jeunes africains plus diplômés sont plus susceptibles de s'engager dans des activités de protestation pour

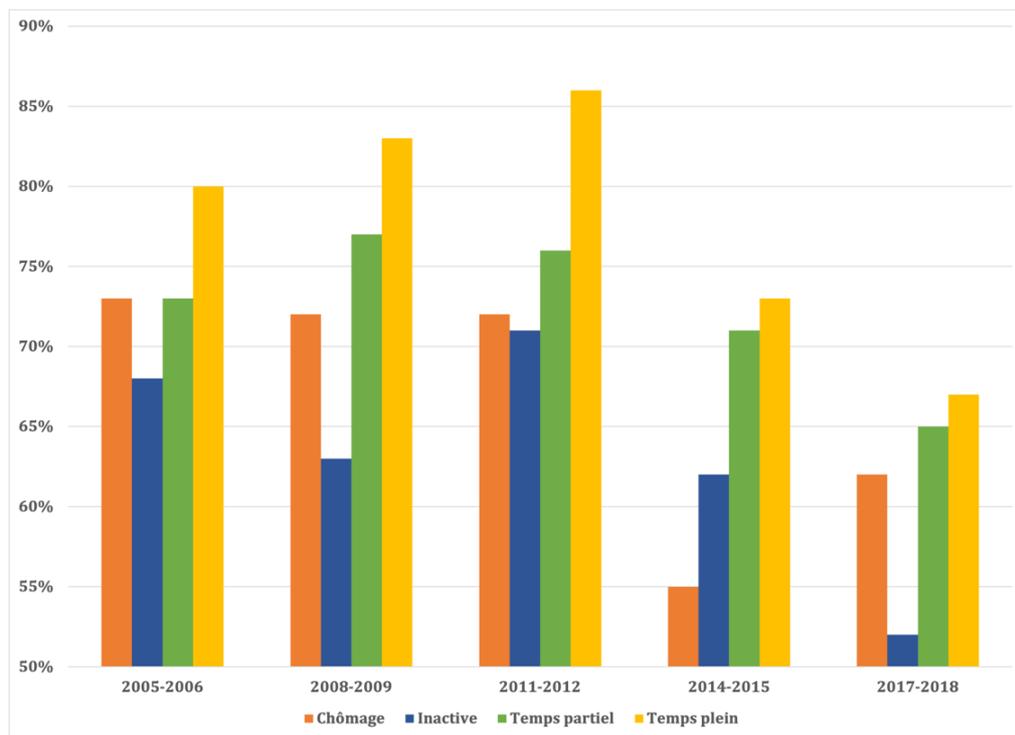
exprimer leur mécontentement (Resnick et al., 2011), bien que les niveaux de diplôme n'aient pas été corrélés avec la participation électorale des jeunes en Afrique subsaharienne (Resnick et al., 2014). Ce graphique révèle que dans les premières deux vagues, c'est le diplôme du primaire qui se distingue des autres, probablement en raison du fait qu'il s'agit du niveau d'accès élargi par rapport aux autres niveaux d'éducation au Mozambique. En effet, l'accès à l'école primaire est obligatoire, tandis que les autres n'exigent alors que les autres ne les sont pas nécessairement. Cependant, à partir de la vague 2011-2012, c'est le diplôme supérieur qui gagne du terrain. C'est également dans la même vague que nous constatons un rapprochement entre les différents niveaux de diplôme.

#### **1.4. Parler politique touche n'importe quelle activité professionnelle**

Nous revenons ici à l'une des variables centrales du modèle économique de la participation politique, qui concerne le profil professionnel de ceux qui participent effectivement à l'arène politique. Ce constat est étroitement lié à la capacité financière (revenu), qui peut jouer un rôle clé dans la motivation ou non de certains individus à parler politique ou discuter politique. Ce débat n'est pas nouveau dans la littérature (Mayer, 2010), mais il nous semble essentiel pour le cas du Mozambique. Dans une première lecture, les données du graphique 5 nous permettent de dire qu'il n'y a pas d'effet entre les différents statuts professionnels lorsqu'il s'agit de discuter de politique, malgré une légère augmentation lorsque nous comparons les chômeurs<sup>238</sup> (73 %) à ceux qui ont un emploi à temps plein (80 %), surtout dans la vague 2005-2006. Toutefois, il faut noter que cette tendance peut également être observée sur les vagues suivantes.

---

<sup>238</sup> La compréhension de ce que nous entendons par chômeur tout au long de ce chapitre a une signification différente. Les chômeurs sont considérés comme ceux qui n'ont pas d'emploi formel, même s'ils exercent une activité salariée qui se caractérise surtout par l'emploi informel dans les principaux centres urbains du pays. L'absence de données systématisées sur les personnes au chômage au Mozambique rend l'exercice plus compliqué.



**Graphique 5 :** Discuter politique en fonction de l’occupation professionnelle (toutes les âges – toutes les vagues).

Deux raisons peuvent expliquer cette tendance. Premièrement, la définition même de ce que nous considérons comme une occupation professionnelle dans le contexte mozambicain doit être réévalué d’une manière particulière : en effet, ce qui domine réellement le secteur du travail n’est pas l’emploi formel qui peut être considéré comme un emploi à temps plein, mais des activités de type informel qui ne sont souvent pas comptabilisées comme des activités de travail par les institutions formelles. Cela explique en partie les pourcentages élevés pour le temps partiel et le temps plein. Très souvent, l’informalité n’est pas considérée comme une activité professionnelle dans plusieurs pays d’Afrique (Barchiesi, 2017).

Deuxièmement, la façon dont le questionnaire a pu être conçu détermine les réponses obtenues. En d’autres termes, l’essentiel pour lire ce tableau n’est peut-être pas seulement de comprendre si les personnes d’une certaine catégorie professionnelle discutent la politique, mais de comprendre ce que les personnes interrogées ont perçu lorsque leur a été posé la question. Notre hypothèse est liée à ce que nous avons pu observer sur le terrain, parce que lorsque nous avons demandé aux enquêtés, qui étaient pour la plupart au chômage

ou inactives, si elles discutaient la politique, elles ont pratiquement répondu que la question n'était pas claire.

A un autre moment, nous avons cherché dans une autre dimension à isoler les données qui concernent une frange spécifique de la population, dans le cas précis tous les individus âgés de 18 à 35 ans, qui représentent notre échantillon d'intérêt. Pour cela, nous avons décidé de comparer deux vagues, considérant l'ensemble de la population. La première est la vague 2008-2009, où les données ont montré que les gens avaient tendance à discuter davantage de politique se situant à 33 %. La deuxième c'est la vague 2017-2018, où la tendance à discuter de politique a considérablement diminué pour atteindre des niveaux aussi bas que 14 % pour ceux qui discutent régulièrement, soit une réduction de 19 %.

Dans ce cas, le tableau 1 illustre l'évolution sur la discussion politique, en tenant compte des différentes variables sociodémographiques. Comme le montrent déjà les autres résultats, ce sont encore une fois les hommes qui sont en tête lorsqu'il s'agit de discuter de politique dans cette tranche d'âge, soit 78 % (hommes) contre 68 % (femmes) pour la vague 2008-2009, et 66 % (hommes) contre 53 % (femmes) pour la vague 2017-2018.

Variable		Discuter politique	
<b>2008-2009</b>			
Genre		Femme	Homme
		67 %	78 %
Diplôme	Sans études	46 %	69 %
	Primaire	61 %	74 %
	Secondaire	76 %	79 %
	Supérieur	100 %	100 %
Occupation	Chômage	65 %	77 %
	Inactif	67 %	78 %
	Temps partiel	100 %	69 %
	Temps plein	73 %	78 %
Région	Urbaine	69 %	80 %
	Rurale	66 %	77 %
<b>2017-2018</b>			
Genre		Femme	Homme
		53 %	66 %
Diplôme	Sans études	41 %	55 %
	Primaire	47 %	62 %
	Secondaire	57 %	66 %
	Supérieur	76 %	87 %
Occupation	Chômage	56 %	70 %
	Inactif	42 %	59 %
	Temps partiel	72 %	63 %
	Temps plein	74 %	65 %
Région	Urbaine	57 %	64 %
	Rurale	52 %	67 %

**Tableau 1** : Discuter politique en fonction de plusieurs variables sociodémographiques (18-35 ans, Afrobaromètre 2008-2009 ; 20017-2018)

Dans la vague 2008-2009, nous observons des données intéressantes dans la mesure où pour les jeunes femmes, comme pour les jeunes hommes, le fait de discuter politique en ayant un diplôme d'enseignement supérieur est égal, soit 100 %. Nous sommes confrontés à une réalité illustrant théoriquement que plus le diplôme avance, plus l'intérêt pour la discussion des questions politiques avance aussi, et pour les jeunes, la réalité est observée de la même manière dans le cas du Mozambique. Toutefois, cette tendance n'est pas présente lorsqu'il s'agit d'associer la variable sur l'occupation professionnelle dans l'analyse, étant donné que les hommes apparaissent en avance dans presque toutes les professions, à l'exception de l'occupation type « temps partiel » où les femmes sont à 100 %, contre 69 % des hommes. Pour la vague 2017-2018, concernant le diplôme ou l'occupation professionnelle, les hommes se distinguent à nouveau par rapport aux femmes.

Concernant le diplôme, dans la vague 2017-2018, 55 % des hommes qui discutent politique n'avaient pas de diplôme, alors que pour les femmes se situe à 41 %, cela représente une différence de 14 %. Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'enseignement supérieur, cet écart se réduit. C'est-à-dire que les hommes sont à 87 % contre 76 % pour les femmes, soit une différence de 11 %. Cela montre en partie qu'avoir un diplôme plus avancé exerce une influence pour discuter politique. En d'autres termes, plus le diplôme augmente, plus l'écart entre les hommes et les femmes se réduit. Ces données révèlent également que les inégalités entre les hommes et les femmes restent fondamentales pour comprendre comment chacun des genres s'intéresse à la politique. Cependant, ce constat n'est pas nouveau dans le cas du Mozambique, ayant déjà été discuté dans d'autres types de contextes (Ganter, 2016).

Enfin, dans la vague 2008-2009 la dimension rurale est plus importante pour les hommes que pour les femmes, puisque 77 % de ceux qui vivent en zone rurale déclarent discuter de politique, contre 66 % des hommes, soit une différence de 11 %. Dans la vague 2017-2018, l'évolution était de 67 % pour les hommes et 52 %. En d'autres termes, être jeune en milieu rural donne plus de chances de discuter politique aux hommes qu'aux femmes. Dans la dimension urbaine, la différence est moins considérable (69 % pour les femmes et 80 % pour les hommes dans la vague 2008-2009 ; 64 % pour les hommes et 57 % pour les femmes dans la vague 2017-2018). Bien que nous ne prenions pas nécessairement la dimension régionale comme une variable d'analyse pour ce chapitre, nous pensons à une des constantes récurrentes cherchant à montrer qu'au moins l'espace urbain serait plus tentant pour discuter de la politique. Un fait remarquable est que tout au long de notre

travail de terrain dans les trois villes, nous avons interviewé plus d'hommes que de jeunes femmes, puisque ce sont les hommes qui étaient au moins plus ouverts à nous parler, par rapport aux femmes. Ces dernières ont déclaré que « le sujet de la politique n'était pas le leur, et qu'elles ne savaient pas quoi dire », nous a révélé une jeune femme dans la ville de Beira.

### **Modèles *odds ratio* (rapports de chances)**

Dans ce modèle, notre intérêt est de faire l'analyse des variables sociales que nous considérons comme déterminantes pour la discussion politique. Notre hypothèse soutient que la discussion politique est également une question de compétence, voire de capacité à le faire. Pour cette raison notre argument considère que le fait d'avoir fait des études supérieures constitue un élément avantageux pour la discussion politique, quel que soit le genre associé. Ce postulat n'est pas du tout nouveau, puisque la littérature bien établie (Mayer, 2000) a déjà expliqué cette hypothèse dans d'autres circonstances et contextes.

## Variables sociodémographiques

Discuter politique (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
<b>Genre (femme)</b>			
Homme	1.390***	1.313***	1.623***
<b>Diplôme (sans études)</b>			
École informelle	0.733	0.686	0.680
Primaires	1.005	0.884	1.052
Secondaires	1.335**	1.161	1.659**
Formation professionnelle	1.002	1.087	0.762
Supérieures	2.280***	2.437***	1.531
<b>Âge (36-45)</b>			
18-25	0.988		
26-35	1.111		
46-65	1.426***		
66+	1.126		
<b>Occupation (chômage)</b>			
Inactif	1.042	0.953	1.263
Temps partiel	1.215	1.167	1.209
Temps plein	1.389***	1.278	1.512*
<b>Index de privation</b>			
<i>Household</i>	0.926***	0.941**	0.893***

## Variables politiques

Discuter politique n'est pas seulement une question de compétence, mais aussi faire partie d'un contexte politique marqué par un régime politique qui permette ou non les citoyens à discuter de politique. Discuter politique est, comme nous l'avons dit dans l'introduction de ce chapitre, une forme conventionnelle de participation politique. Pour cette raison, notre hypothèse postule que les élections peuvent être un élément qui incite les personnes à discuter de la politique, ce qui à son tour peut impliquer une satisfaction pour la démocratie. En d'autres termes, la politique formelle elle-même contribue à la manière dont les citoyens comprennent et s'engagent dans la politique.

Discuter politique (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
Participation électorale (n'a pas voté)			
Avoir voté	1.481***	1.305**	2.249***
Satisfaction démocratie (pas satisfait)			
Satisfait	1.120	1.064	1.202

## Variables de contrôle

Discuter politique (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
Vague 3 (2005-2006)			
Vague 5 (2011-2012)	2.305***	2.258***	2.503***
Vague 6 (2014-2015)	1.161	1.052	1.611***
Langue interview (portugais)			
Mácuá	0.945	0.750	1.575*
Sena	0.918	0.609*	1.542
Ndau	1.710*	1.904	1.354
Changana	1.082	1.351	1.025
Région (Urbaine)			
Rurale	1.103	1.118	1.040
Constant			
Constant	0.212***	0.360***	0.071***

N = 5427

**Lecture** : Sont ici reproduits des rapports de chances et leur niveau de significativité. Un rapport de 1 signifie que le groupe testé a autant de chances que le groupe de référence d'aller voter par exemple. Un rapport inférieur à 1 qu'il a moins de chances (par exemple 0,5 implique deux fois moins de chance), un rapport supérieur à 1, qu'il a plus de chances que le groupe de référence (2 implique qu'il a deux fois plus de chances).

Les niveaux de significativité sont les suivants : \*  $p < 0,10$  (faiblement significatif), \*\*  $p < 0,05$  (assez significatif), \*\*\*  $p < 0.01$  (très significatif). Ce modèle prend en compte le fait de discuter politique comme variable dépendante. Les variables région, langue de l'interview, provinces et vagues, ont été utilisées pour contrôler l'analyse des résultats.

## 1.5. Résultats et analyse des données

Les résultats présentés dans ces modèles pour la variable genre révèlent une réalité qui ne semble pas si surprenante, au regard des autres formes d'intérêt pour la politique qui ont été abordées tout au long de cette thèse. En effet, dans tous les âges, les chances pour les hommes de pouvoir discuter politique augmentent, étant pour les jeunes est de 1,3 fois et pour les plus de 35 ans passe à 1,6 fois, ne révélant pas des probabilités très différentes. Cela s'explique par le contexte déjà établi qui place de manière récurrente les hommes dans une position de domination quasi permanente des affaires politiques, une réalité qui ne semble pas être unique pour le cas du Mozambique, étant donné la vaste littérature sur la thématique (Mossuz-Lavau, 2014).

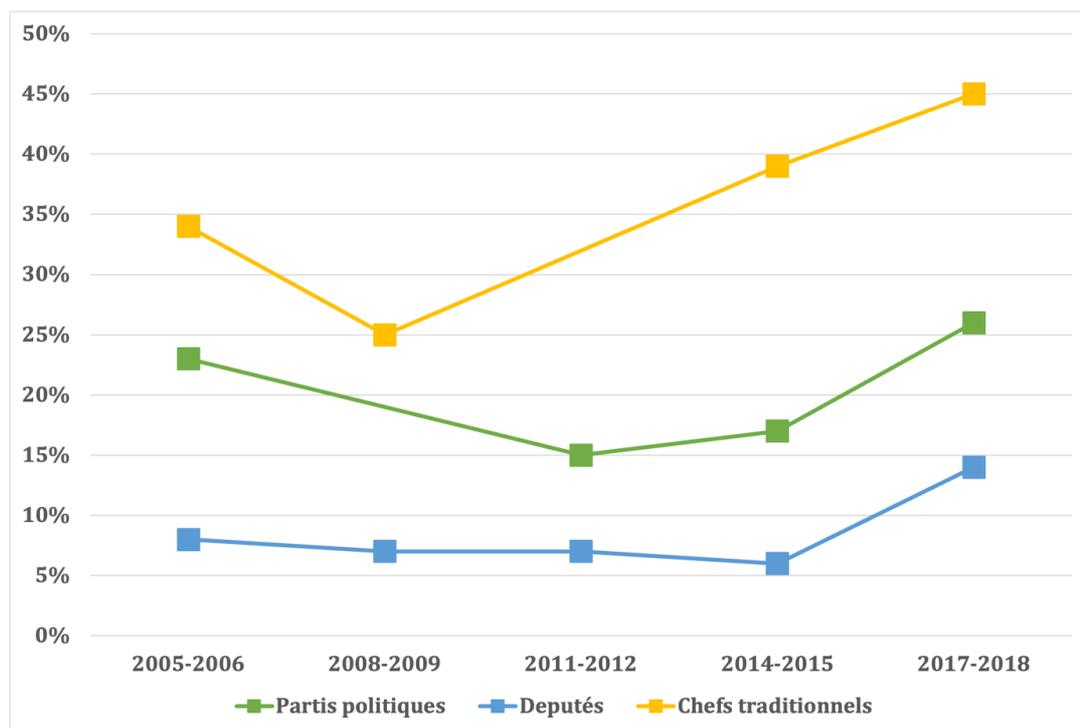
Il est également important de noter que le fait d'avoir un emploi à temps plein crée des conditions pour discuter de la politique 1,3 fois. L'une des hypothèses expliquant cette réalité est que la politique, dans le contexte mozambicain, est devenue une affaire de subsistance. En d'autres termes, l'un des arguments que nous défendons dans le chapitre suivant est ce que nous appelons la « participation sans participation », une manière de s'intéresser à la politique avec l'intention claire d'obtenir des gains, principalement économiques – un emploi stable. Cet intérêt ou le fait de discuter de politique finit par être étroitement lié au fait d'avoir au moins une occupation professionnelle souvent proche du parti au pouvoir dans la fonction publique.

L'hypothèse de l'année électorale comme élément galvanisant pour discuter politique ne trouve pas d'écho dans le cas du Mozambique. Notons, par exemple, que lors de la vague 2014-2015 et de la vague 2017-2018, le Mozambique a été traversé par une élection municipale et une élection présidentielle, respectivement. D'autre part, s'agissant d'une participation politique conventionnelle, il semble clair que le fait de voter a un impact sur le fait de discuter politique, surtout pour les plus de 35 ans. Cependant, le même effet n'est pas observé lorsque nous associons la satisfaction envers la démocratie dans la discussion de la politique. Cette réalité peut s'expliquer par le sens qui est attribué aux élections au Mozambique, étant donné que, comme nous l'avons expliqué, celles-ci sont considérées comme une « forme de service » ou de recherche de proximité par le régime, et pas nécessairement comme un devoir civique. Les élections finissent par être davantage une question d'être bien vu par ceux qui détiennent le pouvoir.

## **2. Le contact avec les institutions (extra)politiques**

Comme nous l'avons déjà vu dans différentes parties de la thèse, la définition de la participation politique qui nous intéresse dépasse la seule perspective du vote, c'est pourquoi nous associons ici une des dimensions de cette participation, qui est le contact entre le gouvernant et le gouverné. En tant que candidats, les responsables politiques font tout leur possible pour rester en contact avec les électeurs dans ce que nous pouvons appeler une campagne électorale. Le contact avec les représentants élus est l'un des indicateurs permettant de définir la participation politique elle-même (Teorell et al., 2007).

En se concentrant sur une approche hors Afrique, Duran (2013 : 4) explique que « la participation politique telle qu'elle ressort de l'élection définit l'autorité d'un gouvernement à prendre des décisions et une autonomie à agir, elle doit pouvoir s'articuler avec d'autres formes de participation susceptibles de permettre un meilleur contrôle des actions entreprises par les gouvernants ». En faisant une adaptation pour notre thèse, c'est cette vision de participation politique qui nous motive à aborder la question. Dans le cas du Mozambique, le graphique 6 montre que l'évolution sur les contacts dans le temps, en considérant les chefs traditionnels, les députés et les partis politiques.



**Graphiques 6 :** Le contact dans le temps (toutes les vagues – toutes les âges).

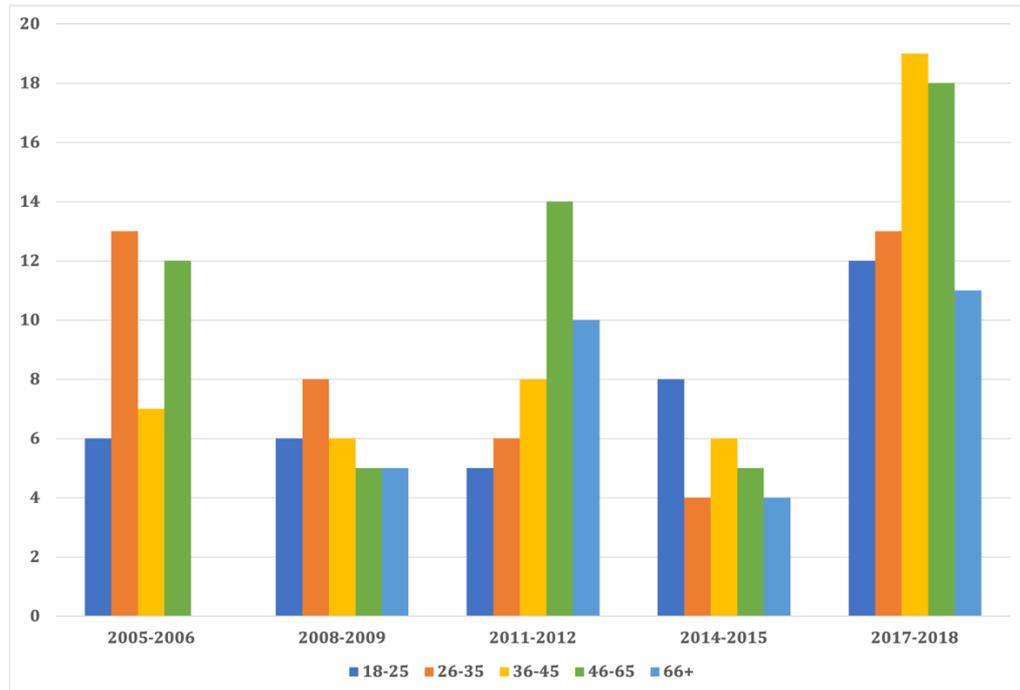
\* Lors de la vague 2008-2009 et 2011-2012, les questions sur le contact avec partis politiques et les chefs traditionnels n'étaient pas posés.

Dans la durée, ces données nous montrent que ce sont les chefs traditionnels qui sont le plus contactés. Cette situation ne semble pas surprenante si nous considérons que cette hypothèse s'explique par la proximité et la facilité d'accès à un chef traditionnel, qui est souvent la première entité informelle que les citoyens pensent à contacter (surtout dans les quartiers de Maputo), plutôt que les structures formelles telles que les partis politiques et les membres du parlement, qui sont par excellence moins réceptifs aux citoyens. Il est intéressant de noter que cette différence entre les trois niveaux de contact s'accroît considérablement de la vague 2014-2015 à la vague 2017-2018, où les chefs traditionnels se situent à 45 % (2017-2018), tandis que les partis politiques se situent à 26 % et les députés à 14 % dans la même vague.

## **2.1. L'âge et son influence dans le contact avec les députés**

Quand nous avons demandé si les enquêtés avaient la possibilité de contacter les responsables dans leurs villes, à l'exception de quelques interlocuteurs qui, en raison de faire partie d'une association locale, ont eu l'occasion d'organiser un débat lors des dernières élections entre les candidats et les jeunes dans les trois villes, la plupart ont dit qu'ils n'ont jamais eu l'occasion de parler au président de la municipalité ou avec un membre de la municipalité. Sur cette même variable de « contact », les données de l'Afrobaromètre montrent (graphique 7) que les tendances varient selon les vagues.

Nous avons choisi de parler des députés parce que, même s'il existe des organes décentralisés et des organes des municipalités, il nous semble que le pouvoir au Mozambique est encore très centralisé, comme certains auteurs l'ont appelé « la centralisation de la décentralisation » (Weimer et al., 2012), où le parti au pouvoir – le Frelimo – domine toujours l'espace politique depuis la capitale Maputo. Cependant, nous admettons que les députés représentent une différence par rapport aux chefs traditionnels, car ces derniers représentent le pouvoir local et une plus grande accessibilité par rapport aux entités formelles telles que les partis politiques et les députés.



**Graphique 7 :** Le contact avec les députés selon l'âge (toutes les âges – toutes les vagues).

Le graphique illustre un contact plus faible entre les enquêtés et les députés. Sur l'ensemble des vagues, le pourcentage de ceux qui déclarent avoir eu contact avec des députés ne dépasse pas 20 %. Toutefois, il faut noter que la dernière vague (2017-2018) montre une différence par rapport aux vagues précédentes. Nous observons également que lors de la dernière vague (2017-2018), le niveau de contact pour les 18-25 ans était de 12 % et de 13 % pour les 26-45. Une première analyse peut indiquer que l'effet d'âge sur le contact avec les députés est absent. Il faut rappeler que le parlement mozambicain est composé de 250 membres, qui sont répartis en circonscriptions électorales. Ces députés représentent actuellement trois partis politiques, le Frelimo avec 184 députés, la Renamo avec 60 et le MDM avec 6. Ils proviennent de toutes les provinces du pays et sont élus sur les listes des partis tous les cinq ans.

Même si les résultats ne varient pas en fonction de l'âge, nous pouvons souligner que le groupe des 46 à 65 ans est celui qui présente les niveaux les plus élevés par rapport aux autres tranches d'âge. Plus précisément, nous observons que dans presque toutes les vagues, les personnes âgées de 18 à 25 ans révèlent qu'elles ont eu peu de contacts

avec les députés, et la même réalité pour les plus de 66 ans. Par exemple, lors de la vague 7 (2017-2018), nous constatons que 12 % ont révélé avoir déjà contacté un député dans l'intervalle de 18-25 ans, 9 % chez les plus de 65 ans, tandis que chez les 46-65 ans ce chiffre s'élève à 18%.

Malgré cette différence, nous ne pouvons pas mettre en évidence que le contact avec les députés est une pratique régulière, surtout si nous tenons compte du fait que dans aucune des vagues, les pourcentages n'ont pas dépassé 20 %. Par hypothèse, nous pouvons appliquer la théorie récurrente d'une sorte de distance entre les citoyens et la politique institutionnelle représentée par le parlement et les partis politiques (Agrikoliansky et al., 2021), mais elle n'est pas du tout linéaire pour le contexte mozambicain, car il peut y avoir des facteurs internes pour lesquels la théorie établie ne trouve pas la même explication.

Une des hypothèses explicatives peut être la distribution des sièges dans le Parlement. En effet, nous constatons que dans toutes les législatures couvertes par les enquêtes Afrobaromètre, le parti Frelimo a toujours été en tête en termes de nombre de sièges au Parlement, ce qui signifie en partie que ce manque de contact peut un éloignement entre les citoyens et les députés, dont le Frelimo, puisque c'est ce parti qui domine le Parlement. En partie, cette réalité confirme la logique de manque d'intérêt constaté à travers les entretiens.

Mais nous pouvons aussi évoquer l'idée que l'âge des députés est un facteur déterminant dans la création de lien entre les élus et les électeurs. En d'autres termes, il apparaît de manière récurrente que le mode d'élection des députés n'offre pas aux jeunes la possibilité d'être élus au niveau des listes des partis politiques. Par exemple, même si cela ne fait pas partie des données du tableau ci-dessus, nous savons que lors de la dernière élection présidentielle, seuls 17 députés sont rentrés au Parlement avec un âge inférieur ou égal à 35 ans, ce qui signifie 7 % des 250 députés. Sur ce nombre, 16 étaient du parti Frelimo, un seul de la Renamo, et aucun du parti MDM.

## 2.2. Ce que révèlent les jeunes dans chacune des trois villes

La recherche d'arguments qui pourraient nous permettre de mesurer la relation existante entre les électeurs (les jeunes) et les élus (les députés, les élus locaux de la ville), visait à dépasser la seule dimension électorale. D'après ce que nous avons constaté sur le terrain, il y a peu ou presque aucun lien entre les députés et les électeurs, même si cela varie entre les trois villes en fonction de plusieurs raisons. D'une part, si certains jeunes affirment que les élus locaux sont déconnectés de la réalité sociale où ils vivent, d'autres révèlent qu'il ne sert à rien de rester en contact avec les députés, car rien ne changera vraiment.

Les jeunes dénoncent l'existence d'une forte dépendance des députés vis-à-vis des partis politiques qui les élisent, ce qui laisse place à un manque de responsabilité. En d'autres termes, les élus sont des représentants qui doivent rendre des comptes à leur parti politique et non aux électeurs qui ont voté pour leur élection. Il n'existe pas de mécanisme dans lequel les représentants élus ont l'obligation de répondre aux souhaits des électeurs tout au long de leur mandat de cinq ans. Dans l'une de nos enquêtes dans la ville de Maputo, l'un des jeunes interrogés nous a dit qu'il n'avait pas l'habitude de contacter les responsables politiques comme les députés et les présidents de la municipalité, principalement parce qu'il ne les voyait qu'à la télévision et n'avait jamais communiqué avec eux :

Est-ce que je connais des responsables politiques ?  
Je ne les vois qu'à la télévision, mais en termes d'interaction, je n'en ai pas. Je ne sais même pas dans quelle mesure je suis représenté à l'Assemblée de la République (rires).

FM, novembre, Maputo (2019).

Dans une autre entretien, une des jeunes interviewées a même déclaré qu'elle ne s'intéressait pas à ceux qui gouvernent au Mozambique « parce que ce sont toujours les mêmes personnes... » :

Je ne suis pas très connectée dans ce domaine. Cela ne m'intéresse pas beaucoup, parce qu'il semble que, dans notre pays en particulier, il s'agit d'un cycle dans lequel ceux qui sont à l'extérieur ne peuvent pas entrer, seuls ceux qui sont à l'intérieur sont toujours les élus.

Quand l'un sort, l'autre entre... il y a une ligne à suivre, presque personne de l'extérieur ne viendra. Par exemple, nous avons le président du parti Frelimo – c'est un parti qui ne va pas perdre le pouvoir, parce que la plupart des membres sont du Frelimo. Ainsi, les autres partis, quels que soient leurs efforts, n'arriveront jamais à ce niveau.

RM, novembre, Maputo (2019).

En revanche, cette affirmation montre une contradiction, parce qu'au moins RM confirme connaître quelques responsables politiques, même s'ils sont toujours les mêmes. Il s'agit d'une déclaration qui peut être analysée sous deux dimensions. La première va à l'encontre de ce qui a été dit par FM, où l'opposition est une fois de plus mise en avant comme n'ayant pratiquement aucune chance de réussir dans la politique mozambicaine. Cela se combine avec ce que nous avons dit précédemment car l'opposition a probablement déjà compris cette situation, elle essaie d'investir dans la gouvernance locale. Dans le cas de Nampula, les enquêtés ont affirmé qu'ils n'ont aucun contact avec les élus, même au niveau micro dans les quartiers où ils habitent. Ils pensent que les élus ont une tendance à avoir un comportement égocentrique :

À un moment donné, lorsque le responsable politique demande le poste, son discours est de convaincre les gens (les électeurs) qu'ils feront tout ce qu'ils veulent, mais ce n'est pas ce qu'ils

font. Nous constatons, donc, que la situation se dégrade de plus en plus. Par exemple, pendant les fêtes de fin d'année il y a certains aliments que la population réclame à cause du prix, mais le politicien a dit qu'il allait éliminer cela, mais ce n'est pas ce qui se passe. Pour moi, 75 % pensent à eux-mêmes et 25 % pensent au peuple (aux électeurs). Mais le peuple ne voulait pas que ce soit ainsi, parce que tout passe par le peuple – nous votons pour eux.

IsJ, décembre, Nampula  
(2019).

Sur la même base, pour confirmer ce qui a été révélé dans la ville de Maputo, concernant la tendance individualiste des élites qui dominent la scène politique au Mozambique, BJ a affirmé que l'existence des groupes concourants entre les jeunes eux-mêmes crée la distance avec les élus qui ne savent pas avec qui ils doivent dialoguer dans la même ville :

Il y a une pensée particulière des élus. (...) Il existe un ensemble d'individus qui ne pense pas pour nous tous (il nous semble qu'il parle des électeurs). L'idée est que les ressources doivent être partagées par un groupe particulier.

BJ, Nampula, décembre  
(2019).

Cependant, malgré une tendance à montrer une certaine distance entre les responsables politiques et les électeurs à partir de la citation d'IsJ et de BJ, le type d'élus auquel nos interlocuteurs faisaient référence n'était pas clair, étant donné qu'au Mozambique nous avons un pouvoir central (président de la République) et municipal (maire de la ville).

Dans la ville de Beira, la réalité ne semble pas avoir une tendance contraire à ce que les jeunes de Maputo et de Nampula ont dit. En fait, d'après ce que nous avons observé, bien que certains des enquêtés disent connaître les élus, la télévision continue d'être le moyen par lequel ils suivent ce que font leurs représentants, principalement parce qu'ils les considèrent comme « ultra-partisans » :

Je pense que cela a plus à voir avec les partis. Il y a des partis politiques qui parlent plus du peuple, mais d'autres parlent juste d'eux-mêmes. Beaucoup de promesses seulement. Je connais (mes représentants), mais seulement à la télévision... Je ne sais pas quoi dire, je n'ai pas d'opinion.

SA, décembre, Beira (2019).

SA montre une double tendance. Si, d'une part, il affirme qu'il existe certains partis qui ont un minimum de liens avec les représentés, il répudie en même temps l'existence de ce qu'il considère comme une forte concentration de ces représentants dans leurs partis, au lieu des électeurs – des jeunes, en particulier. D'autre part, SA semble montrer une certaine ignorance apparente sur ce que ces représentants font ou signifient dans la société. Certaines études pour le cas du Mozambique avaient déjà montré des tendances de peu ou pas de lien entre les jeunes et les députés (PJ, 2013). L'argument de base est que la modalité d'élection des députés ne permet pas aux citoyens d'avoir un quelconque contact. En d'autres termes, il y a un manque de responsabilité pour la fonction de député – le député est élu sur la liste de son parti, et non de manière directe.

Mazula (2015) parle même du manque d'« *answerability* » – responsabilité dans le contexte mozambicain, qui est l'obligation pour les représentants (députés) d'informer, d'expliquer et de justifier leur agenda et leurs décisions aux électeurs. Dans cette dynamique, il est difficile pour les électeurs d'exiger transparence et responsabilité car, outre les députés, ils sont réduits à un bloc solide qui sert de

protection à l'exécutif. Pour l'auteur, l'irresponsabilité résulte du système de listes fermées qui ne transmet pas les informations nécessaires, pour que l'électeur puisse utiliser le vote comme un mécanisme de sanction ou de récompense des parts des députés, le vote étant utilisé comme un mécanisme d'identification partisane.

Macuane (2000) avait déjà affirmé que si le vote sur des candidats permet de faire preuve de responsabilité et de loyauté envers l'électorat, le vote sur des listes fermées renforce la discipline de parti. En d'autres termes, la discipline de parti a tendance à être un facteur gênant dans le processus de responsabilité entre les députés et l'électeur. Voter sur les listes ne contribue pas à créer de liens entre les électeurs et les élus, affirme l'auteur. De cette observation, nous comprenons que les députés, parce qu'ils dépendent des partis pour leur permanence sur les listes, ont tendance à se comporter de manière coordonnée, ce qui les amène à prendre leurs distances avec les électeurs qui, à leur tour, ne peuvent pas non plus obtenir des listes les informations nécessaires pour se forger une opinion et formuler des critiques sur les performances du gouvernement.

Dans un rapport sur le baromètre de la gouvernance municipale, publié en 2018<sup>239</sup>, nous observons que les habitants de la ville de Nampula étaient au moins conscients de la nécessité de voter (98 %) ; 72 % affirmant avoir déjà participé à un ou plusieurs partis politiques ; 55 % ont déjà rédigé une pétition et 45 % ont participé à une manifestation de protestation. Le même rapport explique que cette tendance est due au fait que la municipalité de Nampula est l'une des villes à avoir connu depuis la municipalisation au Mozambique (1997) une alternance politique dans sa présidence. En fait, la ville a été déjà sous la présidence des trois plus grands partis du pays, d'abord le Frelimo, suivi par le MDM et aujourd'hui sous la présidence du parti Renamo qui est sorti vainqueur des dernières élections municipales réalisées en octobre 2018.

---

<sup>239</sup> Les résultats de l'enquête sont divisés pour une population de 18 à 65 ans, soit 48 % hommes et 52 % femmes.

Il convient de noter que l'étude du Parlement des jeunes (2014) a examiné comment les jeunes accèdent aux forums de participation comme les réunions du quartier.<sup>240</sup> La même étude a cherché à évaluer la facilité avec laquelle les jeunes accèdent à ces forums et les réponses montrent un certain formalisme dans ces formes de participation, ce qui corrobore le constat de certaines lacunes des inégalités de la participation politique que nous démontrons dans ce chapitre. En juin 2016, des organisations de jeunes de la ville de Maputo ont organisé une manifestation appelée « Deputados de Luxo » (Députés de luxe), dont le principal objectif était de répudier l'augmentation de salaire des députés. Les manifestants ont commencé par créer des pages Facebook<sup>241</sup>, dans laquelle les jeunes dénonçaient le fait que les députés ne se préoccupaient pas de la vie précaire des Mozambicains, mais seulement de l'augmentation de leurs salaires.

Dans l'un des messages sur Facebook, ils ont dit : « Le Président de la République et les députés n'ont pas besoin de piller la nation ! Il est inconcevable d'avoir un président et des députés de luxe sans santé et sans éducation ». Le contexte de cette réclamation survient après que les députés aient approuvé un nouveau paquet d'avantages et de salaires, précisément au moment où le Mozambique avait procédé une grande réduction dans son budget d'État en raison de la dette publique élevée du pays. En apportant cet exemple, nous pensons qu'il s'agit d'une démonstration pratique d'actes réalisés par de jeunes qui peuvent servir d'indicateur du sentiment de distance ou de manque de lien entre les électeurs et les responsables politiques, dans ce cas précis entre les jeunes et les députés Mozambicains.

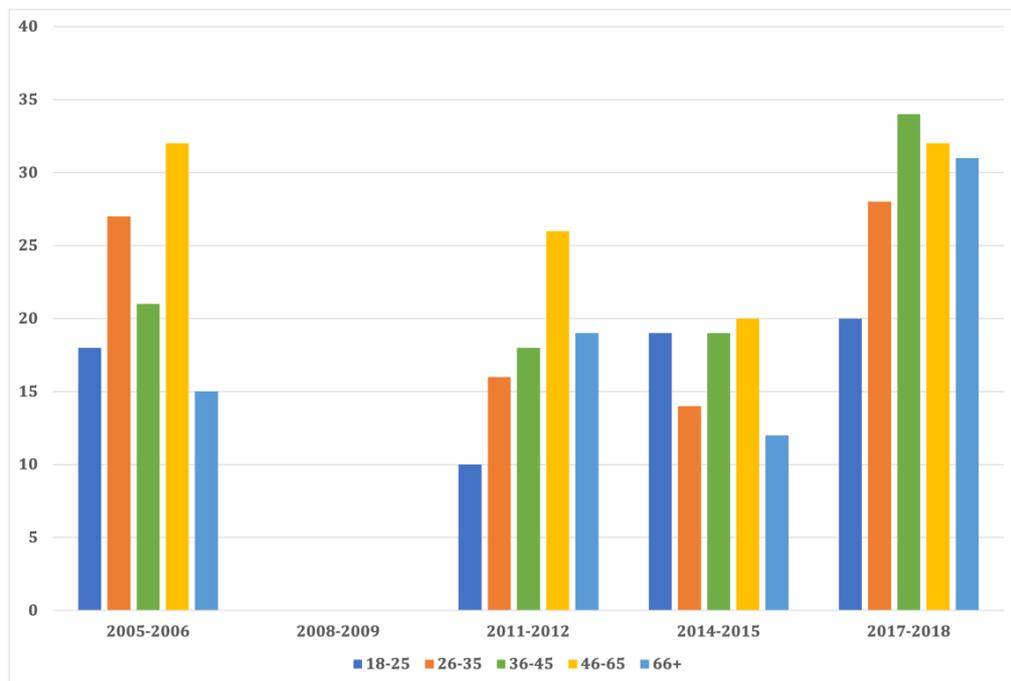
---

<sup>240</sup> Il s'agit d'espaces informels, organisés par les habitants de quartiers majoritairement suburbains qui se réunissent le week-end pour traiter des problèmes locaux. En général, il y a aucun dispositif légal qui gère ces réunions, mais ce sont des espaces où le pouvoir du leadership local gagne du terrain et est souvent utilisé par le parti Frelimo pour transmettre son message ou pour coopter les chefs de quartier, qui ont souvent une énorme influence sur le reste de la population.

<sup>241</sup> Page Facebook : <https://www.facebook.com/Deputados-de-Luxo-631820640246167>

### 2.3. L'âge et son influence dans le contact avec les partis politiques

Les données du graphique 8 indiquent que le contact qui peut être établi avec les partis politiques varient non seulement en fonction des vagues, mais aussi de l'âge. La dernière vague (2017-2018) est celle où le pourcentage de personnes ayant déclaré avoir déjà eu un contact avec des partis politiques est le plus élevé. En effet, la tranche d'âge des 46-65 ans arrive en tête avec 32 %, mais contrairement à ce que nous avons observé pour les députés, cette fois les plus de 66 ans sont également à 31 %, contre 20 % pour les 18-25. Dans ces données, il faut souligner que la question n'a pas été posée lors de la vague 4 (2008-2009).



**Graphique 8 :** Le contact avec les partis politiques selon l'âge (tous les âges – toutes les vagues).

\* La question n'a pas été posée dans la vague 2008-2009.

En d'autres termes, ce sont les personnes considérées comme jeunes (entre 18-25 et parfois entre 26-35) qui déclarent avoir moins de contact avec les partis politiques. Cela montre que plus l'âge avance, plus ce contact devient une réalité possible, surtout à partir de 36 ans. Cette lecture mérite une attention particulière, surtout si

nous nous souvenons que les trois partis représentés au Parlement, le Frelimo, la Renamo et le MDM, disposent de ce qu'ils appellent des « ligues juvéniles » – des collectifs de jeunes créés, en principe, pour mobiliser cette frange de la population dans la vie politique partisane. Dans ce contexte, il semble incompréhensible que ces mêmes partis soient incapables ou limités pour créer des mécanismes permettant aux jeunes de trouver leur espace au sein des partis politiques. Cela nous amène à nous demander dans quelle mesure l'existence de ces mêmes ligues juvéniles est pertinente, dans un contexte où leur efficacité dépend en grande partie de la volonté de ceux qui dirigent le parti, qui sont généralement des adultes ou des personnes plus âgées – nous sommes en présence de ce que la littérature sur l'Afrique appelle la « gerontocratie du pouvoir » (Adebayo, 2018).

Dans une étude concernant le Ghana, Biney et al. (2019) avaient expliqué que le désengagement croissant que nous constatons dans plusieurs démocraties est une conséquence de la diminution de leur confiance dans les partis politiques en tant que vecteurs de changement, parce que les politiciens ne tiennent tout simplement pas leurs promesses. Ainsi, les jeunes rejettent de plus en plus la politique traditionnelle en raison de l'incapacité perçue des partis à assumer leurs responsabilités démocratiques et/ou à provoquer un changement social lorsqu'ils arrivent au pouvoir.

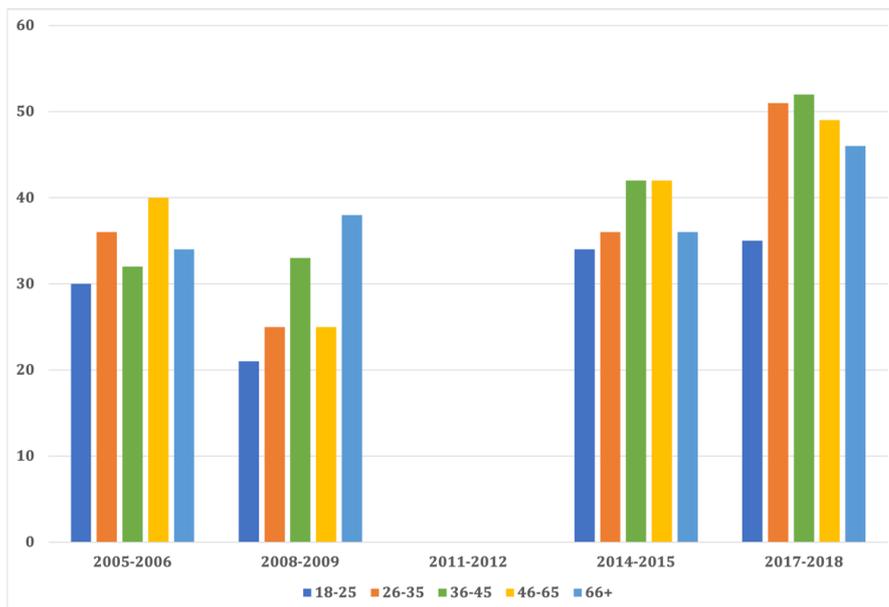
Il faut rappeler que dans le chapitre trois, nous avons déjà montré que le discours politique sur les jeunes au Mozambique a commencé en 1977, au moment de la création de l'Organisation de la jeunesse du Mozambique (OJM), lorsque le premier président du Mozambique indépendant a transmis l'idée selon laquelle « les jeunes étaient la sève de la nation » – une affirmation qui, depuis lors, a été répétée de manière récurrente par les dirigeants du parti Frelimo, mais qu'en substance, il y a une absence totale lorsqu'il est nécessaire de développer des actions concrètes qui placent réellement les jeunes au centre des décisions du parti politique au pouvoir.

Dans ce graphique, la vague 2014-2015 attire notre attention par le fait que c'est celle où il y a une plus grande proximité entre les répondants. Les individus âgés de 18 à 25 ans (18 %) sont presque équivalents à ceux âgés de 36 à 45 ans (18 %) et de 46 à 65 ans (20 %) qui ont déclaré avoir déjà été en contact avec un parti politique. En d'autres termes, nous n'avons pas d'effet entre ces âges. Cette situation peut s'expliquer par une ouverture

apparente créée par un environnement électoral, étant donné que c'était précisément en 2014 que le Mozambique a réalisé des élections présidentielles pour élire le président actuel. Théoriquement, c'est à un moment électoral que les partis politiques ont tendance à approcher les citoyens pour leur proposer leurs projets politiques.

## 2.4. L'âge et son influence dans le contact avec chefs traditionnels

Après avoir utilisé deux variables différentes pour mesurer la question du contact (partis politiques et députés), nous avons voulu, dans une autre dimension, comprendre comment ce même contact se comporte pour des entités qui, en principe, semblent avoir peu ou pas de relation avec la politique. Les résultats montrent des variations de contact lorsqu'il s'agit d'une autorité traditionnelle, décrite comme un pouvoir moins formel, mais déterminant dans la manière dont les acteurs politiques gouvernent au Mozambique.



**Graphique 9 :** Le contact les chefs traditionnels selon l'âge (toutes les âges – toutes les vagues).

\* La question n'a pas été posée dans la vague 2011-2012.

Le graphique 9 indique que ce sont les personnes les plus âgées qui affirment avoir au moins établi un certain type de contact avec les chefs traditionnels, ce qui en principe ne semble pas surprenant pour notre analyse, si nous tenons compte du fait que ces chefs traditionnels font partie d'une culture ancienne que les jeunes nés après l'indépendance n'ont probablement pas connue cette réalité, même si ces mêmes chefs traditionnels ont ensuite été marginalisés lorsque le parti Frelimo a effectivement pris en charge la destinée politique du pays (Forquilha, 2010).

Historiquement, c'était par le biais d'un projet intitulé « Autorité et pouvoir traditionnel », coordonné par Lundin et al. (1995), que le débat autour de la tradition et du pouvoir politique a commencé à être discuté au Mozambique. L'autrice soutenait que la « culture rurale n'était pas l'obscurantisme réactionnaire qui figure dans la doctrine politico-idéologique du parti Frelimo, et que les chefs traditionnels ne sont pas simplement des collaborateurs déguisés du colonialisme et discrédités aux yeux de la population rurale » (Lundin et al., 1995 : 12). Avant cela, Geffray (1990) avait étudié les relations entre le pouvoir politique et les pouvoirs traditionnels au Mozambique.

En étudiant une autorité traditionnelle appelée Ndau, Florêncio (2004) explique que la formation de l'État au niveau local au Mozambique confronte deux modèles d'organisation sociale : le premier est appelé le modèle d'État, dirigé par les structures gouvernementales, le parti Frelimo et ses organisations ; le second est le modèle de reproduction sociale, qui est fait par les autorités traditionnelles, principalement en soutien politique du parti Renamo, en tant que force d'opposition à l'État et au parti Frelimo. Il ressort de cette analyse que le débat sur les chefs traditionnels n'est pas nouveau et que l'importance qui peut leur être accordée n'est pas non plus sans pertinence, étant donné que les différents acteurs politiques, qu'ils dirigent l'État ou non, trouvent dans les chefs traditionnels un moyen de légitimer et d'introduire leur influence et leur confiance politiques. Dans ce contexte, les citoyens trouvent une possibilité de « substitution inconsciente » entre les représentants officiels (députés et partis politiques) et les chefs traditionnels.

Enfin, nous observons que les chefs traditionnels connaissent mieux la vie quotidienne de leurs communautés et il est probablement tout aussi facile de traiter de tels

problèmes, par rapport aux institutions conventionnelles qui se sont montrées dans ces derniers années plus éloignées des électeurs, non seulement en raison de la charge formelle des échanges, mais surtout en raison des codes de communication utilisés qui ne répondent pas aux souhaits du citoyen ordinaire. Cette tendance peut être indicative de la facilité d'affection qui s'établit entre une institution politique formelle (parti politique) et informel (chef traditionnel). C'est une réalité qui peut être comprise comme une sorte de proximité des citoyens envers le leader traditionnel. En fait, dans le contexte du Mozambique, le chef traditionnel est considéré comme une structure qui va, dans une certaine mesure, au-delà des entités formelles. C'est le premier lieu de confiance du citoyen, soit pour résoudre des problèmes locaux, soit pour se concerter sur des problèmes communautaires. Ces responsables peuvent même exercer une fonction politique qui dépasse le cadre formel du parti au pouvoir. En d'autres termes, il existe un pouvoir non institutionnalisé qui gère la vie quotidienne au niveau du quartier. C'est une pratique exercée par des acteurs qui connaissent mieux le contexte local que les structures formelles.

Ce même pouvoir est souvent manipulé et utilisé par les partis politiques lorsqu'ils se rendent compte qu'ils n'arrivent pas à faire passer leur message politique aux citoyens, un acte que le parti Frelimo fait dans les zones où il gouverne et que l'opposition fait également là où elle a du pouvoir, notamment au niveau municipal. Avec ces données globales, il a été possible de constater que le contact varie selon la variable analysée, que ce soit pour les députés, les partis politiques ou les chefs traditionnels. Notre exercice visait à montrer qu'il existe des différences selon l'âge ou le genre dans chaque vague analysée. Une caractéristique commune est que la tranche d'âge de 36-45 ans se distingue plus clairement, suivie de la tranche d'âge de 46-65 ans. En revanche, les 18-35 ans ne font pas preuve du même dynamisme dans leur contact avec les députés, les partis politiques ou encore les chefs traditionnels.

Dans une autre étape, nous avons voulu réaliser une analyse plus spécifique basée sur les trois variables de contact évoquées ci-dessus, mais en nous concentrant cette fois-ci uniquement sur un groupe d'âge, en l'occurrence les individus âgés de 18 à 35 ans. Ce choix s'explique par l'intérêt de pouvoir dessiner le profil de ceux qui contactent effectivement un député, un parti politique ou un chef traditionnel dans cette tranche d'âge, en l'associant aux autres variables sociodémographiques tels que le diplôme,

l'occupation professionnelle, le genre et la région. Le tableau ci-dessous représente l'analyse uniquement de la dernière vague (2017-2018), parce que en considérant la proximité des résultats globaux, il nous a semblé que cette vague pouvait avoir des caractéristiques dont nous avons besoin pour mieux les comprendre.

Variable		Contacter député		Contacter partis		Contacter chef trad.	
		Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme
Genre		7 %	8 %	16 %	20 %	35 %	35 %
Diplôme	Sans études	15 %	19 %	21 %	27 %	51 %	62 %
	Primaire	11 %	13 %	15 %	24 %	41 %	47 %
	Secondaire	13 %	11 %	26 %	25 %	42 %	38 %
	Supérieur	19 %	23 %	28 %	31 %	32 %	30 %
Occupation	Chômage	9 %	8 %	19 %	19 %	41 %	46 %
	Inactif	13 %	18 %	20 %	36 %	40 %	39 %
	Temps partiel	28 %	14 %	47 %	24 %	55 %	37 %
	Temps plein	13 %	18 %	24 %	29 %	41 %	35 %
Région	Urbaine	10 %	10 %	18 %	22 %	32 %	31 %
	Rurale	15 %	15 %	25 %	27 %	48 %	49 %

**Tableau 2** : Le contact en fonction de plusieurs variables sociodémographiques (18-35 ans, Afrobaromètre 2017-2018).

Une première lecture de ce tableau suggère que parmi les trois niveaux de contact, les chefs traditionnels semblent être ceux qui sont les plus appréciés par rapport aux acteurs institutionnels et formels tels que les députés et les partis politiques. Ceci est clairement visible si nous gardons à l'esprit que le niveau de contact avec les membres du parlement est de 7 % pour les femmes, mais qu'il passe à 35 % lorsqu'il s'agit de contacter un chef traditionnel. Une situation similaire s'applique aux hommes, où le pourcentage de contact avec les députés est de 8 %, alors que ce chiffre s'élève à 35 % pour les chefs traditionnels.

La même tendance est enregistrée lorsqu'elle est associée aux autres variables telles que le diplôme, cette réalité est encore plus évidente et révèle que le contact formel avec des entités telles que les partis et les députés n'est pas du tout évident au Mozambique pour cette tranche d'âge. Nous constatons que le niveau sans études représente le pourcentage le plus élevé de ceux qui ont révélé avoir déjà contacté un chef traditionnel, variant de 62 % pour les hommes et 51 % pour les femmes, contre 19 % pour les hommes qui ont déclaré avoir déjà contacté un député contre 15 %. Cela montre que les chefs traditionnels sont non seulement proches des jeunes, mais qu'ils sont également préférés par les personnes sans diplôme, ce qui s'explique par la relation que ces types de chefs entretiennent avec la population locale, dont les jeunes.

## Modèles *odds ratio* (rapports de chances)

En utilisant la variable sur les députés, nous avons voulu répondre à une des questions qui est apparue de manière récurrente tout au long de nos entretiens dans les villes de Maputo, Beira et Nampula. Dans les entretiens discutés dans la sous-section précédente, nous montrons qu'il y a une quasi-unanimité sur l'absence ou le manque de contact avec les responsables politiques formelles comme les députés. Par hypothèse, nous considérons que l'absence de contact avec ces entités politiques provoque l'éloignement entre les citoyens et les politiciens et, par conséquent, compromet la coexistence politique elle-même au Mozambique.

### Variables sociodémographiques

Contact député (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
<b>Genre (femme)</b>			
Homme	0.974	1.044	0.881
<b>Diplôme (sans études)</b>			
École informelle	1.693	3.858**	0.550
Primaires	1.274	0.991	1.565
Secondaires	1.128	0.567	2.556
Formation professionnelle	1.625	0.674	4.816**
Supérieures	1.199	1.883	1.415
<b>Âge (36-45)</b>			
18-25	1.182		
26-35	0.798		
46-65	1.309		
66+	0.905		
<b>Occupation (chômage)</b>			
Inactif	1.109	1.469	0.900
Temps partiel	1.445	2.136**	0.867
Temps plein	1.723**	2.740***	0.535
<b>Index de privation</b>			
<i>Household</i>	0.983	1.011	1.062

## Variables de contrôle

Contact député (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
Vague 3 (2005-2006)			
Vague 6 (2014-2015)	0.515***	0.612*	0.372***
Langue interview (portugais)			
Mácuá	1.023	1.252	0.374
Sena	0.876	0.260**	3.121*
Ndau	0.862	1.573	0.851
Changana	0.690	1.027	0.399
Région (Urbaine)			
Rurale	1.165	2.081**	0.661
Constant			
	0.013***	0.003***	0.024***

N = 3472

**Lecture** : Sont ici reproduits des rapports de chances et leur niveau de significativité. Un rapport de 1 signifie que le groupe testé a autant de chances que le groupe de référence d'aller voter par exemple. Un rapport inférieur à 1 qu'il a moins de chances (par exemple 0,5 implique deux fois moins de chance), un rapport supérieur à 1, qu'il a plus de chances que le groupe de référence (2 implique qu'il a deux fois plus de chances).

Les niveaux de significativité sont les suivantes : \*  $p < 0,10$  (faiblement significatif), \*\*  $p < 0,05$  (assez significatif), \*\*\*  $p < 0.01$  (très significatif). Ce modèle prend en compte le fait de contacter les députés comme variable dépendante. Les variables région, langue de l'interview, provinces et vagues, ont été utilisées pour contrôler l'analyse des résultats.

## 2.5. Résultats et analyse des données

L'un des premiers résultats qui vient à l'esprit à la lecture de ce modèle concerne le fait que les jeunes ayant suivi une scolarité informelle ont une probabilité proche de 4 de contacter des députés, par rapport à ceux qui n'ont aucun diplôme. Dans ce contexte, il faut de noter que l'enseignement informel a été défini ici comme celui qui, bien que n'ayant pas de certification formelle, est utilisé comme une forme de légitimation des connaissances acquises au sein de la communauté ou de la famille. Le fait que ce soient les jeunes qui soient mis en avant dans le modèle montre en quelque sorte l'impact que la diversification du système éducatif au Mozambique peut avoir dans son rapport à la politique.

Si la dimension de l'occupation professionnelle est associée, les jeunes ont des chances légèrement supérieures à 2, par rapport à ceux qui n'ont aucune activité. En d'autres termes, les jeunes qui ont déclaré avoir une activité professionnelle à temps partiel ou à temps plein ont une probabilité notable de pouvoir contacter un député. Cela peut s'expliquer par la variable de la stabilité économique et l'intérêt pour la politique, qui comme nous l'avons vu dans d'autres analyses, le fait de se sentir stable augmente ce même intérêt (Ganter, 2016). Ce résultat est également intéressant dans la mesure où il relativise au moins l'hypothèse selon laquelle les jeunes sont désenchantés ou n'ont aucun intérêt pour la politique formelle, y compris les partis politiques et les députés.

Pour répondre à notre hypothèse dans ce modèle, il est important de rappeler que l'un des résultats que nous transmet renvoie au débat que nous avons soulevé précédemment, où nous soulignons que par excellence les députés ne sont pas la première source de recherche de solutions pour les citoyens, qu'ils soient par jeunes ou par les personnes plus âgées. Comme explication, nous observons que cela se produit en raison de leur caractère informel et de leur agilité à fournir des solutions, où les chefs sont considérés dans le contexte du Mozambique comme des entités qui suscitent une certaine confiance, non seulement pour que les citoyens puissent déposer leurs problèmes, mais aussi parce qu'ils considèrent que ceux-ci sont résolus de manière agile.

Dans le modèle, nous constatons d'autres variations tels que le fait de parler la langue locale sena et le fait de résider dans la zone rurale peut déterminer le contact avec les députés pour les moins de 35 ans. Dans ces résultats, un élément à prendre en compte est le fait que les chefs traditionnels sont, par excellence, des entités informelles et que la plupart d'entre eux se trouvent dans les zones rurales, ce qui explique en partie pourquoi c'est dans ces zones que la confiance se renforce et que les citoyens trouvent des moyens de trouver des solutions à leurs préoccupations.

### **3. Manifester dans un pays marqué par une atmosphère de violence**

Que signifie manifester au Mozambique ? Pour répondre à cette question il faut rappeler qu'il n'y a pas une historicité notable des manifestations au Mozambique dans la même mesure que ce que nous pouvons observer dans les pays ayant une forte « culture protestataire ».<sup>242</sup> Nous sommes face à un contexte où manifester peut souvent avoir différentes significations selon ceux qui dirigent le pays ou contrôlent la « machine de répression », qui est souvent de la police. Les manifestations organisées en 2008 et 2010 dans la ville de Maputo, dont le motif était contre le coût de la vie, en sont un exemple remarquable (Chaimite, 2014). Ces actes ont entraîné des pillages, causant des morts dans les rues de la ville de Maputo. Cependant, même si ces deux années étaient remarquables en termes de répertoire d'action collective, le dernier record remonte à 2016, lorsque des organisations de la société civile ont organisé une manifestation contre l'insécurité et les enlèvements.

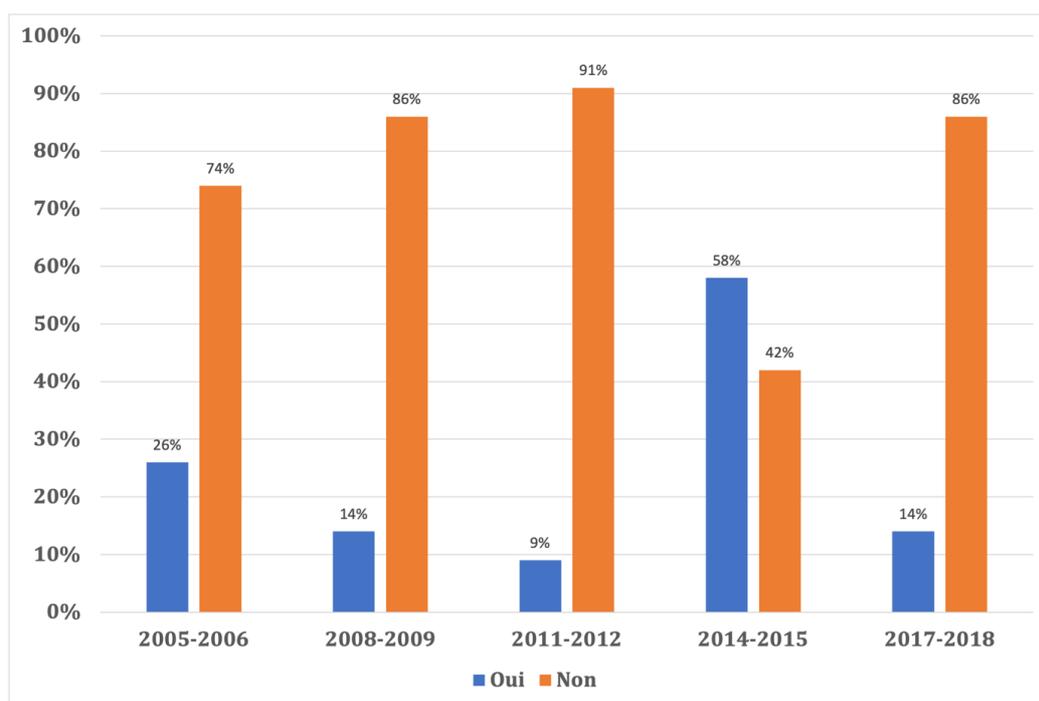
L'un des premiers constats montre une concentration des actes exclusivement dans les principaux centres urbains, en l'occurrence Maputo et Matola. Bien que ces dernières années, les centres urbains aient été le théâtre de grandes manifestations et d'occupations dans plusieurs pays (Ancelovici et al., 2016), le fait que seule Maputo apparaisse comme modèle peut révéler des inégalités de participation politique entre les différentes géographies du Mozambique, notamment dans la relation urbain-rural. Ainsi, la ville

---

<sup>242</sup> Il s'agit d'un acte qui s'est répandu principalement dans les pays occidentaux, où les citoyens ont acquis une pratique de l'action collective contre les actions des dirigeants. Dans les pays

apparaît comme l'espace privilégié pour la promotion de répertoires d'action collective, aussi réduites soient-ils, comme c'est le cas au Mozambique.

Dans une analyse à long terme, il semble clair que manifester n'est pas une pratique qui fait partie de la vie des Mozambicains, si nous excluons la vague de 2014-2015, qui apparaît comme la seule qui attire notre attention. Si plusieurs hypothèses peuvent être avancées, nous sommes tentés de dire que malgré la période marquant la transition d'un gouvernement à un autre, 2014-2015 marque aussi une certaine ascendance dans l'utilisation des plateformes numériques comme outils de communication pour organiser des répertoires d'action collective, même si la plupart des manifestations ont été rapportées depuis Maputo. De même, nous pouvons dire que, puisqu'il s'agissait de la première année de la présidence de Filipe Nyusi, les autorités ont peut-être agi avec moins de violence, en permettant la réalisation de manifestations, car la réalité change complètement si nous observons la vague 2017-2018.



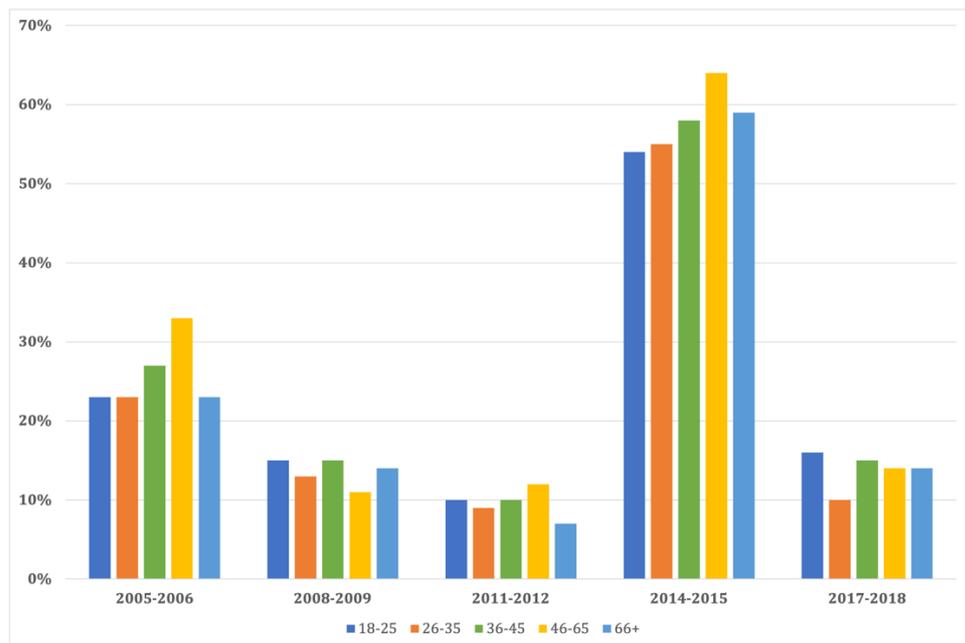
**Graphique 10 :** Avoir manifesté dans le temps (tous les âges – toutes les vagues).

---

comme la France, cet acte a pris une dimension de confrontation et d'action violente, comme l'explique Groux (2000).

### 3.1. L'âge, la manifestation et ses effets au Mozambique

En général, la trajectoire politique du Mozambique montre que parler des manifestations ne semble pas être un sujet sur lequel il y a beaucoup de consensus, étant donné que peu ou pas de traces de cette pratique sont visibles dans le pays. Comme nous l'avons vu au début de cette section, si nous pouvons donner quelques exemples de manifestations réalisées en 2008, en 2010 ou en 2016, nous ne pouvons pas dire grand-chose des répertoires d'action collective ces dernières années. Pour une meilleure compréhension, nous avons voulu comprendre cette variation en y associant le facteur âge.



**Graphique 11** : Avoir manifesté en fonction de l'âge (toutes les âges – toutes les vagues).

Le graphique deux montre l'évolution des manifestations en fonction de l'âge, de 2005 à 2018. L'inclusion du facteur âge est importante du point de vue de la lecture du profil des personnes plus ou moins intéressées par cette forme de participation politique. Ce graphique révèle deux dimensions d'analyse. D'un point de vue global, ces données montrent que la pratique de manifestation n'est pas très présente dans le cas du Mozambique, mais d'autre part cela montre qu'aucune classe d'âge se

démarque nettement par rapport à une autre dans le temps. Cependant, un intérêt particulier d'analyse doit être accordé pour la vague 2014 à 2015, pour au moins deux raisons.

Tout d'abord, les 18-25 ans (de 2014-2015) sont ceux qui sont nés dans la « cohorte libre », et font partie d'un groupe de jeunes qui cherchent encore une affirmation sociale par le biais de l'école – ils n'ont pas d'antécédents de vie dans le Mozambique de guerre civile ou pour l'indépendance. Toutefois, si nous les comparons avec les plus de 66 ans, c'est-à-dire les personnes nées dans la génération des années 1960 – pendant la guerre, – nous constatons également qu'elles ne présentent pas autant de différence avec les autres générations en termes de prédisposition à se manifester.

Deuxièmement, les années 2014-2015 représentent un tournant majeur en termes de *leadership* politique. D'une part, c'est à cette époque que la présidence du Mozambique change, ce qui marque le départ du président Guebuza et l'arrivée de l'actuel président Nyusi qui dirige le pays depuis 2015. Cela aurait pu être un signe d'ouverture et d'espoir que la gouvernance actuelle pourrait représenter. D'autre part, il ne semble pas que cela ait été une réalité durable, puisque dans les années suivantes (vague 7 – 2017-2018), nous constatons à nouveau une baisse remarquable.

En particulier, nous considérons qu'il n'y a pas d'effet d'âge dans ces données. Nous n'avons pas une variation considérable entre les groupes d'âge, étant donné que lorsqu'elle augmente dans une certaine tranche d'âge, la même réalité se produit dans d'autres tranches. Il est intéressant de noter que même dans les âges les plus avancés (+ 66 ans), nous observons la même situation, alors que nous pourrions imaginer que seuls les jeunes auraient une plus grande tendance à manifester. Cette réalité est peut-être liée en partie à ce que nous avons recueilli lors des entretiens, comme le montre l'extrait ci-dessous :

Un jour, mon père m'a dit : mon fils, dans ce pays, si tu veux avoir un travail, tu dois adhérer au parti Frelimo, raison pour laquelle nous jouons un rôle passif dans ma famille concernant sur la manifestation. Mes parents sont très conservateurs. Lorsque des messages concernant la manifestation sont diffusés sur les réseaux sociaux, ils nous

disent de ne pas quitter la maison car nous serons violentés par la police – nous allons recevoir une balle.

FM, ville de Maputo (2019).

Rester en silence serait une absurdité, car notre gouvernement peut faire n'importe quoi en abusant de son pouvoir. Mais quand on veut faire une manifestation, il y a un problème d'autorisation. Quand nous envoyons une lettre (à la municipalité), le gouvernement fait tout pour la bloquer. Quand nous envoyons notre demande, le gouvernement envoie la police pour nous empêcher de manifester. Le peuple veut s'exprimer, le peuple est saturé, mais il y a toujours des limites et on nous dit de nous taire.

FR, ville de Beira (2019).

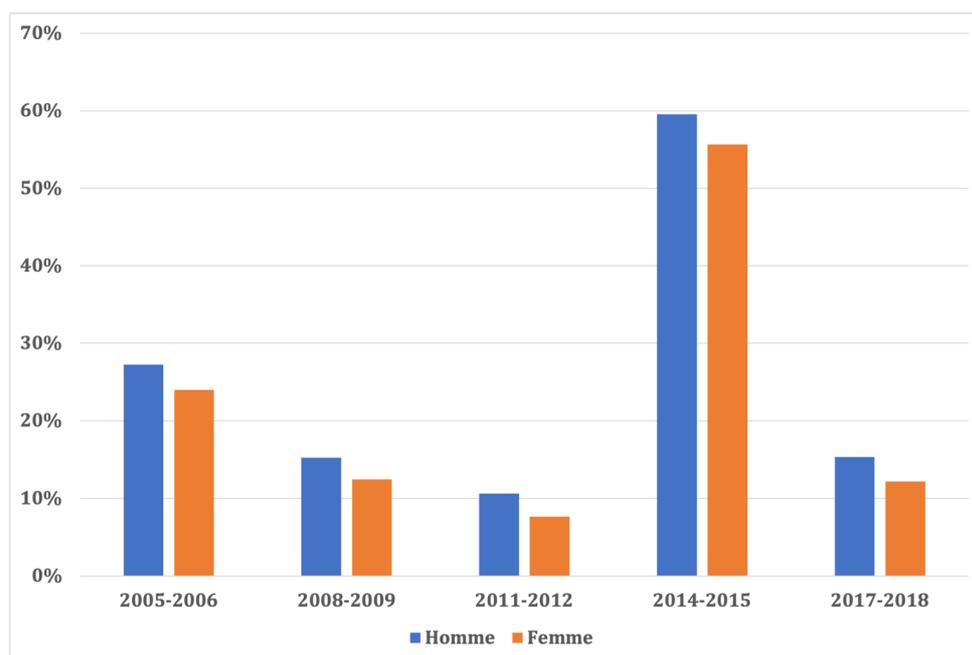
Dans le discours de FR, nous constatons une interprétation qui confirme l'empêchement récurrent qui existe lorsque les citoyens pensent à se mobiliser en faveur d'une cause ou contre une action quelconque des politiciens. Nous sommes face à un exemple évoqué dans le livre de Siméant (2014) sur les manifestations urbaines dans certaines villes africaines, notamment Bamako, au Mali. L'auteur montre que certains régimes politiques utilisent précisément la question de la bureaucratie à travers les « demandes d'autorisation de manifester » comme stratégie politique pour empêcher les gens de manifester (Siméant, 2014).

La deuxième explication montre que lorsque l'âge avance, l'intérêt pour certaines pratiques participatives, comme les manifestations, tend à diminuer, surtout dans un contexte où, dès le plus jeune âge, les pratiques de participation politique par la mobilisation collective ont toujours été moins présentes. Dans la même dimension, nous considérons qu'il s'agit d'une phase de la vie au cours de laquelle les individus cherchent à consolider leurs projets, que ce soit d'un point de vue social ou économique. Ainsi, manifester contre ceux qui gouvernent devient moins intéressant, lorsque ce même emploi dépend de ceux qui détiennent le pouvoir. En effet, l'État reste le principal employeur au Mozambique, surtout dans un

contexte où les manifestations sont interdites dans la fonction publique et les syndicats sont quasiment inexistant dans le pays.

### 3.2. Le genre qui ne change pas « grande chose » dans la manifestation

Lorsque nous avons voulu savoir ce qu'il en était du point de vue du genre, nous avons constaté à nouveau que la sixième vague (2014-2015) se distingue comme étant celle où les personnes ont effectivement affirmé s'être exprimées avec plus d'intensité par la manifestation, si nous la comparons aux vagues précédentes. Mais comme nous l'avons vu dans le chapitre (cinq) de ceux qui votait le plus en fonction du genre, le graphique trois montre qu'une fois encore, les hommes se démarquent des femmes, même si cette différence n'est pas si évidente.



**Graphique 12 :** Avoir manifesté en fonction du genre (toutes les âges – toutes les vagues).

Le graphique trois ne semble pas apporter une différence majeure comparé à ce que nous avons vu auparavant, même dans le chapitre cinq, qui était uniquement consacré au vote. Nous avons constaté que les femmes sont moins disposées à s'impliquer a des

actes de participation politique – soit conventionnelles ou non-conventionnelles –, non pas parce qu'elles ne sont pas nécessairement capables de faire, mais en raison de plusieurs obstacles, elles se sentent moins légitimes que leurs pairs. Cependant, dans ce graphique nous ne pouvons pas affirmer que cette différence est si évidente, étant donné que lorsque les hommes augmentent leur intérêt pour la manifestation, les femmes suivent également la même tendance.

Généralement, la théorie montre que les hommes sont plus susceptibles de participer à la vie politique que les femmes (Della Suda et al., 2012). Il s'agit d'une réalité qui, bien qu'elle divise les perspectives analytiques, il est presque similaire dans plusieurs pays, que ce soit dans les démocraties consolidées ou dans le contexte de l'Afrique. Dans le cas du Mozambique, bien que le pays présente une législation abondante concernant la participation politique des femmes, ainsi que la promotion de l'égalité avec les hommes, il y a des contraintes qui sont encore vérifiées tant dans la vie familiale en général, que dans la participation politique en particulier (CeUrbe, 2019).

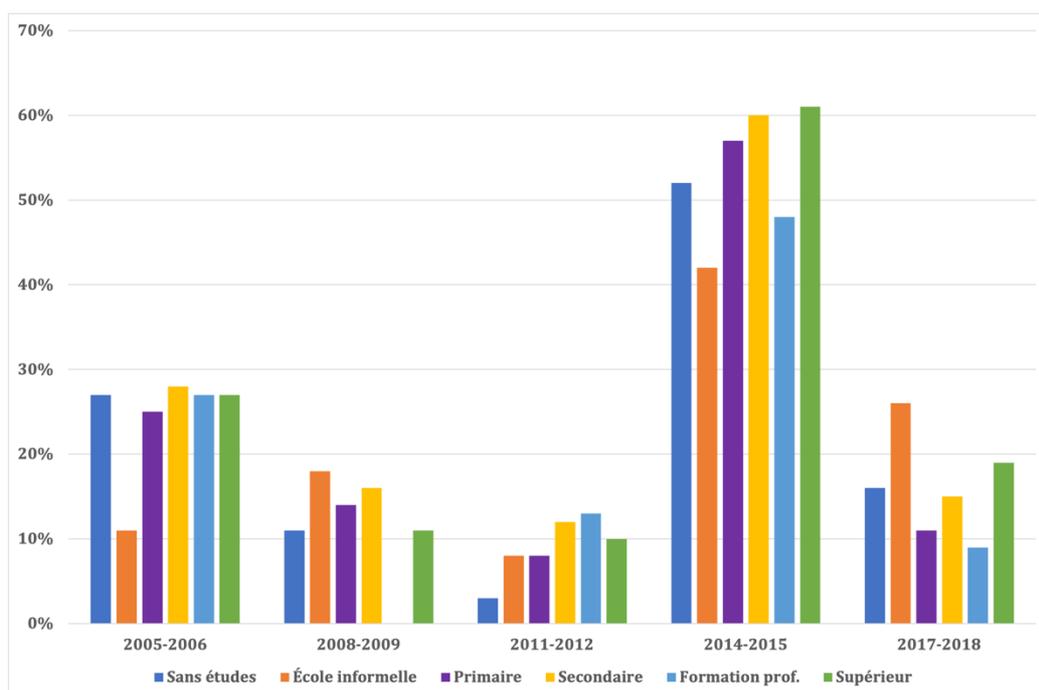
Dans le graphique 12 une vague attire notre attention, celui de 2014-2015. Cette vague se distingue des autres avec plus de 50 % de personnes qui ont déclaré avoir déjà manifesté. Un accent particulier aux hommes, bien que la différence avec les femmes soit moins évidente. Il s'agit de la même vague qui, comme nous l'avons déjà montré tout au long de ce chapitre est la plus remarquable, car elle révèle le changement de présidence du pays, ce qui a pu impliquer la création d'une nouvelle atmosphère pour exercer une citoyenneté plus dynamique.

Toutefois, il semble que cette hypothèse ait été rapidement réfutée, si nous considérons que lors de la vague suivante (2017-2018), la tendance chute considérablement, passant par exemple de 59 % à 16 % entre les deux vagues pour les hommes. Bien que les femmes soient communément considérées comme des « mobilisatrices politiques d'excellence en période électorale, leur participation à la vie politique reste marginale, non seulement parce qu'elles ont une participation symbolique, mais parce qu'elles sont perçues comme moins capables par rapport aux hommes » (Karberg, 2015 : 16), malgré le fait que le Parlement mozambicain soit dirigé par des femmes depuis 2015, ainsi que le fait qu'il ait eu des femmes à la tête

des groupes parlementaires des deux plus grands partis politiques du Mozambique, Frelimo et Renamo.

### 3.3. Manifestation et le niveau de diplôme

Dans sa globalité, la littérature (Ganter, 2016) a constamment cherché à associer le diplôme et la politique, montrant à de nombreuses reprises le fait d'avoir une formation scolaire peut influencer la façon dont les gens se regroupent pour revendiquer une cause politique. Cependant, le lien entre diplôme et politique semble déconnecté dans la réalité. En effet, ces analyses ne sont pas toujours linéaires, présentant ainsi des résultats souvent contradictoires qui doivent être lus dans un contexte donné, raison pour laquelle nous prenons avec prudence les résultats de l'Afrobaromètre.



**Graphique 13** : Manifester en fonction du diplôme (toutes les âges – toutes les vagues).

Dans le graphique 13, nous remarquerons que ceux qui manifestent semblent avoir un diplôme légèrement avancé. Cela rappelle l'analyse faite sur la pratique des manifestations de diplômés chômeurs au Maroc, perçue comme un acte pour attirer d'attention et pas

forcément mobilisateur. Montserrat (2009 : 35) montre que « l'occupation de la rue est le canal principal d'accès à la visibilité des diplômés chômeurs ». Dans ce cas, le contrôle de l'image qui en découle est un enjeu majeur, car il participe de la construction de la légitimité de la catégorie revendicative. Cependant, cette analyse oppose à d'autres réalités des pays d'Afrique où nous avons déjà observé qui sont généralement les moins diplômés qui se mobilisent souvent pour revendiquer au nom de l'amélioration de leurs conditions de vie souvent précaires. En effet, c'est cette réalité que nous avons pu constater lors des manifestations « contre la vie chère » dans plusieurs pays d'Afrique (Bonnecase, 2019), mais aussi dans le cas de l'Afrique du Sud où les étudiants ont revendiqué contre la hausse des frais de scolarité.

Nous constatons que, bien que le graphique 13 illustre un scénario dans lequel les diplômés de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur auraient apparemment plus de prédisposition pour manifester, nous ne constatons pas de grands écarts entre les niveaux de diplôme, raison pour laquelle nous ne sommes pas face à une réalité démontrée par la théorie qui cherche à expliquer le rôle fondamental du diplôme dans les manifestations. Dans le cas du Mozambique, cette hypothèse a moins d'influence, du moins si nous tenons compte ces données statistiques, sauf pour la vague 2015-2016 qui marque du départ du président Guebuza et de l'arrivée de l'actuel président, Filipe Nyusi.

Prenons cette même vague (2014-2015) qui nous semble remarquable pour le contexte mozambicain, nous avons isolé la classe d'âge qui va de 18 à 35 ans, comme nous l'avons fait par rapport aux autres variables analysées précédemment. Cet exercice nous semble nécessaire dans la mesure où il permet de saisir en détail le profil de ceux qui ont déclaré déjà manifesté. Dans la globalité, nous constatons qu'il y a peu de différence entre les hommes et les femmes, l'écart entre les deux genres n'étant que de 1 %. Nous avons également considéré dans notre analyse la vague 2011-2012, car elle représente les niveaux plus bas en termes de manifestation au Mozambique.

Variable		Manifestation	
<b>2011-2012</b>			
<b>Genre</b>		<b>Femme</b>	<b>Homme</b>
		12 %	16 %
<b>Diplôme</b>	<b>Sans études</b>	0 %	0 %
	<b>Primaire</b>	10 %	16 %
	<b>Secondaire</b>	19 %	16 %
	<b>Supérieur</b>	0 %	17 %
<b>Occupation</b>	<b>Chômage</b>	12 %	17 %
	<b>Inactif</b>	10 %	10 %
	<b>Temps partiel</b>	30 %	19 %
	<b>Temps plein</b>	25 %	18 %
<b>Région</b>	<b>Urbaine</b>	16 %	14 %
	<b>Rurale</b>	10 %	18 %
<b>2014-2015</b>			
<b>Genre</b>		<b>Femme</b>	<b>Homme</b>
		22 %	23 %
<b>Diplôme</b>	<b>Sans études</b>	48 %	41 %
	<b>Primaire</b>	51 %	57 %
	<b>Secondaire</b>	60 %	59 %
	<b>Supérieur</b>	46 %	56 %
<b>Occupation</b>	<b>Chômage</b>	50 %	56 %
	<b>Inactif</b>	50 %	60 %
	<b>Temps partiel</b>	61 %	62 %
	<b>Temps plein</b>	58 %	50 %
<b>Région</b>	<b>Urbaine</b>	55 %	53 %
	<b>Rurale</b>	51 %	59 %

**Tableau 3** : Manifester en fonction de plusieurs variables sociodémographiques (18-35 ans, Afrobaromètre 2011-2012 ; 2014-2015).

Concernant la vague 2011-2012, dans l'ensemble des données ce sont les hommes (16%) qui déclarent avoir plus manifesté que les femmes (12%). Si nous examinons une analyse par facteurs sociodémographiques, nous constatons, encore une fois, que les femmes sont à nouveau derrière les hommes dans presque toutes les variables, à l'exception de la dimension urbaine (16 % femmes et 14 % hommes), de l'enseignement secondaire (19 % femmes et 16 % hommes) et de certaines catégories professionnelles.

Pour la vague 2014-2015, le point qu'il faut remarquer dans ces données se concentre au niveau de l'enseignement secondaire, où tant les hommes que les femmes ont déclaré que 59 % et 60 % respectivement avaient déjà participé à une manifestation au cours des 12 derniers mois. Cela montre que c'est à ce niveau que se concentre une grande volonté à manifester, ce qui ne confirme pas en partie la théorie qui cherche à combiner le fait d'être un « bon citoyen civique » avec le niveau de diplôme bien avancé. Dans le cas du Mozambique, cela peut s'expliquer en partie par le fait que ceux qui parviennent réellement à passer de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur sont encore peu nombreux, si nous tenons compte du fait que l'enseignement supérieur est garanti par moins de dix universités publiques, le reste étant privé.

En d'autres termes, c'est au niveau secondaire que nous trouvons le plus grand nombre de jeunes qui, après avoir terminé leurs études, manquent de possibilités d'accéder à l'enseignement supérieur. Un autre élément à prendre en compte dans ce tableau est lié à la dimension régionale, où si les hommes qui vivent dans les zones rurales ont déclaré à 59 % avoir déjà manifesté, 51 % par les femmes. Du point de vue urbain, 53 % pour les hommes et 55 % pour les femmes. Dans ce contexte, si nous admettons que l'espace urbain est par excellence le premier lieu pour manifester, il est surprenant que l'espace rural apparaisse ici comme la première option des jeunes au Mozambique, au moins pour les hommes.

Cette réalité peut s'expliquer par le profil sélectionné par l'enquête Afrobaromètre, même si nous admettons qu'il est encore difficile dans le cas du Mozambique de faire une distinction claire entre ce qui est compris comme urbain et rural. En effet, dans notre analyse l'hypothèse entre le rural et l'urbain ne se pose pas comme une variable de comparaison. Il s'agit juste d'une variable descriptive qui ne peut servir qu'à illustrer la tendance de chaque région, puisque nous ne disposons pas de données qui nous permettraient de comprendre en détail ce qui se passe, par exemple, dans la zone rurale, qui n'était pas notre terrain d'étude,

du moins si nous la comparons à la zone urbaine. Notre hypothèse ne considère pas la dichotomie urbain-rural comme une analyse. Enfin, en comparant dans le temps les vagues 2011-2012 et 2014-2015, nous pouvons constater un net changement dans les pratiques de participation par la manifestation. Prenons comme exemple le cas où seulement 10 % des chômeurs ont déclaré avoir déjà manifesté en 2011-2012 pour les deux genres, mais ce nombre a augmenté à 60 % (hommes) et 50 % (femmes) en 2014-2015.

### **3.4. Mesurer les facteurs clés pour manifester au Mozambique**

Le débat sur les facteurs qui déterminent la manifestation fait partie d'une littérature bien établie. Nous faisons souvent appel à la logique de *grievance* – une théorie qui cherche à montrer que la colère, la frustration et le désir de changement sont les principaux éléments qui poussent les gens à manifester. En d'autres termes, il y aurait une hypothèse presque directe entre l'absence de certaines conditions sociales et économiques fondamentales qui conduisent les gens à se manifester. Cette hypothèse nous amène à nous interroger sur le cas du Mozambique.

Dans une étude sur plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne basée sur les enquêtes de l'Afrobaromètre (2002-2015), Mueller (2018) a testé des hypothèses sur les motivations pour la mobilisation des ressources, estimant que les citoyens sont plus susceptibles de manifester, en général, s'ils anticipent une baisse de leur niveau de vie. Parmi les autres motivations, nous pouvons citer le sentiment que son groupe ethnique ou le fait d'être traité injustement et le sentiment que ses conditions économiques se sont détériorées dans le passé. L'auteur montre également que les attitudes à l'égard de la légitimité du régime en place ont très peu d'importance. Une autre hypothèse que nous allons tester est le volet politique, où nous postulons que l'exposition à d'autres pratiques de participation à la vie politique telles que voter, discuter de la politique ou contacter des entités politiques (députés et partis politiques) augmente les chances de participer à une manifestation.

Le cas du Mozambique a ses propres caractéristiques, surtout si nous tenons compte du fait qu'aucun contexte ne doit être considéré comme une réalité homogène, car

nous avons des particularités selon la période où l'enquête a été réalisée et les variables sociodémographiques utilisées dans le modèle. Dans ce cas, nous avons voulu associer la variable de manifestation comme indépendante, afin de comprendre quels sont les facteurs déterminants au Mozambique, en gardant toujours cette distinction selon les classes d'âge, la plus pertinente pour notre thèse étant l'intervalle entre 18-35 ans.

## Modèles *odds ratio* (rapports de chances)

### Variables sociodémographiques

Manifestation (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
<b>Genre (homme)</b>			
Femme	0.942	0.880	1.086
<b>Diplôme (sans études)</b>			
École informelle	0.941	0.565	1.461
Primaires	1.142	1.006	1.181
Secondaires	1.244	1.111	1.041
Formation professionnelle	0.704	0.606	0.623
Supérieures	0.988	0.871	0.669
<b>Âge (36-45)</b>			
18-25	0.997		
26-35	0.906		
46-65	1.203		
66+	0.979		
<b>Occupation (chômage)</b>			
Inactif	0.998	1.087	0.913
Temps partiel	0.974	1.076	0.921
Temps plein	1.307*	0.996	2.379***
<b>Index de privation</b>			
<i>Household</i>	0.919***	0.910***	0.940

## Variables politiques

Manifestation (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
Participation électorale (n'a pas voté)			
Avoir voté	1.030	0.981	1.456
Discuter politique (non)			
Oui	1.712***	1.886***	1.466**
Satisfaction démocratie (pas satisfait)			
Satisfait	0.958	0.904	1.090
Confiance (aucun parti politique)			
Confier un parti politique	1.199	1.125	1.475
Confier les deux : Frelimo et l'opposition	0.987	0.795	1.544
Contact (non)			
Parti politique	1.571**	1.387	2.569***
Député	1.653***	1.370*	2.605***

## Variables de contrôle

Manifestation (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
Vague (2005-2006)			
Vague 5 (2011-2012)	0.290***	0.332***	0.253***
Vague 6 (2014-2015)	4.466***	4.534***	5.081***
Vague 7 (2017-2018)	0.443***	0.511***	0.346***
Langue interview (portugais)			
Mácuá	1.031	0.997	1.202
Sena	0.811	0.700	1.024
Ndau	1.135	1.163	1.013
Changana	0.849	0.851	0.870
Région (Urbaine)			
Rurale	0.901	0.906	0.902
Constant	0.141***	0.144***	0.062***

N = 5358

**Lecture** : Sont ici reproduits des rapports de chances et leur niveau de significativité. Un rapport de 1 signifie que le groupe testé a autant de chances que le groupe de référence d'aller voter par exemple. Un rapport inférieur à 1 qu'il a moins de chances (par exemple 0,5 implique deux fois moins de chance), un rapport supérieur à 1, qu'il a plus de chances que le groupe de référence (2 implique qu'il a deux fois plus de chances).

Les niveaux de significativité sont les suivantes : \*  $p < 0,10$  (faiblement significatif), \*\*  $p < 0,05$  (assez significatif), \*\*\*  $p < 0.01$  (très significatif). Ce modèle prend en compte le fait de manifester comme variable dépendante. Les variables région, langue de l'interview, provinces et vagues, ont été utilisées pour contrôler l'analyse des résultats.

### **3.5. Résultats et analyse des données**

En général, plusieurs études montrent qu'en Afrique les hommes sont plus visibles dans la vie politique que les femmes et peuvent ainsi être plus susceptibles de manifester (Mueller, 2018) – en supposant qu'il s'agit même d'une réalité qui va au-delà du continent africain. Cependant, cette tendance n'est pas observable pour le cas du Mozambique – il n'y a en fait aucun élément d'analyse dans notre modèle. Dans une étude sur le genre et la participation politique des jeunes au Ghana, Biney et al. (2019) ont démontré que les hommes étaient plus susceptibles d'exprimer leur intérêt et de participer à la politique que les femmes, tandis que les moins jeunes étaient peu susceptibles de participer à la politique que les jeunes plus âgés.

Comme raison, les auteurs expliquent que la participation relativement faible des jeunes à la vie politique est le résultat de leur sentiment de corruption et de méfiance à l'égard de la politique et de l'omniprésence de la discrimination fondée sur l'âge et le genre. Toutefois, cette explication ne s'applique peut-être pas entièrement au cas du Mozambique. En général, les mesures objectives comme le diplôme et l'âge n'ont pas de relation mesurable avec la propension à manifester. Nous considérons que cette absence d'effet concernant l'âge peut valider la que rhétorique selon laquelle la gouvernance africaine est perçue comme étant « gérontocratique par nature »,

renforcent une sorte d'adultisme politique qui aliène les jeunes (Adebayo, 2018). En effet, la construction sociale de la maturité, c'est-à-dire les personnes jugées responsables ou capables, détermine l'éligibilité aux postes de décision, souvent à l'exclusion des jeunes, considérés comme trop jeunes, irrationnels ou irresponsables. Ainsi, le sentiment de distance des jeunes peut être aperçu comme une conséquence du fait qu'ils sont privés de droits accordés aux adultes, comme le droit de voter, de se présenter aux élections.

Concernant le diplôme, plusieurs études quantitatives ont montré que l'enseignement supérieur avait une très forte influence sur la participation politique des jeunes. Par exemple, Nkinyangi (1991) avait déjà constaté qu'il y a une relation historique entre la participation dans les manifestations et le fait d'être étudiant universitaire en Afrique. Cependant, dans une étude sur l'intérêt des jeunes pour la politique au Ghana l'inverse a été observé, puisque les participants des niveaux d'éducation inférieurs (c'est-à-dire les premières années) ont montré plus d'intérêt à s'engager dans la politique étudiante. Ce constat de la relation inverse entre le niveau d'éducation et la participation politique est cohérent avec un autre résultat de l'enquête de l'Afrobaromètre 2014/2015 au Ghana selon lequel la participation électorale diminue avec le niveau d'éducation (Lekalake et al., 2016).

Dans notre modèle, cette réalité n'a pas été observée, une situation qui semble contradictoire avec l'histoire politique de plusieurs pays d'Afrique dont le Mozambique, si nous considérons que les étudiants et autres jeunes étaient souvent les manifestants les plus actifs dans les mouvements d'indépendance et de démocratie en Afrique. Concernant la région, dans son livre Mueller (2018) explique qu'il s'agit d'une variable qui joue un rôle important dans la compréhension de la dynamique de la participation politique, en soulignant que le fait que les populations rurales soient géographiquement dispersées et historiquement exclues peut contribuer pour leur implication ou non dans la politique. La campagne est aussi géographiquement plus éloignée du gouvernement, qui est la cible habituelle des manifestations. Cela a été démontré dans l'étude de Bratton et al. (1992) où aucun cas de soulèvement rural n'a été trouvé entre 1989 et 1991.

Dans cette analyse nous pouvons ajouter une autre variable liée à la dimension du régime politique, où même si nous n'avons pas effectué une enquête et un suivi exhaustifs dans le temps, notre propre expérience montre qu'au Mozambique, ni les zones rurales ni les zones urbaines ne semblent être des espaces pour la réalisation des manifestations. Cela peut être dû au fait que le contexte n'est pas très réceptif à ces pratiques. Par exemple, nous sommes en mesure de dire que dans les trois villes qui font partie de notre terrain, il n'y a pas eu de manifestations considérables ces dernières années. S'il y a eu des tentatives, elles ont toutes été réprimées par la police. La dernière manifestation remonte à août 2016 dans la ville de Maputo.

En général, l'hypothèse sur la privation suggère les personnes qui perçoivent leurs conditions de vie comme mauvaises sont plus susceptibles de manifester, que celles qui perçoivent leurs conditions de vie comme bonnes. Par exemple, Reenock et al. (2007, cités par Mueller, 2018 : 124) suggèrent que « la privation des besoins fondamentaux subjectifs alimentera les conflits lorsque la pauvreté persiste dans un contexte de développement économique général ». Cependant, la théorie sur la privation peut être relativisée, dans la mesure où certains auteurs considèrent avoir peu d'effet entre le manque de ressources et la manifestation (Corning et al., 2002).

Dans le cas du Mozambique, notre analyse révèle un effet pour le modèle total et le moins de 35 ans. Si nous tenons compte de ce que nous avons soutenu tout au long de ce chapitre, selon lequel les conditions économiques des jeunes sont perçues comme limitées, dans un contexte où l'accès aux ressources dépend souvent de la proximité avec le parti au pouvoir, les résultats de l'effet pour les moins de 35 ans semblent évidents. Cependant, c'est ce que révèle le modèle statistique, mais dans la pratique et selon les entretiens, nous n'avons pas autant de preuves de cette association de facteurs.

Le fait de discuter de politique semble jouer un rôle évident dans la mobilisation des gens pour la manifestation. Pour les moins de 35 ans les chances sont de 1,8, tandis que pour les plus de 35 ans, les chances sont de 1,4. Cette réalité n'est pas contradictoire avec ce que la littérature abordée dans la section concernant « parler politique » (Mayer, 2010). Dans ce cas, nous pouvons même défendre l'hypothèse selon laquelle le retrait de la politique conduit à une plus grande distance par rapport

aux différentes formes de participation politique. Une autre variable importante dans les modèles concerne les contacts avec différents acteurs politiques, avec un accent particulier pour les plus de 35 ans, où les chances de manifester un contact avec les partis politiques est de 2,5, tandis que pour le contact avec les députés, ces chances sont de 2,6. Ce qui explique cette situation est peut-être en partie le fait que l'âge est en soi un fait de « proximité générationnelle » avec les chefs de parti et les députés, qui, comme nous l'avons vu tout au long de ce chapitre, sont généralement des personnes de plus de 35 ans.

Enfin, les données de ces trois modèles montrent que la relation des jeunes avec la politique est complexe. Ces données semblent contredire dans une large mesure ce que les variables sociodémographiques ont toujours tendance à révéler lorsque nous abordons la variable de la manifestation. Ainsi, il nous semble que les jeunes ne rejettent pas la politique en soi (Cross et al., 2008), mais qu'ils semblent plutôt être simultanément désengagés et engagés politiquement (Farthing, 2010).

#### **4. Comprendre la confiance comme un outil de la participation politique**

Y a-t-il une réponse à ce qu'est la confiance politique ? Il n'y a pas de réponse unique à cette question, surtout si nous considérons que ce débat va de la remise de soi (Bourdieu, 1984), aux difficultés à établir les différentes logiques qui déterminent l'analyse de la confiance (le revenu, le niveau de diplôme, l'âge ou encore le genre), sans oublier qu'il s'agit d'une idée très répandue dans les démocraties libérales. Plusieurs études analysent la confiance comme un élément lié à une crise de la représentation politique (Bréchon, 2004 ; Landau, 2008)<sup>243</sup> – crise envers les institutions politiques (Eyriès, 2016 ; Rouban, 2019) – une crise des partis politiques (Gaxie, 2018 ; Ignazi et al., 2021). Cependant, c'est une lecture que nous n'adoptons pas pour le cas du Mozambique, si nous tenons compte des données statistiques sur la

---

<sup>243</sup> L'ouvrage *Disaffected Democracies*, écrit sous la direction de Pharr et Putnam en 2000 constitue un exemple pour analyser la logique impliquée dans certains diagnostics actuels concernant la perte de confiance. Selon les auteurs, les démocraties contemporaines ne sont pas mises en doute en tant que système, mais les citoyens ne font pas confiance aux institutions et aux politiciens.

confiance politique, ainsi que la participation aux élections dans les dernières années. En effet, nous considérons que la confiance au Mozambique a ses propres particularités selon le régime politique qui préside le pays depuis l'indépendance de 1975.

Rivaton (2016) montre que l'exercice politique repose tout entier sur la confiance. L'élection implique d'accorder sa confiance au candidat dans la réalisation du programme proposé, confiance qui, à la différence de la foi ou de la croyance, implique un pari sur la constance du comportement de l'autre. Cette prise de risque est susceptible d'être trahie en l'absence de moyens de contrôle ou de coercition autre que l'élection suivante, éloignée dans le temps. En d'autres termes, la confiance est peut-être liée à ce qui se passe entre une élection à l'autre. L'une des grandes questions qu'il faut se poser est de savoir quelle relation peut être établie dans la phase qui suit le vote entre les élus et les électeurs. Surtout à un moment où le débat central est placé du point de vue de la fatigue ou de l'épuisement avec la politique institutionnelle – voire des partis dans les pays avec une démocratie consolidée comme la France.<sup>244</sup>

Comme l'explique Laurent (2012), à première vue, la confiance des gouvernés semble indispensable à tout gouvernement. L'auteur montre également que cette même confiance est le lien essentiel qui unit les gouvernants et les gouvernés dans la théorie libérale de Locke, mais aussi le critère de l'éventuel renversement d'un gouvernement. Plus précisément, la « défiance libérale » est encore au cœur de nos systèmes parlementaires à travers l'usage des « motions de confiance » ou de défiance du pouvoir parlementaire envers le pouvoir exécutif, le cas de la « motion de défiance constructive » (Laurent, 2012 : 87).

Plus spécifiquement, les citoyens ne se sentiront peut-être pas aussi capables pour exercer leur droit de méfiance envers ceux qui gouvernent. Une fois élus, les responsables politiques bénéficient d'une confiance qui leur a été attribuée dans l'« acte de vote », car le citoyen par lui-même ne se sent pas capable de gouverner, c'est pourquoi il nécessite d'une

---

<sup>244</sup> Dans un livre intitulé « Que faire des partis politiques ? », Gaxie et al. (2018) affirme que de l'avis général, les partis politiques sont en crise. L'apport de cet ouvrage est de recenser les causes nombreuses et complexes de leurs transformations. C'est aussi la question de la défiance à l'égard

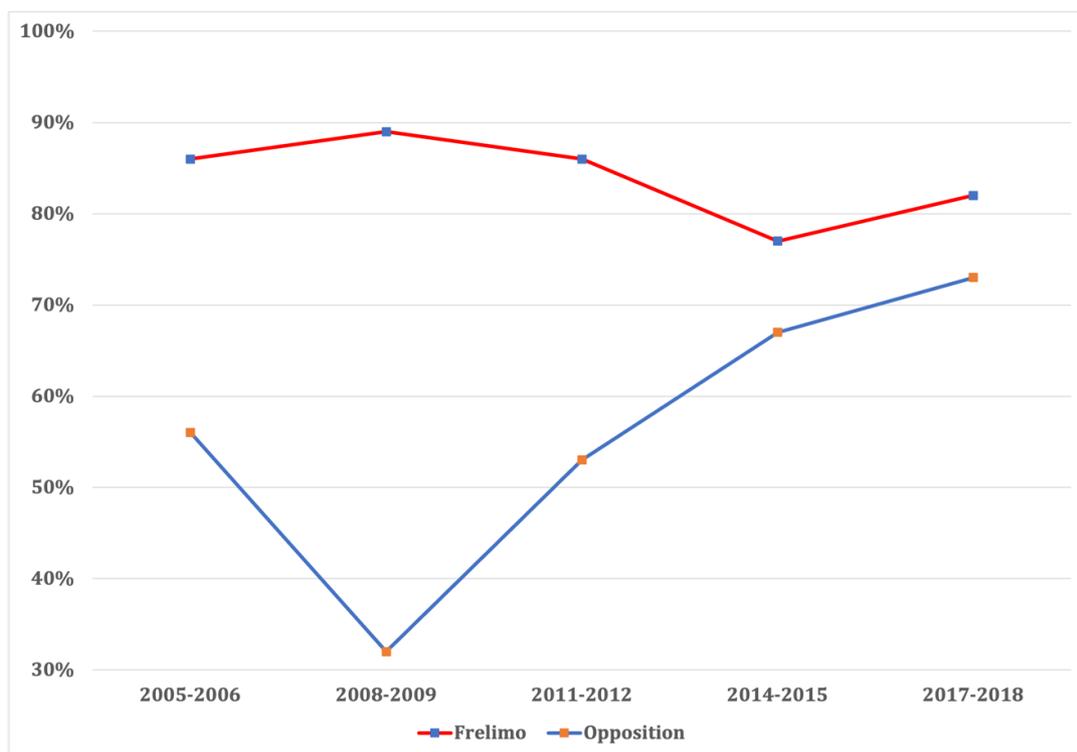
autre entité – une autre personne – pour le faire en son nom. En d'autres, ces citoyens pensent que « la politique c'est quelque chose de très compliqué et il faut laisser aux experts – à ceux qui savent... » (Tiberj, 2022). En fait, dans le passé, la littérature avait tendance à montrer que les compétences politiques<sup>245</sup> était un élément important dans la politique, en comparaisant avec ceux qui pratiquait la remise de soi pour « challenger » les politiciens (Gaxie, 1978 ; Bourdieu, 2001).

Cependant, « ces niveaux de compétence sont de plus en plus influencés par les nouvelles générations, qui cherchent à affronter les élites politiques grâce à ces niveaux de diplôme, ce qui contribue également à créer une distance par rapport à la politique » (Tiberj, 2022). Cela se passe, selon l'auteur, parce que nous sommes de mieux en mieux capables d'analyser la politique, de mieux s'informer et de remettre en cause les codes de cette même sphère politique, même si cela se produit à des niveaux différents selon l'échelle de représentation, selon le diplôme ou en considérant d'autres caractéristiques sociodémographiques (Tiberj, 2022). Mais, où en sommes-nous au Mozambique ? Nous allons commencer par une illustration globale des données dans le temps, comme le montre le graphique un.

---

de la politique qui est abordée de manière concrète, et en examinant les mécanismes qui la génèrent.

<sup>245</sup> En sociologie politique, cela désigne l'aptitude des individus d'une société à se repérer et à intervenir dans le champ politique.



**Graphiques 14 :** La confiance envers les partis politiques dans le temps (toutes les vagues – tous les âges).

Tout d’abord, il est important de préciser que, bien qu’il existe plus de 20 partis d’opposition, les données d’Afrobaromètre considèrent ces partis comme un bloc homogène, les séparant uniquement du parti Frelimo au pouvoir. Le graphique ci-dessus montre que les écarts entre l’opposition et le Frelimo étaient élevés lors de la vague 2008-2009 (32 % pour l’opposition et 89 % pour le Frelimo), mais qu’à partir de là, les écarts ont commencé à se réduire, pour atteindre 73 % (l’opposition) contre 82 % (Frelimo) en 2017-2018.

Ce qui explique une telle situation a peut-être à voir avec la campagne de dédiablement<sup>246</sup> que le principal parti d’opposition, la Renamo, a mise en œuvre au fil des ans. Si en 2008-2009, il était presque impensable de se déclarer membre de la Renamo, en 2017-2018, la situation a changé, étant donné que le parti Renamo a non seulement fait campagne pour faire « disparaître » les marques de guerre qu’il a portées au fil des ans, mais a surtout

<sup>246</sup> La dédiablement désigne alors une « contre-offensive théorique » qui vise à inverser la charge du discours disqualifiant (« diabolisant ») dont la Renamo serait l’objet. Dézé (2015) explique par le même terme le cas du Front national en France.

commencé à gagner des sympathies électorales dans des zones qui étaient auparavant politiquement impensables.

En général, ce que nous essayons d'illustrer dans cette section c'est la nécessité de dépasser la vision uniquement parlementaire de la confiance ou de la méfiance, en cherchant à savoir ce que les citoyens eux-mêmes pensent des institutions et des acteurs politiques au Mozambique. Même si nous admettons l'existence de plusieurs visions sur la thématique. Nous considérons, selon Frega (2020), que la confiance politique fait référence à la responsabilité que les citoyens confient aux agents publics de placer les intérêts sociaux au-dessus de leurs intérêts propres. « La confiance politique mesure la perception que les citoyens ont du degré de fiabilité des hommes politiques, raison pour laquelle son déclin est considéré comme une menace pour la stabilité démocratique » (Frega, 2020 : 49).

Plusieurs recherches en Europe cherchent à montrer qu'en lien avec le désengagement actuel des citoyens, se trouve le sentiment de trahison entre les promesses formulées lors des campagnes électorales et l'exercice du pouvoir. Mais il faut noter que d'autres études ont cherché à analyser les réalités en dehors des pays considérés comme des démocraties consolidées. Même si nous avons moins d'études pour le cas du Mozambique, en utilisant les données de l'Afrobaromètre, nous constatons que les variables de la confiance font l'objet de différentes réflexions en Afrique.

Par exemple, dans une étude réalisée par Bratton et ses collègues (2016), qui utilise les enquêtes de l'Afrobaromètre menées dans 36 pays africains, il a été démontré que les gens font davantage confiance aux institutions informelles qu'aux institutions formelles et que, au sein de l'État, ils font davantage confiance aux institutions exécutives qu'aux institutions législatives ou électorales. Cela peut s'expliquer par le fait qu'il existe la peur qui rend la confiance presque obligatoire lorsqu'il s'agit d'institutions formelles, ce qui ne peut être considéré comme une confiance réelle. Il y a différentes études qui analysent la question de la confiance à partir des données de l'Afrobaromètre (Alemika, 2007 ; Lavallée et al., 2008), mais peu d'entre elles se sont concentrées sur un pays spécifique.

En fait, la plupart privilégient des comparaisons entre différents pays en utilisant le même degré d'analyse, ce qui peut d'une certaine manière révéler des lacunes explicatives, car les contextes dans laquelle ces enquêtes ont été réalisés sont très différents. Dans une

analyse englobant treize pays d'Afrique, Sangnier et al. (2017) montrent qu'après les protestations, les citoyens révisent considérablement leur opinion sur le dirigeant actuel, mais aussi leur confiance dans les institutions du pays. L'étude a exploité la variation du calendrier d'une enquête au niveau individuel et la proximité des manifestations sociales. Il s'agit d'une étude qui s'appuie sur deux cycles de l'enquête Afrobaromètre entre 2005 et 2009, et une base de données sur les conflits locaux et les manifestations en Afrique. Les auteurs montrent que l'occurrence d'une seule manifestation au cours des deux mois précédents, dans un rayon de 20 kilomètres, réduit la probabilité que les personnes interrogées fassent confiance au président. Une amplitude similaire est enregistrée pour la confiance dans les institutions qui sont censées exercer un certain pouvoir de contrôle sur les dirigeants en place.

Pour mieux expliquer cette réalité, Sangnier et al. (2017) affirment, d'une part, que la confiance dans les dirigeants politiques diminue fortement et brusquement après les manifestations. D'autre part, la confiance dans les institutions de contrôle du pays chute également. Ces deux effets sont beaucoup plus marqués lorsque les protestations sont réprimées par le gouvernement. Comme aucun signe de méfiance n'est enregistré, même quelques jours avant les conflits sociaux, les protestations peuvent être interprétées comme des signaux de méfiance envoyés sur les actions des dirigeants.

Enfin, d'autres recherches (Lehmans et al., 2021) regardent la confiance politique du point de vue de la communication, considérant que cette même confiance n'a jamais été aussi valorisée que dans l'actualité, comme seule source de légitimité politique, comme horizon de la démocratie participative et comme objet de communication. Pour analyser le cas du Mozambique, trois acteurs seront abordés : les députés, les partis politiques et les chefs traditionnels. Nous comprenons que l'analyse de ces entités peut nous aider à mesurer la sensibilité de la confiance en tant qu'un élément clé dans la compréhension de la participation politique au Mozambique.

## 4.1. Confiance envers partis politiques en fonction de l'âge

Cette sous-section vise à aborder la confiance politique, une des questions régulières de l'enquête de l'Afrobaromètre. Concrètement, l'enquête cherche à savoir si la personne interrogée a confiance dans des institutions telles que les partis politiques (au pouvoir et dans l'opposition). Nous présentons, ainsi, une analyse descriptive de ces résultats, en associant des variables telles que l'âge, le diplôme et le genre pour chaque type de confiance. Il nous semble que l'approche sur la confiance est un exercice important, dans la mesure où elle peut révéler beaucoup de choses sur la façon dont les enquêtes évaluent leurs élus et les institutions formelles de la participation politique. Dans le cas du Mozambique, la lecture de cette variable doit se baser sur le fait que nous sommes dans un pays où nous considérons que la liberté de révéler ou non sa confiance dépend largement de ce que le régime politique permet. D'une certaine manière, cela nous fait relativiser les résultats obtenus dans les enquêtes réalisés par l'Afrobaromètre.

En d'autres termes, nous sommes face à un pays où la répression contre ceux qui se mobilisent est un facteur déterminant à prendre en compte. Les niveaux de confiance que nous avons constatés dans certains graphiques sont peut-être révélateurs de ce que les gens ressentent comme un environnement moins favorable pour s'exprimer par rapport au régime politique actuel au Mozambique. Dans une autre perspective, nous constatons, comme nous l'avons déjà illustrés dans le premier chapitre, que les études qui sont constamment menées au Mozambique prennent peu ou presque jamais le profil de l'échantillon étudié comme élément central d'analyse. Cette réalité s'explique par l'exiguïté des études spécialisées sur ce thème qui abordent la participation politique du point de vue des élections en tant que forme d'intérêt pour la politique.

En regardant la littérature sur l'Afrique, Biney et al. (2019) avait montré que, autre l'antipathie des jeunes envers la politique, l'âge peut affecter la participation politique. Les auteurs montrent que les jeunes se désengagent de plus en plus de la politique électorale, en grande partie parce qu'ils se sentent marginalisés par leurs homologues adultes. « La nature de la politique est telle que les jeunes sont souvent exclus, de manière formelle ou informelle, des positions de pouvoir et d'autorité en fonction de

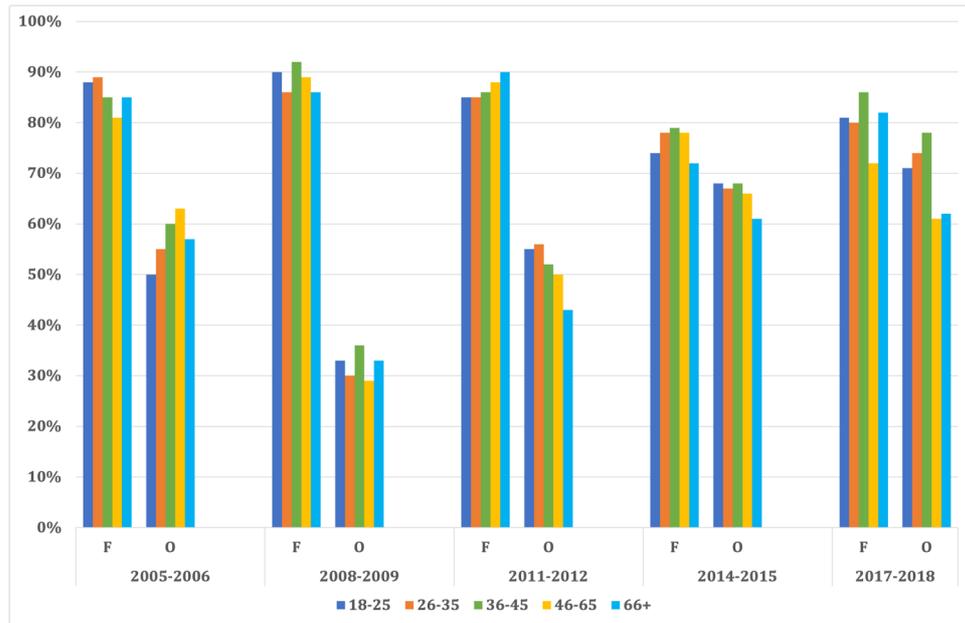
critères centrés sur les adultes » (Biney et al., 2019 : 16). Cependant, une telle conclusion doit être relativisée.

Dans le cas du Mozambique, nous admettons que les résultats de l'Afrobaromètre sur la confiance que les citoyens accordent aux partis politiques peuvent illustrer une tendance à prendre en compte lorsqu'il s'agit du parti au pouvoir, le Frelimo, par rapport à l'opposition, comme c'est le cas de la Renamo et du MDM.<sup>247</sup> Le graphique deux montre ce que les personnes interrogées ont dit lorsqu'on leur a demandé quelle confiance elles accordaient au parti Frelimo et aux partis de l'opposition.

Pour comprendre le graphique 15, il faut considérer qu'il y a deux questions. La première question était si les enquêtés faisaient confiance au parti au pouvoir (Frelimo), avec deux réponses possibles : oui ou non. La deuxième question était si les mêmes enquêtés faisaient confiance aux partis d'opposition, sans nécessairement mentionner les parties elles-mêmes, car il y en a plus de vingt au Mozambique. Dans ce contexte, les données du graphique 15 doivent être interprétées comme une réponse donnée par les personnes qui ont déclaré avoir confiance dans une certaine classe d'âge. En d'autres termes, il s'agit du pourcentage de ce seul groupe d'individus qui a déclaré avoir confiance aux partis politiques.

---

<sup>247</sup> Le choix de seulement trois partis (Frelimo, Renamo et MDM) a été délibéré dans l'analyse statistique, car ceux-ci sont généralement considérés comme les principaux partis au Mozambique. Les trois partis sont les seuls à avoir des sièges au Parlement et aussi les seuls à se partager la présidence des 53 municipalités du Mozambique. De même, les trois partis ont présenté des candidats lors des dernières élections présidentielles, qui se sont tenues en 2019.



**Graphique 15** : Confiance aux partis politiques en fonction de l'âge (tous les âges – toutes les vagues) : F (Frelimo) et O (Opposition).

Dans une première lecture, tout semble indiquer, une fois de plus, des niveaux de confiance surprenants à l'égard des partis politiques, pour ne pas dire plus, qui pèsent surtout sur le parti Frelimo – au-delà même de 90 %. Dans ce cas, nous sommes tentés d'affirmer que les Mozambicains ont beaucoup de confiance aux partis politiques, particulièrement pour le parti qui dirige actuellement l'État. Toutefois, une telle lecture peut cacher d'autres réalités, car, sur la base des données disponibles, il est probablement impossible de saisir le sens réel de ce que nous entendons par confiance envers les partis politiques. En comparaison, nous constatons que dans toutes les classes d'âge, sans exception, le parti Frelimo apparaît comme celui qui génère beaucoup de confiance. Cette réalité se répète dans chacune des vagues, si nous tenons compte du fait que les pourcentages atteignent pratiquement 90 % de manière régulière pour ce parti.

Les données de ce graphique montrent que la confiance dans le parti Frelimo a varié dans le temps, mais dans une direction positive presque dans tous les vagues. En d'autres termes, dans toutes les classes d'âge, le parti Frelimo a des niveaux de confiance élevés, sans grande différence entre les individus, allant de 90 % le niveau le plus élevé à 72 % le pourcentage le plus bas. Les niveaux de confiance illustrés dans le graphique deux doivent attirer notre attention sur le contexte dans lequel ce type d'enquête est réalisé. Si nous tenons compte que le parti Frelimo est toujours considéré comme présent dans toute la

sphère politique, il est probable que le répondant craignait de dire qu'il avait peu de confiance dans le parti Frelimo, car cela pourrait être considéré comme un acte contre le parti qui détermine encore l'ordre politique du pays.

En d'autres termes, il faut comprendre ces chiffres de confiance à partir de la relation entre l'interviewé, l'interviewer et le régime politique. Il est possible que les répondants craignent de révéler leur véritable sentiment parce qu'ils perçoivent l'enquêteur comme étant envoyé par le gouvernement. Le fait que la tranche d'âge de 36 à 45 ans se distingue par les niveaux de confiance les plus visibles peut s'expliquer par un âge qui dans le cas du Mozambique représente l'intervalle où les personnes trouvent la stabilité dans leur vie. En d'autres termes, il s'agit d'une phase de vie où les électeurs ne cherchent pas nécessairement à découvrir leur avenir politique, mais se sentent dans une phase de consolidation en raison de leur vie professionnelle, qui est souvent directement liée à l'État. Les 36-45 sont une frange qui représente un contingent important de fonctionnaires au Mozambique, un secteur qui est surtout lié à l'État, et par conséquent au parti Frelimo.

Un autre élément d'explication réside dans ce que nous appelons les cellules du parti Frelimo, qui sont de petits collectifs de membres du parti au pouvoir formés au niveau des institutions publiques, y compris les ministères, les établissements publics et les universités publiques, pour servir de bastions du parti Frelimo. Ces cellules sont destinées à créer des bases de soutien au parti Frelimo dans le secteur public de l'État. Ils sont stimulés par des leaders qui occupent des fonctions publiques, et les installations publiques (bâtiments et bureaux) sont utilisées pour organiser les réunions de ces cellules de parti. Dans cette analyse il y a un fait marquant qui mérite un certain intérêt dans notre lecture et qui concerne le fait que l'année 2008-2009 a été celle qui atteint une grande importance en termes de confiance par rapport au parti Frelimo, alors qu'en revanche l'année 2014-2015 montre des niveaux de confiance moins importantes.

Il faut noter que c'était en 2009 que le président Armando Guebuza a terminé son premier mandat, et qu'en 2009 ont eu lieu les élections qui devaient conduire Guebuza à un second mandat, tandis que 2014 a été l'année où Guebuza a quitté le pouvoir. En d'autres termes, nous constatons que les niveaux de confiance des 36-45 ans ont augmenté lorsque Guebuza devait prendre le pouvoir pour la deuxième fois, mais qu'au final du mandat cette même confiance a diminué de 92 % en 2008-2009 à 79 % en 2014-2015, soit une diminution de 13 %. Ces données semblent être en accord avec le discours de l'époque qui tendait à affirmer

que le second mandat du président Guebuza avait été une catastrophe, marqué par des niveaux élevés de corruption et la fermeture de l'espace civique et démocratique dans le pays.

Malgré cette explication, qui semble montrer une certaine évolution de la confiance en fonction de l'âge, nous ne pensons pas qu'il y ait en fait un effet comparatif très significatif pour l'ensemble des vagues. La différence entre une classe d'âge et l'autre n'est pas suffisamment illustrative pour que nous puissions mettre en évidence un effet réel qui mérite d'être souligné. Il y a un élément dans ce graphique qui doit attirer notre attention, qui concerne les vagues 2014-2015 et 2017-2018, car toutes deux représentent une proximité en termes de résultats. Cela peut s'expliquer par de nombreuses raisons, l'accent étant mis sur le fait que cet intervalle a été caractérisé par des moments de tension au sein du parti Frelimo qui préside le pays, notamment avec le départ d'Armando Guebuza, ainsi que par la découverte de « dettes cachées » contractées par le gouvernement précédent.

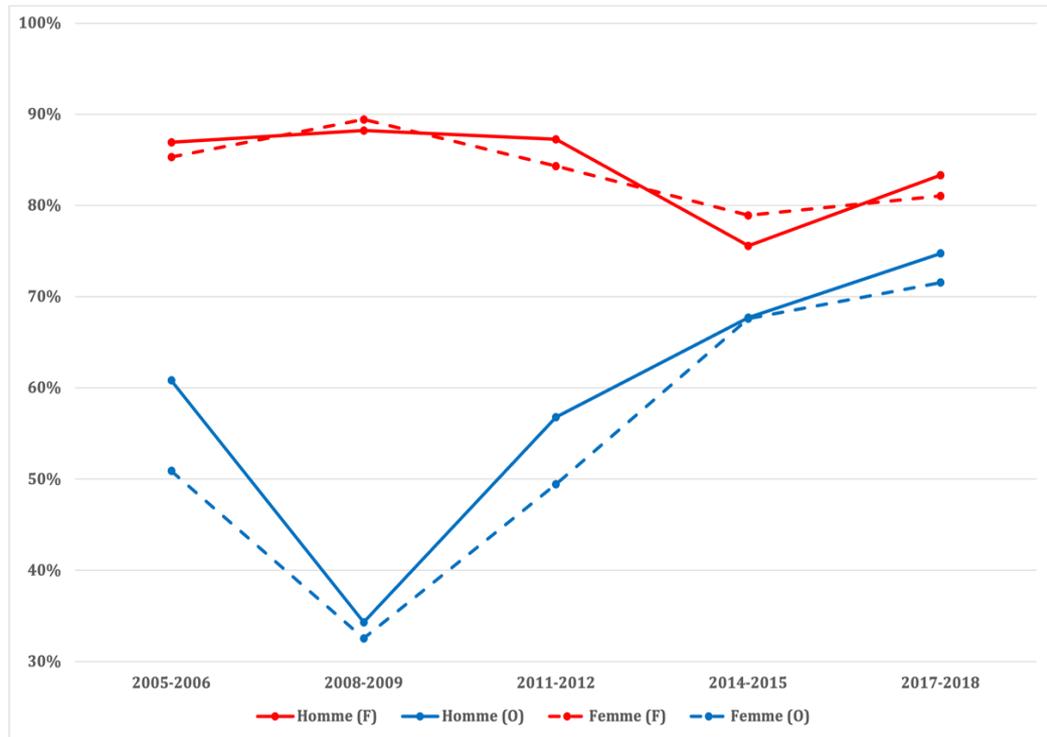
A l'arrivée de Filipe Nyusi du parti Frelimo en 2015, le Mozambique a appris qu'une dette avait été contractée sans communication au parlement, ce qui, pour le public, a non seulement représenté un signe de gestion problématique, mais a pu également représenter une rupture de la confiance du public envers le parti au pouvoir, ce dont les partis d'opposition ont probablement profité pour accroître leur acceptabilité auprès des Mozambicains au cours de la longue période examinée. Cependant, il ne s'agit que d'une hypothèse, car nous ne pouvons pas faire de lien direct de cause à effet sans connaître le profil exact de la population étudiée ou sans recourir à d'autres méthodes d'enquête comme l'entretien.

Concernant l'opposition, ces données montrent que, au fil des années, notamment lors des vagues 2014-2015 et 2017-2018, les partis de l'opposition ont commencé à gagner des niveaux de confiance et de proximité plus importants par rapport au parti Frelimo. Il convient de noter que 2014, ainsi que 2018 étaient des années électorales, qui malgré avoir culminé avec la victoire du parti Frelimo aux élections présidentielles, la différence entre le parti au pouvoir et les partis de l'opposition, en particulier la Renamo, n'était pas si différente, raison pour laquelle ce contexte d'amélioration apparente des performances des partis de l'opposition lors des élections peut expliquer en partie les résultats observés dans le graphique 15.

## 4.2. La confiance politique et le genre : quelles variations ?

En associant d'autres variables telles que le genre (graphique 16), nous constatons que le parti Frelimo obtient régulièrement des niveaux de confiance plus élevés, quel que soit le genre. Dans ce graphique, il est clairement possible d'observer qu'au fil du temps, les hommes sont ceux qui semblent avoir déclaré davantage avoir confiance dans les partis d'opposition que les femmes. Nous constatons, par exemple, que cette confiance ne change que dans la vague 6 (2014-2015), où les femmes apparaissent relativement au-dessus des hommes, mais tout au long du processus, les hommes se sont toujours placés devant les femmes. C'est la vague qui, tout au long de nos analyses, s'est révélée être la plus importante, elle méritera ainsi une attention particulière lorsque nous isolerons les données relatives aux seuls individus âgés de 18 à 35 ans, afin de voir quelle sera sa variation.

Théoriquement, ce qui explique cette différence entre les hommes et les femmes peut être lié au fait que les hommes ont une certaine prédisposition et une certaine sécurité pour révéler leurs aspirations politiques par rapport aux femmes, surtout dans un contexte où les partis d'opposition sont régulièrement stigmatisés. En d'autres termes, il y a une tendance à cacher l'affiliation politique si elle n'est pas favorable au parti Frelimo – le parti au pouvoir. Ceci est fait afin de garantir un certain avantage social et économique qui peut être donné s'il y a une certaine proximité avec le parti Frelimo est assumée, au lieu des partis d'opposition. Nous retrouvons la même logique de confiance pour gagner la sympathie et les avantages du parti qui préside l'État au Mozambique – une confiance par bénéfice – une confiance pour profiter.

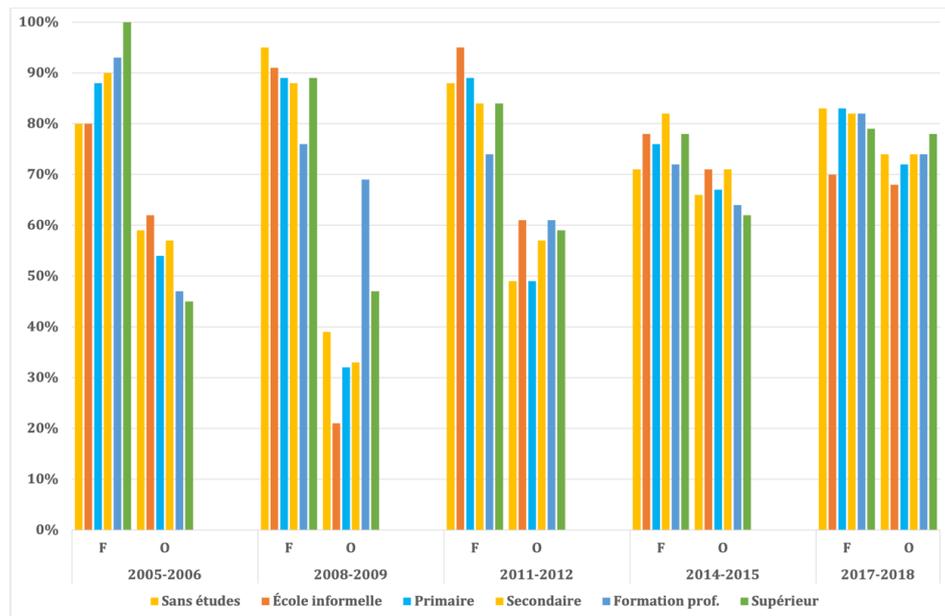


**Graphique 16 :** Confiance aux partis politiques en fonction du genre (tous les âges – toutes les vagues) : F (Frelimo) et O (Opposition).

En effet, sur la scène politique au Mozambique, il existe un scénario dans lequel le simple fait de s'identifier comme membre de l'opposition est considéré comme un signe négatif pour pouvoir bénéficier des avantages liés au soutien du parti Frelimo. C'est la raison par laquelle la simple déclaration de confiance ou de manque de confiance dans un questionnaire ne doit pas être considérée comme un résultat hors du contexte particulier du pays. Enfin, il faut rappeler que la littérature spécifique sur le Mozambique a toujours tenté d'associer les femmes comme des actrices qui jouent un rôle mobilisateur sur la base de la confiance, étant donné qu'elles participent souvent aux meetings électoraux. À cet égard, les hommes semblent moins intéressés par une participation directe à la campagne, s'occupant de tâches plus stratégiques et organisationnelles au sein des partis (CeUrbe, 2019). Cependant, une telle vision n'est probablement rien d'autre qu'une forme d'essentialisme de l'analyse qu'il faut relativiser.

### 4.3. La confiance et le diplôme, toujours le parti Frelimo

Nous avons également analysé les niveaux de confiance en tenant compte du diplôme des enquêtés par l'Afrobaromètre. D'après ce qu'illustre le graphique 17, nous pouvons observer qu'il y a une variation évidente en fonction du niveau d'étude.



**Graphique 17** : Confiance aux partis politiques en fonction du diplôme (toutes les vagues – toutes les âges) : F (Frelimo) et O (Opposition).

Bien qu'une fois de plus, nous observons des pourcentages supérieurs à 70 %, lorsque nous associons la variable du niveau de diplôme, nous constatons de manière assez détaillée que le comportement politique n'est pas le même selon le diplôme. En d'autres termes, ceux qui ont le plus confiance dans le parti Frelimo se situent dans l'intervalle de ceux qui ont le niveau primaire (83 %), l'école informelle (84 %) et sans études (81 %), tandis que ceux qui ont le niveau secondaire (80 %), l'école professionnelle (75 %) et l'enseignement supérieur (72 %) arrivent peu après. Lorsque le niveau d'éducation est faible, la confiance est plus élevée. Nous pouvons avancer l'hypothèse selon laquelle il s'agit d'une remise de soi, où les personnes ne se sont pas capables de vivre sans le parti Frelimo.

En d'autres termes, ces données peuvent indiquer que plus le diplôme est élevé, plus la confiance autour du parti Frelimo baisse. C'est-à-dire que ce sont les moins diplômés qui

ont une confiance dans le parti Frelimo. Cela peut être lié au fait que les diplômés professionnels et d'enseignement supérieur sont considérés au Mozambique comme ceux qui donnent une certaine indépendance de choix aux citoyens, et que leurs titulaires ont une certaine liberté dans leurs choix politiques parce qu'ils ne dépendent pas entièrement du parti au pouvoir pour trouver un emploi.

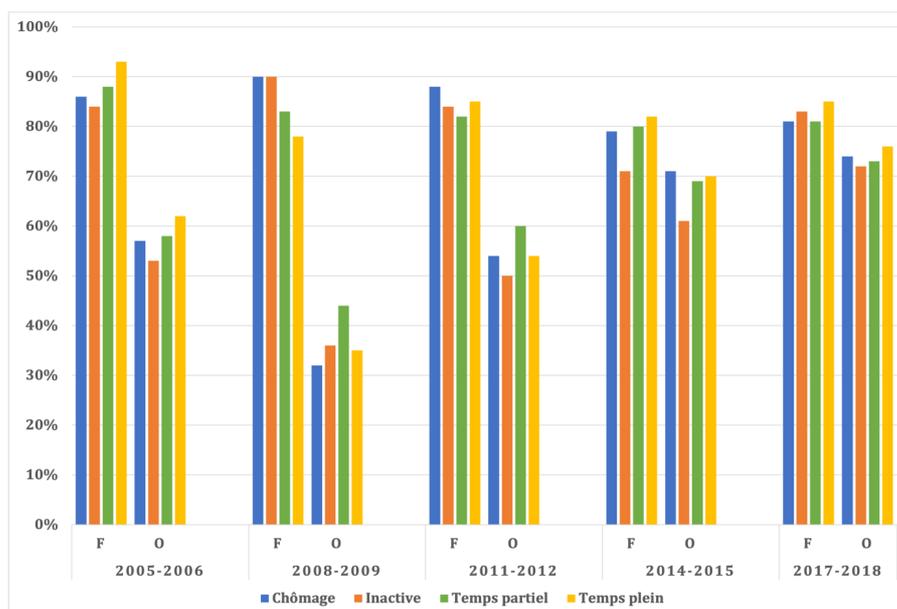
Dans un sens opposé, nous constatons que la confiance dans les partis d'opposition ne suit pas la même tendance. En d'autres termes, le tableau montre que la confiance varie selon les vagues, dans la mesure où 67 % des répondants lors de la vague 4 (2008-2009) ont déclaré ne pas faire confiance aux partis d'opposition, même si ce paysage s'est ensuite amélioré lors des vagues suivantes. Bien qu'il y ait pratiquement un scénario d'augmentation de la confiance à partir de la cinquième vague (2011-2012), nous pouvons comparer de loin la confiance entre les partis d'opposition et le parti Frelimo.

Les facteurs expliquant cette tendance peuvent être de nature diverse, mais nous pouvons mettre en évidence deux hypothèses. Tout d'abord, nous constatons à nouveau que le fait de parler de confiance à l'égard des acteurs politiques dépend nécessairement de la manière dont la question est reçue par la personne interrogée, bien qu'il y ait des traces d'une certaine diminution lorsqu'il s'agit des partis d'opposition. En d'autres termes, les réponses données ne nous semblent pas refléter véritablement la vision des personnes interrogées. Deuxièmement, si nous supposons que ces réponses sont fiables, nous constatons que la confiance dans les partis d'opposition a augmenté au fil des ans, même si ces mêmes partis n'ont jamais atteint des positions électorales importantes. Cette tendance devient plus visible à partir de la quatrième vague (2011-2012), où la confiance commence à 53 % et atteint 74 % lors de la dernière vague (2017-2018).

Face à cette réalité, nous pouvons avancer l'hypothèse selon laquelle il s'agit d'une proximité que les citoyens ont désormais par rapport aux partis de l'opposition, mais c'est paradoxal, car le Frelimo ne semble pas non plus avoir perdu ses niveaux de confiance. En fait, nous avons l'impression que la question de la confiance ne se pose pas de la même manière lorsqu'il s'agit d'un sondage (questionnaire) et un entretien semi-directif. En d'autres termes, dans une enquête de ce niveau, les gens préfèrent être d'accord, plutôt que de révéler nécessairement ce qu'ils ressentent.

#### 4.4. La confiance politique et l'activité professionnelle

L'une des variables qui nous intéressent pour comprendre la question de la confiance est celle de l'occupation professionnelle. Plus globalement, dans la littérature (Ganter, 2016) il a été démontré que l'occupation professionnelle représente un élément crucial pour comprendre le comportement politique de citoyens. En effet, elle détermine souvent le regard que les individus portent sur la politique ou sur leurs gouvernants. Dans ce cas, notre intérêt est de comprendre comment cette confiance s'exerce si nous prenons en compte l'occupation professionnelle des enquêtés. Il s'agit d'une question qui a toujours été abordée par l'Afrobarmètre au cours de toutes les vagues, mettant en évidence quatre niveaux d'occupation professionnelle, comme l'illustre le tableau ci-dessous. Dans une analyse générale, nous avons l'impression qu'il n'y a pas de d'écart considérable. En effet, dans toutes les vagues, il y a peu d'effets, que ce soit pour le parti Frelimo ou pour l'opposition.



**Graphique 18 :** Confiance aux partis politiques en fonction de l'occupation professionnelle (tous les âges – toutes les vagues) : F (Frelimo) et O (Opposition).

En détail nous observons que le parti Frelimo bénéficie à nouveau d'une plus grande sympathie par rapport aux partis d'opposition. Il est également intéressant de noter que lors

de la vague 2008-2009, le niveau des chômeurs et des inactifs qui ont déclaré avoir davantage confiance en Frelimo était d'environ 90 %, par rapport aux travailleurs à temps partiel et à temps plein, qui étaient respectivement de 82 % et 85 %. Toutefois, cette tendance s'inversera à partir de la vague 2014-2015 où la proximité entre le Frelimo et l'opposition est clairement évidente. Ce scénario n'est pas observé lorsqu'il s'agit des partis d'opposition, car dans ce cas ce sont ceux qui ont une certaine occupation qui montrent une plus grande confiance dans les partis d'opposition, même si la différence n'est pas grande sur l'ensemble des vagues.

En effet, il y a peu d'effet entre les personnes interrogées. Un élément remarquable par rapport à l'opposition est que si pour le parti Frelimo, lorsque la variable de l'occupation professionnelle est ajoutée, le maximum atteint 93 %, dans le cas d'opposition elle ne dépasse pas 76 %, soit une différence de 17 %. Ce contexte est expliqué par le fait que le Frelimo est encore considéré comme un parti qui utilise le pouvoir qu'il détient sur l'État pour « survivre » et pour se maintenir au pouvoir. Nous sommes peut-être confrontés à ce que certaines recherches appellent le « le clientélisme État-parti » (Brito, 2010 ; Nuvunga et al., 2011). En fait, des études révèlent que le parti Frelimo contrôle toute la machine de gestion de l'État pour sa subsistance et de ses hauts dirigeants sous forme de « political settlement » (Weimer et al., 2012).

Si nous tenons compte des graphiques descriptifs présentés jusqu'à présent, il ne semble pas que la littérature sur la fatigue envers les acteurs politiques soit si évidente dans le cas du Mozambique. Au contraire, même en supposant que les niveaux de confiance présentés ici doivent être lus en fonction du contexte dans lequel l'enquête a été réalisée, nous sommes face à une démonstration qui ne montre rien de la fatigue ou de la distance. La même chose peut être dite pour le cas des élections, où, si nous revenons au chapitre quatre, le fait d'aller voter semblent encore trouver un espace fertile au Mozambique, où la tendance a non seulement montré une croissance, mais apparemment il y a une mobilisation autour du vote, soit dans les données statistiques, comme à partir de notre terrain pendant les deux dernières élections (municipales et présidentielles). En d'autres termes, la thèse de la distance entre les politiciens et les gouvernés ou par rapport aux institutions formelles doit être lue différemment.

En revanche, en considérant que notre intérêt dans cette thèse vise les jeunes, nous avons isolé de manière particulier le profil de notre analyse, en cherchant de tracer les variables sociodémographiques de ceux qui font confiance aux partis politiques au Mozambique. Cette analyse est importante parce qu'il nous permet de repérer les variations dans les temps, à partir d'une frange de la population spécifique, en l'occurrence les jeunes. Pour cela, nous avons choisie deux vagues. La première (2008-2009), car elle présente la plus grande différence et le plus grand écart de confiance entre le parti Frleimo et l'opposition. La seconde, compte tenu des résultats présentés dans les graphiques précédents, est la vague six (2014-2015), étant donné que les résultats peuvent indiquer une réalité intéressante considérant la proximité ou la quasi-absence d'effet de période.

Variable		Confier Frelimo		Confier l'opposition	
<b>2008-2009</b>					
Genre		Femme	Homme	Femme	Homme
		88 %	87 %	32 %	33 %
Diplôme	Sans études	96 %	100 %	62 %	11 %
	Primaire	89 %	86 %	31 %	30 %
	Secondaire	85 %	89 %	26 %	35 %
	Supérieur	100 %	84 %	63 %	40 %
Occupation	Chômage	87 %	87 %	32 %	30 %
	Inactif	93 %	87 %	34 %	35 %
	Temps partiel	65 %	87 %	58 %	35 %
	Temps plein	84 %	87 %	14 %	48 %
Région	Urbaine	80 %	90 %	31 %	35 %
	Rurale	92 %	85 %	33 %	31 %
<b>2014-2015</b>					
Genre		Femme	Homme	Femme	Homme
		83 %	85 %	58 %	61 %
Diplôme	Sans études	73 %	76 %	71 %	74 %
	Primaire	76 %	73 %	63 %	71 %
	Secondaire	86 %	74 %	73 %	66 %
	Supérieur	78 %	70 %	44 %	65 %
Occupation	Chômage	80 %	71 %	70 %	68 %
	Inactif	83 %	71 %	62 %	64 %
	Temps partiel	81 %	79 %	65 %	73 %
	Temps plein	86 %	80 %	69 %	70 %
Région	Urbaine	80 %	75 %	70 %	70 %
	Rurale	79 %	73 %	65 %	67 %

**Tableau 4** : Confiance dans les partis politique en fonction de plusieurs variables sociodémographiques (18-35 ans, Afrobaromètre 2008-2009 ; 2014-2015).

Ces chiffres représentent la quantité de personnes qui, dans une question donnée, ont déclaré faire confiance au Frelimo ou aux partis de l'opposition. Pour la vague 2008-2009, cette confiance était en baisse, si nous le comparons avec la vague 2017-2018, où la confiance dans l'opposition des jeunes femmes ayant un diplôme d'études secondaires était de 73 %, alors que lors de la vague 2008-2009, elle était de 26 % avec le même type de diplôme. La vague 2014-2015 montre que les jeunes (hommes et femmes) suivent également une tendance générale qui vise à montrer, une fois de plus, que le parti Frelimo arrive en tête en termes de confiance, que ce soit pour les hommes ou les femmes.

Nous rappelons ici notre hypothèse selon laquelle la participation politique au Mozambique se manifeste sous la domination d'un acteur qui se veut hégémonique de toute forme de participation. Cela s'applique aux adultes, mais également aux jeunes. Nous nous trouvons face à un contexte où la confiance n'est pas considérée strictement comme un acte de proximité envers les responsables ou les institutions politiques, mais surtout comme un acte de crainte – de peur –, car un manque de confiance peut avoir des implications négatives sur la vie quotidienne de ces mêmes jeunes. Concernant l'opposition, les niveaux de confiance augmentent par rapport à la vague de 2008-2009.

Dans cette même analyse, il est intéressant de noter que dans les différentes variables, qu'il s'agisse du diplôme, de l'occupation professionnelle ou de la région, les jeunes femmes sont celles qui ont plus de confiance par rapport aux hommes. En effet, nous constatons que dans presque tous les niveaux de diplôme, avec un accent sur le niveau secondaire, les femmes se distinguent à 86 % de confiance contre 74 % des hommes pour le parti Frelimo et 73 % de confiance contre 66 % quand il s'agit des partis de l'opposition. Un autre fait concerne le profil de ceux qui se révèlent avoir confiance aux partis de l'opposition. Par exemple, dans la vague 2017-2018, nous trouvons dans cette réalité 74 % pour les hommes sans études et 71 % pour les femmes. Il s'agit d'une légère différence qui change considérablement par rapport aux autres niveaux de diplôme. Cependant, pour la vague les hommes sans études étaient à 11 % et les femmes à 62 %, soit une différence de 51 %.

Par exemple, l'enseignement supérieur est le niveau qui présente les plus faibles niveaux de confiance dans le parti de l'opposition, avec 44 % pour les femmes et 65 % pour les hommes – il y a une différence de 21 % entre les deux genres. Nous observons également que pour les jeunes hommes, plus le diplôme est élevé, moins ces mêmes jeunes ont

confiance, que ce soit dans le parti au pouvoir (Frelimo) ou dans les partis d'opposition. Par une lecture simple, nous dirions que le fait d'avoir un diplôme avancé donne la capacité aux jeunes de pouvoir rejeter ou de pouvoir s'éloigner de certaines options politiques, car le diplôme augmente la compréhension des enjeux politiques.

Dans l'occupation professionnelle, nous constatons que pour les deux genres, la confiance pour les deux partis augmente lorsque le niveau d'occupation s'améliore. Bien que cette réalité soit plus évidente pour le parti Frelimo, et surtout pour les femmes, nous pouvons expliquer cette réalité par la nécessité d'obtenir un emploi et la vision qui se crée par rapport au parti au pouvoir. Comme nous l'avons dit précédemment, le parti Frelimo agit comme un des acteurs majeurs qui favorise la création d'opportunités pour ceux qui souhaitent une certaine stabilité sociale du point de vue d'emploi. En d'autres termes, l'occupation professionnelle est ici considérée comme une forme de consolidation.

En fin de sous-section, nous tirons une leçon contradictoire, car il y a une tendance qui défend l'existence d'une crise de la représentation dans les démocraties consolidées (Lardeux et al., 2021). Ainsi, bien que cette réalité ait été prouvée dans certains contextes (Tiberj, 2021), il nous semble tout aussi important de comprendre ce que les citoyens pensent de leurs dirigeants politiques. Nous constatons que le cas du Mozambique révèle une réalité propre de son contexte. En d'autres termes, une telle lecture sur le « désenchantement pour la démocratie » mérite d'être faite en tenant compte du contexte de réalisation de ces enquêtes où la peur joue un rôle important dans la manière comment les réponses sur la confiance sont construites.

### **Modèles *odds ratio* (rapports de chances)**

Le fait que nous ayons choisi les partis de l'opposition dans ce modèle s'explique par le fait qu'il n'y a pas assez d'éléments intéressants à découvrir par rapport au parti Frelimo, étant donné que ce parti présente des niveaux élevés de confiance, qui, comme nous l'avons expliqué, peuvent ne pas être le résultat de la confiance elle-même, mais de la peur. Ainsi, en choisissant l'opposition, nous souhaitons comprendre ce qui a motivé sa montée, notamment à partir de la vague 2014-2015 puis de la vague 2017-2018. Comme hypothèse, nous avançons que le fait que ces années étaient des périodes électorales a favorisé la bonne image des partis de l'opposition, ainsi que le fait que le

conflit se soit terminé en 2018 pour ouvrir un processus de négociation pour la paix au Mozambique.

### Variables sociodémographiques

Confiance opposition (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
<b>Genre (Femme)</b>			
Homme	1.152*	1.166	1.009
<b>Diplôme (sans études)</b>			
École informelle	0.908	0.762	1.070
Primaires	0.756**	0.684*	0.764
Secondaires	0.807	0.608**	1.222
Formation professionnelle	0.915	0.668	1.326
Supérieures	0.800	0.719	0.783
<b>Âge (36-45)</b>			
18-25	0.882		
26-35	1.003		
46-65	0.933		
66+	0.764		
<b>Occupation (chômage)</b>			
Inactif	0.929	0.898	0.906
Temps partiel	0.942	1.019	0.859
Temps plein	0.803*	0.793	0.781
<b>Index de privation</b>			
<i>Household</i>	0.957*	0.930**	0.993

## Variables politiques

Comme nous l'avons vu tout au long de cette section, la confiance n'a pas nécessairement été traitée comme une forme de participation politique, mais plutôt comme la disposition des citoyens envers le régime politique. En introduisant ce modèle, nous cherchons à discuter les variables de nature politiques qui peuvent déterminer la confiance des citoyens dans les partis de l'opposition. Si nous partons de l'augmentation de la confiance dans les partis de l'opposition précisément dans la vague 2014-2015 et 2017-2018, années électorales, notre hypothèse soutient que cela était dû à une certaine confiance qui s'est créée autour de l'organe qui gère les élections au Mozambique (CNE), qui plusieurs fois est considéré comme le principal promoteur de la fraude électorale dans le pays. Ou, au contraire, la confiance dans le CNE peut déterminer positivement la confiance dans l'opposition.

La deuxième hypothèse, qui n'est pas si éloignée de la première, considère la satisfaction à l'égard de la démocratie. Si nous postulons que la confiance fait partie de la construction de l'image que les citoyens ont par rapport aux responsables politiques, il n'en est pas moins vrai que cette même confiance est également liée à l'évaluation que ces citoyens font par rapport au régime politique. Ainsi, nous considérons que la satisfaction pour la démocratie détermine le regard que les citoyens portent sur les partis de l'opposition, un signe qui à son tour contribue à l'instabilité politique ou non du pays, si nous tenons compte de l'histoire politique marquée par la violence et la méfiance entre le parti au pouvoir (Frelimo) et l'opposition (Renamo).

Confiance opposition (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
Confiance (non)			
Confier CNE	2.492***	2.458***	2.939***
Participation électorale (n'a pas voté)			
Avoir voté	0.933	0.886	1.155
Satisfaction démocratie (pas satisfait)			
Satisfait	0.805**	0.905	0.664***

## Variables de contrôle

Confiance opposition (variables)	Modèle total	Moins 35 ans	Plus 35 ans
Vague 3 (2005-2006)			
Vague 5 (2011-2012)	0.341***	0.426***	0.235***
Vague 6 (2014-2015)	0.789**	0.848	0.652**
Langue interview (portugais)			
Mácuá	0.906	0.992	0.875
Sena	1.160	0.821	1.347
Ndau	0.940	0.895	0.624
Changana	0.464***	0.356***	0.803
Région (Urbaine)			
Rurale	1.052	0.987	1.104
Constant	0.514**	0.591	0.366**

N = 5427

**Lecture** : Sont ici reproduits des rapports de chances et leur niveau de significativité. Un rapport de 1 signifie que le groupe testé a autant de chances que le groupe de référence d'aller voter par exemple. Un rapport inférieur à 1 qu'il a moins de chances (par exemple 0,5 implique deux fois moins de chance), un rapport supérieur à 1, qu'il a plus de chances que le groupe de référence (2 implique qu'il a deux fois plus de chances).

Les niveaux de significativité sont les suivantes : \*  $p < 0,10$  (faiblement significatif), \*\*  $p < 0,05$  (assez significatif), \*\*\*  $p < 0.01$  (très significatif). Ce modèle prend en compte le fait de confier l'opposition comme variable dépendante. Les variables région, langue de l'interview, provinces et vagues, ont été utilisées pour contrôler l'analyse des résultats.

## 4.5. Résultats et analyse des données

Considérant que la confiance dans le parti Frelimo était si élevée pour les raisons expliquées ci-dessus, nous avons décidé qu'il serait plus intéressant de comprendre quels sont les facteurs déterminants de cette même confiance apparente en tenant compte des partis d'opposition. Ce choix est dû au fait que nous avons perçu qu'il serait moins pertinent de faire une telle analyse sur la confiance dans le parti Frelimo comme variable principale, étant donné que les niveaux de confiance révélés pour ce parti cachent une réalité qui est influencée par l'environnement dans lequel ces enquêtes ont été menées et par ce que le parti Frelimo représente dans la société mozambicaine en tant qu'acteur politique.

En conséquence, nous constatons que le fait d'être inactif et d'avoir une activité à temps partiel est un facteur déterminant pour faire confiance aux partis d'opposition pour les individus âgés de plus de 35 ans. Ce qui explique cette réalité, c'est le fait que les personnes qui n'ont pas un emploi formel ou à temps plein n'entretiennent pas de liens avec l'État, qui est le plus grand employeur, et qui est souvent confondu avec le parti Frelimo – le parti-État (Brito, 1987). En d'autres termes, il semble facile pour les partis d'opposition de s'attirer la sympathie de ceux qui ont effectivement perdu la confiance envers les responsables politiques qui devraient les garantir des emplois.

Un autre fait à prendre en compte dans ces modèles est le fait que la confiance en la Commission nationale électorale (CNE) joue un rôle remarquable pour la confiance dans les partis d'opposition. C'est 2,4 fois pour le modèle total, également 2,4 fois pour les jeunes et 3 fois pour les plus de 35 ans. Cette explication ne semble pas difficile à comprendre, surtout si nous tenons compte des réclamations constantes que les partis d'opposition dénoncent contre le manque de transparence et d'intégrité de la CNE. En d'autres termes, la confiance en ceux qui gèrent les élections détermine en quelque sorte la confiance dans les partis d'opposition de manière très significative.

La même réalité est observée lorsqu'il s'agit du fait d'être satisfait de la démocratie, que ce soit dans le modèle total (2 fois), pour les moins de 35 ans (1,7 fois) ou les plus de 35 ans (3,5 fois), est bien significatif. Cela montre que, théoriquement, le lien avec la

politique formelle elle-même (être satisfait de la démocratie) est un terrain qui galvanise la confiance autour des acteurs formels tels que les partis politiques, indépendamment de l'âge. Ces résultats peuvent s'expliquer par le fait que d'être satisfait est en soi une forme de proximité avec les acteurs politiques institutionnelles comme les partis politiques.

## Conclusion

Tout au long de ce chapitre, nous avons essayé de dépasser la dimension centralisatrice autour du vote, cherchant ainsi à aborder ce que nous appelons la participation par d'autres moyens. Il s'agissait d'un exercice innovateur si nous tenons compte que plusieurs études<sup>248</sup> sur le cas du Mozambique, ont toujours tendance à considérer la participation politique des jeunes sur la base des élections, raison pour laquelle était nécessaire d'aller au-delà de cette dimension pour saisir d'autres facettes de la politique.

Notre vision de la participation politique était précisément la nécessité d'aller au-delà du politiquement formel, en examinant les diverses dimensions qui ont été abordées tout au long du chapitre, comme les manifestations, la discussion politique et le contact. Pour la confiance, nous ne la considérons pas comme une forme de participation politique, mais plutôt comme la disposition que les citoyens ont envers le système politique ou le régime politique. Chacune de ces formes de participer à la vie politique a été analysée à l'une du régime politique, qui joue un rôle clé pour une compréhension large du contexte.

Un autre objectif était d'introduire une lecture sur l'évolution dans le temps des différentes pratiques de participation politique à partir des données statistiques de l'Afrobaromètre, ce qui nous a permis non seulement de comprendre quelles sont les pratiques de participation politique non-électorale les plus utilisées, mais aussi en quelle année elles étaient présentes et quel en était le profil sociologique des adhérents, que ce soit en termes d'âge, de diplôme ou même de genre. Dans cette

---

<sup>248</sup> Voir le chapitre cinq où nous avons analysé ces études.

analyse, nous avons pu constater qu'il existe une différence en fonction de chaque pratique de participation politique, puisque si la tranche d'âge entre 36 et 45 ans est plus présente pour des pratiques telles que le contact avec les députés ou les partis politiques, il n'en va pas de même pour les manifestations. En revanche, si les moins de 35 ans apparaissent en première ligne comme ceux qui accèdent à la télévision comme moyen d'information politique, la même réalité ne peut être attribuée aux individus de plus de 66 ans.

D'un autre point de vue, il était important de comprendre que la manière dont le régime politique préside le pays peut être déterminante pour promouvoir ou inhiber la prolifération des différentes pratiques de participation politique au Mozambique. Si nous prenons en compte les pourcentages de ceux qui manifestent, il est clair que la « peur politique » est le facteur dominant pour que les gens ne trouvent pas dans la manifestation un refuge pour exercer leur participation politique. Nous pouvons en dire autant des niveaux élevés de confiance à l'égard du parti Frelimo, ce qui peut indiquer un scénario de « confiance forcée » pour aller à l'encontre du parti qui gouverne le pays.

## **Chapitre 7 : Les trois villes et le rapport des jeunes à la politique**



**Photo 1** : Service de district pour l'éducation, les jeunes et la technologie de la ville de Beira, décembre (Tsandzana, 2019).

L'image ci-dessus représente une institution publique créée pour répondre aux besoins des jeunes de la ville de Beira. Tout au long de notre séjour, le lieu n'a jamais ouvert. En fait, bien qu'elle porte un drapeau de la République du Mozambique, sa structure extérieure semble indiquer une sorte d'oubli ou même d'abandon par les entités politiques de la ville. Mais est-ce un profil général des jeunes dans toute la ville ?

Nous mentionnons l'oubli et les jeunes pour faire écho aux déclarations que nous avons pu recueillir selon lesquelles les jeunes sont oubliés par le pouvoir politique qui gouverne la ville de Beira, ce qui signifie qu'ils n'ont aucun horizon et aucun espoir d'avenir.

La ville a souvent été considérée, tant dans la modernité occidentale qu'en Afrique, comme un espace de circulation des idées, où se croisent des personnes et de multiples réalités (Fijalkow, 2017). En particulier, les capitales représentent le centre de la vie politique d'un pays, qu'il s'agisse de Maputo au Mozambique ou de Paris en France. Cependant, il y a des cas où, dans le même pays, d'autres villes émergent et représentent un nouveau centre de gravitation sociale et politique pertinent, comme c'est le cas pour la ville de Beira et la ville de Nampula au Mozambique. Outre la question du pouvoir dans la ville, se pose le débat sur la gestion de sa population, souvent très jeune comme dans le cas du Mozambique. En effet, la moyenne d'âge de la population y est de 16 ans dans le pays (INE, 2017).

Discuter de la question des jeunes et de leur rapport à la ville ne semble pas être un thème original (Biaya, 2000 ; Hansen, 2008), mais il prend une importance particulière dans une réalité où l'émergence de pratiques innovantes avec l'apparition des technologies numériques transforme non seulement la manière dont les citoyens communiquent entre eux, mais aussi la manière dont les services – transport et déchets, par exemple – de ces mêmes villes sont gérés (Côme et al., 2018). De ce point de vue émerge également ce qui peut être compris comme un espace urbain, malgré sa signification complexe.

Théoriquement, la dichotomie entre le rural et l'urbain fait partie des objets classiques pour comprendre les dynamiques qui font la différence de participation politique selon le lieu d'habitation (Perdrix, 2008 ; Melot, 2016), mais ce ne sera pas notre intérêt particulier, au moins dans ce chapitre. Ainsi, nous pouvons nous demander pourquoi cet intérêt pour comprendre la participation dans un prisme locale – espace urbain – au Mozambique ? La réponse est probablement facile, car au fil des ans, plusieurs études ont essayé de comprendre de manière systématique quel est l'espace des jeunes dans la ville, en tant que « moteur » de cette ville (Delesalle, 2010).

En fait, les différentes pratiques des jeunes sont considérées comme des moyens dynamiques de représenter la ville, que ce soit sous forme d'art ou d'autres pratiques de ce que la théorie a appelé la « culture juvénile » (Pasquier, 2020). Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur ce que cela signifie réellement, nous observons que les jeunes sont presque toujours les premiers acteurs qui « occupent » l'espace urbain qui leur est offert par la ville à partir de différentes pratiques quotidiennes. Dans ce débat, nous ajoutons la question des « structures d'opportunités politiques » (Fillieule et al., 2020) pour comprendre comment les dynamiques locales dans chacune des trois villes ont un impact sur les différentes formes de participation politique au Mozambique.

Pendant de nombreuses années, le débat sur les jeunes et l'espace urbain a été envisagé du point de vue de ce que la ville, en tant qu'espace géographique, pouvait apporter de bénéfique à ceux qui l'habitent (Callu et al., 2005). Lorsque nous parlons des jeunes et de la ville, nous ne cherchons pas à discuter de la dimension géographique du terme, mais plutôt de la vie dans cet espace. La relation entre les jeunes et cet espace est importante pour cette thèse car une partie de notre étude qualitative s'est précisément concentrée sur la compréhension de la dynamique de la participation politique d'une population qui peut être considérée comme urbaine<sup>249</sup>, bien qu'au Mozambique le terme urbain soit utilisé différemment si nous prenons en compte la définition de ce qui signifie l'espace urbain.

Selon Shin (2013), la ville n'est pas simplement un « assemblage de maisons disposées par rues, et ayant une clôture commune qui est ordinairement constituée de murs et de fossés ». Pour définir une ville plus exactement, nous pouvons dire que « c'est une enceinte fermée de murailles, qui renferme plusieurs quartiers, des rues, des places publiques, et d'autres édifices » (Shin, 2013 : 19). C'est dans cet espace géographique que nous cherchons à comprendre comment se développent les pratiques de participation politique des jeunes au Mozambique, en prenant le cas des trois villes (Maputo, Beira et Nampula).<sup>250</sup> La littérature qui vise à associer les jeunes et l'espace urbain dans sa dimension de lieu de débat et de participation citoyenne l'a toujours fait dans l'optique de caractériser les jeunes comme des

---

<sup>249</sup> Dans sa dimension quantitative de la thèse, il est important de noter que nous prenons en compte les variables rurales et urbaines, mais ils ne seront pas utilisés systématiquement à des fins de comparaison dans ce chapitre.

<sup>250</sup> L'explication du choix de ces trois villes a déjà été donnée dans l'introduction et dans le chapitre un.

acteurs ayant des défis d'intégration socio-économique, surtout quand nous parlons du chômage.

En Afrique, la diversité et le dynamisme des formes urbaines qui s'y créent permettent de proposer de nouveaux paradigmes hors du continent (Goerg, 2006 : 7). Dans ce débat, Fourchard (2007 : 62) explique que « la ville en Afrique apparaît moins comme un lieu de passage et de circulation que comme un espace investi au quotidien par un ensemble d'activités sociales, économiques, politiques et religieuses qui n'auraient pas trouvé place ailleurs ». De son côté, Cissé et al. (2021) expliquent que la ville est devenue un d'exercice politique particulier en Afrique, parce que ces villes sont majoritairement habitées par des jeunes qui utilisent l'espace urbain comme un moyen de perpétuer leurs revendications du quotidien, souvent associées au nombre croissant du chômage et à l'absence de politiques publiques visant à protéger ces mêmes jeunes vivant dans les grandes villes dans le continent.

Dans ce chapitre, nous allons associer la ville à un espace qui catalyse la vie quotidienne et les jeunes, en considérant ceux-ci comme acteurs et producteurs de cette réalité. Nous allons ainsi comprendre le processus de production de pratiques participatives des jeunes dans les villes mozambicaines. Notre objectif sera de discuter de trois réalités (villes) différentes qui peuvent nous aider à ne pas nécessairement faire une comparaison classique, mais à présenter des réalités qui se produisent dans un même pays et selon les dynamiques politiques propres de chaque ville.

Notre réflexion est divisée en trois sections, dont la première vise à expliquer notre argument sur ce que signifie l'exercice de la participation politique, sans qu'il soit clair qu'il s'agisse d'une forme d'intervention politique. La deuxième présente le débat autour du lien régulièrement établi entre la nécessité d'avoir une stabilité économique et la participation politique des jeunes. La troisième section aborde ce que nous avons pu observer au cours des entretiens dans chacune des trois villes étudiées – nous procédons à un examen quasi ethnographique – voire comparatif – de ce que signifie la participation à Maputo, Beira et Nampula.

# 1. La « participation sans participation » : modalités citoyennes selon chaque ville

Après avoir vu dans les chapitres précédents l'histoire de la construction de l'État au Mozambique<sup>251</sup>, nous revenons dans ce chapitre sur les trois cas spécifiques qui ont fait l'objet de notre travail sur le terrain. Chaque ville a ses propres spécificités, et notre approche est d'examiner en détail ce qui se passe dans chacune d'entre elles afin de tracer une probable typologie de la participation politique urbaine. Ainsi, nous voulons recenser les éléments qui peuvent être considérés comme communs ou différents entre ces villes. Ce chapitre sera constitué des entretiens qui ont été menés en deux phases dans les villes de Maputo (Sud), Beira (Centre) et Nampula (Nord) : (1) septembre 2018 et décembre 2018 ; (2) août 2019 et janvier 2020.<sup>252</sup> L'objectif central sera de restituer l'histoire de la participation politique selon chaque ville, car chacune a des particularités historico-politiques.

Nous avançons l'hypothèse que les jeunes interrogés dans chacune des villes « participent, mais sans participer ». Cela signifie que le type de participation ne se fait pas selon des modèles classiques, mais s'insère plutôt dans différents mécanismes de participation politique, pour intervenir localement dans leur ville. Notre perception de la « participation sans participation » s'explique par la nécessité d'éviter de manifester ou de démontrer toute forme de participation politique observable – voire visible –, mais en utilisant d'autres stratégies, des pratiques ou des mots pour exercer cette même participation.

En d'autres termes, tout au long de notre travail de terrain, nous avons croisé des jeunes qui ne voulaient pas mentionner le mot « politique », mais à travers nos conversations, nous avons perçu qu'ils y participent consciemment ou inconsciemment. La « participation sans participation » proposée dans ce chapitre serait le retrait d'une sphère jugée politique, mais sans en sortir réellement. En fait, les jeunes que nous avons interrogés n'admettent pas d'emblée qu'ils font la politique ou qu'ils y participent, ils manifestent un certain intérêt à parler des questions politiques.

---

<sup>251</sup> Voir, notamment, le chapitre un.

<sup>252</sup> Le détail sur le terrain a été abordée de manière détaillée dans l'introduction de la thèse.

Cette réalité s'explique par le fait que, depuis de nombreuses années, la connotation d'une simple expression, « politique », est associée à la domination d'un parti politique, en l'occurrence le Frelimo, ce qui les pousse à l'éviter.

Cette perception de la « participation sans participation » nous renvoie également à Eliasoph (2010), pour parler l'évitement du politique<sup>253</sup>, une forme de production de l'apathie politique chez les jeunes, même si nous n'adoptons pas entièrement cette approche. En fait, pour nous, la tentative d'échapper à la participation politique ne peut être considérée comme un manque de participation en soi. Cette participation se fait sans nécessairement utiliser les codes largement décrits dans l'abondante littérature sur la thématique des jeunes et de la participation politique.

Comme expliqué précédemment dans la méthodologie, le choix de ces trois villes s'explique par le fait qu'elles constituent ce que dans l'imaginaire du Mozambique nous appelons une représentation régionale, dans laquelle Maputo est considérée comme la ville du Sud, Beira la grande ville du Centre et Nampula la « ville du Nord ». Cependant, le choix de ces trois villes a été motivé par le fait qu'elles sont présidées par des partis différents : Frelimo (Maputo), MDM (Beira) et Renamo (Nampula).<sup>254</sup> Notre hypothèse est que la participation des jeunes est influencée en fonction du type de gouvernance, à travers le parti au pouvoir dans la ville.

D'un côté, il y aurait à Maputo une « détente participative », tandis qu'à Beira, la vigueur de la participation y serait intense, puisque c'est une ville considérée comme

---

<sup>253</sup> En étudiant les conversations ordinaires des Américains, dans une démarche pragmatiste, Eliasoph (2010) étudie la culture d'évitement du politique dans la vie quotidienne. Pendant deux ans et demi, elle a mené une enquête ethnographique dans trois types d'associations : des groupes de bénévoles, des clubs de loisirs et des collectifs d'activistes, implantées dans des villes de banlieue. Elle a écouté les conversations à l'intérieur des groupes et dans les interactions avec les pouvoirs publics, les travailleurs sociaux, les médias et les grandes entreprises. Dans les deux cas, elle a suivi des discours publics, mais aussi des murmures en coulisse. Ce faisant, elle prend à revers les analyses dominantes sur l'espace public et les travaux quantitatifs sur la participation politique. Elle montre des citoyens soucieux du sort du monde, ni indifférents ni satisfaits, mais qui n'expriment ces préoccupations que dans les conversations les plus privées. Plus l'arène devient publique, moins le souci du bien commun paraît légitime et plus les citoyens semblent apathiques ou préoccupés uniquement de leur intérêt personnel. Un véritable « cycle d'évaporation du politique » apparaît alors, dont l'auteur décrit les différents rouages.

<sup>254</sup> La justification du choix de ces trois villes a été expliquée en détail dans l'introduction de la thèse.

le « bastion de l'opposition » vis-à-vis du parti Frelimo pendant de nombreuses années. À Nampula, la participation a varié ces dernières années à la suite de l'assassinat, en 2017, d'un leader charismatique qui était considéré comme le moteur de la participation des jeunes.

Nous allons consacrer un des angles d'analyse qui peuvent en partie être considérés comme justifiant la prolifération de nouvelles formes de participation politique en s'inspirant de la littérature sur l'« engaged-citizenship » (Dalton, 2006) des jeunes au Mozambique. Par exemple, l'une des questions nous avons posée aux interviewés concernait l'impact des réseaux sociaux d'Internet dans leur quotidien. Bien que les niveaux de connexion à Internet – par l'accès à un ordinateur – soient de 23 % (Hootsuite, 2022)<sup>255</sup>, nous constatons une certaine augmentation de la participation à la vie politique qui est assurée grâce à Internet et aux plateformes d'interaction en ligne, tels que le Facebook et WhatsApp, surtout avec la création d'initiatives civiques dans les villes – notamment à Maputo.

## **1.1. Espaces et pratiques politiques des jeunes**

Comprendre les jeunes du point de vue de ce qu'ils sont à partir de leurs pratiques et de leurs lieux de résidence fait partie d'une littérature abondante qui a déjà été développée depuis longtemps, surtout hors Afrique (Anne-Françoise, 2007 ; Douville, 2015). Habituellement, cette équation est utilisée pour caractériser les jeunes comme des acteurs qui accumulent des défis en raison de leur statut social et économique, soit en Europe (Dubet, 2018 ; Chevalier et al., 2021) soit en Afrique (Cissé et al., 2021). Cette relation se fait souvent du point de vue des jeunes qui habitent dans la rue ou même dans les villes. Mais comment pourrions-nous définir la rue ?

Certains auteurs la définissent en trois catégories : la rue-lien, la rue sauvage et la rue-polis (Vulbeau, 1994). Cette rue permet les relations sociales et reste le lieu privilégié de rencontre entre jeunes exclus et travailleurs sociaux, même s'il s'agit d'une réalité

---

<sup>255</sup> Il n'existe pas de données illustrant la répartition détaillée en fonction de chaque ville, mais nous constatons à partir de notre propre expérience que la ville de Maputo est celle qui compte le plus grand nombre de personnes connectées à Internet, en raison de ses infrastructures bien développées par rapport au reste du pays.

contestable lorsque nous abordons la réalité du Mozambique, qui n'a pas nécessairement les mêmes caractéristiques que celles présentées par Vulbeau (1994). Dans ce contexte, notre perception de la rue peut être analysée à travers le prisme de la connexion qu'elle crée entre les différents jeunes qui, lorsqu'ils se rencontrent dans de multiples espaces de la ville, soit la place de la municipalité ou dans des bars, s'associent pour parler de leur vie ou du quotidien politique la municipalité où ils vivent. Tout au long de ce chapitre, nous donnerons des exemples pratiques de la façon dont cela a été fait dans la vie des jeunes que nous avons rencontrés.

L'un des exemples de l'interprétation de la rue est notre conversation avec le jeune qui nous a transporté entre l'arrivée à l'aéroport de la ville de Beira et notre lieu d'hébergement. Tout au long du voyage, JS s'est plaint du mauvais état des routes et des infrastructures de la ville. Il nous a fait visiter les différents endroits de la ville qui avaient été détruits par le cyclone IDAI et qui attendaient toujours d'être réparés par la municipalité ou par ou le gouvernement central.



**Photo 2 :** Infrastructures détruites par le cyclone IDAI à Beira (Tsandzana, 2019).

Cependant, même à ce moment-là, nous avons vu une agglomération de jeunes autour des arbres tombés au sol dans les rues. Avec cet exemple, nous constatons que, quel que soit l'état de la rue, elle reste un lieu de rassemblement entre les jeunes de la ville.

La rue reste l'espace d'intervention mais aussi d'inscription sociale. La rue est aussi la possibilité d'oublier qu'il n'y a « rien à faire ». Cette explication peut être observée dans un autre exemple à Beira. Elle nous rappelle que la plupart des entretiens ont été réalisés dans des espaces vides – dans la rue –, là où les jeunes se trouvaient pour vendre plusieurs biens, comme le montre la photo 3 :



**Photo 3 :** La rue-lien dans la ville de Beira (Tsandzana, 2019).

Cette photo a été prise à Beira et montre l'un des endroits où nous devons mener notre entretien. Sur le côté droit, nous pouvons voir des jeunes assis. Il s'agit en fait des vendeurs des vêtements que nous pouvons voir sur le sol. Nous nous sommes rendus là car lorsque nous avons contacté l'un d'entre eux, il nous a dit que nous ne pouvions le rencontrer que sur son lieu de travail. C'était un après-midi de semaine et il ne pouvait pas quitter son travail pour venir nous rencontrer.

A partir des photos 2 et 3 nous constatons que la rue donne les codes et règles de participation politique des jeunes dans ces villes. Cependant, il faut bien préciser que notre perception de la rue dépasse la vision eurocentriste présentée jusqu'ici pour

adopter une approche proche de notre terrain de recherche. La caractérisation des jeunes en fonction de la ville dans laquelle ils vivent ne peut être lue de la même manière. Ainsi, nous considérons la rue comme faisant partie d'un contexte dans lequel la ville n'est pas seulement un espace géographique, elle est avant tout un lieu de recherche de survie. Notre vision de la ville s'inscrit dans les études de Fourchard (2018), dans lesquelles la ville dans le continent africain, à partir du cas de Nigeria, devient un espace de lutte permanente et de jeux de domination entre l'État et les habitants de la ville, dans ce cas entre la municipalité et les jeunes.

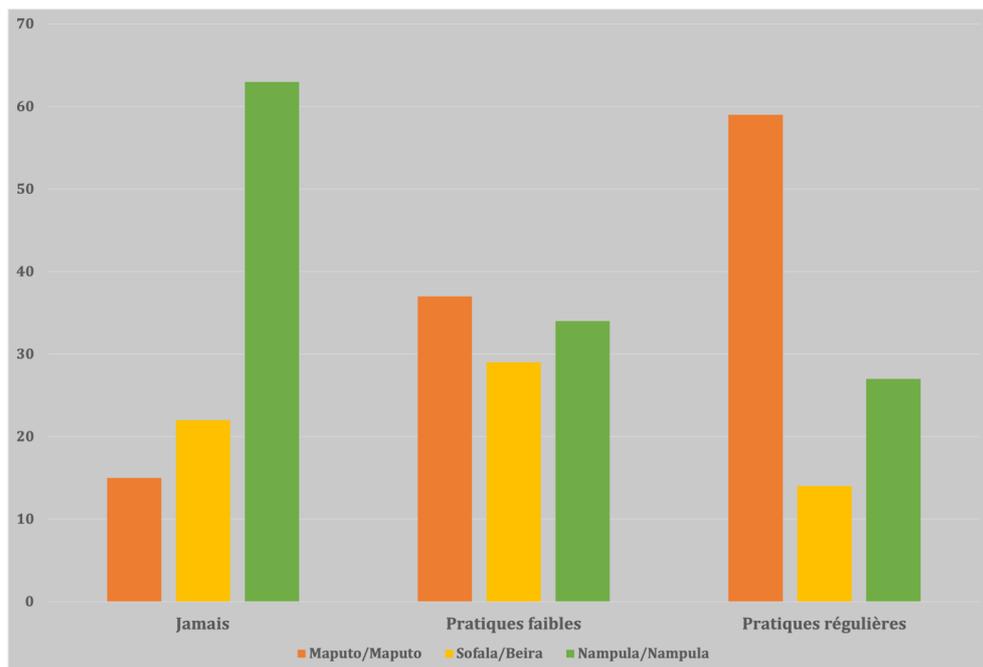
Ainsi, la rue apparaît comme un espace de réalisation de plusieurs répertoires d'action collective. Pour Fourchard (2018), la ville renvoie aux individus et aux groupes sociaux qui modifient l'action publique par la négociation. Cela nous fait penser à l'idée de « citoyenneté subalterne » proposée par Fouquet (2013). L'auteur affirme que sont ainsi désignées la créativité et l'habileté propres à ceux qui, largement privés de moyens (économiques et politiques) d'agir, se saisissent néanmoins de certaines opportunités en imprimant des cheminements traversiers dans la ville. Ces actions de la citoyenneté dévoilent des façons de faire avec la ville, mais aussi de la faire, c'est-à-dire participer à ses fabrications et réinventions permanentes, y compris à travers l'élaboration d'un désordre constitutif de nouvelles configurations sociales et culturelles (Fouquet, 2013 : 131).

Enfin, cette thèse la perçoit non seulement comme un lieu de vie et de travail, mais aussi un lieu digne de participation politique, en l'occurrence pour les jeunes. Dans les prochaines sous-sections nous allons élargir notre approche sur la ville, parce que notre intérêt n'est pas seulement de la décrire, mais surtout de comprendre dans quelle mesure elle peut aussi servir « d'échappatoire » aux jeunes. Pour ce faire, nous introduisons la dimension des réseaux sociaux d'Internet dans l'objectif de comprendre comment ils peuvent jouer un rôle dans la relation entre les jeunes et la ville où ils habitent.

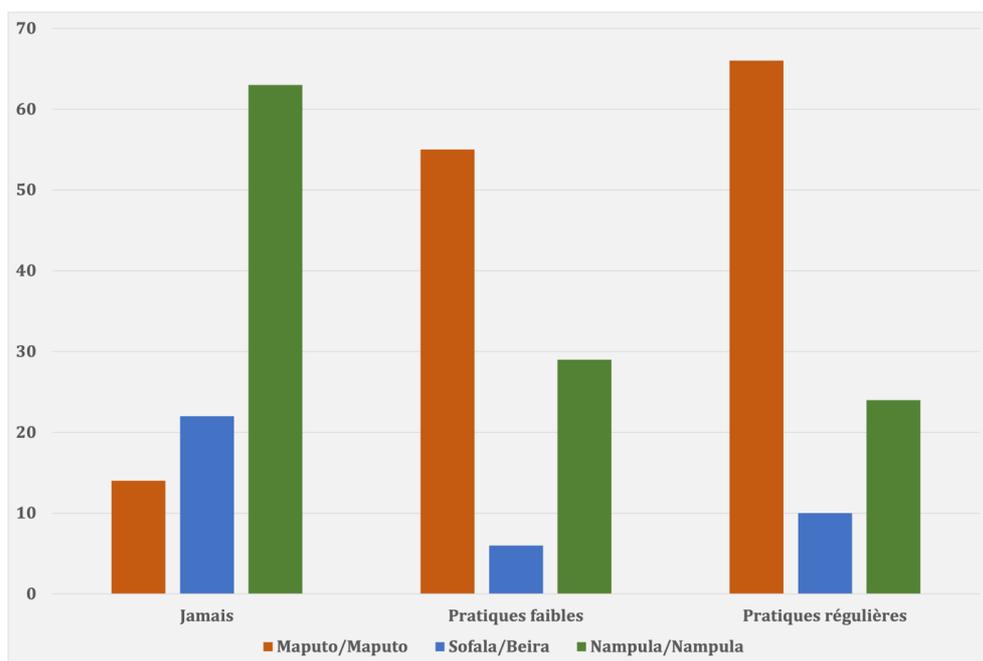
## 1.2. Réseaux sociaux et le rapport des jeunes à la politique

Cette sous-section revient plus précisément sur les pratiques d'intérêt à la politique à partir d'Internet. Elle étudie en détail les pratiques et les espaces de participation politique des jeunes dans les trois villes : Maputo, Beira et Nampula. Nous restituons les interviews réalisées pour comprendre dans quelle mesure l'Internet en général, et les réseaux sociaux en particulier, influencent l'intérêt à la politique de ces jeunes urbains. Dans un contexte où la rue peut être perçue comme un espace d'action politique par un pouvoir à tendance autoritaire comme le Mozambique, qui utilise les autorités de sécurité pour empêcher toute utilisation de la rue comme paysage de participation politique, il nous a semblé intéressant d'aborder les possibles relations entre les pratiques d'accès à Internet et les différentes modalités de participation. Cependant, nous analysons un objet dont la distribution est encore inégale – comme le montre le graphique 1 –, raison pour laquelle les résultats doivent être lus avec prudence.

D'après nos constats, bien qu'ayant la possibilité de se connecter à Internet, il semble que seule la ville de Maputo offre un usage régulier d'Internet permettant la participation politique. En fait, les jeunes y tirent mieux profit de l'utilisation des réseaux sociaux d'Internet par la création d'initiatives ou d'événements locaux qui sont diffusés par le biais des plateformes en ligne, même si ce n'est pas une réalité égale dans tous les contextes, si nous tenons compte des inégalités dans chacune des trois régions du pays.



**Graphique 1** : Accès à l'Internet dans les villes de Maputo-Beira-Nampula, Afrobaromètre 2011-2018 (Tsandzana, 2022).



**Graphique 2** : Accès à l'information par les réseaux d'Internet dans les villes de Maputo-Beira-Nampula, Afrobaromètre 2015-2018 (Tsandzana, 2022).

Tout d'abord, il convient de noter que la question de l'accès à l'information par les réseaux sociaux d'Internet n'a été posée que lors des deux dernières vagues (2014/2015 et 2017-2018), et n'existait pas dans les autres vagues. Cette réalité illustre peut-être à quel point le débat sur l'utilisation d'Internet au Mozambique est limité. En termes de résultats, ces graphiques montrent que l'accès aux réseaux sociaux suit une tendance qualitative en fonction de chaque région du pays et dans la même logique de ce que nos enquêtés ont révélé. En d'autres termes, la ville de Maputo (66 %) apparaît en première ligne pour l'accès plus régulier aux réseaux sociaux d'Internet, suivie de Nampula (24 %) et enfin de Beira avec seulement 10 %. Dans le sens inverse, la ville de Maputo (14 %) est la dernière de celles qui ont déclaré ne jamais avoir accès aux réseaux sociaux d'Internet pour pouvoir s'informer, Nampula étant en première position avec 63 % et Beira avec 22 %.

Comme hypothèse explicative, nous soulignons que le développement des infrastructures dans la capitale permet d'avoir des conditions de connexion faciles, ainsi qu'une large capacité pour mieux comprendre les bénéfices de ces espaces en ligne, surtout lorsque, lors des interviews certains jeunes de Beira ont déclaré que le prix de l'Internet était encore un obstacle pour eux. En outre, nous pouvons expliquer le fait que dans la ville de Maputo, les responsables politiques eux-mêmes utilisent ces espaces virtuels davantage par rapport à Beira et à Nampula, ce qui leur permet d'avoir une meilleure perception de ce qui se passe, par rapport aux politiciens des villes de Beira et Nampula qui utilisent avec parcimonie les réseaux sociaux sur Internet.

En termes d'approche, cette section consistera en un dialogue entre ce que dit la littérature sur la relation « espace urbain et jeunesse » (Mauger, 2019), lié au fait qu'ils utilisent les réseaux sociaux d'Internet comme outils pour prolonger des pratiques de la participation politique (Pasquier, 2020). Cette explication, qui n'est pas nouvelle en termes d'études déjà réalisées en général, sera complétée par une série d'entretiens réalisés dans les trois villes au cours du travail de terrain. Dans le cas du Mozambique, cela apparaît comme une étude innovante dans cette direction. L'analyse était importante parce qu'au cours de travail, nous avons remarqué que les jeunes, en particulier ceux de la ville de Maputo, bien qu'ils reconnaissent un certain intérêt à utiliser les réseaux sociaux d'Internet pour « occuper la rue », réalisent que la

police utilise ce même espace pour empêcher des actes nuisibles à la sécurité nationale.

Nous avons demandé quels étaient les outils couramment utilisés pour se mobiliser politiquement au niveau des trois villes. Ils ont répondu avoir connaissance des réseaux sociaux tels que Facebook et WhatsApp comme les plus accessibles, mais ces outils n'étaient pas mentionnés en tant que plateformes pour la participation politique dans la ville de Beira et Nampula par nos enquêtés, malgré une faible occurrence à Maputo. La tendance concernant l'usage politique d'Internet au Mozambique a déjà été analysée par les enquêtes de l'Afrobaromètre. Par exemple, en 2015 elles ont montré que dans un univers de 2400 enquêtés, 1986 (82 %) ont considéré avoir d'autres sources d'information politique qu'Internet. En 2017, le recensement de la population du Mozambique (INE, 2017) a démontré que 1 607 085 internautes, dont la plupart vivent dans la province de Maputo<sup>256</sup>, utilisaient des ordinateurs et des téléphones portables.

Il y a encore peu de Mozambicains ayant accès à Internet. Par exemple, l'Institut nationale de statistique (INE, 2017) parle d'un taux qui est passé de 2,7 % à 6,6 %, dont 8,1 % d'hommes et 5,3 % de femmes. Cependant, ces chiffres doivent être lus et analysés avec prudence méthodologique, car il existe différentes données sur l'accès à Internet au Mozambique, raison pour laquelle les chiffres approximatifs ne sont pas connus avec certitude. En fait, il n'y a pas une source fiable et agrégée bien qu'il existe des sources provenant de sociétés internationales.

Dans le cadre de notre terrain, nous avons constaté que les jeunes des trois villes utilisent souvent les réseaux d'Internet pour accéder à l'information ou suivre ce qui se passe à partir d'autres pages, mais pas comme de véritables espaces de participation politique ou de mobilisation collective. Autrement dit, l'accès à ces espaces est utilisé pour accompagner la vie quotidienne, qu'elle soit locale ou nationale, soit comme de simples espaces d'information, et non pour l'action de participation politique. Par exemple, depuis la manifestation pour la paix en 2016, dans la ville de Maputo, peu de manifestations ont eu lieu dans la ville. Par généralisation, cela nous fait penser que

---

<sup>256</sup> Au total, le Mozambique a une population approximative de 31 millions d'habitants (INE, 2017), divisé en 11 provinces.

nos interviewés cataloguent les réseaux sociaux d'Internet surtout pour accéder à l'information :

Je suis toujours sur les réseaux sociaux, à la recherche d'informations sur la politique, et pas seulement sur le Mozambique. Je fais un suivi à travers les réseaux sociaux, je fais partie de plusieurs groupes de discussion, mais aussi pour confirmer certaines choses que je devrais aller à la télévision ou directement sur les sites web des journaux. Il existe une relation très forte entre mon engagement politique et les réseaux sociaux.

Je pense que si je n'avais pas de réseaux sociaux, peut-être qu'un bon pourcentage de ce que je suis serait effacé... beaucoup d'informations dont je dispose passent par les réseaux sociaux. Si je n'avais pas ces informations, peut-être que je ne pourrais pas me tenir informé, critiquer, commenter ou même faire des publications. Les réseaux sociaux alimentent un très grand pourcentage pour accéder à l'information politique.

VF, septembre, Maputo (2019).

Nous avons également eu l'occasion de trouver des jeunes qui avaient déjà une certaine expérience dans l'utilisation pratique des outils numériques. Ils ont clairement dit que leur intérêt était d'utiliser ces espaces pour s'exprimer, mais une fois de plus la question de l'accès à l'information était ce qui intéressait le plus nos interviewés, et pas nécessairement la réalisation d'actions pratiques qui peuvent configurer la participation politique dans la rue comme décrit au début de cette sous-section.

Les réseaux sociaux me donnent de la liberté.  
Pour moi, ils sont un espace que j'utilise pour

donner mon avis. Les questions d'intérêt politique sont discutées sur les réseaux sociaux. Cela permet d'améliorer l'accès à l'information a plusieurs personnes... j'effectue des recherches de certains sujets sur les réseaux sociaux.

AM, septembre, Maputo (2019).

Si jusqu'ici, nous avons constaté une tendance à associer les réseaux sociaux comme étant strictement liés à la manière dont les jeunes accèdent à l'information, d'autres jeunes de Maputo signalent des précautions à prendre en compte comme utilisateurs de ces outils, a affirmé GM – jeune homme – dans un entretien du 14 novembre 2019 :

Ce qui aide peut aussi faire du mal. Les réseaux sociaux au lieu de faciliter la communication, peuvent également la manipuler. Il a un impact positif sur l'information, mais il a également un impact négatif. Celui qui crée, peut détruire. Il y a des gens qui informent, mais il y a des gens qui désinforment. Ainsi, il est important d'avoir une analyse des sources.

GM, septembre, Maputo (2019).

Les interviews de VF, d'AM et de GM révèlent clairement la vision d'une ville disposant d'avantages substantiels en termes de moyens permettant l'utilisation des outils numériques. Bien que la dernière grande manifestation remonte à 2016, nos interlocuteurs ne montrent pas d'exemples d'autres formes de participation. L'une de nos enquêtées, en l'occurrence MM, fait partie d'une organisation appelée « œil du citoyen », constituée uniquement de femmes, visant à mobiliser les jeunes femmes en matière de citoyenneté.

Je recherche des informations tous les jours.  
J'utilise les réseaux sociaux, et il est important

d'être conscient pour accompagner ce qui se passe. C'est un moyen pour moi de voir comment les camarades utilisent les réseaux sociaux. C'est un moyen pour moi de rester connectée avec la société. Je considère les réseaux sociaux comme un champ d'influence, car nous passons plus de temps sur nos téléphones portables et nos ordinateurs... Je pense que c'est là (sur les réseaux sociaux) que nous pouvons partager notre opinion.

MM, septembre, Maputo (2019).

La position de MM confirme à nouveau que ce n'est pas nécessairement la participation politique en tant qu'action sur les réseaux sociaux, mais probablement l'intérêt pour la politique, notamment l'accès à l'information. Nous ne pouvons pas conclure que les affirmations sont nécessairement une forme de participation politique. Cependant, un aspect qui attire notre attention est le fait que MM déclare que son intérêt sur les réseaux sociaux est de suivre ce que disent les camarades – une analogie qui peut être comprise comme une recherche d'informations sur les membres du parti au pouvoir, puisque le terme camarade est utilisé pour désigner les membres du Frelimo.

A Beira, concernant les outils utilisés pour parler ou s'informer de la politique, plusieurs de nos interviewés ont montré une connaissance de l'utilisation d'Internet de manière générale. D'une part ils affirment que l'Internet en général (accéder simplement à une page web) c'est un type de réseaux sociaux, mais d'autres mentionnent plus spécifiquement la plateforme Facebook et WhatsApp, même si ces deux applications ne représentent pas des espaces de participation politique, ni pour avoir accès à l'information, raison pour laquelle ils accèdent plus fréquemment à la radio et à la télévision en tant que source d'information :

Lorsque j'accède aux réseaux sociaux il y a des informations qui apparaissent... je les lis brièvement pour voir si cela m'intéresse, mais je passe beaucoup de temps sans y accéder pendant plusieurs

jours. Je préfère accéder une page sur Google parce qu'il y a toujours quelque chose sur la politique. Il peut y avoir d'autres mécanismes pour obtenir ces informations politiques, mais je ne sais pas ... Je ne les cherche pas.

SA, décembre, Beira (2019).

Nous sommes confrontés à un changement radical de paradigme, ce qui confirme en partie notre première hypothèse qui considérait Maputo comme un cas à part au sein d'un même pays. En d'autres termes, même si la ville de Beira représente ce que nous appelons la capitale de la zone centrale, il semble que parler de réseaux sociaux passe nécessairement à côté du quotidien de nos interviewés. Pour ceux qui y accèdent, leur intérêt ne doit pas être vu nécessairement sous l'angle politique. Cette réalité nous amène à nous demander dans quelle mesure le fait de résider dans l'une des plus grandes villes du pays constitue en soi un avantage comme nous l'avons observé à Maputo.

Nous constatons qu'habiter dans une ville comme Beira ne peut pas être considéré comme un élément bénéfique si nous ne tenons pas compte de l'environnement politique dans lequel se trouve cette même ville. Beira, bien qu'étant le « bastion de l'opposition », en dehors du moment électoral, nous ne trouvons pas d'exemples marquants d'actions de jeunes ces dernières années à partir des réseaux sociaux. Nous dirions que la dimension politique de la ville reste fortement axée sur les élections, notamment locales. D'autres jeunes n'accèdent à l'internet que quelques fois par semaine, car ils n'ont pas beaucoup de temps. Par exemple, HS, un jeune homme que nous avons rencontré à son stand de travail dans l'une des rues de Beira, nous a dit que son intérêt pour l'actualité politique se fonde sur les sites web des journaux. Il dit que les réseaux sociaux ne sont qu'un espace de divertissement. Il cherche seulement des informations sur le site de son université pour voir l'annonce des bourses d'études.

Quand je prends mon téléphone je visite des site web d'information, pas exactement ces nouveaux sites... Je vais

sur les anciens site web parce que je leur fais plus confiance. J'accède aux réseaux sociaux, mais c'est pour le divertissement... je n'y cherche pas d'informations. Là, je ne cherche pas d'informations politiques, je vais visiter la page de la Faculté pour voir les bourses, parce que c'est plus facile. C'est juste pour s'amuser, le reste, la politique rien.

HS, décembre, Beira (2019).

A Nampula, la tendance est presque la même qu'à Beira. Les jeunes interrogés ont accordé peu d'importance aux réseaux sociaux en tant qu'espaces de participation politique, même si nous considérons qu'ils le font presque inconsciemment. Ces jeunes considèrent pour deux finalités : obtenir des informations comme ce fut le cas à Beira, mais ils mentionnent également que ces mêmes plateformes ne sont rien d'autre que des outils de divertissement et d'amusement pour les jeunes. Cependant, il s'avère qu'une grande partie des choses amusantes que ces jeunes lisent concerne la reproduction de satires et d'images (caricatures) qui parlent de politique.

*(Rires)* ...actuellement, j'accède à l'information de temps en temps, mais dès que ça coïncide avec le moment où j'ai du temps, je peux suivre l'actualité politique. J'ai vu beaucoup de choses que je ne peux même plus expliquer. J'ai beaucoup utilisé l'internet, car je suis rarement rentré à la maison pour regarder la télévision. J'utilise davantage mon téléphone (et Facebook). Il y a beaucoup de choses dont j'ai entendu parler sur les réseaux sociaux, mais ce n'est pas la vérité. Je suis déçu par ces outils.

BC, décembre, Nampula (2019).

Le discours de BC montre presque la même réalité qu'à Maputo, quand nous avons constaté que les réseaux sociaux sont analysés du point de vue de la qualité de

l'information qu'ils peuvent apporter à l'utilisateur. En fait, on voit ici un jeune qui a diminué sa fréquence d'utilisation de ces plateformes à cause de la « déception numérique ». Cette tendance avait déjà été étudiée par certains auteurs qui cherchaient à comprendre l'impact que la propagation de fausses informations peut avoir sur le comportement des utilisateurs. Si les gens remarquent une propagation de faits qui ne sont pas réels sur les réseaux sociaux, ils peuvent finir par abandonner cet espace ou l'utiliser à d'autres fins que la recherche d'informations politiques.

Les trois villes analysées représentent une spécificité et nous ne pouvons pas généraliser les conclusions, mais si nous considérons que ces trois villes sont les plus importantes en termes d'infrastructures urbaines pour l'accès à Internet, il nous semble qu'il peut avoir une sensibilisation considérable au moins sur l'existence de plateformes comme Facebook et WhatsApp. Pourtant dans chaque ville l'utilisation de ces outils est diversifiée en fonction du contexte local. En d'autres termes, pour nous ces trois villes représentent non seulement la dynamique du jeu politique national, mais aussi le centre dans lequel circule tout le paysage du développement technologique au Mozambique.

Enfin, il est clair que les réseaux sociaux d'Internet sont encore loin de représenter des espaces d'utilisation de masse, surtout dans une réalité où l'accès à Internet n'est encore un atout que pour quelques-uns, même si nous parlons des trois grandes villes du pays : Maputo, Beira et Nampula. Cela nous conduit à nous demander quelle est la réalité dans les autres villes du Mozambique. Ainsi, dans la section suivante, nous allons décrire quelles sont les pratiques de participation dans chacune des trois villes.

### **1.3. L'expérience avec deux jeunes de Maputo**

Dans la littérature sur l'Afrique (Boyer, 2014), l'analyse de la culture populaire et des cultures urbaines produites par les jeunes, que ce soit par l'entremise de la musique, des mouvements artistiques ou sportifs, a montré comment l'émergence de « figures de la réussite » est révélatrice de formes de négociation avec les garants de l'autorité et d'une affirmation de la présence des jeunes dans l'espace politique (Havard, 2001 ; Kohlhagen, 2005). Ces jeunes sont définis par leur inventivité, leur créativité pour

imposer leur présence quotidienne dans l'espace public ; ils créent des formes de « prises de parole » originales (Banégas et al., 2012), démontrant ainsi leur capacité à intervenir dans l'espace public et le champ du politique.

C'est dans ce contexte que cette sous-section cherche à reprendre une partie de l'argument avancé dans le premier chapitre sur le régime politique et ses implications dans la participation politique. De manière concrète, nous allons présenter quelques exemples d'initiatives locales de jeunes qui, à partir de l'art (musique *rap*), participent au Mozambique. Nous allons nous appuyer sur deux interviews réalisées avec EL et AC, deux jeunes qui habitent dans la ville de Maputo. Les deux se considèrent comme art-activistes – une façon d'utiliser l'art pour faire de l'activisme.

Les parcours d'AC et d'EL sont intéressants car ils montrent que malgré le contexte d'un régime politique aux tendances autoritaires, certains jeunes parviennent, à partir d'autres mécanismes, à trouver d'autres formes de participation politique. Notre approche peut également s'appuyer sur les travaux réalisés précédemment sur cette thématique. Par exemple Buire (2016) a abordé la résistance du régime politique considéré comme autoritaire à l'épreuve des musiques urbaines à Luanda, Angola. Dans notre cas, nous allons montrer comment les jeunes parviennent à exercer leur participation, même face aux défis des pratiques non démocratiques du régime politique au Mozambique.

Pour cela, l'*hip-hop* en est un exemple d'apprentissage extérieur de la participation par d'autres moyens. Pourtant, la rue peut simplement être un lieu de passage entre le domicile et le lieu de formation – entre la musique et la participation politique. Car enfin, la rue est accessible à tout moment, elle rend visible l'invisible, permettant aux jeunes de se faire voir – de se faire entendre. Mais elle peut aussi devenir un lieu de disparition, soit qu'il faille circuler, ne pas se rassembler, soit qu'elle symbolise la désertion des lieux destinés aux jeunes. Le fait d'être dans un lieu avec d'autres et de partager ce lieu fait société et permet de comprendre le lien social.

Dans le contexte africain, la musique populaire a fait l'objet d'une attention particulière comme point d'entrée pour la compréhension de l'action sociale et politique. Des références ont été faites au colonialisme et à l'apartheid, aux

mouvements sociaux, aux protestations, aux révolutions, à l'identité nationale et à l'oppression politique (Manhiça, et al. 2020). Par exemple, Martin (2012) est l'un des auteurs qui, au fil des ans, a cherché à identifier diverses formes de participation qui pourraient avoir une signification politique au-delà des élections elles-mêmes. Ces travaux se sont concentrés sur des objets de recherche qui, à première vue, ne seraient pas considérés comme « politiques ». L'auteur a principalement étudié le rôle de la musique populaire et de ses représentations. Ses thèmes de recherche portent sur la musique, la politique et les cadres identitaires.

Pour un débat approfondi, Martin (2002) a introduit la désignation des « objets politiques non identifiés » – OPNI, où : (1) objets – les pratiques culturelles et leurs résultats ; (2) politiques – la place des relations de pouvoir dans les pratiques culturelles et (3) non identifiés – les pratiques qui ne sont pas abordées dans la science politique ou qui sont traitées différemment. De cette observation, nous pouvons voir qu'il y a d'autres objets qui nous permettent de saisir la dimension politique de ce que nous étudions, au-delà des élections comme forme primaire de participation politique.

Pendant notre séjour à Maputo, nous avons eu l'occasion d'interagir avec deux jeunes. Tous les deux ont un profil privilégié de la ville, si nous tenons compte du fait que nous parlons de la plus grande métropole du pays, bien qu'elle présente des niveaux élevés de pauvreté<sup>257</sup>. Le choix de parler avec EL et AC<sup>258</sup> est dû au fait que tous deux utilisent leurs talents d'écrivain (poésie) et de chanteur (*rap*) pour exprimer leurs sentiments sur divers sujets. Alors qu'EL a décidé d'utiliser la poésie et l'écriture pour réfléchir sur les injustices sociales et politiques à l'égard des jeunes femmes, AC a choisi le rap pour exprimer son mécontentement politique à l'égard de la gouvernance du Mozambique.

EL et AC font partie d'un groupe de jeunes qui, bien qu'ayant eu l'occasion d'étudier à l'Université, ont décidé d'élargir leurs espaces d'intervention par l'art. EL utilise l'art pour revendiquer ses droits de femme, car « au Mozambique il n'existe pas

---

<sup>257</sup> Il n'existe pas de statistiques fiables sur les niveaux de pauvreté au Mozambique, mais les données de 2018 indiquent que le taux de chômage national est de 25 %, tandis que pour les jeunes, il est de 7 % (Statista, 2020).

<sup>258</sup> Afin de préserver l'identité et la vie privée des répondants, nous n'utiliserons que des acronymes, même s'ils ont permis de les citer tout au long du travail.

d'espaces qui permettent la pleine participation des jeunes en général, et des femmes en particulier, raison pour laquelle la seule alternative est la poésie et l'écriture ». Pour AC, le *rap* a toujours été une forme d'expression qui pourrait mobiliser davantage de jeunes pour contester les carences sociales et politiques. Selon lui, le rap est facile à comprendre pour les jeunes et n'implique aucun parti politique ou organisation étatique. Il nous a également dit qu'il préfère être appelé un « artiste » parce qu'il combine son activisme et l'art comme une forme de communication avec son public cible, les jeunes.

En utilisant l'art, je me bats beaucoup pour l'égalité et le respect, car il y a un groupe de personnes dont les droits ne sont pas respectés dans la société. Je travaille avec l'art inclusif, qui consiste essentiellement à rechercher et à défendre auprès des promoteurs d'événements et des autorités culturelles le fait de penser aux personnes qui sont physiquement handicapées ou muettes, mais qui peuvent avoir un interprète en langue des signes pour transmettre ce que l'art (le rap) dit sur la vie quotidienne du pays.

EL, novembre, Maputo (2019).

Je me considère comme un ar(c)tiviste, quelqu'un qui fait l'art pour l'activisme. J'ai un objectif, j'ai un public cible qui est les jeunes. Je parle aux jeunes. Évidemment, d'autres personnes peuvent être touchées, mais je parle aux jeunes et j'essaie de leur apporter de la lumière, de les amener à réfléchir sur certaines situations, mais il y a aussi mon petit groupe qui sont mes amis, mes oncles et parents, mes cousins...

AC, novembre, Maputo (2019).

Il serait intéressant de se focaliser sur deux expressions mentionnées par EL pendant l'interview : « égalité » d'une part, et « respect » d'autre part, pour comprendre ce qui se cache derrière cet engagement. En mentionnant l'égalité et le respect, EL révèle qu'il y a un oubli social et politique de certaines minorités au Mozambique, et que l'art est un moyen de rechercher l'inclusion. Nous observons qu'EL semble se battre pour une double cause, d'abord la sienne en tant que femme, et ensuite celle de ceux qui ont peu d'opportunités.

Nous avons mentionné le fait d'être une femme parce qu'avant l'entretien avec elle, nous avons pu voir un film sur « Women in Mozambique », où EL était invitée à réciter un poème d'exaltation de la femme, de la souffrance qu'elle vit et de toutes les conséquences qu'elle a déjà ressenties pour ne pas avoir eu d'opportunités socio-économiques en tant que jeune. La question qui reste à discuter est de savoir dans quelle mesure l'insertion dont parle EL est aussi complète, étant donné que ses activités sont largement concentrées dans des espaces urbains tels que le centre de la ville de Maputo.

La déclaration d'AC nous fait penser aux mots « apporter de la lumière » pour les jeunes et « amener les jeunes à réfléchir ». AC peut être interprété comme une personne – un jeune – qui veut être considérée comme le porte-parole de ceux qui n'ont pas de voix ou qui l'ont perdue en raison des difficultés qu'ils rencontrent chaque jour au Mozambique. En fait, AC montre qu'il y a des jeunes qui, malgré leurs capacités, ne trouvent en eux-mêmes aucune motivation pour changer leur *statu quo*. Les mots « lumière » révèlent que seul le *rap* peut ouvrir la voie aux jeunes Mozambicains, tandis que la musique n'est pas nécessairement un divertissement, mais surtout un mode de pensée, d'où le mot « réflexion ». Cependant, une fois de plus, la même discussion se maintient pour comprendre la portée qu'un tel rap par activisme a réellement dans la vie des jeunes au Mozambique.

Enfin, dans ces deux exemples nous avons constaté que non seulement l'art (*rap* et poésie) semble avoir capté la sensibilité des jeunes, mais surtout qu'il se montre comme un mécanisme de mobilisation rapide et facile, étant donné la méfiance créée autour des institutions officiellement établies pour permettre l'exercice de la participation politique au Mozambique. Cependant, les exemples ne correspondent pas

au miroir de tous les jeunes. En effet, dans une même ville, il y a différents types de jeunesses selon les opportunités et les connexions offertes par le pouvoir politique en place.

## 2. Le débrouillage, les jeunes et la politique

Le mot « débrouillage » a été évoqué pour la première fois dans le débat sur les jeunesses par Honwana (2012). Dans des interviews tirées de son ouvrage, Honwana (2012) explique que les jeunes en Afrique sont le visage de la nature extemporanée de leur vie : « desenrascar a vida » (gagner sa vie) pour les Mozambicains, « débrouillage » pour les Sénégalais et les Tunisiens, ou « just getting by » pour les Sud-Africains. Cette expérience d'improvisation, ou de « création au fur et à mesure », implique un effort conscient pour évaluer les défis et les possibilités et élaborer des scénarios propices à la réalisation d'objectifs spécifiques.

Cela implique de plus en plus de réagir et de remettre en question l'establishment politique et économique. Ce que Honwana (2012) cherche à expliquer dans l'appellation « débrouillage » concerne le fait que les jeunes sont des acteurs qui essaient de construire leur propre parcours dans des contextes défavorables à la réalisation des leurs rêves, en raison des difficultés quotidiennes telles que le chômage. Cela explique cette volonté de rechercher une solution souvent liée à la nécessité de se réinventer jour après jour. Pour ce faire, ces jeunes adoptent des formes de participation politique qui défient souvent le pouvoir établi.

Dans ce débat, la politique est pratiquement liée à la réalisation de la stabilité économique, et les jeunes sont les acteurs qui cherchent désespérément des gains pour leur vie. D'après Boyer (2014), au-delà d'une focalisation sur les dimensions politiques, les différents travaux sur ce thème ont quasiment tous en commun de mettre en exergue, d'une part le haut niveau d'inactivité des jeunes – qui participe en partie de ces formes de mobilisation politique –, d'autre part un contexte de hausse des niveaux de scolarisation des jeunes, qui concourt à accentuer les exigences en termes d'emploi et, parallèlement, les déceptions, frustrations lorsque le contexte économique ne répond pas à leurs attentes.

Historiquement, explique Boyer (2014), la mise en avant du lien entre le politique, la capacité de mobilisation et le contexte socio-économique propre aux jeunes trouve des prolongements dans des mouvements tels que les « révolutions arabes », en Tunisie notamment. Cette dernière est présentée comme le fait des jeunes éduquées, ne parvenant pas à accéder à des emplois satisfaisants, tout en aspirant à des changements de logiques politiques et sociales. C'est à la lumière de ce récit que nous essayons de comprendre les moyens de « gagner sa vie » dans le contexte mozambicain.

## **2.1. Entre l'école et le quotidien, la participation politique n'est pas une priorité**

Après la première vague des entretiens, nous avons rencontré deux jeunes dans les quartiers suburbains<sup>259</sup> de Maputo pour les interviewer en *XiChangana* (langue locale). Comme expliqué dans la méthodologie, le choix de cette langue nous a permis de capter d'autres sensibilités qui n'auraient pas été possibles en portugais, puisque notre intérêt était de diversifier la qualité du profil des personnes interrogées, afin de réduire les inégalités entre la population enquêtée, surtout si nous considérons que les jeunes partagent des parcours et des réalités différentes entre eux.<sup>260</sup>

Ainsi, nous avons contacté NG et JB. Les deux sont diplômés de l'école primaire et sont en train de finir l'école secondaire. Je les ai interviewés sur leur lieu de travail. L'entretien s'est déroulé pratiquement dans la rue. Si la rue peut être un espace de revendication et d'occupation politique, dans ce cas précis, la rue devient un espace de survie pour les jeunes. En effet, aucun d'entre eux n'a de contrat de travail. Ils exercent des activités informelles, sporadiques et temporaires. Une situation bien présente pour plusieurs jeunes dans la ville de Maputo qui possède un taux élevé de chômage urbain<sup>261</sup>, ainsi que dans d'autres villes de l'Afrique.<sup>262</sup>

---

<sup>259</sup> Qui est situé tout près d'une ville, qui l'entoure. Dans le contexte du Mozambique cela peut signifier banlieue – la ceinture urbaine qui entoure un centre-ville.

<sup>260</sup> Cette explication est donnée d'abord dans l'introduction sur les modalités de choix des personnes enquêtées, ainsi que dans le chapitre deux sur la discussion du concept « jeunesse ».

<sup>261</sup> Il n'existe pas de chiffres exacts sur la pauvreté urbaine au Mozambique. En théorie, la pauvreté se calcule en divisant le nombre de chômeurs, c'est-à-dire de personnes en recherche

NG (22 ans) travaille comme vendeur de recharges pour les téléphones portables et le service de *mobile money*<sup>263</sup>. Il étudie le matin et l'après-midi et travaille jusqu'à 19 heures du lundi au vendredi. JB (18 ans) fait des travaux de maçonnerie et étudie le soir. Ces deux personnes montrent une réalité hétérogène dans le groupe des jeunes que nous avons interviewés dans la première vague à Maputo. Les deux viennent des quartiers pauvres de Maputo. Leur emploi du temps se partage entre les études et la nécessité de travailler pour gagner leur propre vie dans la capitale. L'enseignement secondaire au Mozambique est organisé de telle manière qu'il y a trois options entre le matin, l'après-midi et le soir. En fait, ceux qui ne peuvent pas être à l'école pendant la journée peuvent choisir de suivre des cours le soir.

Cette décision vient donner des opportunités d'étude à tous ceux qui, pour diverses raisons, ont d'autres occupations ou sont plus âgés, ou encore ont commencé l'école après l'âge initial de six ans. De même, il peut s'agir de tous ceux qui n'ont pas réussi lors de leurs études initiales. C'est-à-dire qu'ils ont dépassé l'âge maximum requis pour s'inscrire dans certaines classes de l'enseignement primaire ou secondaire. Ainsi, si nous prenons en compte les difficultés que nos deux interviewés ont partagées, nous constatons être confrontés au cas de jeunes en situation d'échec scolaire, comme les entretiens ci-dessous le démontreront. De plus, le cours du soir était autrefois réservé aux filles ou aux adolescentes enceintes qui souhaitaient étudier.

NG a voté en 2019 (en 2018 il n'a pas voté parce qu'il n'avait pas eu le temps de faire le recensement électoral), mais il n'a pas voulu nous expliquer pourquoi il l'a fait 2019 et quelle est son historicité de vote. JB a voté pour la première fois en 2019. Les deux n'ont

---

active d'emploi, par la population active, soit le nombre de personnes en âge de travailler disponibles sur le marché du travail, le tout multiplié par 100.

<sup>262</sup> En Afrique, l'informalité demeure la principale forme d'emploi. Elle représente 85 % de l'emploi total et 92 % des entreprises du continent [OIT, 2018]. Il existe cependant une forte hétérogénéité dans l'ampleur de l'informel entre les sous-régions (67 % pour l'Afrique du Nord, 89 % pour l'Afrique subsaharienne). Bien qu'il constitue la norme au vu de son ampleur, l'emploi informel touche davantage les jeunes (95 %) que les 25-65 ans. Le niveau d'éducation est également déterminant dans la formalité de l'emploi en Afrique : 94 % des individus sans éducation de base ont un emploi informel, contre seulement 68 % des individus ayant achevé l'éducation secondaire et 27 % des diplômés du supérieur [OIT, 2018].

<sup>263</sup> Fréquemment désigné MPesa, il s'agit d'un système tellement populaire dans certaines parties de l'Afrique comme le Mozambique qu'il est presque devenu une monnaie virtuelle, offrant un

pas des pratiques de participation politique (manifeste ou participe dans une réunion du quartier, par exemple), mais admettent que dans les *chapas* (transport collectif et populaire dans la ville de Maputo) ils ont déjà écouté des commentaires liés aux questions politiques du pays, sans prendre parti dans ces conversations.

Je n'ai jamais manifesté dans mon quartier, parce que je suis généralement occupé. Je n'ai même pas le temps de parler avec des amis. Je ne suis presque jamais à la maison...Ni le week-end. Dans la rue, je commente, parfois...

JB, janvier, Maputo (2019).

L'autre interviewé affirme que son mode de vie ne lui permet pas de trouver une occasion de se consacrer à d'autres activités que le travail et l'obtention du diplôme :

Je ne connais aucune forme de participation politique dans le pays. Quand j'entends le mot politique, je pense à voter pour notre président pour que le pays change. (...) Je n'ai pas le temps de suivre l'actualité politique du pays, car je rentre tard vers 21 heures, donc je ne vois que les résumés le matin via la télévision.

NG, janvier, Maputo (2019).

Le commentaire de NG démontre que la participation politique des jeunes au Mozambique dépend de leurs conditions de vie – une forme de survie. Cette réalité montre que dans une même ville (Maputo), il y a différents visages de jeunes – si nous comparons avec les premiers jeunes interviewés sur le terrain à Maputo. Alors que ceux qui ont fait des études supérieures ont la possibilité de discuter au moins de la politique ou de regarder la télévision le soir avec leur famille, d'autres utilisent la même soirée pour étudier car pendant la journée ils travaillent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. En

---

moyen de paiement sécurisé pour les personnes non-bancarisées. Les jeunes sont ceux qui font le plus la promotion du service dans les différents coins de rue de la ville de Maputo.

outre, nous pouvons comprendre que l'école soit considérée comme un moyen d'obtenir d'autres opportunités de vie dans le futur. Le travail précaire qui est effectué pendant la journée sert également à soutenir leurs études, car ces jeunes comprennent que c'est probablement la seule manière de changer la tendance à la pauvreté qu'ils vivent. Nous constatons ainsi qu'il y a un calcul stratégique ou même une nécessité de faire des choix entre gagner sa vie à partir du travail et étudier.

Dans la littérature, il existe deux courants distincts pour percevoir ce phénomène. Si certains considèrent qu'il s'agit d'un processus normal d'autonomisation des jeunes, (Ramos, 2011) l'individu se donne lui-même ses propres règles ; l'indépendance est considérée comme une perception positive de l'individu. Autrement dit, l'accès à l'âge adulte se définit par l'acquisition des statuts sociaux associés à quatre différents seuils de passage à l'âge adulte : la fin des études, le début de la vie professionnelle, le départ du domicile parental, la mise en couple.

D'autres acteurs (Honwana, 2020) affirment que les jeunes, en particulier dans des contextes comme au Mozambique, sont en constant débrouillage. Ces jeunes cherchent à s'engager dans de petites activités qui leur permettront de gagner un peu d'argent pour leur subsistance, étant donné l'absence d'opportunités économiques. En général, ces jeunes utilisent l'espace de la ville comme lieu de participation, soit pour faire de la politique autrement, mais aussi d'un point de vue économique et social. Nous élargissons ce débat dans la sous-section suivante, en prenant une autre dimension de cette participation politique.

## **2.2. La nuit : entre le désir de s'amuser et la nécessité de gagner sa vie**

Le soir, lors de nos dîners dans un restaurant local de Beira, nous avons assisté également à la réunion de jeunes sur place pour jouer au billard, une pratique récurrente pendant la soirée. Dans ce restaurant il y avait une télévision, mais quand les nouvelles de la nuit commencent, les clients, notamment des jeunes, suivaient l'information, certains jouant au billard et d'autres buvant simplement de la bière. Notre position était double, à la fois d'observateur, mais aussi de participant.

L'exemple du restaurant montre que la façon dont on regarde la télévision n'est pas universelle, selon l'endroit où on se trouve. Autrement dit, si à un moment donné nous avons dit que la télévision était un outil important pour accéder aux informations au sein de la famille, dans un bar, la même télévision a une nouvelle fonctionnalité. En outre, nous constatons que le jour de la semaine n'a pas d'importance pour les jeunes qui cherchent différentes formes d'occupation pendant la nuit.

En fait, si dans le cas de Maputo certaines soirées sont utilisées comme un moment pour aller à l'école, dans le cas de Beira nous avons été confrontés à une réalité différente, où la soirée est utilisée pour s'amuser. Dans ce cas, l'interprétation que nous pouvons faire est que les bars sont considérés comme des espaces qui permettent une sorte de soulagement face aux adversités de la vie que ces jeunes vivent au quotidien, puisque la plupart des conversations portent sur des sujets qui n'ont aucun rapport avec des questions politiques classiques, mais en même temps sur les questions de recherche d'opportunités d'emploi ou encore sur la réussite scolaire.

Les bars sont ainsi devenus un espace pour échapper à tout ce qui est conventionnellement politique. Par exemple, nous étions presque le seul à y dîner, et la plupart des clients (les jeunes) commandaient de la bière, ce qui à un moment donné nous a également fait commander la même chose à boire pour accompagner le rythme. Cependant, au cours des conversations dans ce même bar, il y a eu des commentaires sur la vie politique, qu'il s'agisse de préoccupations concernant la récupération économique de la municipalité après le cyclone IDAI ou de certaines nouvelles qui passaient à la télévision du bar, surtout si nous tenons compte du fait que nous étions quelques jours après les élections présidentielles dont le président de la ville de Beira était l'un des candidats.

Nous remarquons l'existence d'une dimension « politique non-identifiée »<sup>264</sup> dans la rue, mais précisément dans le bar et entre amis. La rue devient une opportunité, même si les problèmes qui y sont abordés ne peuvent être résolus. Ainsi, être dans le bar signifie avoir une discussion momentanée sur la politique, une pensée sur les défis quotidiens de ces jeunes. Nous pouvons associer cet exemple au travail de Fouquet (2016) sur les jeunes femmes dakaroises des quartiers populaires qui fréquentent

chaque soir les lieux de sortie du centre de la capitale sénégalaise. L'auteur (Fouquet, 2016 : 2) voit dans la nuit un « espace potentiel ». C'est-à-dire, un espace (temporel ici) qui offre « la possibilité au sujet de mettre en cohérence certaines aspirations avec le monde social, matériel, environnant ». La fréquentation nocturne des bars et discothèques les plus en vue ne change pas la situation de ces jeunes femmes qui, chaque jour, retournent dans leur quartier. La nuit offre toutefois la possibilité d'une fiction de mobilité, qui permet un « voyage immobile ».

En sortant de dîner nous avons l'habitude de nous arrêter au centre de la place de la ville (*praça do município*), où nous pouvions voir des jeunes (et des adolescents), surtout hommes, pendant la nuit. Ils dialoguaient dans les espaces verts et les escaliers, tandis que les autres jouaient au football. L'idée était aussi d'observer ce qui s'y passait, sans nécessairement donner l'impression qu'il s'agissait d'un travail de terrain, mais surtout de comprendre quel genre de conversations s'y déroulaient.



**Photo 4 :** *Praça do Município* (place de la municipalité) de la ville de Beira (Tsandzana, 2019).

---

<sup>264</sup> Voir les travaux de Denis-Constant Martin (2002).

Le fait que les jeunes s'adonnent à des activités de sport et de divertissement juste à côté de la mairie de Beira peut mener à différents types d'analyse. D'une part, alors qu'il y avait un panneau indiquant que personne ne devait se trouver sur cette place, le pouvoir municipal préfère ne pas retirer les jeunes de cet endroit parce qu'il comprend qu'ils n'ont pas d'alternatives pour leur socialisation nocturne, mais d'autre part, cela peut signifier que les jeunes utilisent cet espace pour transmettre un message au pouvoir municipal, selon lequel il n'y a pas d'autres espaces de loisirs dans cette ville.

Tout cela est différent si nous observons que la nuit en question est tantôt celle que définissent les pouvoirs publics (État, municipalités), à travers un ensemble de réglementations applicables à certains horaires (et relatifs au bruit, à l'occupation de l'espace public, aux activités de commerce...), tantôt celle que définit une profession et ceux qui la régulent – la police et les employés municipaux, ou le temps de pratiques (notamment festives) particulières. La place que nous avons visitée venait d'être inaugurée quelques mois auparavant après une réhabilitation, ce qui nous a fait comprendre pourquoi elle attirait alors plusieurs personnes pendant la nuit, même si certaines ne jouaient pas nécessairement au football. Mais ils étaient là pour se promener ou se rafraîchir. Dans le même temps, nous avons pu voir des jeunes qui profitent de la foule pour faire du commerce informel dans la soirée.

Nous pouvons même dire que cette place représente une zone de contrôle indirect par les autorités de la ville de Beira, car si même après avoir été réhabilitée, il est permis de l'occuper de manière désordonnée pendant la nuit, c'est parce que les autorités municipales le permettent, probablement pour occuper les jeunes avec des actions que ces mêmes autorités peuvent voir et suivre, qu'avec d'autres pratiques nocturnes qui ne sont pas du domaine du pouvoir local. Cela nous rappelle l'analyse de Gwiazdzinski (2019 : 23), quand il affirme que « la nuit n'est plus la période d'obscurité complète symbolisée par le couvre-feu, la fermeture des portes de la cité et le repos social qui inspirait les artistes en quête de liberté, servait de refuge aux malfaiteurs et inquiétait les pouvoirs qui cherchaient à la contrôler ».

D'autant plus que la lecture de cette image peut contredire en partie les déclarations faites pendant nos entretiens lorsque nous avons demandé à quelle heure de la journée les jeunes suivent l'actualité politique chez eux. Nous constatons dans la photo 4 que

pendant la diffusion des « nouvelles de la nuit » (19h00 – 20h45), plusieurs jeunes de cette ville quittent leurs maisons pour des moments de loisir et de convivialité. En fait, la nuit dans cette ville est devenue un moment idéal de socialisation politique entre les amis par le football et d'autres initiatives de la rue, et non nécessairement pour suivre les nouvelles la télévision.

Dans la littérature, en analysant la réalité française, Didier-Fèvre (2018) avait montré que les espaces périurbains ont parfois été présentés comme un « piège spatial », en particulier pour les adolescents qui subissent souvent le choix résidentiel parental et dont les déplacements sont compliqués par leur faible motorisation. L'auteur affirme que la nuit est un autre temps aux particularités propres, un temps des possibles dont l'accès s'apparente à l'entrée dans l'âge adulte. Ce moment est celui du passage d'une nouvelle frontière puisque la sortie de nuit et les transgressions qu'elle symbolise permettent de dépasser ses limites, de se prouver qu'on a atteint l'âge adulte.

La soirée, dans le cas de Beira, représente une forme de socialisation qui n'existe pas au sein de la famille, même si la politique est parlée dans le langage du plaisir (jouer au football). Pour les jeunes qui utilisent la place pour vendre, la nuit est un moyen de gagner leur vie. Entre débrouillardise et essai d'organisation, les espaces urbains sont des laboratoires de gestion de la nuit tant pour les politiques que pour les jeunes eux-mêmes. Les spécificités des espaces périurbains rendent toutefois compliquée la mise en place de dispositifs pérennes. D'autres auteurs ont vu dans la nuit une forme de « full fun » pour les jeunes, où elle n'était utilisée que pour s'amuser et organiser des fêtes nocturnes (Tissot, 2020).

Le fait que des jeunes occupent l'espace devant la mairie la nuit et ne soient pas chassés, représente un niveau de ce que nous pouvons appeler l'*infrapolitique*.<sup>265</sup> Les

---

<sup>265</sup> Selon Chantraine et al. (2008), l'*infrapolitique* (*infrapolitics*) permet de saisir l'ensemble des résistances cachées, non organisées et non structurées, échappant souvent aux mailles du filet de la recherche classique en sociologie ou en science politique. Son domaine englobe les actes, les gestes et les pensées qui ne sont pas assez politiques pour être perçus comme tels (Scott, 1990 183). Mais le terme peut être défini soit en termes de discrétion – ce qui passe politiquement inaperçu – soit en termes de signification – ce qui n'est pas tout à fait qualifié de politique. Lorsqu'il est utilisé au service de l'étude de l'action collective ou des mouvements sociaux, l'*infrapolitique* évoque des mobilisations qui ne répondent pas aux critères des formes d'action politique largement reconnues.

jeunes s'expriment en fréquentant les bars ou en jouant au football la nuit. Nous constatons ici le contraire de ce que nous avons vu dans les marchés informels, où les jeunes sont expulsés par les autorités municipales. Dans la littérature, la nuit semble avoir été investie d'une dimension politique renouvelée ces dernières années. Par exemple, la mobilisation des « veilleurs » de la « Manif pour tous » en 2013 ou les manifestations nocturnes des policiers français en octobre 2016 soulignent combien l'affichage d'une capacité à rester mobilisé, y compris la nuit, fait partie du répertoire de l'action collective contemporaine. Dans un cadre très différent, le mouvement « Nuit Debout » du printemps 2016 – après le 15 M espagnol, le mouvement *Occupy* et la longue occupation de la place Tahrir au Caire – démontre très directement, jusque dans sa dénomination, en quoi l'appropriation citoyenne de l'espace public nocturne participe de l'invention de nouvelles manières de faire de la politique.

Enfin, si la nuit demeure un objet encore peu exploré par la science politique, nous constatons que les travaux anthropologiques interrogent depuis longtemps la « vie nocturne », soulignant notamment que la nuit « sociale » ne peut se définir uniquement par l'absence de lumière ou être réduite à la « nuit solaire » (CANDELA, 2017 : 10). Elle renvoie à un espace-temps de pratiques, d'attitudes, et de comportements sociaux singuliers dans toutes les sociétés (quelles qu'en soient les délimitations, la nuit se distingue du jour), mais dont les modalités s'avèrent particulièrement différenciées selon les contextes sociohistoriques. Dans la troisième et dernière section, nous décrivons les pratiques de participation dans chacune des trois villes, en commençant par la capitale Maputo.

### **3. Le silence à Maputo, les bruits à Beira et à Nampula**

Cette section vise à montrer les différents visages des jeunes du même pays. Si d'un côté les jeunes de la ville de Maputo peuvent être considérés comme les « bons élèves » de la participation silencieuse de la capitale du Mozambique, la probabilité de participation politique à Beira s'est présentée avec une forte tendance, même si nous avons visité la ville après un cyclone qui a détruit presque toute la ville. Dans la ville de Nampula, nous trouvons une sorte de participation flottante, où elle n'est pas si

présente, mais existe aussi. Au terme de cet exercice, notre intention est d'avoir effectué une comparaison qui reflète la réalité de chacune des trois villes étudiées, même si nous admettons qu'un tel travail n'est pas du tout facile, étant donné que chaque ville a ses propres caractéristiques.

Notre hypothèse est que l'amélioration apparente des conditions de vie dans la ville de Maputo permet aux jeunes d'avoir peu d'intérêt à s'engager réellement sur des questions politiques, contrairement à Beira et Nampula qui se localisent loin de la capitale, et où la tendance est ainsi différente. Autrement dit, il y a une certaine tendance à contester le type de gouvernance politique dans ces deux villes. En revanche, à Maputo, même si au cours des dix dernières années la plupart des manifestations officiellement organisées ont eu lieu, presque toutes ont toujours été réprimées par les forces de sécurité ou sont des manifestants des organisations civiques du parti au pouvoir.

Dans les villes de Beira et Nampula, nous constatons une tendance à faire des manifestations sur des problèmes comme la criminalité, et la plupart du temps sans une quelconque autorisation aux autorités locales. Notre hypothèse ici est que lorsque le parti qui dirige l'État et la capitale du pays domine, il y a peu de possibilités de manifestation, tandis que lorsque l'opposition est au pouvoir, comme c'est le cas de Beira et Nampula, nous constatons la réalisation des pratiques de participation politique qui dépasse la seule signification locale, mais surtout avec un message dans l'intention de capter l'attention du pouvoir central qui est situé dans la ville de Maputo.

### **3.1. Maputo : une ville, plusieurs jeunessees**

(...) Chaque jour je constate un désintérêt pour les questions liées à la société, à la ville et au pays ...il y a un désintérêt ...<sup>266</sup>

---

<sup>266</sup> Extrait d'une conversation avec RM, jeune fille, à Maputo, le 14 novembre 2019.

Les entretiens dans la ville de Maputo ont été réalisés dans une atmosphère relativement calme après les élections générales présidentielles de 15 octobre 2019. Nous avons interviewé des jeunes qui habitent à Maputo. Cependant, il faut noter que le lieu de résidence n'est pas un facteur déterminant pour les jeunes dans la ville, parce que plusieurs d'entre eux habitent à Maputo pour les études ou le travail. Mais pendant le week-end ou les vacances ils partent pour leur ville d'origine proche de Maputo appelée Matola.<sup>267</sup>

Comme nous l'a révélé HF, CC et AC, une diplômée secondaire et deux de niveau supérieur, respectivement. Sur ce sujet, nous pensons aux travaux de Honwana (2014) selon lesquels les jeunes profitent de la ville pour surmonter les difficultés du quotidien. Par exemple, l'auteur montre que les jeunes d'Afrique francophone utilisent souvent l'expression française « on se débrouille », tandis que leurs homologues mozambicains utilisent l'expression portugaise « desenrascar a vida » ou « pour gagner leur vie » (Honwana, 2014).

Concernant les modalités de participation politique, l'ensemble de nos interviewés ont manifesté une vague connaissance pour mentionner le terme participation politique, d'autant plus que nous ne leur avons pas demandé directement s'ils avaient une forme spécifique de participation politique, mais nous les avons laissé révéler par eux-mêmes ce que cela signifiait : « contribuer à la vie d'une ville comme Maputo ». Ils renoncent à toutes les formes de participation explicite dans la vie de la ville, en raison du fait que ce sont les mêmes acteurs qui dominent la scène politique depuis longtemps – manifester c'est ainsi une forme de revendication sans aucun effet ou changement politique, affirme une de nos interviewés, RM, raison pour laquelle elle s'engage en dehors des institutions formelles représentées par les partis politiques ou des syndicats.

Le renoncement dont nous parlons pour le cas de RM entre dans la logique de ce que nous avons affirmé au début de ce chapitre lorsque nous avons évoqué la « participation politique sans participation ». En d'autres termes, c'est la peur de

---

<sup>267</sup> C'est une ville du Mozambique et la capitale de la province de Maputo. Elle est située immédiatement à l'ouest de la capitale du Mozambique, Maputo, dont elle constitue une banlieue. Sa population s'élevait à 1, 616 267 habitants en 2017.

prononcer ou de démontrer qu'il y a un intérêt pour la politique. Mais d'une manière ou d'une autre, ces mêmes jeunes ont une certaine conscience qu'ils peuvent participer, notamment comme nous le verrons au chapitre cinq, dans lequel les jeunes continuent à considérer le vote comme important, même s'ils affirment que ce sont les mêmes acteurs (Frelimo) qui gagnent les élections.

Dans ce même contexte, il y a des jeunes qui utilisent d'autres formes de participation. Par exemple, AC – un de nos interviewés à Maputo –, utilise le rap pour diffuser son message politique aux jeunes de la ville.<sup>268</sup> En fait, quatre jours avant notre interview, AC était à Beira pour réaliser un concert intitulé « festival d'hip hop et citoyenneté ». Cela nous fait penser à l'analyse faite par Holston (2009) qui parle de « citoyenneté insurgée » (insurgent citizenship) pour décrire ces processus de démocratisation par le bas :

Selon la formule « insurgée », les habitants des périphéries considèrent que leurs intérêts sont liés à leur propre expérience, et non pas aux plans de l'État, qu'ils ont l'information et la compétence pour prendre les décisions qui les concernent, et que ce sont leurs propres organisations qui sont à même de formuler ces intérêts et ces décisions.

Holston (2009 : 22).

En utilisant le rap, qui est souvent considéré comme une activité liée aux jeunes marginaux des banlieues de Maputo (Tirso, 2018), AC montre qu'il peut exister d'autres alternatives qui ne sont pas nécessairement celles qui sont formellement médiatisées. Même si c'est une réalité différente du Mozambique, cela nous fait penser également aux explications de Muxel (2018) sur l'engagement politique. Elle montre que les jeunes refusent une vision du militantisme traditionnel répondant à une panoplie bien identifiée de modalités d'intervention. Pour l'auteur, les jeunes utilisent ces « nouvelles formes de militantisme » en s'appuyant sur des initiatives plus autonomes, plus individualisées, mais aussi plus ciblées.

---

<sup>268</sup> En utilisant un cas du Sénégal sur la musique rap au sein d'une groupe des jeunes, Awenengo-Dalberto (2011) examine de quelle manière les formes actuelles de la prise de l'espace public par les jeunes sont révélatrices d'un changement important : elles s'apparentent à une volonté de pouvoir et d'inversion des hiérarchies générationnelles.

Cette réalité renvoie à ce que nous avons affirmé précédemment sur la relation de friction qui peut se produire entre le plus jeune et le plus âgé, dans une dimension où les espaces formels de participation politique sont occupés depuis longtemps par les mêmes acteurs politiques ou leurs proches – voire famille, raison pour laquelle les jeunes se sentent exclus et cherchent « d'autres formes » d'exprimer leurs aspirations. Certains d'entre eux affirment même que choisir de participer à la vie politique du pays ou des villes serait une perte de temps :

D'après mon expérience, ma participation n'a jamais eu un tel impact, que ce soit sur les organisations dont je faisais partie ou à titre personnel. J'ai réalisé qu'il ne valait même pas la peine de perdre mon temps précieux à vouloir être un acteur important dans les processus de décision.

La politique est une base qui devrait faciliter l'inclusion, mais il est plus qu'évident que l'inclusion ici au Mozambique ne profite qu'à quelques personnes. Par exemple, le vote est important et le sera toujours, tant que les entités valorisent ce même vote. Voter sans sécurité ne vaut rien, voter sans intégrité ne vaut rien. Notre réalité est que le vote sera toujours une cause désastreuse.

GM, septembre, Maputo (2019).

Dans cette déclaration, il y a un aspect qui devrait nous interpeller, car si GM se montre fatigué par la politique menée au Mozambique, il reconnaît au moins le vote comme une pratique à prendre en compte.<sup>269</sup> Dans une autre dimension, afin de comprendre quels étaient les moyens utilisés par les jeunes pour interagir avec les acteurs politiques (les députés, par exemple), ils affirment qu'ils n'ont pas l'habitude de contacter ou de communiquer avec eux parce qu'il n'existe pas la volonté de les

---

<sup>269</sup> Le chapitre quatre a abordé plus précisément le débat sur l'importance du vote chez les jeunes Mozambicains.

écouter en tant que jeunes. Ils dénoncent même le manque de lien entre les hommes politiques et la population en général, et les jeunes, particulièrement :

Les gens ne sont plus intéressés. C'est comme si la politique était (...) quelque chose qui s'éloigne lentement des gens, ou les gens s'éloignent de la politique, mais il n'y a plus de connexion, parce que le plus souvent quand on voit un politicien parmi les gens c'est parce qu'il y a un intérêt, quelque chose que le politicien cherche à gagner. Le politicien est peut-être là pour donner une conférence, mais derrière il n'est pas là pour aider les gens.

RM, novembre, Maputo (2019).

L'affirmation de RM s'ajoute à une autre qui explique à quel point les liens familiaux peuvent déterminer la façon dont on pense et parle de la politique, en y ajoutant le danger de discuter de questions politiques dans une société post-conflit comme le Mozambique.

Quand il s'agit de politique en dehors de la maison, mes parents sont très conservateurs. Par exemple, lorsque nous parlons de manifestation, ils nous avertissent de ne pas y aller parce que nous pourrions nous faire tirer dessus, et cela nous fait jouer un rôle passif.

Par exemple, si je vais parler du vote, je dois dire que nous avons suivi la vague, j'ai un exemple de mes sœurs qui ne savent pas pourquoi elles votent. Ils ne lisent même pas les manifestes politiques, c'est un processus qui se produit parce qu'il est à la mode. Nous votons tous parce que d'autres votent aussi, cela ne se fait pas parce que c'est fait consciemment.

FM, septembre, Maputo (2019).

La première partie de la déclaration de FM révèle une tendance à la prudence qui semble exister dans la famille pour la protection des jeunes. En effet, au lieu de motiver les enfants (les jeunes) à participer librement, les parents les avertissent qu'ils ne doivent pas s'intéresser aux questions politiques car cela représente un danger pour eux – il existe des pratiques policières dissuasives et coercitives. Dans la seconde partie, nous constatons que la déclaration du FM ne semble pas nécessairement nouvelle si nous tenons compte du fait que la nécessité de voter ne dépend pas d'une seule variable, surtout lorsqu'il s'agit du noyau familial. La littérature montre que la façon dont les membres de la famille votent peut être déterminée par des influences directes ou indirectes qui sont créées par des membres plus âgés ou avec une occupation professionnelle ou des études plus avancées (Muxel, 2018).

Le silence à Maputo nous amène à penser qu'il existe une préméditation pour éviter toute forme de participation politique ne soit pas pleinement exercée, que ce soit au sein de la famille où elle est évitée parce que tout ce qui est politique est considéré comme dangereux. Mais il est également clair que le rôle de socialisation que la famille a généralement dans la littérature finit par être remis en question dans le cas du Mozambique. Par exemple, le fait que FM soit l'aîné de ses frères et sœurs et qu'il ait une éducation supérieure à celle de ses sœurs peut lui donner un avantage, surtout parce qu'il est un jeune homme et cela a une signification particulière dans le contexte mozambicain. Nous pouvons affirmer que nous sommes confrontés à un frère aîné qui utilise son capital intellectuel pour influencer politiquement ses sœurs, même s'il le fait inconsciemment la plupart du temps.

En outre, il nous semble que nous observons une tendance pour exercer une domination basée sur trois facteurs combinés : le premier est l'âge, le second le genre et le troisième le niveau d'éducation. En d'autres termes, FM se sent presque obligé de dicter la façon dont ses frères doivent penser la politique, simplement parce qu'il est plus âgé. Cette réalité est la même si nous tenons compte du fait que les parents l'exercent de la même manière. Ce qui diffère dans ce cas, c'est que cela se fait entre frères et non entre père et fils.

En ce qui concerne la vision des jeunes sur les manifestations dans la ville de Maputo, nous avons constaté qu'historiquement les manifestations dans cette ville ont augmenté entre 2008 et 2016, galvanisées par les téléphones portables (Chamite,

2017). Elle était organisée par des jeunes des banlieues de Maputo (et sans emploi) qui réclamaient de meilleures conditions de vie. Après cet acte, le gouvernement a décidé de commencer à enregistrer tous les numéros de téléphone portable, puisque la manifestation de 2010 a été convoquée par SMS, ce qui a pu inhiber d'autres types de mobilisations pour l'avenir, sans rappeler qu'à l'époque le ministre de l'Intérieur avait qualifié les jeunes manifestants de « vandales ». Après cela, le dernier souvenir remonte à 2016.

Malgré cette tendance, nos interlocuteurs sont divisés sur l'importance de participer ou non à une manifestation pour trois raisons : (1) ils considèrent que peu importe le nombre de manifestations, rien ne changera réellement ; (2) il y a un environnement très intimidant qui est conduit par le pouvoir politique actuel à travers des menaces à ceux qui se mobilisent à des actes civiques; (3) la manifestation est un acte important et doit être poursuivie par les jeunes sans avoir peur ou être intimidé.

Je pense que les personnes qui manifestent ont raison, parce qu'à un moment donné, elles revendiquent ce qu'elles considèrent comme leur droit. Cette question de la revendication fait partie de l'autonomisation démocratique. J'ai déjà participé à plusieurs manifestations, mais il existe de nombreuses conceptions de ce que cela signifie. Par exemple, j'ai participé à des grèves sur différents sujets (xénophobie, enfant spécial, dettes illégales, corruption...).

VF, septembre, Maputo (2019).

Bien que dans le commentaire VF ait parlé de manifestations, il faut noter que la différence entre une manifestation et une grève n'est pas claire pour lui. En fait, s'il admet avoir déjà manifesté, il finit par considérer un tel acte comme une grève. En revanche, cette tendance est perceptible, surtout dans un contexte où le mot « manifestation politique » sonne comme un challenge au pouvoir politique en place.

Dans un travail similaire sur Bamako, Siméant (2014) a analysé les différentes significations qui peuvent être données aux démonstrations politiques telles que la manifestation, la grève et la protestation dans une ville. L'auteur montre qu'il y a une zone grise sur la manière dont on considère la manifestation comme répertoire d'action collective. Concernant la dernière manifestation en 2016, nous avons trouvé une interview réalisée la même année par l'hebdomadaire @Verdade avec des jeunes de Maputo, afin de connaître les raisons de leur faible participation aux manifestations. L'un des entretiens d'@Verdade confirme en partie que les raisons évoquées cette année-là n'ont pas changé près de cinq ans plus tard.

Les gens se plaignent toujours des mêmes choses et rien ne change. Cette guerre existe depuis quatre ans et combien de fois les gens sont-ils sortis dans la rue pour dire que nous ne voulons pas de guerre ? Manifester pourquoi si personne ne nous écoute pas ?

Qu'est-ce qui a changé jusqu'à aujourd'hui ? Rien, et je ne crois pas que quelque chose va changer, du moins pour l'instant, car les gens qui doivent garantir une telle paix ou arrêter la guerre ne se comprennent même pas. Tout cela montre que les manifestations ne résolvent rien au Mozambique.

Hebdomadaire @Verdade, Maputo, CI – étudiante de Droit (2016).

Cette citation montre que les jeunes ne croient pas nécessairement au changement lié à leur participation politique au Mozambique. Par hypothèse, nous pouvons associer cette situation à deux questions : (1) c'est une réalité liée à la « domination politique » caractérisée par l'absence d'alternance au régime politique en place depuis 1975 ; et (2) les jeunes de Maputo ont peur de « sortir dans la rue » pour manifester parce que le pouvoir

politique exerce son autorité par la force pour empêcher de telles manifestations – le Mozambique ayant une histoire de régime politique aux pratiques autoritaires.<sup>270</sup>

Nous pouvons affirmer que nous sommes face à une « abdication autoritaire participative », où les jeunes renoncent à leur intérêt à participer à la vie politique par les méthodes conventionnelles comme les manifestations, étant donné le climat de tension qui caractérise le Mozambique. Cette abdication se fait par le retrait ou l'indifférence de toute possibilité de participation politique formelle, ce qui explique l'expression « silence » qui donne le titre de cette section concernant la ville de Maputo. Cependant, l'une de nos interviewées a retenu notre attention. MA dit que les manifestations sont importantes, mais pour elle, le Mozambique n'est pas prêt à vivre avec la critique, étant donné que les gens ne font que suivre un dictateur. Elle affirme que les Mozambicains sont piégés à cause de leur gouvernement.

Notre pays n'est pas préparé à ce que les gens manifestent. Il n'est pas prêt à recevoir des critiques. Un pays où personne ne manifeste ne se développe pas parce que les gens ne suivent que le gouvernement – ne suivent que les idées d'un dictateur. Les gens sont tous piégés. Notre problème est de ne pas avoir un gouvernement qui soit ouvert pour nous écouter.

On parle d'un pays démocratique, mais ça n'existe pas au Mozambique. Il n'y a pas moyen d'exercer la citoyenneté parce que nous avons peur. Souvent, nous voulons nous exprimer, mais nous avons peur. C'est la pire des prisons.

Nous parlons d'un pays qui a été colonisé, qui est devenu libre... mais qui ne l'est toujours pas aujourd'hui. Il serait même bon d'être à nouveau colonisé par les Portugais. Aujourd'hui, ce sont nos

---

<sup>270</sup> De notre propre expérience à l'époque, nous avons participé à la manifestation de 2016 et nous avons été menacés par la police qui a essayé d'empêcher la manifestation d'avoir lieu dans la ville

dirigeants qui nous colonisent. Je pense que nous devons nous libérer.

MA, septembre, Maputo (2019).

L'affirmation de MA montre une culpabilisation totale des dirigeants actuels au Mozambique. Lorsque MA déclare qu'elle préfère les anciens colonisateurs, elle nous montre qu'après l'indépendance du Mozambique en 1975, la situation n'a fait qu'empirer au lieu de s'améliorer. Ce langage est d'autant plus surprenant que c'est une jeune femme qui, en termes d'âge, n'a pas connu personnellement les conséquences pratiques du colonialisme de l'époque.

Après avoir montré les tendances de la « participation politique dormante » (ou silencieuse) dans la ville de Maputo, dans la prochaine section nous allons présenter le scénario que nous avons trouvé dans la ville de Beira. C'est l'une des villes qui, étant sous la présidence d'un parti d'opposition, se montre comme un espace effervescent où plusieurs personnes révèlent librement leurs choix politiques, sans crainte de menaces politiques qui peuvent mettre en danger leur vie, comme c'est le cas de Maputo envers le parti Frelimo.

### **3.2. Une ville où le cyclone a tout emporté, même la volonté de participer**

Le lendemain de notre arrivée à Beira, la conversation commence dans un *Txopela* (transport local – moto), quand nous passons soudainement dans une rue en cours de réhabilitation.<sup>271</sup> Nous avons ainsi demandé qui avait fait le travail. Le chauffeur nous a répondu que le travail était sous la responsabilité de la municipalité, mais il affirme que de nombreuses routes étaient encore dégradées.

---

de Maputo.

<sup>271</sup> Nous avons effectué un travail de terrain à la suite d'un cyclone dévastateur. Le premier contact que nous avons eu avec le chauffeur de *txopela* nous a montré que la conversation quotidienne était encore très liée aux dégâts subis par la ville de Beira. Il se plaignait de la condition des routes pour la mobilité urbaine.

Ensuite nous avons demandé s'il y a des jeunes qui aident à réhabiliter la ville post-cyclone IDAI, et le chauffeur affirme :

Les jeunes ne participent pas ici. Ils ne contribuent pas à la politique à cause du système gouvernemental ... Il y a beaucoup de jeunes qui ont étudié, mais ils ne se plaignent pas ... Je ne sais pas ce qui se passe.

Nous sommes ceux qui souffrons tous les jours, et il faut faire quelque chose pour survivre, car depuis l'époque coloniale il n'y a jamais eu d'intervention pour réhabiliter les routes dans la ville. Cela dépend de nous qui travaillons dans cette route...nous devrions nous plaindre aussi.

Chauffeur de *txopela*, décembre, Beira (2019).

Dans un premier temps, nous pouvons conclure que dans ce discours du chauffeur de *txopela* il n'y a rien de politique, mais peut être interprété sous plusieurs angles, mettant en évidence une première dimension qui n'est pas si différente de ces jeunes qui essaient de créer des opportunités de survie à Maputo. Nous sommes face à un exemple où, malgré les difficultés pour avoir un emploi, les jeunes cherchent une solution – une « débrouillardise », dans la même logique que l'exemple que nous avons constaté chez les deux jeunes lycéens de Maputo.

La deuxième dimension concerne l'association entre le fait d'avoir étudié et de ne pas avoir obtenu un emploi. Nous constatons que la motivation à s'engager dans la vie de la ville (cas concret de la réparation des routes) dépend exclusivement du niveau de vie sociale et économique des jeunes. En d'autres termes, il y a peu de volonté de participer puisqu'ils sont à la recherche des moyens de subsistance pour leur vie. Or, c'est précisément là que nous retrouvons la dimension politique, dans la mesure où le chauffeur démontre sa connaissance de ce qui se passe dans sa ville et surtout culpabilise les responsables politiques de ces problèmes.

Également, cela nous montre que s'ils participent à la réparation des routes en mauvais état, cela ne devrait pas être une activité bénévole, mais devrait être rémunéré par la municipalité de Beira, étant donné qu'ils sont à la recherche de l'argent en raison des difficultés d'accès à l'emploi. L'affirmation du chauffeur peut être une interprétation d'une différence qui n'a pas été vue à Maputo. Nous constatons, encore une fois, qu'alors qu'à Beira au moins les jeunes ouvrent la possibilité de s'intéresser à la vie quotidienne de la ville, à Maputo, à aucun moment la qualité ou non des services offerts dans la capitale n'a été évoquée.

En outre, nous sommes confrontés à une perception de la participation politique du point de vue de la valeur économique, où la priorité est donnée à la résolution des problèmes financiers. Ce n'est qu'alors que la participation politique sera choisie, que ce soit au niveau local ou national. Cette tendance pourrait être remise en cause à un moment donné, car certaines études cherchent à lier le fait que les jeunes n'ont pas d'emploi comme un élément qui peut galvaniser la participation politique du point de vue de la protestation (Honwana, 2013). La ville de Beira n'est pas le théâtre de fréquentes manifestations de jeunes, surtout après le passage du cyclone IDAI. En effet, la vie dans la ville s'est pratiquement tournée vers la récupération des infrastructures détruites par le cyclone.

Cependant, si nous admettons que le conducteur de *txopela* est un exemple de quête permanente de lutte contre le chômage, nous ne pouvons pas le considérer comme un exemple généralisé. En effet, en même temps que ce conducteur représente le visage des difficultés des jeunes, il occupe également un espace privilégié, car bien que nous n'ayons pas eu l'occasion de savoir si la *txopela* était sienne ou non, il a au moins la possibilité d'avoir un permis de conduire, ce qui n'est pas facile pour les autres jeunes de cette ville. Par exemple, le coût moyen d'une *txopela* dépasse 200,000 Meticaïs (2,218 euros à l'époque), et le salaire minimum au Mozambique est de 4.500 Meticaïs (50 euros à l'époque), ce qui explique pourquoi de nombreux chauffeurs ne sont pas les propriétaires, mais travaillent pour une tierce personne ou ont dû faire un prêt bancaire pour acquérir la *txopela*. Le montant global pour obtenir un permis de conduire peut varier entre 7,000 Meticaïs et 14,000 Meticaïs, soit 78 et 155 euros à l'époque, respectivement.

Quand nous avons demandé si nos interlocuteurs de la ville de Beira faisaient partie d'une association, presque tous ont démontré une distance entre la vie quotidienne et la vie associative, mais en même temps ils ont dit qu'ils étaient conscients qu'il y avait des associations dans la ville. Hypothétiquement nous pouvons associer cet apparent manque d'intérêt d'engagement associatif par la nécessité de trouver des solutions immédiates pour leur vie. En fait, en analysant le profil des enquêtés, nous constatons que la majorité n'ont pas une activité professionnelle fixe, même si d'autres ont une occupation épisodique et informelle.

Cette tendance fait écho aux analyses d'Eguavoen (2010 : 269) quand elle affirme que « (...) le chômage frappe les jeunes en Afrique de manière spécifique, car ces jeunes n'ont généralement pas d'atouts pour investir dans des stratégies économiques ou minimiser les risques économiques. Les jeunes peuvent constituer la partie la plus mobile de la population car ils ne sont pas (encore) liés localement par des obligations familiales et patrimoniales. Ces jeunes participent trop tôt au marché du travail, à un faible niveau d'instruction, à une transition difficile et prolongée de l'école au travail ». Cependant, cette analyse ne peut pas être considérée comme universelle dans la mesure où les données, les concepts, les théories et les approches des études sur les jeunes en Afrique se fondent encore sur les expériences historiques et les conceptualisations européennes ou nord-américaines (Philipps, 2018). Par exemple en Afrique, l'emploi informel est une forme de subsistance et un choix de vie pour de nombreux jeunes.

Le chômage et la recherche d'un moyen de subsistance s'inscrivent dans une forme de participation à la vie politique, soit par le paiement de taxes municipales, soit par des activités informelles entreprises par les jeunes. Par exemple, l'un de nos entretiens a eu lieu dans un stand de vente informel appartenant à l'un des jeunes. Il est intéressant de noter qu'il y a un marché officiel à côté, mais les jeunes préfèrent s'installer à l'extérieur du marché pour avoir plus de clients (voir la photo 5).



**Photo 5** : Municipalité de Beira – marché local (Tsandzana, 2019).

La dimension politique que nous pouvons capter dans cette photo se lit à deux niveaux contradictoires : (1) d'une part, il y a l'imposition de taxes pour la vente informelle, un acte que nous considérons comme la reconnaissance de l'activité réalisée dans ce lieu, puisqu'il s'agit d'activités économiques rapportant un certain revenu à la municipalité de Beira ; (2) d'autre part, la municipalité de Beira elle-même expulse habituellement les vendeurs informels de ce lieu, parce qu'ils vendent sans respecter la posture publique municipale, actes qui se terminent par des protestations violentes entre les vendeurs, principalement des jeunes, et la municipalité. Là encore, nous observons la dimension politique, dans la mesure où les répertoires d'action des jeunes se déroulent souvent dans le centre de la ville de Beira, ce qui se caractérise par l'occupation des rues pour faire du commerce informel, ce qui provoque des affrontements avec la police locale.

Par rapport aux initiatives d'engagement au-delà des élections<sup>272</sup>, les interviewés de Beira affirment que la réalisation des « manifestations municipalisées »<sup>273</sup> n'est pas une pratique chez les jeunes. Cependant, ces jeunes ont fait référence à des manifestations formelles avec une communication appropriée faite au pouvoir municipal, car nous avons observés que la ville de Beira est le lieu de plusieurs manifestations spontanées (sans annonce préalable à la municipalité), souvent contre l'insécurité dans les principaux quartiers de la ville. Dans une autre dimension, les enquêtés ajoutent qu'il ne suffit pas de critiquer ou de manifester sans présenter de solutions, comme l'a souligné une de nos enquêtées pour démontrer l'importance et la nécessité de se parler, même si la ville de Beira n'a enregistré aucun cas récent de manifestation politique :

Si les gens critiquent le gouvernement ça peut-être une façon d'attirer l'attention. Si les élus sont intelligents, ils ne résoudre pas le problème de tout le monde, mais ils peuvent choisir les problèmes les plus récurrents à résoudre...

MA, décembre, Beira (2019).

Cet entretien fait référence à une double réalité qui n'est pas similaire à ce que nous avons vu à Maputo. Bien que Beira n'ait pas enregistré de cas de manifestations comme celle de Maputo, les jeunes reconnaissent au moins qu'il est nécessaire d'exprimer une opinion. La notion de gouvernement développée dans l'interview ne doit pas être comprise du point de vue municipal, mais plutôt du gouvernement central situé précisément à Maputo. Au cours des entretiens réalisés dans cette ville, les jeunes ont déclaré que leur forme d'expression politique au niveau du quartier ne vise pas en premier lieu ceux qui dirigent la municipalité, mais surtout ceux qui sont au pouvoir dans le pays, en l'occurrence le président de la République. Cette tendance peut être comprise comme une forme de « défi politique » qui se crée à partir de la

---

<sup>272</sup> La discussion sur les élections a été faite au chapitre cinq.

<sup>273</sup> Il s'agit d'une référence que nous faisons à tous les types de manifestations dont la réalisation dépend exclusivement de l'envoi d'une lettre qui, dans le cas du Mozambique, ne sert qu'à informer, mais qui est souvent prise comme une demande d'autorisation de manifester, ce qui n'est pas le cas.

sphère locale (municipalité avec un gouvernement d'opposition), pour atteindre la sphère nationale (Maputo avec un gouvernement du parti Frelimo). C'est ici que nous associons la dimension des structures d'opportunités politiques (Fillieule, 2009). Cette démonstration a également été faite par l'une de nos enquêtés lorsqu'elle affirme que les politiciens nationaux (nous pouvons conclure qu'elle faisant référence au Président de la République – membre du parti Frelimo) cherchent à gagner le soutien des jeunes par des tactiques tournées uniquement vers les élections. Elle affirme que les jeunes ont plusieurs besoins non satisfaits par les dirigeants :

Les responsables politiques ne pensent qu'à eux... c'est la vérité, peu au peuple. S'ils pensaient à nous, il y aurait plus de réalisations. Il y aurait plus de possibilités d'emploi pour les jeunes et plus de possibilités pour nous d'entrer à l'université. Ce n'est pas le cas... ils ont maintenant (année électorale) adopté un système d'exemption des frais de scolarité de l'école primaire, mais c'était juste une stratégie électorale.

IM, décembre, Beira (2019).

L'exemple donné dans l'argument de l'IM a été fait pour le gouvernement central dirigé par le Frelimo. Il faut comprendre que d'une part, la décision d'exonérer les frais d'inscription ne peut être prise que par le ministère de l'Éducation, et non par une administration locale telle qu'une municipalité ; et d'autre part, lorsqu'elle évoque les décisions comme des stratégies uniquement pour gagner les élections ou la sympathie des jeunes, cela nous rappelle que 2019, année de notre entretien, avait été marquée par des élections présidentielles qui ont servi à renouveler le mandat du candidat du parti Frelimo. Enfin, il s'agit d'un entretien qui vise clairement une dimension politique qui consiste à penser les moments électoraux comme une forme d'interaction entre les responsables politiques et les jeunes, dans une perspective où ces derniers manifestent une certaine méfiance qui ne change qu'aux moments électoraux.

### 3.3. Enquêter au Nord du Mozambique

Le séjour à Nampula a suivi peu après le travail effectué à Beira. Bien que les deux villes aient la particularité d'être présidées par deux partis d'opposition (la Renamo et le Mouvement démocratique du Mozambique-MDM), différents de celui de Maputo (Frelimo), le type de participation politique exercée par les jeunes de Nampula n'est pas équivalent à celui de la ville de Beira. Apparemment, nous avons constaté que parmi les jeunes interviewés, il y avait un certain dynamisme de participation à la scène politique, au moins au niveau de la municipalité.

Une des questions soulevées lors des entretiens est que la ville avait connu un changement qualitatif majeur, au moins dans la gestion des routes et des déchets urbains, avant le décès du maire, Mahumudo Amurane.<sup>274</sup> Celui-ci est soupçonné d'avoir été assassiné en raison de désaccords au sein de leur propre parti le MDM. Amurane avait l'habitude de placer la gestion de la municipalité de Nampula en première place au contraire du parti dont il faisait partie. Acte qu'il faisait en public sans aucune crainte de créer des contradictions avec son parti.

Il ressort que la volonté de s'impliquer dans l'arène politique locale par des nettoyages de rues ou des participations à des réunions de quartier apparaît comme le résultat d'une certaine satisfaction autour de la gouvernance municipale de ces dernières années. Pourtant avec les élections municipales en 2018, certains des jeunes interviewés ont déclaré que la qualité des services fournis par l'autorité locale a baissé de niveau après la mort d'Amurane. C'est le cas d'un des jeunes qui nous a parlé d'une conversation qu'il a eue avec des amis :

L'un des hommes politiques que j'ai le plus apprécié est le mandat de Mahumudo Amurane, parce qu'il avait une vision de beaucoup de jeunes et qu'il l'a montrée. C'est la personne qui m'a le plus impressionné (*répétition constante, pauses dans le*

---

<sup>274</sup> Amurane était connu pour ses prises de position contre la corruption. Il a été tué par balle en octobre 2017. Le meurtre de Mahumudo Amurane a provoqué des manifestations de colère dans plusieurs quartiers de Nampula, où la police a été contrainte de procéder à des tirs d'avertissement pour ramener le calme.

*discours*) – ... les actuels (dirigeants) ne font pas tant de choses, surtout notre président actuel, il y a des choses qu'il ne fait pas correctement, mais celui qui m'a le plus impressionné est Amurane parce qu'il a fait de grandes choses et a changé la façon de penser de tous les jeunes de la ville de Nampula.

J'espère juste que tous les jeunes d'aujourd'hui soient comme lui, qu'ils peuvent avoir des stratégies, des idées, une mentalité, parce que lui (Amurane) était une personne qui pensait à tout, soit sur le développement de la municipalité ou même sur les jeunes. Il avait une pensée pour nous tous, et tant de jeunes devraient avoir cette vision. C'était une personne (*rires, rires*) qui m'a le plus marqué.

AG, décembre, Nampula (2019).

L'interprétation de l'interview de l'AG révèle deux phénomènes qui ont déjà fait l'objet de plusieurs analyses dans le domaine de la science politique en particulier. La première concerne la personnalité politique de celui qui gouverne. Dans ce cas, le responsable politique est perçu par les électeurs comme un modèle et, par son travail, il marque la vie quotidienne. Ainsi, Amurane serait l'incarnation d'un dirigeant politique qui a réussi à gagner la sympathie et le charisme de ses gouvernés.

Le deuxième prisme d'analyse concerne l'intérêt que les citoyens portent à la politique à partir des bénéfices qu'elle peut apporter à leur vie. En fait, nous sommes confrontés à une théorie bien connue, celle du coût et du bénéfice, auquel cas le travail développé par Mahumado Amurane a été évalué de manière positive. Cela a eu un impact sur la manière dont les citoyens, dans ce cas précis les jeunes, commencent à s'intéresser à la vie politique locale. La tendance à « vénérer » les anciens présidents municipaux a également été enregistrée à Maputo, lorsqu'une des interviews a fait son évaluation de la faible participation politique dans la ville selon la comparaison entre l'ancien et l'actuel président de la municipalité :

Nous avons des responsables politiques qui d'abord veulent résoudre leurs problèmes de faim, et puis ils regardent le peuple. Une chose très simple, je ne comprends pas comment, dans le passé, nous avons Arão Nhacale (l'ancien maire) : la gestion des déchets dans mon quartier était régulière.

Cependant, maintenant, avec Calisto Cossa, qui a dit qu'il allait tout améliorer, depuis juillet 2019, le service de gestion des déchets n'est apparu qu'une fois jusqu'aujourd'hui, et nous attendons toujours de voir si le même réapparaîtra. Je vous pose une question, ce maire pense-t-il vraiment à nous ?

MA, septembre, Maputo (2019).

De retour à Maputo, nous avons pris l'un des transports les plus utilisés (mototaxi – voir la photo six) dans la ville de Nampula pour nous rendre à l'aéroport<sup>275</sup>. Le chauffeur (30 ans), nous a dit que c'était le transport qui convenait à tout le monde en termes de prix et de rapidité. Il l'a acheté il y avait un an et l'utilise comme moyen de subsistance. Il nous a révélé également que par jour il peut gagner entre 600 et 1000 meticaïs<sup>276</sup>, selon l'affluence des clients pendant la semaine. Il ajoute que ce sont les jeunes qui rejoignent massivement ce type d'initiative comme moyen de surmonter les difficultés quotidiennes à Nampula. Contrairement aux autres activités professionnelles et épisodiques des jeunes, le permis de conduire d'une mototaxi coûte une taxe de circulation et de registre dans la municipalité de Nampula, bien qu'il y ait des opportunistes qui pratiquent l'activité sans la permission des autorités de la ville. Pour le trajet à l'aéroport il nous a demandé de payer 70 meticaïs<sup>277</sup>.

---

<sup>275</sup> En fait, quand il m'a vu quitter l'hôtel avec la valise, il m'a approché pour m'offrir le service de navette vers l'aéroport.

<sup>276</sup> Environ 9 et 14 euros par jour (1 euro = 73 meticaïs, décembre 2019).

<sup>277</sup> Lorsque j'ai quitté le lieu d'hébergement à la recherche d'un transport, je n'avais pas l'intention de prendre une moto, c'est pourquoi j'avais préparé le même montant (250 meticaïs) que celui que j'ai payé à mon arrivée dans la ville de Nampula. Dans ce contexte, lorsque j'ai



**Photo 6** : Départ pour l'aéroport international de Nampula-Mozambique, décembre (Tsandzana, 2019).

L'exemple du motocycliste semble nous rappeler clairement ce que nous avons vécu dans la ville de Beira. Bien que nous ne puissions pas, par exemple, comparer le coût d'une simple mototaxi à celui d'un *txopela*, nous constatons une fois de plus que les jeunes trouvent des alternatives qui leur facilitent la vie, en l'occurrence le transport de passagers dans la ville. Contrairement à ce que nous avons vu à Beira, il y a plus de jeunes qui possèdent des mototaxis à Nampula, bien plus que les véhicules circulant dans la ville. Il y a, par exemple, la pratique qui consiste à appeler la ville de Nampula « la capitale des mototaxis » au Mozambique.

De plus, l'ambition des jeunes chauffeurs de mototaxi diffère d'une ville à l'autre. Alors qu'à Beira nous avons payé 100 meticaïs (1 euro) pour un trajet de près de 10 minutes, nous avons constaté que le même trajet peut coûter 20 meticaïs (20 centimes d'euro) dans le cas de Nampula. L'explication réside probablement dans le fait qu'un

---

appris que le coût de la moto était inférieur à ce que j'avais prévu, j'ai décidé d'offrir 30 meticaïs

*txopela* offre une plus grande sécurité (et plus cher pour l'acheter), si nous la comparons aux motos qui circulent dans la ville de Nampula. Historiquement, nous observons que dans de nombreuses régions d'Afrique, le service mototaxi est un phénomène omniprésent qui est associé à une vie de rue dynamique, à des situations de circulation chaotiques et à un marché du travail pour les jeunes conducteurs de sexe masculin (Guézéré, 2021).

Dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, les taxis-motos constituent un marché urbain et un tissu sociopolitique décisif. Dans le cas du Mozambique, cette réalité concerne les jeunes qui, pour la plupart, considèrent la rue comme un espace de survie, comme nous l'avons expliqué au début de ce chapitre. Ainsi, la rue et les motos deviennent des mécanismes de subsistance. Par exemple, lorsque nous avons quitté notre lieu d'hébergement pour aller à l'aéroport, nous avons été confrontés par plus de cinq jeunes qui sont venus nous proposer le même service et à des prix différents. Notre choix était sur celui qui proposait le prix le plus bas.

A partir du cas de Nigéria, Animasawun (2017) explique que l'une des caractéristiques des villes africaines de ces dernières décennies a été l'explosion de la croissance démographique, accompagnée d'un manque de capacité des pouvoirs publics à fournir des infrastructures et des services à cette population croissante. « L'un des domaines où cette situation est bien visible est le secteur des transports, qui a donné naissance à des nouveaux acteurs, notamment les jeunes, dont les exploitants de motos-taxis, communément appelés au Nigéria les conducteurs d'*okada* » (Animasawun, 2017 : 241), même si nous observons que ces motos-taxis portent différents noms populaires en Afrique subsaharienne comme nous l'avons vu pour le cas du Mozambique.

En effet, dans les villes africaines, les activités des motocyclistes ont créé une économie de la moto basée sur les types de micro-entreprises au sein de l'économie plus large. Dans une autre étude, en analysant la relation entre les mototaxis et les jeunes au Congo, Oldenburg (2019) montre que de nombreux jeunes chauffeurs de motos-taxis ont fui les zones rurales vers le centre urbain de Goma (ville de l'est de la République démocratique du Congo). Certains d'entre eux sont des combattants

---

supplémentaires au jeune homme, et au lieu de 70 meticaïs, j'en ai payé 100 meticaïs.

démobilisés des multiples milices de l'arrière-pays de l'est du Congo tandis que d'autres ont ressenti l'attrait des opportunités économiques de Goma. En conséquence, le nombre de motards a augmenté, générant ainsi une multitude d'histoires, de modes de vie et d'attentes différentes, que ce soit en raison de leurs identités ethniques hétérogènes, de leur niveau d'éducation, de leurs moyens financiers, de leurs expériences urbaines ou de leurs attentes sociopolitiques.

Oldenburg (2019) souligne qu'il est difficile d'oublier les motos et leurs jeunes conducteurs alors qu'ils attendent au coin des rues de Goma pour attirer l'attention de clients potentiels et parcourant la ville avec des plaques d'identité colorées, des fanions et d'autres décorations sur leurs motos. Ils symbolisent la mobilité (physique), même si le caractère informel de leur travail en fait une cible du discours public qui stéréotypent ces jeunes hommes. En effet, cela semble être un dilemme pour les jeunes en Afrique. De nombreuses études sur les jeunes ont tendance à reproduire les notions de désespoir, de déclin et d'avenir sombre (Cruise O'Brien, 1996 ; Honwana, 2014). Des concepts accrocheurs tels que la « mort sociale » semblent fournir une explication convaincante pour l'avenir de ces jeunes lorsque leur chemin traditionnel vers l'âge adulte social est bloqué (Hage, 2003).

Ces jeunes peuvent donner l'impression d'être « coincés », comme le décrit Sommers pour les jeunes au Rwanda (2012), ou comme le soutient Honwana. Ils sont dans un état liminal de « waithood » (2012). Cependant, nous ne pouvons pas accepter cette description théorique qu'avec réserve, parce que nous sommes en face d'une réalité dans laquelle les jeunes ne disposent pas d'autres formes de participation, dans la perspective de ce que Vigh (2010) appelle la « navigation sociale ». Le conflit (et les difficultés économiques) peut constituer un terrain de possibilités pour les jeunes urbains lorsqu'ils naviguent à travers le conflit et des options tactiques, en manœuvrant leurs liens sociaux. Dans le cas du Mozambique, cette navigation se retrouve dans les emplois informels que les jeunes recherchent dans la rue au quotidien.

## Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de décrire la participation politique des jeunes Mozambicains dans l'espace urbain. Pour commencer, nous avons abordé la relation qui peut exister entre la ville, la participation politique et le fait d'être jeune. Dans un deuxième temps, nous avons montré comment la participation politique peut être exercée dans trois villes différentes du pays, où chaque jeune a ses propres préoccupations. Beaucoup sont dues aux différentes adversités créées entre le manque d'emploi ou une perspective de leur avenir en tant que jeunes – une situation de « waitwood » (Honwana, 2012). De plus, ce chapitre a montré que la participation politique des jeunes dans l'espace urbain peut avoir diverses interprétations, surtout si nous considérons que pendant longtemps la relation entre les jeunes et la ville a été considérée comme conflictuelle et dans une certaine mesure négative.

Les jeunes y sont constamment considérés comme transformateurs de la réalité politique et sociale, mais plus précisément par le commerce informel pour le cas du Mozambique, surtout à Beira et Maputo. Dans le cas spécifique du Mozambique, nous avons vu que les trois villes, Maputo, Beira et Nampula, bien que constituant les principaux pôles urbains du pays, ont chacune des dynamiques de participation politique distinctes. Alors qu'à Maputo, il y a une certaine conscience de ce que peut être la participation politique, nous avons constaté qu'à Beira, une telle tendance n'existe que dans les matières qui concernent directement la structure du pouvoir national, c'est-à-dire pour les acteurs qui dirigent le pays et pas la ville elle-même.

Dans le cas de Nampula, nous avons analysé la « participation sans participation », pour montrer que les jeunes n'ont pas directement pris de distance avec la participation politique. Ils ne veulent pas être identifiés comme acteurs de la participation formelle. Nous pouvons parler ici d'une façon d'être dans une action et de ne pas y être. En fait, nous constatons que cette réalité apparaît comme une des conditions même de la prise de parole et de l'action politique des jeunes. Cette réalité est aggravée par l'utilisation des réseaux sociaux, bien qu'ils se répandent en tant qu'espaces innovants pour la promotion de la participation politique dans le monde (Allard et al., 2007). Le cas du Mozambique ne peut pas être un modèle, étant donné que l'accès aux plateformes électroniques lui-même est limité, non seulement par la

rareté d'Internet, mais par l'existence d'une sorte de fatigue causée par la diffusion de fausses informations.

Cette « participation sans participation » peut être liée à ce que Allard (2007) considère comme la défection sur Internet, comme une valeur ou presque une condition *sine qua non*. Pour l'auteur, « nous pouvons trouver de nombreux exemples, notamment dans des forums ou des listes de discussion, où la parole individuelle est la seule qui puisse avoir une quelconque pertinence. Ainsi, tout discours qui serait suspecté d'être partisan est appréhendé avec beaucoup de réticences et même parfois proscrit » (Allard, 2007 : 50). Nous pouvons également nous appuyer sur la notion d'exode chez Virno (2016) – une « soustraction entreprenante » ou un « congé fondateur ». Pour l'auteur, la fuite, loin d'être passive, modifie les conditions de l'action plutôt qu'elle ne les présuppose comme fixes : « La défection consiste en une invention sans préjugé qui modifie les règles du jeu et affole la boussole de l'adversaire ».

Tout au long de ce chapitre, nous avons aussi constaté que la manière dont les jeunes des trois villes participent dépend beaucoup de leurs conditions de vie. Par exemple, certains trouvent du temps pour s'intéresser à la politique, tandis que d'autres essaient simplement de résoudre leurs préoccupations quotidiennes en priorité. Celles-ci se répartissent entre le travail informel et le fait d'aller à l'école le soir dans le cas de la ville de Maputo.

## ***Conclusion générale***

Tout au long de cette thèse, nous avons abordé le rapport des jeunes à la politique et à la citoyenneté au Mozambique. Cet exercice nous a permis de tester quelques hypothèses qui seront remobilisées dans cette conclusion, avec l'intention de pouvoir monter en généralité, en utilisant le cas du Mozambique comme un point de départ, même si nous avons montré que ce pays a ses propres caractéristiques et historicité politique. Pour mieux comprendre notre argument, commençons par un extrait :

Je n'ai aucune idée de ce que signifie la participation politique, mais je peux parler des élections qui nous permettent de voter pour celui qui doit gouverner notre pays. Pour moi le vote est important, et je peux confirmer que j'ai voté aux élections municipales (2018) et générales (2019). Je parle parfois de questions politiques sur mon lieu de travail, mais pour moi il est toujours préférable de voter que de faire d'autres choses.

Au moment de la campagne électorale, nous (avec mes collègues) avons l'habitude de parler pour qui voter, mais une fois les élections terminées, nous avons cessé de faire des commentaires, parce que notre discussion sur la politique était directement liée aux élections.

(CS<sup>278</sup>, décembre 2019, Beira)

Étudier la participation politique des jeunes nous oblige clairement à réfléchir sur un premier défi que nous essayons d'élucider tout au long de cette thèse : que signifie réellement la participation politique ? Comme nous le montre l'extrait de l'entretien ci-dessus, si nous demandons directement ce que signifie participer à la vie politique,

---

<sup>278</sup> Comme cela a été le cas tout au long de la thèse, les noms des personnes interrogées ne sont écrits que par leurs initiales.

nous n’obtiendrons probablement pas de réponse, ou cette réponse sera confondue uniquement avec les élections. C’est du moins ce que nous montre CS, une jeune femme qui vit du travail informel et que nous avons rencontrée dans la ville de Beira, au centre du Mozambique et qui considère les élections comme la première marque de la politique, ce qui n’est pas du tout surprenant.

Cependant, nous ne pouvons pas considérer cette position sur les élections comme un modèle pour tous les jeunes que nous avons interviewés. Pourtant elle a été récurrente chaque fois que nous avons abordé le thème pour comprendre quelles formes de participation politique les jeunes avaient dans les trois villes. En outre, le commentaire de CS révèle un sens de la participation politique qui place les élections comme signifiant l’élection d’une personne – la personnification de celui qui doit présider le pays, et pas nécessairement comme un devoir. Nous sommes confrontés à une participation qui reste encore trop ancrée dans le modèle classique : les élections, une réalité qui a – depuis longtemps – été considérée comme le centre même d’analyse en science politique (Grawtitz, 2011 ; Braud, 2014 ; Dollo, 2020).

C’est en considérant cette réalité que cette conclusion générale propose une discussion de nos hypothèses, en montrant que les élections restent une modalité bien présente dans la participation politique des jeunes au Mozambique. Nous refusons ainsi la thèse selon laquelle il existe une fatigue de ces jeunes vis-à-vis des pratiques classiques de la participation politique – le cas du Mozambique montre le contraire. Également, nous avons montré avec notre thèse que les trois villes, par modèle de leadership politique diversifié (entre le parti au pouvoir et l’opposition), constituent des structures d’opportunités politiques qui permettent l’émergence de certaines « pratiques participatives minimalistes »<sup>279</sup>, souvent conditionnées au régime politique répressif en place. Pour ce faire, nous répondrons aux trois hypothèses exposées dans le premier chapitre de notre travail, après avoir rappelé les prémices de notre analyse et les conclusions empiriques.

---

<sup>279</sup>Nous faisons référence à un type de participation politique moins évident, qui s’effectue dans un environnement timide, en raison du contexte peu ouvert à l’exercice de telles pratiques de participation politique.

## **1. Rappel de notre démarche : prémisses de l'analyse**

Deux considérations fondamentales nous ont conduit à poser les bases de notre approche. La première est directement liée au régime politique sur lequel repose l'analyse. La seconde est liée aux précautions qui ont toujours été appliquées lorsqu'il s'agit de ce qui est compris par jeunesses. En commençant par la dimension du régime politique, il est devenu presque évident que le Mozambique, n'étant pas ce que nous appelons une « démocratie classique », il fallait procéder à un exercice plus approfondi de contextualisation basée sur ce qu'il est, sans nécessairement appliquer une transposabilité automatique des concepts qui ont été discutés tout au long de la thèse. Une telle approche semblait importante, non seulement pour situer l'angle de notre analyse, mais surtout pour adapter ces mêmes concepts au contexte dans lequel ils doivent être appliqués.

La deuxième considération est liée à la prudence analytique rappelée de manière récurrente dans chacun des chapitres, qui tient au fait que nous avons abordé un sujet concernant une frange de la population qui, bien qu'elle soit majoritaire en termes d'âge biologique dans le cas du Mozambique en particulier, ou de l'Afrique en général, ne peut être considérée comme homogène. Dans ce cas, l'intention était de montrer que lorsque nous abordons les jeunesses et la participation politique, nous sommes face à une population qui ne doit pas être considérée comme un bloc unique, car dans le même échantillon, il existe des aspirations, des désirs, des sentiments et des perceptions politiques différents, surtout du point de vue des inégalités.

### **1.1. Une approche fondée sur le régime politique et son historicité**

Tout au long de cette thèse, nous avons toujours voulu préciser, dès le début, que la trajectoire de la participation politique dans un contexte comme celui du Mozambique ne pouvait se faire sans tenir compte du régime politique en place, de son historicité, de ses manipulations, de ses avancées et de ses reculs. Une telle approche nous a semblé importante dans la mesure où elle nous a permis non seulement de situer le terrain étudié d'un point de vue contextuel et historique, mais surtout de fonder notre

analyse sur un pilier empirique spécifique. En abordant le régime politique, il est devenu évident que nous ne le faisons pas simplement comme un exercice méthodologique, mais par conviction qu'aucune analyse sur la participation politique ne devrait être faite en excluant la trajectoire historique et politique du pays en analyse.

Suivant cette même dimension, cette thèse a montré que le rapport des citoyens à la démocratie dépend dans la plupart du temps de l'ouverture ou de la fermeture de ce que les responsables politiques permettent de faire. En effet, lorsque l'espace politique d'un pays est dominé par un parti politique aux tendances hégémoniques, il nous semble évident qu'une menace pèse sur les différentes formes de participation politique. Le cas du Mozambique est typique de cette réalité, car il montre qu'il ne suffit pas d'organiser des élections régulières pour être défini comme un pays démocratique, mais que la participation civique des citoyens, en particulier les jeunes, doit être respectée, ce qui n'est pas encore le cas dans le pays, pour les raisons démontrées tout au long de cette thèse et qui seront rappelés dans cette conclusion.

## **1.2. Participation politique et jeunesse : une relation désenchantée ?**

Deux idées ont guidé notre argumentation dans cette sous-section. La première concerne les différentes facettes que nous pouvons trouver dans l'équation « jeunesse et politique ». Comme cela a été prouvé, le cas du Mozambique est composé d'une histoire où, au fil des ans, les jeunes ont été placés comme des acteurs centraux, un fait qui se produit depuis l'indépendance du pays en 1975, où ces jeunes étaient considérés comme des « promoteurs de la stabilité » du pays – « la sève de la nation » (Machel, 1977). Cette réalité a été transmise au fil des ans par les différents responsables politiques, faisant qu'au Mozambique les jeunes puissent constituer une partie importante du paysage politique du pays, avec des aspirations que ces responsables politiques doivent prendre en compte dans leur manière de gouverner.

La deuxième facette est notre refus d'affirmer que les jeunes Mozambicains sont désenchantés par la politique, en particulier par les élections. S'il est vrai que la

littérature tente de montrer le contraire dans différents pays (Garmann, 2017), dans notre cas nous observons que les jeunes ont un intérêt pour cette forme classique de participation, en l'occurrence les élections, en prenant part à différentes initiatives et actes électoraux comme nous l'avons observé tout au long de notre travail de terrain en 2018 et 2019, mais comme les données statistiques l'ont également montré. Nous constatons, avec des niveaux élevés, que ces mêmes jeunes déclarent s'intéresser aux élections, bien que les autres formes de participation telles que la manifestation ou le contact politique (députés et partis politiques) se soient révélées en déclin.

En fait, nous montrons qu'il n'y a pas du tout un refus de la participation politique au Mozambique, étant donné que les élections finissent par être considérées dans une certaine mesure comme la seule forme de facto, qui permet un certain exercice de la participation politique dans le pays. Si nous tenons compte du fait que manifester ou pétitionner devient dangereux pour les jeunes à cause du régime politique en place, le « rituel du vote » (Déloye, 2008) reste primordial, probablement pas dans le sens du devoir civique, mais comme une pratique courante réalisée par la majorité de la population. Ce même vote, comme nous l'avons montré, joue un rôle de consolidation et de proximité entre les jeunes et les acteurs politiques.

## **2. Principales conclusions empiriques**

Tout au long de cette thèse, notre intention a toujours été d'apporter une contribution qui puisse être utile à la discipline de la science politique. Ce faisant, nous montrons que le fait d'étudier une frange de la population qui constitue une partie considérable de la démographie du continent africain en général, et du Mozambique en particulier, se révélait comme une opportunité unique d'aborder les pratiques de participation politique. De même, il s'agissait de comprendre comment le cas du Mozambique, marqué par un contexte politique et historique de conflit et de paix intermittente, peut servir à généraliser la compréhension de la participation politique dans une « démocratie non classique » et sous la forme d'un régime hybride.

Cet exercice est important car il nous a permis de montrer qu'en utilisant des outils souvent créés dans d'autres contextes et en essayant de les adapter au contexte

mozambicain, nous serions en mesure de réaliser des recherches de ce type. La principale conclusion que nous tirons de cette analyse est que la participation politique dans le cas du Mozambique a deux niveaux, un qui doit être pensé au niveau national lorsqu'il est combiné aux élections présidentielles, et un autre qui doit être pensé au niveau local lorsqu'il est combiné au fait de résider au niveau de la municipalité (la sphère locale – les structures d'opportunités politiques).

Ce type de participation varie en fonction des circonstances et de l'état de la vie sociale et de l'intégration économique dans lequel se trouvent les jeunes. Nous constatons que plus ces jeunes sont proches d'une autorité de la municipalité ou de leurs quartiers, plus ils ont tendance à participer, alors que lorsqu'ils s'éloignent, il ne leur reste que l'option nationale qui se résume au vote pour les élections présidentielles. À cela s'ajoute le fait que nous sommes face à une frange de la population qui, en fonction de son parcours de vie, ne peut être qualifiée d'homogène, étant donné l'existence de différentes inégalités dans son parcours et son destin.

## **2.1. Les jeunesses au Mozambique : ni homogènes, ni égales**

La première proposition pour discuter sur les jeunes et la politique a toujours été de relever le défi de trouver une définition qui puisse s'adapter au contexte dans lequel cette thèse est menée. Confrontés à des discussions telles que « la jeunesse n'est qu'un mot » (Bourdieu, 1978) ou encore à la nécessité de devoir considérer le fait qu'il y a plusieurs jeunesses (Galland, 2009 ; Mauger, 2010 ; Honwana, 2012), nous avons proposé d'une manière particulière notre propre définition de la jeunesse, qui dépasse la dimension biologique de l'âge pour englober la trajectoire sociale des jeunes comme élément fondamental de ce que nous entendons par jeunesses. Cet exercice s'est avéré crucial pour l'adéquation des différents concepts au contexte dans lequel nous travaillons.

Dans cette perspective, notre thèse montre que penser aux jeunes dans le cas du Mozambique implique, avant tout, de réaliser qu'ils sont le fruit d'une construction historique qui commence avec une sorte de politisation créée depuis l'indépendance

(1975), lorsque les jeunes ont été considérés par les responsables politiques comme des acteurs primordiaux pour le développement du Mozambique. Un discours qui a été perpétué au fil des ans. Cependant, malgré cette politisation, ces jeunes ne partagent pas la même trajectoire politique, qui dépend souvent du lieu où ils sont nés, du diplôme ou de formation professionnelle. Comme nous l'avons constaté, la réflexion sur la politique dans la capitale de Maputo présente une facette incomparable avec celle des villes comme Beira et Nampula.

## **2.2. Une approche des jeunesses par les inégalités sociales**

L'une des approches souvent utilisées pour comprendre la relation entre la politique et les jeunes considère le prisme des inégalités sociales ou des générations comme un élément fondamental. En fait, les effets des inégalités sociales constituent sans doute le point le plus ancien des débats en sociologie de la jeunesse. Parmi les différentes inégalités qui touchent les jeunes, les questions scolaires et sociales sont sans doute les plus travaillées tant elles ont des effets centraux sur les parcours de jeunes (Van de Velde, 2008). Dans des contextes comme la France, l'approche des inégalités concernant les jeunes a été étudiée sous le prisme des générations (Tiberj, 2018).

Par exemple, Peugny (2022 : 59) explique que pour « comprendre la manière dont la jeunesse est traversée par les inégalités sociales, il faut introduire un autre élément dans l'analyse, qui concerne la manière dont ces derniers se reproduisent entre les générations ». Autrement dit, les inégalités sont un phénomène qui peut se transmettre de génération en génération. En fait, si la question des inégalités entre les générations est importante, elle ne peut pour autant constituer l'unique clé de lecture de la situation des différentes fractions de jeunesses.

Cette approche des inégalités est bien développée dans les pays aux démocraties consolidées et ne peut être transposée de manière linéaire dans tous les pays. En effet, dans le cas du Mozambique, notre objectif n'était pas nécessairement une analyse du point de vue de la trajectoire ou de la comparaison intergénérationnelle, raison pour laquelle nous avons opté pour retracer les différents modes de participation en tenant

compte du profil de la population qui nous intéressait, puisque celle-ci ne peut être considérée comme un bloc. Pour cela, nous avons isolé des individus âgés de 18 à 35 ans pour comprendre la dynamique de la participation politique en fonction de variables sociodémographiques telles que le genre, la région, le diplôme et la formation professionnelle.

### **3. Dépasser les étiquettes sur le désenchantement politique des jeunes**

Cette section propose une discussion de nos hypothèses, en montrant que les élections restent une modalité bien présente dans la participation politiques des jeunes au Mozambique, refusant ainsi la thèse selon laquelle il existe une fatigue de ces jeunes vis-à-vis des pratiques classiques de la participation politique – le cas du Mozambique montre le contraire. Au-delà des élections, nous montrons, également, comment d'autres pratiques de cette participation émergent dans le pays. Cette thèse est une proposition qui vise à penser le rapport des jeunes à la politique, en dépassant les étiquettes – les gravures – qui sont souvent utilisées par rapport aux jeunes, considérés comme des individus non intéressés ou désengagés par rapport à la politique (Garmann, 2017). Nous rejetons cette conclusion et, dans les trois hypothèses ci-dessous, nous illustrons comment cette thèse peut être opérationnalisée.

#### **3.1. Première hypothèse : un raisonnement à partir du vote**

Il n'a sans doute pas été difficile d'illustrer que cette hypothèse a été la plus évidente tout au long de la thèse, ayant occupé l'espace de deux chapitres : le premier d'un point de vue qualitatif, le second dans sa dimension quantitative. En nous concentrant sur le vote, nous avons suivi l'un des fondements centraux de la participation politique elle-même, qui a presque toujours reposé sur le vote comme une modalité importante d'intérêt pour la politique (Braud, 2014), et le cas du Mozambique ne s'est pas avéré différent. Citons, comme exemple, un extrait d'une jeune fille que nous avons interrogée dans la ville de Maputo.

Le vote est important, il est nécessaire que chaque citoyen décide de l'avenir de son pays. Je pense que voter est un devoir que nous avons tous, car si nous ne votons pas, ce serait une catastrophe. Nous n'aurions pas de leader politique pour nous guider comme société, et le pays serait perdu.

(RM, septembre 2019, Maputo).

Si nous tenons compte de la manière répétée dont le vote a presque toujours été appelé au centre du débat parmi les personnes interrogées dans les trois villes, les données d'Afrobaromètre semblent également suivre la même logique. Même si, dans le contexte des démocraties, l'idée que le vote n'est plus au centre du rapport des citoyens à la politique, nous devons considérer le vote comme un facteur central dans le paysage politique au Mozambique, pour au moins deux raisons interdépendantes.

Tout d'abord, en raison de la configuration historique du pays, qui est marquée par la centralité des acteurs presque uniques depuis l'indépendance, l'idéal de la participation politique est toujours considéré comme étant lié à une ou quelques figures qui détiennent le monopole du pouvoir au Mozambique, en l'occurrence le parti Frelimo. La deuxième raison est liée au fait que le vote reste le principal moteur qui peut déterminer la proximité ou la distance entre le citoyen, dans ce cas les jeunes, et ceux qui détiennent effectivement le pouvoir. Nous faisons ainsi référence à la dimension de la « matérialité du vote » expliquée dans le chapitre quatre – le « le vote de service ».

### **3.2. Deuxième hypothèse : la question des inégalités sociales dans la participation politique**

Bien que nous ayons peu de références pour le cas du Mozambique, nous avons essayé, à partir d'une approche des inégalités sociales, de comprendre quel impact cela pouvait avoir sur la participation politique des jeunes, même si de telles analyses ne sont pas si nouvelles dans d'autres contextes. Par exemple, considérant le cas de la France, en citant d'autres auteurs, Maudet et al. (2022 : 86) ont expliqué que « plusieurs travaux ont montré que les jeunes votent peu (Muxel, 2018 ; Tiberj, 2018),

mais s'engagent de manière concrète sur des problèmes concrets (Amsellem-Mainguy et al. 2018) – cette implication s'inscrit dans des causes telles que la défense du climat... ».

Mais que nous apprend le cas du Mozambique ? L'approche dans cette hypothèse a consisté à croiser les données statistiques des différentes vagues de l'Afrobaromètre, pour comprendre, au sein d'une population spécifique âgée de 18 à 35 ans, quel pourrait être le profil de participation selon l'association de différentes variables. La réalité montre par rapport au vote, par exemple, que le groupe d'âge qui nous intéresse révèle avoir voté à plus de 70 % pour une des vagues qui nous a semblé la plus pertinente (2015-2016). Si nous divisons ces résultats par genre, nous observons que les jeunes femmes diplômées de l'enseignement supérieur apparaissent comme celles qui se distinguent le plus, avec 83% contre 74% des hommes du même âge.

Quand il s'agit d'autres modalités de participation qui incluent le fait de discuter de la politique, cette tendance s'inverse, étant donné que ce sont les jeunes hommes qui apparaissent au-dessus si nous les comparons aux femmes, et dans ce cas c'est le diplôme et l'occupation professionnelle qui pèsent plus. A cette question, nous aurions également pu associer la dimension régionale (urbaine et rurale), mais dans notre cas, ce n'était pas notre choix analytique, notamment parce que cette variable n'était pas centrale du point de vue des entretiens.

Toujours à partir de cette hypothèse, nous tirons une conclusion qui trouve sa substance dans deux prismes : (1) bien que nous puissions supposer que, du point de vue de la participation électorale, les jeunes semblent motivés, la nécessité de regarder à l'intérieur de la même frange en utilisant différentes variables permet de trouver des différences qui révèlent beaucoup sur la population que nous étudions. Le fait que les femmes en général soient considérées comme celles qui s'engagent le moins dans la politique mais votent le plus, dans la tranche d'âge des 18-35 ans, révèle un résultat à prendre en compte ; (2) ces données montrent également qu'au sein des mêmes jeunes, il faut être prudent sur les résultats, étant donné qu'il ne s'agit pas d'individus ayant les mêmes caractéristiques ou parcours de vie. En effet, les inégalités en matière de diplôme ou d'accès à l'emploi influencent souvent leur regard sur la politique, que ce soit à travers le vote ou d'autres manières.

### 3.3. Troisième hypothèse : la participation politique au-delà du vote

Dans cette hypothèse, nous avons voulu discuter des possibilités qui peuvent exister dans ce que la littérature appelle souvent la participation non conventionnelle (Grawtitz, 2011). Bien qu'elle ne fasse pas l'objet d'un consensus théorique (Nay, 2014 ; Dollo, 2020), elle est considérée comme l'une des formes qui englobent les manifestations, la signature de pétitions, les boycotts ou même les occupations. Dans ce cas, notre intention était de comprendre, sur la base des deux méthodes, de quelle manière de telles pratiques peuvent être possibles au Mozambique et à quels niveaux elles se situent si une analyse à long terme est faite à partir de données statistiques. Cette réflexion est importante, car nous avons soutenu dès le départ que notre thèse ne visait pas seulement la dimension électorale de la participation, mais cherchait surtout à comprendre ce qui existe au-delà de ce même vote.

Tout d'abord, il convient de noter que le manque de travaux concernant la participation politique des jeunes par d'autres moyens dans le cas du Mozambique a rendu notre approche plus compliquée. Malgré cela, nous avons observé deux réalités : l'une liée à ce que nous appelons les structures d'opportunités politiques qui sont le résultat de dynamiques locales (les trois villes), et la seconde qui est une conséquence de la trajectoire politique du pays. Dans la première, nous voyons que si dans la ville de Maputo, la participation au-delà du vote n'est possible que si elle est autorisée par le parti au pouvoir (Frelimo), dans d'autres villes comme Beira et Nampula, elle n'a pas lieu parce qu'il y a ce que nous appelons la « participation minimaliste ». Cela s'explique parce qu'il faut noter que parler des manifestations revient souvent à affronter les personnes au pouvoir.

Dans la deuxième dimension, tant du point de vue des données d'Afrobaromètre que des entretiens, il n'est pas si évident que les autres pratiques de participation soient bien établies dans le contexte mozambicain, étant donné qu'il existe un environnement politique qui vise à empêcher ces voix d'être audibles. Pourtant nous avons observé qu'à Maputo, certains jeunes utilisent la musique pour exercer une certaine forme de participation et qu'à Beira et Nampula, les jeunes trouvent refuge dans des lieux de divertissement ou de loisirs pour parler de la politique quotidienne comme nous l'avons vu dans le chapitre sept. Dans ce

contexte, nous sommes face à une participation qui, bien que timide, a presque toujours tendance à suivre les diktats du régime politique en place, probablement pour ne pas contredire ceux qui dominent la scène politique du pays.

## ***Bibliographie***

- Abbink, G. *Being young in Africa: the politics of despair and renewal*. Boston. Leiden. 2005.
- Abélès, M. et al. *Âge, pouvoir et société en Afrique noire*. Presses de l'Université de Montréal. Karthala. 1985.
- Abramson, P. et al. The decline of electoral participation in America. *American Political Science Review*. Vol. 76. No. 3. 1982. pp. 502-521.
- Adebayo, J. Gerontocracy in African politics: Youth and the quest for political participation. *Journal of African Elections*. Vol. 17. No. 1. 2017. pp. 140-161.
- Adejumobi, S. Elections in Africa: A Fading Shadow of Democracy? *International Political Science Review*. Vol. 21. No. 1. 2000, pp. 59–73.
- Adepoju, A. *La famille africaine*. Paris. Karthala. 1999.
- Adserà, A. et al. Are you Being Served? Political Accountability and Governmental Performance. *Journal of Law, Economics, and Organization*. Vol. 19. No. 2. pp. 445–490. 2003.
- Agence française de développement. En 2050, plus de la moitié de la population africaine aura moins de 25 ans. Afd. 2019 [disponible en ligne].
- Agrikoliansky, E. et al. Voter par temps de crise : portraits d'électrices et d'électeurs ordinaires. Paris. PUF. 2021.
- Aguilera, T. et al. Les méthodes mixtes pour la science politique. Apports, limites et propositions de stratégies de recherche. *Revue française de science politique*. Vol. 71. No. 3. 2021. pp. 365-389.
- Aït-Aoudia, M. et al. Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards. *Critique internationale*. Paris. Presses de Sciences Po. No. 50. 2011. pp. 9-20.
- Alber, E. et al. *Generations in Africa: connections and conflicts*. Berlin. Lit Verlag. 2008.
- Albert, J. *Contemporary Problems of Democracy in Nigeria. The Pre-Colonial and Colonial Antecedents*. Dakar. CODESRIA. 1992.
- Alemika, E. Quality of elections, satisfaction with democracy, and political trust in Africa. *Afrobarometer Working papers*. No. 84. 2007.

- Alkire, S. et al. The global Multidimensional Poverty Index. Methodological Note. No. 49. Oxford. University of Oxford. 2020.
- Allard, L. et al. L'activisme contemporain : défection, expressivisme, expérimentation. *Rue Descartes*. Vol. 55. No. 1. 2007. pp. 47-58.
- Amanor, S. Land, labour and the family in Southern Ghana: A critique of land policy under neo-liberalisation. Uppsala. Nordic Africa Institute. 2001.
- Amsellem-Mainguy et al. « Chapitre 1 : Des jeunes et des inégalités ». In Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (Dir.). *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*. Paris. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. 2021. pp. 3-15.
- Amsellem-Mainguy, Y. Enquêter sur la jeunesse – Outils, pratiques d'enquête, analyses: Outils, pratiques d'enquête, analyses. Paris. Armand Colin. 2018.
- Amsellem-Mainguy, Y. Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural. Paris. Presses de Sciences Po. 2021.
- Anadón, M. Les méthodes mixtes : implications pour la recherche « dite » qualitative. *Recherches qualitatives*. Vol. 38. No. 1. 2019. pp. 105-123.
- Ancelovici, M. et al. Street Politics in the Age of Austerity: From the Indignados to Occupy. Nieuwe Prinsengracht. Amsterdam University Press. 2016.
- Animasawun, G. “Chapter 9 – Marginal Men & Urban Social Conflicts – Okada Riders in Lagos”. In Wale Adebani (Eds.). *The Political Economy of Everyday Life in Africa: Beyond the Margins*. James Currey. Woodbridge-UK. 2017. pp. 239-265.
- Anyidoho, N. et al. Young People and Policy Narratives in sub-Saharan Africa. *Working Paper*. No. 32. 2012.
- Arnett, J. Emerging Adulthood: The Winding Road from the Late Teens through the Twenties. New York. Oxford University Press. 2014.
- Attias-Donfut, C. et al. Autour du mot « Génération ». *Recherche et formation*. No. 45. 2004.
- Awenengo, S. et al. Biomaîtriser les identités ? État documentaire et citoyenneté au tournant biométrique. *Politique africaine*. Vol. 152. No. 4. 2018. pp. 5-29.
- Awoonor, K. Ghana: A political history from pre-European to modern times. Accra. Sedco. 1990.
- Badie, B. L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique. Paris. CNRS – Biblis. 2017.
- Bah, M. et al. La politisation des administrations publiques en Afrique. Paris. L'Harmattan. 2021.

- Balandier, G. *Anthropo-logiques*. Paris. Presses universitaires de France. 1974.
- Balme, R. et al. Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique. *Revue internationale de politique comparée*. Vol. 10. No. 3. 2003. pp. 433-461.
- Banégas, R. et al. Espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique. *Politique africaine*. Vol. 127. No. 3. 2012. pp. 5-20.
- Barchiesi, F. et al. Précarité africaine. Pour une généalogie et une critique. *Multitudes*. Vol. 69. No. 4. 2017. pp. 180-188.
- Bargel, L. « Socialisation politique ». In Olivier Fillieule (Éd). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris. Presses de Sciences Po. 2009. pp. 510-517.
- Barou, J. Classes d'âge et rituels d'intégration. Apprendre entre pairs. *Parents, enfants, école : approches transculturelles*. ERES. 2020. pp. 127-134.
- Barou, J. Dynamiques de transformation familiale en Afrique subsaharienne et au sein des diasporas présentes en France. *Droit et cultures*. Vol. 73. No.1. 2017. pp. 29-47.
- Battegay, A. Ambivalences de la citoyenneté. *Migrations Société*. Vol. 136. No. 4. 2011. pp. 55-66.
- Baudelot, C. et al. *Une jeunesse en panne d'avenir*. In Cohen D. (coord.). « Une jeunesse difficile ». Portrait économique et social de la jeunesse française. Éditions de la rue d'Ulm. Paris. Collection du CEPREMAP. 2007. p. 26.
- Baussant, M. Entre quête et enquête : la distance dans le terrain ethnographique. *Ateliers du LESC*. Vol. 33. 2009. pp. 1-15.
- Bayart, J-F. et al. La criminalisation de l'État en Afrique. Bruxelles. Complexe. 1992.
- Bayart, J-F. L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion. *Critique internationale*. Vol. 5. 1999. pp. 97-120.
- Bayart, J.-F. et al. Le Politique par le bas en Afrique noire. Contribution à une problématique de la démocratie. Paris. Karthala, 1992.
- Bayart, J.F. « L'État néo-patrimonial ». In Jean-François Médard (Dir.). *États d'Afrique*. Paris. Karthala. 1991. pp. 14-28.
- Beaulieu, E. International Election Observers, and the Democratic Quality of Elections. *Election Law Journal*. Vol. 12. No. 1. 2013. pp. 100-105.
- Becquet, V. et al. Politiques de jeunesse : le grand malentendu. Paris. Champ social. 2012
- Becquet, V. Jeunesses engagées. Paris. Éditions Syllepse. 2014.

- Becquet, V. Le traitement d'une « défection sociale » : quand les institutions publiques se préoccupent de la citoyenneté des jeunes. In Elisabeth Callu et al. *La place des jeunes dans la cité*. Tome 2 – Espaces de rue, espaces de parole. Paris. L'Harmattan. 2005.
- Bédécarrats, F. et al. Révolution des données et enjeux de la statistique en Afrique. Introduction thématique. *Afrique contemporaine*. Vol. 258. No. 2. 2016. pp. 9-23.
- Bellamy, R. *Citizenship – very short introduction*. Oxford. Oxford University Press. 2008.
- Bennani-Chraïbi, M. Poursuivre le dialogue sur la politisation. *Politique africaine*. Vol. 161-162. No. 1-2. 2021. pp. 293-308.
- Bereketeab, R. Les défis de la construction de l'État au Sud-Soudan. *Afrique contemporaine*. Vol. 246. No. 2. 2013. pp. 35-52.
- Bertrand, J. et al. Introduction. Socialisations masculines, de l'enfance à l'âge adulte. *Terrains & travaux*. Vol. 27. No. 2. 2015. pp. 5-19.
- Beyala, P. Cinquante ans après les indépendances, quel héritage pour la jeunesse ? Paris. L'Harmattan. 2012.
- Beye, A. et al. La dynamique électorale au Sénégal entre 2000 et 2019 : contribution à l'analyse contextuelle des comportements électoraux. *Politique africaine*. Vol. 155. No. 3. 2019. pp. 183-205.
- Biney, E. et al. Youth Political Participation: A Qualitative Study of Undergraduate Students at the University of Ghana. *AFFRIKA Journal of Politics, Economics and Society*. Vol. 9. No. 1. 2019. pp. 9-25.
- Biza, A. Jovens e associações em Moçambique: motivações e dinâmicas actuais. *Saúde e Sociedade*. Vol. 18. No. 3. 2009. pp. 382-394.
- Blais, A. *To Vote or Not to Vote? The Merits and Limits of Rational Choice*. Pittsburgh. University of Pittsburgh Press. 2000.
- Blais, A. What Affects Voter Turnout? *Annual Review of Political Science*. Vol. 9. No. 1. 2006. pp. 111–125.
- Blondiaux, L. Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique. *Revue française de science politique*. Vol. 57. No. 6. 2007. pp. 759-774.
- Blondiaux, L. *Le nouvel esprit de la démocratie*. Paris. Seuil/La République des idées. 2008.

- Bois, D. et al. Jeunesses et dynamiques générationnelles XIXe-XXIe siècles (Madagascar, Mozambique, Afrique du Sud). *Cahiers Afrique*. Vol. 29. 2016.
- Bondi, G. et al. Une approche empirique du capital politique dans un réseau de gouvernance régionale. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*. Vol. 4. No. 4. 2017. pp. 619-646.
- Bonnecase, V. et al. Introduction au thème. Afrique et engagement scientifique : sur le mouvement des lignes. *Politique africaine*. Vol. 161-162. No. 1-2. 2021. pp. 5-29.
- Bonnecase, V. Les prix de la colère : une histoire de la vie chère au Burkina Faso. Paris. École Des Hautes Études En Sciences Sociales. 2019.
- Bonnecase, V. Politique des prix, vie chère et contestation sociale à Niamey : quels répertoires locaux de la colère ? *Politique africaine*. Vol. 130. No. 2. 2013. pp. 89-111.
- Bono, I. Une lecture d'économie politique de la « participation des jeunes » au Maroc à l'heure du printemps arabe. *Revue internationale de politique comparée*. Vol. 20. No. 4. 2013. pp. 145-166.
- Boumaza, M. et al. Enquêter en milieu « difficile ». *Revue française de science politique*. Vol. 57. 2007.
- Bourdieu P. La délégation et le fétichisme politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*. No. 52-53. 1984. pp. 49-55.
- Bourdieu, P. La jeunesse n'est qu'un mot. Les jeunes et le premier emploi. Paris. Association des Ages. 1978.
- Bourdieu, P. Le mystère du ministère. Des volontés particulières à la volonté générale. *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 140. No. 5. 2001. pp. 7-11.
- Boyer, F. et al. Sous-employés, chômeurs ou entrepreneurs : les jeunes face à l'emploi. *Autrepart*. Vol. 71. No. 3. 2014. pp. 3-31.
- Braconnier, C. et al. La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation en milieu populaire. Paris. Gallimard. 2007.
- Braconnier, C. Une autre sociologie du vote. Les électeurs et leurs contextes. Cergy Pontoise. Lejep. 2010.
- Bratton, M. et al. Do trustworthy institutions matter for development? Corruption, trust, and government performance in Africa. *Afrobarometer Dispatch*. Round 6. No. 112. 2016.
- Bratton, M. Voting and Democratic Citizenship in Africa. Boulder. Lynne Rienner Publishers. Colorado. 2013.

- Braud, P. *Sociologie politique*. Paris. LGDJ. 2014 (2020).
- Bréchon, P. « Chapitre 2. Crise de confiance dans les élites politiques ». In Bruno Cautrès et al. *Le nouveau désordre électoral*. Chroniques électorales. Paris. Presses de Sciences Po. 2004. pp. 47-69.
- Bréchon, P. « L'abstention : de puissants effets de génération ? ». In A. Muxel (dir.). *La politique au fil de l'âge*. Paris. Presses de Sciences Po. 2011. p. 91-111.
- Brito, L. De "Revisão da legislação eleitoral: algumas propostas para o debate". In Luís De Brito (eds.). *Desafios Para Moçambique*. Maputo, IESE. 2010.
- Brito, L. De et al. *Hunger Revolts and Citizen Strikes: Popular protests in Mozambique, 2008-2012*. Food Riots and Food Rights project report. Brighton/Maputo: Institute of Development Studies/Instituto de Estudos Sociais e Económicos. 2014.
- Brito, L. De et al. *Revoltas da fome: protestos populares em Moçambique (2008-2012)*. Maputo. IESE. 2015.
- Brito, L. De *O sistema eleitoral: uma dimensão crítica da representação política em Moçambique*. Maputo. IESE. 2010.
- Brito, L. De *Une relecture nécessaire : la genèse du part-État FRELIMO*. *Politique africaine*. Vol. 29. 1987. pp. 15-27.
- Brossier, M. *Penser la participation politique par l'impératif religieux : trajectoires d'engagements musulmans au Sénégal*. *Revue internationale de politique comparée*. Vol. 20. No. 4. 2013. pp. 189-211.
- Brouard, S. *Principal/agent : Dictionnaire des politiques publiques*. Paris. Presses de Sciences Po. 2014. pp. 523-530.
- Brunet, F. et al. *Adapter la ville aux modes de vie des familles contemporaines*. *Recherche sociale*. Vol. 205. No. 1. 2013. pp. 6-101.
- Buire, C. *L'hégémonie politique à l'épreuve des musiques urbaines à Luanda, Angola*. *Politique africaine*. vol. 141. no. 1. 2016. pp. 53-76.
- Burgess, G. « Imagined generations: Constructing youth in revolutionary Zanzibar ». In Jon Abbink (Eds.). *Vanguard or vandals: Youth, politics, and conflict in Africa*. Leiden. The Netherlands. Brill. 2005. pp. 55-78.
- Burgess, G. et al. « Introduction ». In A. Burton & H. Charton-Bigot (Eds.). *Generations past: Youth in East African history*. Athens. Ohio University Press. 2010. pp. 1-24.

- Buton, F. et al. L'ordinaire du politique, enquêtes sur les rapports ordinaires à la politique. Lille. Presses universitaires du Septentrion. 2016.
- Buur, L. « Xiconhoca: Mozambique's Ubiquitous Post-Independence Traitor ». In Sharika Thiranagama et Tobias Kelly (Éd.). *Traitors: Suspicion, Intimacy, and the Ethics of State-Building*. Philadelphia. University of Pennsylvania Press. 2010. pp. 24-47.
- Cahen, M. "Resistência Nacional Moçambicana", de la victoire à la déroute. *Politique africaine*. Vol. 117. No. 1. 2010. pp. 23-43.
- Cahen, M. La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019). *Politique africaine*. Vol. 160. No. 4. 2020. pp. 187-209.
- Cahen, M. Mozambique : l'instabilité comme gouvernance ? *Politique africaine*. Vol. 80. No. 4. 2000. pp. 111-135.
- Callu, E. La place des jeunes dans la cité : espaces de rue, espaces de parole – tome 2. Paris. L'Harmattan. 2005.
- Camau, M. et al. (Dir.). Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes. Paris. Karthala. 2009.
- CANDELA. Pour une sociologie politique de la nuit. *Cultures & Conflits*. Vol. 105-106. No. 1-2. 2017. pp. 7-27.
- Cantelli, F. et al. Participation et pouvoirs : pour une lecture renouvelée. *Politique et Sociétés*. Vol. 32. No. 1. 2013. pp. 3-19.
- Carbone, G. Comprendre les partis et les systèmes de partis africains. Entre modèles et recherches empiriques. *Politique africaine*. Vol. 104. No. 4. 2006. pp. 18-37.
- Cardoso, J. et al. Mapping Deprivation in Mozambique: An Analysis Of Census Data (1997-2007). *WIDER Working Paper*. No. 166. Helsinki. UNU-WIDER. 2016.
- Carothers, T. The end of the transition paradigm. *Journal of Democracy*. Vol. 13. No. 1. 2002. pp. 5-21.
- Carpini, M. et al. What Americans Know about Politics and Why it Matters. New Haven. Yale University Press. 1996.
- Cartier, M. et al. Approches générationnelles du politique. *Politix*. Vol. 96. No. 4. 2011. pp. 7-15.
- Castells, M. Rupture: The Crisis of Liberal Democracy. London. Polity Press. 2018.
- Cattaruzza, A. et al. Postconflit : entre guerre et paix ?. *Hérodote*. Vol. 158. No. 3. 2015. pp. 6-15.

- CeUrbe. As “inaudíveis”: Estudo sobre violência contra a mulher nas eleições: o caso dos Municípios de Mocuba e Chókwè. Maputo. CeUrbe. 2019.
- Chaimite, E. Das revoltas às marchas: a emergência de um repertório de acção colectiva em Moçambique. Maputo. IESE. 2014.
- Chantraine, G. et al. Dans le dos du pouvoir. Entretien avec James C. Scott. *Vacarme*. Vol. 42. No. 1. 2008. pp. 4-12.
- Chassé, D. Les statistiques comme mode de communication politique. Le cas des premiers plans de développement au Kenya. *Politique africaine*. Vol. 145. No. 1. 2017. pp. 85-108.
- Chazan, N. “Between Liberalism and Statism: African Political Cultures and Democracy”. In Larry Diamond (Ed.). *Political Culture and Democracy in Developing Countries*. Boulder. Lynne Rienner. 1993.
- Chevalier, T. et al. Une jeunesse sacrifiée ? Paris. PUF – La vie des idées. 2021.
- Chichava, S. Desempenho eleitoral do MDM e dos seus dissidentes nas eleições municipais de 2013 e 2018. Maputo. IESE. 2019.
- Chichava, S. Le « vieux Mozambique » – étude sur l’identité politique de la Zambézie (thèse soutenue à IEP – Sciences Po Bordeaux). 2007.
- Chichava, S. Movimento Democrático de Moçambique: uma nova força política na democracia moçambicana? Maputo. IESE. 2010.
- Chigudu, D. Foreign election observers in Africa: towards an obligations-based approach. *Mediterranean Journal of Social Sciences*. Vol. 6. No. 1. 2015. pp. 272-278.
- Chipkin, I. Do South Africans Exist? Nationalism, Democracy and the Identity of ‘the People’. Johannesburg. Wits University Press. 2007.
- Chrétien, J-P. « Le big man, ancienne figure de l’histoire africaine ». In Dominique Darbon. (Éd). *Le comparatisme à la croisée des chemins. Autour de l’œuvre de Jean-François Médard*. Paris. Karthala. 2010.
- Cissé, O. et al. Jeunesse, exclusion et violence à Dakar. Dakar. Karthala-IAGU. 2021.
- Clarke, H. et al. Political choice in Britain. New York: Oxford University Press. 2004.
- Comaroff, J. et al. Réflexions sur la jeunesse : du passé à la postcolonie. *Politique africaine*. Vol. 4. No. 80. 2000. pp. 90-110.
- Combessie, J-C. La méthode en sociologie. Paris. La Découverte. 2007.

- Côme, T. et al. Être ou ne pas être une smart city : une étude empirique des innovations valorisées sur le site web des villes. *Gestion et management public*. Vol. 7. No. 4. 2018. pp. 73-101.
- Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance. 2007.
- Constant, F. La citoyenneté. Paris. Éditions Montchrestien. 2000.
- Corning, A. et al. Individual orientation toward engagement in social action. *Political psychology*. Vol. 23. No. 4. pp. 703-729.
- Coulon, C. et al. Les Afriques politiques. Paris. La Découverte. 1991.
- Cross, W. et al. Factors influencing the decision of the young politically engaged to join a political party: An Investigation of the Canadian Case. *Party Politics*. Vol. 14. No. 3. 2008. pp. 345-369.
- Dabène, O. Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIème siècle. Paris. La Découverte. 2008.
- Dagnaud, M. Génération Y. Les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la subversion. Presses de Sciences Po. 2011.
- Dalton, R. Citizen Politics in Western Democracies. New Jersey. Chatham House. 1988.
- Dalton, R. Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial. Irvine. University of California. 2006.
- Dalton, R. Citizenship norms and the expansion of political participation. *Political studies*. 2008. Vol. 56. No. 1. pp. 76–98.
- Darmon, M. La Socialisation. Paris. Armand Colin. 2006.
- Darracq, V. et al. Les élections en Afrique : un mirage démocratique ? *Politique étrangère*. Vol. Hiver. No. 4. 2011. pp. 839-850.
- De Boeck, F. et al. Makers and breakers of society: Children, youth, and politics in Africa. *Politique africaine*. Vol. 80. No. 4. 2000. pp. 5-11.
- Deas, I. et al. Measuring Neighbourhood Deprivation: A Critique of the Index of Multiple Deprivation. *Environment and Planning C: Government and Policy*. Vol. 21. No. 6. 2003. pp. 883–903.
- Delaye, R. Quelques ouvrages et articles traitant des générations publiées depuis 2011. *Question(s) de management*. Vol. 6. No. 2. 2014. pp. 158-160.

- Della Sudda, M. « Politisation et socio-histoire ». In Catherine Achin (Éd.). *Dictionnaire. Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*. Paris. Presses de Sciences Po. 2013. pp. 407-418.
- Della Sudda, M. et al. Pouvoirs, genre et religions. *Travail, genre et sociétés*. Vol. 27. No. 1. 2012. pp. 29-32.
- Déloye, Y. et al. L'acte de vote. Paris. Presses de Sciences Po. 2008.
- Déloye, Y. Une démocratie à réinventer. *Revue Projet*. Vol. 327. No. 2. 2012. pp. 46-52.
- Demarest, L. An Assessment of Interviewer Error in the Afrobarometer Project. *CRPD – Working Paper*. No. 53. 2017.
- Denni, B. Comportement politique et préférences électorales des seniors en 2012. *Gérontologie et société*. Vol. 35 / 143. No. 4. 2012. pp. 39-50.
- Denni, B. Participation politique et vote des seniors à l'élection présidentielle de 2007. *Gérontologie et société*. Vol. 30 / 120, No. 1. 2007. pp. 29-50.
- Dequiré, A-F. et al. Des jeunes dans la tourmente. Les jeunes sans domicile fixe à l'épreuve de la rue. *Pensée plurielle*. Vol. 14. No. 1. 2007. pp. 125-147.
- Dézé, A. « Chapitre 1 / La « dédiablement » Une nouvelle stratégie ? ». In Sylvain Crépon (Éd.). *Les faux-semblants du Front national*. Paris. Presses de Sciences Po. 2015. pp. 25-50.
- Diallo, A. Penser la démocratie au-delà des élections. *Éthique publique*. Vol. 13. No. 2. 2011.
- Diamond, L. Thinking about hybrid regimes. *Journal of Democracy*. Vol. 12. No. 2. 2002. pp. 21-35.
- Didier-Fèvre, C. La nuit : une nouvelle frontière pour les jeunes des espaces périurbains ?. *Géococonfluences*. École normale supérieure de Lyon. 2018.
- Dinerman, A. Revolution, Counter-Revolution and Revisionism in Postcolonial Africa: The Case of Mozambique, 1975–1994. London. Routledge. 2006.
- Diouf, M. Engaging postcolonial cultures: African youth and public sphere. *African studies review*. Vol. 46. No. 2. 2003. pp. 1-12.
- Diouf, M. et al. Les jeunes du sud et le temps du monde : identités, conflits et adaptations. Paris. Presses de Sciences Po. 2001.
- Diouf, M. La jeunesse africaine : entre autochtonie et cosmopolitisme. *Horizons Maghrébins – Le droit à la mémoire*. No. 53. 2005. pp. 31-39.

- Dirn, L. Émergence de classes d'âge. La Société française en tendances. Paris. Presses Universitaires de France. 1991. pp. 47-58.
- Dollo, C. et al. Sciences sociales. Paris. Dalloz. 2020.
- Douville, O. Enfants et adolescents en danger dans la rue : quel diagnostic ? Quelles préconisations ? *Enfances & Psy.* Vol. 67. No. 3. 2015. pp. 65-80.
- Du Bois-Reymond, M. et al. Childhood in Europe: Approaches–Trends–Findings: Peter Lang (Bern). 2001.
- Dubet, F. Trois jeunesses. La révolte, la galère, l'émeute. Lormont. Le Bord de l'eau. 2018.
- Dubois, V. La vie au guichet : Administrer la misère. Paris. Essais – Points. 2015.
- Duchesne, S. et al. Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication. In Pascal Perrineau. « Le désenchantement démocratique ». Paris. Éditions de l'Aube. 2003. pp.107-129.
- Dufief, É. Processus électoraux et trajectoires politiques en Éthiopie et en Ouganda. *Afrique contemporaine.* Vol. 1. No. 1. 2015. pp. 53-68.
- Dufy, C. et al. Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques. *Revue internationale de politique comparée.* Vol. 20. No. 3. 2013. pp. 19-40.
- Dupont, N. Jeunesse(s). *Le Télémaque.* Vol. 46. No. 2. 2014. pp. 21-34.
- Duran, P. et al. La participation politique : nouvelles dimensions, nouveaux problèmes. *Idées économiques et sociales.* Vol. 173. No. 3. 2013. pp. 4-7.
- Durham, D. Youth, and the social imagination in Africa. *Anthropological Quarterly,* Vol. 73. N° 3. 2000. pp. 113–120.
- Ebata, M. et al. Youth and violent conflict: Society and development in crisis. New York. Bureau of Crisis Prevention – UNDP. 2005.
- Economist Intelligence Unit. Democracy Index. 2022 [disponible en ligne].
- Eguavoén, I. Lawbreakers and livelihood makers: Youth-specific poverty and ambiguous livelihood strategies in Africa. *Vulnerable Children and Youth Studies,* Vol. 5. No. 3. 2010. pp. 268-273.
- EISA. Estudo de Base sobre a participação e engajamento da juventude em processos políticos em Moçambique. Maputo. EISA. 2021.
- Ekman, J. Political participation and civic engagement: Towards a new typology. *Human Affairs.* Vol. 22. No. 3. 2009. pp. 283-300.

- Ekman, J. Political Participation and Regime Stability: A Framework for Analyzing Hybrid Regimes. *International Political Science Review*. Vol. 30. No. 1. 2009. pp. 7-31.
- Eliasoph, N. L'évitement du politique : Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne. Paris. Economica. 2010.
- Engueleguele, M. « Théories et approches du développement en Afrique : entre renouveau et crise ? » In Mamoudou Gazibo (Éd.). *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*. Paris. Karthala. 2009. pp. 227-254.
- Entretien La gazette. Vincent Tiberj : « L'abstention menace la démocratie locale ». mars 2022 [disponible en ligne].
- Eroğlu, S. Developing an Index of Deprivation Which Integrates Objective and Subjective Dimensions: Extending the Work of Townsend, Mack and Lansley, and Halleröd. *Social Indicators Research*. Vol. 80. No. 3. 2007. pp. 493-510.
- Eyriès, A. « Chapitre 9. La politique en crise de confiance. La communication comme antidote ? ». Richard Delaye éd. *La confiance. Relations, organisations, capital humain*. Paris. EMS Editions. 2016. pp. 167-180.
- Faucher, F. « Les rituels électoraux en France ». In Tristan Haute et Vincent Tiberj (Dir.). *Extinction de vote ?* Paris. PUF. 2022. pp.23-35.
- Faucher, F. et al. Les rituels de vote en France et au Royaume-Uni. *Revue française de science politique*. Vol. 65. No. 2. 2015. pp. 213-236.
- Favre, P. et al. (Dir.). L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations. Paris. La Découverte. 2007.
- Favret-Saada, J. Être affecté. *Gradhiva : revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie*. Vol. 8. No. 3. 1990. pp. 3-9.
- Fawcett, P. et al. Anti-Politics, Depoliticization, and Governance. Oxford. Oxford Press. 2017.
- Fijalkow, Y. Sociologie des villes. Paris. La Découverte. 2017.
- Fillieule, O. « Chapitre 4. Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action ». In Éric Agrikoliansky (Éd.). *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris. La Découverte. 2010. pp. 77-99.
- Fillieule, O. et al. Dictionnaire des mouvements sociaux (édition mise à jour et augmentée). Paris. Presses de Sciences Po. 2020.

- Fillieule, O. *Stratégies de la rue : les manifestations en France*. Paris. Presses de Sciences Po. 1997.
- Fischer, C. De nouvelles formes de citoyenneté. *Revue Projet*. Vol. 271. No. 3. 2002. pp. 90-96.
- Florêncio, F. Autoridades tradicionais e estado moçambicano: o caso do distrito do Búzi. *Cadernos de Estudos Africanos*. Vol. 5. No. 6. 2004. pp. 89-115.
- Fornos, C. et al. Explaining voter turnout in Latin America, 1980 to 2000. *Comparative Political Studies*. Vol. 37. No. 8. 2004. pp. 909-940.
- Forquilha, S. Chefferie traditionnelle et décentralisation au Mozambique : discours, pratiques, dynamiques locales. *Politique africaine*. Vol. 117. No. 1. 2010. pp. 45-61.
- Forquilha, S. O Paradoxo da Articulação dos Órgãos Locais do Estado com as Autoridades Comunitárias em Moçambique: Do discurso sobre a descentralização à conquista dos espaços políticos a nível local. *Cadernos de Estudos Africanos*. Vol. 16/17. 2009. pp. 89-114 [disponible en ligne].
- Fouquet, T. Paysages nocturnes de la ville et politiques de la nuit. Perspectives ouest-africaines. *Sociétés politiques comparées*. 2016. No. 38. pp. 1-16.
- Fourchard, L. Les rues de Lagos : espaces disputés/espaces partagés. *Flux*. Vol. 66-67. No. 4. 2007. pp. 62-72.
- Fourchard, L. *Trier, exclure et policier - Vies urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria*. Paris. Presses de Sciences Po. 2018.
- Fournier, B. et al. Représentation et participation politiques. *Politique et Sociétés*. Vol. 27. No. 3. 2008. pp. 3–11.
- Fournier, L. Entre démocratie et autoritarisme vers des régimes hybrides ?. *Sciences Humaines*. Vol. 212. No. 2. 2010. pp. 10-10.
- Fox, W. *Statistiques sociales*. Québec. Les presses de l'Université Laval. 2014.
- Franklin, M. *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*. Cambridge: Cambridge University Press. 2004.
- Frega, R. « Les dimensions de la confiance ». *Esprit*. No. 10. 2020. pp. 47-55.
- Frère, M.-S. Pas d'élections démocratiques sans médias libres et pluralistes. *Afrique contemporaine*. Vol. 240. No. 4. 2011. pp. 152-155.
- Gagné, J-F. *Hybrid Regimes*. Oxford. Oxford University Press. 2015.
- Galland, O. *Les jeunes*. Paris. La Découverte. 2009.
- Galland, O. *Sociologie de la jeunesse*. Paris. Armand Colin. 2011.
- Gamson, W. *Talking Politics*. Cambridge. Cambridge University Press. 1992.

- Ganter, F. Comment les électeurs décident-ils ? Les approches sociologiques du vote. *Regards croisés sur l'économie*. Vol. 18. No. 1. 2016. pp. 165-169.
- Garmann, S. Election frequency, choice fatigue, and voter turnout. *European Journal of Political Economy – Elsevier*. Vol. 47 C. 2017. pp. 19-35.
- Gaxie, D. et al. Que faire des partis politiques ? Paris. Éditions du Croquant. 2018.
- Gaxie, D. Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique. Paris. Le Seuil. 1993 (1978).
- Gazibo, M. et al. Le politique en Afrique : État des débats et pistes de recherche. Paris. Karthala. 2009.
- Gazibo, M. Introduction à la politique africaine. Montréal. Presses Universitaires Montréal. 2010.
- Gazibo, M. La vertu des procédures démocratiques. Élections et mutation des comportements politiques au Niger. *Politique africaine*. Vol. 92. No. 4. 2003. pp. 145-156.
- Gazibo, M. Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique. *Politique africaine*. Vol. 104. No. 4. 2006. pp. 5-17.
- Geffray, C. La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile. Paris. CREDU-Karthala. 1990.
- Genard, J. De la capacité, de la compétence, de l'empowerment, repenser l'anthropologie de la participation. *Politique et Sociétés*. Vol. 32. No.1. 2013. pp. 43–62.
- Genieys, W. et al. De la transition à la consolidation des régimes politiques. Une comparaison Espagne/Allemagne. *Revue Internationale de Politique Comparée*. Vol. 4. No. 3. 1997. pp. 699-732.
- Gentili, A. 'Queremos ser cidadãos': citizenship in Mozambique from Frelimo to Frelimo. *Citizenship Studies*. Vol. 21. No. 2. 2017. pp. 182-195.
- George, A. Making modern girls: A history of childhood, labor, and social development in colonial Lagos. Athens OH: Ohio University Press. 2014.
- George, R. Gender norms and women's political participation: Global trends and findings on norm change. Blog ALIGN. 2019.
- Giblin, J. A « Companion to African History ». Dans Worger, W. et al. (Éd). *Kinship in African History*. 2018. pp. 163-177.
- Goerg, O. Villes, circulations et expressions culturelles. *Afrique & histoire*. Vol. 5. No. 1. 2006. pp. 7-14.

- Goffman, E. La mise en scène de la vie quotidienne : la présentation de soi, tome 1, Paris, Minuit, 1973.
- Gomez-Perez, M. et al. Être femme en Afrique subsaharienne : la fin des « cadets sociaux » ? *Recherches féministes*. Vol. 29. No. 2. 2016.
- Goudry, P. et al. “Le Temps de l’Afrique”, une lecture critique : quelles politiques publiques pour l’Afrique ? *L’Économie politique*. Vol. 47. No. 3. 2010. pp. 104-112.
- Grasso, M. et al. Thatcher’s children, Blair’s babies, political socialization, and trickle-down value change: an age, period and cohort analysis. *British Journal of Political Science*. 2019. Vol. 49. No.1. pp. 17–36.
- Grasso, M. The Differential Impact of Education on Young People’s Political Activism: Comparing Italy and the United Kingdom. *Comparative Sociology*. Vol. 12. 2013. pp. 1-30.
- Grawtitz, M. Lexique des sciences sociales. Paris. Dalloz. 2011.
- Gray, B. International Election Observation. In T. Findlay (Ed.). *Verification Yearbook*. London. United Kingdom: VERTIC. 2002. pp. 189-204.
- Greffet, F. et al. Parler politique en ligne. Une revue des travaux français et anglo-saxons. *Réseaux*. Vol. 150. No. 4. 2008. pp. 19-50.
- Groux, G. Chapitre 11. Culture protestataire et opinion publique : un lien ambigu. In Pierre Bréchon (éd.). *Les cultures politiques des Français*. Presses de Sciences Po. 2000. pp. 259-273.
- Guézéré, A. Les taxis-motos dans les villes d’Afrique subsaharienne : l’informel en question à Lomé. Paris. L’Harmattan. 2021.
- Gwiazdzinski, L. La nuit, nouveau territoire des politiques publiques. *L’Observatoire*. Vol. 53. No. 1. 2019. pp. 11-15.
- Haegel, F. et al. « Chapitre 12. Politisation. Temporalités et échelles ». In Olivier Fillieule (Éd.). *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*. Paris. Presses de Sciences Po. 2017. pp. 321-346.
- Hansen, K. *Youth and the City in the Global South*. Bloomington. Indiana University Press. 2008.
- Havard, J-F. Ethos “bul faale” et nouvelles figures de la réussite au Sénégal. *Politique africaine*. Vol. 82. No 2. pp. 63-77.
- Hermet, G. Comment réussir une démocratisation ? In Jean-Vincent Holeindre (Éd.). *La Démocratie : Histoire, théories, pratiques*. Éditions Sciences Humaines Auxerre. 2010. pp. 167-178.

- Hermet, G. et al. Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques. Paris. Armand Colin. 2010.
- Hermet, G. L'Hiver de la démocratie ou le nouveau régime. Paris. Armand Colin. 2007.
- Hibou, B. et al. Macroéconomie et politique en Afrique. *Politique africaine*. Vol. 124. No. 4. 2011. pp. 5-27.
- Honwana, A. Makers and Breakers – Children and Youth in Postcolonial Africa. United Kingdom. James Currey. 2005.
- Honwana, A. Que política e política para quem? Juventude e engajamento político em Moçambique. In Rosário, D. Do et al (org.). *Democracia Multipartidária em Moçambique*. EISA. Maputo. 2020. pp. 255-272.
- Honwana, A. The time of youth: Work, social change, and politics in Africa. Sterling United Kingdom. Kumarian. 2012.
- Honwana, A. Youth, Waithood, and Protest Movements in Africa. *International African Institute*. 2013.
- Howe, P. Political Knowledge and Electoral Participation in the Netherlands: Comparisons with the Canadian Case. *International Political Science Review*. Vol. 27. No. 2. pp. 137–66. 2006.
- Hsiao, A. et al. Effect of corruption on perceived difficulties in healthcare access in sub-Saharan Africa. *PLoS One*. 2019. Vol. 14. No. 8. pp. 1-12.
- Huntington, S. The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century. Norman. University of Oklahoma Press. 1991.
- Hyde, D. The Pseudo-Democrat's Dilemma: Why Election Observation Became an International Norm. NY. Cornell. University Press. 2011.
- Ignazi, P. et al. La vie politique. Pour Pascal Perrineau. Paris. Presses de Sciences Po. 2021.
- Ihl, O. et al. Formes et formalités du vote. *Genèses*. 2002. Vol. 4. No. 49. p. 2-3.
- Ihl, O. Le vote. Paris. CLEFS – Éditions Montchrestien. 2000.
- Inglehart, R. Culture Shift in Advanced Industrial Society. Princeton. Princeton University Press. 1990.
- Inglehart, R. et al. Modernization, Cultural Change, and Democracy: The Human Development Sequence. Cambridge: Cambridge University Press. 2005.
- Inglehart, R. La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées. Paris. Economica. 1993.

- Insel, A. « Chapitre 5 : Cet État n'est pas sans propriétaires ! Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie ». In Olivier Dabène (Éd.). *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*. Paris. La Découverte. 2008. pp. 133-153.
- Insel, Ahmet. Des « transitions démocratiques » interminables. *Revue du MAUSS*. Vol. 43. No. 1. 2014. pp. 89-98.
- Isaksson, A-S. Political participation in Africa: Participatory inequalities and the role of resources. School of Business, Economics and Law. University of Gothenburg. 2010.
- Jackman, R. et al. Voter turnout in the industrial democracies during the 1980s. *Comparative Political Studies*. Vol. 27. 1995. pp. 467-492.
- Jacquemot, P. Les élections en Afrique, marché de dupes ou apprentissage de la démocratie ? *Revue internationale et stratégique*. Vol. 114. No. 2. 2019. pp. 52-64.
- Jacquemot, P. Sylvie Brunel. L'Afrique est-elle si bien partie ? *Afrique contemporaine*. Vol. 252. No. 4. 2014. pp. 201-203.
- Jacquemot, P. Trente ans d'élections en Afrique : bilan et défis nouveaux. *Pouvoirs*. Vol. 175. No. 4. 2020. pp. 131-145.
- Jeffrelot, C. et al. Démocraties d'ailleurs. Paris. Éditions Karthala. 2000.
- Jennings, M. K. et al. Politics across generations: family transmission reexamined. *Journal of Politics*. Vol. 71. No. 3. 2009. pp. 782-799.
- Jinadu, A. Electoral Administration in Africa: A Nigerian Case-Study under the Transition to Civil Rule Process. In Adejumobi, S. et al. (Éd.) *The Political Economy of Nigeria Under Military Rule, 1984-1993*. Harare. SAPES. 1995.
- Johnson-Hanks, J. On the Limits of Life Stages in Ethnography: Toward a Theory of Vital Conjunctions. *American Anthropologist*. Vol. 104. No. 3. 2002. pp. 865-880.
- Jouan, A. S'impliquer pour enquêter. Politiques et dilemmes d'une ethnographie en terrain militant. *Cahiers de recherche sociologique*. No. 61. Automne. 2016. pp. 145-166.
- Juhem, P. « Effets de génération ». In Olivier Fillieule (Éd.). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris. Presses de Sciences Po. Références. 2020. pp. 210-217.
- Karberg, S. Participação Política das Mulheres e a sua influência para uma maior capacitação da Mulher em Moçambique. Maputo. Friedrich Ebert Stiftung. 2015.
- Katz, E. et al. Influence personnelle : Ce que les gens font des médias. Paris. Armand Colin. 2008.

- Keller, E. Identity, citizenship, and political conflict in Africa. Los Angeles. Indiana University Press. 2014.
- Khan, M. Political settlements and the analysis of institutions. *African Affairs*. Vol. 117. No. 469. 2018. pp. 636–655
- Khellil, M. Les principaux agents de la socialisation. Mohand Khellil (Éd). Sociologie de l'intégration. Paris. Presses Universitaires de France. 2005. pp. 53-79.
- Khosrokhavar, F. « Chapitre 13 / La jeunesse dans le monde musulman l'âge de l'exil intérieur ». In Anne Muxel. *La politique au fil de l'âge*. Paris. Presses de Sciences Po. 2011. pp. 281-300.
- Kittilson, M. et al. 'Electoral Supply and Voter Turnout. In R. J. Dalton and C. J. Anderson (eds). *Citizens, Context, and Choice: How Context Shapes Citizens' Electoral Choices*. Oxford. Oxford University Press. 2011.
- Kohlhagen, D. Frime, escroquerie et cosmopolitisme. Le succès du « coupé-décalé » en Afrique et ailleurs. *Politique africaine*. Vol. 100. No. 4. 2005. pp. 92-105.
- Kokoroko, D. Les élections disputées : réussites et échecs. *Pouvoirs*. Vol. 129. No. 2. 2009. pp. 115-125.
- Koné, G. et al. L'autochtonie, la terre et les jeunes à Sassandra (Ouest-Côte d'Ivoire). *Politique africaine*. Vol. 148. No. 4. 2017. pp. 69-88.
- Kuenzi, M. et al. Voter Turnout in Africa's Multiparty Regimes. *Comparative Political Studies*. Vol. 40. No. 6. 2007. pp. 665–90.
- Lachartre, B. Élections municipales et démocratisation au Mozambique. *Politique africaine*. Vol. 75. No. 3. 1999. pp. 162-169.
- Lacroix, I. et al. L'engagement des jeunes dans des causes radicales. *Agora débats/jeunesses*. No. 80. 2018.
- Lagroye, J. La politisation. Paris. Belin. 2003.
- Landau, M. « Participation institutionnalisée et confiance : un lien conflictuel ». *Raisons politiques*. Vol. 29. No. 1. 2008. pp. 93-105.
- Larcinese, V. Does political knowledge increase turnout? Evidence from the 1997 British General Election. *Public Choice*. Vol. 131. 2007. pp. 387-411.
- Lardeux, L. et al. (Dir). Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie. Paris. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. 2021.
- Lardeux, L. L'engagement des jeunes : stabilité et (r)évolutions. *L'école des parents*. Vol. 619. No. 5. 2016. pp. 79-97.

- Laurent, É. « VI / Confiance et démocratie ». Éloi Laurent éd. *Économie de la confiance*. Paris. La Découverte. 2012.
- Lavallard, J-L. Génération Y : les millenials. *Raison présente*. Vol. 3. No. 211. 2019. pp. 107-115.
- Lavallée, E. Corruption and trust in political institutions in sub-Saharan Africa. *Afrobarometer Working papers*. No. 102. 2008.
- Lavallée, E. Corruption et confiance dans les institutions politiques : test des théories fonctionnalistes dans les démocraties africaines. *Afrique contemporaine*. Vol. 220. No. 4. 2006. pp. 163-190.
- Lavallée, E. et al. Ce qui engendre la corruption : une analyse microéconomique sur données africaines. *Revue d'économie du développement*. Vol. 18. No. 3. 2010. pp. 5-47.
- Lawson, S. Conceptual Issues in the Comparative Study of Regime Change and Democratization. *Comparative Politics*. Vol. 25. No. 2. 1993. pp. 183-205.
- Le Hay, V. et al. « Chapitre 8 – Genre et politique. Y a-t-il une exception française ? ». In Daniel Boy (Éd.). *Les Français, des Européens comme les autres ?* Paris. Presses de Sciences Po. 2010. pp. 215-240.
- Leca, J. et al. (Dir). *Traité de Science Politique*. Vol. 2. Paris. PUF. 1985.
- Lee, N. *Childhood, and society: growing up in an age of uncertainty*. United Kingdom. Open University Press. 2001.
- Lefebvre, H. *La production de l'espace*. Paris. Anthropos. 2000.
- Lehingue, A. *Le vote*. La Découverte. 2011.
- Lehmans, A. et al. Introduction. La confiance, ou la parole entre information et communication. *Hermès, La Revue*. Vol. 88. No. 2. 2021. pp. 17-19.
- Lehoucq, F. et al. Explaining voter turnout rates in new democracies: Guatemala. *Electoral Studies*. Vol. 23. 2004. pp. 485-500.
- Leighley, J. et al. Individual and systemic influences on turnout: Who votes? 1984. *Journal of Politics*. Vol. 54, 1992. pp. 718-740.
- Lekalake, R. et al. Does less engaged mean less empowered? Political participation lags among African youth, especially women. *Afrobarometer Policy Paper*. No. 34. 2016. pp. 1-25.
- Lemercier, C. et al. *Méthodes quantitatives pour l'historien*. Paris. La Découverte. 2008.

- Lesutis, G. The politics of narrative: methodological reflections on analysing voices of the marginalized in Africa. *African Affairs*. Vol. 117. No. 468. 2018. pp. 509–521.
- Levitsky, S et al. *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes After the Cold War*. Cambridge. Cambridge University Press. 2010.
- Leydet, D. Représentation et présence : la démocratie représentative en question. *Politique et Sociétés*. Vol. 21. No. 1. 2002. pp. 67–88.
- Lindberg, S. *Democracy and Elections in Africa*. Baltimore. John Hopkins University Press. 2006.
- Lindberg, S. et al. Are African Voters Really Ethnic or Clientelist? Survey Evidence from Ghana. *Political Science Quarterly*. Vol. 123. No. 1. 2008. pp. 95– 122.
- Linz, J. *Régimes totalitaires et autoritaires*. Paris. Armand Colin. 2007.
- Lipset, S. et al. *Party Systems and Voter Alignments*. New York: The Free Press. 1967.
- Little D. *Electoral Democracy. A New Social Ontology of Government*. Foundations of Government and Public Administration. Palgrave Pivot. 2020.
- Lubin, J. The ‘Occupy’ Movement: Emerging Protest Forms and Contested Urban Spaces. *Berkeley Planning Journal*. Vol. 25. No. 1. 2012. pp. 184-197.
- Luck, S. Entre contestation et participation. L’ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire. *Revue française de science politique*. Vol. 58. No. 2. 2008. pp. 231-256.
- Lundin, I. et al. *Poder e autoridade tradicional*. Vol. I. Maputo. MAE/NDA. 1995.
- Macamo, E. Power, conflict, and citizenship: Mozambique’s contemporary struggles. *Citizenship Studies*. Vol. 21. No. 2. 2017. pp. 196-209.
- Macuácuá, E. *O associativismo juvenil em moçambique: estudo exploratório da participação associativa dos jovens da cidade de Maputo*. Mémoire soutenue à l’ISCTE-IUL. Lisbonne. 2012.
- Macuane, J. *Instituições e democratização no contexto africano. Multipartidarismo e organização legislativa em Moçambique (1994-1999)*. 2000. Thèse de doctorat. Rio de Janeiro. UFRJ. 2000.
- Maloa, J. A urbanização moçambicana contemporânea: sua característica, dimensão e desafio. *Revista Brasileira de Gestão Urbana*. Vol. 11. 2019. pp. 1-15.
- Mamdani, M. *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton Series in Culture. 1995.

- Mamdani, M. Citoyen et sujet – l’Afrique contemporaine et l’héritage du colonialisme tardif. Paris. Karthala. 2014.
- Manby, B. *Citizenship in Africa: The Law of Belonging*. London. Bloomsbury Publishing. 2018.
- Manhiça, A. et al. Alternative expressions of citizen voices: the protest song and popular engagements with the Mozambican state. *Working paper 541*. IDS- Research in Public Policy and Culture. 2020.
- Marie-Aude, F. et al. Pourquoi Sources ? Rigueur empirique, réflexivité et archivage en sciences humaines et sociales et dans les études africaines. *Sources. Materials & Fieldwork in African Studies*. Vol. 1. 2020. pp. 1-21.
- Marlière, E. Les « jeunes de cité ». Territoires et pratiques culturelles. *Ethnologie française*. Vol. 38. No. 4. 2008. pp. 711-721.
- Marmone, G. Le pouvoir des jeunesses. *Ateliers d'anthropologie*. N° 47. 2020.
- Marques-Pereira, B. « Citoyenneté ». In Catherine Achin (Éd.). *Dictionnaire. Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*. Presses de Sciences Po. 2013. pp. 90-103.
- Martikainen, P. et al. The effect of socioeconomic factors on voter turnout in finland: a register-based study of 2.9 million voters. *European Journal of Political Research*. Vol. 44. No. 5. 2005. pp. 645–669.
- Martin, D-C. Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés). Paris. Karthala. 2002.
- Martin, V. La citoyenneté revisitée : bilans et perspectives historiographiques. La Révolution française. 2015.
- Mathieu, L. « 2. Contexte politique et opportunités ». In Éric Agrikoliansky (éd.). *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris. La Découverte. 2010. pp. 39-54.
- Matsusaka, J. et al. The Downsian voter meets the ecological fallacy. *Public Choice*. Vol. 77. 1993. pp. 855-878.
- Mattes, R. et al. “Growing up Democrats?” In David Denemark, Robert Mattes and Richard Niemi (Eds). *Growing Up Democratic. Does it Make a Difference?* London. Lynne Rienner. 2016.
- Mattes, R. Lived poverty on the rise. Decade of living-standard gains ends in Africa. *Afrobarometer Policy Paper*. No. 62. 2020.

- Maudet, M. et al. Chapitre 3 : Des jeunes à distance de l'État : les effets de la crise épidémique. In Amsellem-Mainguy et Laurent Lardeux. « Jeunesses : d'une crise à l'autre ». Paris. Sciences Po et INJEP. 2022. pp. 85-101.
- Mauger, G. Âges de la vie : le cas de la jeunesse. Paris. La Découverte – Repères. 2015.
- Mauger, G. et al. Lire les sciences sociales 1992-1994. Vol. 2. Paris. Éditions Belin. 1997.
- Mauger, G. Jeunesse : essai de construction d'objet. *Agora débats/jeunesses*. Vol. 56. No. 3. 2010. pp. 9-24.
- Mauger, G. Jeunesses populaires et jeunesses de rue. *Agora débats/jeunesses*. Vol. 83. No. 3. 2019. pp. 55-69.
- Mayer, N. « Chapitre 10 - Parler politique ». *Sociologie des comportements politiques*. Sous la direction de Mayer Nonna. Paris. Armand Colin. 2010. pp. 255-270.
- Mayer, N. « Chapitre 10. Que reste-t-il du vote de classe ? ». In Pascal Perrineau (Éd.). *La politique en France et en Europe*. Paris. Presses de Sciences Po. 2007. pp. 287-310.
- Mayer, N. et al. Les comportements politiques. Paris. Armand Colin. 1992.
- Mayer, N. Parler politique. *Sociologie des comportements politiques*. Sous la direction de Mayer Nonna. Paris. Armand Colin. 2010.
- Mayer, N. *Sociologie des comportements politiques*. Paris. Armand Colin. 2010.
- Mayrargue, C. « L'expression et la participation politiques en Afrique ». In Mamoudou Gazibo (Éd.). *Le politique en Afrique : État des débats et pistes de recherche*. Paris. Karthala. 2009.
- Mayrargue, C. Pluralisation et compétition religieuse en Afrique subsaharienne. Pour une étude comparée des logiques sociales et politiques du christianisme et de l'Islam. *Revue internationale de politique comparée*. 2009. Vol. 16. No. 1. pp. 83-98.
- Mazula, L. Representação e responsabilização política em Moçambique num contexto de partido dominante e sistema eleitoral de listas fechadas: 2009-2014. *Mémoire licenciatura*. Maputo. Universidade Eduardo Mondlane. 2015.
- Mazur, A. *Theorizing Feminist Policy*. Oxford. Oxford University Press. 2002.
- Mbembe, A. Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire. Paris. L'Harmattan. 1985.

- McFarland, D. et al. Bowling Young: How Youth Voluntary Associations Influence Adult Political Participation. *American Sociological Review*. Vol. 71. No. 3.2006. pp. 401–25.
- Médard, J-F. États d’Afrique noire : Formation, mécanisme et crise. Paris. Karthala. 1991.
- Melot, R. et al. Règles d’urbanisme et choix politique : les observations de l’État sur les projets locaux. *Revue d’Économie Régionale & Urbaine*. Vol. 4. No. 4. 2016. pp. 767-798.
- Meyer, D. et al. Conceptualizing Political Opportunity. *Social Forces*. Vol. 82. No. 4. 2004. pp. 1457–92.
- Michelat, G. Vote des groupes socio-professionnels et variables contextuelles. *Revue française de science politique*. Vol. 25. No. 5. 1975. pp.901 - 918.
- Milbrath, L. Political participation. Chicago. Rand McNally. 1965.
- Milbrath, L. Political Participation. *The Handbook of Political Behavior*. Chicago. Rand McNally College Publishing Company. 1981.
- Milner, H. Civic Literacy: How Informed Citizens Make Democracy Work. Hanover. Tufts University Press. 2002.
- Ministère de l’éducation du Mozambique et l’UNESCO. Revisão de Políticas Educacionais Moçambique. Maputo. 2019.
- Mlambo, C. et al. Factors influencing women political participation: The case of the SADC region. *Cogent Social Sciences*. Vol. 5. No. 1. 2019. pp. 1-13.
- Moehler, D. et al. Whose News Do You Trust? Explaining Trust in Private versus Public Media in Africa. *Political Research Quarterly*. Vol. 62. No. 2. 2011. pp. 276–92.
- Molomo, M. Understanding Government and opposition Parties in Botswana. *Commonwealth and Comparative Politics*. Vol. 38. No. 1. 2000. pp. 65–92.
- Montserrat, E. Les manifestations des diplômés chômeurs au Maroc : la rue comme espace de négociation du tolérable. *Genèses*. Vol. 77. No. 4. 2009. pp. 30-50.
- Moreau, C. Jeunesses urbaines et défonces tranquilles. Évolution anthropologique de la fête et quête d'identité chez nos jeunes contemporains. *Pensée plurielle*. Vol. 23. No. 1. 2010. pp. 77-91.
- Morier-Genoud, E. et al., *The War Within: New Perspectives on the Civil War in Mozambique, 1976-1992*. Melton. James Currey. 2018.

- Morier-Genoud, E. Proto-guerre et négociations. Le Mozambique en crise, 2013-2016. *Politique africaine*. Vol. 145. No. 1. 2017. pp. 153-175.
- Mossuz-Lavau, J. « Chapitre 9. Genre et politique. La marche vers l'indifférenciation ». In Anne Muxel (Éd.). *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*. Paris. Presses de Sciences Po. 2014. pp. 169-186.
- Mozaffar, S. et al. The comparative study of electoral governance. *International Political Science Review*. Vol. 23. No. 1. 2002. pp. 5-24.
- Mozaffar, S. Introduction. *Party Politics*. Vol. 11. No. 4. 2005. pp. 395-398.
- Muller, L. Political protest in contemporary Africa. Cambridge. Cambridge University Press. 2018.
- Musulay, P. Démocratie électorale en Afrique subsaharienne Entre droit, pouvoir et argent. Genève : Globethics.net. 2016.
- Muxel, A. « De nouveaux usages de la citoyenneté ». In Valérie Becquet (éd.). *Politiques de jeunesse : le grand malentendu*. Champ social. 2012. pp. 187-201.
- Muxel, A. « Introduction. Qu'est-ce que l'âge en politique ? ». Anne Muxel (Éd.). *La politique au fil de l'âge*. Paris. Presses de Sciences Po. 2011. pp. 15-30.
- Muxel, A. « Le moratoire politique des années de jeunesse ». In Annick Percheron. et al. (Ed.) *Âge et politique*. 203–232. Paris. Éditions Economica. 1991.
- Muxel, A. La politique dans la chaîne des générations. Quelle place et quelle transmission ? *Revue de l'OFCE*. Vol. 156. No. 2. 2018. pp. 29-41.
- Muxel, A. La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches. *Revue française de science politique*. Vol. 65. No. 4. 2015. pp. 541-562.
- Muxel, A. Politiquement jeune. Paris. De l'Aube. 2018.
- Muxel, A. L'âge des choix politiques : une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans. *Revue française de sociologie*. Paris. Presse de Sciences Po. Vol. 33. No. 2. 1992. pp.233-263.
- Nadeau, R. et al. « Chapitre 1. Les variables sociodémographiques », In Nadeau Richard et al. *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy. 1988 - 1995 - 2002 - 2007*. Paris. Presses de Sciences Po. 2012. pp. 53-82.
- Nakanabo Diallo, R. Sortie(s) de guerre et conservation de la nature. Trajectoire d'un parc national au Mozambique. *Gouvernement et action publique*. Vol. 8. No. 4. 2019. pp. 97-118.
- Nathalie, E. et al. Réinventer les partis politiques ? *Savoir/Agir*. 2015. Vol. 2. No. 32. p. 9-12.

- Nay, O. et al. *Lexique de science politique : vie et institutions politiques*. Paris. Dalloz. 2014.
- Nie, N. et al. Political Participation and the Life Cycle. *Comparative Politics*. Vol. 6. No. 3. 1974. pp. 319–40.
- Nkinyangi, J. Student protests in Sub-Saharan Africa. *Higher Education*. Vol. 22. pp. 157-173.
- Norris, P. « Political Activism: New Challenges, New Opportunities ». In Carles Boix et Susan Stokes (eds). *The Oxford Handbook of Comparative Politics*. Oxford. Oxford University Press. 2007.
- Norris, P. *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*. Cambridge: Cambridge University Press. 2002.
- Norris, P. *Electoral Engineering: Voting Rules and Political Behavior*. Cambridge. Cambridge University Press. 2004.
- Norris, P. et al. Does Ethnicity Determine Support for the Governing Party? The Structural and Attitudinal Basis of Partisan Identification in 12 African Nations. *Afrobarometer Paper*. No. 26. 2003.
- Nubukpo, K. et al. Entre les plans d'émergence sans vision et des visions sans émergence : la difficile appropriation par l'Afrique de ses trajectoires de développement. *Politique africaine*. Vol. 145. No. 1. 2017. pp. 51-63.
- Nuvunga, A. A participação da juventude num contexto onde o activismo tem estado a diminuir: o caso de Moçambique. In AGIR OXFAM: « Participação da juventude e das mulheres nos processos eleitorais ». *Colectânea de textos – IV Acampamento internacional sobre direitos humanos, cidadania e acesso à informação*. Maputo. 2018.
- Nuvunga, A. et al. Mozambique Democratic Movement (MDM): an analysis of a new opposition party in Mozambique. Maputo. Friedrich Ebert Stiftung. 2011.
- Nuvunga, A. From the Two-Party to the Dominant-Party System in Mozambique: 1994–2012, (thèse soutenue à l'Institut international d'études sociales – ISS). 2014.
- Nuvunga, A. Tendências nas eleições municipais de 1998, 2003 e 2008. In Weimer, Bernhard *Moçambique: Descentralizar o Centralismo*. Maputo. IESE. 2012. pp. 281-299.
- Nuvunga, I. Violência eleitoral em Moçambique: um estudo sobre as eleições autárquicas de 2013. Mémoire *licenciatura* Universidade Eduardo Mondlane. Maputo. 2015.

- O'Donnell, G. et al. *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*. Baltimore. Johns Hopkins University Press. 1986.
- Olivier de Sardan, J. L'espace public introuvable. Chefs et projets dans les villages nigériens. *Revue Tiers-Monde*. No. 157. janvier-mars. 1999. pp. 139-167.
- Olivier de Sardan, J.-P. et al. Travelling Models and the Challenge of Pragmatic Contexts and Practical Norms: The Case of Maternal Health. *Health Research Policy and Systems*. Vol. 60. No. 15. 2017.
- Ollivier, D. et al. « Chapitre 4. Les jeunes et la politique ». *Génération Y & Z. Le grand défi intergénérationnel*. Paris. De Boeck Supérieur. 2017. pp. 57-66.
- Open Society, Mozambique : Démocratie et participation politique, Maputo, 2009.
- Ossorguine, M. Des capacités et des compétences. *VST - Vie sociale et traitements*. Vol. 120. No. 4. 2013. pp. 132-133.
- Otayek, R. « Décentralisation et résilience des autoritarismes en Afrique : une relation de cause à effet ? » In Michel Camau et Gilles Massardier (Dir.). *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*. Paris. Karthala. 2009. pp. 121-140.
- Otayek, R. Les élections en Afrique sont-elles un objet scientifique pertinent ? ». Introduction au dossier « Des élections comme les autres ? ». *Politique africaine*. No. 69. 1998. pp. 3-11.
- Otayek, R. Pluralisme culturel et régime(s) politique(s). Un essai de comparaison Afrique/monde arabe. *Revue internationale de politique comparée*. Vol. 20. No. 2. 2013. pp. 101-123.
- Paloque-Berges, C. Les sources nativement numériques pour les sciences humaines et sociales. *Histoire@Politique*. Vol. 30. No. 3. 2016. pp. 221-244.
- Para-Mallam, O. Focus group discussions on violence against women in elections in Kogi state, Nigeria. Stop-Vawie Project – Report. 2015.
- Pasquier, D. Cultures juvéniles à l'ère numérique. *Réseaux*. Vol. 222. No. 4. 2020. pp. 9-20.
- Peatrik, A-M. Pour une anthropologie des jeunes en Afrique. *Ateliers d'anthropologie*. No. 47. 2020.
- Péchu, C. « Répertoire d'action ». In Olivier Fillieule (Éd.). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris. Presses de Sciences Po. 2009. pp. 454-462.

- Péchu, C. Laissez parler les objets ! De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets ». In Pierre Favre et al. *L'atelier du politiste*. Paris. La Découverte. 2007. pp. 59-78.
- Percheron, A. Chapitre 9. Age, cycle de vie, génération, période et comportement électoral. Daniel Gaxie (Éd.). *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*. Presses de Sciences Po. 1989. pp. 228-262.
- Pérez-Liñán, A. Neoinstitutional accounts of voter turnout: Moving beyond industrial democracies. *Electoral Studies*. Vol. 20. 2001. pp. 281-297.
- Perrot, S. et al. La fabrique du vote : placer la matérialité au cœur de l'analyse. *Politique africaine*. Vol. 144. No. 4. 2016. pp. 5-26.
- Peugny, C. Chapitre 1 : Toujours plus précaires ? Portée et limites de l'analyse intergénérationnelle des inégalités. In Amsellem-Mainguy et Laurent Lardeux. « Jeunesses : d'une crise à l'autre ». Paris. Sciences Po et INJEP. 2022. pp. 47-63.
- Philipps, J. A Global Generation? Youth Studies in a Postcolonial World. *Societies*. 2018. Vol. 8. No.1. pp. 1-18.
- Philipps, J. A Global Generation? Youth Studies in a Postcolonial World. *Societies*. Vol. 8. No. 1. 2018. pp. 1-18.
- Philipps, J. Ambivalent rage: youth gangs and urban protest in Conakry, Guinea. Paris. L'Harmattan. 2014.
- Piachaud, D. Peter Townsend and the holy grail. *New Statesman* Vol. 57. 1981. pp. 419-421.
- Piachaud, D. Problems in the definition and measurement of poverty. *Journal of Social Policy*. Vol. 16. No. 2. pp. 147-164.
- Pierru, E. et al. Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles. *Revue française de science politique*. Vol. 58. No. 3. 2008. pp. 457-481.
- Pinto, L. Neutralité axiologique, science et engagement : Une lettre de Pierre Bourdieu. *Savoir/Agir*. Vol. 16. No. 2. 2011. pp. 109-113.
- Pitcher, A. Les élections générales de 2004 au Mozambique. Choix, conséquences et perspectives. *Politique africaine*. Vol. 98. No. 2. 2005. pp. 149-165.
- Pitcher, A. Mozambique elections 2019: Pernicious polarization, democratic decline, and rising authoritarianism. *African Affairs*. Vol. 119. No. 476. 2020. pp. 468-486.
- Plecher, H. Youth unemployment rate in Mozambique. Statista. 2019 [disponible en ligne].

- Pommerolle M-E. et al. S'engager en situation de contrainte. *Genèses*. Vol. 4. No. 77. 2009. pp. 2-6.
- Pommerolle, M-E. Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun. *Politique africaine*. Vol. 108. No. 4. 2007. pp. 155-172.
- Portatadino, M. Ligas Juveniles Políticas na cidade de Maputo. Mémoire soutenue à l'Université de Leiden, 2016.
- Przeworski, A. Crises of Democracy. Cambridge. Cambridge University Press. 2019.
- Putnam, R. Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy. Princeton: Princeton University Press. 1993.
- Quantin, P. Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations. Paris. L'Harmattan. 2004.
- Quintelier, E. Differences in political participation between young and old people. *Contemporary Politics*. Vol. 13. No. 2. 2007. pp. 165–180.
- Quintelier, E. Differences in Political Participation between Young and old People. *Contemporary Politics*. Vol. 13. No. 2. 2007.
- Raffaele, S. Si la démocratie fait faillite. Paris. Gallimard. 2016.
- Ramos, E. Le processus d'autonomisation des jeunes. *Cahiers de l'action*. Vol. 31. No. 1. 2011. pp. 11-20.
- Randall, S. Visibilité et invisibilité statistique en Afrique. Adapter les méthodes de collecte de données aux populations ciblées. *Afrique contemporaine*. Vol. 258. No. 2. 2016. pp. 41-57.
- Rapport Afrobaromètre. Do trustworthy institutions matter for development? Corruption, trust, and government performance in Africa. No. 112. 2016.
- Resnick, D. et al. The political participation of Africa's youth: Turnout, partisanship, and protest. *Working paper – World Institute for Development Economics Research*. UNU-WIDER. No 56. 2011.
- Resnick, D. et al. Young populations in young democracies: generational voting behaviour in sub-Saharan Africa. *Democratization*. Vol. 21. No. 6. 2014. pp. 1172-1194.
- Rioufreyt, T. Ce que parler politique veut dire. Théories de la (dé)politisation et analyse du discours politique. *Mots. Les langages du politique*. Vol. 3. No. 115. 2017. pp. 127-144.

- Rivaton, R. La politique comme art de mener le changement. *Géoéconomie*. Vol. 78. No. 1. 2016. pp. 21-33.
- Roller, E. The performance of democracies. Political institutions and public policy. Oxford. Oxford University Press. 2005.
- Rosário, D. Do et al. Se faire recenser ? Oui, mais voter ? Le sens caché du matériel du vote au cours des élections de 2014 au Mozambique. *Politique africaine*. Vol. 144. No. 4. 2016. pp. 73-94.
- Rosário, D. Do Les mairies des « autres » : une analyse politique, socio-historique et culturelle des trajectoires locales : le cas d'Angoche, de l'Île de Mozambique et de Nacala Porto (thèse soutenue à IEP – Sciences Po Bordeaux). 2009.
- Rosário, D. Do Os desafios da nova CNE em contexto de autoritarismo político em Moçambique. *Policy Brief*. Maputo. EISA. No. 12. 2021. pp. 1-10.
- Rossatanga-Rignault, G. Qui ta fait roi ? Légitimité, élections et démocratie en Afrique. Éditions Sépia. Paris. 2011.
- Rouban, L. « Chapitre 2. La confiance politique : contrat social ou contrat commercial ? ». *La matière noire de la démocratie*. Sous la direction de Rouban Luc. Paris. Presses de Sciences Po. 2019. pp. 49-86.
- Roubaud, F. et al. Les quartiers pauvres contre la démocratie ? Le cas d'Antananarivo, Madagascar. *Afrique contemporaine*. Vol. 220. No. 4. 2006. pp. 65-96.
- Roudet, B. Qu'est-ce que la jeunesse ? *Après-demain*. Vol. 24. No. 4. 2012. pp. 3-4.
- Rubbers, B. et al. Regimes of Responsibility in Africa: Genealogies, Rationalities and Conflicts. New York. Berghahn Books. 2019.
- Rubi, S. Les comportements "déviant" des adolescentes des quartiers populaires : être "crapuleuse", pourquoi et comment ? Les recherches sur les conduites violentes des filles. *Travail, genre et sociétés*. Vol. 9. No. 1. 2003. pp. 39-70.
- Ruel, M. The structural articulation of generations in Africa. *Cahiers d'études africaines*. Vol. 165. Varia. 2002. pp. 51-82.
- Sadie, Y. Women in Political Decision-Making in the SADC Region. *Women and Leadership*. Vol. 65. Varia. 2005. pp. 17-31.
- Saintôt, B. Le « genre » sur la scène politique. Quels enjeux pour les catholiques ? *Études*. Vol. -. No. 7. 2014. pp. 41-52.
- Samuel, B. Étudier l'Afrique des grands nombres. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. Vol. 71. No. 4. 2016. pp. 897-922.
- Samuel, B. Planifier en Afrique. *Politique africaine*. Vol. 145. No. 1. 2017. pp. 5-26.

- Sanches, E. Novo contexto mas velha política: a evolução do sistema partidário moçambicano entre 1994 e 2014. Espaço Lusófono (1974/2014). Lisboa. Fundação Calouste Gulbenkian. 2014.
- Sangnier, M. et al. Protests and trust in the state: Evidence from African countries. *Journal of Public Economics, Elsevier*. Vol. 152(C). 2017. pp. 55-67.
- Sardan, J-P. Oliver de. La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà. Paris. Karthala. 2021.
- Sardan, J-P. Oliver de. La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique. Paris. Academia Bruylant. 2008.
- Sardan, J-P. Olivier de. Le 'Je' Méthodologique : Implication et Explicitation Dans l'enquête de Terrain. *Revue Française de Sociologie*. Vol. 41. No. 3. 2000. pp. 417–445.
- Sauger, N. Raisons et évolution du rejet des partis. *Pouvoirs*. Vol. 4. No. 163. 2017. p. 17-26.
- Sauvadet, T. Les jeunes « de la cité » : comment forment-ils un groupe ? *Socio-logos*. Varia 1. 2006. pp. 1-27.
- Sauvayre, R. Les méthodes de l'entretien en sciences sociales. Paris. Dunod. 2013.
- Sawicki, F. « Chapitre 6. Les temps de l'engagement ». In Jacques Lagroye. *La politisation*. Paris. Belin. 2003.
- Sawicki, F. La fin des partis. Paris. Presses Universitaires de France – PUF. 2020.
- Schedler, A. The Nested Game of Democratization by Elections. *International Political Science Review*. Vol. XXIII. No. 1. 2002. pp. 103-122.
- Scott, J. La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne. Paris. Éditions Amsterdam. 2019.
- Scott, J. Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance. New Haven. Yale UP. 1985.
- Shenga, C. Born frees attitudes towards democracy in Mozambique: a comparative study of political generations. *CPGD Working Paper*. No. 8. 2017.
- Shenga, C. et al. Data on Citizens' Concerns in Mozambique. *CPGD Research Note*. No 1. Maputo. 2018.
- Shenga, C. et al. L. Youth Political Engagement and their Social Conditions in Mozambique. *CPGD Working Paper*. No 7. 2017.
- Shenga, C. et al. The Effect of Electoral Violence on Electoral Participation in Africa. *Cadernos de Estudos Africanos*. Vol. 38. No. 2. 2019. 145-165.

- Shenga, C. et al. Youth's Concerns and their Expectations for socio-economic Development in Mozambique: Findings from Focus Group Discussions. NDI & CPGD. Maputo. 2016.
- Shenga, C. Political and Socioeconomic Perspectives of Mozambican Citizens. CPGD. Maputo. Findings from 30 Focus Group Discussions. 2018.
- Shin, J. Une approche écosophique de l'espace urbain. *Sociétés*. Vol. 119. No. 1. 2013. pp. 19-28.
- Siméant, J. Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako. Paris. Karthala. 2014.
- Sintomer, Y. « Quelles alternatives au système électoral ? ». In Bertrand Badie (Éd.). *En quête d'alternatives. L'état du monde 2018*. Paris. La Découverte. 2017. pp. 174-180.
- Sirinelli, J-F. Génération, générations. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. Vol. 2. No. 98. 2008. pp. 113-124.
- Sloam, J. Voice and Equality: Young People's Politics in the European Union. *West European Politics*. Vol. 36. No. 4. 2013. pp. 836-858.
- Smith, K. et al. Access Is Necessary but Not Sufficient: Factors Influencing Delay and Avoidance of Health Care Services. *MDM Policy & Practice*. 2018. Vol. 3. No. 1. pp. 1-11.
- Sommers, M. Urban youth in Africa. *Environment & Urbanization*. Vol. 22 No. 2. 2010. pp. 317-332.
- Sumich, J. Tenuous Belonging: Citizenship and Democracy in Mozambique. *Social Analysis*. Vol. 57. No. 2. pp. 99-116.
- Tagliabue, S. et al. The transition to adulthood around the mediterranean: contribution of the special issue. *Journal of Adolescence*. Vol. 37. 2014. pp. 1405–1408.
- Teorell, J. et al. "Political participation: mapping the terrain". In Jan Van Deth et al (Ed). *Citizenship and Involvement in European Democracies: A Comparative Perspective*. 2007. p. 334-357.
- Teorell, J., et al. Political Participation: Mapping the Terrain. London & New York: Routledge. 2007.
- The Washington Post. Africa's largest public-opinion survey is under threat, but here's what you can do about it [disponible en ligne].
- Thiriou, C. Les élections en Afrique, un « objet scientifique pertinent ». *Afrique contemporaine*. Vol. 3. No. 3. 2011. pp. 133-135.

- Tiberj, V. « Chapitre 6 : Ni pire, ni meilleurs... différents ! Comment la citoyenneté évolue parmi les jeunes ». In Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (Dir.). *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*. Paris. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Documentation Française. 2021. pp. 121-143.
- Tiberj, V. « Chapitre 7 : Trop apathiques ou trop remuants ? Génération et participation politique ». In Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (Dir.). *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*. Paris. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Documentation Française. 2021. pp. 145-166.
- Tiberj, V. Compétence et repérage politiques en France et aux États-Unis : une contribution au modèle de « l'électeur raisonnable ». *Revue française de science politique*. Vol. 54. No. 2. 2004. pp. 261-287.
- Tiberj, V. Électeurs d'hier, citoyens d'aujourd'hui : comment le renouvellement générationnel transforme le lien au vote. In Tristan Haute et Vincent Tiberj (dir.). *Extinction de vote ?* Paris. PUF. 2021. pp.51-65.
- Tiberj, V. How France participates? The impact of generational renewal on political participation (1981–2018). *Fr Polit*. 2021.
- Tiberj, V. Voter ne suffit plus. Renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique. *Agora débats/jeunesses*. Vol. 86. No. 3. 2020. pp. 143-159.
- Tilly, C. Models and Realities of Popular Collective Action. *Social Research*. Vol. 52. No. 4. 1985. pp. 717–747.
- Tissot, N. La nuit, un (autre) monde ? *Rhizome*. Vol. 77. No. 3. 2020. p. 19.
- Touraine, A. Social movements: participation and protests. *Scandinavian political studies*. Vol. 10. No. 3. 1987. pp. 207-222.
- Tournier, V. Comment le vote vient aux jeunes. L'apprentissage de la norme électorale. *Agora débats/jeunesses*. Vol. 51. No. 1. 2009. pp. 79-96.
- Tournier, V. Génération politiques, in Cautres B., Mayer N. (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*. Paris. Presses de Sciences Po. 2004.
- Townsend, P. *Poverty in the United Kingdom: A Survey of Household Resources and Standards of Living*. 1979. Penguin Books. Harmondsworth.
- Tshikala, B. Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa). Éditions Karthala. *Politique africaine*. Vol. 4 No. 80. 2000. pp. 12-31.
- Turner, V. *Dramas, Fields, and Metaphors. Symbolic Action in Human Society*. Ithaca. Cornell University Press. 1975.

- Uhlener, C. *Politics and Participation*. Elsevier – University of California Irvine. 2015.
- UNESCO. *Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975*. Paris. L'Harmattan. 1993.
- UNICEF. *Educação Moçambique*. Maputo. 2014.
- Union africaine. *State of Africa's population report*. 2017.
- Vairel, F. et al. Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte : outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc. *Critique internationale*. Vol. 50. No. 1. 2011. pp. 91-108.
- Van Deth, J. What is Political Participation? *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. 2016.
- Van Egmond, M. et al. Electoral Participation in the Netherlands: Individual and Contextual Influences. *European Journal of Political Research*. Vol. 34. No. 2. pp. 281–300. 1998.
- Van Gyampo, R. et al. *Youth Politics in Africa*. Oxford. Oxford University Press. 2019.
- Van Reybrouck, D. *Contre les élections*. Paris. Babel essai. 2013.
- Verba, S. et al. *Participation in America: Political Democracy and Social Equality*. New York: Harper & Row. 1972.
- Verba, S. et al. *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge. Harvard University Press. 1995.
- Vigh, H. Youth Mobilisation as Social Navigation. Reflections on the concept of *dubriagem*. *Cadernos de Estudos Africanos*. 2010. Vol. 18/19. pp. 140-164.
- Virno, P. *Grammaire de la multitude*. Pour une analyse des formes de vie contemporaines. Editions de l'Eclat. 2002.
- VOA News. *Swaziland Rejects Afrobarometer Survey Results* [disponible en ligne].
- Vulbeau, A. « La socialisation urbaine des jeunes ». In Jacky Beillerot (Éd.). *Traité des sciences et des pratiques de l'éducation*. Paris. Dunod. 2014. pp. 275-287.
- Vulbeau, A. et al. (dir.). *La jeunesse et la rue*. Paris. Desclée de Brouwer. 1994.
- Wallace, A. Introduction: youth and politics. *Journal of Youth Studies*. Vol. 6. No. 3. 2010. pp. 243-245.
- Waller, R. *Rebellious Youth in Colonial Africa*. *The Journal of African History*. Vol. 47. No. 1. 2006. pp. 77-92.

- Wantchékon, L. et al. Droits politiques ou biens publics ? Analyse économétrique des représentations de la démocratie en Afrique. *Afrique contemporaine*. Vol. 220. No. 4. 2006. pp. 97-117.
- Wattenberg, M. *Is Voting for Young People*. New York. Pearson Longman. 2008.
- Weimer, B. et al. *Moçambique: Descentralizar o Centralismo: Economia, Política, Recursos e Resultados*. Maputo. IESE. 2012.
- Weimer, B., et al. A economia do political settlement em Moçambique: contexto e implicações da descentralização. In B. Weimer (Ed.). *Moçambique: Descentralizar o Centralismo: Economia política, Recursos E Resultados* (pp. 31-75). Maputo. Instituto de Estudos Sociais e Económicos (IESE). 2012.
- Weiss, J. What Is Youth Political Participation? Literature Review on Youth Political Participation and Political Attitudes. *Frontiers in Political Science*. Vol. 2. No. 1. 2020. pp. 1-13.
- Wolfinger, R. et al. *Who votes?* New Haven. New Haven. Yale University Press. 1980.
- Xypas, C. « Introduction : Qu'est-ce que la citoyenneté ? ». In Constantin Xypas (éd.). *Les citoyennetés scolaires. De la maternelle au lycée*. Paris. Presses Universitaires de France. 2003. pp. 281-290.
- Zaller, J. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. Cambridge. Cambridge University Press. 1992.

# ***Table des matières***

<b>Sommaire</b> .....	<b>2</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>8</b>
<b>Liste des sigles</b> .....	<b>10</b>
<b>Table des cartes, graphiques, photos et tableaux</b> .....	<b>11</b>
<b>Introduction générale</b> .....	<b>15</b>
<b>Chapitre 1 : Historicité d'un pays sur la côte de l'océan Indien</b> .....	<b>41</b>
1. Un long itinéraire de conflit : « ni guerre, ni paix » .....	43
2. Méthodologie : un terrain, deux méthodes .....	54
3. Réflexivité et positionnement méthodologique : temps, durée, assignation dans la relation d'enquête .....	69
<b>Chapitre 2 : Rapport à la politique : définir, comprendre et adapter les grands concepts</b> .....	<b>75</b>
1. Participation politique : trajectoire et historicité du concept .....	79
2. Politisation des jeunes, s'intéresser à la politique.....	102
3. La place de la citoyenneté dans le rapport politique des jeunes.....	112
<b>Conclusion</b> .....	<b>126</b>
<b>Chapitre 3 : Jeunesse(s) : à la recherche d'une ou de plusieurs définitions</b> .....	<b>128</b>
1. Controverses théoriques d'une définition polysémique.....	133
2. Socialisation des jeunes.....	149
3. Comprendre les jeunes du Mozambique.....	167
<b>Conclusion</b> .....	<b>176</b>
<b>Chapitre 4 : Quand les élections marquent la politique</b> .....	<b>179</b>
1. Une entrée par les élections .....	183
2. Participer avant, durant et après les élections.....	201
3. La matérialité du vote au Mozambique.....	217

4. Se faire recenser ? Oui, mais voter ?.....	231
5. Trois villes, des significations différentes sur les élections .....	248
<b>Conclusion.....</b>	<b>259</b>
<b>Chapitre 5 : La participation politique comme un champ d'inégalités.....</b>	<b>261</b>
1. La fabriques des statistiques en Afrique et ses limites .....	265
2. Variables explicatives de la participation politique.....	286
3. Indice de privation, un facteur déterminant pour voter au Mozambique ?...	328
4. Le modèle .....	333
<b>Conclusion.....</b>	<b>340</b>
<b>Chapitre 6 : Participer autrement dans un régime hybride.....</b>	<b>342</b>
1. Discuter et parler de la politique au Mozambique.....	346
2. Le contact avec les institutions (extra)politiques .....	365
3. Manifester dans un pays marqué par une atmosphère de violence .....	386
4. Comprendre la confiance comme un outil de la participation politique .....	404
<b>Conclusion.....</b>	<b>429</b>
<b>Chapitre 7 : Les trois villes et le rapport des jeunes à la politique.....</b>	<b>431</b>
1. La « participation sans participation » : modalités citoyennes selon chaque ville ...	435
2. Le débrouillage, les jeunes et la politique .....	455
3. Le silence à Maputo, les bruits à Beira et à Nampula.....	464
<b>Conclusion.....</b>	<b>487</b>
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>489</b>
1. Rappel de notre démarche : prémisses de l'analyse .....	491
2. Principales conclusions empiriques .....	493
3. Dépasser les étiquettes sur le désenchantement politique des jeunes ....	496
Bibliographie .....	501
Table des matières.....	535
Table des annexes .....	537

## ***Table des annexes***

<b><i>Annexe 1 : Grille d'entretien .....</i></b>	<b><i>538</i></b>
<b><i>Annexe 2 : Liste des interviewés.....</i></b>	<b><i>539</i></b>
<b><i>Annexe 3 : Enquête Afrobaromètre .....</i></b>	<b><i>542</i></b>
<b><i>Annexe 4 : Variables statistiques.....</i></b>	<b><i>544</i></b>
<b><i>Annexe 5 : Résultats des élections au Mozambique .....</i></b>	<b><i>546</i></b>
<b><i>Annexe 6 : Rural et urbain au Mozambique .....</i></b>	<b><i>547</i></b>

## **Annexe 1 : Grille d'entretien**

Mozambique, juillet 2019 / janvier 2020 – villes : Maputo, Beira et Nampula

### **Stratégie « boule de neige »**

Proposer un récit de vie plus ouvert [question de la famille, pratiques politiques avec les pairs, vision du vote et d'autres formes de participation politique]

1. Votre famille parle-t-elle de questions politiques ? Discutez-vous des affaires de votre vie quotidienne/quartier (questions qui concernent la communauté) ?
2. Qui commence la discussion ? C'est d'abord votre père, ou aussi votre mère ?
3. Quand vous deviendrez adulte, cela changera-t-il ?
4. En dehors de la famille, est-ce que ça vous arrive de parler politique ? Avec qui ?
5. Que pensez-vous du vote ?
6. Voter c'est avant tout un devoir ou bien c'est d'abord un droit ?
7. Avez-vous voté lors des dernières élections (municipale 2018 / présidentielles 2019) ?
8. Comment avez-vous choisi le candidat pour qui vous avez voté ?
9. Votre histoire de vote ? Comment vous vous positionnez politiquement ?
10. Votre famille adhère-t-elle au vote ?
11. Connaissez-vous une forme de participation politique ?
12. Participe aux manifestations ? Est-ce que ça vous est arrivé d'aller à une manifestation ? Si oui/non, pourquoi ?
13. Actuellement, il y a de plus en plus de gens qui critiquent le gouvernement au Mozambique. Trouvez-vous qu'ils ont raison, ou devraient-ils rester à leur place sans faire aucune revendication ?
14. Membre d'une association, un syndicat ou un parti politique ? D'où vient votre engagement ? De votre famille, de vos amis ?
15. A propos des responsables politiques, qu'en pensez-vous ? Sont-ils à l'écoute des gens ? Pensent-ils d'abord à eux-mêmes ?
16. Que pensez-vous des personnes qui expriment leur mécontentement dans la rue ?
17. A quelle fréquence suivez-vous l'actualité politique du pays ? Par quels moyens d'information ?

## ***Annexe 2 : Liste des interviewés***

### **MAPUTO**

<b>Sigles</b>	<b>Âge</b>	<b>Niveau d'études</b>	<b>Profession</b>	<b>Langue d'enquête</b>	<b>Genre</b>
RM	23	Diplôme secondaire	Sans emploi	Portugais	F
GM	26	Diplôme secondaire	Entrepreneur	Portugais	H
VF	27	Supérieur	Responsable association	Portugais	H
AM	30	Diplôme secondaire	Moniteur étudiant	Portugais	H
FM	27	Supérieur	Emploi informel	Portugais	H
CC	25	Supérieur	Responsable association	Portugais	F
AC	26	Supérieur	Art-Activiste	Portugais	H
EL	31	Diplôme secondaire	Art-Activiste	Portugais	F
HF	21	Diplôme secondaire	Responsable association	Portugais	F
MA	27	Supérieur	Responsable association	Portugais	F
MM	27	Supérieur	Journaliste	Portugais	F
Mère CC	+50	Diplôme secondaire	Secrétaire	Portugais	F
NG	24	Diplôme primaire	Sans emploi	XiChangana (langue locale)	H
JB	25	Diplôme primaire	Sans emploi	XiChangana (langue locale)	H

**BEIRA**

<b>Sigles</b>	<b>Âge</b>	<b>Niveau d'études</b>	<b>Profession</b>	<b>Langue d'enquête</b>	<b>Genre</b>
CS	20	Diplôme primaire	Emploi informel	Portugais	F
EA Jr.	27	Diplôme secondaire	Sans emploi	Portugais	H
FR	23	Diplôme secondaire	Volontaire croix roux	Portugais	H
HC	32	Supérieur	Pharmaceutique	Portugais	F
EN	24	Supérieur	Secrétaire association	Portugais	H
GJ	24	Diplôme secondaire	Emploi informel	Portugais	H
HG	20	Supérieur	Sans emploi	Portugais	H
IM	27	Diplôme secondaire	Stagiaire	Portugais	F
JD Jr.	23	Diplôme secondaire	Emploi informel	Portugais	H
JA	19	Diplôme secondaire	Emploi informel	Portugais	H
MM	24	Diplôme secondaire	Sans emploi	Portugais	F
MA	22	Diplôme secondaire	Sans emploi	Portugais	F
ND	21	Diplôme primaire	Emploi informel	Portugais	H
SA	22	Diplôme primaire	Sans emploi	Portugais	H
S da G	19	Supérieur	Sans emploi	Portugais	F

## NAMPULA

<b>Sigles</b>	<b>Âge</b>	<b>Niveau d'études</b>	<b>Profession</b>	<b>Langue d'enquête</b>	<b>Genre</b>
AG	23	Diplôme secondaire	Sans emploi	Portugais	H
AF	25	Supérieur	Sans emploi	Portugais	F
AL	19	Diplôme secondaire	Sans emploi	Portugais	F
BC	30	Diplôme secondaire	Secrétaire association	Portugais	H
BJ	24	Supérieur	Emploi informel	Portugais	H
CM	25	Supérieur	Enseignant école secondaire	Portugais	H
EA	26	Diplôme primaire	Formatrice prof.	Portugais	F
FM	31	Diplôme secondaire	Gérant de magasin	Portugais	H
IA	21	Diplôme secondaire	Sans emploi	Portugais	F
Is J	27	Supérieur	Enseignant école secondaire	Portugais	H
IV	21	Diplôme secondaire	Emploi informel	Portugais	H
JJ	19	Diplôme secondaire	Sans emploi	Portugais	H
LSC	34	Diplôme secondaire	Sans emploi	Portugais	F
SC	23	Diplôme secondaire	Réceptionniste	Portugais	F
S Jr.	19	Diplôme primaire	Emploi informel	Portugais	H

## **Annexe 3 : Enquête Afrobaromètre**

### **Thèmes des enquêtes**

<p><b>Le panafricanisme / régionalisme</b> : Le soutien à la liberté de circulation et d'échange économique régionale, et à la promotion régionale et la protection de la démocratie.</p>
<p><b>L'accès à la justice</b> : Dans quelle mesure le système de justice est-il accessible aux personnes ordinaires ? Avec quelle fréquence interagissent-ils avec ce système ? Quel sont les problèmes que les personnes ordinaires rencontrent quand ils cherchent à obtenir une justice ?</p>
<p><b>Citoyenneté</b> : Quelles sont les mesures que les citoyens peuvent prendre en réponse à la mauvaise performance du gouvernement ? Quelles mesures devraient-ils prendre ?</p>
<p><b>La Chine</b> : Les perceptions sur l'influence de la Chine, et la mesure dans laquelle cette influence bénéficie ou nuit aux intérêts nationaux.</p>
<p><b>L'approvisionnement en énergie</b> : L'accès des ménages à l'électricité et la fiabilité de l'approvisionnement. Les citoyens accèdent-ils à l'électricité sans pour autant payer pour cela ?</p>
<p><b>Le conflit et la criminalité</b> : Dans quelle mesure les citoyens se sentent-ils en sécurité ? Quelle a été leur expérience avec la criminalité et la violence ? Signalent-ils les crimes à la police ?</p>
<p><b>Démocratie</b> : La compréhension populaire de la démocratie, ainsi que le soutien pour et la satisfaction avec cette forme de gouvernance. Désir de retourner ou d'expérimenter des alternatives autoritaires ?</p>
<p><b>Les élections</b> : La participation aux campagnes et aux élections. Les intentions de vote des citoyens et leurs opinions sur la qualité des processus électoraux.</p>
<p><b>L'égalité des sexes</b> : La position des femmes dans la société. Les femmes devraient-elles avoir les mêmes droits que les hommes ? Devrait-il y avoir plus de femmes dans la politique et les institutions publiques ?</p>
<p><b>La gouvernance</b> : La demande pour et la satisfaction avec un gouvernement efficace, redevable et propre ; les analyses de la performance globale du gouvernement et la prestation des services sociaux.</p>
<p><b>L'identité</b> : Comment les citoyens se perçoivent-ils par rapport aux identités</p>

ethniques et de classe ? Existe-il un sentiment commun d'identité nationale ?
<b>La macro-économie et les marchés</b> : L'évaluation des conditions économiques et de vie nationales et personnelles. Les évaluations de la performance du gouvernement dans la gestion économique et la création d'emplois.
<b>La participation politique</b> : Dans quelle mesure les citoyens ordinaires se joignent-ils aux efforts de développement, se conforment-ils aux lois du pays, votent-ils aux élections, et participent-ils à des manifestations ?
<b>La pauvreté</b> : Combien de fois les individus font-ils face à des pénuries de produits de première nécessité – la nourriture, l'eau, les soins médicaux – dans leur vie quotidienne ? Indicateurs des conditions de vie.
<b>Services publics</b> : La disponibilité des services publics et à quelle fréquence ils sont accédés. Les services publics comprennent l'eau courante, une clinique de santé, un service de téléphone cellulaire, et un système postal ?
<b>Le capital social</b> : A qui les citoyens font-ils confiance ? Dans quelle mesure dépendent-ils des réseaux et des associations informelles ? Les évaluations de la fiabilité de diverses institutions.
<b>La tolérance</b> : Comment les gens acceptent-ils ceux qui sont socialement ou politiquement différents d'eux ?

## Annexe 4 : Variables statistiques

Variable dépendante	Question et recodage	Source
<b>Avoir manifesté</b> <b>Avoir voté</b> <b>Confiance politique</b> <b>Contact politique</b> <b>Discuter politique</b>	0 – Non 1 – Oui	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
Variables indépendantes	Question et recodage	Source
<b>Diplôme</b>	Sans études ( <i>base outcome</i> ) École informelle École primaire Formation professionnelle Formation universitaire	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
<b>Age</b>	18-25 26-35 36-45 ( <i>base outcome</i> ) 45-65 66+	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
<b>Région</b>	0 – Urbain ( <i>base outcome</i> ) 1 – Rural	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
<b>Occupation professionnelle</b>	Chômage ( <i>base outcome</i> ) Inactive Temps partiel Temps plein	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
<b>Discuter politique</b>	0 – Non 1 – Oui	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)

<b>Avoir voté</b>	0 – Non 1 – Oui	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
<b>Avoir contacté un parti politique</b>	0 – Non 1 – Oui	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
<b>Confiance aux partis politiques</b>	0 – Aucune confiance 1 – Confiance dans un parti politique 2 – Confiance dans les deux	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
<b>Satisfaction démocratie</b>	0 – Pas satisfait 1 – Satisfait 2 – Je ne sais pas	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
<b>Langue interview</b>	Portugais ( <i>base outcome</i> ) Mácuá Sena Ndau Changana Autres	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)
<b>Indice de privation (household)</b>	Combinaison de plusieurs variables <i>index_cash</i> <i>index_food</i> <i>index_water</i> <i>index_health</i> <i>index_fuel</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 0 : pas de privation</li> <li>• 5 : tous les privations</li> </ul>	Vague 3 – Vague 7 (2005-2018)

## **Annexe 5 : Résultats des élections au Mozambique**

<b>Année</b>	<b>Élection</b>	<b>Vainqueur</b>
1994	Élections présidentielles (et législatives)	Joaquim Chissano (Frelimo)
1999	Élections présidentielles (et législatives)	Joaquim Chissano (Frelimo)
2004	Élection présidentielles (et législatives)	Armando Guebuza (Frelimo)
2009	Élection présidentielles (et législatives)	Armando Guebuza (Frelimo)
2014	Élection présidentielles (et législatives)	Filipe Nyusi (Frelimo)
2019	Élection présidentielles (et législatives et des gouverneurs des provinces)	Filipe Nyusi (Frelimo)
2024	Prochaines élections présidentielles (législatives, des gouverneurs des provinces et des administrateurs des districts)	-

<b>Année</b>	<b>Municipalités</b>	<b>Parti vainqueur</b>			<b>Maputo</b>	<b>Beira</b>	<b>Nampula</b>
1998	33	F 33	R 0	-	Frelimo	Frelimo	Frelimo
2003	33	F 28	R 5	-	Frelimo	Renamo	Frelimo
2008	43	F 41	R 1	-	Frelimo	Daviz Simango <sup>280</sup>	Frelimo
2013	53	F 50	-	M 3	Frelimo	MDM	MDM
2018	53	F 44	R 8	M 1	Frelimo	MDM	Renamo
2023	53	-	-	-	-	-	-

**F** – Frelimo (nombre de municipalités gagnées)

**R** – Renamo (nombre de municipalités gagnées)

**M** – MDM (nombre de municipalités gagnées)

<sup>280</sup> En 2008, Daviz Simango s'est présenté en tant qu'indépendant et a remporté les élections dans la ville de Beira. Il était membre de la Renamo, mais a été expulsé du parti. Comme réponse, il a fondé son propre parti, le MDM, qui préside la ville de Beira depuis 2009. Simango est mort en février 2021.

## **Annexe 6 : Rural et urbain au Mozambique**

<b>Rural et urbain</b>	<b>Caractéristiques</b>
<b>Dualité urbaine</b>	<p>La double urbanisation, qui est l'une des caractéristiques de l'urbanisation mozambicaine contemporaine est le résultat d'un processus de ségrégation socio-spatiale de longue date, caractérisé par la nature coloniale du pays pendant de nombreux siècles. Le colonialisme a perpétué des valeurs ségrégationnistes et racistes, qui ont structuré les villes mozambicaines en deux statuts : d'une part, des quartiers configurés selon des plans orthogonaux, avec des bâtiments verticaux, des réseaux de services, des commerces, des installations sanitaires, l'approvisionnement en électricité, en eau potable et en télécommunications. De l'autre côté, des quartiers structurés en logements horizontaux, précaires en infrastructures et services urbains.</p>
<b>Ruralité dans l'urbain</b>	<p>Dans la cette relation entre l'urbain et le rural, il existe des aspects institutionnels de changement entre ce qui est considéré comme urbain et rural, qui ne reflètent pas toujours des changements substantiels dans le mode de vie de la population urbaine. Il s'agit d'une caractéristique presque générale dans les pays africains, héritée également de la période coloniale et très visible aujourd'hui dans les périphéries, où prédominent les populations à faible revenu, en particulier celles qui migrent des espaces ruraux vers les espaces urbains à la recherche</p>

	<p>de leur survie, pour faire face à la vie urbaine difficile, et finissent par adapter des attitudes, des habitudes et des comportements ruraux, donnant lieu au phénomène appelé « ruralité dans l'urbain » ou « ruralisation de l'urbain ». Bien qu'elle soit transitoire, cette caractéristique persiste dans presque toutes les villes mozambicaines. Le problème fondamental de ce processus est que l'urbanisation mozambicaine est encore sous-développée. Actuellement, il est presque impossible de séparer l'hybridité (rurale et urbaine) dans l'urbanisation mozambicaine.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Informalité et croissance démographique</b></p>	<p>Au Mozambique, la terre appartient à l'État. La loi foncière, en vigueur depuis 1997, accorde aux individus le droit à la terre sur la base de l'occupation historique, en acceptant les témoignages oraux pour la décision. Intégrant le droit traditionnel, ce processus a été largement respecté en tant que réforme foncière, mais la loi n'a pas démontré son efficacité à accorder des droits de résidence permanente à ses occupants. Les conflits d'intérêts entre les promoteurs immobiliers, l'absence de procédures d'urbanisme appropriées, les processus bureaucratiques, les frais élevés et la corruption sont autant de facteurs qui contribuent à ce que les occupations restent informels, sous l'effet du processus bureaucratique d'acquisition de terrains urbains. L'acquisition de terrains ou de lots urbains se fait de deux manières.</p>

Source : Florêncio (2004).